Direction Opérationnelle de Criminologie
Operationele Directie Criminologie

Collection des rapports et notes de recherche / Collectie van onderzoeksrapporten & onderzoeksnota's n° 33

ANALYSE VAN WERKPROCESSEN VAN DE DIRECTIE DETENTIEBEHEER EN LOKALE GEVANGENISDIRECTIES IN HET KADER VAN DE ADVIES- EN BESLUITVORMING INZAKE BIJZONDERE STRAFUITVOERINGSMODALITEITEN

ANALYSE DES PROCESSUS DE TRAVAIL DE LA DIRECTION GESTION DE LA DETENTION ET DES DIRECTIONS PENITENTIAIRES LOCALES DANS LE CADRE DE LA FORMULATION D'AVIS ET DE LA PRISE DE DECISIONS EN MATIERE DE MODALITES D'EXECUTION DES PEINES

Rapport final
Février 2013

Chercheurs
Benjamin MINE
Luc ROBERT

Promoteurs
Alexia JONCKHEERE
Eric MAES

Institut National de Criminalistique et de Criminologie
Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie

REMERCIEMENTS

La recherche « Analyse des processus de travail de la Direction Gestion de la détention et des directions pénitentiaires locales dans le cadre de la formulation d'avis et de la prise de décisions en matière de modalités d'exécution des peines » n'aurait pu être réalisée sans la précieuse participation des collaborateurs du *Service juridique externe* de la Direction Gestion de la détention et des directions pénitentiaires locales, lesquels ont contribué à la phase de récolte de données et éclairé fort utilement notre compréhension de leurs pratiques par le partage de leurs expériences et des informations en leur possession ; nous les remercions vivement d'avoir collaboré ainsi à la réalisation du projet.

Nous adressons également nos remerciements aux membres du comité d'accompagnement pour leur investissement ainsi que pour leurs remarques et commentaires.

TABLE DES MATIERES / INHOUDSTAFEL

REMERCIEMENTS **i**

TABLE DES MATIERES **ii**

INDEX DES ABREVIATIONS / LIJST AFKORTINGEN **viii**

LISTE DES FIGURES / LIJST FIGUREN **ix**

LISTE DES TABLEAUX / LIJST TABELLEN **x**

INTRODUCTION GENERALE **1**

CHAPITRE I – METHODOLOGIE **3**

- **I. Entretiens approfondis** **5**
- **II. Constitution d'une base de données** **6**
- **III. Sélection de dossiers** **7**
- **IV. Questionnaires** **8**

CHAPITRE II – REGLEMENTATION **9**

- **I. Les permissions de sortie** **9**
- **II. Les congés pénitentiaires** **11**
- **III. La procédure d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires** **12**
  - **III.1.** L'avis du directeur 12
  - **III.2.** La décision de la Direction Gestion de la détention 13
  - **III.3.** L'exécution de la modalité 15

CHAPITRE III – LES ACTEURS **17**

- **I. Les directions pénitentiaires locales** **17**
- **II. Le service psychosocial (SPS)** **19**
- **III. Les maisons de justice** **21**
- **IV. La Direction Gestion de la détention (DGD)** **22**
- **V. Le Directeur général de la Direction générale des établissements pénitentiaires** **25**
- **VI. Le cabinet du Ministre de la Justice** **26**
- **VII. Le tribunal d'application des peines** **26**

CHAPITRE IV – L'ORGANISATION DU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PERMISSION DE SORTIE ET DE CONGE PENITENTIAIRE **27**

I. Au niveau des directions pénitentiaires locales **27**

I.1. Attribution des dossiers 27
I.2. Organisation interne du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie 28
I.3. Critères de différenciation au niveau du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie 30
I.4. Méthodologie 32

II. Au niveau du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention **36**

II.1. Organisation interne du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire 36
II.2. Méthodologie 41

III. Indication du volume annuel traité de demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire **44**

CHAPITRE V – LES DOSSIERS **45**

I. Considérations méthodologiques **45**

I.1. Echantillonnage 45
I.2. Méthode d'analyse 47

II. Visualisation du matériel empirique sous la forme d'arbres décisionnels **48**

II.1. Dossiers francophones 49
II.2. Dossiers néerlandophones 51

III. Méthodologie des attachés **53**

III.1. La méthodologie des attachés francophones 53
III.2. De methode bij beslissingen van Nederlandstalige attachés 59

IV. Analyse des dossiers **66**

IV.1. Considérations relatives à la forme des avis et des décisions 66
IV.2. Description des arguments par modalité et contre-indication 75
IV.3. Bespreking van enkele beslissingen en bijhorende gegevens 95
IV.4. Afsluitend 118

CHAPITRE VI : LES PERCEPTIONS DES DIRECTEURS DE PRISON LOCAUX ET DES ATTACHES DU SERVICE STATUT JURIDIQUE EXTERNE DE LA DIRECTION GESTION DE LA DETENTION **119**

I. La perception des directeurs de prison 119

I.1. La perception des directeurs quant au nombre de demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie traité personnellement au cours des mois d'avril, mai et juin 2012 119
I.2. La perception des directeurs quant au pourcentage (moyen) de cas où ils remettent un avis positif à la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie 121
I.3. La perception des directeurs quant au pourcentage (moyen) de cas où ils demandent une expertise du service psychosocial lors de la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie 122
I.4. La perception des directeurs quant au délai moyen (en jours) entre la réception d'une demande de permission de sortie et la communication de leur avis à la Direction Gestion de la détention 123
I.5. Les sources sur lesquelles les directeurs s'appuient pour élaborer leurs avis relatifs aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire 124
I.6. Aperçu du nombre de directeurs qui rencontrent systématiquement le détenu à chaque nouvelle demande de congé pénitentiaire ou de permission de sortie 130
I.7. La perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (permission de sortie) 134
I.8. La perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (congé pénitentiaire) 136
I.9. La perception des directeurs quant au nombre de demandes que doit introduire un détenu avant d'obtenir une décision positive de la Direction Gestion de la détention 138
I.10. La perception des directeurs par rapport au tribunal d'application des peines 140
I.11. La perception des directeurs quant à la pertinence des décisions de la Direction Gestion de la détention 141
I.12. La perception des directeurs quant aux arguments légaux avancés par la Direction Gestion de la détention pour refuser l'octroi d'une modalité (permission de sortie/congé pénitentiaire) 142
I.13. La perception des directeurs quant à la non-pertinence des arguments légaux avancés par la Direction Gestion de la détention pour refuser l'octroi d'une modalité (permission de sortie/congé pénitentiaire) 145
I.14. La perception des directeurs répondants par rapport au fait que la décision de la Direction Gestion de la détention s'appuie sur une procédure écrite 146
I.15. La perception des directeurs répondants par rapport à l'attitude la Direction Gestion de la détention à l'égard de leur avis dans le cadre du traitement de demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire 146

II. La perception des attachés 150

II.1. La perception des attachés quant au motif qu'ils mobilisent le plus fréquemment pour rejeter une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire 150
II.2. Le dossier de la Direction Gestion de la détention et la perception des attachés quant aux sources d'information utilisées dans l'élaboration de leurs décisions 152
II.3. La perception des attachés par rapport à l'importance des éléments d'information du rapport psychosocial dans l'élaboration de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire 156
II.4. La perception des attachés quant aux motifs qui requièrent le plus souvent une demande d'information complémentaire lors du traitement d'une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire 159
II.5. La perception des attachés quant au pourcentage (moyen) de cas où, après avoir rendu une décision négative pour une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, le détenu réintroduit une demande pour cette même modalité endéans le délai légal de trois mois sur avis motivé du directeur 161
II.6. La perception des attachés quant à la pertinence des motivations des avis des directeurs locaux et à leur l'attitude dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire 162
II.7. La perception des attachés quant aux cas de figure pour lesquels ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif 164
II.8. La perception des attachés par rapport au tribunal d'application des peines 166
II.9. La perception des attachés quant à l'utilisation de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu par le tribunal d'application des peines 168
II.10. La perception des attachés par rapport au système de procédure écrite sur lequel ils s'appuient dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire 170

III. La perception à l'égard du décideur 170

CHAPITRE VII : ANALYSE DATABANK BESLISSINGEN 173

I. De doorstroom van modaliteiten: van vraag tot en met beslissing 174

I.1. Doorlooptijd van UVO (n = 181) 174
I.2. Doorlooptijd van UV (n = 1164) 181
I.3. Doorlooptijd van PV (n = 899) 188

II. Een analyse van de beslissing 194

II.1. Advies 194
II.2. Modaliteit 195
II.3. Beslissingsniveau 196

II.4. Gevangenis 197
II.5. Taalgroep afhandeling dossier 200
II.6. Attaché 200
II.7. Reële werktijd per vraag 201
II.8. Verlenging termijn procedure 204
II.9. Toelaatbaarheid strafuitvoeringsmodaliteiten 204
II.10. Strafcategorie 209
II.11. Duur van de huidige opsluiting voor toelaatbaarheid UV en PV 210
II.12. Strafrestant vanaf beslissing DDB 211
II.13. Welke kenmerken hebben een voorspellende waarde voor de beslissing? 212

III. Een analyse op basis van gegevens van de veroordeelde 221

III.1. Aantal vragen per veroordeelde 221
III.2. Modaliteit en beslissing 222
III.3. Advies en beslissing 223
III.4. Beslissing en gevangenis 223
III.5. Leeftijd 225
III.6. Geslacht 226
III.7. Strafcategorie 227
III.8. Aantal eerdere opsluitingen 228
III.9. Leeftijd eerste opsluiting 229
III.10. Eerdere vragen voor dezelfde modaliteiten (huidige opsluiting) 231
III.11. Aantal keer modaliteiten ontvangen 232
III.12. Incidenten 238
III.13. Toelaatbaarheid strafuitvoeringsmodaliteiten 241
III.14. Strafrestant 244
III.15. Welke kenmerken hebben een voorspellende waarde voor de beslissing? 245

CONCLUSIES / SYNTHESE 260

Achtergrond van het onderzoek 260
Onderzoeksvragen en focus 260
Onderzoeksvraag 1
Onderzoeksvraag 2
Methoden en dataverzameling 261
Dossieranalyse en opvolgingsinterviews 262
Percepties bij directies en attachés DDB 265
Cijfers over beslissingen van DDB 267
Algemene bevindingen 270
Beperkingen van het onderzoek 272

Suggesties en aanbevelingen **273**
Aanbevelingen en suggesties vanuit het terrein
Concrete aanbevelingen
Op langere termijn: *van proces naar resultaat*

CONCLUSIONS / SYNTHESE **276**

Contexte de la recherche **276**
Questions et objet de la recherche **276**
Question 1
Question 2
Méthodes et récolte des données **277**
Analyse de dossiers et entretiens de suivi **278**
Perceptions des directeurs et attachés de la DGD **281**
Chiffres relatifs à des décisions de la DGD **284**
Constatations générales **287**
Limites de la recherche **288**
Suggestions et recommandations **289**
Recommandations et suggestions du terrain
Recommandations de l'équipe de recherche
A plus long terme : *du processus au résultat*

BIBLIOGRAPHIE **293**

ANNEXE I - APERCU DES VARIABLES CONSTITUANT LA BASE DE DONNEES **295**

ANNEXE II – SELECTION DES DOSSIERS ET COLLECTE DES DONNEES : APERCU D'UNE SEMAINE TYPE DE TRAVAIL **296**

ANNEXE III - CANEVAS D'ANALYSE DU MATERIEL EMPIRIQUE **297**

ANNEXE IV – POINT DE VUE DES DIRECTEURS PENITENTIAIRES LOCAUX PAR RAPPORT A L'ORGANISATION DU PROCESSUS DECISIONNEL **299**

ANNEXE V – POINT DE VUE DES ATTACHES PAR RAPPORT A L'ORGANISATION DU PROCESSUS DECISIONNEL **315**

INDEX DES ABREVIATIONS / LIJST AFKORTINGEN

AMO	Attaché management ondersteuning
BD	Beperkte detentie
BPR	Business Process Re-engineering
CP	Congé pénitentiaire
DDB	Directie detentiebeheer
DGD	Direction gestion de la détention
DG EPI	Directoraat-generaal établissements pénitentiaires / penitentiaire inrichtingen
DL	Détention limitée
ET	Elektronisch toezicht
FOD	Federale overheidsdienst
LC	Libération conditionnelle
LP	Libération provisoire
NICC	Nationaal instituut voor criminalistiek en criminologie
OCMW	Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn
PMO	Program Management Office
PS	Permission de sortie
PSD	Psychosociale dienst
PV	Penitentiair verlof
SE	Surveillance électronique
SIDIS	Système Informatique Détention / Detentie Informatie Systeem
SPF	Service Public Fédéral
SPS	Service Psychosociale
SURB	Strafuitvoeringsrechtbank
TAP	Tribunal de l'application de la peine
TAT	Thematic Apperception Test
UV	(Periodieke) uitgaansvergunning
UVO	Occasionele uitgaansvergunning
VI	Voorwaardelijke invrijheidstelling
VLV	Voorlopige invrijheidstelling

LISTE DES FIGURES / LIJST FIGUREN

Fig. 1: Organigramme de la Direction générale des établissements pénitentiaires
Fig. 2 : Arbre décisionnel PSO
Fig. 3 : Arbre décisionnel PS
Fig. 4 : Arbre décisionnel CP
Fig. 5 : Beslissingsboom UVO
Fig. 6 : Beslissingsboom UV
Fig. 7: Beslissingsboom PV
Fig.8: Aperçu des sources d'information mobilisées par les directeurs dans l'élaboration de plus de 50% des avis relatifs à des permissions de sortie
Fig.9 : Aperçu de l'importance des sources d'information pour l'élaboration des avis relatifs aux permissions de sortie
Fig.10 : Aperçu du motif le fréquemment mobilisé pour rejeter une demande de permission de sortie
Fig.11 : Aperçu des sources d'information mobilisées par les attachés dans l'élaboration de plus de 50% des décisions relatives aux permissions de sortie
Fig.12 : Aperçu de l'importance des éléments d'information du rapport SPS dans l'élaboration des décisions relatives aux congés pénitentiaires
Fig.13 : Duur vanaf de vraag van een veroordeelde tot aan het directieadvies
Fig.14: Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB
Fig.15: Tijd vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing
Fig.16: Doorstroom UVO
Fig.17: Duur vanaf de vraag van een veroordeelde tot aan het directieadvies
Fig.18: Tijd vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB
Fig.19: Tijd vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing
Fig.20: Doorstroom UV
Fig.21: Duur vanaf de vraag van een veroordeelde tot aan het directieadvies
Fig.22: Tijd vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB
Fig.23: Tijd vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing
Fig.24: Doorstroom PV
Fig.25 : Leeftijd veroordeelden
Fig.26 : Leeftijd veroordeelden bij eerste opsluiting

LISTE DES TABLEAUX / LIJST TABELLEN

Tab.1: N. contre-indications
Tab.2: Total nbr. d'arguments (dir&dgd)
Tab.3: N. arguments pour la contre-indication 'risque de soustraction'
Tab.4: N. arguments pour la contre-indication 'risque de récidive'
Tab.5: N. arguments pour la contre-indication 'risque d'importuner les victimes'
Tab.6: N. contre-indications
Tab.7 : Total nbr. d'arguments (dir&dgd)
Tab.8 : N. arguments pour la contre-indication 'risque de soustraction'
Tab.9 : N. arguments pour la contre-indication 'risque de récidive'
Tab.10 : N. arguments pour la contre-indication 'risque d'importuner les victimes'
Tab.11 : N. contre-indications
Tab.12 : Total nbr. d'arguments (dir&dgd)
Tab.13 : N. arguments pour la contre-indication 'risque de soustraction'
Tab.14 : N. arguments pour la contre-indication 'risque de récidive'
Tab.15 : N. arguments pour la contre-indication 'risque d'importuner les victimes'
Tab.16. : N. contra-indicaties
Tab.17 : N. argumenten totaal (dir&ddb)
Tab.18 : N. argumenten contra-indicatie 'risico op onttrekking'
Tab.19: N. argumenten contra-indicatie 'recidiverisico'
Tab.20: N. argumenten contra-indicatie 'verontrusting slachtoffer'
Tab.21: N. contra-indicaties
Tab.22: N. argumenten totaal (dir&ddb)
Tab.23: N. argumenten contra-indicatie 'risico op onttrekking'
Tab.24: N. argumenten contra-indicatie 'recidiverisico'
Tab.25: N. argumenten contra-indicatie 'verontrusten slachtoffer'
Tab.26: N. contra-indicaties
Tab.27: N. argumenten totaal (dir&ddb)
Tab.28: N. argumenten contra-indicatie 'risico op onttrekking'
Tab.29: N. argumenten contra-indicatie 'recidiverisico'
Tab.30: N. argumenten contra-indicatie 'verontrusten slachtoffer'
Tab.31: Perception des directeurs quant au nombre de demandes de modalité d'exécution de la peine traitées entre le 1er avril et le 30 juin 2012
Tab.32: Perception des directeurs quant au pourcentage de cas où ils remettent un avis positif à la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie
Tab.33: Perception des directeurs quant au pourcentage de cas où ils demandent une expertise du service psychosocial lors de la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie
Tab.34: Perception des directeurs quant au délai moyen (en jours) entre la réception d'une demande de permission de sortie et la communication de leur avis
Tab.35: Aperçu des sources sur lesquelles les directeurs s'appuient pour élaborer leurs avis relatifs aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Tab.36: Aperçu des sources d'information que les directeurs déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à une demande de permission de sortie
Tab.37: Aperçu des sources d'information que les directeurs déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à une demande de congé pénitentiaire
Tab.38: Aperçu des avis des directeurs par rapport au fait de rencontrer le détenu
Tab.39: Perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (permission de sortie)
Tab.40: Perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (congé pénitentiaire)
Tab.41: Aperçu du nombre de demandes introduites avant une décision positive (permission de sortie)
Tab.42: Aperçu du nombre de demandes introduites avant une décision positive (congé pénitentiaire)
Tab.43 : Pourcentage de cas où la DGD prend une décision positive lors de la première demande
Tab.44 : Pourcentage de motivations considérées comme non pertinentes
Tab.45 : Aperçu de la récurrence des arguments légaux avancés par la DGD pour refuser l'octroi d'une modalité (en %)
Tab.46 : Aperçu de la non-pertinence des arguments légaux avancés par la DGD pour refuser l'octroi d'une modalité (en %)
Tab.47 : Perception des directeurs répondants par rapport à l'attitude la Direction Gestion de la détention à l'égard de leur avis
Tab.48 : Aperçu des autres sources d'information mobilisées par les attachés dans l'élaboration de leurs décisions
Tab.49 : Perception des attachés quant au pourcentage de cas où le détenu réintroduit une demande endéans le délai légal de trois mois
Tab.50 : Perception des attachés quant à la modalité pour lesquels ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif
Tab.51 : Perception des attachés quant au pourcentage de détenus ayant été libérés anticipativement par le TAP sans avoir obtenu antérieurement de modalités de sortie par la DGD
Tab.52 : Perception des attachés quant à l'utilisation de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu par le tribunal d'application des peines
Tab.53 : Doorstroom van UVO
Tab.54: Duur vanaf de vraag tot het directieadvies
Tab.55: Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB
Tab.56: Duur vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing
Tab.57: Doorstroom van UV
Tab.58: Duur vanaf de vraag tot het directieadvies
Tab.59: Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB
Tab.60: Duur vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing
Tab.61: Doorstroom van PV
Tab.62: Duur vanaf de vraag tot het directieadvies

Tab.63: Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB
Tab.64: Duur vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing
Tab.65: Kruistabel advies en beslissing
Tab.66: Kruistabel modaliteit en beslissing
Tab.67: Kruistabel beslissingen per modaliteit na positief directieadvies
Tab.68: Kruistabel beslissing en niveau van de beslissing
Tab.69: Kruistabel gevangenis en beslissing
Tab.70: Kruistabel type gevangenis (open vs gesloten) en beslissing
Tab.71: Kruistabel taal(groep) attaché en beslissing
Tab.72: Kruistabel attaché en beslissing
Tab.73: Feitelijke werktijd en beslissing DDB
Tab.74: Kruistabel verlenging procedure en beslissing
Tab.75: Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid UV en beslissing
Tab.76: Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid PV en beslissing
Tab.77: Strafcategorie (op basis van alle vragen voor een modaliteit UVO, UV en PV in de databank)
Tab.78: Situering toelaatbaarheid UV en PV vanaf aanvang huidige opsluiting
Tab.79: Kruistabel strafrestant en beslissing
Tab.80: Logistisch regressiemodel (n=1252)
Tab.81: Logistisch regressiemodel UV (n=779)
Tab.82: Logistisch regressiemodel PV (n=361)
Tab.83: Logistisch regressiemodel (n=628)
Tab.84: Logistisch regressiemodel (n=272)
Tab.85: Logistisch regressiemodel (n=191)
Tab.86: Aantal beslissingen per veroordeelde
Tab.87: Aantal beslissingen per combinatie modaliteiten
Tab.88: Kruistabel modaliteit (UVO, UV, PV) en beslissing DDB
Tab.89: Kruistabel directieadvies en beslissing DDB
Tab.90: Kruistabel gevangenis en beslissing DDB
Tab.91: Kruistabel leeftijd veroordeelde en beslissing
Tab.92: Kruistabel geslacht en beslissing DDB
Tab.93: Kruistabel strafcategorie en beslissing DDB
Tab.94: Kruistabel aantal voorgaande opsluitingen en beslissing DDB
Tab.95: Kruistabel opsluitingshistoriek en beslissing DDB
Tab.96: Kruistabel aantal eerdere vragen zelfde modaliteit en beslissing
Tab.97: Aantal ontvangen modaliteiten huidige opsluiting
Tab.98: Kruistabel aantal toekenningen UV(O) en beslissing DDB
Tab.99: Kruistabel aantal toekenningen PV en beslissing DDB
Tab.100: Kruistabel aantal keer UV(O) en aantal keer PV
Tab.101: Kruistabel toekenningen modaliteiten huidige detentie en beslissing DDB
Tab.102: Kruistabel aantal modaliteiten eerdere opsluiting(en) en beslissing DDB
Tab.103: Aantal incidenten tijdens UV(O) en PV en tijdens de huidige opsluiting
Tab.104: Kruistabel incidenten tijdens de huidige opsluiting en beslissing DDB
Tab.105: Aantal incidenten vorige opsluiting(en)
Tab.106: Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid UV en beslissing DDB
Tab.107: Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid PV en beslissing DDB

Tab.108: Duur vanaf begin opsluiting tot toelaatbaarheid UV, PV en VI
Tab.109: Kruistabel strafrestant en beslissing DDB
Tab.110: Logistisch regressiemodel (n=998)
Tab.111: Logistisch regressiemodel (n=334)
Tab.112: Logistisch regressiemodel (n=363)
Tab.113: Logistisch regressiemodel (n=301)
Tab.114: Logistisch regressiemodel (n=954)
Tab.115: Logistisch regressiemodel (n=907)
Tab.116: Logistisch regressiemodel (n=148)
Tab.117: Logistisch regressiemodel (n=850)
Tab.118: Logistisch regressiemodel (n=491)
Tab.119: Logistisch regressiemodel (n=648)
Tab.120: Logistisch regressiemodel (n=350)
Tab.121: Beslissing per modaliteit

INTRODUCTION GENERALE

La loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, attribue d'importantes compétences au Ministre de la Justice (déléguées à l'administration pénitentiaire) en ce qui concerne l'octroi ou non d'un certain nombre de modalités d'exécution de la peine parmi lesquelles les permissions de sortie et les congés pénitentiaires. Pour ces deux modalités d'exécution de la peine, la procédure débute à l'initiative du détenu lorsque celui-ci introduit une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire. Les directions pénitentiaires locales sont ensuite amenées à émettre un avis par rapport à cette demande et c'est à l'administration centrale (plus particulièrement le *Service juridique externe* de la Direction Gestion de la détention) qu'il appartiendra de rendre la décision finale. Cette procédure constitue un moment charnière dans la trajectoire d'un détenu non seulement parce que l'octroi d'une permission de sortie ou d'un congé pénitentiaire lui permet de renouer avec la vie en société après une période plus ou moins longue de détention mais également parce que les démarches de reclassement entreprises à l'occasion de ces premières sorties lui permettront peut-être de bénéficier par la suite d'une libération anticipée.

La Direction générale des établissements pénitentiaires a pris contact avec l'Institut national de criminalistique et de criminologie pour lui confier la réalisation d'une recherche scientifique visant à analyser plus en avant le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire par les directions pénitentiaires locales et la Direction Gestion de la détention. Plus particulièrement, ce mandat se décline sous deux grandes questions :

1. Comment et sur quelle base les directions de prison ainsi que la Direction Gestion de la détention rendent-elles respectivement leurs avis et leurs décisions dans le cadre des modalités d'exécution des peines ; en particulier les permissions de sortie et les congés pénitentiaires ;

2. Dans quelle(s) mesure(s) y-a-t'il des divergences entre les avis des directions pénitentiaires locales et les décisions de la Direction Gestion de la détention et comment peut-on expliquer ces résultats divergents ?

Deux chercheurs (un néerlandophone et un francophone) ont été engagés à mi-temps au sein de l'Institut national de criminalistique et de criminologie pour une durée d'un an (1er mars 2012 au 28 février 2013) afin d'effectuer la recherche sous la supervision de deux co-promoteurs.

Un comité d'accompagnement a par ailleurs été constitué afin d'encadrer le processus de recherche, celui-ci s'est réuni à deux reprises : le 27 juin 2012 (présentation du dispositif méthodologique de récolte de données) et le 5 février 2013 (présentation des résultats). Le comité d'accompagnement était composé des personnes suivantes : Pieter Bollen (Conseiller – Direction Gestion de la détention), Alexis Douffet (Directeur – Prison de

Forest), Laurence Dufrasne (Directrice – Prison de Jamioulx), Mathilde Frérotte (Direction Régionale Sud), Geneviève Maertens (Conseiller – Direction Gestion de la détention) [du 1er octobre 2012 au 28 février 2013], Ils Milis (PMO – Direction générale des établissements pénitentiaire), Heidi Suykens (Directrice – Prison de Dendermonde), Kathleen Van de Vijver (Directrice – Prison d'Oudenaerde), Catherine Van Melderen (Conseiller général – Direction Gestion de la détention) [du 1er mars au 30 septembre 2012], Hilde Verhoeven (Directrice Régionale Nord).

Les développements du rapport de recherche se répartissent à travers sept chapitres. Nous commencerons tout d'abord par exposer le dispositif méthodologique qui a été mis en œuvre en vue de répondre aux deux questions posées (Chapitre I). Nous reviendrons ensuite brièvement sur le cadre législatif qui régit la procédure d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires (Chapitre II) avant de présenter les principaux acteurs impliqués (Chapitre III) ainsi que la manière dont ceux-ci s'organisent concrètement au niveau du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (Chapitre IV). Les trois derniers chapitres (V, VI et VII) seront quant à eux consacrés à la présentation des résultats de la recherche. Enfin, les principaux éléments de la recherche seront repris *in fine* sous la forme d'une synthèse, laquelle clôturera le rapport.

CHAPITRE I – METHODOLOGIE

L'objectif poursuivi par la présente recherche est de rendre compte des pratiques, des sources d'information et des éléments qui participent à l'élaboration des avis émis par les directions pénitentiaires locales et des décisions prises par le Service statut juridique externe de la Direction Gestion de la détention de l'administration centrale (DGD) dans le cadre du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie.

Deux questions figuraient dans la convention de partenariat entre la Direction générale des établissements pénitentiaires et l'Institut national de criminalistique et de criminologie, elles constituent le point de départ du processus de recherche :

1. Comment et sur quelle base les directions de prison ainsi que la Direction Gestion de la détention rendent-elles respectivement leurs avis et leurs décisions dans le cadre des modalités d'exécution des peines ; en particulier les permissions de sortie et les congés pénitentiaires ;

2. Dans quelle(s) mesure(s) y-a-t'il des divergences entre les avis des directions pénitentiaires locales et les décisions de la Direction Gestion de la détention et comment peut-on expliquer ces résultats divergents ?

Pour tenter de répondre à ces deux questions, deux chercheurs ont été engagés à mi-temps au sein de l'Institut national de criminalistique et de criminologie pour une durée d'un an (1er mars 2012 au 28 février 2013). Il était attendu des chercheurs qu'ils procèdent, d'une part, à une analyse documentaire (littérature, cadre légal et réglementaire, notes internes) ainsi qu'à une exploration du terrain (consultation de dossiers, observations) ; et, d'autre part, à un examen de dossiers au sein de la Direction Gestion de la détention. Pour chacun de ces dossiers, l'analyse devait porter plus particulièrement sur la décision et l'avis relatifs à la dernière demande introduite par le détenu. Des entretiens devaient ensuite être réalisés avec leurs auteurs respectifs afin de rendre compte des choix ayant présidé à leur élaboration.

*
* *

En raison des contraintes de temps, l'équipe de recherche n'a pas eu la possibilité de procéder – comme c'est généralement le cas en début de recherche – à une analyse systématique et plus ou moins exhaustive de la littérature relative aux processus décisionnels, laquelle aurait permis de poser un cadre théorique sur la base d'un « état de l'art » en la matière. L'absence de cadre théorique préalable n'est en l'occurrence pas préjudiciable pour la présente recherche au sens où celle-ci se veut avant tout exploratoire et descriptive.

En considération des deux questions auxquelles il leur était demandé de répondre et des exigences empiriques formulées, les chercheurs ont décidé au terme d'une brève exploration du terrain de décliner la phase de récolte de données en quatre volets afin d'embrasser autant que possible le champ ouvert par cette double interrogation et ainsi

récolter suffisamment de données pertinentes pour y répondre[1]. Ces quatre volets complémentaires consistent plus concrètement en la réalisation d'entretiens approfondis, la constitution d'une base de données, la sélection de dossiers et l'élaboration de questionnaires.

Répondre à la première question nécessite la mise à jour des sources d'information sur lesquelles s'appuient les directions pénitentiaires locales et la Direction Gestion de la détention ainsi que des éléments qu'ils en extraient pour examiner les conditions légales d'octroi d'une modalité d'exécution de la peine et ainsi échafauder le raisonnement sur lequel reposeront leurs avis et décisions. Les chercheurs ont pour ce faire procédé à une sélection de dossiers au sein de la Direction Gestion de la détention afin d'identifier pour la décision et l'avis relatifs à la dernière demande introduite dans chacun de ces dossiers les sources d'information ainsi que les éléments déterminants qui participent à leur élaboration respective. Pour une partie de ces dossiers, les chercheurs ont réalisé des entretiens de suivi auprès des attachés ayant pris la dernière décision, d'une part, et d'autre part, auprès des directeurs ayant émis le dernier avis. Ces entretiens visaient non seulement à identifier les éléments déterminants dans l'examen d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire mais également à recontextualiser cette dernière dans son propre parcours. Les chercheurs ont pu également étayer et confronter les éléments provenant des dossiers et des entretiens de suivi avec certaines réponses issues d'un questionnaire qu'ils ont fait parvenir aux directeurs de prison et aux attachés de la Direction Gestion de la détention. Ce questionnaire était entre autres destiné à récolter des informations complémentaires à propos du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire ainsi qu'à s'enquérir de la perception des acteurs à l'égard de leur propre pratique.

Répondre à la seconde question requiert une objectivation des divergences entre les avis des directions pénitentiaires locales et les décisions de la Direction Gestion de la détention. Les divergences devant avant tout être comprises comme un désaccord entre la direction pénitentiaire locale et la Direction Gestion de la détention au niveau de leur conclusion respective quant à l'octroi ou au rejet d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, les chercheurs ont élaboré une base de données destinée à objectiver quantitativement le phénomène. La base de données offre ainsi un aperçu des « divergences » et « convergences » concernant l'ensemble des décisions prises par la Direction Gestion de la détention entre le 1er juin 2012 et le 31 août 2012. Elle permet en outre d'objectiver le flux de traitement d'une demande depuis son introduction par le condamné jusqu'à la prise de décision d'octroi ou de rejet. Pour ensuite tenter d'expliquer les divergences, les chercheurs peuvent s'appuyer sur l'analyse de la base de données, des dossiers sélectionnés et des entretiens de suivi ainsi que des réponses formulées par les différents acteurs au questionnaire qu'il leur fut adressé dans la mesure où ces questionnaires visaient non seulement à appréhender la perception de chaque acteur par

[1] A défaut d'avoir pu réaliser une revue de la littérature au sens strict, les chercheurs ont tout de même pu prendre connaissance de la littérature relative aux processus décisionnels et ainsi prendre conscience, au travers de sa lecture, de l'intérêt pour la recherche de décliner la phase de récolte de données en plusieurs volets distincts mais complémentaires. Durant la phase exploratoire, les chercheurs ont en outre procédé à la consultation de dizaines de dossiers au sein de la Direction Gestion de la détention et discuter informellement avec le personnel et la hiérarchie du service.

rapport à sa propre pratique mais également la perception de chacun à l'égard de la pratique de l'autre.

Le matériel empirique comprend aussi des entretiens approfondis réalisés auprès de plusieurs acteurs considérés comme des figures-clés du processus décisionnel (conseillers et conseiller général de la Direction Gestion de la détention, conseiller général du service psychosocial central, conseiller général du service PMO & Strategische Planning, Directeur général des établissements pénitentiaires et représentant du cabinet du Ministre de la Justice). Outre l'identification d'éventuels éléments d'information à prendre en considération dans le cadre des autres volets du processus de récolte de données, la raison d'être de ces entretiens poursuit un objectif plus transversal : se faire une idée plus globale du processus décisionnel, c'est-à-dire pouvoir considérer dans un contexte plus large le(s) parcours d'une demande de congé pénitentiaire ou de permission de sortie depuis sa formulation jusqu'à une prise de décision d'octroi ou de refus ainsi qu'appréhender l'implication des différents protagonistes à chacune des étapes. En effet, en mettant l'accent sur le dernier acte formel produit par ces instances (décision/avis), le travail de recherche n'aborde pas à proprement parler les aspects relatifs au contexte structurel et organisationnel dans lequel s'inscrit le processus décisionnel en question et desquels des « divergences » au niveau des pratiques respectives peuvent découler[2], ni le travail d'expertise réalisé par le service psychosocial malgré son rôle déterminant[3].

Précisons que cette phase importante de la recherche a dû s'effectuer durant une période peu propice puisque celle-ci coïncidait non seulement avec le déménagement de la Direction Gestion de la détention mais également avec les vacances annuelles d'été. Bien que l'ensemble des personnes sollicitées dans le cadre de la recherche ait collaboré fructueusement à la récolte des données, les chercheurs ont dû sans cesse s'adapter et redoubler d'efforts et d'imagination pour faire face à la survenance de multiples obstacles et défis logistiques.

Nous allons à présent revenir un peu plus en détail sur chacun de ces quatre volets qui composent le dispositif méthodologique de récolte de données :

I. Entretiens approfondis

Des entretiens ont été menés avec les deux conseillers de la Direction Gestion de la détention, le conseiller général de la Direction Gestion de la détention, le conseiller général du service psychosocial central, le Directeur général des établissements pénitentiaires et la personne de référence en matières pénitentiaires au sein de la cellule

[2] De la même manière, un tel focus sur les produits de l'activité de la Direction Gestion de la détention et des directions de prison exclut du processus de recherche un examen approfondi des trajectoires des condamnés au cours de leur(s) détention(s) (même si celles-ci sont prises en considération dans l'élaboration de chaque avis et décision) ; c'est-à-dire une analyse minutieuse des trajectoires de chaque détenu depuis l'introduction d'une première demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire jusqu'à la dernière décision prise dans son dossier.

[3] L'administration a par ailleurs réalisé un Business Process Re-engineering (BPR) visant à examiner notamment le processus d'activité du service psychosocial.

stratégique du cabinet du Ministre de la Justice. Ces personnes ont été pour la plupart identifiées comme des acteurs clés du processus décisionnel relatif aux permissions de sortie et aux congés pénitentiaires non seulement pour la position hiérarchique qu'elles occupent dans ce processus mais surtout en raison de leur rôle décisif dans le traitement des demandes relatives à certains types de dossiers. L'entretien avec le conseiller général du service psychosocial central s'est imposé quant à lui en raison de la fonction de direction qu'il exerce sur les équipes de terrain et de sa position d'interlocuteur privilégié tant par la Direction Gestion de la détention lorsque des remarques sont à formuler à l'égard d'un rapport rédigé dans le cadre de certains dossiers individuels que par les chefs d'établissement lorsque ceux-ci ont des questions concernant le fonctionnement de leur équipe.

Si certaines des thématiques abordées au cours des différents entretiens furent identiques, la plupart des questions étaient tributaires de la position respective des acteurs dans le processus décisionnel.

Au total, un peu plus de neuf heures d'entretien ont ainsi été enregistrées et transcrites, soit une moyenne d'une heure trente par entretien.

II. Constitution d'une base de données

Le deuxième volet porte sur l'élaboration d'une base de données relative à toutes les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire pour lesquelles la Direction Gestion de la détention a pris une décision entre le 1er juin 2012 et le 31 août 2012. Pour ce faire, la collaboration de l'ensemble des attachés du service *Statut juridique externe* fut requise.

La base de données a été constituée à partir de variables prédéterminées, lesquelles ont ensuite été mises à l'épreuve et, le cas échéant, adaptées au cours d'une période d'essai.

Concrètement, pour chaque décision relative à une permission de sortie ou un congé pénitentiaire qu'il lui appartenait de prendre, l'attaché devait enregistrer quelques informations. Les chercheurs ont ensuite complété ces informations avec d'autres informations contenues dans SIDIS-Greffe. Les données enregistrées par les attachés servant d'identifiants aux chercheurs pour retrouver les détenus dans la base de données[4].

La base de données reprend ainsi toutes les décisions d'octroi et de refus relatives à une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire ayant été prises par la Direction Gestion de la détention entre le 1er juin 2012 et le 31 août 2012, soit des informations relatives à 2244 décisions différentes lesquelles furent enregistrées sous 36 variables distinctes. Cette base de données représente environ un quart de l'ensemble des décisions prises annuellement par la Direction Gestion de la détention[5].

[4] Pour un aperçu des variables qui constituent la base de données, voir Annexe I.
[5] Rapport d'activités 2010 de la Direction générale des établissements pénitentiaires, Service public fédéral Justice, 2011, 171.

III. Sélection de dossiers[6]

La base de données constitue un volet central du dispositif de recherche non seulement en raison des perspectives d'analyses quantitatives intéressantes qu'elle offre au regard de la diversité des informations réunies[7] mais surtout parce qu'elle forme l'assise à partir de laquelle s'effectue l'échantillonnage des dossiers qui seront soumis à une analyse plus approfondie.

L'équipe de recherche s'est donnée pour objectif d'examiner environ deux cent dossiers (cent dossiers francophones et cent dossiers néerlandophones). L'objet de la recherche portant sur les divergences entre les avis émis par les directions pénitentiaires locales et les décisions prises par la Direction Gestion de la détention, l'équipe de recherche a décidé de sélectionner au total 80 % de dossiers où il existe une divergence entre l'avis et la décision (-/+ et +/-) et 20 % de dossiers où la décision est en accord avec l'avis (+/+ et -/-).

La sélection des dossiers sur la base de la date de réception de l'avis offre un bon panachage au niveau des différentes modalités (permission de sortie occasionnelle, permission de sortie en vue de la réinsertion et congé pénitentiaire), des différents niveaux hiérarchiques auxquels la décision peut être prise (attaché, conseiller, conseiller général, directeur général, cabinet), des établissements et des attachés.

La collecte des données était concentrée sur les pièces relatives à la dernière demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire traitée c'est-à-dire : la dernière décision de la Direction Gestion de la détention, le dernier avis émis par la direction, certaines informations du dernier rapport psychosocial (sources, examen des risques et conclusion), certaines informations du dernier rapport d'enquête sociale externe (sources et conclusion), et l'éventuelle correspondance entre la demande et la décision.

Pour un dossier sélectionné sur deux, pour autant que celui-ci fut « divergent », un bref entretien de suivi a été réalisé avec l'attaché ayant pris la dernière décision (et *in fine* avec certains directeurs de prisons) afin de mieux approcher et appréhender comment et sur quelle(s) base(s) chaque instance se prononce et essaye de parvenir à expliquer cette issue divergente. Le nombre d'entretiens de suivi avec un même attaché fut limité afin de garantir autant que possible des entretiens de suivi avec tous les attachés. Concrètement, si lors de la sélection hebdomadaire de « dossiers divergents », l'un d'entre eux concernait un attaché ayant déjà atteint la limite fixée, celui-ci ne faisait pas l'objet d'un entretien de suivi. Il demeurait en revanche dans la sélection de dossiers retenus pour l'analyse.

---

[6] Pour un aperçu détaillé de la manière dont une semaine type était organisée afin de procéder à la sélection des dossiers ainsi qu'à la collecte des données, voir Annexe II.

[7] On notera, par exemple, que la base de données permet de lier la nature de l'avis émis par la direction avec celle de la décision prise par la Direction Gestion de la détention ce qui permet de disposer pour la première fois d'un aperçu (sur trois mois) du nombre de « cas divergents » au niveau de la production de ces deux instances.

Au total, vingt heures d'entretien avec les attachés ont ainsi été enregistrées et transcrites, soit une moyenne de douze minutes par entretien ; et environ 10 heures d'entretien avec neuf directeurs ont été enregistrées et transcrites, soit un peu plus d'une heure en moyenne par entretien.

IV. Questionnaires

Enfin, les chercheurs ont élaboré des questionnaires à l'attention des directeurs et des attachés afin d'accéder à la perception que les uns et les autres ont de leur propre pratique mais aussi de celle des autres acteurs. Ces informations permettent d'offrir – au travers de leur confrontation avec les autres données récoltées – un éclairage supplémentaire du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire.

Un premier questionnaire très bref a tout d'abord été envoyé à tous les chefs d'établissement du pays. Outre la récolte de quelques renseignements d'ordre socio-biographique, l'objectif de ce questionnaire était de collecter des informations relatives à la composition de la direction de chaque établissement pénitentiaire ainsi qu'à l'organisation de la direction concernant le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire. Tous les chefs d'établissement ont complété et renvoyé le questionnaire, soit un taux de retour exceptionnel de 100%.

Sur la base des informations transmises par les chefs d'établissement, un autre questionnaire fut ensuite envoyé à l'ensemble des directeurs traitant les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire afin d'obtenir des indications sur le plan socio-biographique ainsi que des informations concernant la perception qu'ils ont de leur pratique et de celle des attachés de la Direction Gestion de la détention. La dernière partie du questionnaire portait quant à elle plus spécifiquement sur l'organisation du processus décisionnel en la matière. Dix jours après l'envoi du questionnaire, chacune des deux directions régionales a effectué un rappel auprès des établissements relevant de sa compétence. Les chercheurs ont pour leur part envoyé un second rappel cinq jours plus tard (soit quinze jours après l'envoi du questionnaire). Le taux de retour des questionnaires fut de 54 réponses sur 102 questionnaires envoyés (soit 52,9%).

Les chercheurs ont enfin fait parvenir un questionnaire à tous les attachés du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention, lequel visait à collecter certains renseignements d'ordre socio-biographique ainsi que des informations relatives à la perception qu'ils ont de leur pratique et de celle des directeurs locaux dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire. La dernière partie du questionnaire avait également trait plus spécifiquement à l'organisation du processus décisionnel en la matière. Après deux rappels, le taux de retour des questionnaires fut de 19 réponses sur 21 questionnaires envoyés.

Soulignons que les taux de retour des questionnaires sont très élevés pour une recherche en sciences sociales. Cela est d'autant plus appréciable que la période d'envoi des questionnaires n'était absolument pas idéale (juillet et août 2012).

CHAPITRE II – REGLEMENTATION

Les permissions de sortie et les congés pénitentiaires relèvent du statut juridique externe des condamnés à une peine privative de liberté, lequel concerne tous les aspects *extra muros* de la détention, et plus particulièrement « les diverses formes de libération temporaire ou anticipée, ou d'exécution de la peine hors les murs de la prison » (Beernaert, 2008 : 199).

Ces mesures sont régies par les articles 4 à 14 de la loi du 17 mai 2006 *relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine*. Contrairement à d'autres dispositions de la loi dont l'entrée en vigueur a été reportée « au plus tard le 1er septembre 2015 »[8] (notamment, celles relatives aux détenus condamnés à des peines privatives de liberté de 3 ans ou moins), les articles 4 à 14 sont entrés en vigueur au 1er février 2007 et s'appliquent à l'ensemble des détenus condamnés à une peine privative de liberté. Ni la permission de sortie, ni le congé pénitentiaire ne suspend l'exécution de la peine privative de liberté. Celle-ci se poursuit pendant la durée de la permission de sortie ou du congé pénitentiaire accordé(e)[9].

I. Les permissions de sortie

La permission de sortie permet au condamné de quitter la prison, au cours d'une seule et même journée, pour une durée ne pouvant excéder seize heures[10]. A moins que des conditions particulières ne soient imposées et viennent circonscrire le déroulement de la permission de sortie, l'intéressé peut se déplacer librement jusqu'au moment où il réintègre la prison pour y passer la nuit (Beernaert, 2008 : 203)[11].

La loi prévoit deux types de permissions de sortie, celle destinée à préparer la réinsertion sociale du condamné et celle, dite « occasionnelle », qui exige ponctuellement la présence du condamné en dehors de la prison.

Dans le premier de cas de figure, la permission de sortie pourra être accordée avec une périodicité déterminée si l'objet de la demande vise à entreprendre des démarches contribuant à la consolidation ainsi qu'à l'avancement du plan de reclassement de la personne condamnée (participation à un entretien d'embauche chez un employeur potentiel, consultation chez un thérapeute dans le cadre d'un suivi psychologique spécialisé, etc.)[12].

La permission de sortie dite « occasionnelle » est quant à elle octroyée au condamné à titre exceptionnel en vue de lui permettre de défendre des intérêts personnels (d'ordre

[8] Loi du 31 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice, art. 29.
[9] Loi du 17 mai 2006, art. 4, § 4 et art.6, § 3.
[10] Loi du 17 mai 2006, art. 4, § 1er.
[11] Si la sortie s'effectue sous escorte policière, on parlera d'extraction et non plus de permission de sortie. Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, art. 23, § 4, al. 2.
[12] Loi du 17 mai 2006, art. 4, § 3.

familial, professionnel, etc.) qui requiert sa présence hors de l'établissement pénitentiaire[13] ou bien afin de subir un examen ou un traitement médical en dehors de la prison[14].

Trois conditions sont indispensables pour que la permission de sortie soit accordée.

Tout d'abord, il faut que le condamné satisfasse aux conditions de temps prévues par la loi du 17 mai 2006 (art.4, §§ 2 et 3). Le condamné peut se voir octroyer à tout moment de sa détention une demande de permission sortie « occasionnelle » tandis qu'une permission de sortie destinée à préparer sa réinsertion ne pourra lui être accordée qu'au plus tôt deux ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle[15].

Ensuite, il ne doit pas exister, « dans le chef du condamné, de contre-indications auxquelles la fixation de conditions particulières ne puissent répondre »[16]. Ces contre-indications portent sur trois aspects : le risque de se soustraire à l'exécution de sa peine[17], le risque d'importuner les victimes[18] et le risque de commettre de nouvelles infractions graves. Concernant ce troisième aspect, il convient d'indiquer que la loi tolère un risque de perpétration d'infractions légères. Le risque de commettre de nouvelles infractions graves vise le « risque objectif de retomber dans une criminalité source de trouble majeur au sein de la société » ou le risque de récidiver « de manière significative dans le même type de criminalité que celui qui a justifié les condamnations en cours d'exécution »[19].

Enfin, il faut que le condamné marque son accord aux conditions qui peuvent assortir la décision d'octroi de la permission de sortie[20], c'est-à-dire à la condition générale de ne pas commettre de nouvelles infractions et, éventuellement, à des conditions particulières destinées à compenser la présence d'un ou plusieurs risques[21].

---

[13] Loi du 17 mai 2006, art. 4, § 2, 1°. La loi ne définit cependant pas explicitement ni précisément les cas de figure visés par ce type de permission de sortie. Il faut se référer à la circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, laquelle donne pour exemple (p. 4) l'enterrement d'un parent, le mariage d'un enfant, la naissance d'un enfant, la visite à un parent mourant, la comparution devant le tribunal dans le cadre d'un litige financier, la présentation d'un examen qui ne peut être passé au sein de l'établissement pénitentiaire.

[14] Loi du 17 mai 2006, art. 4, § 2, 2°.

[15] Précisons que pour les détenus condamnés à des peines privatives de liberté dont le total n'excède pas trois ans, c'est le régime de la liberté provisoire qui est d'application pour le calcul de la date d'admissibilité. Voir à ce sujet Beernaert (2008 : 205)

[16] Loi du 17 mai 2006, art. 5, 2°.

[17] La présence de cette contre-indication doit être attestée sur la base d'éléments objectifs. La circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (p.5) donne des exemples d'éléments objectifs permettant « de croire que le condamné ne réintégrera pas la prison » (tentative ou projet d'évasion, éléments relatifs à la situation de séjour d'un condamné étranger, autre affaires pénales en cours, etc.).

[18] La présence de cette contre-indication doit être attestée sur la base d'indications sérieuses et concrètes. La circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (p.5) donne des exemples d'indications sérieuses permettant « de penser que le condamné importunera les victimes durant la permission de sortie » (harcèlement par téléphone, lettre de menace, propos vindicatifs à leur égard, etc.).

[19] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p.5

[20] Loi du 17 mai 2006, art. 5, 3°.

[21] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 3.

Si ces trois conditions sont remplies, la permission de sortie est accordée. La décision d'octroi précise la durée et, le cas échéant, la périodicité[22]. Précisons encore que la présence de contre-indications ne suffit pas pour motiver le rejet d'une demande de permission de sortie, il faut que le risque ne puisse être compensé par l'imposition d'une ou plusieurs conditions particulières (De Rue, cité par Beernaert, 2008 : 205).

II. Les congés pénitentiaires

Le congé pénitentiaire permet au condamné de quitter la prison trois fois trente six heures par trimestre[23]. Comme pour la permission de sortie, l'intéressé peut se déplacer librement pendant son congé pénitentiaire sauf si des conditions particulières sont imposées et viennent en circonscrire le déroulement (Beernaert, 2008 : 209).

Le congé pénitentiaire vise, d'une part, à « préserver et favoriser les contacts familiaux, affectifs et sociaux »[24] ; et, d'autre part, « à préparer la réinsertion sociale »[25].

La circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 souligne que le congé pénitentiaire fait partie du régime standard de tout condamné c'est-à-dire qu'il ne peut être refusé si les conditions prescrites sont remplies. Beernaert ajoute que c'est également la raison pour laquelle, sauf décision contraire du ministre ou de son délégué (en l'occurrence la Direction Gestion de la détention)[26], le congé pénitentiaire est renouvelé de plein droit chaque trimestre (2008 : 210).

Trois conditions sont indispensables pour que le congé pénitentiaire soit accordé.

Tout d'abord, il faut que le condamné satisfasse aux conditions de temps prévues par la loi du 17 mai 2006 (art.7, 1°), c'est-à-dire qu'il doit se trouver dans l'année précédant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle[27].

Ensuite, il ne doit pas exister, « dans le chef du condamné, de contre-indications auxquelles la fixation de conditions particulières ne puissent répondre »[28]. Comme pour les permissions de sortie, la présence de contre-indications ne suffit pas pour motiver le rejet d'une demande de congé pénitentiaire, il faut que le risque ne puisse être compensé par l'imposition d'une ou plusieurs conditions particulières. Les contre-indications portent sur les trois mêmes aspects que pour l'examen des demandes de permission de

[22] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 1er.
[23] Loi du 17 mai 2006, art. 6, § 1er.
[24] Loi du 17 mai 2006, art. 6, § 2, 1°.
[25] Loi du 17 mai 2006, art. 6, § 2, 2°.
[26] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 2.
[27] Rappelons que pour les détenus condamnés à des peines privatives de liberté dont le total n'excède pas trois ans, c'est le régime de la liberté provisoire qui est d'application pour le calcul de la date d'admissibilité
[28] Loi du 17 mai 2006, art. 7, 2°.

sortie : le risque de se soustraire à l'exécution de sa peine, le risque d'importuner les victimes et le risque de commettre de nouvelles infractions graves[29].

Enfin, il faut que le condamné marque son accord aux conditions qui peuvent assortir la décision d'octroi du congé pénitentiaire[30], c'est-à-dire à la condition générale de ne pas commettre de nouvelles infractions et, éventuellement, à des conditions particulières destinées à compenser la présence d'un ou plusieurs risques[31].

Si ces trois conditions sont remplies, le congé pénitentiaire est accordé. Le directeur décide, après concertation avec le condamné, de la répartition du congé pénitentiaire accordé pour chaque trimestre[32].

III. La procédure d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires

III.1. L'avis du directeur

La procédure d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires est engagée à la demande du condamné. Si pour les congés pénitentiaires celle-ci doit être formulée par écrit[33], le condamné peut choisir d'informer oralement ou par écrit le directeur de sa demande de permission de sortie[34].

Dans le cas d'une demande de congé pénitentiaire, le directeur dispose de deux mois à partir de la réception de la demande pour remettre son avis[35]. S'il ne remet pas son avis dans le délai imparti par la loi, le condamné peut saisir par écrit le président du tribunal de première instance, lequel peut condamner le ministre, sous peine d'astreinte, à émettre son avis par l'intermédiaire du directeur dans un délai qu'il aura fixé. La décision n'est susceptible d'aucun recours[36].

Dans le cas d'une demande de permission de sortie, la loi n'a fixé aucun délai au directeur pour remettre son avis et n'a prévu aucun recours pour le condamné en cas d'absence d'avis. Selon Beernaert, « lors des travaux parlementaires, l'absence de délai a été justifié par le fait que, dans une majorité des cas, la permission de sortie devait être accordée dans l'urgence à la suite d'un événement imprévisible » (2008 : 206). D'après la circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (p. 6), il faut comprendre que le délai

---

[29] Voir *supra* pour les explications et précisions relatives à ces contre-indications.
[30] Loi du 17 mai 2006, art. 7, 3°.
[31] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 3.
[32] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 2.
[33] Loi du 17 mai 2006, art. 8, al. 2. Trois mois avant qu'il soit admissible aux congés pénitentiaires, le condamné doit être prévenu expressément par le directeur, c'est-à-dire par écrit, des possibilités d'octroi de cette modalité (Loi du 17 mai 2006, art. 8, al. 1er).
[34] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p.6.
[35] Loi du 17 mai 2006, art. 8, al. 4.
[36] Loi du 17 mai 2006, art. 9.

d'émission de l'avis doit être tributaire des circonstances qui motivent l'objet de la demande.

Il appartient donc au directeur de remettre un avis motivé sur la base d'une appréciation des conditions d'octroi (temps et objectifs poursuivis par la demande), un examen de la situation de séjour des condamnés étrangers, une appréciation proportionnelle des contre-indications par rapport à la modalité sollicitée[37], une évaluation de la nécessité d'imposer des conditions particulières pour répondre à une éventuelle contre-indication[38]. Enfin, dans le cas uniquement des permissions de sortie, le directeur déterminera également la durée de la permission de sortie et, le cas échéant, sa périodicité[39].

Par ailleurs, la circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (pages 6 et 13) indique qu'avant de rédiger son avis, le directeur a la possibilité de solliciter le service psychosocial de la prison en vue d'obtenir un rapport sur certains aspects qu'il aura précisé au moyen du formulaire prévu à cet effet. Dans le cas d'une demande de congé pénitentiaire, le directeur peut aussi « charger le service des maisons de justice de rédiger un rapport d'information succinct ou de procéder à une enquête sociale dans le milieu d'accueil proposé par le condamné »[40].

Le directeur transmet ensuite son avis à la Direction Gestion de la détention en y joignant la demande écrite du condamné, une copie des jugements et arrêts, l'exposé des faits, l'extrait du casier judiciaire, les décisions éventuelles des tribunaux d'application des peines et des procédures éventuellement en cours devant un tribunal d'application des peines et, le cas échéant, pour les demandes de congé pénitentiaire, les informations relatives aux victimes[41]. La circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (pages 7 et 13) précise que l'ensemble de ces documents doivent être présents dès la première demande et seront si nécessaire complétés ou actualisés lors des demandes ultérieures.

III.2. La décision de la Direction Gestion de la détention

A partir de la réception du dossier, le ministre ou son délégué (ci-après la Direction Gestion de la détention) dispose au maximum de quatorze jours ouvrables pour rendre

---

[37] La circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (pages 6, 12 et 13) précise que « toutes les contre-indications prévues par la loi doivent faire l'objet d'un examen attentif à la lumière des différentes sources d'information (le dossier pénitentiaire, les informations venant de l'Office des étrangers, les jugements et arrêts, l'exposé des faits, les informations en provenance du parquet, les procès-verbaux émanant de la police, …) ».

[38] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p.6 et 12.

[39] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p.6.

[40] Loi du 17 mai 2006, art. 8, al. 3. Le contenu du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale est précisé dans l'arrêté royal du 29 janvier 2007 déterminant le contenu du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale visée par les articles 8, alinéa 3, 17, § 1er, alinéa 2, 33, § 2, et 88, § 4, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, art. 1er, 4° et 5°.

[41] La circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (p. 7) indique en outre que seront également joints à l'avis les documents qui appuient la demande de permission de sortie du condamné (citation, convocation, attestation du médecin, etc.)

une décision motivée[42]. Néanmoins, la loi lui permet de prolonger le délai, une seule fois et à titre exceptionnel, de sept jours ouvrables si elle estime que le dossier est incomplet et que des informations complémentaires sont indispensables pour prendre une décision[43]. Le directeur et le condamné doivent être immédiatement informés de cette prolongation de délai[44].

La Direction Gestion de la détention rend une décision motivée sur la base d'un examen des conditions d'octroi et des contre-indications ainsi qu'en fonction d'éventuelles conditions particulières susceptibles d'être imposées en vue de rencontrer une ou plusieurs contre-indications[45]. La décision est communiquée par écrit dans les vingt-quatre heures au condamné, au ministère public et au directeur[46]. Alors que cela n'est pas envisagé pour les permissions de sortie, la loi prévoit également que la victime soit informée du premier congé pénitentiaire du condamné ainsi que, le cas échéant, des conditions imposées dans son intérêt[47].

En cas de décision favorable, la Direction Gestion de la détention a la possibilité d'imposer – outre la condition générale de ne pas commettre de nouvelles infractions – des conditions particulières destinées à rencontrer d'éventuelles contre-indications[48]. Au gré des circonstances, celles-ci pourront être adaptées par une décision motivée de Direction Gestion de la détention et ce, à son initiative, à la demande du condamné ou encore sur proposition du directeur ou du Ministère public[49]. Il appartient également à la Direction Gestion de la détention, en cas d'octroi d'une permission de sortie, d'en préciser la durée et, le cas échéant, la périodicité[50]. Quant aux congés pénitentiaires, ceux-ci sont en principe renouvelés chaque trimestre de plein droit sauf décision contraire de la Direction Gestion de la détention[51].

En cas de décision défavorable, le condamné peut introduire une nouvelle demande au plus tôt trois mois après la date de cette décision ou endéans ce délai sur la base d'un avis positif motivé du directeur[52].

Si aucune décision n'est rendue dans le délai prévu et que le directeur a émis un avis positif à l'égard de la demande, la Direction Gestion de la détention est réputée avoir accordé la permission de sortie ou le congé pénitentiaire. Ce seront dès lors les conditions proposées le cas échéant par le directeur dans son avis qui assortiront la sortie[53]. Si le

---

[42] Loi du 17 mai 2006, art. 10, § 2, al. 1er.
[43] Loi du 17 mai 2006, art. 10, § 2, al. 2.
[44] Loi du 17 mai 2006, art. 10, § 2, al. 2.
[45] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, pp. 7 et 14.
[46] Loi du 17 mai 2006, art 10, § 2, al. 1.
[47] Loi du 17 mai 2006, art 10, § 2, al. 4. Pour un rappel de la position du gouvernement par rapport à l'information de la victime dans le cadre de l'octroi d'une permission de sortie lors des débats parlementaires présidant l'adoption de la loi, voir Beernaert (2008 : 207).
[48] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 3.
[49] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 4.
[50] Loi du 17 mai 2006, art. 11, § 1er.
[51] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p. 14.
[52] Loi du 17 mai 2006, art. 10, § 3.
[53] Loi du 17 mai 2006, art 10, § 4.

directeur a rendu un avis négatif à l'égard de la demande, il y a lieu d'attendre la décision de la Direction Gestion de la détention malgré le non-respect du délai prescrit[54]. Dans ce cas de figure, le condamné pourra réintroduire une demande trois mois après la date à laquelle la Direction Gestion de la détention aurait dû prendre une décision (Beernaert, 2008 : 208).

III.3. L'exécution de la modalité

Le directeur remet au condamné soit un « permis de permission de sortie », soit un « permis de congé ». Il s'agit en quelque sorte d'un sauf-conduit judiciaire sur lequel sont repris les circonstances et les conditions de la modalité octroyée. Toutefois, avant de remettre le « permis de congé », le directeur doit avoir décidé, en concertation avec le détenu, de la répartition du congé accordé sur le trimestre et l'avoir informé des modalités inhérentes à la mesure[55]. Par ailleurs, il doit également avertir le procureur du roi de l'arrondissement judiciaire où se déroule le congé de la date du congé trois jours avant chaque congé afin de permettre aux services de police d'exercer un contrôle effectif pendant toute la durée de sa réalisation[56].

En cas de non-respect des conditions imposées dans le cadre d'une décision d'octroi de permission de sortie « périodique » ou de congé pénitentiaire, la Direction Gestion de la détention peut – dans les quatorze jours qui suivent la date à laquelle elle a pris connaissance du non respect des conditions[57] – décider de manière motivée [58] d'adapter les conditions, de suspendre l'exécution de la mesure pour une durée de trois mois maximum à partir de la dernière permission de sortie ou de révoquer la mesure[59]. Dans ce dernier cas de figure, le condamné pourra réintroduire une nouvelle demande au plus tôt trois mois après la date de cette révocation[60].

Enfin, le condamné peut être arrêté provisoirement – sur ordonnance du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve – s'il met gravement en péril l'intégrité physique ou psychique de tiers au cours de sa permission de sortie ou de son congé pénitentiaire. Le procureur du roi devra en informer immédiatement la Direction Gestion de la détention qui prendra une décision dans les sept jours qui suivent l'arrestation du condamné, laquelle sera communiqué par écrit dans les vingt-quatre heures au condamné, au ministère public, au directeur et, dans le cas d'une décision concernant un congé pénitentiaire, à la victime[61].

---

[54] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, pp. 8 et 15.
[55] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p. 15
[56] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, p. 15.
[57] Loi du 17 mai 2006, art. 13, al. 1er.
[58] Loi du 17 mai 2006, art. 12.
[59] En cas de révocation d'un congé pénitentiaire, la victime est informée par écrit dans les vingt-quatre heures. Loi du 17 mai 2006, art. 13, al. 2.
[60] Loi du 17 mai 2006, art. 12, § 1er, 3° et § 2, 3°.
[61] Loi du 17 mai 2006, art. 14.

La Direction Gestion de la détention peut décider de laisser se poursuivre la mesure, d'adapter les conditions, de suspendre l'exécution de la mesure ou de la révoquer. Si aucune décision n'est prise dans le délai légal, la mesure se poursuit aux mêmes conditions que celles qui prévalaient avant l'arrestation du condamné[62].

[62] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, pp. 9, 10, 16 et 17.

CHAPITRE III – LES ACTEURS

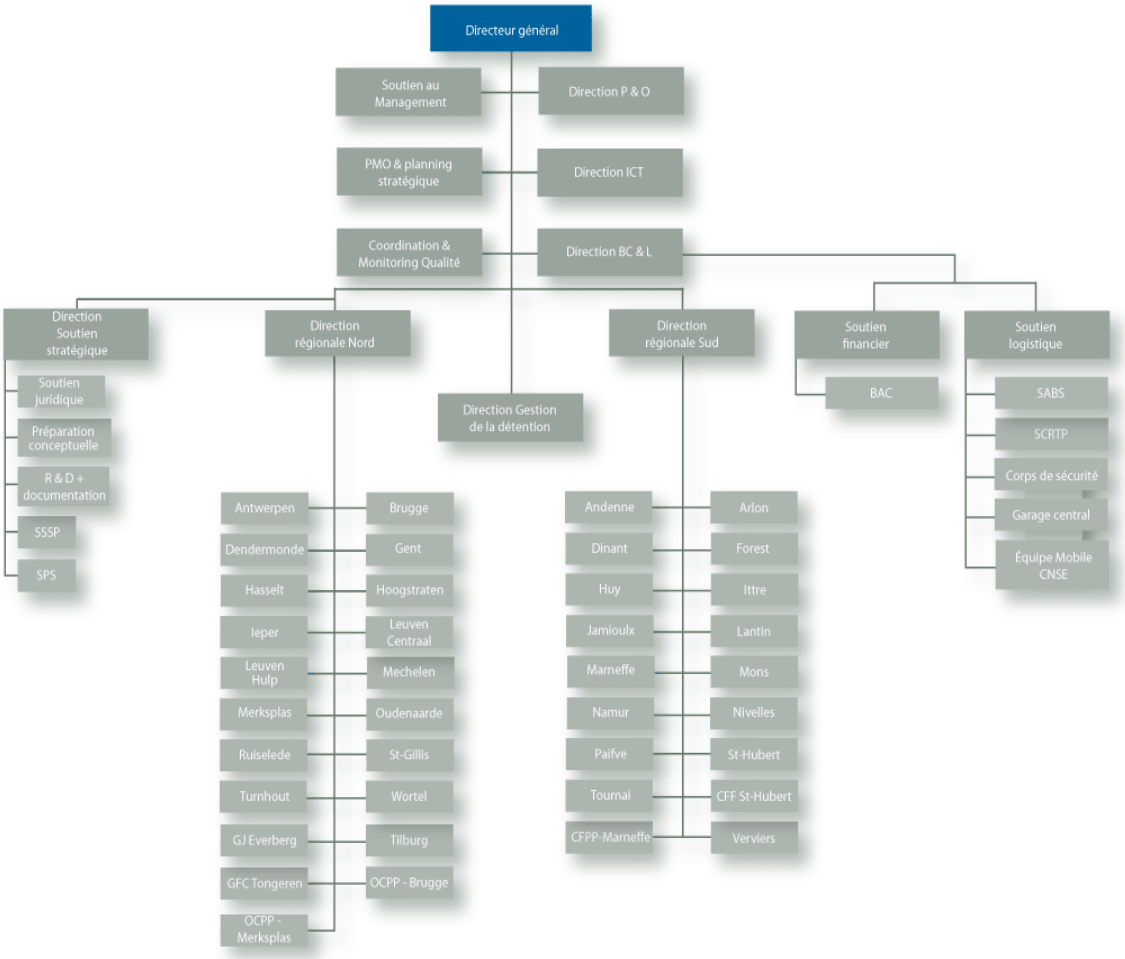


Fig.1. Organigramme de la Direction générale des établissements pénitentiaires

I. Les directions pénitentiaires locales

La Direction générale des établissements pénitentiaires comprend deux directions régionales (Direction régionale-nord et Direction régionale-sud) sous l'autorité desquelles se répartissent les trente-trois établissements où les personnes condamnées définitivement exécutent leur(s) peine(s).

La Direction régionale-nord regroupe les établissements pénitentiaires d'Antwerpen, Dendermonde, Hasselt, Ieper, Leuven-Centraal, Leuven-hulp, Merksplas, Ruiselede, Brugge, Gent, Hoogstraten, Mechelen, Turnhout, Oudenaarde, St-Gillis, Tongeren, Wortel et Tilburg

La Direction régionale-sud rassemble quant à elle les établissements pénitentiaires d'Andenne, Arlon, Dinant, Huy, Ittre, Jamioulx, Marneffe, Namur, Tournai, Forest (et Berkendael), Lantin, Mons, Nivelles, St-Hubert et Verviers.

Sur l'ensemble de ces établissements, 102 directeurs(-rices) sont amené(e)s à traiter des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie (52 francophones et 50 néerlandophones), dont parfois le chef d'établissement[63]. Les femmes représentent 72,5% des directeurs traitant des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie (74 femmes pour 28 hommes).

D'après les réponses au questionnaire que nous avons fait parvenir à l'ensemble des directeurs et directrices traitant les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (cfr. Chapitre I), quelques informations socio-biographiques complémentaires peuvent également être évoquées pour leur intérêt descriptif[64]. Les informations présentées ci-après ne concernent donc que les directeurs et directrices ayant retourné leur questionnaire complété, elles ne peuvent donc pas être généralisées à l'ensemble des directeurs et directrices traitant les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire.

Au niveau de l'âge des répondants, la médiane[65] est de 37 ans (minimum : 26 ; maximum 59). La médiane relative aux directeurs francophones est légèrement supérieure (38 ans – minimum : 33 ans ; maximum : 59 ans) à celle des directeurs néerlandophones (36 ans – minimum : 26 ans ; maximum : 54 ans).

Les répondants font état d'un haut niveau de formation puisque la majorité d'entre eux disposent d'un diplôme universitaire de deuxième cycle (52 sur 54). La criminologie et la psychologie sont les deux principales formations de base puisque quarante directeurs ont au moins une licence ou un master en criminologie et neuf directeurs sont licenciés en psychologie.

L'ancienneté des répondants au sein de l'établissement où ils sont actuellement en fonction est quant à elle très variable puisque certains directeurs sont en fonction dans leur établissement depuis moins d'une année alors qu'un directeur travaille depuis 21 ans dans le même établissement. La médiane reste cependant équivalente à travers le pays puisque celle-ci est de 3 années pour les directeurs francophones et de 4 années pour les directeurs néerlandophones.

Environ un quart des répondants déclare avoir eu une expérience professionnelle antérieure au sein de la Direction Gestion de la détention ou du Service des cas individuels (13 directeurs sur 54). Ces directeurs sont restés en moyenne 1 ans et 9 mois

[63] Pour un aperçu de ce que (re)couvre la fonction de directeur de prison, voir Spronck (2008 :113-114).
[64] Ces informations pourront être lues en regard des réponses obtenues auprès des attachés du service *Statut juridique externe* de la Direction gestion de la détention (cfr. *infra*).
[65] La médiane divise en deux moitiés égales une distribution de valeurs, c'est le point en dessous duquel se trouve la moitié des valeurs d'une distribution et au dessus duquel se situe l'autre moitié. C'est en quelque sorte le milieu ou le point central des valeurs lorsque celles-ci sont ordonnées de la plus petite à la plus grande.

au sein du Service des cas individuels ou de la Direction Gestion de la détention (médiane : 8 mois – minimum : 2 mois ; maximum : 8 ans). La majorité d'entre eux précisent avoir exercé la fonction d'attaché notamment dans le cadre de leur stage dans la fonction publique. Seuls deux directeurs ont occupé une fonction hiérarchique au sein de ce service en tant que conseiller-adjoint et chef de service.

En ce qui concerne l'« expérience », en tant que directeur, au niveau de la rédaction des avis relatifs aux demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie, la médiane est de 4 années d'expérience (moyenne : 8 années). Seuls deux directeurs ont pris leur fonction depuis moins d'un an tandis que tous les autres répondants ont au moins deux années d'expérience dans la rédaction des avis. Par ailleurs, on notera que sur les 54 répondants, 18 directeurs ont plus de 10 années d'ancienneté dans ce domaine (soit 1 répondant sur 3). On n'observe aucune différence caractéristique sur ce point entre les deux rôles linguistiques.

La rédaction des avis ne constitue cependant pas l'essentiel du temps de travail des directeurs. La médiane est de 4h par semaine (moyenne : 6,13) et seulement 20 % des directeurs répondants y consacreraient plus de 10h sur leur semaine. Lorsqu'on regarde au niveau des rôles linguistiques, les directeurs francophones semblent passer un tout petit peu plus de temps (médiane : 5 h et demi) à la rédaction des avis que leurs homologues néerlandophones (médiane : 4h). Si on prend comme référence un horaire type de 38h/semaine, le temps dédié à la rédaction des avis est respectivement de 14,5% et de 10,5%. Les différences observées peuvent être tributaires de la taille de l'établissement et du nombre de condamnés admissibles à ces modalités et, *a fortiori*, de la charge de travail de chaque directeur.

Enfin, signalons que la majorité des directeurs ayant répondu au questionnaire (43 sur 54 répondants, soit 4 sur 5) déclarent traiter les demandes provenant de l'ensemble des détenus, indistinctement de la durée de leur condamnation.

II. Le service psychosocial (SPS)

Le service psychosocial relève de la Direction Appui stratégique au sein de la Direction générale des établissements pénitentiaires. Il se décline en trois niveaux hiérarchiques : central, régional et local. Il regroupe approximativement 300 à 330 collaborateurs répartis sur l'ensemble du pays[66].

Le conseiller général du service psychosocial définit les missions actuelles de son service comme suit: « de PSD verleent vanuit wetenschappelijke hoek een adviserende medewerking met betrekking tot de uitvoering van de verschillende vrijheidsberovende straffen en maatregelen; omkadert en begeleidt gedetineerden met het oog op het voorbereiden van hun psychosociale re-integratie en evalueert hun

[66] Entretien avec W. Vanhout, conseiller général (9 juillet 2012). Pour un aperçu de certaines caractéristiques socio-biographiques du personnel composant les équipes psychosociales locales, voir Storme et Boelaert (2012 : 260)

reclasseringsvoorstellen; ze verleent haar medewerking aan een rechtsconforme, veilige en humane uitvoering van de vrijheidsberovende straffen en maatregelen » (Vanhout, 2012: 125)[67].

C'est dans ce cadre que le service psychosocial local peut être chargé par la direction pénitentiaire de réaliser un rapport relatif à une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire sur certains aspects qu'elle aura précisés[68].

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution des peines, le personnel psychosocial des établissements pénitentiaires est plutôt amené à intervenir en tant qu'« expert » habilité à apprécier l'évolution du condamné au cours de sa détention en regard de ses perspectives de réintégration et de son plan de reclassement. L'encadrement thérapeutique ou la dispense de soins ne font plus partie des tâches du service psychosocial (Vanhout, 2012: 125), celles-ci relèvent désormais des compétences du service médical de la prison ou des Communautés et Régions. Toutefois, en raison notamment de son omniprésence au sein de l'établissement pénitentiaire, le service psychosocial intervient encore en cas de crise aigüe d'un condamné, il assure ainsi une première prise en charge avant d'orienter la personne vers le service le plus approprié[69].

Le service psychosocial central fournit via le service psychosocial régional un appui méthodologique à l'ensemble du personnel actif sur le terrain. Il détermine la méthodologie, les pratiques de travail, le canevas des rapports ainsi que la validité des instruments avec lesquels les psychologues et les assistants sociaux doivent travailler[70]. Le service psychosocial central élabore aussi les batteries de tests[71] et organise des formations à l'attention des nouveaux collaborateurs mais également pour le personnel plus ancien notamment, à propos des derniers développements scientifiques concernant le travail social ou la psychologie (Vanhout, 2012: 136).

Par ailleurs, le service psychosocial central est aussi responsable de tout ce qui concerne la logistique au sens large[72]. Cela va du matériel utilisé par les collaborateurs, à l'encadrement du personnel (c'est-à-dire les remplacements, les recrutements, la détermination des cadres dans chaque établissement, etc.). Enfin, il arrive que le service

---

[67] Pour un aperçu historique de l'évolution du service psychosocial au sein des établissements pénitentiaires, de son rôle et de ses missions, voir Storme et Gyselinck (2012 : 51-59)

[68] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007, pp. 6 et 13. A propos de cette tâche essentielle du service psychosocial, voir Storme et Boelaert (2012 : 265-269).

[69] Entretien avec W. Vanhout, conseiller général (9 juillet 2012).

[70] Entretien avec W. Vanhout, conseiller général (9 juillet 2012).

[71] Si le travail de formation et de coordination du service psychosocial central est en train de porter ses fruits au sens où les pratiques psychosociales en prison évoluent vers une plus grande homogénéité, les chercheurs ont pu observer, au cours de la phase exploratoire de la recherche, une différence entre le nord et le sud du pays au niveau de l'approche et des tests utilisés. Le sud du pays, influencé par la France, resterait plus favorable à une approche psychanalytique et recourrait plus aux tests projectifs (Rorschach, T.A.T., etc.) tandis que le nord du pays, sous une influence anglo-saxone, privilégierait une approche plus cognitivo-comportementaliste reposant entre autres sur des échelles actuarielles.

[72] Entretien avec W. Vanhout, conseiller général (9 juillet 2012).

psychosocial central soit sollicité par la Direction Gestion de la détention ou la Direction régionale dans le cadre de certains dossiers individuels pour lesquels des remarques sont formulées à l'égard du rapport qui a été rédigé ou bien par un chef d'établissement lorsque celui-ci a des questions concernant le fonctionnement de son équipe[73].

Le conseiller général du service psychosocial central explique ainsi que le service psychosocial local se trouve sous deux responsabilités hiérarchiques différentes: celle de la direction pénitentiaire locale qui est responsable sur le plan administratif (gestion des présences et absences du personnel, répartition de la charge de travail, etc.) et celle du service psychosocial central qui est responsable au niveau de la qualité et de la teneur du travail presté par les équipes de terrain[74].

III. Les maisons de justice

En exécution de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution des peines, les directeurs locaux peuvent solliciter d'un assistant de justice de la Direction générale maisons de justice du SPF Justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence du condamné et/ou du milieu d'accueil potentiel la réalisation d'un rapport d'information succinct ou une d'enquête sociale[75].

L'enquête sociale vise à faire état du contexte social au sein duquel le condamné sera amené à évoluer en cas d'octroi d'un congé pénitentiaire[76]. Pour ce faire, l'assistant de justice s'appuiera sur les éléments recueillis auprès du condamné et/ou de son milieu d'accueil[77]. Il lui appartiendra de décrire dans son rapport les éléments expliquant la demande de congé pénitentiaire du condamné et d'évaluer les circonstances de fait ainsi que le cadre dans lequel le congé pénitentiaire serait susceptible de se dérouler[78].

L'assistant de justice est tenu de reprendre uniquement dans son rapport d'enquête sociale les éléments pertinents qui sont de nature à aider l'autorité mandante à prendre sa décision.

Le rapport d'information susccint porte quant à lui sur une question spécifique du directeur en lien avec la demande de congé pénitentiaire qui est à l'examen. L'assistant de justice est censé reprendre dans son rapport que les éléments pertinents qui sont de nature à éclairer le directeur sur sa question spécifique.

---

[73] Entretien avec W. Vanhout, conseiller général (9 juillet 2012).
[74] Entretien avec W. Vanhout, conseiller général (9 juillet 2012).
[75] Arrêté royal du 29 janvier 2007 déterminant le contenu du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale visée par les articles 8, alinéa 3, 17, § 1er, alinéa 2, 33, § 2, et 88, § 4, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, art. 1er.
[76] Arrêté royal du 29 janvier 2007, art. 1er, 5°.
[77] Arrêté royal du 29 janvier 2007, art. 4.
[78] Arrêté royal du 29 janvier 2007, art. 4.

IV. La Direction Gestion de la détention (DGD)

La Direction Gestion de la détention (ancien service des cas individuels[79]) relève directement de l'autorité hiérarchique du Directeur général des établissements pénitentiaires et a pour objectif de « contribuer, en bonne collaboration avec les services extérieurs, à la préparation de la réinsertion sociale des condamnés, en prenant en compte leurs besoins, les intérêts des victimes et la protection de la société »[80].

La Direction Gestion de la détention comprend deux services distincts placés sous la direction d'un conseiller général :
- le service *Statut juridique externe* qui traite les modalités d'exécution de la peine relevant de la compétence du ministre (permissions de sortie, congés pénitentiaires, interruption de peine) ;
- le service *Statut juridique interne* qui est compétent pour le placement et le transfert des détenus.

Le service *Statut juridique externe* comprend 21 attachés (11 francophones et 10 néerlandophones) et 7 assistants administratifs (3 francophones et 4 néerlandophones) répartis en deux rôles linguistiques, lesquels sont respectivement placés sous la responsabilité d'un conseiller.

Les attachés du service *Statut juridique externe* décident de l'octroi des permissions de sortie, des congés pénitentiaires et des interruptions de peine ainsi que de la poursuite ou non de l'exécution de ces modalités (notamment, l'adaptation, la suspension, le retrait[81] ou la révocation des permissions de sortie et congés pénitentiaires)[82]. Tant que les dispositions de loi du 17 mai 2006 relatives aux compétences du juge d'application des peines ne sont pas entrées en vigueur, ils sont également compétents pour examiner les demandes de libération provisoire pour raison de santé, quelle que soit la durée de la peine du condamné, ainsi que les demandes de libération provisoire des condamnés subissant des peines ne dépassant pas trois ans [83]. En outre, ils traitent aussi les demandes

---

[79] Pour l'évolution historique du service et de ces compétences, voir FOD Justice, *Archief van de FOD Justitie – DGEPI*, 2008, pp. 40 à 43.
[80] SPF Justice, *Direction Gestion de la détention – DGD*, Document interne de la Direction générale des établissements pénitentiaires, 15 juin 2009.
[81] Le retrait d'un congé pénitentiaire ou d'une permission de sortie est généralement motivé par la détérioration du comportement en détention d'un détenu. La procédure s'apparente au traitement d'une nouvelle demande, la direction émet un avis négatif et la Direction Gestion de la détention justifie le retrait de la modalité (et non sa révocation car il ne s'agit pas d'un non-respect des conditions imposées au cours d'une sortie) par le fait que le comportement du détenu laisse craindre un risque de commission de nouvelles infractions lors de sa prochain sortie. Le retrait est un cas de figure particulier qui se distingue également de la révocation au niveau de ces conséquences puisqu'il est possible pour le détenu, sans justification particulière, de réintroduire une nouvelle demande sans attendre les trois mois du délai prévu en cas de révocation.
[82] Loi du 17 mai 2006, art. 4 à 20.
[83] Circulaire ministérielle n°1771 – EP – du 17 janvier 2005 relative à la liberté provisoire, 7-8 et 21-22. La Direction Gestion de la détention reste cependant compétente pour le suivi de toutes les libérations provisoires, y compris celles accordées par les directeurs de prison. Elle décide, le cas échéant de leur révocation (Van Melderen, 2011 : 3).

d'extraction sous escorte, les demandes de semi-liberté[84] et celles de surveillance électronique des personnes condamnées à une peine maximale de trois ans[85].

Dans le cadre de l'accomplissement de leurs tâches, les attachés doivent traiter toute une série de courriers (avocats, familles, détenus, autres), recevoir les avocats et les familles des détenus et répondre aux appels téléphoniques et aux mails émanant de divers partenaires (directeurs, membres des services psychosociaux, greffiers, etc.). Indiquons encore qu'une partie de leur emploi du temps peut ponctuellement être consacrée au coaching de nouveaux collègues ou à la participation de l'un ou l'autre groupe de travail.

D'après les réponses au questionnaire que nous avons fait parvenir à l'ensemble des attachés du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention (cfr. Chapitre I), quelques caractéristiques socio-biographiques peuvent être précisées non seulement pour leur intérêt descriptif[86] mais également pour leur relevance dans le cadre des analyses ultérieures (cfr. Chapitre VII). Les informations présentées ci-après concernent 19 des 21 attachés qui composent le service.

En ce qui concerne l'âge des attachés répondants, la médiane est de 34 ans. L'attaché le plus jeune a 26 ans tandis que le plus âgé a 56 ans. La médiane relative à l'âge des attachés francophones répondants est de 29 ans et demi (minimum : 26 ans et maximum : 54 ans) tandis que celle des attachés néerlandophones répondants est plus élevée (médiane : 39 ans). L'attaché néerlandophone le plus jeune a 32 ans tandis que le plus âgé a 56 ans.

Les femmes sont majoritaires parmi les attachés qui composent le service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention (six hommes pour quinze femmes). Du côté francophone, on compte trois hommes pour huit femmes tandis que du côté néerlandophone, il y a trois hommes pour sept femmes.

Tous les attachés disposent au moins d'un diplôme universitaire de second cycle. La plupart d'entre eux ont au moins une licence ou un master en criminologie (16) ; trois d'entre eux ont également obtenu un autre diplôme de second cycle (licence en psychologie, licence en droit ou encore licence en sciences de la famille et de la sexualité). Les trois autres attachés sont respectivement diplômés en droit, sociologie et administration publique[87].

---

[84] Le système de semi-liberté pour les condamnés subissant des peines ne dépassant pas trois ans est règlementé par une directive du Directeur général J. Dupréel du 4 mars 1966, laquelle s'inspire de la circulaire ministérielle n° 539 du 15 février 1963 organisant les arrêts de fin de semaine et la semi-détention. D'après la Direction Gestion de la détention, la pratique relèverait aujourd'hui davantage de la détention limitée telle qu'elle est décrite dans la loi du 17 mai 2006 (Van Melderen, 2011 : 2).

[85] La Direction Gestion de la détention est seulement compétente pour les condamnés étrangers qui ne sont pas en règle de séjour et les condamnés à plus de un an du chef d'abus sexuels sur mineurs, subissant des peines ne dépassant pas trois ans d'emprisonnement. Circulaire ministérielle n°1803 du 25 juillet 2008 règlementant la surveillance électronique comme modalité d'exécution de la peine, 7-10.

[86] Ces informations pourront être lues en regard des réponses obtenues auprès des directeurs locaux traitant les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (cfr. *supra*).

[87] Ces informations peuvent être complétées avec celles récoltées lors des entretiens approfondis réalisés avec la hiérarchie de la Direction Gestion de la détention. Il ressort de ces entretiens qu'un bagage

La majorité des attachés ayant répondu au questionnaire travaillent à temps-plein (9) ou à 4/5ème (6). Au niveau francophone, cinq attachés travaillent à temps plein, quatre à 4/5ème et un à mi-temps tandis qu'au niveau néerlandophone, quatre attachés travaillent à temps plein, deux à 4/5ème, un à 3/5ème et deux à mi-temps[88]. Les attachés consacrent globalement l'essentiel de leur temps de travail au traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie (entre 75% et 80% de leur temps de travail hebdomadaire). Toutefois, les attachés néerlandophones semblent consacrer un peu moins de temps (moyenne : 27h ; médiane : 25h) au traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie que leurs collègues francophones (moyenne : 29h ; médiane : 29h).

D'après les réponses obtenues, la médiane relative au nombre d'années d'ancienneté au sein de la Direction Gestion de la détention est de 4 ans (moyenne : 4, 47) aussi bien pour les attachés francophones (minimum : 0 et maximum : 8) que pour les attachés néerlandophones (minimum : 0 et maximum : 14).

La majorité des attachés travaillant actuellement à la Direction Gestion de la détention et ayant répondu au questionnaire (11) ne dispose pas d'expérience professionnelle antérieure au sein d'un des établissements pénitentiaires du pays. Quant aux autres (4 francophones et 4 néerlandophones), le nombre d'années d'expérience professionnelle au sein d'une prison varie entre 4 mois et 21 ans[89] (moyenne : environ 2 ans et demi ; médiane : 1). Les fonctions occupées par ces personnes au sein des établissements

---

criminologique est considéré comme un plus en raison de l'approche pluridisciplinaire des dossiers qu'exige la fonction même s'il ne s'agit pas d'une condition nécessaire à l'engagement. Au niveau de la différence de travail à fournir en termes d'apprentissage, la hiérarchie a pu observer que celui-ci pouvait parfois être plus long pour certains attachés ne disposant pas d'une formation en criminologie car ces derniers devaient acquérir les bases de la matière en plus des règles de fonctionnement du service et de la pratique ce qui peut parfois poser certaines difficultés au niveau de l'encadrement des nouveaux arrivés dans la mesure où le service connaît une situation de turn-over important depuis quelques années. La hiérarchie souligne cependant que c'est « un enrichissement quelque part que de pouvoir avoir des gens d'horizons différents avec des angles de vue différents » au sens où cela permet d'interroger sa propre pratique et de se remettre en question. Par ailleurs, le haut niveau de qualification dont font état les attachés peut peut-être s'expliquer par les aptitudes attendues par la hiérarchie à l'égard de son personnel en raison notamment de la complexification de la matière et de la procédure depuis 1998. En effet, celui-ci doit non seulement faire preuve d'aptitudes rédactionnelles étant donné que la procédure est écrite mais avant tout d'une capacité d'analyse et de synthèse suffisante pour pouvoir retenir ce qui est important dans un dossier et faire les liens nécessaires entre les différents éléments d'information jugés pertinents. On attend également d'eux qu'ils sachent raisonner ainsi que prendre une décision, la motiver et la défendre « à l'égard du détenu tout d'abord, de la direction et du personnel du service psychosocial, pour qu'ils puissent travailler avec la personne par la suite » mais aussi en cas d'échec de la modalité octroyée. Entretiens avec C. Van Melderen, conseiller général (5 juin 2012), et G. Maertens, conseiller (23 mai 2012).

[88] Trois attachés francophones ont pris un congé de maternité dans le courant de l'année 2012 sans être remplacés. La hiérarchie estime qu'en augmentant le cadre du personnel, le service pourrait accomplir ses missions dans de meilleures conditions ; huit équivalents temps-plein par rôle linguistique constitueraient ainsi un minimum. Entretien avec C. Van Melderen, conseiller général (5 juin 2012), et G. Maertens, conseiller (23 mai 2012).

[89] Cette personne a un statut quelque peu singulier puisqu'elle travaille actuellement à mi-temps comme attaché au sein de la Direction Gestion de la détention et comme directeur dans un établissement pénitentiaire.

pénitentiaires sont : assistant social, attaché-psychologue, « attaché AMO », attaché en justice réparatrice et directeur.

V. Le Directeur général de la Direction générale des établissements pénitentiaires

Le Directeur général de la Direction générale des établissements pénitentiaires intervient dans le processus décisionnel d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires. En tant qu'autorité hiérarchique, il est amené à prendre connaissance des dossiers qui doivent être soumis au cabinet du Ministre de la Justice en raison de leur sensibilité sur le plan politique et médiatique[90]. Le caractère « sensible » d'un dossier ne dépend pas de critères clairs et précis. Bien que le cabinet du Ministre de la Justice puisse préciser la teneur de cette notion, celle-ci reste dans la pratique à l'appréciation de la Direction Gestion de la détention. Il s'agit donc d'une notion subjective[91], variable et contingente des circonstances et évènements qui font que l'exposition du ministre est susceptible d'être plus importante en cas d'échec de la mesure[92]. Les dossiers ne sont toutefois transmis au Directeur général (ou au Directeur régional-nord en cas d'absence de ce dernier) et ensuite au cabinet qu'en cas de décision positive de la Direction gestion de la détention[93]. Il arrive exceptionnellement que certains de ces dossiers ayant fait l'objet d'une décision négative soit tout de même transmis pour information au Directeur général par la Direction Gestion de la détention[94].

---

[90] FOD Justitie, *Dienstnota 2012-2 – Bevoegdheidsverdeling inzake de beslissingen en de voorstellen betreffende individuele dossiers Directie Detentiebeheer, die moeten worden voorgelegd aan het Kabinet*, Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen – Directie Detentiebeheer , 8 maart 2012.

[91] L'âge et l'ancienneté au sein du service sont ainsi susceptibles de jouer dans la détermination de ce qu'est un dossier « cabinet », non seulement parce que les personnes plus âgées et/ou travaillant depuis plus longtemps au sein du service auraient plus d'expérience pour les identifier mais surtout parce que ces personnes assureraient en quelque sorte la « mémoire » du service par rapport aux dossiers qui ont été « sensibles » par le passé, lesquels risquent encore d'exposer aujourd'hui le ministre sur le plan médiatique et politique. Il se peut donc qu'en l'absence de critères clairs et précis, certains dossiers devant être « théoriquement » considérés comme des dossiers « cabinet » ne soient pas identifiés comme tels en première instance ni *a fortiori* transmis par la voie hiérarchique.

[92] Par le passé, en raison d'affaires fortement médiatisées, les dossiers transmis au cabinet concernaient des personnes condamnées pour des faits commis en lien avec une problématique toxicomaniaque (suite à l'« Affaire Muselle et Bourgard »), puis pour des faits de mœurs (particulièrement après l'« Affaire Dutroux »), etc. Il s'agit actuellement de personnes condamnées pour des faits relevant du terrorisme, d'abus sexuels commis au sein de l'Eglise, du « grand banditisme » ou de différentes formes de vols avec violence (hold-ups, car-jacking, home-jacking, tiger-kidnapping, etc.). Entretien avec C. Van Melderen, conseiller général (5 juin 2012).

[93] FOD Justitie, *Dienstnota 2012-2 – Bevoegdheidsverdeling inzake de beslissingen en de voorstellen betreffende individuele dossiers Directie Detentiebeheer, die moeten worden voorgelegd aan het Kabinet*, Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen – Directie Detentiebeheer , 8 maart 2012.

[94] Entretien avec G. Maertens, conseiller (23 mai 2012).

VI. Le cabinet du Ministre de la Justice

La personne de référence en matières pénitentiaires au sein de la cellule stratégique du cabinet du Ministre de la Justice prend généralement la décision finale dans les dossiers qui ont été déterminés comme sensibles sur le plan médiatique et politique et pour lesquels la Direction Gestion de la détention a pris une décision positive. Cependant, en raison de certains critères qui nous échappent, il arrive que certains dossiers soient vus par le chef de cabinet ou par le Ministre de la Justice lui-même.

La décision du cabinet est ensuite transmise pour information à la Direction régionale concernée[95].

VII. Le tribunal d'application des peines

A titre exceptionnel, le tribunal d'application des peines, « saisi d'une procédure d'octroi d'une modalité d'exécution de la peine, peut accorder une modalité d'exécution de la peine autre que celle demandée si cela est absolument nécessaire pour permettre l'octroi à court terme de la modalité d'exécution de la peine sollicitée »[96]. Il peut ainsi accorder à titre de modalité particulière d'exécution de la peine : une permission de sortie, un congé pénitentiaire, une détention limitée ou une surveillance électronique.

Par exemple, si le tribunal d'application des peines est saisi d'une demande d'octroi d'une surveillance électronique, il peut décider d'accorder une permission de sortie ou un congé pénitentiaire pour que le condamné puisse soit entreprendre, soit finaliser les démarches nécessaires pour parfaire son plan de reclassement.

Le tribunal d'application des peines doit statuer sur la modalité d'exécution de la peine demandée dans les deux mois de la décision d'octroi de la modalité particulière d'exécution de la peine[97]. Ce délai peut toutefois être prolongé une fois.

Outre les différences qui existent entre la Direction Gestion de la détention et le tribunal d'application des peines en termes de compétences et d'objectifs, mentionnons également une différence au niveau de la procédure puisque le tribunal d'application des peines s'appuie sur une procédure écrite et orale qui lui permet de récolter des informations supplémentaires lors de l'audience où le condamné comme la victime peuvent être présents (ou représentés dans le cas de la victime) tandis que la Direction Gestion de la détention prend sa décision uniquement sur la base d'une procédure écrite au cours de laquelle elle ne rencontre pas le condamné ni les victimes.

---

[95] FOD Justitie, *Dienstnota 2012-2 – Bevoegdheidsverdeling inzake de beslissingen en de voorstellen betreffende individuele dossiers Directie Detentiebeheer, die moeten worden voorgelegd aan het Kabinet,* Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen – Directie Detentiebeheer , 8 maart 2012.
[96] Loi du 17 mai 2006, art. 59.
[97] Loi du 17 mai 2006, art. 59.

CHAPITRE IV – L'ORGANISATION DU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PERMISSION DE SORTIE ET DE CONGE PENITENTIAIRE

Après avoir présenté les différents acteurs impliqués dans le processus décisionnel d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires, le présent chapitre examinera plus spécifiquement la manière dont les directions pénitentiaires locales et la Direction Gestion de la détention (s')organisent respectivement (dans) le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire.

I. Au niveau des directions pénitentiaires locales

Les développements des deux premières sections s'appuient sur les réponses formulées par les chefs des établissements pénitentiaires à une seule et même question du questionnaire spécifique que l'équipe de recherche leur a fait parvenir (cfr. Chapitre I). Cette question était la suivante : Comment votre direction s'organise-t-elle en interne pour traiter les demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie ?

Les réponses à cette question ouverte étant fort diversifiées, nous avons décidé en regard de leur contenu de les regrouper sous deux thématiques afin d'en faciliter la présentation : l'attribution des dossiers (I.1.) et l'organisation interne dans le traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie (I.2.).

I.1. Attribution des dossiers

De manière générale, la rédaction des avis relatifs aux demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie est à charge des directeurs, voire d'un autre membre de la direction en cas d'urgence ou d'absence du directeur responsable du dossier concerné par la demande. A moins d'une organisation interne particulière propre à l'établissement, les chefs d'établissements ne rédigent en principe pas d'avis sauf en cas d'urgence ou d'absence du directeur en charge du traitement de la demande de congé pénitentiaire et de permission de sortie. La répartition des dossiers peut cependant varier d'un établissement à l'autre.

Les directions répartissent plus ou moins équitablement les dossiers entre les différents directeurs en charge du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie. Dans les établissements de Namur, Arlon, Huy, Saint-Hubert, Andenne, Mons, Lantin, Hoogstraten ou encore Malines, les dossiers sont attribués entre les différents directeurs sur la base d'une répartition alphabétique. Chaque directeur assure la gestion de tous les dossiers pour lesquels le nom du détenu commence par une des lettres de l'alphabet qui lui ont été attribuées. Les établissements de Tournai, Ittre, Dinant ne recourent pas à ce système de répartition alphabétique, l'attribution des dossiers repose simplement sur un partage équitable des dossiers entre les différents directeurs.

A Verviers et Jamioulx, c'est le directeur qui est de service qui traite tout ce qui lui est soumis au cours de la journée (ou, pour Jamioulx, au cours de sa semaine de garde) en ce

compris les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire. Il appert qu'au fil du temps la charge de travail finit par se répartir équitablement entre les différents directeurs.

La prison d'Hasselt est organisée en quatre niveaux (« courtes peines », « prévenus » et deux niveaux relatifs aux « longues peines »). Pour chacun des niveaux, un membre de la direction est responsable de tous les dossiers. L'établissement de Bruges dispose d'un système de répartition similaire puisque chaque section (« longues peines », « maison d'arrêt et courtes peines » et la « section des femmes ») dispose de sa propre direction, laquelle est chargée du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie qui en relèvent.

I.2. Organisation interne du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie

Lorsqu'il est saisi d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, le directeur titulaire du dossier précise, le cas échéant, au service psychosocial ses attentes concernant le rapport demandé. Il examine ensuite la demande au regard de différentes pièces qui composent le dossier et rédige enfin l'avis de manière autonome dans les délais légaux impartis. Toutefois, il se peut que l'organisation interne au niveau du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie varie d'un établissement à l'autre. On observera néanmoins les rôles centraux que jouent respectivement le greffe au niveau de la logistique et le service psychosocial au niveau de la production de connaissance utile.

A Nivelles, dès la réception de la demande du détenu, le greffe effectue un double encodage : l'un dans le programme « Greffe », l'autre dans le planning interne réservé à la direction, avec mention de la date d'échéance pour rédiger l'avis. Dès qu'il dispose de toutes les pièces qui lui sont nécessaires, il rédige son avis et le transmet au greffe avec mention des pièces à joindre. Le greffe se charge alors de la diffusion aux parties concernées.

A Saint-Hubert, les demandes de congé pénitentiaire sont transmises par le greffe à la direction tandis que les demandes de permission de sortie peuvent être transmises par le greffe à la direction ou être adressée directement à la direction par le détenu.

Dans les établissements de Wortel et Turnhout, les rapports du service psychosocial sont transmis au secrétariat (« secretariaat ») où l'avis est préparé (ou directement à la direction pour l'établissement de Turnhout), celui-ci est ensuite transmis au directeur qui rédigera l'avis ; sauf en cas d'absence où ce sera un autre directeur qui se chargera de la rédaction.

A Dendermonde, chaque semaine le directeur du service psychosocial réunit le « precollege » regroupant les membres du personnel psychosocial (lequel ne doit ne pas être confondu avec la conférence du personnel telle que stipulée dans la loi sur le statut

juridique externe). Toutes les nouvelles demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie y sont présentées et discutées. Le document au moyen duquel la direction mandate le service psychosocial reprend la date à laquelle le service psychosocial doit rendre son rapport. Le service psychosocial transmet son rapport au greffe qui le soumet au directeur afin qu'il puisse écrire son avis à l'attention de la Direction Gestion de la détention. Tous les avis sont conservés sur un serveur à part sur lequel se trouve également une liste relative à la gestion de toutes les modalités d'exécution de la peine qui ont été demandées.

A Marneffe, les demandes des détenus sont répertoriées dans un cahier au sein du Centre, pour preuve de la date de dépôt. La demande est traitée par le greffe qui, s'il s'agit de la première requête interpelle le service psychosocial pour la rédaction des annexes et avis. Par contre, si des permissions de sortie et de congés pénitentiaires ont déjà été accordés, les démarches s'arrêtent au greffe.

Au sein de l'établissement d'Oudenaarde, chaque semaine la direction et le service psychosocial ont une réunion pour déterminer les informations et le contenu des rapports du service psychosocial. Le bureau de reclassement (« Reclasseringsbureau ») complète si nécessaire les informations et veille à ce que les dossiers soient complets avant d'être présentés à la direction. Le directeur de régime écrit généralement les avis sauf lorsqu'il est absent pendant une longue période ou en cas d'urgence. C'est alors un des autres directeurs qui écrit les avis. Le directeur de régime évalue la qualité des avis. Le bureau de reclassement veille quant à lui au suivi administratif des avis écrits.

En principe les avis sont rédigés à Louvain-central par les trois directeurs de régime, lesquels sont chacun en charge et responsables d'une ou plusieurs ailes de l'établissement et, par conséquent des détenus qui y résident. Pour les détenus qui sont examinés par l'unité d'investigation (« onderzoekseenheid ») (il s'agit d'une section du service psychosocial qui investigue de manière plus approfondie les détenus au niveau diagnostic, pronostic, problèmes particuliers de reclassement), les avis sont rédigés par le directeur de l'unité d'investigation. Préalablement à la rédaction des avis, l'établissement de Louvain-Central organise chaque premier mardi du mois une réunion entre la direction et le service psychosocial pour discuter des dossiers et au cours de laquelle toutes les demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie sont évoquées. Le point de vue qui est exprimé au cours de cette rencontre ne lie pas la direction mais bien le directeur responsable du dossier. En principe, le point de vue qui est adopté est aussi celui qui est formulé dans l'avis de la direction.

A Tilburg, chaque membre de la Direction est responsable d'un certain nombre de détenus. Chaque dossier est traité par un membre de la direction et au moins un membre du service psychosocial. Sur la base d'une discussion avec le détenu, un trajet de détention est déterminé. Le service psychosocial rend un rapport et le transmet à la direction. A partir d'une discussion entre le membre de la direction et du service psychosocial en charge du dossier et des informations qui sont apportées au cours de cette discussion, le directeur rédige un avis. Les dossiers délicats et difficiles sont discutés préalablement en réunion d'équipe (laquelle rassemble tous les membres de la direction

et tous les membres du service psychosocial) ou bien ils sont discutés au cours d'une discussion organisée spécialement.

I.3. Critères de différenciation au niveau du traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie[98]

Pour aller plus loin, dans le questionnaire adressé à chacun des directeurs traitant des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie, les chercheurs ont demandé s'il existait au sein de leur établissement un traitement différencié des demandes en fonction du type de modalité, de la catégorie de la peine exécutée par le condamné, des faits pour lesquels le détenu a été condamné ou encore d'un autre critère et, le cas échéant, de décrire en quelques mots en quoi consiste cette différence au niveau du traitement[99]. Au regard des réponses qui ont été formulées, il semblerait que ces questions n'aient pas toujours été clairement comprises par les directeurs. Un d'entre eux a d'ailleurs mentionné explicitement dans sa réponse qu'il ne percevait pas clairement ce qui était visé par la question. Par ailleurs, il est arrivé que des directeurs répondent qu'il n'y a pas de différence de traitement au sein de leur établissement que ce soit en fonction de la modalité, de la catégorie de peine, des faits ou encore d'un autre critère alors que d'autres directeurs provenant du même établissement répondent au contraire qu'il y a une différence de traitement. Il s'agira donc ici moins de distinguer différents modes formels d'organisation institutionnelle que de proposer une synthèse de l'ensemble de ces réponses reflétant la perception qu'ont les directeurs des pratiques à l'œuvre au sein de leur propre établissement, voire de leur propre pratique dans le traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie.

Différence de traitement en fonction de la modalité (14 réponses à la question ouverte)

Neuf directeurs expliquent que le traitement ne peut qu'être différent étant donné les différences imposées par la loi relative au statut juridique externe du détenu au niveau des délais légaux entre la réception de la demande et la rédaction de l'avis (deux mois pour les congés pénitentiaires alors que le délai est indéterminé pour les permissions de sortie), des conditions d'admissibilité à la modalité (à tout moment pour les permissions de sortie occasionnelles, deux ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle pour les permissions de sortie destinées à préparer la réinsertion sociale et un an avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle pour les congés pénitentiaires), des conditions d'opportunité de la sortie (que ce soit en permission de sortie ou en congé

[98] Les développements de cette section s'appuient sur les réponses formulées par les directeurs traitant des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie dans le questionnaire que l'équipe de recherche leur a fait parvenir (cfr. Chapitre I).

[99] La question exacte était la suivante : Existe-t-il au sein de votre établissement pénitentiaire un traitement différencié des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie en fonction : a) de la catégorie de la peine exécutée par le condamné (oui/non). Si oui, pouvez-vous décrire en quoi consiste la différence ?) ; b) des faits pour lesquels le détenu a été condamné (oui/non). Si oui, pouvez-vous décrire en quoi consiste la différence ? ; c) d'un autre critère (oui/non). Si oui, pouvez-vous décrire en quoi consiste la différence ?

pénitentiaire), de la durée de la sortie (3 x 36h par trimestre pour les congés pénitentiaire alors la durée est généralement limitée à la démarche ayant motivé la demande de permission de sortie, celle-ci ne pouvant excéder 16h) ou encore des objectifs poursuivis par chacune des modalités (voir l'article 4, § 2 et 3 de la loi relative au statut juridique externe du détenu pour les permissions de sortie et l'article 6, §2 pour les congés pénitentiaires).

Deux directeurs estiment qu'*a priori* la portée d'une permission de sortie est moins large qu'un congé pénitentiaire. Bien qu'il n'y ait pas de questions standards auxquelles répondre, elle exigerait moins d'investigations qu'une demande de congé pénitentiaire (la permission de sortie ne réclame pas, par exemple, de vérification des conditions d'accueil puisqu'il n'y a pas de nuitée). Toutefois, un directeur déclare qu'il consacre plus de temps à la rédaction des avis relatifs à des demandes de permission de sortie car, d'après lui, la Direction Gestion de la détention envisagerait les congés pénitentiaires dans la continuité de celles-ci.

D'après les réponses formulées par les directeurs locaux, la situation du détenu, le type de faits commis et la récurrence avec laquelle ils ont été commis ainsi que l'importance de la condamnation peuvent également impliquer une différence de traitement entre une demande de congé pénitentiaire et une permission de sortie au niveau du délai de traitement (par exemple, en cas de décès d'un proche), des investigations à réaliser (notamment, sur le plan psychosocial) et de l'examen des risques et contre-indications.

Différence de traitement en fonction du type de condamnation (26 réponses à la question ouverte)

Tout dépend du type de dossier mais les directeurs considèrent que les dossiers concernant des personnes condamnées à de longues peines exigent plus de temps. La durée de la peine détermine généralement la nature comme la durée des investigations psychosociales. Les personnes condamnées à de longues peines requièrent des investigations psychosociales plus conséquentes, lesquelles prennent plus de temps, que les personnes condamnées à de courtes peines. Trois directeurs considèrent qu'il n'est pas toujours nécessaire de disposer d'un rapport psychosocial pour les détenus ayant une peine inférieure ou égale à trois ans tandis que trois autres estiment qu'un rapport plus sommaire et concis suffit pour rédiger leur avis. Deux directeurs déclarent aller plus vite pour le traitement des demandes de ces détenus et se montrer plus souples à leur égard en accordant plus rapidement un avis positif.

Sur base du taux de la peine, des peines en cours et de la nature des faits, un autre directeur détermine en concertation avec le service psychosocial du type/niveau de rapport dont il a besoin. Les niveaux vont de l'intervention de l'assistant social (niveau 1) à l'intervention de l'assistant social, du psychologue et du psychiatre (niveau 4) et répondent à des instructions de service édictées par le service psychosocial central.

Différence de traitement en fonction du type de faits (23 réponses à la question ouverte)

A nouveau, tout dépend du type de dossier mais les directeurs considèrent que la gravité des faits commis détermine généralement la nature comme la durée des investigations psychosociales[100]. Par exemple, les directeurs requièrent un avis spécialisé de la part du service psychosocial pour les personnes condamnées pour des faits de mœurs.

Un directeur précise d'ailleurs que les délinquants sexuels et ceux dont la délinquance (et le procès) a été médiatisée ont moins de chance que les autres d'obtenir de la part de la Direction Gestion de la détention une modalité d'exécution de leur peine. Dans ce type de dossier, il explique qu'il y a lieu dès lors de distinguer une demande de permission de sortie limitée dans le temps d'un congé pénitentiaire. Dans le premier cas, selon lui, il faut se contraindre à motiver la demande sur un seul objectif précis en relation directe avec la délinquance commise (un suivi psychologique spécialisé, par exemple) tandis que la demande de congé doit être plus étoffée, elle doit envisager plusieurs démarches complémentaires (comme s'il fallait, ajout-t-il, occuper entièrement les 36 heures du congé).

Différence de traitement en fonction d'un autre critère (19 réponses à la question ouverte)

Chaque situation est analysée de manière individuelle en tenant compte des spécificités propres qui peuvent affecter le traitement de la demande (victimes proches ou mineures d'âge, attitude par rapport aux faits et aux victimes, milieu d'accueil, récidive, etc.).

Dans le cas des permissions de sortie, l'objectif de la demande ainsi que la situation du détenu peuvent s'avérer déterminantes. Par exemple, si une demande est introduite pour assister aux funérailles d'un membre de la famille, le directeur traitera plus vite la demande. Deux directeurs expliquent qu'ils ne demandent pas systématiquement un rapport au service psychosocial dans le cadre d'une demande de permission de sortie occasionnelle.

Les difficultés éprouvées par le détenu dans la gestion de sa détention (bagarres, troubles du comportement majeur, etc.) ou sa poly-délinquance peuvent pour leur part exiger un examen psychosocial plus approfondi et donc un traitement plus long de la demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire.

I.4. Méthodologie

Bien qu'il n'existe pas à proprement parler d'une méthodologie standardisée qui ait été conçue au niveau de la Direction générale des établissements pénitentiaires pour traiter

[100] La gravité des faits n'est pas explicitée mais sur la base des exemples donnés par les directeurs dans leurs réponses, elle semble avant tout se rapporter à certaines catégories de faits : faits de mœurs, homicides, violences à l'encontre de l'intégrité physique des personnes (cfr. *infra*).

une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, 68% des directeurs ayant répondu au questionnaire transmis par l'équipe de recherche déclarent suivre de grandes lignes directrices ou recourir à un canevas d'analyse (élaborés au fil des années à partir du prescrit légal et de leur propre expérience) pour procéder à l'examen du dossier et à la rédaction de leur avis[101]. Il y a donc presque autant de manières différentes de procéder qu'il y a de directeurs. Quelques exemples tirés des réponses des directeurs traitant des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie au questionnaire peuvent être mobilisés pour illustrer la grande diversité des pratiques à l'œuvre.

Exemple 1 :

1. *Je remplis les éléments formels de l'avis.*
2. *Je lis l'ensemble du dossier et repère les éléments importants pouvant me servir dans mon analyse (dont le rapport SPS mais que je lis toujours en tout dernier). Je repère également les pièces manquantes afin de les réclamer.*
3. *J'évalue les risques suivant ces infos.*

Concernant l'analyse en elle-même, je prends en compte/analyse :

4. *la situation pénale, affaire en cours ? où en est-il dans la peine ?*
5. *Echecs précédents dans la même incarcération ou précédents (échecs CP/PS/SE/DL/LP/LC, révoc..) ?*
6. *Avis Dir précédents ?*
7. *Empathie, remise en question, attitude par rapports aux faits et aux victimes ?*
8. *Eléments de personnalité ou mode de fonctionnement ?*
9. *Fiches victimes ? Remboursement Parties Civiles ?*
10. *Comportement en détention ? évasions ? travail/formation ? visites ?*
11. *Cohérence des projets ? Déjà des démarches effectuées ? Ce qu'il propose est-il différent de sa vie d'avant ? Précédents avis directeur/décisions DGD ou TAP.*

Exemple 2 :

J'ai développé ma propre « méthodologie » sur base de mon expérience professionnelle et de discussions avec le SPS et ou d'autres directeurs quand j'ai des interrogations au niveau de l'évaluation psychosociale. Je n'ai pas à proprement de canevas d'analyse. C'est plutôt une approche situationnelle que j'ai développée avec en toile de fond une gestion humaine /sûre de la détention et les contre-indications légales à devoir prendre en considération, et plus particulièrement le risque de commettre une nouvelle infraction grave.

Exemple 3 :

Het kader van een stageopdracht werd door een bachelorstudent een leidraad uitgewerkt op basis van de type adviesformulieren. Dit is een embryonale methodiek (en dus verre van geperfectioneerd) die er vooral moet toe dienen om:

[101] Précisons toutefois que la forme de l'avis est quant à elle standardisée au moyen d'un modèle type adapté au type de modalité d'exécution de la peine sollicitée.

- *per wettelijk voorziene tegenindicatie de pro's en contra's expliciet tegenover elkaar te zetten om te vermijden dat er een selectieve lectuur van het dossier plaats vindt en*
- *(indien er initieel tegenindicaties zijn) de reflex te behouden om bewust en systematisch te zoeken naar elementen die deze tegenindicaties al dan niet kunnen counteren om alzo te vermijden dat de loutere vaststelling dat tegenindicaties aanwezig zijn tot een negatief advies leidt. Het moet immers het gegeven dat voorgestelde initiatieven onvoldoende bij machte zullen zijn om aan de tegenindicaties weerstand te bieden dat het advies moet sturen;*
- *Om desgevallend een genuanceerd advies te geven (niet enkel positief of negatief maar eventueel ook een voorwaardelijk (positief of negatief) advies*

Parmi ces diverses manières de procéder éminemment personnelles, on peut dégager deux grands ensembles méthodologiques dans l'abord et le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire.

Il y a des directeurs qui adaptent leur méthodologie en fonction de s'il s'agit d'une première ou d'une Xème demande. Les deux exemples qui suivent illustrent le type d'attitude que regroupe ce premier ensemble méthodologique.

Exemple 1 :

1. *S'agit-il d'une première demande ou des refus ont-ils déjà sanctionné des demandes antérieures ?*

2. *S'il s'agit d'une première demande :*
    a. *Vérification de l'admissibilité*
    b. *Examen de la demande du détenu et de la motivation.*
    c. *Examen de la concordance entre la motivation et les spécificités de la condamnation.*
    d. *Si congé, vérification de l'existence d'un milieu d'accueil.*
    e. *Vérification de la disponibilité d'un (petit) budget*

3. *S'il s'agit d'une Xème demande*
    a. *Vérification de la continuité dans la motivation*
    b. *Analyse des éventuels nouveaux éléments de motivation*
    c. *Mise en perspective des raisons ayant amené la DGD à rejeter les précédentes demandes.*

Exemple 2 :

Een eerste aanvraag UV/PV versus zoveelste aanvraag (vb. voor continuering van begeleiding via UV's of volgende stap in het uitwerken vd reclassering). Bij eerste aanvraag wordt dossier grondig doorgenomen, bij latere (veelvuldige) aanvragen gebeurt diagonale doorlichting vh dossier met bijzondere aandacht voor laatste

ontwikkelingen (waarbij vaak ook wordt verdergewerkt op eerdere adviezen). Zowieso is vertrekpunt steeds de opsluitingsfiche en nalezen van beslissingen DDB en/of SURB.

Ensuite, il y a les directeurs qui suivent systématiquement le même canevas d'analyse. Le raisonnement procède d'un examen successif de certaines pièces du dossier. Les trois exemples ci-après illustrent quant à eux les manières de procéder à l'œuvre dans ce second ensemble méthodologique.

Exemple 1 :

1. *doornemen detentiefiche (feiten en toelaatbaarheidsdata) + griffieprogramma (nl. eerste verzoek)*
2. *besluit PSD: positief of negatief en bespreking risico's*
3. *volledig PSD-verslag lezen*
4. *doornemen vonnisafschrift*
5. *doornemen access*

Exemple 2 :

1. *Examen de l'exposé des faits ;*
2. *Analyse du rapport SPS afin de rechercher les éventuelles évolutions depuis l'époque des faits ;*
3. *Rencontre avec l'intéressé (sauf si je dispose de suffisamment d'éléments comme c'est souvent le cas dans des dossiers suivis depuis longtemps et où la situation est un peu figée) ;*
4. *Confrontation des éléments de l'entretien avec les points 1 et 2 ;*
5. *Rédaction de l'avis.*

Exemple 3 :

L'analyse de la situation légale (vérification des données encodées) et du casier judiciaire permet de confirmer que le détenu est dans les conditions de temps pour l'examen de la modalité sollicitée.
S'il s'agit d'un étranger : a-t-il droit au séjour ? Avons-nous les informations utiles de l'OE ?
Analyse des copies de jugements et arrêts, des exposés de faits.
Analyse du rapport SPS, du dossier disciplinaire et des rapports d'observation.
Analyse du rapport d'enquête sociale externe

II. Au niveau du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention[102]

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, le service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention « examine la situation du condamné en tenant compte de son intérêt, de celui des victimes et de la sécurité de la société, évalue les contre-indications et fixe les conditions particulières qui peuvent les limiter et traduit le résultat de son analyse en décision motivée » (Van Melderen, 2011 : 1). C'est dans cette perspective qu'une note méthodologique *d'analyse et de prise de décision pour les modalités d'exécution de la peine*, sur laquelle nous reviendrons plus loin, a entre autres été conçue.

II.1. Organisation interne du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Alle vragen komen binnen per post, met uitzondering van hoogdringende vragen voor occasionele uitgaansvergunningen (per fax). Alle binnenkomende post wordt 's ochtends doorgenomen door administratieve medewerkers (« de klasseurs ») die de logistieke kant van de dossierbehandeling op zich nemen. Zij bezorgen de vraag en het dossier aan de administratieve assistenten. Les assistants administratifs encodent ensuite les demandes de permission de sortie ou de congé pénitentiaire dans le programme « Greffe » ainsi que dans la base de données de la Direction Gestion de la Détention.

Le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire au sein du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention est par après organisé différemment par rôle linguistique. Sans chercher à tout prix à uniformiser leurs modes de fonctionnement respectifs, la hiérarchie essaye tout de même de réduire autant que possible les différences et d'avancer dans la même direction en travaillant à l'élaboration de fils conducteurs communs[103].

Nous allons commencer par rendre compte de la manière dont le travail est organisé et/ou réparti au sein de chaque rôle linguistique avant d'exposer l'organisation interne commune au service.

L'organisation interne du côté francophone

Du côté francophone, les assistants administratifs prépare le dossier pour les attachés (c'est-à-dire rassembler les pièces nécessaires au traitement de la demande et, le cas échéant, envoyer un rappel à la direction)[104] et le range ensuite dans une grande armoire à

[102] Les développements de cette section s'appuient sur les informations provenant des entretiens approfondis réalisés auprès du conseiller général et des conseillers de la Direction Gestion de la détention (cfr. Chapitre I).
[103] Entretien avec C. Van Melderen, conseiller général (5 juin 2012).
[104] En raison des restrictions budgétaires (deux assistants administratifs ne seront pas engagés) et du turn-over du personnel actuel (un 4/5ème, un départ à la retraite en janvier 2013 et une demande de mobilité), les

rayonnage où les demandes sont classées par jour à la date d'échéance du délai. Un repère visuel (post-it) est apposé sur les dossiers « cour d'Assises » et « cabinet » car ceux-ci nécessitent un traitement plus long étant donné qu'il passe par la voie hiérarchique. Les dossiers « cabinet » sont également identifiables grâce à la pastille orange qui est collée sur la farde extérieure des dossiers. Les attachés doivent ainsi transmettre au conseiller les dossiers « cour d'Assises » trois jours avant la date d'échéance et les dossiers « cabinet » cinq jours avant la date d'échéance[105].

Sauf en cas d'absence, chaque attaché suit personnellement ses propres dossiers « cour d'Assises » et « cabinet » tout du long en raison de l'investissement important qu'exige généralement la complexité de ce type de dossier. Pour les autres dossiers, les attachés distinguent dans la grande armoire à rayonnage les demandes « avec échéance » (demandes de congé pénitentiaire/permission de sortie pour lesquelles la direction a émis un avis positif) et celles sans (demandes de congé pénitentiaire/permission de sortie pour lesquelles la direction a émis un avis négatif, lettre à un avocat, révocation de libération provisoire, etc.). Les demandes « avec échéance » sont traitées au fur et à mesure par les attachés (chacun prend à tour de rôle le premier de la pile) tandis les autres sont placées dans un « pot commun », lequel est réparti équitablement par les assistants administratifs entre les différentes attachés[106].

Selon un attaché, ce type d'organisation a l'avantage de permettre que le dossier soit vu par différents attachés et de permettre à un dossier d'être parfois « débloqué ». Par contre, les attachés n'ont pas, selon lui, de vue sur leur charge de travail à court terme. Il explique que certains souhaiteraient à l'avenir une répartition des dossiers par lettre comme c'est le cas du côté néerlandophone (cfr. *infra*) mais d'autres s'interrogent sur les travers auxquels cette réorganisation les exposerait. Le système actuel est théoriquement équitable même si, d'après cet attaché, dans les faits il y a toujours des attachés qui traitent plus de dossiers que d'autres.

Par ailleurs, il y a un processus progressif au niveau de l'autonomie décisionnelle des attachés qui varie d'un attaché à l'autre. En fonction de leur ancienneté et/ou leur expérience, les attachés sont amenés à devoir soumettre (ou non) au conseiller leurs décisions pour certains dossiers[107]. Les critères pour soumettre un dossier varient d'un

---

assistants administratifs n'ont plus la possibilité de préparer les dossiers pour les attachés (c'est-à-dire rassembler les pièces nécessaires au traitement de la demande). Lorsque cela s'impose, cette tâche préalable est désormais réalisée par les attachés dans le cadre de demandes complémentaires d'informations.

[105] Pour ces dossiers les attachés doivent rédiger une proposition qui « consiste en une note de synthèse reprenant les principaux éléments de la situation et de l'analyse opérée dans le cadre de la modalité d'exécution de la peine dont la conclusion est traduite dans un projet de décision » (Van Melderen, 2011 : 14).

[106] Au moment de la récolte de données, le retard pour le traitement des avis négatifs était d'environ trois mois. L'objectif était d'apurer cet arriéré pour le déménagement. Un attaché du service *Statut juridique interne* a traité tous les avis négatifs « non problématiques » et a laissé les dossiers plus « complexes » aux attachés du service *Statut juridique externe*. Cependant, le retard n'a pu être rattrapé (on traite actuellement [août 2012] les avis du mois de mai). Les avis négatifs sont désormais reversés dans le pot commun.

[107] Le conseiller corrige, complète, affine la décision qui lui est soumise mais il peut aussi ne pas la partager et dès lors motiver son désaccord.

attaché à l'autre sur la base de la durée de la peine prononcée ou des faits commis. Par exemple, dans le cadre du traitement d'une demande de congé pénitentiaire ou de permission de sortie, untel devra transmettre tous les dossiers où une des peines est égale ou supérieure à dix années d'emprisonnement tandis que tel autre devra transmettre tous les dossiers où l'intéressé fait l'objet d'une condamnation unique de plus de 7 ans ou de plus de 5 ans pour des faits de délinquance sexuelle. Néanmoins, les attachés sont tout de même amenés à devoir traiter seuls la majorité des dossiers sans que ceux-ci ne passent par la hiérarchie.

L'organisation interne du côté néerlandophone[108]

Aan Nederlandstalige kant verloopt de aanpak bij de administratieve medewerkers gedeeltelijk hetzelfde. Elke ochtend gaan de administratieve assistenten na of het directieadvies bij de vraag voor uitgaansvergunningen occasioneel, uitgaansvergunningen of penitentiaire verlof positief of negatief is en of de nodige stukken overgemaakt zijn. Wanneer elementen ontbreken bij de vraag voor een modaliteit, dan worden deze opgevraagd bij de gevangenis waar de veroordeelde verblijft (dat kan ook nog via de attaché nadien, eventueel met een verlenging van de procedure). Op het dossier wordt a.d.h.v. een notitie vermeld of het gaat om een vraag inzake een occasionele uitgaansvergunning, een periodieke uitgaansvergunning of penitentiair verlof.

De administratieve assistenten triëren de vragen dus aan de hand van het directieadvies. Vragen voor een modaliteit met een negatief directieadvies krijgen een andere afwikkeling dan diegenen met een positief advies.

Elke ochtend checkt een attaché de vragen met negatieve adviezen. Bij deze screening wordt in hoofdzaak nagegaan of er uit het directieadvies en de bijhorende informatie blijkt dat er toch twijfel bestaat over de te nemen beslissing (kan er toch een positieve beslissing volgen uit de voor handen zijnde informatie); of het directieadvies qua argumentatie voor verbetering vatbaar is; en of de motivering toereikend is voor het verdere verloop van het dossier bij toekomstige vragen (vanuit Directie Detentiebeheer wordt een beslissing telkens gezien als een schakel naar een volgende stap: de argumenten in een afwijzing bevatten in principe elementen waaraan de veroordeelde in de toekomst kan tegemoet komen), dan wel of het negatieve directieadvies volstaat. Wanneer de attaché bij de triage twijfelt, dan zal de vraag in de *workload* van de attachés terecht komen en meer in detail onderzocht worden. Beslist een attaché dat het directieadvies niet verder dient onderzocht te worden, dan gebeurt de verdere afhandeling door de administratieve assistenten; zij baseren de beslissing op de argumenten van de directie en verwijzen daar expliciet naar. Een attaché ondertekent nadien de beslissing.

Deze triage heeft als voordeel dat weinig achterstand bestaat in het nemen van beslissingen na een negatief directieadvies; dat lag in het verleden anders. Eén

[108]De informatie over de praktische organisatie en administratieve afhandeling is gebaseerd op een gesprek met twee administratieve assistenten en een interview met de adviseur aan Nederlandstalige kant, Pieter Bollen.

voorwaarde voor deze werkorganisatie en de verschillende afwikkeling betreft het mogelijke gevolg wanneer een beslissing na een negatief directieadvies uitblijft. De adviseur stelt op dit vlak duidelijk: « Negatieve adviezen worden niet gesanctioneerd wanneer je de termijn niet respecteert»[109]. Dat maakt het net mogelijk om voor een belangrijk volume van deze adviezen een snellere administratieve behandeling te voorzien.

Vragen met een positief directieadvies worden door de administratieve assistenten « gefixeerd » (de einddatum voor de beslissing van Directie Detentiebeheer wordt bepaald, te rekenen vanaf de dag van ontvangst). Aan Nederlandstalige kant ligt de streefdatum voor de beslissing telkens op de dag voorafgaand aan de einddatum van de wettelijke termijn – de achterliggende reden daarvoor is dat dit een kleine marge geeft bij de behandeling van dossiers.

Dossiers van veroordeelden omwille van seksuele feiten en dossiers van crimineel veroordeelden worden apart gefixeerd. Ook « gevoelige » dossiers (zie ook het deel hierna) worden apart gefixeerd. Deze uitzonderlijke dossiers krijgen een oranje markering. Die dossiers vergen vaak meer tijd en dienen naar de hiërarchie te gaan, wat maakt dat ze meer tijd vergen. Om die reden wordt in de schoot van Directie Detentiebeheer een vijftal dagen op voorhand begonnen aan de behandeling van deze dossiers.

Alle vragen met een positief directieadvies en de geselecteerde dossiers met een negatief directieadvies worden op basis van het dossiernummer verdeeld overheen de Nederlandstalige attachés. Eerder werd gewerkt aan de hand van een gemeenschappelijke « pot » met alle directieadviezen. Elke ochtend gingen attachés naar « de kast » (een kast met alle gefixeerde dossiers; « de kast » was vroeger een begrip op Directie Detentiebeheer) en dienden ze te werken aan de dossiers die prioritair een beslissing dienden te krijgen, omwille van het vervallen van de wettelijke termijn. Dit leidde tot problemen in werkplanning, waarna een systeem van verdeling ingang vond. Gedurende enige tijd was dat een verdeling op basis van de eerste letter(s) van de familienaam van de veroordeelde. Dat leidde volgens de adviseur aan Nederlandstalige kant steeds tot kleine onevenwichten in de verdeling. Uiteindelijk is een verdeling op basis van de laatste twee cijfers van het dossiernummer ingevoerd. Dit is een organisatorisch verschil met de Franstalige attachés. Elke attaché volgt een zo gelijk mogelijk verdeeld aantal dossiers op, rekening houdend met het werkregime (fulltime of andere). De adviseur stelde dat de werkbelasting op een verreikende manier is nagerekend[110].

De huidige werkorganisatie laat attachés toe om een werkplanning voor de komende (twee) weken te kunnen maken. Elke attaché heeft een eigen portefeuille met dossiers en krijgt de bijhorende verantwoordelijkheid om de eigen planning van dossiers te verzorgen en te bewaken. De opvolging van dezelfde dossiers door dezelfde attaché (behalve tijdens kortere afwezigheden wegens ziekte of vakantie) en de bijhorende werkplanning die daaruit volgt, heeft minstens twee grote voordelen. Het laat toe om de werkdruk te

[109] Interview met Pieter Bollen, adviseur (23 mei & 5 juni 2012).
[110] Interview met Pieter Bollen, adviseur (23 mei & 5 juni 2012).

verlagen door een bepaalde vorm van planning en dossierbeheer te voorzien (zo stelde de adviseur dat vroeger, toen dossiers aangepakt werden op basis van wat er in « de kast » aan werk voorlag, attachés soms tot 7 uur 's avonds dienden in te gaan op dossiers die dezelfde dag een beslissing moesten krijgen). De opvolging van dossiers door dezelfde attaché heeft tevens als voordeel dat meer consistentie gegarandeerd wordt in de argumentatie van de beslissingen[111].

Bij voorstellen tot een negatieve beslissing geldt dat de attaché dit aftoetst bij de adviseur. Dat gebeurt ook bij bepaalde voorstellen tot toekenning van een modaliteit. De redenen voor die stap zijn dat de adviseur een rol opneemt als bewaker van de « jurisprudentie » van de dienst en dat een beslissing ingrijpend kan zijn, dus wordt het nodig geacht om de argumentatie na te gaan. Attachés kunnen ook op eigen vraag en bij twijfel beslissingen aan de adviseur voorleggen. Dit maakt dat soms beslissingsvoorstellen tot weigering gewijzigd worden in een beslissing tot toekenning.

Een laatste verschil betreft een vormelijke dimensie. Aan Nederlandstalige kant is een sjabloon voor beslissingen opgesteld en in gebruik genomen. Dit structureert de argumenten en zorgt dat de vormelijke verschillen in beslissingen van de Nederlandstalige attachés onderling vrij beperkt blijven.

L'organisation interne commune

Avant janvier 2012, le Directeur général des établissements pénitentiaires et le conseiller général de la Direction Gestion de la détention ne voyaient aucun dossier. Les conseillers de la Direction Gestion de la détention soumettaient les dossiers « cour d'Assises » et les dossiers « cabinet » aux Directions régionales, ces derniers étaient ensuite transmis au cabinet du Ministre de la Justice.

Depuis janvier 2012, les décisions concernant une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire introduite par un détenu condamné par une cour d'Assises doivent être prises par le conseiller général de la Direction Gestion de la détention et en cas d'absence par le conseiller du rôle linguistique concerné[112]. En cas d'absence du conseiller général et des conseillers francophone et néerlandophone, les dossiers pour lesquels la Direction Gestion de la détention décide favorablement d'octroyer une première sortie sont soumis à la Direction régionale-nord ou la Direction régionale-sud par l'attaché qui a été désigné pour remplacer le conseiller[113]. Il faut par conséquent en déduire que ce dernier prend lui-même la décision dans les dossiers où des sorties ont déjà été octroyées antérieurement.

---

[111] Interview met Pieter Bollen, adviseur (23 mei & 5 juni 2012).

[112] FOD Justitie, *Dienstnota 2012-2 – Bevoegdheidsverdeling inzake de beslissingen en de voorstellen betreffende individuele dossiers Directie Detentiebeheer, die moeten worden voorgelegd aan het Kabinet*, Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen – Directie Detentiebeheer , 8 maart 2012.

[113] FOD Justitie, *Dienstnota 2012-2 – Bevoegdheidsverdeling inzake de beslissingen en de voorstellen betreffende individuele dossiers Directie Detentiebeheer, die moeten worden voorgelegd aan het Kabinet*, Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen – Directie Detentiebeheer , 8 maart 2012.

Les dossiers « sensibles » sur le plan médiatique et/ou politique pour lesquels la Direction Gestion de la détention a rendu une décision positive sont transmis au cabinet du Ministre de la Justice via le Directeur général des établissements pénitentiaires (ou en cas d'absence via le Directeur régional-nord, ou en cas d'absence de celui-ci, via le Directeur régional-sud). En cas d'absence du conseiller général de la Direction Gestion de la détention, le dossier est soumis par le conseiller du rôle linguistique concerné. En cas d'absence du conseiller général et des conseillers francophone et néerlandophone, les dossiers sont soumis par l'attaché qui a été désigné pour remplacer le conseiller[114]. La décision du cabinet est ensuite communiquée pour information à la Direction régionale du rôle linguistique concernée.

Etant donné les difficultés qu'implique, en cas de décision négative du cabinet, le fait de devoir motiver tout autrement la décision positive qui a été soumise, la Direction Gestion de la détention indique désormais en introduction de sa décision la phrase type suivante: « la décision de la ministre est : « […] ».

II.2. Méthodologie

Afin de rendre compte le plus fidèlement possible de la manière dont la Direction Gestion de la détention conçoit sa méthode d'analyse, nous avons fait le choix de reproduire ci-après un extrait tiré de la note méthodologique rédigée par le conseiller général qui a dirigé le service jusqu'à sa retraite en septembre 2012. Cette note méthodologique est intitulée : *Méthodologie d'analyse et de prise de la décision pour les modalités d'exécution de la peine* (Van Melderen, 2011 : 5-6).

3.1. La vision de l'analyse

La philosophie qui sous-tend l'analyse d'un dossier par la DGD est celle d'une vision globale du parcours pénal d'un individu qui prend en compte ses potentialités et ses limites au regard de l'évolution de sa situation et des étapes de la détention en cours et, le cas échéant, les causes de ses réussites et échecs lors de détentions et libérations précédentes. Elle met ces éléments en perspective avec les exigences de la modalité envisagée, la prise en compte de la victime et la protection de la société. Il s'agit de rassembler les pièces de la mosaïque qui constituent l'image d'un condamné et de les évaluer au regard des étapes de sa remise progressive dans le circuit social. Si, à la lumière de cette analyse, des éléments de nature à constituer des contre-indications à l'octroi de la modalité d'exécution de la peine(MEP) envisagée sont constatés, il s'agit de les préciser et de voir s'ils peuvent être compensés par des conditions particulières permettant d'octroyer la modalité. Dans le cas contraire, la motivation de la décision de rejet de la DGD doit permettre au condamné de comprendre l'évolution attendue, le cas échéant avec l'aide des services compétents, en vue de réduire ces aspects négatifs et de les compenser entre autres par la mise en place d'un cadre et d'un soutien adéquats.

3.2. Le fond de l'analyse

Le fond de l'analyse est criminologique et pluridisciplinaire. L'analyse aborde, dans le cadre de la modalité d'exécution de la peine envisagée, les éléments positifs et négatifs relevants pour la MEP dans le parcours pénal du condamné, la criminogenèse, la personnalité du condamné, ses problématiques

[114] FOD Justitie, *Dienstnota 2012-2 – Bevoegdheidsverdeling inzake de beslissingen en de voorstellen betreffende individuele dossiers Directie Detentiebeheer, die moeten worden voorgelegd aan het Kabinet,* Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen – Directie Detentiebeheer , 8 maart 2012.

particulières et l'environnement relationnel et social dans lequel il a évolué et va évoluer.
Notre rôle d'évaluateur et de décideur s'apparente à celui « d'interlocuteur critique » de l'histoire de vie et de l'histoire pénale du condamné au regard de la modalité d'exécution de la peine(MEP) envisagée. Il s'agit de donner corps à l'examen des contre-indications qui va mener à la décision motivée d'octroi ou de rejet de la MEP

3.3. La forme de l'analyse

La forme est narrative et tend à faire interagir les différents aspects de l'histoire personnelle, du parcours social et pénal du condamné qui sont relevants pour l'octroi d'une MEP. L'analyse de la DGD est traduite dans un « récit »[115]*, divisé en rubriques, récit qui s'organise en fonction de la MEP envisagée et des contre-indications spécifiques à examiner.*
Selon que le dossier sera soumis ou non à la hiérarchie, la forme sera plus ou moins synthétique. Dans les cas « simples », elle peut se réduire à un « bilan » reprenant les éléments positifs et négatifs pris en compte dans l'évaluation des contre-indications qui seront le fil conducteur de la décision.

3.4. L'analyse adaptée à la modalité et à la situation

L'analyse que nous décrivons ci-dessous constitue un ***fil conducteur, qu'il convient de nuancer et d'adapter en fonction du cas du condamné concerné et de la modalité d'exécution de la peine envisagée****.*
Pour illustrer cette variation nous dirons que l'analyse d'un dossier en vue de l'octroi d'une permission de sortie aura des accents, liés à son motif et à sa temporalité, différents de ceux de l'analyse d'un dossier en vue de l'octroi d'une libération provisoire qui s'inscrit dans une perspective plus large et à long terme. La relation de l'analyse sera également adaptée en fonction des cas examinés. Elle sera très synthétique lorsqu'il s'agit d'un cas simple et transparent et sera plus fouillée s'il s'agit d'un cas complexe. Ces différences ne sont pas à traduire dans un modèle théorique, elles relèvent davantage de l'expérience pratique.

Après avoir en principe réalisé une première lecture de l'avis de la direction permettant de déterminer dans quel cadre s'inscrit la demande, les attachés sont invités à suivre les étapes successives énumérées ci-dessous, lesquelles sont décrites et illustrées dans la note méthodologique susmentionnée (Van Melderen, 2011 : 6-12) :

1. L'examen de la fiche d'écrou
   1.1. La vérification des conditions d'admissibilité
   1.2. La première approche des données personnelles du condamné
   1.3. L'examen des causes de détention
   1.4. L'examen du déroulement de la détention
2. L'examen de l'avis de la direction
   2.1. Le motif de la demande
   2.2. La demande du condamné
   2.3. L'avis motivé de la direction
3. La consultation du « programme greffe »
   3.1. La consultation des différents mouvements
   3.2. La consultation de l'agenda
   3.3. La consultation des incidents
   3.4. La consultation des étapes des procédures devant le TAP

[115] *Pour illustrer la forme du « récit », nous citerons l'auteur Michel Houellebecq: « Concernant le récit de vie, il n'y a pas de consigne précise. Le début peut avoir lieu en n'importe quel point de la temporalité, de même que le premier regard peut se porter en n'importe quel espace d'un tableau; l'important est que, peu à peu, l'ensemble ressurgisse » (La Possibilité d'une île, Ed. A. Fayard, 2005).*

4. La lecture des jugement(s), arrêt(s) et exposé(s) des faits
   4.1. La nature des faits commis
   4.2. La date des faits et leur durée
   4.3. Les complices
   4.4. Les victimes
5. L'examen du casier judiciaire
6. La prise en compte du rapport psychosocial
   6.1. La personnalité
   6.2. La criminogenèse
   6.3. L'évolution
7. Le rapport d'information succinct ou l'enquête sociale dans le milieu d'accueil
8. La déclaration et/ou la fiche victime
   8.1. Le recueil de l'information
   8.2. La prise en compte de l'information
9. L'avis médical pour certaines demandes de permission de sortie

Ce canevas d'analyse constitue une trame générale qui est susceptible d'être adaptée en fonction du type de dossier examiné[116]. La Direction Gestion de la détention rappelle toutefois qu'elle ne cherche en aucun cas à « tendre vers le risque zéro en hypothéquant toute ouverture pour l'avenir mais bien de donner corps aux éléments participant à l'évaluation des contre-indications et de les peser en levant tout doute raisonnable à cet égard et en fixant, le cas échéant, les conditions particulières susceptibles de les rencontrer » (Van Melderen, 2011 : 12-13). En cas de rejet de la demande, la note méthodologique précise également que « la motivation du rejet doit rendre compte des éléments restant à investiguer, travailler ou réaménager avec le condamné. […] la motivation de la décision doit permettre au condamné de comprendre les tenants et les aboutissants de la décision qui le concerne » (Van Melderen, 2011 : 13).

Bien que l'examen d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire comme la prise de décision qui en découle reposent sur une procédure écrite, l'oralité n'est pas pour autant inexistante. Les attachés n'hésitent pas à discuter d'un dossier et des arguments qui composent leur raisonnement que ce soit entre eux ou bien dans le cadre du coaching, de la supervision des dossiers, des réunions de service[117] ou des études de cas[118] (Van Melderen, 2011 : 15).

---

[116] Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2006 *relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine*, le service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention a établi, après consultation préalable du service juridique, une sorte de « jurisprudence » rassemblant les cas de figure particuliers ainsi que les arbitrages de questions auxquelles il a été confronté dans l'application de la législation et de la règlementation en la matière. Les chercheurs furent autorisés à consulter ces documents figurant sur le serveur interne du service. Hormis quelques consultations ponctuelles, aucun traitement systématique de ces informations n'a malheureusement pu être effectué en raison des contraintes temporelles de la recherche.

[117] Les réunions de service sont organisées par rôle linguistique. Chaque conseiller détermine leur mode d'organisation ainsi que leur fréquence.

[118] L'étude de cas est une réunion de travail à caractère exceptionnel qui est organisée à la demande de l'un des protagonistes du processus décisionnel (Direction Gestion de la détention, service psychosocial (local ou central), direction locale, cabinet). Cette réunion a pour objectif d'identifier une piste de travail pour la

La mise en œuvre par les attachés de la méthodologie qui vient d'être succinctement évoquée, sera examinée dans le chapitre suivant (cfr. Chapitre V), c'est-à-dire dans le chapitre consacré à l'analyse des dossiers.

III. Indication du volume annuel traité de demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

D'après les derniers chiffres publiés en la matière par la Direction générale des établissements pénitentiaires[119], les directeurs locaux ont émis au cours de l'année 2010 743 avis relatifs à une demande de permission de sortie dite « occasionnelle » (73,4% des avis émis étaient favorables), 4220 avis relatifs à une demande de permission de sortie visant à préparer la réinsertion sociale du condamné (77,7% des avis émis étaient favorables) et 3641 avis concernant une demande de congé pénitentiaire (42,8% des avis émis étaient favorables).

Le service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention a traité quant à lui pris 9911 décisions au cours de cette même année concernant des demandes de permission de sortie, congé pénitentiaire et interruption de peine. Outre les décisions d'octroi et de rejet de la modalité demandée, ces chiffres comprennent également les demandes d'information complémentaire, les décisions qui ont été rendues au-delà du délai légal ainsi que les cas où la Direction Gestion de la détention n'est pas compétente. Sur 5384 avis positifs émis par les directeurs à l'égard d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, 3451 décisions positives ont été rendues (soit 64,04%). Il importe toutefois de préciser qu'il s'agit d'une comptabilisation absolue, c'est-à-dire que les avis émis ainsi que les décisions rendues au cours de cette année ne concernent pas toujours nécessairement les mêmes dossiers.

---

gestion d'un condamné dont la détention est problématique tout permettant au travers de cette rencontre la prise de conscience des pratiques et réalités de travail de chacun.

[119] Rapport d'activités 2010 de la Direction générale des établissements pénitentiaires, Service public fédéral Justice, 2011, 171-174.

CHAPITRE V – LES DOSSIERS

Ce chapitre est consacré à l'analyse des deux cents dossiers qui ont été sélectionnés par l'équipe de recherche au sein de la Direction Gestion de la détention (cent dossiers francophones et cent dossiers néerlandophones). Pour chacun de ces dossiers, l'analyse portera plus particulièrement sur la décision et l'avis relatifs à la dernière demande introduite par le détenu ainsi que, pour une partie d'entre eux, sur les entretiens de suivi réalisés avec leurs auteurs respectifs.

Nous présenterons tout d'abord les choix méthodologiques sur lesquels se sont appuyés les processus d'échantillonnage et d'analyse de notre matériel empirique (I) avant de donner un aperçu synthétique de la nature des avis et des décisions qui composent notre échantillon (II). Nous aborderons ensuite la méthodologie des attachés (III), c'est-à-dire la manière dont les attachés mettent concrètement en œuvre la méthode d'analyse du service qui fut présentée dans le précédent chapitre.

La dernière partie de ce chapitre concernera l'analyse à proprement parlé des avis et décisions (IV). Cette analyse sera progressive et se déclinera en trois temps. Nous examinerons tout d'abord leur forme pour ensuite nous intéresser à leur contenu. Nous terminerons par une analyse plus détaillée des dossiers pour lesquels nous disposons dans le cadre de la dernière demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire de l'avis, de la décision ainsi que d'un entretien de suivi avec le directeur ayant émis l'avis et l'attaché ayant rédigé la décision.

I. Considérations méthodologiques

I.1. Echantillonnage

L'objet de la recherche portant sur les divergences entre les avis émis par les directions pénitentiaires locales et les décisions prises par la Direction Gestion de la détention, l'équipe de recherche a décidé de sélectionner au total, pour chaque rôle linguistique, 80 % de dossiers où il existe une divergence entre l'avis et la décision (-/+ et +/-) et 20 % de dossiers où la décision est en accord avec l'avis (+/+ et -/-). A la différence du critère de représentativité qui guide l'échantillonnage statistique, c'est le principe de diversification, entre autres, qui oriente l'échantillonnage qualitatif (par cas multiples). L'objectif étant de prendre en considération le plus grand nombre possible de situations différentes.

C'est pourquoi la sélection de dossiers a été réalisée sur la base de cette clé de répartition (80 % de « dossiers divergents » et 20 % de « dossiers convergents ») ainsi qu'en considération de différentes variables stratégiques : modalités (permission de sortie occasionnelle, permission de sortie en vue de la réinsertion et congé pénitentiaire), niveaux hiérarchiques auxquels la décision peut être prise (attaché, conseiller, conseiller général, directeur général, cabinet), établissements pénitentiaires et attachés.

Nous nous sommes appuyés sur notre base de données pour procéder à la sélection des dossiers (cfr. Chapitre I et VII). Les décisions prises par les attachés au cours de la semaine écoulée étaient encodées en début de semaine suivante, puis réordonnées sur base de la date de réception de l'avis. En sélectionnant hebdomadairement, pour chaque rôle linguistique, les deux premiers dossiers « concordants » et les huit premiers « divergents », on obtenait *in fine* un bon panachage entre les différentes variables stratégiques.

Pour un dossier sur deux, pour autant que celui-ci fut divergent, un bref entretien de suivi a été réalisé avec l'attaché ayant pris la dernière décision sur la base de quelques questions standards du type : Qu'aurait-il fallu pour prendre une décision positive que dans ce cas-ci ? Quels sont les éléments qui ont déterminé votre décision ? Dans les grandes lignes, pouvez-vous m'expliquer le cheminement/processus que vous avez suivi pour aboutir à cette décision ? Initialement, pour chaque dossier sélectionné faisant l'objet d'un entretien de suivi avec un attaché, un entretien de suivi avec le directeur local ayant pris l'avis devait être réalisé. Dans le questionnaire qui fut envoyé à chaque directeur traitant des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (cfr. Chapitre I et VI), une première question leur demandait s'ils souhaitaient être recontactés ultérieurement pour discuter du processus décisionnel relatif aux demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie. Malgré deux rappels, tous les directeurs n'ont pas renvoyé leur questionnaire et parmi ceux l'ayant renvoyé, certains ont indiqué qu'ils ne souhaitaient pas être recontactés. Par ailleurs, les dossiers sélectionnés pour lesquels un entretien de suivi a été réalisé avec un attaché ne concernaient qu'une poignée de directeurs ayant renvoyé leur questionnaire et ayant répondu positivement à la question. Ceux-ci étant répartis dans l'ensemble du pays, il n'était pratiquement pas faisable – au regard des délais impartis à la recherche – d'aller rencontrer chacun de ces directeurs pour discuter d'une décision, parfois de deux, au mieux de trois. La sélection des directeurs de prison a donc été opérée sur une autre base plus praticable. En prenant comme référence la population journalière moyenne de détenus condamnés définitivement dans chaque établissement, nous avons sélectionné le « petit établissement», le « grand établissement » et l'établissement en milieu ouvert qui présentait le plus grand nombre de « dossiers divergents » comptabilisés entre le 1er juin 2012 et le 28 août 2012. Un entretien de suivi fut ensuite réalisé avec les directeurs de cet établissement pour lesquels nous disposions d'un ou plusieurs dossiers ayant fait l'objet d'un entretien de suivi avec un attaché. La discussion sur ces dossiers s'appuyait également sur quelques questions standards du type : Comment êtes-vous arrivé à cet avis positif ? Que pensez-vous de la décision de rejet de la Direction Gestion de la détention (ou que pensez-vous des arguments avancés par la Direction Gestion de la détention pour rejeter la demande) ? Comment expliquez-vous cette divergence entre l'avis et la décision ? Considérez-vous que la décision pointe des éléments important pour l'avancement du dossier ? Quel est l'impact selon vous de cette décision pour l'avenir du dossier ?

I.2. Méthode d'analyse

Om de 200 dossiers te analyseren, is gewerkt met een codeerschema (zie bijlage III). De analyse is gericht op de argumenten in tekstvorm, zowel in de directieadviezen als in de beslissingen van DDB, dus niet de standaardformuleringen (verwijzingen naar vonnissen en arresten in het directieadvies en dergelijke). Concreet is gefocust op: de contra-indicaties, de motivering van het advies en eventuele andere toelichtingen in de directieadviezen en de finaliteit, de contra-indicaties en eventuele andere toelichtingen in de beslissingen van DDB.

Het codeerschema is opgesteld als volgt. Met behulp van NVIVO (een softwareprogramma voor kwalitatieve onderzoeksgegevens) heeft elke onderzoeker tien adviezen en bijhorende beslissingen gecodeerd ('open codering'). Daarna zijn de codes besproken. Omdat de codes tussen beide onderzoekers goed overeen kwamen, zijn deze nadien in een lijst gegoten die bij de analyse voor alle cases is aangewend. Naast deze lijst bleef het mogelijk om bij verdere analyse nieuwe codes aan te maken. Het beperkte tijdsbestek en de eerder inductieve opzet van het programma NVIVO waren een nadeel. Bovendien is de vergelijking tussen adviezen en beslissingen technisch moeilijk te maken aan de hand van NVIVO. Op basis van de eerste vaststellingen en continu overleg tussen de onderzoekers is dan een codeerschema ontwikkeld.

Dat codeerschema is opgesteld in EXCEL en bevat informatie over: de modaliteit (UVO, UV of PV); de toelaatbaarheid (toelaatbaar of niet); de finaliteit (is de finaliteit van de vraag in orde of niet en wat zijn eventuele kanttekeningen); het resultaat (toekenning of niet en eventuele kanttekeningen daarbij); het aantal contra-indicaties dat vermeld is in het advies en in de beslissing; de gecodeerde argumenten per contra-indicatie, met per contra-indicatie ook het aantal argumenten; een lijst met 'andere argumenten', dit wil zeggen argumenten die niet expliciet onder één van de drie tegenindicaties zijn opgesomd; de bronnen die in de tekst van het advies of de beslissing zijn aangehaald; en afsluitend de mogelijkheid om specifieke commentaren te vermelden bij adviezen en beslissingen. Daarnaast is de mogelijkheid voorzien om naast elk argument te vermelden of een argument (in de context van het advies of de beslissing) een statisch argument betreft (een argument dat betrekking heeft op een vastliggend gegeven, zoals het aantal eerdere veroordelingen), een dynamisch argument (een argument dat verwijst naar een gegeven dat veranderlijk is, zoals een middelenproblematiek die via behandeling kan aangepakt worden) of een onbepaald argument (een gegeven dat voor ons niet duidelijk onder de statische of dynamische argumenten kan ondergebracht worden). Ook de richting van het argument is genoteerd. Betreft het een positief argument (een argument dat positief gekleurd is, zoals een goed steunend opvangmilieu bij een penitentiair verlof) of een negatief argument (de veroordeelde heeft zich in het verleden al meermaals onttrokken aan de strafuitvoering), of is het argument eerder onbepaald (niet duidelijk te klasseren onder de statische of dynamische argumenten), dan is dat telkens vermeld. Bij argumenten die van aard of richting verschillen naargelang het gaat om het directieadvies of de beslissing van DDB, zijn de twee genoteerd, telkens gescheiden van elkaar (bijvoorbeeld: de directie geeft een positief argument, terwijl datzelfde argument negatief speelt bij DDB. Dit staat dan als 'P – N' genoteerd).

Aan de hand van dit schema zijn alle 200 directieadviezen en beslissingen van DDB gecodeerd. Vervolgens is nagegaan (via handmatig turven) welk argument het meest gebruikt is bij elk van de drie tegenindicaties, zowel voor de directieadviezen als voor de beslissingen van DDB. Ook zijn alle codeergegevens op basis van een schema in SPSS ingevoerd, zodat het mogelijk is per tegenindicatie onder meer na te gaan hoeveel argumenten door directie en DDB aangewend zijn.

Het is perfect mogelijk dat er lichte verschillen zijn in het coderen door elk van de beide onderzoekers. Binnen het beperkte tijdsbestek is het niet mogelijk geweest om de betrouwbaarheid van de codeeraanpak (en eventuele verschillen) na te gaan, behalve dan tijdens de ontwerpfase van het schema en bij herhaalde besprekingen. Een systematische test is op dit vlak niet gebeurd. Overigens kunnen verschillen eveneens volgen uit de specificiteit van de geselecteerde adviezen en beslissingen. Het gaat immers telkens om 100 adviezen en beslissingen, met de nadruk op verschillen tussen adviezen en beslissingen. Het beperkte aantal dossiers kan zorgen voor een scheeftrekking van een bepaald type adviezen en beslissingen, daar waar een veel grotere *sample* eventuele verschillen sneller zal uitvlakken.

De gevalsbesprekingen (niet te verwarren met de gevalsstudies die binnen DG EPI plaatsvinden) hebben betrekking op telkens één beslissing per gevangenis waarin een opvolgingsinterview met een directielid heeft plaatsgevonden. Bij de gevalsbesprekingen ligt de focus op de interactie tussen het directieadvies en de beslissing van DDB, met vermelding van informatie die uit de opvolgingsgesprekken met de attaché en de directeur naar voor komt. Andere beslissingen met opvolgingsinterviews (telkens met directeurs en attachés) komen ook kort ter sprake, maar worden niet uitgewerkt.

Afsluitend willen we twee kanttekeningen meegeven. Ten eerste willen we nogmaals benadrukken dat het in dit hoofdstuk niet gaat om een analyse waarvan de resultaten representatief zijn. Het is de bedoeling om een selectie van adviezen en beslissingen met elkaar te vergelijken. De analyse *kan* representatief zijn, maar we weten het niet en het is ook niet de bedoeling van dit hoofdstuk om een representatieve analyse aan te brengen. Ten tweede betreft het hier een analyse met een indicatieve waarde. Door de selectiviteit van adviezen en beslissingen is er immers geen garantie dat alle mogelijke types van gevallen in de selectie zitten. De resultaten die hieronder staan, dienen dus steeds met omzichtigheid en nuance geïnterpreteerd te worden.

II. Visualisation du matériel empirique sous la forme d'arbres décisionnels

L'objectif de la présente section est d'offrir un premier visuel de notre matériel empirique avant d'entreprendre son analyse. La représentation sous la forme d'arbres décisionnels offre immédiatement, pour chacune des modalités étudiées, un aperçu synthétique de la nature des avis et des décisions qui composent notre échantillon (c'est-à-dire pour les 100 dossiers néerlandophones et les 100 dossiers francophones).

La prise en compte du service psychosocial local, et plus particulièrement des rapports que celui-ci est amené à produire dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire ne font pas partie du champ couvert par la présente étude. Toutefois, en raison du rôle déterminant du rapport psychosocial dans le processus décisionnel étudié, nous avons tout de même décidé de prendre connaissance de la conclusion des rapports rendus dans le cadre des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire faisant partie de notre échantillon. Cela nous paraissait d'autant plus pertinent que le service psychosocial central invite désormais les équipes de terrain à se prononcer (dé-)favorablement à l'égard de la demande introduite par le détenu. Nous avons donc pris en compte dans l'élaboration de nos arbres décisionnels la position du service psychosocial à l'égard des demandes introduites. Néanmoins, il arrive que celui-ci ne se prononce pas explicitement ou qu'il n'y ait pas de rapport disponible[120]. Dans ces cas-là, nous avons utilisé le symbole « 0 » pour le représenter.

Nous commencerons par présenter succinctement les dossiers francophones et ensuite les dossiers néerlandophones. Pour faciliter la lecture des arbres décisionnels, nous recourrons aux abréviations suivantes :

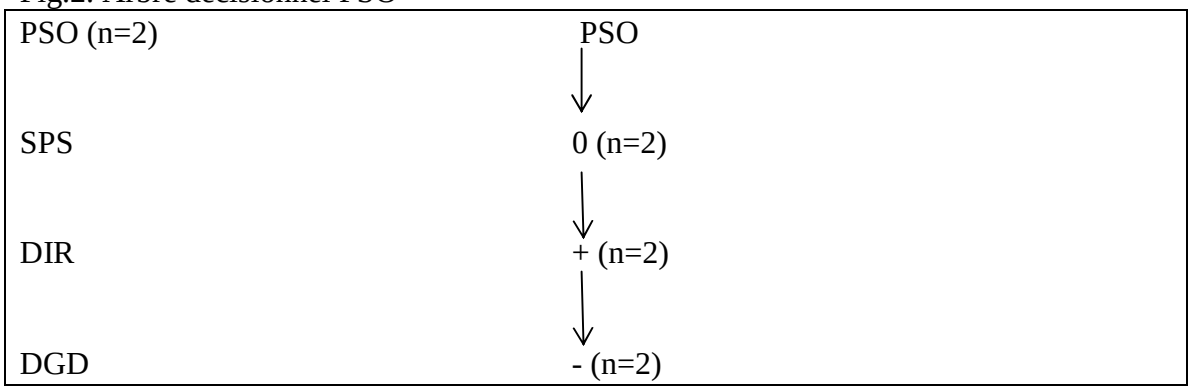
PSO/UVO : permission de sortie occasionnelle/ occasionele uitgaansvergunningen ;
PS/UV : permission de sortie/uitgaansvergunningen ;
CP/PV : congé pénitentiaire/penitentiaire verlof ;
SPS/PSD : service psychosocial/psychosocial dienst ;
DIR : direction/directie ;
DGD/DDB : Direction Gestion de la détention/Directie Detentiebeheer.

II.1. Dossiers francophones

Précisons d'emblée qu'au niveau de l'échantillon francophone, il s'agit en fait de 99 dossiers qui ont finalement pu être effectivement examinés. Un des dossiers sélectionnés n'a pas pu l'être en raison d'une erreur lors de la sélection des documents. Le détenu avait introduit une demande de permission de sortie et une demande de congé pénitentiaire pour lesquelles la Direction Gestion de la détention a rendu simultanément deux décisions. Alors qu'il nous appartenait d'examiner les documents relatifs à la demande de permission de sortie, nous avons malencontreusement pris copie de l'avis relatif à la demande de permission de sortie et de la décision relative à la demande de congé pénitentiaire.

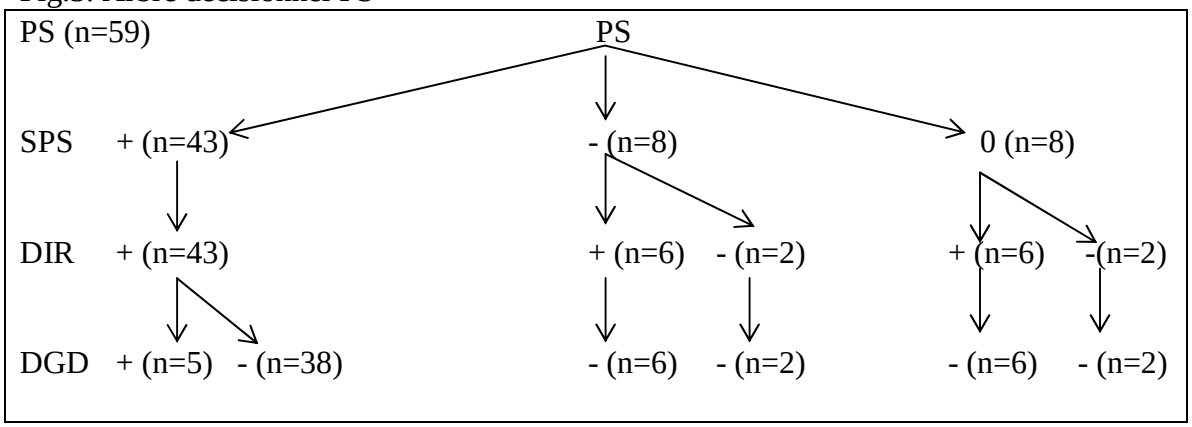
[120] Nous n'avons pas pris ou pu prendre en considération le rapport du service psychosocial lorsque nous constations qu'il n'était pas présent dans le dossier, lorsqu'il était rédigé pour une autre modalité que celle qui faisait partie de notre échantillon ou encore lorsque le rapport datait de plus d'un an avant l'introduction de la demande de modalité d'exécution de la peine examinée.

Fig.2. Arbre décisionnel PSO



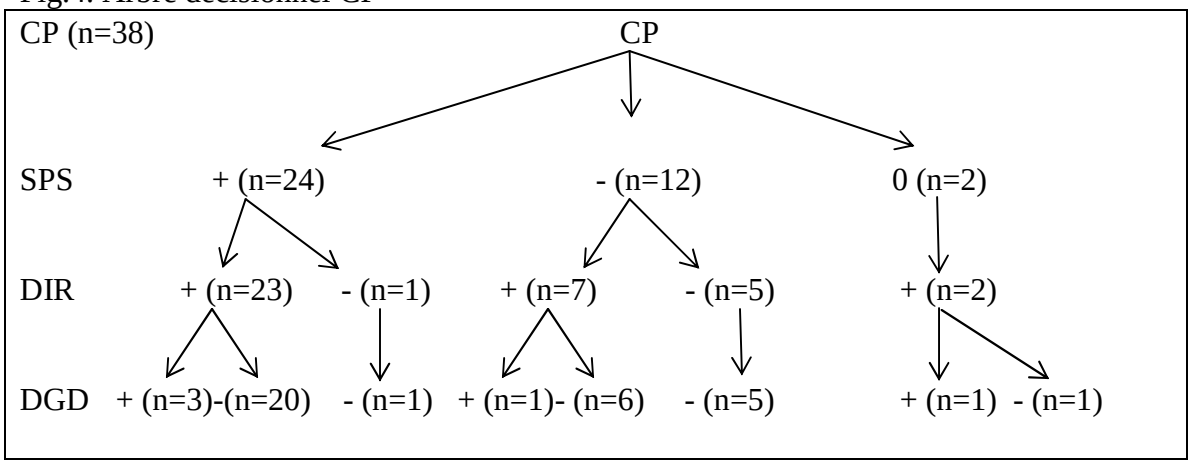
Force est de constater que les demandes de permission de sortie « occasionnelle » sont très peu représentées dans l'échantillon francophone. Il s'agit en l'occurrence de deux dossiers « divergents » pour lesquels il n'y avait pas de rapport psychosocial dans le dossier.

Fig.3. Arbre décisionnel PS



Les demandes de permission de sortie constituent par contre la majorité des demandes de notre échantillon. Sur les 59 demandes introduites, le service psychosocial s'est prononcé à 43 reprises favorablement et à chaque fois la direction a rendu un avis positif. Bien que cela concerne un nombre nettement moindre de demandes, on peut observer que la direction émet un avis positif dans 25% des cas où le service psychosocial s'est prononcé négativement ou lorsqu'il a réservé sa réponse. La Direction Gestion de la détention a quant à elle rendu des décisions majoritairement négatives ce qui s'explique principalement par un échantillonnage axé sur les dossiers « divergents ».

Fig.4. Arbre décisionnel CP

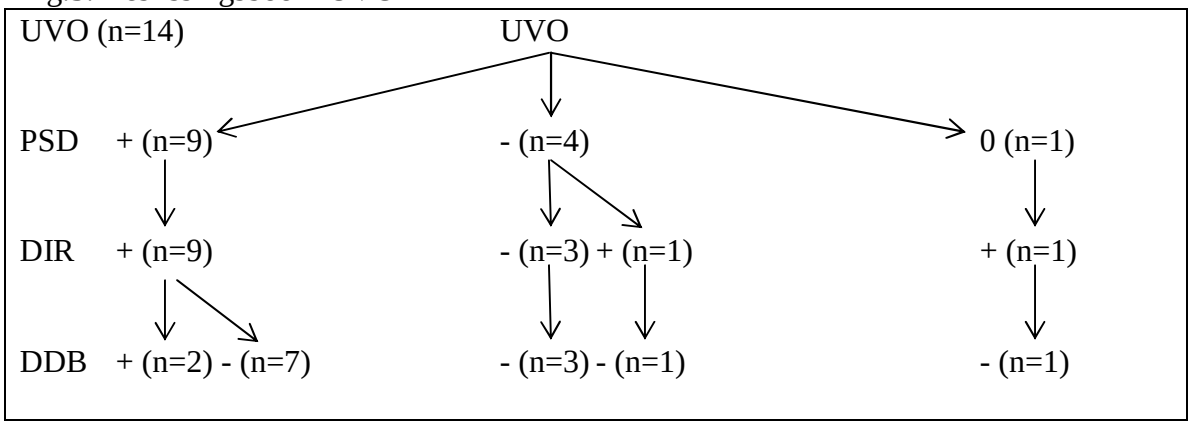


L'interprétation de l'arbre décisionnel rendant compte du parcours des demandes de congé pénitentiaire est sensiblement identique à celle proposée pour l'arbre décisionnel relatif au parcours des demandes de permission de sortie. Toutes les demandes pour lesquelles le service psychosocial s'est prononcé favorablement, à l'exception d'une seule, sont suivies d'un avis positif de la direction. La direction a rendu un avis positif dans les deux cas où le service psychosocial ne s'est pas prononcé et dans près de 60% des cas où il s'était prononcé défavorablement. A nouveau le nombre important de décisions de rejet de la part de la Direction Gestion de la détention s'explique principalement par les critères de notre échantillonnage.

II.2. Dossiers néerlandophones

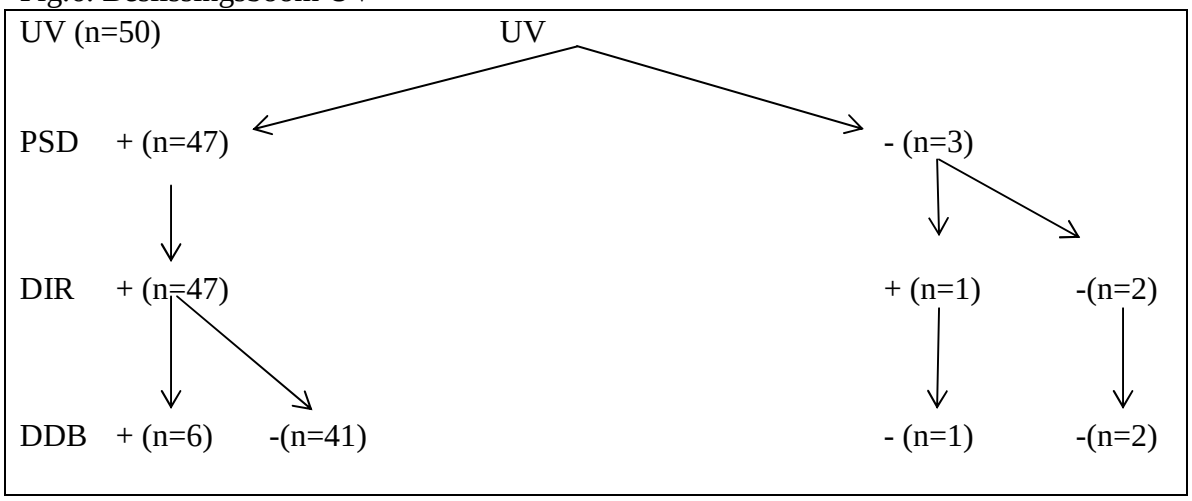
Aan Nederlandstalige kant zijn 100 beslissingen geselecteerd. Het betreft in totaal 14 beslissingen over UVO, 36 beslissingen over PV en 50 beslissingen over UV. Per modaliteit volgt hieronder een beslissingsboom. Daarbij is ook het advies van de psychosociale dienst (verder: PSD) opgenomen, daar waar een recent advies beschikbaar is. Bij deze beschrijving moet in acht genomen worden dat bij 80% van de geselecteerde dossiers het directieadvies verschilt van de beslissing van DDB.

Fig.5. Beslissingsboom UVO



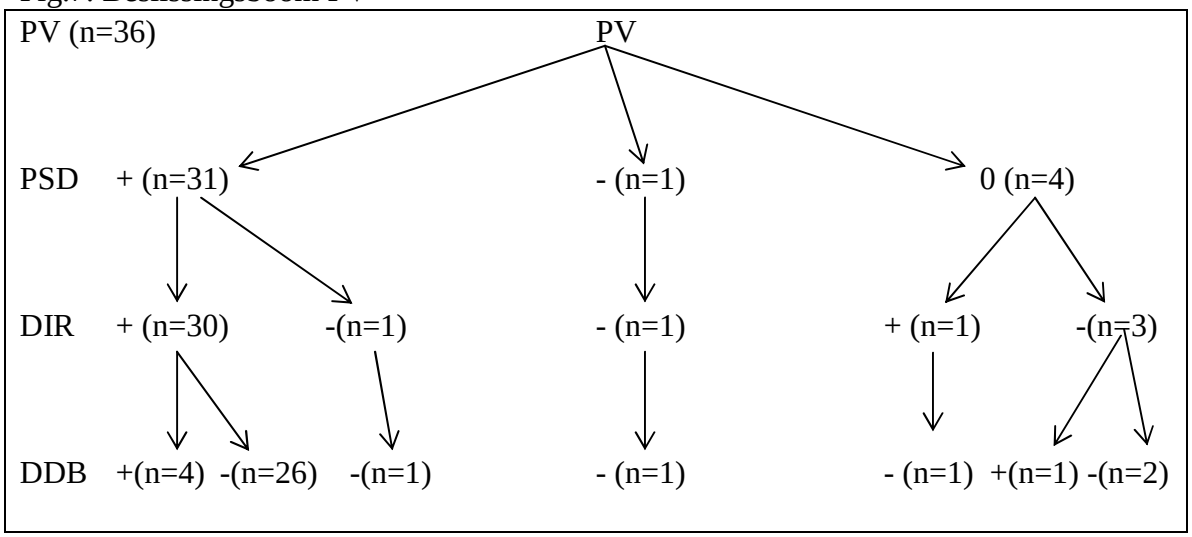
In één dossier is geen PSD advies aanwezig. Bij 9 vragen adviseert de PSD positief, in 4 gevallen negatief. Bij 11 van de 14 vragen voor UVO adviseert de directie positief. In 2 dossiers kent DDB de UVO toe, telkens na een positief advies.

Fig.6. Beslissingsboom UV



Bij UV adviseert de PSD 47 keer positief, 3 keer negatief. De directie geeft eveneens bij die 47 vragen een positief advies en adviseert 1 keer positief na een negatief PSD advies. 6 keer kent DDB een UV toe, telkens na een positief directieadvies.

Fig.7. Beslissingsboom PV



Bij PV adviseert de PSD 31 keer positief, gevolgd door één negatief directieadvies en 30 positieve directieadviezen. 26 daarvan worden gevolgd door een negatieve beslissing, 4 door een beslissing tot toekenning. In vier gevallen is het PSD advies niet aanwezig in onze dossierstudie; bij drie van de vier is er een negatief directieadvies. Bij één vraag volgt na een negatief directieadvies een positieve beslissing van DDB (de enige

beslissing tot toekenning na een negatief directieadvies in de ganse periode van de dataverzameling).

III. Méthodologie des attachés

Nous avons présenté dans le chapitre précédent (cfr. Chapitre IV) la manière dont la Direction Gestion de la détention conçoit sa méthode d'analyse dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire. Lors des entretiens de suivi qui ont été réalisés auprès des attachés, nous avons régulièrement demandé en début d'entretien : Quel est le cheminement/processus qu'ils suivent pour aboutir à une décision ? Par cette question, il s'agissait pour nous de mieux appréhender comment les attachés mettent concrètement en œuvre la méthode d'analyse du service. Bien que la manière de procéder de chaque attaché semble s'appuyer sur un référentiel commun, chacun met en œuvre *in fine* une méthode d'analyse personnalisée. C'est ce dont nous proposons de rendre compte dans les développements subséquents en essayant autant que possible de présenter – par rôle linguistique et au travers d'extraits d'entretiens – la manière dont les attachés procèdent.

III.1. La méthodologie des attachés francophones

Nous allons dans un premier temps rendre compte, au travers d'extraits d'entretiens, de la manière dont les attachés francophones – à l'exception d'un seul – procèdent concrètement au niveau du traitement des demandes. Afin de contextualiser un tant soit peu leurs explications nous indiquerons à chaque fois dans le cadre de quel type de modalité traitée la question fut posée. Nous évoquerons ensuite des considérations méthodologiques d'ordre plus général.

Attaché A. :

L'extrait ci-dessous est tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de permission de sortie.

« Pour l'examen de la demande, je me réfère à ce qui a été fait auparavant, aux autres pièces du dossier comme l'exposé des faits, au jugement pour savoir un peu qui est ce bonhomme, ce qu'il a fait, etc. […] je suis retourné voir la décision antérieure, pour voir ce qu'on amenait et je pense qu'on y retenait déjà l'existence des contre-indications et puis bon j'ai lu le rapport SPS pour voir ce qu'on nous disait, ce qui avait été amené depuis lors pour éventuellement les contre-balancer, et puis alors j'ai lu l'avis de la direction ».

Attaché B. :

L'extrait ci-dessous est tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de permission de sortie. Il s'agit en l'occurrence d'une première demande de permission de sortie.

« C'est un peu la lecture de l'ensemble. […] il y a cet élément-là, tiens je vais voir là. Donc cela commence par la fiche d'écrou puis l'exposé des faits, le jugement puis l'avis de la direction et puis le rapport SPS évidemment et puis je confronte tout cela. Mais c'est difficile d'épingler la pièce déterminante, c'est vraiment apprendre à appréhender le cas dans sa globalité avec tous les éléments qui sont apportés par les différents documents ».

Attaché C. :

L'extrait ci-dessous est tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de permission de sortie.

« Dans nonante pour cent des cas, je lis d'abord l'exposé des faits et s'il faut un petit peu les jugements aussi pour voir un peu ce qu'il a fait au départ, pourquoi est-ce qu'on l'a mis en prison ? Ensuite deuxième élément, si c'est quelqu'un qui a un gros dossier, est-ce qu'il a eu des sorties par le passé ? Et si oui, pourquoi est-ce qu'il n'en a plus ? Parce que la plupart du temps, s'il en a eu et qu'on nous fait des demandes, c'est quand même assez rare qu'il en ait encore. Donc voilà qu'est-ce qui a coincé ? Qu'est-ce qui s'est passé à ce moment-là ? Troisième élément, je lis les derniers rapports SPS et ceux de la direction pour voir comment est-ce qu'il a évolué et ensuite je pèse le pour et le contre et je fais mon analyse à ce moment-là. Alors parfois, cela peut être éventuellement intéressant, s'il a eu des sorties il n'y a pas très longtemps, c'est d'aller relire un petit peu les avis de la direction à ce moment-là pour voir dans quel état d'esprit il était et s'il y a eu une évolution par rapport à la situation de départ, raison pour laquelle la Direction avait rendu un avis positif à l'époque et qu'est-ce qui a changé par rapport à cette époque-là. Voilà j'essaye un peu de refaire le parcours du bonhomme et de dire bon ben maintenant où est-ce que cela en est ? »

Attaché D. :

L'extrait ci-dessous est tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de permission de sortie.

« Je regarde toujours s'il n'y a pas eu des décisions antérieures. Donc là, il y en avait une assez récente et donc j'ai vu d'abord la décision de ma collègue, enfin de voir pourquoi elle refusait et puis éventuellement si elle donnait des pistes de travail pour le SPS ou la direction et voir après si ces pistes étaient suivies par le directeur et le SPS ».

L'extrait ci-dessous est quant à lui tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de congé pénitentiaire. Il s'agit en l'occurrence d'une première demande de congé pénitentiaire.

« [Dans le cas d'une première demande], je commence le dossier par la fiche d'écrou et je regarde un peu au programme « Greffe » ce qu'il y a […]. Ensuite, je lis les jugements et l'exposé des faits et je fais toujours ensuite l'avis du directeur, l'enquête sociale externe et puis le rapport psycho-social ».

Attaché E :

L’extrait ci-dessous est tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de congé pénitentiaire. Il s’agit en l’occurrence d’une première demande de permission de sortie.

« Je commence toujours par la demande de la prison donc l'avis de la direction, pour savoir si c'est une permission de sortie ou un congé et voir quels sont les éléments sur lesquels la direction s'appuie pour remettre un avis positif. Après cela je vais voir la fiche d'écrou, les condamnations et puis je vois le rapport SPS. En général c'est dans cet ordre-la que je vois les choses ».

L’extrait ci-dessous est pour sa part tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de permission de sortie.

« En fait, comment j'ai analysé ce dossier ? J'ai lu toutes les notes antérieures, j'ai relu l'exposé des faits, les exposés des faits et puis l'avis de la direction pour voir sur quoi ils s'appuyaient et puis finalement le rapport SPS ».

Attaché F. :

L’extrait ci-dessous est tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de permission de sortie. Il s’agit en l’occurrence d’une première demande de permission de sortie.

« Comme c'est une première demande de permission de sortie, la toute première chose que je regarde c'est l'avis de la direction pour voir les différents éléments qu'elle met en avant. Dans ce cas-ci précisément le dossier n'est pas fort étoffé, on n'a pas beaucoup d'autres éléments, je crois que même au niveau du TAP, on n'a rien. Donc ce que je fais c'est que je m’imprègne d'abord de l'avis de la direction, ensuite je regarde, je jette un coup d’œil au jugement et à l'exposé des faits et alors je m'attaque après au rapport psychosocial. Cela ce sont vraiment les premiers documents sur lesquels je me base ».

L’extrait ci-dessous est également tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de permission de sortie.

« Il y avait déjà eu un précédent refus donc j’étais revenue au précédent refus et je suis partie de là. Il y avait notamment une question dans la décision de refus et donc j’ai d’abord regardé si on répondait à cette question, donc via le rapport SPS ou l’avis de la direction. Et ensuite, de là, je me suis mise à approfondir plus avec le rapport SPS, parce que je pense que c’est tout, il n’y avait rien d’autre comme documents […]. Donc après ça, je me suis vraiment focalisée surtout sur le dossier SPS et sur le programme « Greffe » pour voir s’il n’y avait pas des éléments éventuellement nouveaux. Et c’est là que j’ai vu qu’il y avait eu récemment un refus de LC […]. Puis, en parcourant un tout petit peu plus loin l’avis de la direction, je vois qu’on ne prend même pas la peine de mettre quel est l’intérêt qui exige la présence du condamné en dehors de l’établissement.

J’avais mis un point d’interrogation sur l’avis. Donc moi, déjà à la première page, je ne sais même pas pourquoi on introduit une permission de sortie. C’est plus loin qu’on apprend exactement ce qu’il veut faire, en tous cas, d’après ce que me dit la direction, parce que moi quand je lis le rapport SPS, j’ai l’impression que la direction n’a pas… enfin, qu’ils ne se sont pas concertés ou que la direction n’a peut-être pas lu complètement ».

Attaché G. :

L’extrait ci-dessous est tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de permission de sortie.

« L'avis de la direction en premier, et puis tout de suite après il me manquait le rapport psychosocial. Le dernier dont je disposais datait de novembre 2011 donc presque un an et c'est comme cela que j'ai fait une demande d'info complémentaire en demandant le rapport psychosocial et puis aussi copie du jugement, du dernier jugement qui datait de mars et l'exposé des faits et puis copie du jugement TAP. Donc il y avait toute une série de pièces qui étaient manquantes dans le premier examen du dossier. Une fois que j'ai eu les infos complémentaires, j'ai reçu ce qui est en fait une note psychosociale et pas un rapport actualisé où on m'a fait état de la situation. Donc à ce moment-là, j'ai analysé cette note psychosociale, l'avis de la direction et les autres pièces légales ».

Attaché H. :

L’extrait ci-dessous est tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de congé pénitentiaire.
« La première chose que je fais c'est que je regarde la fiche d'écrou pour savoir un peu à quelle peine il a été condamné et le genre de faits auxquels on a affaire. Puis je lis l'avis de la direction pour voir la demande et alors en troisième lieu je consulte le programme « Greffe » pour voir s'il n'y a pas des choses à l'agenda, pour voir s'il n'est pas libéré […] et puis généralement je passe à la lecture des décisions précédentes s'il y en a eues […], à la lecture des exposés des faits et des jugements, et généralement je finis par le rapport SPS ».

Ce second extrait est également tiré d’un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d’une demande de congé pénitentiaire.

« Quand j'ai des cabinets ou des cours d'Assises, enfin lorsque c'est moi qui suit le dossier plusieurs fois, je commence par relire ma note précédente, pour me resituer parce que c'est vrai que d'une fois à l'autre on ne se souvient pas toujours de qui on a affaire […]. Donc ici ce qu'il a fallu que je fasse, c'est soulever les questions qu'on avait déjà soulevées dans la précédente décision parce qu'il y en avait quand même pas mal, et voir si en parcourant le dossier on trouvait les réponses à ces questions. Sinon je procède toujours de la même manière : je lis la demande, je vais voir au programme « Greffe » parce qu'ici évidemment en relisant ma note je sais à quels faits j'ai affaire. Et puis alors

je reprends les documents du type rapport SPS etc. qu'on a reçu depuis la dernière décision ».

Comme les deux précédents, l'extrait suivant est aussi tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de congé pénitentiaire.

« J'ai commencé par la précédente décision, parce qu'ils ont fait une demande de permission de sortie qui avait été refusée parce qu'il manquait des éléments au dossier et ici ils réintroduisent une demande de congé pénitentiaire mais sans répondre aux questions. Déjà, c'est un peu interpellant. Et puis, sinon, l'agenda du programme « Greffe », la lecture de l'exposé des faits, la consultation de la fiche d'écrou et puis le rapport psycho-social pour voir si on a vraiment répondu aux questions qui étaient posées ou pas ».

Les deux derniers extraits sont quant à eux tirés d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de permission de sortie.

« […] Dans les cours d'Assises, je commence par l'exposé des faits, enfin d'abord la situation légale, quand il est admissible à quoi et quand il a été condamné. Puis je consulte la fiche d'écrou pour voir les antécédents judiciaires, je lis l'exposé des faits et les jugements et puis je passe au rapport psycho-social et entre-temps, je vois s'il y a des complices et des victimes… enfin, ici des victimes constituées il n'y en a pas, mais il y a des complices. Et c'est à partir de ça que je fais mon analyse des risques. C'est vrai que je prends d'abord en compte ce que dit la direction et puis je tiens compte de ce qu'il y a dans le jugement et dans l'exposé des faits parce que parfois on a des éléments qui ressortent de ces documents-là et alors, enfin le rapport SPS.

[…] je procède souvent de la même manière, ce qu'il y a c'est que les procès cours d'Assises, on doit plus s'attarder sur les victimes et les complices mais sinon, c'est toujours plus ou moins la même chose ».

Attaché I. :

L'extrait ci-dessous est tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de congé pénitentiaire.

« […] voir s'il y a une dernière décision pour me donner une indication. […] voir pourquoi la demande a été refusée la dernière fois. […] Parce que souvent on essaye de voir qu'est-ce qui aurait pu changer par rapport au refus la dernière fois, et alors bon après je me suis lancée dans l'analyse du rapport SPS ».

Attaché J. :

L'extrait ci-dessous est tiré d'un entretien de suivi réalisé dans le cadre du traitement d'une demande de congé pénitentiaire. Il s'agit en l'occurrence d'une première demande de congé pénitentiaire.

« En règle générale, c'est toujours la fiche d'écrou en premier, comme ça on a vraiment un vision photographique de la situation à l'égard de l'intéressé, savoir quand est-ce qu'il a été incarcéré, quel genre de faits lui sont reprochés, voir si la peine est définitive, si c'est une détention préventive, et donc si c'est une détention préventive, forcément on n'est pas compétent … . C'est vrai que ça permet de voir si c'est actif, ou pas actif. Ca permet de remettre les choses au centre. Pour ce dossier, en particulier, sur la fiche d'écrou je vois qu'il n'a pas encore eu de congé pénitentiaire ni quoi que soit et il y a une chose qui m'interpelle par rapport à ce dossier, c'est le nom […]. Donc, voir s'il a un dossier à l'office des étranger, mais non, il n'en a pas. C'est un jeune, je sais qu'il habite en ville, je sais qu'il existe des bandes urbaines, est-ce que ce ne serait pas ce genre de dossier ? Et bien, si ! Mais ça, je m'en suis rendu compte après, en lisant le rapport SPS. Donc, en fonction de la fiche d'écrou, on a déjà toutes ces informations-là et puis on va essayer de confirmer ou d'infirmer les impressions qu'on peut déjà avoir. Et puis, voir, ce qu'il se passe au niveau des jugements et de l'exposé des faits. Et là, je me rends compte que ce n'est pas un enfant de chœur et qu'il y a déjà beaucoup de choses. Donc, on commence déjà par là […]. L'avis de la direction met en avant son impulsivité et sa difficulté à vivre en détention, une personnalité complexe, si je me souviens bien et une difficulté à gérer ses pulsions. Donc voilà, c'est ce que la direction dit et donc, en fonction de ça, je vais voir si la direction a repris texto ce qu'il y avait dans le rapport SPS ou si les intervenants psycho-sociaux ont creusé un petit peu plus. Et les intervenants psycho-sociaux ont creusé un petit peu plus ».

*

A la lecture des extraits, il ne nous semble pas possible de réellement distinguer une différence de traitement ou de manière de procéder qui soit liée au type de modalité sollicitée si ce n'est que l'enquête sociale externe est prise en considération lorsqu'il s'agit d'analyser une demande de congé pénitentiaire.

Par contre, on peut semble-t-il observer une différence dans l'abord des dossiers en fonction du fait qu'il s'agit d'une première demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire ou bien d'une Xème demande dans un dossier.

Dans le premier cas de figure, l'attaché tente de se faire une première impression du dossier auquel il est confronté en procédant (dans un ordre précis ou non) à la lecture de certaines pièces-clés du dossier qui lui permettront ensuite d'examiner les contre-indications légales. Ces sources sont le plus souvent la fiche d'écrou, les jugements et arrêts (exposé des faits), le programme « Greffe » (pour vérifier la situation légale), l'avis de la direction et le rapport psychosocial.

Lorsqu'il s'agit d'une Xème demande, les attachés tiennent compte de l'historique du dossier (même si cela peut rapidement devenir compliqué, en raison des contraintes de temps, lorsque le dossier est conséquent et qu'il y a eu un roulement important au niveau des agents traitants) mais généralement, ils déclarent reprendre l'examen de la demande à partir du dernier point/événement critique de la détention. Il peut s'agir par exemple de la dernière décision ou de la dernière note (lorsqu'il s'agit d'un dossier « cabinet » ou

« cour d'Assises »), de l'échec de la dernière modalité d'exécution de la peine octroyée ou encore de la dernière demande d'information complémentaire qui a été introduite ainsi que les réponses éventuellement apportées par le directeur ou le service psychosocial dans le nouvel avis émis. Les attachés veillent ainsi à assurer une continuité et une cohérence dans le traitement de la demande malgré l'approche personnelle que chacun a du dossier.

De manière plus générale, les attachés progressent d'une pièce à l'autre du dossier en fonction des éléments que chacune d'entre elles contient et de leur « poids » respectif dans l'élaboration de leur raisonnement au sens de leur capacité à affecter celui-ci de manière plus ou moins déterminante. En cas de doute ou de question, ils peuvent à tout moment demander conseil auprès du conseiller et/ou du conseiller général.

Il nous a aussi été rapporté que dans le cadre du coaching des nouveaux attachés, ceux-ci sont au tout début de leur entrée en fonction souvent invités à dresser deux colonnes afin de faciliter leur examen de chaque contre-indication: une première colonne reprend les points positifs et l'autre les points négatifs. Ils font ensuite la somme des points favorables et défavorables et réalisent enfin leur synthèse. Par ailleurs, il existe un document informel créé par d'anciens attachés qui reprend par contre-indication les éléments objectifs auxquels il faut être attentif. Toutefois, comme nous dira un attaché : « on se base sur des critères objectifs mais c'est une lecture subjective de critères objectifs ».

Pour l'évaluation du risque de soustraction à l'exécution de la peine, il s'agit du discours et de l'attitude du condamné, des antécédents pénitentiaires et de la qualité du milieu d'accueil (uniquement pour les demandes de congé pénitentiaire).

Pour l'évaluation du risque de commission de nouvelles infractions graves, il s'agit du type de délits actuels et antérieurs, des périodes infractionnelles, du type de victimes, des échecs de mesures de faveur antérieures, des éléments déclencheurs de la délinquance, de l'attitude par rapport aux faits et aux victimes, de l'éventuelle remise en question du détenu, du plan de reclassement, de la localisation et de la qualité du milieu d'accueil (uniquement pour les demandes de congé pénitentiaire).

Enfin, pour l'évaluation du le risque d'importuner les victimes, il s'agit du discours et de l'attitude de l'intéressé, de la localisation, de l'attitude du milieu d'accueil et de l'encadrement qu'il fournit (uniquement pour les demandes de congé pénitentiaire) et enfin de l'orientation sectorielle et géographique du plan de reclassement.

III.2. De methode bij beslissingen van Nederlandstalige attachés

Er is telkens kort ingegaan op specifieke aspecten van de concrete casus. Zo hebben attachés toegelicht hoe ze tewerk gaan bij de behandeling van een vraag. Elke attaché heeft minstens één keer toegelicht hoe in een concreet dossier is tewerk gegaan. De antwoorden staan hieronder.

Attaché A.:

Bij de bespreking van een aanvraag voor PV vermeldt deze attaché de eigen aanpak:

Attaché A: “Eerst en vooral print ik de opsluitingsfiche af, ik ga kijken wat de veroordeelde zijn detentie is, wanneer hij strafeinde heeft, wat zijn straf is, voor welke feiten. Dan heb je al een globaal overzicht van wie die man is. Dan begin ik te kijken welke informatie in het dossier zit. Eerst ga ik kijken naar het directieadvies (is dat positief of negatief?). Vervolgens ga ik kijken of er een oranje farde in het dossier zit en indien dat het geval is, dan ga ik kijken wat daarin zit: een uiteenzetting van de feiten, een uittreksel uit het strafregister, de beschikbare vonnissen en arresten, normaal gezien zouden die daar allemaal moeten inzitten. Daarna ga ik meestal het directieadvies lezen en dan lees ik het PSD-verslag volledig, onderlijn ik daar elementen in en dan begin ik als het nodig is met een nota, maar dat is alleen bij sommige dossiers nodig. In elk dossier is dat het gelijke stramien dat ik volg. Wat ik ook doe is kijken naar de lijst van bewegingen: is deze persoon al dan niet buiten geweest? Is er een vonnis van de SURB? Is er een nieuw dossier (dat ik dan ook opvraag), dan is dat meer bijkomende informatie; ook kan je dat in SIDIS-Griffie zien aan de hand van een icoontje. Je kunt dan ook zien of er een hangende zaak is en nagaan of er dan eventueel bezwaren van het parket zijn of dat er iets is dat niet klopt. Plus, we kijken of er geen rode indicatie in het griffieprogramma staat dat zegt dat er incidenten geweest waren in het verleden. Dat zijn de voornaamste elementen die ik op het eerste zicht zeker ga checken.”

Attaché B.:

Aan de hand van twee beslissingen voor PV beschrijft attaché B gaat twee keer de eigen aanpak.
Eerste beslissing PV
Attaché B: “Eerst lees ik het advies van de directeur, vervolgens het PSD-verslag en dan ga ik verder kijken naar elementen die daarin vermeld worden en of er meer informatie is uit andere bronnen. In dit dossier was er niet veel extra omdat het een eerste aanvraag is. In dat geval lees ik wel extra grondig alles in het PSD-verslag om een beeld te krijgen van de persoon waarover het gaat.”

Tweede beslissing PV
Attaché B: “Ik begin meestal eerst met het advies te lezen van de directeur en vervolgens kijk ik of de uiteenzettingen van de feiten en slachtofferinformatie aanwezig is. Soms begin ik ook eerst met het verslag van de PSD volledig te lezen. Dat hangt af van dossier tot dossier. En als ik vragen heb bij zaken die in het PSD-verslag staan, dan kijk ik verder of er daarover andere informatie aanwezig is of vraag ik die eventueel op, toch als ik denk dat die beschikbaar is.

Onderzoeker: “Verschilt die manier van werken als je een positief advies binnenkrijgt ten opzicht van een negatief advies?”

Attaché B: “Ja, bij een positief advies wordt alles toch wel wat grondiger onderzocht. Bij een negatief advies begin ik met het advies van de directeur en als ik daar voldoende elementen in terugvind om te weigeren, dan ga ik niet echt dieper graven naar alle elementen die eventueel ook positief zijn. Maar als ik twijfel aan de elementen die erin staan, of die elementen wel voldoende zijn om te weigeren, dan ga ik wel verder kijken.”

Attaché C.:

Een derde attaché zet in de context van een specifieke casus (een beslissing over UV) de eigen methode uiteen.

Attaché C: “Ik lees de argumenten van de directie, het PSD-verslag en zoveel als mogelijk bekijk ik ook de inhoud van het dossier zelf: zijn er eerdere beslissingen van DDB, is er al een beslissing van de SURB, hoe zit het met het strafregister, met veroordelingen, zijn er al kansen gegeven in het verleden, die zaken. Het is een dossierstudie, dat is natuurlijk de inhoud van het werk, dossierstudie. […] Ik doe dat zeker bij de eerste vraag. Als ik een positieve beslissing genomen heb, dan bouw ik verder op die beslissing. Ik probeer zoveel mogelijk in de beslissing zelf te schrijven dat van belang is, zodanig dat je daarop verder kunt bouwen. Stel dat het een positieve beslissing is, dan is de bal een beetje aan het rollen hé.”

Attaché D.:

Deze attaché beschrijft de eigen werkwijze aan de hand van één beslissing over PV en één beslissing over UV.

Beslissing UV
Attaché D: “In dit geval wordt gekeken naar de feiten die hij gepleegd heeft, naar de detentiesituatie, zijn strafbegin en strafeinde, de modaliteiten waarvoor hij al in aanmerking komt. Zijn er al beslissingen van de SURB, zijn er beslissingen van DDB? Wat is het verloop van het dossier? Welke modaliteiten heeft hij gehad, welke eventuele mislukkingen, eventuele intrekkingen, incidenten – dus: zijn gedrag in de gevangenis? Daarna kijk ik naar wat er gebeurd is, naar het persoonlijkheidsonderzoek, wat de mogelijkheden zijn naar de toekomst toe, of er begeleiding is. Ik maak een schets van waar het probleem zich op verschillende vlakken situeert en dan wordt uiteindelijk gekeken wat we kunnen doen, wat er voorgesteld wordt door de directie, of dat past in het verloop. Daarna kijken we naar de wettelijke tegenindicaties voor de UV zelf, niet voor de vrijlating op lange termijn.”

Beslissing PV
Onderzoeker: “Hoe kom je eigenlijk tot een selectie van elementen die uiteindelijk je eindbeslissing voeden? Zet je daarbij voor- en nadelen of sterke en zwakke punten naast elkaar of heb je een andere methode om zo tot een afweging te komen van positieve en negatieve elementen?”

Attaché D: “Eerst wordt gekeken of de veroordeelde in het verleden al is buiten geweest, of hij zich toen heeft gehouden aan de voorwaarden of niet, hoe eerdere UVs zijn verlopen. Dan bekijk ik waarvoor hij veroordeeld is, wat hij heeft gedaan, wat zijn de feiten en eventuele antecedenten. Zijn er al beslissingen van de SURB? Hoe lang nog tot een eventuele strafuitvoeringsmodaliteit? Wat zijn de vereisten om naargelang het misdrijf een goede reclassering te kunnen opbouwen? Bijvoorbeeld: moet er een begeleiding zijn, psychosociale begeleiding voor een problematiek? Is er een drugsproblematiek? Is er al een begeleiding? In welke mate is dat prioritair? Wat zijn de mogelijkheden? Kortom, je bekijkt dus de stand van het dossier. Vervolgens bekijk je wat in het concrete geval gevraagd wordt en dan natuurlijk de tegenindicaties voor UV of PV. Past wat gevraagd wordt op langere termijn in zijn reclassering? Hoewel we over reclassering zelf niet echt mogen oordelen, bekijken we of de vraag in dat kader relevant is. Op het moment dat je het dossier bekijkt moet je rekening houden met de toekomst.”

Attaché E.:

De attaché vermeldt bij een bespreking over UV het aftoetsen en bespreken van overwegingen, argumenten en twijfels met de adviseur. Dat is een onderdeel van de besluitvorming bij de Nederlandstalige attachés.

Beslissing UV
Attaché E: “Eerst print ik de opsluitingsfiche en ga ik na of er hangende zaken zijn of iets dat ik over het hoofd heb gezien. Daarna begin ik meestal te lezen. Bij deze persoon ben ik wel bij [de adviseur] geweest. [noot om de achtergrond bij de beslissing te schetsen: de veroordeelde vraagt UV voor zijn professionele reclassering en de directie is daar niet mee akkoord. Zonder dat de vraag van de veroordeelde daarop betrekking heeft, geeft de directie een positief advies, waarbij de directie stelt dat de UV het zoeken van een begeleiding beoogt.] Maar dat had de veroordeelde niet gevraagd en dus ben ik naar [de adviseur] geweest. We hebben dan samen beslist dat het doel wel aansloot bij de modaliteit, maar dat de veroordeelde die UV niet had gevraagd. Omdat de veroordeelde voor de UV een ander doel voor ogen had, hebben we hier geweigerd.”

Beslissing PV (bij een veroordeelde die UVs heeft)
Attaché E: “Tot hiertoe hebben we hem UVs gegeven onder begeleiding en dat verloopt momenteel goed, maar we weten nog niet hoe hij omgaat met UV zonder begeleiding. We vonden bij die man de weg der geleidelijkheid beter, we willen eerst zien hoe hij op een UV zonder begeleiding functioneert vooraleer dat hij gedurende een langer tijdsbestek als verlof de gevangenis verlaat.”

Onderzoeker: “Op welk vlak neem je in jouw beslissing afstand van het positieve advies van de directeur?”

Attaché E: “Ik lees de contra-indicaties. Ik lees wel wat de directie schrijft, maar ik houd daar eigenlijk minder rekening mee, omdat ik vind dat de PSD de veroordeelde beter kent en dat je daar meer kunt uithalen. Ik heb meer aan het PSD-verslag. Soms merk je in het

PSD-verslag dat zij negatief zijn en de directie positief. Dan stel je jezelf daar toch wel vragen bij."

Attaché F.:

In het kader van een beslissing tot UV verduidelijkt deze attaché hoe tewerk gegaan wordt.

Attaché F: "Ik begin altijd met de detentiefiche, de recente opsluitingsfiche, te printen en te lezen. Ik check in SIDIS-Griffie of er al, na de meest recente beslissing van DDB, nieuwe SURB vonnissen zijn. Ik kijk in de agenda in SIDIS-Griffie, soms kun je daar uithalen dat er hangende zaken zijn die een invloed hebben op het risico op niet-terugkeer. Vervolgens, afhankelijk van de tijdsdruk, neem ik het dossier grondig of iets sneller door vanaf het begin."

Onderzoeker: "En je leest dan echt elk stuk?"

Attaché F: "Nee, ik wil elk stuk gezien hebben, bijvoorbeeld van incidenten of andere opvallende elementen, beslissingen van collega's. Als ik veel tijd heb, ook al is er een eerdere beslissing van een collega, dan neem ik nog eens diagonaal het PSD-verslag door, omdat ik toch misschien andere accenten leg of misschien toch een opmerking waar niemand anders iets mee doet zou wille integreren in mijn beslissing. Ik bekijk vooral de recente stukken in het DDB dossier, ook diegene van na het directieadvies, zoals in dit geval met de melding van een nieuwe tuchtsanctie. De slachtofferfiches bekijk ik ook.

Onderzoeker: "Doe je dat telkens je een advies ontvangt of is dat vooral bij de eerste keer dat je een dossier bestudeert?"

Attaché F: "Als ik het dossier op korte termijn terugkrijg, als ik het al behandeld heb, dan voeg ik meestal wel ergens in het dossier een korte nota toe met echt opvallende zaken of de belangrijkste aandachtspunten. In dat geval kan ik een deel overslaan, maar ik probeer de behandeling van een aanvraag steeds zo grondig mogelijk te doen."

Attaché G.:

Aan de hand van een beslissing voor een occasionele uitgaansvergunning licht attaché G toe hoe tewerk gegaan wordt.

Beslissing UVO
Attaché G: "Om te beginnen print ik de opsluitingsfiche van de veroordeelde af. Die geeft een zicht op de detentie, heeft hij al gunsten gekregen, hoe ver is hij verwijderd van strafeinde, was er sprake van zelfaanbod, welke feiten waren het, wat is de strafcategorie, alle zaken die je op de fiche kunt vinden. Verblijft hij in een open inrichting of een gesloten inrichting? Vervolgens is er het dossier. In eerste instantie heb je het advies van de directeur met daarbij normaal gezien een PSD-verslag waarin wel heel veel informatie staat, toch als het verslag voorhanden is. Ook zijn vonnissen van belang, uiteenzettingen

van de feiten, vonnissen en strafregister en SURB-vonnissen, als die er al zijn. Er kan nog extra informatie zijn, van externe diensten, maatschappelijke enquêtes, informatie van het parket, informatie over transfers, incidenten die gebeurd zijn tijdens de detentie."

Attaché K.:

Deze attaché licht de eigen aanpak toe bij de beslissing tot PV in een volumineus dossier.

Attaché K: "Je leest eerst het advies van de directeur. Dat zou moeten een beknopte samenvatting zijn van het ganse dossier of de stand van zaken. Nadien lees je het PSD-verslag dat je normaal gezien een overzicht geeft van heel de carrière en alle recente en minder recente gebeurtenissen. Hoofdzakelijk op die stukken ga je voort."

Onderzoeker: "Hoe selecteer je dan concrete elementen om tot een beslissing te komen? Je zit hier met een dossier van 20 cm materiaal, hoe ga je daarbij tewerk?"

Attaché K: "Je hebt natuurlijk niet de tijd om heel dat dossier van voor naar achter te lezen, zeker wanneer daar stukken in zitten van 10 à 15 jaar geleden. Die zijn nog weinig relevant. Een goed PSD-verslag zou alle elementen moeten bevatten. Als het is voor zaken van 10 jaar geleden kan het zeer beknopt zijn, maar normaal gezien moet je in het PSD-verslag bijna alle informatie vinden, dus je gaat daar wel een selectie in maken, om niet heel dat dossier te moeten doorworstelen als het één van die omvang is." [vervolgens gaat de attaché in op specifieke kenmerken: mislukkingen van eerdere modaliteiten, recente toekenning van UVs met positief verloop en een check bij de adviseur over het voorstel tot beslissing over PV]

*

Deze citaten illustreren hoe attachés tewerk gaan. De gesprekken met de attachés laten niet toe om nauwkeurig te identificeren hoe een attaché tot in detail overgaat tot een selectie van elementen en bronnen. Het gaat hier eerder om een beschrijving van de werkwijze, zonder daarbij door te dringen tot de eigenlijke afwegingen van concrete elementen. Het is maar de vraag of dat echt kan op basis van een interview dat na de beslissing plaatsvindt. Wie de literatuur over besluitvorming aansnijdt, ontdekt al snel dat er meerdere onderzoeksmethodes bestaan, tot en met experimenteel onderzoek (dat in het kader van dit onderzoek niet mogelijk was). Elk van die methodes heeft voordelen en nadelen. Eén van de nadelen van de gesprekken is dat het gaat om a posteriori redeneringen en argumenten. Achterafoverwegingen dienen steeds met de nodige voorzichtigheid geïnterpreteerd te worden. Met die kanttekening in het achterhoofd kunnen toch enkele lijnen geïdentificeerd worden overheen de interviews.

Een eerste punt betreft de aandacht voor de huidige situatie in detentie. Elke attaché tracht bij de behandeling eerst zicht te krijgen op de actuele opsluitingssituatie van een veroordeelde. Dat gebeurt onder meer aan de hand van het controleren van de opsluitingsfiche in SIDIS-Griffie. Aan de hand daarvan krijgt de attaché snel zicht op de

straf, de feiten, de toelaatbaarheidsdata, eerdere modaliteiten, een eventuele agendering bij de SURB of uitspraken van de SURB, eventuele hangende zaken.

Ook valt op dat elke attaché spontaan de aandacht vestigt op het belang van het PSD-rapport. Attachés vinden daarin informatie over de persoonlijkheid, een uiteenzetting van de criminogenese, van de houding ten aanzien van de feiten en het eventuele slachtoffer. Dit maakt het rapport één van de voornaamste bronnen. De PSD-verslaggeving is niet als aandachtspunt opgenomen in dit onderzoek, waardoor het niet mogelijk is om hier in detail op in te gaan. Wel valt het op dat bij de overgrote meerderheid van de 100 beslissingen een PSD-nota of een uitgebreid rapport toegevoegd is.

Een ander aandachtspunt voor attachés is de huidige stand van zaken omtrent beslissingen van DDB en van de SURB. Attachés hebben in principe een min of meer vastliggende 'portefeuille' van dossiers. Wanneer een veroordeelde voor het eerst een modaliteit vraagt (en soms ook wanneer een attaché voor de eerste keer een dossier behandelt), dan stellen meerdere attachés dat ze een samenvatting of nota maken van aandachtspunten in het dossier en deze ook aan het dossier toevoegen.

Bij nieuwe vragen wordt onder meer bekeken of de veroordeelde tijdens de huidige opsluiting al modaliteiten gehad heeft. Hoe zijn die verlopen? Is er al een vonnis van de SURB? Is er al een bijzondere strafuitvoeringsmodaliteit toegekend door de SURB? Deze gegevens bieden een houvast bij nieuwe vragen inzake UVO, UV en PV. Zowel eerdere (zeker recente) beslissingen van DDB als van de SURB bieden belangrijke kapstokken voor te nemen beslissingen over nieuwe vragen voor een modaliteit. Bestaande beslissingen bieden de mogelijkheid om naar eerder aangehaalde argumenten terug te grijpen, wat de consistentie in de argumentatie van dossiers kan vergroten. Ook komt uit de gesprekken naar voor dat het goed lopen van een modaliteit een pluspunt is bij de overweging van een volgende modaliteit. Dat sluit ook aan bij een volgend punt.

De aard van de gesolliciteerde modaliteit speelt een rol bij de besluitvorming. Behalve dat er bij een vraag voor PV extra informatie is – een maatschappelijke enquête en gegevens over het opvangmilieu –, verschilt de gerapporteerde aanpak voor UV en PV weinig. Toch weegt de aard van de modaliteit zelf door in de benadering van een vraag. Attachés lieten optekenen dat PV veel meer vrijheid impliceert dan UV en er daarbij vaak geopteerd wordt voor 'de weg der geleidelijkheid'. Eén van de attachés stelde onomwonden: "Over het algemeen wordt er eerst een UV of een aantal UVs toegekend, en pas dan gaan we een verdere stap zetten met PV. In heel uitzonderlijke gevallen kan het dat het direct PV is, maar ik denk dat ik dat op mijn twee handen kan tellen, de keren dat ik dat al gedaan heb. Maar het is niet uitgesloten."

Een laatste methodische opmerking betreft het aftoetsen van een beslissing bij collega's of bij de hiërarchische overste. Attachés zullen bij twijfel snel een collega om feedback vragen of naar de adviseur stappen met hun argumenten en een voorstel tot beslissing. De adviseur tracht bovendien zo veel mogelijk beslissingen na te lezen en attachés daar een feedback bij te bezorgen. Dit zorgt voor het regelmatig aftoetsen van de eigen aanpak bij de behandeling van een aanvraag. Daarnaast worden bepaalde dossiers voorbereid door

attachés en nadien behandeld door de adviseur of adviseur-generaal; deze samenwerking zorgt ook dat de aanpak van het dossier, eventuele accenten en bepaalde aandachtspunten besproken worden tussen attachés en adviseur en/of adviseur-generaal.

IV. Analyse des dossiers

IV.1. Considérations relatives à la forme des avis et des décisions

Il s'agit ici d'examiner par rôle linguistique la forme des avis émis par les directions pénitentiaires locales ainsi que celles des décisions rendues par la Direction Gestion de la détention. Outre la différence qui existe au niveau de leur modèle respectif (ou formulaire standard), nous verrons également que le modèle (ou formulaire standard) des avis relatifs aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire est identique pour toutes les directions pénitentiaires locales du nord et du sud du pays tandis qu'au niveau de la Direction Gestion de la détention celui-ci varie en fonction du rôle linguistique.

Le modèle (ou formulaire standard) des avis directions pénitentiaires locales francophones relatif aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Il s'agit d'un modèle (ou formulaire standard) d'avis qui est semblable pour les permissions de sortie et pour les congés pénitentiaires, la seule variation porte sur l'indication de la nature de la modalité d'exécution de la peine sollicitée. Il se peut néanmoins que d'un établissement pénitentiaire à l'autre la mise en page du modèle (ou formulaire standard) soit modifiée.

Service public fédéral
Justice

Direction Générale des Etablissements Pénitentiaires
DG EPI

Annexe 1

Avis du directeur concernant la permission de sortie

Avis rédigé conformément à l'article 10 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnés à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine.

Cet avis concerne **le condamné**: , né

DGD :

Demande du condamné:

Analyse du dossier

Remarques concernant les pièces du dossier

a) La situation légale

b) Les jugements et/ou arrêt concernant les peines en exécution

c) Les antécédents judiciaires

d) Le cas échéant, la situation du condamné quant à son séjour

e) Le cas échéant, le rapport du service psychosocial

f) le cas échéant, décision(s) du tribunal de l'application des peines

Le cas échéant, les conditions de temps (*art. 4*)

Conditions de fond

a. Examen de l'intérêt qui exige la présence du condamné en dehors de l'établissement *(art. 4, §§ 2 et 3)*:

b. Examen des contre-indications légales *(art. 5)*

1/2

1. Le risque que le condamné se soustraie à l'exécution de la peine

2. Le risque de commission de nouvelles infractions graves pendant la permission de sortie

3. Le risque que le condamné importune les victimes

Avis motivé

1. Proposition motivée d'octroi ou de refus de la permission de sortie

2. Le cas échéant, proposition de conditions particulières :

3. Avis concernant la durée de la permission de sortie demandée et concernant son éventuelle périodicité :

Le directeur

Une copie de cet avis est remise au condamné qui signe / refuse de signer* pour réception

Date,

* Biffer la mention inutile

Le modèle (ou formulaire standard) des décisions des attachés francophones de la Direction Gestion de la détention relatif aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

SPF JUSTICE — Annexe 14

Direction générale EPI Etablissements pénitentiaires

Décision de la Direction Gestion de la détention

Refus du congé pénitentiaire

Cette décision concerne le **condamné**:

né le à – DGD/

Vu les articles 6, 7 et 10 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine.

Décision motivée de refus du congé pénitentiaire:

Vous pouvez introduire une nouvelle demande de congé pénitentiaire au plus tôt trois mois à dater de la décision. Ce délai peut, le cas échéant, être réduit sur avis positif du directeur.

Pour le Ministre :
L'attaché

Pour réception et accord
Le condamné
(nom et prénom + signature)

Le

Date

Agent traitant :

Tel :

Fax :

e-mail :

.be

Il s'agit également d'un modèle (ou formulaire standard) analogue pour les permissions de sortie et pour les congés pénitentiaires, les seules variations portent ici sur l'indication de la nature de la modalité d'exécution de la peine sollicitée et sur la nature de la décision. Lorsqu'il s'agit d'une décision relative à une demande de permission de sortie, le paragraphe introductif est formulé comme suit : « Vu les articles 4, 5 et 10 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnés à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ».

Par ailleurs, une différence importante doit être indiquée au niveau de la structure ou plutôt au niveau de l'absence de structure préalable des décisions comparativement à celle qui existe pour les avis. Si on peut comprendre qu'il n'y ait pas de mention formelle relative aux différentes pièces qui composent le dossier (vu le volume de certains dossiers de la Direction Gestion de la détention), on peut s'étonner par contre qu'il n'y ait pas comme dans les avis de références explicites aux conditions de temps et de fond (notamment pour ce qui concerne les contre-indications légales).

Le modèle (ou formulaire standard) des avis directions pénitentiaires locales néerlandophones relatif aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Net zoals bij de Franstalige directieadviezen gaat het om een standaarddocument dat door directieleden gebruikt wordt, zowel bij UVO, UV als PV. Enkele vormelijke details kunnen verschillen naargelang de gevangenis of de directeur, maar dat heeft dan voornamelijk met de bladschikking en lettergrootte te maken. De adviezen die doorgenomen zijn aan Nederlandstalige kant bevatten steeds onderstaande punten en specifiëren de gevraagde modaliteit (UVO, UV of PV).

Entrée

Secrétariat

FOD JUSTITIE
Directoraat-generaal EPI
Gevangenis

Bijlage 1

Advies van de directeur betreffende de periodieke uitgaansvergunning

Advies opgesteld overeenkomstig artikel 10 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan de slachtoffers toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

Dit advies heeft betrekking op **de veroordeelde:**

op

Verzoek van de veroordeelde

Analyse van het dossier

1. Opmerkingen aangaande de stukken van het dossier

a) De wettelijke toestand
Zie actuele opsluitingsfiche in bijlage.

b) De vonnissen en / of arresten betreffende de in uitvoering zijnde straffen

c) De gerechtelijke antecedenten

d) In voorkomend geval, de verblijfssituatie van de veroordeelde

e) In voorkomend geval, het verslag van de psychosociale dienst

f) In voorkomend geval, de beslissingen van de strafuitvoeringsrechtbank

2. Tijdsvoorwaarden (*art. 4*)
Toelaatbaarheidsdatum voor de uitgaansvergunning

3. **Inhoudelijke voorwaarden**

a. **Onderzoek van het belang dat de aanwezigheid van de veroordeelde buiten de inrichting vereist *(art. 4, §§ 2 en 3)*:**

b. **Onderzoek van de wettelijke tegenaanwijzingen *(art. 5)***

1. Het gevaar dat de veroordeelde zich aan de uitvoering van zijn straf zou onttrekken

2. Het risico van het plegen van nieuwe ernstige strafbare feiten tijdens de uitgaansvergunning

3. Het risico dat de veroordeelde de slachtoffers zou verontrusten

Gemotiveerd advies

1. Gemotiveerd voorstel tot toekenning of weigering van de uitgaansvergunning

2. In voorkomend geval, voorstel van bijzondere voorwaarden :

-
-
-
-
-

Le modèle (ou formulaire standard) des décisions des attachés néerlandophones de la Direction Gestion de la détention relatif aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

FOD JUSTITIE **Bijlage 5**

Directoraat-generaal E**P**I

Beslissing Directie Detentiebeheer – weigering uitgaansvergunning

Deze beslissing heeft betrekking op **de veroordeelde**:

NAAM veroordeelde, geboren te GEBOORTEPLAATS op GEBOORTEDATUM

Gelet op de artikelen 4, 5 en 10 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan de slachtoffers toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten.

Gemotiveerde beslissing tot weigering van de uitgaansvergunning:

Gelet op het verzoek van betrokkene teneinde uitgaansvergunningen te bekomen met het oog ……

Overwegende het advies van de directeur d.d. ….., ontvangen op …...

Gezien betrokkene zich in de tijdsvoorwaarden bevindt bedoeld in artikel 4, §3.

Gezien het feit dat de doelstelling van de gevraagde uitgaansvergunning aansluit bij de in art. 4 §3 van bovenvermelde wet omschreven finaliteit. (korte toelichting)

Vermits er echter in hoofde van veroordeelde tegenindicaties bestaan waaraan wel/niet tegemoet kan worden gekomen door het opleggen van bijzondere voorwaarden, te weten:

o een gevaar dat de veroordeelde zich aan de uitvoering van de straf zou onttrekken, hetgeen blijkt uit….

o een risico dat de veroordeelde tijdens de uitgaansvergunning ernstige strafbare feiten zou plegen.

o een risico dat de veroordeelde de slachtoffers zou verontrusten, hetgeen blijkt uit…

U kunt een nieuw verzoek tot uitgaansvergunning indienen ten vroegste drie maanden na de datum van deze beslissing. Deze termijn kan, in voorkomend geval, worden ingekort mits een positief advies van de directeur.

Voor de Minister: **De attaché**	**Voor ontvangst:** **De veroordeelde**
NAAM Attaché	***(naam en voornaam + handtekening)***
Datum: DATERING BESLISSING	Datum:

Bij beslissingen inzake UVO, UV en PV gebruiken attachés steeds onderstaand formaat. Daarin wordt systematisch verwezen naar het doel van de aanvraag voor de betreffende modaliteit, naar het advies en de data (datum van het advies en datum ontvangst van het advies op DDB), de toelaatbaarheid van de veroordeelde voor de gevraagde modaliteit (dit wordt telkens gespecifieerd per modaliteit) en of de finaliteit van de vraag overeenkomt met de finaliteit van de modaliteit. Vervolgens wordt ingegaan op de tegenindicaties. Hierin verschillen beslissingen vormelijk van elkaar: doorgaans wordt per tegenindicatie een argumentatie gegeven. Onderstaand voorbeeld bevat de drie tegenindicaties, en in dit concrete voorbeeld is ingegaan op argumenten die onder elke specifieke tegenindicatie vallen. Soms worden twee of drie contra-indicaties achter elkaar geplaatst, waarna dan een lijst argumenten volgt. Dat verschil hangt af van de attaché en van het concrete dossier.

*

Drie vaststellingen springen meteen in het oog wanneer de documenten voor beide taalrollen bekeken worden. Ten eerste valt op dat bij directieadviezen voor beide taalrollen een identiek standaardformulier gebruikt wordt. Dat zorgt minstens voor een structurering van aandacht voor bepaalde bronnen (vonnissen en arresten in uitvoering) en bepaalde gegevens (bijvoorbeeld de verwijzing naar de wettelijke verblijfssituatie). Daarnaast maakt de standaardstructuur ook dat directeurs ingaan op de drie tegenindicaties, zelfs al beperkt dat zich tot het vermelden dat er geen informatie voorhanden is, dat er geen slachtoffer is, of dergelijke meer. Een tweede vaststelling betreft het vormelijke verschil tussen beslissingen aan Franstalige en Nederlandstalige kant. Daar waar aan Nederlandstalige kant een soort sjabloon gebruikt wordt met standaardformuleringen die van belang zijn (doel, finaliteit, tijdsvoorwaarde voor de specifieke modaliteit, een systematische vermelding van minstens de weerhouden tegenindicaties, met daarbij meteen ook de argumentatie), blijkt dit minder gestructureerd en meer divers aan Franstalige zijde. Nochtans staan vorm en inhoud in onderlinge relatie. De vraag hierbij is of meer eenvormigheid in de beslissingen niet wenselijk is. Met andere woorden, waarom zouden beide taalrollen niet eenzelfde basisformulier kunnen gebruiken? Een derde vaststelling betreft het verschil tussen directieadviezen en beslissingen van DDB. Een directieadvies bevat een systematische verwijzing naar meerdere bronnen en gaat steeds in op elk van de drie contra-indicaties, daar waar beslissingen van DDB vormelijk niet systematisch andere bronnen dan het directieadvies en de wet op de externe rechtspositie vermelden. Beslissingen vermelden de contra-indicaties soms wel apart, met een opsomming van de argumenten voor een specifieke tegenindicatie, en soms dan weer samen, met argumenten die niet specifiek gekoppeld worden aan één specifieke contra-indicatie. De indruk die hieruit ontstaat, is dat adviezen en beslissingen hierdoor onderling gedeeltelijk naast elkaar communiceren. Het lijken vormelijk twee diverse analyses, terwijl zowel directeurs als attachés vanuit een andere positie een oordeel vellen over één en dezelfde veroordeelde en één en dezelfde vraag.

IV.2. Description des arguments par modalité et contre-indication

L'analyse des avis et décisions a conforté notre impression d'être en présence de deux types différents d'analyse mobilisant chacune ses propres arguments en référence explicite ou non à l'examen de l'une des contre-indications légales ; rares étaient en effet les arguments communs à l'avis et à la décision. Autrement dit, du point de vue de leur contenu, les divergences entre les avis et les décisions portent moins sur une mobilisation divergente d'un même argument dans l'examen d'une ou plusieurs contre-indications que sur une analyse divergente de la demande.

C'est pourquoi nous avons décidé de décrire ci-après, par modalité, le nombre de contre-indications auxquelles il est fait explicitement référence pour l'ensemble des avis et décisions qui composent notre échantillon. Nous verrons qu'il existe une différence parfois importante entre les avis et les décisions quant au nombre de contre-indications auxquelles il est explicitement fait référence. Nous préciserons ensuite, toujours par modalité, le nombre total d'arguments mobilisés par chaque instance dans la rédaction des avis et décisions ainsi que le nombre d'arguments avancés par contre-indication. Nous indiquerons enfin quel est l'argument le plus fréquemment invoqué par chaque instance pour chacune des trois modalités.

La description sera organisée par rôle linguistique eu égard aux différences observées précédemment et concernera les 199 avis et décisions de notre échantillon. Précisons encore qu'en ce qui concerne les avis, seules les informations reprises sous les rubriques « conditions de temps » et « conditions de fond » ont été analysées dans le cadre de la description qui suit.

Description des dossiers francophones

Avant d'entamer la description des dossiers, il convient d'indiquer que dans les décisions francophones l'argumentaire n'est pas systématiquement proposé en référence à une contre-indication particulière. Cela peut être une conséquence de l'absence de structure préalable des décisions francophones. Ainsi, il arrive par exemple que l'argumentaire soit déployé par l'attaché sans la moindre référence explicite à l'une des contre-indications mais aussi pour affirmer conjointement la présence de deux contre-indications ou encore pour conclure qu'en l'état du dossier il n'est pas possible de procéder à l'examen des contre-indications en toute connaissance de cause, ni de déterminer des conditions particulières qui permettraient de les relativiser.

Permission de sortie occasionnelle – PSO (n = 2)

Admissibilité: 2 (dir&dgd)
Finalité de la demande: 2 pos (dir&dgd)

Les demandes de permission de sortie occasionnelle pouvant être demandées à tout moment de la détention, nous avons indiqué pour les deux demandes traitées que le détenu était considéré par les deux instances comme « admissible ». Par ailleurs, l'objet de la demande rencontrait le prescrit légal dans les deux cas. Comme cela fut indiqué dans l'arbre décisionnel relatif aux permissions de sortie occasionnelles, les demandes ont fait l'objet de deux avis positifs lesquels furent suivis de deux décisions négatives.

Tab.1. N. contre-indications

N. contre-indications - DIR	N. contre-indications DGD		Total
	0	1	
3	1	1	2

Ce tableau indique que dans chacun des deux avis de la direction, les trois contre-indications sont mentionnées contrairement aux décisions de la Direction Gestion de la détention. Une des décisions fait mention explicitement d'une contre-indication tandis que l'autre ne mentionne aucune contre-indication.

Tab.2. Total nbr. d'arguments (dir&dgd)

Total nbr. d'arguments DIR	Total nbr. d'arguments DGD		
	3	10	Total
7	1	0	1
14	0	1	1
Total	1	1	2

Arguments statiques: dir: 2 & 4 arguments dgd: 3 & 9 arguments
Arguments dynamiques: dir: 3 & 9 arguments dgd: 0 & 7 arguments

Pour une des deux demandes, l'avis et la décision mobilisent respectivement sept arguments contre trois tandis que dans le cas de la seconde demande, quatorze arguments sont invoqués contre dix.

Les informations situées sous le tableau indiquent pour leur part le nombre d'arguments statiques et dynamiques que contiennent respectivement les avis des directions et les décisions de la Direction Gestion de la détention.

Tab.3. N. arguments pour la contre-indication 'risque de soustraction'

Total nbr. d'arguments 'soustraction' – DIR	Total nbr. d'arguments 'soustraction' – DGD	Total
3	0	2
Total	2	2

Trois arguments sont à chaque fois invoqués par la direction en rapport avec le risque de soustraction alors qu'aucun argument n'est mobilisé par la Direction Gestion de la détention en référence à cette contre-indication.

Tab.4. N. arguments pour la contre-indication 'risque de récidive'

Total nbr. d'arguments 'risque de récidive' – DIR	Total nbr. d'arguments 'risque de récidive' – DGD		Total
	0	9	
3	1	0	1
5	0	1	1
Total	1	1	2

Par rapport au risque de commission de nouvelles infractions graves, les directions ont respectivement mobilisé dans leurs avis trois et cinq arguments. La Direction Gestion de la détention a quant à elle eu recours à neuf arguments en rapport avec cette contre-indication mais uniquement pour une seule des deux décisions.

Tab.5. N. arguments pour la contre-indication 'risque d'importuner les victimes'

Total nbr. d'arguments 'risque d'importuner les victimes' – DIR	Total nbr. d'arguments 'risque d'importuner les victimes' – DGD	Total
	0	
1	1	1
3	1	1
Total	2	2

A nouveau, seules les directions ont invoqué des arguments en rapport avec le risque d'importuner les victimes. Un avis mobilisait un seul argument tandis que dans le second avis, trois arguments ont pu être dénombrés.

Vu que notre échantillon comporte trop peu de demandes relatives à une permission de sortie occasionnelle, il n'a pas été possible d'identifier pour chaque contre-indication quel était l'argument qui revenait le plus souvent. Chaque argument n'ayant été invoqué qu'une seule fois.

<u>Permission de sortie – PS (n = 59)</u>

Admissibilité: 59 (dir&dgd)
Finalité de la demande: 59 (dir) vs 54 pos & 5 neg (dgd)

D'après ces informations, le détenu était considéré comme admissible par les deux instances pour les 59 demandes traitées. En ce qui concerne l'objet de la demande, les directions ont considéré que celui-ci rencontrait à chaque fois le prescrit légal tandis que la Direction Gestion de la détention a estimé que ce n'était pas le cas pour cinq demandes. Comme cela fut indiqué dans l'arbre décisionnel relatif aux permissions de sortie, les demandes ont fait l'objet de 55 avis positifs, seuls cinq d'entre eux ont ensuite fait l'objet d'une décision positive.

Tab.6. N. contre-indications

N contre-indications DIR	N contre-indications DGD				Total
	0	1	2	3	
2	0	0	0	1	1
3	22	12	21	3	58
Total	22	12	21	4	59

On peut retenir du tableau ci-dessus que seulement quatre décisions font explicitement référence aux trois contre-indications (deux d'entre elles concernent des décisions positives) tandis que dans 22 autres décisions, aucune contre-indication n'est mentionnée de manière explicite[121]. En revanche, 58 avis lient explicitement et distinctement leurs développements aux trois contre-indications.

Tab.7. Total nbr. d'arguments (dir&dgd)

Total nbr. d'arguments DIR	Total nbr. d'arguments DGD																	Total
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	14	15	16	23	
4				1														1
5		1	1		1		1	1										5
6	2	1		1			1	2										7
7			1			1	1				2							5
8	3						1					1			1			6
9		1	1						1	1								4
10	1	1					2				1					1		6
11	1		1			1		1			1	2	1					8
12						2							1	1	1			5
13	1				1													2
14			2		1	1				1							1	6
15									1									2
16						1										1		1
20								1										1
Total	8	4	6	2	3	6	6	5	2	2	4	3	2	1	2	2	1	59

Médiane: dir: 10 arguments dgd: 6 arguments
Min – Max: 4 – 20 arguments0 – 23 arguments
Médiane des arguments positifs : dir: 6 arguments dgd: 0 arguments
Médiane des arguments négatifs : dir: 3 arguments dgd: 4 arguments
Médiane des arguments statiques : dir: 3 arguments dgd: 0 arguments
Médiane des arguments dynamiques : dir: 5 arguments dgd: 3 arguments

[121] Parmi ces 22 décisions, quatre d'entre elles concernent des dossiers « convergents » où l'avis et la décision sont tous deux négatifs. Il appert que dans chacun de ces cas l'attaché s'aligne sur l'argumentaire ainsi que sur la conclusion du directeur en mentionnant dans sa décision : « Vu l'avis de la Direction en date du xx/xx/xxxx porté à la connaissance du détenu. Vu la présence de contre-indications légales telles que relevées par la Direction dans son avis et l'absence de conditions particulières permettant de les relativiser, la permission de sortie n'est pas accordée ».

Le nombre d'arguments mobilisés par les directions dans leurs avis varie entre quatre et vingt arguments tandis que le nombre d'arguments invoqués par la Direction Gestion de la détention varie quant à lui entre zéro et 23 arguments. La médiane n'étant pas influencée par les valeurs extrêmes de la distribution, elle constitue en l'occurrence un indicateur plus pertinent que la moyenne. Elle divise la distribution en deux parties égales en prenant comme point central la valeur renseignée. On peut par exemple retenir de ce tableau que la moitié des avis mobilise plus de dix arguments tandis que la moitié des décisions mobilise plus de 6 arguments (cela signifie que l'autre moitié des avis contient moins de dix arguments et que l'autre moitié des décisions contient moins de six arguments).

A l'exception des arguments négatifs, la médiane relative aux avis est à chaque fois plus élevée que celle relative aux décisions. En l'occurrence, cela s'explique principalement par les critères d'échantillonnage qui privilégiaient la sélection de dossiers « divergents », lesquels se traduisent généralement par un avis positif suivi d'une décision négative.

Tab.8. N. arguments pour la contre-indication 'risque de soustraction'

Total nbr. d'arguments 'soustraction' – DIR	Total nbr. d'arguments 'soustraction' – DGD									Total
	0	1	2	3	4	5	6	8	12	
1	2	2	0	0	1	0	1	0	0	6
2	12	0	1	3	0	2	1	0	0	19
3	8	0	4	1	0	1	1	1	0	16
4	6	1	1	1	0	2	0	0	1	12
5	2	0	0	1	0	1	1	0	0	5
7	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	31	3	6	6	1	6	4	1	1	59

Médiane: dir: 3 arguments dgd: 0 argument
Min – Max: 1 – 7 arguments 0 – 12 arguments

La moitié des avis mobilise moins de trois arguments en lien avec le risque de soustraction alors que la moitié des décisions ne contient aucun argument en rapport avec cette contre-indication (cela signifie que l'autre moitié des avis contient plus de trois arguments et que l'autre moitié des décisions mobilise au moins un argument).

L'argument le plus fréquemment invoqué par les directeurs est un argument statique, lequel à trait aux « modalités antérieures ». Les arguments repris sous ce code concernent le déroulement de modalités d'exécution de la peine octroyées antérieurement (congé pénitentiaire, permission de sortie, libération conditionnelle, détention limitée, libération provisoire, surveillance électronique). Il peut ainsi s'agir du bon déroulement de ses modalités (réintégration, respect des conditions imposées, etc.) ou de leur échec (révocation, suspension, réintégration tardive, non-respect des conditions, etc.).

L'argument le plus fréquemment invoqué par les attachés est un argument dynamique, lequel à trait au « comportement en détention ». Les arguments repris sous ce code

concernent le plus souvent l'attitude du détenu en détention au travers de la présence ou non de rapports disciplinaires ainsi que des relations par rapport aux codétenus, aux agents pénitentiaires et aux divers intervenants.

Tab.9. N. arguments pour la contre-indication 'risque de récidive'

Total nbr. d'arguments 'risque de récidive' – DIR	Total nbr. d'arguments 'risque de récidive' – DGD										Total
	0	2	3	4	5	6	7	8	9	11	
1	4	1	2	0	0	0	0	0	0	0	7
2	9	0	0	1	2	1	1	0	0	0	14
3	4	0	3	1	2	0	0	0	1	0	11
4	4	0	0	1	2	3	0	1	0	0	11
5	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0	5
6	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	3
7	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	3
8	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3
9	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
10	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	29	3	5	5	6	5	3	1	1	1	59

Médiane: dir: 3 arguments dgd: 2 arguments
Min – Max: 1 – 11 arguments0 – 11 arguments

Toujours d'après la médiane, la moitié des avis mobilise plus de trois arguments en lien avec le risque de récidive alors que la moitié des décisions mobilise plus de deux arguments en rapport avec cette contre-indication (cela signifie que l'autre moitié des avis contient moins de trois arguments et que l'autre moitié des décisions contient moins de deux arguments).

L'argument le plus fréquemment invoqué par les directeurs est à nouveau un argument statique puisque celui-ci à trait à la « modalité sollicitée ». Il s'agit sous ce code, d'une part, d'arguments qui insistent le plus souvent sur la nécessité de la modalité pour entreprendre les démarches nécessaires à la réinsertion du détenu, au sens où l'octroi de la modalité est bien souvent considéré comme un facteur protecteur contre la récidive ; et, d'autre part, d'arguments qui considèrent que dans le cadre de cette modalité le risque de récidive peut être relativisé.

L'argument le plus fréquemment invoqué par les attachés est un argument dynamique, lequel réfère à une « incertitude » c'est-à-dire que les éléments à disposition de l'attaché lors de l'examen de la demande ne lui permettent pas d'exclure le risque de récidive.

Tab.10. N. arguments pour la contre-indication ‘risque d’importuner les victimes’

Total nbr. d’arguments ‘risque d’importuner les victimes’ – DIR	Total nbr. d’arguments ‘risque d’importuner les victimes’ – DDB					Total
	0	1	2	6	7	
0	1	1	0	0	0	2
1	40	2	1	1	1	45
2	10	0	0	0	0	10
3	1	0	1	0	0	2
Total	52	3	2	1	1	59

Médiane: dir: 1 argument dgd: 0 argument
Min – Max: 0 – 3 arguments 0 – 7 arguments

Contrairement aux deux précédentes contre-indications, le nombre d’arguments relatifs au risque d’importuner les victimes est nettement moindre puisque la moitié des avis mobilise moins d’un argument en lien avec cette contre-indication alors que la moitié des décisions ne mobilise aucun argument (cela signifie que l’autre moitié des avis contient plus d’un argument et que l’autre moitié des décisions contient au moins un argument en rapport avec cette contre-indication).

L’argument le plus fréquemment invoqué par les directeurs et les attachés est un argument dynamique, à savoir « l’attitude du détenu par rapport aux victimes ». Il s’agit donc sous ce code d’arguments relatifs au discours du détenu à l’égard des victimes, des démarches entreprises pour les indemniser, etc.

De manière générale, on peut observer que pour chacune des trois contre-indications examinées, il y a une majorité de décisions où les arguments ne sont pas explicitement liés à la contre-indication.

Congé pénitentiaire – CP (n = 38)

Admissibilité: 38 (dir&ddb)
Finalité de la demande : 38 pos (dir) vs 37 pos (dgd) & 1 neg (dgd)

D’après ces informations, le détenu était considéré comme admissible par les deux instances pour les 38 demandes traitées. En ce qui concerne l’objet de la demande, les directions ont considéré que celui-ci rencontrait à chaque fois le prescrit légal tandis que la Direction Gestion de la détention a estimé que ce n’était pas le cas pour une demande. Comme cela fut indiqué dans l’arbre décisionnel relatif aux permissions de sortie, les demandes ont fait l’objet de 32 avis positifs, seuls 5 d’entre eux ont fait ensuite l’objet d’une décision positive.

Tab.11. N. contre-indications

N contre-indications DIR	N contre-indications DDB				Total
	0	1	2	3	
3	6	13	15	4	38

On peut à nouveau retenir du tableau ci-dessus que seulement 4 décisions font explicitement référence aux trois contre-indications (une d'entre elles concerne une décision positive) alors que les 38 avis les mentionnent toutes les trois de manière explicite. Sur les six décisions où il n'est fait mention d'aucune contre-indication, trois d'entre elles concernent des dossiers « convergents » où l'avis et la décision sont tous deux négatifs. Il appert que dans chacun de ces cas l'attaché s'aligne sur l'argumentaire ainsi que sur la conclusion du directeur en mentionnant dans sa décision : « Vu l'avis de la Direction en date du xx/xx/xxxx porté à la connaissance du détenu. Vu la présence de contre-indications légales telles que relevées par la direction dans son avis, et l'absence de conditions particulières permettant de les relativiser, le congé pénitentiaire n'est pas accordé ».

Tab.12. Total nbr. d'arguments (dir&dgd)

Total nbr. d'arguments – DIR	Total nbr. d'arguments – DDB																
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	15	18	19	Total
4	1											1					2
5										1							1
6		1				1											2
7	1				1												2
8	1		1					1									3
9										2							2
10					2	1	2		1								6
11							2				2		1				5
12		1			1	1	1						1				5
13				1			1										2
14			1				1		1								3
15							1										1
16														1			1
18															1		1
21			1														1
24																1	1
Total	3	2	3	1	4	3	8	1	2	3	2	1	2	1	1	1	38

Médiane: dir: 11 arguments dgd: 6 arguments
Min – Max: 4 – 24 arguments 0 – 19 arguments
Médiane des arguments positifs : dir: 7 arguments dgd: 0 arguments
Médiane des arguments négatifs : dir: 3 arguments dgd: 4,5 arguments
Médiane des arguments statiques : dir: 3 arguments dgd: 1,5 arguments
Médiane des arguments dynamiques : dir: 5,5 arguments dgd: 3 arguments

Le nombre d'arguments mobilisés par les directions dans leurs avis varie entre 4 et 24 arguments tandis que le nombre d'arguments invoqués par la Direction Gestion de la détention varie quant à lui entre 0 et 19 arguments. En prenant à nouveau la médiane comme indicateur, on peut observer que celle-ci est sensiblement la même que pour les permissions de sortie puisque la moitié des avis mobilise plus de 11 arguments tandis que la moitié des décisions mobilise plus de 6 arguments (cela signifie que l'autre moitié des avis contient moins de 11 arguments et que l'autre moitié des décisions contient moins de 6 arguments).

A nouveau, la médiane relative aux avis est à chaque fois plus élevée que celle relative aux décisions sauf dans le cas des arguments négatifs.

Tab.13. N. arguments pour la contre-indication 'risque de soustraction'

Total nbr. d'arguments 'soustraction' – DIR	Total nbr. d'arguments 'soustraction' – DDB									Total
	0	1	2	3	4	5	6	8	9	
0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
1	5	1	2	0	0	1	0	0	0	9
2	7	0	1	3	0	0	0	0	0	11
3	4	0	1	2	0	0	0	0	0	7
4	0	0	2	0	1	0	0	1	1	5
5	0	0	0	0	0	0	1	0	1	2
6	1	0	0	1	0	0	1	0	0	3
Total	17	1	7	6	1	1	2	1	2	38

Médiane: dir: 2 arguments dgd: 2 arguments
Min – Max: 0 – 6 arguments 0 – 9 arguments

La moitié des avis, comme la moitié des décisions, mobilise plus de deux arguments en lien avec le risque de soustraction (cela signifie que l'autre moitié des avis et des décisions contient moins de 2 arguments).

L'argument le plus fréquemment invoqué par les directeurs est un argument dynamique relatif aux « contacts sociaux du détenu ». Il s'agit le plus souvent des relations que celui-ci entretient avec sa famille ou ses proches. Mais cela peut également concerner des contacts avec un employeur ou un psychologue ainsi que, quoique beaucoup plus rarement, des contacts avec d'anciens complices ou codétenus.

L'argument le plus fréquemment invoqué par les attachés est un argument statique, lequel à trait aux « modalités antérieures » (cfr. *supra*)

Tab.14. N. arguments pour la contre-indication ‘risque de récidive’

Total nbr. d’arguments ‘risque de récidive’ – DIR	Total nbr. d’arguments ‘risque de récidive’ – DDB									Total
	0	2	3	4	5	6	7	8	9	
1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	2
2	2	1	1	2	0	1	1	0	0	8
3	4	0	2	2	0	0	1	0	0	9
4	2	0	0	0	1	0	1	0	0	4
5	2	0	0	0	0	0	0	0	2	4
6	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
7	1	0	0	0	0	1	0	2	0	4
8	0	0	1	0	0	0	1	0	0	2
11	1	0	0	0	0	1	0	0	0	2
Total	13	2	7	4	1	3	4	2	2	38

Médiane: dir: 3,5 arguments dgd: 3 arguments
Min – Max: 1 – 11 arguments0 – 9 arguments

A nouveau, la médiane est sensiblement identique pour les avis et les décisions puisque la moitié des avis mobilise plus de trois arguments et demi en lien avec le risque de récidive alors que la moitié des décisions mobilise plus de 3 arguments en rapport avec cette contre-indication (cela signifie que l’autre moitié des avis contient moins de 3 arguments et demi et que l’autre moitié des décisions contient moins de 3 arguments).

L’argument le plus fréquemment invoqué par les directeurs est un argument dynamique ayant trait au « plan de reclassement ». Il s’agit des projets de réinsertion ainsi que des démarches entreprises par l’intéressé sur le plan socioprofessionnel ainsi qu’au niveau d’un suivi psychosocial.

L’argument le plus fréquemment invoqué par les attachés est un argument dynamique qui concerne le « manque d’information » par rapport à un ou plusieurs aspect(s) du dossier. Ce manque d’information empêche le plus souvent l’attaché de procéder à l’examen de la contre-indication comme d’identifier des conditions particulières permettant de la relativiser.

Tab.15. N. arguments pour la contre-indication ‘risque d’importuner les victimes’

Total nbr. d’arguments ‘risque d’importuner les victimes’ – DIR	Total nbr. d’arguments ‘risque d’importuner les victimes’ – DDB			Total
	0	1	2	
1	24	2	0	26
2	7	2	1	10
3	2	0	0	2
Total	33	4	1	38

Médiané: dir: 1 argument dgd: 0 argument
Min – Max: 1 – 3 arguments 0 – 2 arguments

Comme pour les permissions de sortie, le nombre d’arguments relatifs au risque d’importuner les victimes est nettement moindre que pour les deux précédentes contre-indications puisque la moitié des avis mobilise moins d’un argument en lien avec cette contre-indication alors que la moitié des décisions mobilise aucun argument en rapport avec cette contre-indication (cela signifie que l’autre moitié des avis contient plus d’un argument et que l’autre moitié des décisions contient au moins un argument).

Comme pour les permissions de sortie l’argument le plus fréquemment invoqué par les directeurs et les attachés concerne « l’attitude du détenu par rapport aux victimes » (cfr. *supra*)

En revanche, d’un point de vue plus général, on peut observer que contrairement aux permissions de sortie, c’est uniquement pour cette dernière contre-indication qu’une majorité de décisions ne contient aucun argument en référence avec celle-ci.

La question qui peut se poser lorsque l'argumentaire est déployé sans référence explicite aux contre-indications ou lorsqu'une seule contre-indication est évoquée dans la motivation parce qu'elle est manifeste et qu'elle emporte la décision, est celle de savoir si cela ne prive pas les destinataires (détenu, direction, service psychosocial) d'une synthèse globale et actualisée de la situation par rapport à l'ensemble des conditions de fond ?

Description des dossiers néerlandophones

UVO (n = 14)

Toelaatbaarheid: 14 (dir&ddb)
Finaliteit aanvraag: 12 pos & 2 neg (dir) vs 9 pos & 5 neg (ddb)

Aangezien UVO op elk ogenblik van de opsluiting door de veroordeelde kan worden gevraagd, geldt dat alle 14 vragen aan dat criterium beantwoorden. Voor de finaliteit ligt dat anders. In 2 gevallen vindt de adviserende directeur dat de vraag van de veroordeelde

niet overeenkomt met de finaliteit van UVO. Op DDB geldt in 5 van deze 14 gevallen dat de finaliteit van de vraag niet correspondeert aan wat wettelijk voorzien is.

Tab.16. N. contra-indicaties

N contra-indicaties DIR	N contra-indicaties DDB				Totaal
	0	1	2	3	
Totaal: 3	4	4	4	2	14

Elk van de directieadviezen raakt de drie wettelijke contra-indicaties aan. Bij DDB loopt dat nogal uiteen, zoals uit bovenstaande tabel blijkt. Wanneer de finaliteit niet past bij de modaliteit, dan kan DDB de vraag weigeren zonder bijkomende tegenindicaties te vermelden. In één geval was er een toekenning tot UVO na voorafgaand positief advies. DDB bespreekt in de beslissing tot toekenning één tegenindicatie (naast andere elementen: de finaliteit, het doel, de toelaatbaarheid, het advies en de bijzondere voorwaarden). Bij 3 beslissingen tot weigering volgt dat na een negatief advies. Opvallend is dat in die drie beslissingen DDB geen enkele contra-indicatie expliciet vermeldt. In deze gevallen wordt expliciet verwezen naar het negatieve directieadvies, zonder dat DDB op de argumenten van de directie ingaat.

Tab.17. N. argumenten totaal (dir&ddb)

Totaal aantal argumenten DIR	Totaal aantal argumenten DDB							Totaal
	1	2	4	5	6	9	14	
5	0	0	1	0	0	1	0	2
6	0	1	0	0	0	0	0	1
7	0	0	0	0	1	0	0	1
8	0	0	0	0	0	0	1	1
9	0	0	0	1	1	0	0	2
10	2	0	0	1	1	0	0	4
13	0	0	0	0	2	0	0	2
15	1	0	0	0	0	0	0	1
Totaal	3	1	1	2	5	1	1	14

Mediaan:	dir: 9,5 argumenten	ddb: 5,5 argumenten
Min – Max:	5 – 15 argumenten	1 – 14 argumenten
Mediaan positief	dir: 6 argumenten	ddb: 0 argumenten
Mediaan negatief	dir: 2 argumenten	ddb: 4,5 argumenten
Mediaan statisch	dir: 2 argumenten	ddb: 1,5 argumenten
Mediaan dynamisch	dir: 5 argumenten	ddb: 1,5 argumenten

Deze tabel geeft een overzicht van het totaal aantal gecodeerde argumenten in directieadviezen en beslissingen van DDB. Opvallend hier is het verschil in de richting van de argumenten: directieleden geven als mediaan 6 positieve argumenten, waar diezelfde mediaan bij DDB nul bedraagt, terwijl de mediaan voor negatieve argumenten

in vergelijking met de directieadviezen hoger ligt bij DDB. Voor de statische argumenten (zoals de verwijzing naar eerdere feiten, het strafregister) verschillen directieadviezen en beslissingen van DDB weinig van elkaar. Bij de dynamische elementen ligt dat helemaal anders: directieadviezen accentueren sterk dynamische elementen (dat verwijst onder meer naar elementen in de reclassering, gedrag in detentie, de middelenproblematiek die via behandeling aangepakt wordt), terwijl dit minder het geval is in de beslissingen van DDB.

Tab.18. N. argumenten contra-indicatie 'risico op onttrekking'

Totaal aantal argumenten 'onttrekking' – DIR	Totaal aantal argumenten 'risico op onttrekking' – DDB					Totaal
	0	1	2	5	7	
1	1	0	0	1	0	2
2	3	2	0	0	0	5
3	2	0	0	0	0	2
4	2	1	0	0	1	4
5	0	0	1	0	0	1
Totaal	8	3	1	1	1	14

Mediaan: dir: 2,5 argumenten ddb: 0 argumenten
Min – Max: 1 – 5 argumenten 0 – 7 argumenten

Onder de tegenindicatie 'het gevaar dat de veroordeelde zich aan de uitvoering van de straf zou onttrekken', kortweg 'risico op onttrekking', zijn alle argumenten van de directieadviezen en van beslissingen bij DDB gekruist met elkaar. Opvallend is dat in de (mediaan van de) directieadviezen meer argumenten over onttrekking worden gegeven dan bij de beslissingen van DDB.

Tevens is voor deze tegenindicatie bekeken welk argument het vaakst aan bod komt. Dat is gebeurd enkel en alleen op basis van de argumenten die expliciet onder deze contra-indicatie staan, los van andere argumenten die niet als dusdanig in de beslissing aan deze tegenindicatie zijn gekoppeld. Het meest gebruikte argument bij deze contra-indicatie is het goede verloop van eerdere modaliteiten. In 7 van de 14 directieadviezen komt dat argument aan bod. In de beslissingen komt een verwijzing naar reclassering het vaakst aan bod (n = 3).

Tab.19. N. argumenten contra-indicatie ‘recidiverisico’

Totaal aantal argumenten ‘recidiverisico’ – DIR	Totaal aantal argumenten ‘recidiverisico’ – DDB					Totaal
	0	3	4	5	6	
1	1	0	0	0	1	2
2	2	1	0	1	1	5
3	0	1	1	0	0	2
4	2	1	0	0	1	4
6	1	0	0	0	0	1
Totaal	6	3	1	1	3	14

Mediaan: dir: 2,5 argumenten ddb: 3 argumenten
Min – Max: 1– 6 argumenten 0 – 6 argumenten

Het risico dat de veroordeelde tijdens de uitgaansvergunning ernstige strafbare feiten zou plegen, hier weergegeven als ‘recidiverisico’, is eveneens apart bekeken. Er is geen groot verschil tussen de mediaan van argumenten in de adviezen en de beslissingen.

Het belangrijkste argument dat in de directieadviezen op de voorgrond komt, betreft het ontbreken van informatie (ook uitgedrukt als ‘geen aanwijzingen’, zonder dat dan bijkomende gegevens aangehaald zijn). In 7 van de 14 adviezen is dit argument gebruikt. Bij DDB komt in 6 beslissingen de zwaarte (aard en ernst) van de gepleegde feiten naar voor.

Tab.20. N. argumenten contra-indicatie ‘verontrusting slachtoffer’

Totaal aantal argumenten ‘verontrusting slachtoffer’ – DIR	Totaal aantal argumenten ‘verontrusting slachtoffer’ – DDB		Totaal
	0	2	
1	5	1	6
2	3	0	3
3	3	0	3
4	2	0	2
Totaal	13	1	14

Mediaan: dir: 2 argumenten ddb: 0 argumenten
Min – Max: 1 – 4 argumenten 0 – 2 argumenten

De derde tegenindicatie, het risico dat de veroordeelde de slachtoffers zou verontrusten (kortweg: ‘verontrusting slachtoffer’), is eveneens in kaart gebracht. Opvallend bij de 14 adviezen en beslissingen is het beperkte aantal argumenten dat in dat kader aan bod komt. De mediaan voor het aantal argumenten onder deze contra-indicatie ligt op 2in directieadviezen, bij DDB op nul.

Het meest courante argument in directieadviezen heeft betrekking op de beperkte informatie (ook vaak weergegeven als ‘geen aanwijzingen’, zonder dat er meer vermeld wordt). In 11 van de 14 adviezen komt dit aan bod. Bij de 14 beslissingen van DDB zijn

onder deze contra-indicatie slechts twee argumenten genoteerd: één keer wordt ‘houding ten aanzien van het slachtoffer’ vermeld, één keer de aard en ernst van de feiten.

UV (n = 50)

Toelaatbaarheid: 50 (dir&ddb)
Finaliteit aanvraag: 50 (dir) vs 48 pos & 2 neg (ddb)

Bij alle geselecteerde beslissingen was de toelaatbaarheidsdatum voor UV bereikt. In twee gevallen oordeelt DDB dat de vraag niet voldoet aan de finaliteit van de modaliteit, terwijl alle directieadviezen stellen dat de finaliteit in orde is.

Tab.21. N. contra-indicaties

N contra-indicaties DIR	N contra-indicaties DDB				Totaal
	0	1	2	3	
0	0	0	1	0	1
2	1	0	1	0	2
3	4	12	19	12	47
Totaal	5	12	21	12	50

In één directieadvies en in 5 beslissingen ontbreken argumenten die onder één van de drie contra-indicaties vallen. Opnieuw valt op dat directieadviezen bijna steeds (in 47 van de 50 adviezen) argumenten vermelden onder de drie wettelijke tegenindicaties, terwijl dat voor DDB in 12 van de 50 beslissingen het geval is. In 6 gevallen is er een toekenning na een positief advies. Het valt op dat bij 5 van de 6 toekenningen het aantal vermelde tegenindicaties verschilt; slechts in één geval is dat aantal hetzelfde (met argumenten onder elk van de drie contra-indicaties). Bij de 2 weigeringen na negatief advies verschilt dat eveneens (2 keer drie tegenindicaties in het directieadvies ten aanzien van één tegenindicatie in de beslissing tot weigering). In één van de twee beslissingen na negatief advies bestaat de beslissing naast formele informatie over het doel, de finaliteit en de tijdsvoorwaarden uit een standaardzin, zonder meer toelichting of aparte argumenten: “Gezien de tegenaanwijzingen die in dit advies door de directie worden aangetoond en waaraan niet tegemoet kan worden gekomen door het opleggen van bijzondere voorwaarden, wordt de aanvraag tot het bekomen van een uitgaansvergunning geweigerd.”

Tab.22. N. argumenten totaal (dir&ddb)

Totaal aantal argumenten DIR	Totaal aantal argumenten DDB														Totaal
	0	2	3	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	16	
3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
4	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
5	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
6	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	4
7	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3
8	0	0	1	0	0	0	1	1	0	1	1	1	1	0	7
9	1	0	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	4
10	0	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0	1	0	7
11	0	0	1	2	1	0	2	0	3	1	0	0	0	0	10
12	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	3
13	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
14	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
15	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2
16	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	2
17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
18	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Totaal	2	2	6	5	6	2	6	5	6	4	2	1	2	1	50

Mediaan:	dir: 10,0 argumenten	ddb: 8,0 argumenten
Min – Max:	3 – 18 argumenten	0 – 16 argumenten
Mediaan positief	dir: 5,5 argumenten	ddb: 0 argumenten
Mediaan negatief	dir: 3 argumenten	ddb: 6,5 argumenten
Mediaan statisch	dir: 3 argumenten	ddb: 3 argumenten
Mediaan dynamisch	dir: 5 argumenten	ddb: 3 argumenten

In de tabel hierboven is het totaal aantal argumenten uit directieadviezen gekruist met het totaal aantal argumenten uit de beslissingen van DDB. Zowel de mediaan voor het totaal aantal argumenten als de variatie van het aantal verschilt niet sterk. Directieadviezen bevatten door de band genomen iets meer argumenten dan beslissingen, maar het verschil is hier zeer beperkt. Wanneer de richting van de argumenten in acht genomen wordt, dan valt wel een verschil op. De mediaan van de positieve argumenten ligt bij de directieadviezen op meer dan 5 argumenten, terwijl dat nul is voor de beslissingen. Bij de negatieve argumenten is dat net omgekeerd: directieadviezen bevatten minder negatieve argumenten dan beslissingen op DDB. Qua aard van de argumenten is er niet zoveel verschil: de mediaan voor statische beslissingen is hetzelfde, voor dynamische beslissingen ligt de mediaan iets hoger in directieadviezen.

Tab.23. N. argumenten contra-indicatie ‘risico op onttrekking’

Totaal aantal argumenten ‘onttrekking’ - DIR	Totaal aantal argumenten ‘risico op onttrekking’ - DDB						Totaal
	0	1	2	3	4	5	
0	0	1	0	0	0	0	1
1	7	0	0	0	0	0	7
2	7	3	0	2	1	0	13
3	9	3	2	3	1	1	19
4	5	0	0	1	1	0	7
5	1	0	0	1	0	0	2
6	0	0	0	0	0	1	1
Totaal	29	7	2	7	3	2	50

Mediaan: dir: 3,0 argumenten ddb: 0 argumenten
Min – Max: 0 – 6 argumenten 0 – 5 argumenten

Bij deze tegenindicatie valt op dat de mediaan voor argumenten bij directieadviezen op 3 ligt, daar waar dezelfde centrummaat nul bedraagt voor beslissingen van DDB.

Het meest voorkomende argument bij directieadviezen is hetzelfde als dat voor beslissingen van DDB. In 19 directieadviezen en in 13 beslissingen van DDB komt het argument ‘mislukking van eerdere modaliteiten’ voor.

Tab.24. N. argumenten contra-indicatie ‘recidiverisico’

Totaal aantal argumenten ‘recidiverisico’ – DIR	Totaal aantal argumenten ‘recidiverisico’ - DDB												Totaal
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	12	
0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
1	0	0	0	1	2	2	1	0	0	0	0	0	6
2	1	0	0	1	0	0	2	1	1	1	0	0	7
3	2	0	1	2	2	3	0	0	0	0	1	0	11
4	1	1	0	0	1	3	3	1	1	1	0	0	12
5	2	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	5
6	0	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	1	5
7	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
8	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
9	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Totaal	6	1	1	6	5	11	9	3	3	3	1	1	50

Mediaan: dir: 3,5 argumenten ddb: 5 argumenten
Min – Max: 0 – 9 argumenten 0 – 12 argumenten

Bij deze contra-indicatie ligt de mediaan van het aantal argumenten in beslissingen hoger dan bij directieadviezen. Dit wekt de indruk dat deze contra-indicatie voor DDB in deze 50 beslissingen meer aandacht gekregen heeft dan dat het geval is in de directieadviezen.

Het meest voorkomende argument in de directieadviezen is hier de verwijzing naar reclassering. In 26 van de 50 directieadviezen komen argumenten omtrent reclassering bij deze contra-indicatie ter sprake. Bij de beslissingen van DDB ligt dat anders: het vaakst gebruikte argument is hier de verwijzing naar antecedenten (strafregister, eerdere feiten). In 25 beslissingen is dat onder de noemer van de tegenindicatie 'recidiverisico' opgenomen.

Tab.25. N. argumenten contra-indicatie 'verontrusten slachtoffer'

Aantal argumenten 'verontrusten slachtoffer' – DIR	Aantal argumenten 'verontrusten slachtoffer' - DDB					Totaal
	0	1	2	3	4	
0	3	0	0	0	0	3
1	20	3	2	1	0	26
2	10	1	3	0	1	15
3	2	0	2	1	0	5
4	1	0	0	0	0	1
Totaal	36	4	7	2	1	50

Mediaan: dir: 1 argumenten ddb: 0 argumenten
Min – Max: 0 – 4 argumenten 0 – 4 argumenten

De tegenindicatie 'verontrusten slachtoffer' bevat voor deze 50 vragen minder argumenten. De mediaan van het aantal argumenten in directieadviezen en DDB beslissingen ligt zeer laag en de variatie van minimum tot maximum aantal argumenten is hetzelfde, met een bovengrens van maximaal 4 argumenten.

In directieadviezen was het meest voorkomende argument 'geen aanwijzingen/beperkte informatie'. 29 keer kwam dat argument voor. Bij DDB lag dat anders. In 6 beslissingen kwam de houding ten aanzien van het slachtoffer als argument op de voorgrond.

PV (n = 36)

Toelaatbaarheid: 36 (dir&ddb)
Finaliteit aanvraag: 36 (dir&ddb)

In de 36 beslissingen over PV is vastgesteld dat zowel volgens het directieadvies als in de beslissing van DDB de toelaatbaarheid en de finaliteit van de aanvraag in orde waren.

Tab.26. N. contra-indicaties

N contra-indicaties DIR	N contra-indicaties DDB				Totaal
	0	1	2	3	
0	0	2	0	0	2
2	0	0	1	0	1
3	3	17	12	1	33
Totaal	3	19	13	1	36

In 3 beslissingen en bij 2 directieadviezen wordt geen gebruik gemaakt van de wettelijke tegenindicaties. In 33 van de 36 directieadviezen worden de drie contra-indicaties aangehaald, terwijl dat maar in 1 van de 36 beslissingen van DDB het geval is.

Bij 4 beslissingen van DDB gaat het om een toekenning na een positief advies. Daarbij valt op dat het aantal vermelde contra-indicaties niet overeenstemt. Ook in de weigeringen na een negatief advies geldt een verschil in het aantal tegenindicaties dat aan bod komt. Bij de 3 weigeringen worden in het directieadvies mee tegenindicaties aangehaald dan in de beslissing van DDB. In één van de 3 weigeringen na negatief advies staat een standaardzin: “Gezien de tegenaanwijzingen die in dit advies door de Directie worden aangetoond en waaraan niet tegemoet kan worden gekomen door het opleggen van bijzondere voorwaarden, wordt de aanvraag tot penitentiair verlof geweigerd.”

Tab.27. N. argumenten totaal (dir&ddb)

Totaal aantal argumenten - DIR	Totaal aantal argumenten - DDB														Totaal
	0	2	3	5	6	7	8	9	10	11	12	14	15	18	
2	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2
3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
5	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
6	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
7	0	0	0	1	1	1	2	0	1	0	0	0	0	1	7
8	1	0	0	0	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	5
9	0	0	0	2	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	5
10	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3
11	0	0	1	0	1	0	1	1	0	0	1	0	0	0	5
12	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
13	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	2
14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Totaal	2	2	2	4	4	6	5	4	1	2	1	1	1	1	36

Mediaan: dir: 8,5 argumenten ddb: 7,0 argumenten
Min – Max: 2 – 14 argumenten 0 – 18 argumenten
Mediaan positief dir: 6 argumenten ddb: 0,5 argumenten
Mediaan negatief dir: 2 argumenten ddb: 5,5 argumenten
Mediaan statisch dir: 2 argumenten ddb: 3 argumenten

Mediaan dynamisch dir: 4,5 argumenten ddb: 4 argumenten

Ook uit deze tabel komt naar voor dat de richting van de argumenten verschilt. De mediaan bij positieve argumenten ligt veel hoger bij de directieadviezen, terwijl het omgekeerde dan weer het geval is bij de negatieve argumenten: daar ligt de mediaan veel hoger bij de beslissingen van DDB. Anderzijds valt op dat de aard van de argumenten (de onbepaalde argumenten buiten beschouwing gelaten) hier sterk overeenkomt: de mediaan voor statische en dynamische argumenten is bijna gelijk.

Tab.28. N. argumenten contra-indicatie 'risico op onttrekking'

Totaal aantal argumenten 'onttrekking' – DIR	Totaal aantal argumenten 'risico op onttrekking' - DDB						Totaal
	0	1	2	4	5	6	
0	2	0	1	0	0	0	3
1	5	1	0	0	0	0	6
2	7	0	0	0	1	1	9
3	10	0	1	1	0	1	13
4	4	0	0	0	0	0	4
5	0	1	0	0	0	0	1
Totaal	28	2	2	1	1	2	36

Mediaan: dir: 2,5 argumenten ddb: 0 argumenten
Min – Max: 0 – 5 argumenten 0 – 6 argumenten

Voor de contra-indicatie 'risico op onttrekking' ligt de mediaan van het aantal argumenten in directieadviezen hoger dan die bij beslissingen.

Het vaakst voorkomend argument bij directieadviezen is het goede verloop van eerdere modaliteiten (n = 22). Bij DDB is dat bijna een spiegelbeeld: het meest gebruikte argument in beslissingen voor deze tegenindicatie is het mislukken van eerdere modaliteiten. Dat kwam weliswaar slechts 5 keer voor in beslissingen.

Tab.29. N. argumenten contra-indicatie 'recidiverisico'

Totaal aantal argumenten 'recidiverisico' - DIR	Totaal aantal argumenten 'recidiverisico' - DDB									Totaal
	0	2	3	4	5	6	7	8	9	
0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	2
1	0	0	0	1	0	0	1	2	0	4
2	1	1	1	0	1	1	2	1	0	8
3	1	1	1	0	0	4	1	1	1	10
4	0	0	0	0	0	6	1	2	0	9
5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Tot	4	2	2	1	3	11	5	7	1	36

Mediaan: dir: 3 argumenten ddb: 6 argumenten

Min – Max: 0 – 6 argumenten 0 – 9 argumenten

Voor deze tegenindicatie ligt de mediaan bij het aantal argumenten in beslissingen hoger dan in de directieadviezen.

Het meest voorkomend argument in de directieadviezen betreft een verwijzing naar de reclassering van de veroordeelde. In 20 adviezen is dat aangeraakt. Bij de beslissingen is in 20 gevallen verwezen naar antecedenten (strafregister, eerdere feiten).

Tab.30. N. argumenten contra-indicatie 'verontrusten slachtoffer'

Totaal aantal argumenten 'verontrusten slachtoffer' – DIR	Totaal aantal argumenten 'verontrusten slachtoffer' - DDB				Totaal
	0	1	3	5	
0	4	0	0	0	4
1	17	2	0	1	20
2	5	0	1	0	6
3	3	1	2	0	6
Totaal	29	3	3	1	36

Mediaan: dir: 1 argumenten ddb: 0 argumenten
Min – Max: 0 – 3 argumenten 0 – 5 argumenten

Ook bij PV komen voor deze tegenindicatie minder argumenten voor dan bij de andere twee contra-indicaties. De mediaan verschilt amper tussen directieadviezen en beslissingen van DDB. In 29 van de 36 beslissingen komt geen enkel argumenten hierover voor.

In directieadviezen is het meest voorkomend argument 'geen aanwijzingen/beperkte informatie' (n = 22). Bij de beslissingen van DDB is de houding ten aanzien van het slachtoffer het vaakst gebruikte argument (n = 5).

IV.3. Bespreking van enkele beslissingen en bijhorende gegevens

In dit deel wordt meer in detail ingegaan op enkele beslissingen waarbij we beschikken over zowel het directieadvies, een opvolgingsgesprek met de directeur, de beslissing van DDB en een opvolgingsinterview met de attaché die de beslissing genomen heeft. Opvolgingsinterviews vonden plaats in 6 gevangenissen, met telkens 1 à 3 beslissingen en adviezen die besproken zijn. In totaal gaat het om 13 beslissingen. De selectie van gevangenissen is eerder in dit hoofdstuk toegelicht. Wat volgt is een bespreking van één geval per gevangenis, 3 beslissingen in het Nederlands en 3 in het Frans. Telkens is de casus geselecteerd die als eerste in het gesprek met de directeur(s) aan bod is gekomen, een ander selectiecriterium dan dat is hier niet gebruikt. Deze bespreking heeft als doel te illustreren welke argumenten en beoordelingselementen aan bod komen bij directeurs en attachés van DDB en welke bredere vragen daarbij in meespelen. Deze cases en de

bijhorende bespreking zijn dus niet veralgemeenbaar of representatief. Het gaat om de diversiteit die uit dergelijke casuïstiek naar voor komt. We vatten telkens de bespreking aan met een korte situering van het 'geval' (de veroordeelde en diens vraag), waarna het advies van de PSD kort ter sprake komt, evenals het directieadvies en de beslissing van DDB. Nadat de kern van die stukken besproken is, gaan we in op elementen uit de gesprekken met de attaché die de beslissing genomen heeft en de directeur die het advies geschreven heeft. Op het eind van elke bespreking volgen een paar markante observaties.

Vooraleer tot de bespreking over te gaan, is het nodig enkele kanttekeningen te maken. Ten eerste moet in herinnering gebracht worden dat het hier gaat om een selectie van beslissingen die tegengesteld zijn aan het directieadvies. In de praktijk komt dat neer op positieve directieadviezen met een weigering door de DDB. Ten tweede dienen we te onderstrepen dat deze bespreking geen onderzoek van het ganse dossier betreft, maar dat de focus van het onderzoek ligt op het laatste directieadvies en de laatste beslissing van DDB. Het ligt niet in onze bedoeling om de analyses van de directie en DDB over te doen, wel om meer in te gaan op een advies en een beslissing en de bijhorende argumenten, op bijkomende elementen die tijdens interviews zijn geuit en, als kleine zijsprong, de inschatting van de contra-indicaties en het advies van de PSD. Een derde kanttekening heeft betrekking op een spanningsveld tussen het garanderen van de anonimiteit van zowel de attaché, de directeur als de veroordeelde en het opnemen van voldoende informatie over het specifieke geval. Om die reden wordt bepaalde informatie bewust weggelaten (de gevangenis, de namen van attachés en directeurs, de exacte leeftijd en exacte datums). Voor diegenen die rechtstreeks meegewerkt hebben aan het onderzoek kan niet uitgesloten worden dat de casus herkenbaar is, maar voor buitenstaanders zou het met onderstaande beschrijving onbegonnen werk moeten zijn om de casus te identificeren. Hoogst uitzonderlijke cases zijn om die reden ook niet geselecteerd (een *high profile* veroordeelde, zeer gemediatiseerde feiten, uitzonderlijke sociaaldemografische kenmerken zoals een zeer hoge leeftijd).

Nederlandstalige dossiers

CASUS 1: periodieke uitgaansvergunningen

Casus 1 gaat over een man van bijna 60 jaar die één straf, een veroordeling tot een vrijheidsstraf van 5 jaar, uitzit voor verkrachting van een minderjarige. Hij verblijft in een grotere inrichting met relatief veel veroordeelden met straffen boven de drie jaar. Begin 2013 zal hij strafeinde bereiken. In het verleden werd hij ook al veroordeeld voor seksuele feiten. Hij vraagt een specifiek aantal uitgaansvergunningen aan die moeten toelaten om zijn nakend strafeinde voor te bereiden. De uitgaansvergunningen hebben tot doel om te zoeken naar een woonplaats, een inkomen en een daginvulling. Hij is al geruime tijd toelaatbaar en heeft eerder twee uitgaansvergunningen ontvangen voor een intake die probleemloos zijn verlopen. Deze vonden plaats in het kader van zijn voorbereiding op een eventuele voorwaardelijke invrijheidstelling die herhaaldelijk door de SURB is geweigerd. Een reclasseringsplan was in dat kader uitgewerkt, met onder meer een residentiële opname bij invrijheidstelling. De finaliteit van de vraag komt

tegemoet aan de wettelijke vereisten en kadert in de reclassering van de veroordeelde (bij strafeinde).

Bij deze aanvraag zit een PSD-rapport van ca. 20 pagina's dat teruggrijpt naar eerdere PSD-verslagen en dat een laatste stand van zaken toevoegt. De PSD bespreekt wat er is misgelopen bij vragen voor voorwaardelijke invrijheidstelling en voegt toe dat de veroordeelde niet tegen residentiële opname is, maar dat hij twijfels heeft over wat hij plant na zijn straf. Hij wilt alleszins zoeken naar woonst en werk, zodanig dat hij over een onderdak en een inkomen beschikt bij zijn vrijlating op strafeinde. Qua tegenindicaties haalt de PSD aan dat het risico op nieuwe strafbare feiten op langere termijn niet uit te sluiten is, maar dat het risico op ernstige strafbare feiten tijdens een UV klein is. Ook kan volgens de PSD niet worden uitgesloten dat hij het slachtoffer zal verontrusten, doch dat daar tijdens de expertise weinig aanwijzingen voor zijn, zeker niet bij een UV. Er lijkt weinig risico te zijn op het zich onttrekken aan de strafuitvoering, gegeven het goede verloop van eerdere UVs. De PSD adviseert positief.

Het directieadvies bevat een situering van de veroordeelde en diens dossier, inclusief de problemen die er zijn om VI te verkrijgen (houding van de man tijdens zittingen van de SURB, weigering om de zitting bij te wonen, één keer ook opstappen uit de zitting). In het advies geeft de directeur weer dat de veroordeelde twijfelt tussen ambulante of residentiële begeleiding. De veroordeelde heeft eerder al enkele vragen voor UV gesteld, met als doel een intake voor een ambulante behandeling. Die gevraagde modaliteiten zijn door DDB geweigerd. Wat de contra-indicaties betreft, verwijst de directeur naar het goede verloop van eerder toegekende UVs en het ontbreken van aanwijzingen voor een eventuele onttrekking aan de strafuitvoering. Qua risico op nieuwe ernstige strafbare feiten tijdens de uitgaansvergunning schaart de directeur zich achter de analyse van de PSD: een risico op langere termijn is niet uitgesloten, maar binnen de context van een UV zou dat eerder klein zijn. Ook wordt gewezen op het minimaliseren van de feiten en de impact daarvan, op de noodzaak van een gespecialiseerde begeleiding en op eerdere veroordelingen na seksuele feiten. Voor de tegenindicatie dat de veroordeelde de slachtoffers zou verontrusten nuanceert de directeur dat het risico niet helemaal is uit te sluiten, maar dat er momenteel geen aanwijzing is dat zoiets (zeker tijdens een UV) zal gebeuren. Afsluitend geeft de directeur in een lange paragraaf een gemotiveerd voorstel. Een residentiële piste wordt door de directeur nog steeds als aangewezen gezien en de instelling die eerder akkoord ging, is nog steeds bereid om de veroordeelde op te vangen, ook bij strafeinde. De veroordeelde twijfelt over zijn plannen: nog een procedure voor VI of strafeinde. De directeur benadrukt dat strafeinde nadert en er moet vermeden worden dat hij zonder de nodige voorbereidingen de gevangenis zal verlaten. De directeur adviseert positief voor de toekenning voor het aantal gevraagde UVs.

De beslissing van DDB bevat een verwijzing naar het verzoek van de veroordeelde om UVs te bekomen 'met het oog op het voorbereiden van zijn strafeinde', waarna verwezen wordt naar de datum van het directieadvies en de datum van ontvangst van het advies. De finaliteit voldoet volgens de beslissing, doch met de kanttekening dat de plannen van de veroordeelde onduidelijk zijn: residentieel versus ambulant zich laten begeleiden voor zijn seksuele problematiek. Vervolgens staat in de beslissing dat de betrokkene zich in de tijdsvoorwaarden bevindt voor een periodieke UV. Bij de bespreking van de

tegenindicaties worden ze alle drie achter elkaar opgesomd, zonder een argumentatie per tegenindicatie. Alle argumenten komen in één tekstblok ter sprake: de feiten, het minimaliseren van de gevolgen van de feiten, eerdere veroordelingen voor seksuele feiten, waarbij gesteld wordt dat het risico op recidive 'zeer reëel' is. De residentiële piste wordt aangehaald als een optie voor reclassering. De laatste zitting van de SURB wordt vermeld, waarbij een vraag voorlag voor VI, maar waarbij de veroordeelde de zitting verliet, zodat de SURB geen VI kon toekennen. De attaché wijst op de twijfels bij de veroordeelde: de residentiële piste die nog steeds mogelijk is versus een ambulante begeleiding. De attaché wijst op de veroordeelde zijn persoonlijkheid, middelenproblematiek en seksuele problematiek en acht een residentiële piste aangewezen. UVs in het kader van woonst en werk zijn volgens de attaché nog niet aangewezen, een opname organiseren wel: de attaché stelt dat daar de prioriteit moet liggen. DDB weigert de gevraagde UVs.

Wanneer de argumenten in het directieadvies en in de beslissing van DDB van naderbij bekeken worden, dan valt op dat hier in beide documenten alle contra-indicaties expliciet worden aangehaald. In het directieadvies zijn 14 argumenten geteld (6 positieve en 8 negatieve), 2 onder de tegenindicatie 'risico onttrekking', 6 onder de contra-indicatie 'risico recidive', 2 onder de tegenindicatie 'verontrusten slachtoffer' en 4 argumenten die niet onder de contra-indicaties vermeld zijn (in het codeerschema zitten ze onder een noemer 'andere argumenten'). In de beslissing van de attaché van DDB gaat het om 8 onderscheiden argumenten (allemaal negatief) die niet duidelijk gelinkt zijn aan een specifieke contra-indicatie. 5 argumenten van de directie zijn statisch (bvb antecedenten (eerdere seksueel getinte feiten)), de overige 9 zijn dynamisch van aard (bvb houding ten aanzien van de feiten (minimaliseren van de feiten en de impact)). In de beslissing gaat het om 5 dynamische en 3 statische argumenten. Eén opvallend verschil betreft de argumentatie per contra-indicatie. DDB geeft geen enkel specifiek argument voor de contra-indicaties 'risico op onttrekking' en 'verontrusten van het slachtoffer', doch vermeldt ze wel als tegenindicaties voor de UV. De hoofdmoot van de argumenten in de beslissing van DDB heeft dan ook betrekking op de tegenindicatie 'risico recidive'.

Tijdens het gesprek met de attaché die namens DDB een weigering heeft gegeven, is gevraagd waarom op quasi een half jaar voor strafeinde in de beslissing staat dat de prioriteit moet liggen bij het organiseren van een residentiële opname. De attaché stelt dat de onduidelijkheid in de veroordeelde zijn plannen een belangrijk element bij de beslissing is, dat DDB de residentiële piste eerder ook al steunde en in dat kader UVs heeft toegekend. Het is nodig om meer informatie te bekomen over waarom de veroordeelde nu afstapt van of zwaar twijfelt over de residentiële piste, terwijl hij daar eerder wel voor koos. Bovendien is het volgens de attaché 'te vroeg' om UVs toe te kennen in het kader van de voorbereiding op strafeinde, wanneer er nog bijna een half jaar rest. "Misschien de laatste twee maanden voor strafeinde dan toch [UV toekennen], het is dan beter dat hij iets heeft dan dat hij niets heeft, maar ik hoop dat hij op de een of andere manier toch die residentiële piste met beide handen vastpakt."

Wanneer gevraagd waarom de drie contra-indicaties vermeld zijn en welke elementen daartoe hebben bijgedragen, stelt de attaché dat vooral de onzekerheid speelt, dat eerdere UVs onder begeleiding plaatsvonden en dat bij deze vraag niks wijst op begeleiding

tijdens UV. De attaché wijst op het risico dat hij minder geremd is wanneer hij alcohol drinkt, waarna niet kan uitgesloten worden tijdens een UV dat hij alsnog het slachtoffer kan lastig vallen of dat hij nieuwe feiten zal plegen. Wanneer op het beperkt strafrestant wordt gewezen en dat hij "binnen de 5 maanden ook buiten is", antwoordt de attaché: "Ja, maar dan is het mijn verantwoordelijkheid niet meer, momenteel wel en als hij wegloopt, dan mogen wij uitleggen waarom we het een of het ander niet hebben gedaan. Ik neem liever het zekere voor het onzekere." De attaché leidt een onvoorspelbaarheid af uit de wisselende houding van de veroordeelde: "die heeft hier zo'n wisselende houding dat het gevaarlijk is om hem alleen buiten te laten".

De attaché is ook gevraagd wat nodig is om hem toch een UV toe te kennen. Het afwijken van de residentiële piste die door PSD, directie, SURB en DDB aangewezen is en waarmee de veroordeelde eerst ook instemde, vindt de attaché een struikelblok. Dichter bij strafeinde zou wel een UV kunnen volgen: "misschien de laatste twee maanden, misschien, dan kan ik ook kijken hoe hij functioneert binnen de gevangenis en of hij dan toch voor een ambulante piste kiest." Er is gevraagd wat de attaché van het directieadvies vindt. "Ik vind dat moeilijk, ik zou dat niet toekennen, maar ik ben dan ook geen gevangenisdirecteur. Zij hebben een andere positie dan ons, zij hoopten misschien dat wij gingen neen zeggen, je weet dat allemaal niet." De attaché onderstreept het belang van duidelijkheid in toekomstige plannen en vragen van de veroordeelde.

Tijdens het opvolgingsgesprek met de directeur die het advies geschreven heeft, wordt gevraagd waarom een positief advies is gegeven. De directeur stelt dat het gaat om 'een man met zware feiten van wie we denken dat het recidiverisico hoog is' en die men liever voor een residentiële behandeling ziet kiezen, maar waarbij strafeinde met rasse schreden nadert. "In plaats van die man op strafeinde zonder enige vorm van begeleiding te zien buiten gaan en te zien hervallen op termijn, willen we die eigenlijk bijstaan in het zo goed mogelijk organiseren van zijn leven bij strafeinde om de kans op herval te minimaliseren."

Over de weigering door DDB en de drie tegenindicaties die daarbij vermeld zijn, vindt de directeur dat in de beslissing 'rond de problemen heen gelopen' wordt wanneer DDB stelt dat opname prioritair is. De directeur nuanceert dat zelf meteen: als op DDB standaarden bestaan over toekenning in voorbereiding op strafeinde vanaf een specifiek aantal maanden en een toekenning 'een kwestie van tijd' is, dan is dat begrijpelijk. "Kan ik [in de beslissing tot weigering] komen? Ja en nee. Ja, misschien zou ik in hun plaats hetzelfde doen. Nee, als je de man hier kent, als je weet wat voor iemand dat hij is, dat is vaak het verschil." De directeur wijst ook op de spanning die uit de eigen positie volgt. De directeur is van mening dat een veroordeelde beter vanuit de gevangenis kan beoordeeld worden: "soms denk ik, wij kennen hem beter, wij hebben het bij het rechte eind", maar is zich bewust van de nabijheid, de beperkte afstand ten aanzien van de veroordeelde: "soms is het maar goed dat er die afstand [van DDB ten aanzien van de veroordeelde] is […], dat men de man in kwestie niet kent, we laten ons ook beïnvloeden door hoe iemand hier functioneert en leeft".

Ook is gevraagd of de veroordeelde zelf aan de slag kan met de beslissing, of er kapstokken voor hem in zitten, bruikbare aanwijzingen waaraan de veroordeelde kan tegemoet komen. In dit geval betreft het een zeer passieve veroordeelde, waarvoor de

PSD veel inspanningen doet om de man te motiveren. “Het is niet iemand die actief voor zijn reclassering gaat vechten, het komt zoals het komt. Bovendien is hij depressief, hij wordt hierbinnen afgeperst en onder druk gezet, hij heeft weinig ruggengraat, hij kan moeilijk in het verweer gaan, laat dat ook allemaal gebeuren en hetzelfde met zijn reclassering.” Daarenboven wijst de directeur op de impact van beslissingen van DDB bij de veroordeelde: “dat is soms de kritiek hier, dat een man in de beslissing van DDB eigenlijk wordt afgebroken, soms met de grond wordt gelijk gemaakt”, “Als een man tot de grond gelijk gemaakt wordt in een beslissing, dan is dat moeilijk voor de PSD om verder met hem aan de slag te gaan. Dat vergt een vertrouwensrelatie, een samenwerkingsrelatie. De positieve punten worden ook zelden in zo’n beslissing opgenomen.” De PSD heeft het werk met de veroordeelde intensief volgehouden, waardoor hij zich verder is blijven inzetten ter voorbereiding van strafeinde.

Volgens de directeur is het ‘schering en inslag’ dat binnen de 3 maanden na een afwijzing een nieuw advies wordt gestuurd en dat is bij deze veroordeelde ook het geval. Daarover geeft de directeur mee dat in een nieuw advies steeds gepoogd wordt om “met nieuwe elementen of een sterkere argumentatie te komen, of in te spelen op de argumentatie van DDB zodat het eigenlijk actie - reactie of woord en wederwoord wordt”. Hoewel de meeste veroordeelden uiteindelijk volgens de directeur een toekenning ontvangen, gebeurt de wijziging regelmatig nogal onvoorspelbaar: “op een gegeven moment komt toch een positieve beslissing en dat verloopt soms weinig procesmatig. […] In de meerderheid van de gevallen wordt dat toch ooit positief en soms gaat dat nogal abrupt van negatief naar een positieve beslissing.” De laatste beslissing van DDB was nog niet gekend tijdens het interview.

Eén opvallend gegeven bij deze casus betreft het naderende strafeinde en hoe daartegen wordt aangekeken. In dit specifieke geval gaat het om een seksueel delinquent waarbij alle betrokken instanties een residentiële begeleiding nodig achten, maar die na het mislukken van procedures voor voorwaardelijke invrijheidstelling nog ca een half jaar (van in totaal vijf jaar) gevangenisstraf rest. De directie wilt vermijden dat de man met zijn problematiek helemaal zonder voorbereiding op straat terecht komt, DDB wilt dat in se ook. Voor de directie speelt het argument van het naderende strafeinde al bij deze vraag voor UV, daar waar dat voor DDB pas doorweegt wanneer de man op enkele maanden van strafeinde zit. De directeur geeft mee niet op de hoogte te zijn van bepaalde regels of beleidslijnen hieromtrent bij DDB. In welke mate is er een doorstroom van de ‘jurisprudentie’ van DDB naar directies? Kan tot meer standaardisering gegaan worden bij bepaalde specifieke punten (zoals strafeinde), zodat op voorhand duidelijkheid daarover bestaat bij directeurs? Tot op welke hoogte zijn directies op de hoogte van bepaalde gedeelde standpunten van DDB?

Een ander argument dat hier sterk op de voorgrond komt, betreft de onzekerheid en twijfel over de reclasseringsplannen, in dit geval in combinatie met nakend strafeinde. De veroordeelde geeft weinig duidelijkheid over zijn plannen en twijfelt over een ambulante begeleiding versus de residentiële opname die in zijn eerder reclasseringsplan voorzien en geregeld was. Hij twijfelt of hij nog voor een voorwaardelijke invrijheidstelling wilt gaan of meteen tot strafeinde in de gevangenis blijft. Vanuit DDB wordt dat geproblematiseerd en wordt bij deze vraag voor UV de voorkeur vermeld voor een

residentiële opname. In het kader van eerdere procedures voor voorwaardelijke invrijheidstelling is die optie onderschreven door de veroordeelde, de PSD, de directie, DDB en de SURB en er is nog steeds een residentiële plaats ter beschikking. In het licht van strafeinde opteert de directie voor de 'iets is beter dan niets' benadering, zelfs al vermeldt de directeur de voorkeur voor een residentiële opname. Beide actoren wijzen op het risico op nieuwe ernstige strafbare feiten, doch de keuze qua reclassering bij strafeinde verschilt. Dit roept natuurlijk bredere vragen op, onder meer over strafeinde en reclassering. Tot op welke hoogte kan van een veroordeelde die binnenkort (er restte hem nog 10% van zijn volledige straf) over zijn volledige vrijheid beschikt verwacht worden dat hij zich alsnog residentieel zal laten behandelen? Of dat hij zich nog laat begeleiden *tout court*, zeker met de minimalisering van de feiten in het achterhoofd?

Een derde argument heeft te maken met *accountability* of verantwoordelijkheid voor een beslissing en de aanspreekbaarheid daarop. Beide actoren zijn zich zeer goed bewust van de eigen plaats in de besluitvorming. De directeur benadrukt dat de adviesverlening vanuit de gevangenis een ander gebeuren is dan de beslissingen nemen op basis van een papieren procedure en dat daarin zowel voordelen als nadelen aan verbonden zijn. De attaché onderstreept daarnaast ook de eindverantwoordelijkheid: in het geval er iets misloopt, ook zes maanden voor strafeinde, dan zal al snel gefocust worden op de beslissing tot toekenning. In dit dossier, waarbij PSD, directeur en attaché het recidiverisico op langere termijn als probleem zien, speelt dat zeker ook mee op korte termijn, bij de toekenning van een UV. Doordat in de beslissingsketen duidelijk vastligt wie wanneer welke verantwoordelijkheid draagt bij beslissingen voor UV, maakt dat ook dat inschattingen van risico's op een andere manier benaderd worden. De hypothese die daaruit volgt, is dat de eindbeslisser meer conservatief (terughoudend) is wanneer een risico niet uit te sluiten valt.

CASUS 2: periodieke uitgaansvergunning

Casus 2 betreft de vraag voor één periodieke uitgaansvergunning van een man die iets ouder dan 40 jaar is. Hij zit zijn veroordeling uit in een kleinere inrichting waar hoofdzakelijk veroordeelden verblijven. De huidige detentie is zijn vierde opsluiting. Bij een vorige opsluiting kreeg hij een UVO en keerde hij niet terug naar de gevangenis (ca 10 jaar geleden). Hij pleegde tijdens zijn onttrekking meerdere zware feiten in bende, ook in het buitenland (overvallen en drughandel). Daarvoor kreeg hij in een ander land en nadien ook in België veroordelingen tot gevangenisstraffen (een totaal van bijna 10 jaar gevangenisstraf). Zijn vraag om een uitgaansvergunning is een eerste stap in zijn reclassering, waarbij hij een financiële begeleiding door een OCMW wilt opstarten. De gevraagde UV betreft een eerste afspraak met een OCMW. Tijdens de huidige opsluiting heeft hij al meermaals modaliteiten gevraagd die telkens door DDB zijn geweigerd. De man is inmiddels al bijna 3 jaar toelaatbaar voor UVs. Er resten hem nog minder dan 3 jaar opsluiting. De SURB behandelde in 2011 een vraag voor VI; op dat ogenblik was geen degelijk reclasseringsplan voorhanden. De SURB verwees in haar vonnis naar de negatieve prognose en toonde veel begrip voor de weigering van nieuwe UVs door DDB.

Bij de vraag voor UV zit een PSD-rapport van zo'n 25 pagina's. De PSD verwijst naar eerdere verslagen van PSD-teams in gevangenissen waar de man eerder verbleef en gaat in dit rapport in op de vraag voor een UV in het kader van reclassering. Bij het afsluitend deel van het rapport vermeldt de PSD dat het de eerste stap in de man zijn reclassering betreft. Hij betaalt volgens de PSD ondertussen de burgerlijke partijen. De PSD wijst op het belang van een financiële begeleiding dat volgt uit het financiële motief in de criminogenese. Bij het risico op onttrekking haalt de PSD aan dat de onttrekking die bijna 10 jaar geleden plaatsvond, volgens de veroordeelde gebeurde door een gebrek aan vooruitzichten op vervroegde invrijheidstelling. De PSD stelt dat de veroordeelde 'een normaal leven' wilt opbouwen, nu een partner heeft en gemotiveerd is om een reclassering op poten te zetten. De PSD nuanceert dit door te stellen dat weinig hoogte is gekregen van de persoon en zijn echte bedoelingen of plannen. Bij het recidiverisico wordt gewezen op de vele ernstige feiten die de veroordeelde tijdens zijn onttrekking bij UVO heeft gepleegd, wat maakt dat het risico op nieuwe ernstige strafbare feiten niet uit te sluiten is. Voor de derde contra-indicatie, het risico op het verontrusten van de slachtoffers, worden geen indicaties gezien. De PSD adviseert positief.

Het directieadvies vermeldt het doel van de UV: het voorbereiden van de reclassering. Opvallend is de bespreking van contra-indicaties. Die komt voor 99% overeen met wat daarover in het PSD rapport te lezen staat. Dit is te verklaren door de samenwerking tussen de PSD en de directie (zie verder). Twee van de drie contra-indicaties zijn ongewijzigd, op een kleine herformulering na. Het risico op onttrekking geeft weer dat de echte intenties van de man niet duidelijk zijn, dat er een eerdere onttrekking is geweest waarbij nieuwe feiten zijn gepleegd en dat de situatie nu vergeleken is met ca een decennium geleden. Bij het risico voor het verontrusten van de slachtoffers staat hier evenals in het PSD-verslag dat er hiervoor geen aanwijzingen zijn. Eén tegenindicatie is wel inhoudelijk gewijzigd: daar waar de PSD stelt dat er zeker een kans is op het plegen van nieuwe feiten, is in het directieadvies een zinsdeel toegevoegd dat het recidiverisico ietwat nuanceert (in de trant dat er actueel geen indicaties daarvoor zijn). Het gemotiveerd advies van de directeur bevat letterlijk hetzelfde als de conclusie van het PSD-verslag. Daarin wordt de motivatie en inzet van de veroordeelde bij diens eigen financiële situatie als positieve ontwikkeling gezien en wordt het doel van de UV meer specifiek toegelicht: een eenmalige afspraak met een specifiek OCMW om een financiële begeleiding op te kunnen zetten. De directeur adviseert positief.

De beslissing van DDB verwijst naar het verzoek van de veroordeelde om zijn financiële begeleiding bij een OCMW te regelen, vermeldt de datum van het directieadvies en de ontvangst ervan op DDB. De veroordeelde bevindt zich in de tijdsvoorwaarde voor een UV en de finaliteit van de aanvraag sluit aan bij wat daarover wettelijk voorzien is. DDB somt elk van de drie contra-indicaties op, met per contra-indicatie een bespreking van argumenten. Bij het risico op onttrekking staat in de beslissing de eerdere onttrekking ca 10 jaar geleden, met meerdere zware feiten van diverse aard (overvallen en drughandel), ook in het buitenland en zijn banden met het criminele milieu. De argumenten bij de tegenindicatie over het recidiverisico komen grotendeels uit het PSD-rapport. Eerst komen de feiten ter sprake die tijdens de onttrekking gepleegd zijn. Daarnaast haalt DDB enkele persoonlijkheidskenmerken en gedragsproblemen aan en wordt ook aangestipt dat de schuldenberg van de veroordeelde het risico op nieuwe feiten kan vergroten. Ook het

verontrusten van het slachtoffer is volgens DDB aanwezig, waarbij gewezen wordt op de feiten die met geweld gepaard gingen. DDB weigert de gevraagde modaliteit.

Wanneer ingegaan wordt op het directieadvies en de beslissing van DDB, dan valt op dat in beide documenten de drie wettelijke contra-indicaties expliciet vermeld zijn. In het directieadvies tellen we 8 argumenten (4 positieve en 4 negatieve), 4 onder de tegenindicatie 'risico op onttrekking', 2 onder de contra-indicatie 'recidiverisico', 1 onder de tegenindicatie 'verontrusten slachtoffer' en 1 argument onder de noemer 'algemene argumenten'. 5 argumenten zijn dynamisch, 3 zijn statisch. In de beslissing van de attaché gaat het om 3 argumenten bij de contra-indicatie 'risico op onttrekking', 6 bij de tegenindicatie 'recidiverisico' en 2 argumenten bij de contra-indicatie 'verontrusten slachtoffer'. Alle argumenten van DDB zijn negatief. 6 van de 11 argumenten zijn statisch (onder meer: de mislukking van een eerdere modaliteit), 5 andere dynamisch (bvb sociale contacten: band met crimineel milieu). Wat opvalt bij de analyse is dat het directieadvies en de beslissing van DDB amper met elkaar communiceren: slechts 1 argument is echt gedeeld, het mislukken van een eerdere modaliteit. Daarnaast lijken directieadvies en de beslissing van DDB met andere argumenten gestoffeerd te zijn.

Bij de bespreking van de beslissing van DDB is gewezen op het directieadvies en het advies van de PSD terzake, waarbij telkens vermeld is dat er geen indicaties waren voor het lastig vallen van de slachtoffers. De attaché stelt dat de man bij zijn feiten personen had bedreigd, dat er nog geen slachtofferfiches waren en dat dit nog kon nagegaan worden. Bovendien had een andere attaché in een voorgaande beslissing deze tegenindicatie vermeld. De attaché geeft mee dat deze contra-indicatie snel kan verdwijnen indien geen slachtoffervoorwaarden volgen.

Wanneer gevraagd hoe de attaché tegenover het positief directieadvies staat, stelt de attaché dat "de doelstelling niet relevant [is]", zeker niet "voor iemand die zo'n zware feiten gepleegd heeft". Toch is dat niet in de beslissing opgenomen, de attaché geeft het als een reflectie tijdens het interview. Omdat in het advies staat dat "het risico moeilijk in te schatten is", "dat ze geen greep hebben op zijn intenties" en dat er eerder een ontvluchting was met tal van ernstige feiten, vindt de attaché het "heel gevaarlijk om positief te adviseren".

In het geval van deze veroordeelde betwijfelt de attaché zelfs of de man voor strafeinde zal buitenkomen, zelfs al is dat pas binnen meer dan 2 jaar. Het laatste SURB-vonnis wordt aangehaald, waarin duidelijk staat dat de SURB ook 'ongerust' is en dat ze "ons gelijk geven dat we geen [uitgaansmodaliteiten] toekennen" – dat klopt en staat letterlijk in het SURB vonnis. "Dat gebeurt niet zo veel dat ze ons bijna volgen in de ongerustheid", waarna de attaché opwerpt: "misschien wordt dat wel strafeinde". Als de SURB hem niet vrijlaat, vermoedt de attaché dat hij "een tijdje voor strafeinde in de mogelijkheid wordt gesteld om toch zijn reclassering een beetje op punt te zetten" via UVs, maar dat is zelfs niet zeker. In die optiek haalt de attaché aan dat er ook veroordeelden zijn die geen modaliteiten in voorbereiding op strafeinde krijgen. Bij dit soort "moeilijke dossiers […] die vrij negatief zijn van in het begin" wordt "voor een deel gerekend op de SURB". Soms volgt er een gevalsbespreking om dergelijke dossiers te deblokkeren, maar in dit dossier is dat nog niet gebeurd.

In de bespreking met de directeur is eerst nagegaan hoe meer algemeen tot een advies wordt gekomen. De directeur licht toe dat alles gebeurt in samenwerking met de PSD. Vragen voor modaliteiten worden in vergadering besproken, de PSD bereidt het dossier voor en op basis daarvan zal de directeur een advies schrijven. De inrichting is vrij klein en de directeur kent de meeste veroordeelden. Enkel wanneer de directeur de vraag voor een modaliteit moeilijk kan plaatsen, wordt de veroordeelde gesproken. Wijkt het directieadvies af van de PSD, dan koppelt de directeur dat terug naar de PSD en volgt een bespreking. Dit verklaart waarom het PSD-advies en het directieadvies sterk overeenkomen (toch blijft het een vraag waarom er bijna letterlijk 100% dezelfde tekst staat).

Vervolgens is besproken hoe het bij deze aanvraag tot een positief advies is gekomen. De directeur zegt dat bij deze veroordeelde bepaalde statische elementen belangrijk zijn, maar dat moet afgewogen worden hoe daarmee om te gaan. Als illustratie haalt de directeur aan dat de veroordeelde niet teruggekeerd is. Zou dit advies opgesteld zijn in het jaar na die onttrekking, dan geeft de directeur aan dat het 'zeer simpel' is. Aangezien het bijna een decennium geleden is, dan wordt de 'volledige sociale context' van weleer vergeleken met de context die er nu is, met een stabiele relatie van meerdere jaren en ook een strafrestant dat slinkt. In het licht van strafeinde dat op minder dan 3 jaar ligt, vermeldt de directeur dat op een bepaald moment statische elementen moeten afgewogen worden zolang 'de weg der geleidelijkheid' nog een optie is. De overweging voor de directeur is: "wat is er vandaag aan context, wat is het reclasseringsplan, wat is er qua motivatie bij die man?" Met de resterende straftijd "kun je een weg der geleidelijkheid houden: een half jaar UV, een half jaar PV, een half jaar BD, tegen dan zit je bijna aan strafeinde en kun je nog opteren voor VI waar dat je de man nog vijf jaar onder controle hebt", terwijl de andere optie strafeinde is: "je weet niet hoe hij buiten komt, je zet hem met een lege doos buiten en dan denk ik dat het risico niet meer in te schatten is". Bovendien benadrukt de directeur dat het hier gaat over één UV, zeer beperkt in de tijd, met als doel het aanpakken van een financiële problematiek (schuldenregeling), wat volgens de PSD een belangrijk punt is bij de criminogenese en ook als dusdanig door DDB in de beslissing wordt aangehaald.

De directeur begrijpt de beslissing van DDB en wijst op de positie en het verschil dat er is door de afstand en de papieren procedure bij DDB versus het contact dat directieleden hebben. "Als je mij een jaar dossiers laat behandelen, dan ga ik ook veel voorzichtiger zijn. Waarom? Omdat men met zeer statische gegevens moet werken en wie gaat de verantwoordelijkheid nemen? "Het is veel gemakkelijker om te zeggen, we houden hem binnen, je hebt geen risico, op dat moment toch niet." De directeur voegt toe dat de beslissing tot weigering goed gemotiveerd is, dat er voldoende staat en dat met de veroordeelde vanuit de beslissing een werkpunt is geïdentificeerd. De directeur tracht dat telkens te doen bij een weigering. Ook licht de directeur bij de veroordeelde toe dat DDB op basis van het dossier beslist, waarbij iemand neutraal kijkt naar het dossier en de veroordeelde zelf niet kent.

Wanneer gevraagd hoe de directeur bij deze veroordeelde inschat wat er gaat gebeuren, wordt gevreesd voor strafeinde: "Met hem vrees ik, dit voelt aan dat DDB zes maanden voor strafeinde een modaliteit zal geven, niet eerder". Bij drie negatieve beslissingen

vanuit DDB en wanneer een gedeelte van de reclassering van de veroordeelde al wel vorm heeft gekregen, tracht de directeur met de veroordeelde naar de SURB te gaan. Bij de SURB wordt dan naast een modaliteit (BD, ET of VI) gevraagd naar de toepassing van artikel 59. Dat gebeurt in de gevallen "waar DDB geen opening geeft". Voor deze veroordeelde ligt op het ogenblik van het interview een nieuwe vraag bij de SURB voor, maar de vraag moest nog behandeld worden.

Een belangrijke vaststelling bij dit dossier heeft te maken met een spanningsveld tussen het verleden en de toekomst. Eén belangrijke dimensie daarvan betreft de aandacht voor statische argumenten, zoals een onttrekking in het verleden, gepleegde feiten en de context waarin die plaats vonden. Bij veroordeelden tot een vrijheidsstraf spreekt het voor zich dat ernstige feiten geleid hebben tot de veroordeling – het tegendeel zou hoogst problematisch zijn in een democratische rechtsstaat. In de context van deze casus is er een gevuld strafregister, zijn er meerdere zware feiten en is er een onttrekking tijdens een modaliteit. Dat wijzigt niet meer, ook niet wanneer de man uiteindelijk vrijgelaten wordt. Een tweede dimensie volgt uit dynamische gegevens, aanwijzingen voor een verandering (in de situatie) van de veroordeelde. Bij de directeur lijkt de focus in deze casus meer te liggen op toekomstgerichte elementen, op wat gewijzigd is ten aanzien van de eerdere feiten en onttrekking. Het spanningsveld tussen statische en dynamische elementen wijst uiteindelijk op opvattingen over de criminogenese en hoe datgene wat in het verleden gebeurd is, een indicatie is voor de toekomst. Uiteindelijk gaat het hierbij over opvattingen omtrent de veranderbaarheid van veroordeelden, over de oorzaken van criminaliteit en over een achterliggende mensbeeld. De vraag is maar of er verschillen in opvatting zijn en daardoor verschillen in argumenten bij directies (meer nabijheid en onmiddellijke kennis van een veroordeelde en diens omstandigheden) en bij DDB (de afstand maakt dat op duidelijke vastliggende gegevens gefocust wordt), of dat de informatie en de bronnen waarover elke actor beschikt, een bepaald beeld opwerpen van criminaliteit, de oorzaken en het achterliggend mensbeeld – kortom: de kip of het ei?

Een tweede observatie volgt uit de tussenkomst van meerdere beslissers, in dit geval DDB en SURB. Zo is er de 'terugvalpositie' om bij de SURB een UV of PV te vragen (de wettelijke basis is eerder al aangeraakt: artikel 59 wet externe rechtspositie). Hoewel deze mogelijkheid wettelijk is voorzien, laat deze optie toe dat de uitvoerende macht (casu quo DDB) zich in de procedure kan verschuilen achter de rechterlijke macht en de deur zelf gesloten houdt, vooral bij zeer zware en/of politiek gevoelige dossiers. Het is dan aan de SURB om de deur op een kier te zetten, om een veroordeelde al dan niet een modaliteit toe te kennen, zodanig dat hij zijn reclassering (meer) vorm kan geven. Binnen de context van dit onderzoek kan minstens de vraag gesteld worden of het niet zinvol is om binnen DG EPI een soort richtlijn vast te leggen over herhaalde weigeringen door DDB. Een optie die door de attaché zelf is vermeld, betreft de gevalsbespreking waarbij meerdere actoren rond tafel zitten en ingaan op heikele punten van een dossier.

Theoretisch gezien komt een veroordeelde eerst in aanmerking voor modaliteiten waarbij DDB de beslissende instantie is, de SURB komt pas later tussen (de realiteit is vaak anders, omdat de veroordeelde meteen toelaatbaar is voor BD of ET,…). Dat heeft tot gevolg dat DDB zich eerst dient uit te spreken over voorgestelde of te nemen stappen in de reclassering. DDB beoordeelt voor de SURB de reclasseringsplannen van een

veroordeelde. Zodra de SURB door de veroordeelde gevat is, kan die een andere lijn uitzetten of dezelfde richting van reclassering aanhouden. Het eigenaardige hierbij is de volgorde van tussenkomst en de mogelijke implicaties die daaruit kunnen volgen. In dit geval onderschrijft de SURB in haar laatste beslissing (van 2011) de weigeringen van UVs door DDB, wat tijdens het gesprek met de attaché en in de beslissing als een extra argument voor de weigering is aangehaald. De volgorde van tussenkomsten kan alleen maar geproblematiseerd worden. Centraal daarbij: dient op één of andere manier niet eerst bij de rechterlijke macht afgetoetst te worden wat de te nemen stappen zijn, waarna dan in het dossier verder gewerkt kan worden? Dat de bevoegdheidskeuze omtrent UVO, UV en PV bij DDB gelegd is en niet bij de SURB, blijft een keuze met voor- en nadelen.

CASUS 3: penitentiair verlof

Casus 3 gaat over een man van ongeveer 30 jaar die gelijktijdig meerdere straffen uitboet, waaronder een tijdelijke criminele straf. Er hangt hem ook nog een periode terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank boven het hoofd. Hij heeft meerdere drugfeiten en geweldsfeiten waarvoor hij momenteel opgesloten zit. Het is zijn tweede detentie. Sedert enige tijd verblijft hij in een open inrichting, waar hij succesvol deelnam aan een langdurig programma gericht op zijn middelenproblematiek. Hij is al enkele jaren toelaatbaar voor strafuitvoeringsmodaliteiten en kreeg kort voordien in het kader van zijn reclassering uitgaansvergunningen toegekend, waarvan hij er bij de huidige vraag enkele had van opgenomen. Momenteel vraagt hij penitentiair verlof. De finaliteit van de vraag komt tegemoet aan de wettelijke vereisten. Op basis van een maatschappelijke enquête blijkt het opvangmilieu te voldoen: de justitieassistent adviseert positief.

Het PSD-rapport dat bij de aanvraag voor PV zit, bedraagt een 30-tal pagina's en bevat een actualisering van eerdere psychosociale expertise. In de bespreking van de contra-indicaties merkt de PSD op dat er meerdere positieve elementen zijn, zonder een aanwijzing van negatieve punten, waaruit afgeleid wordt dat de kans op onttrekking klein is. Bij de tegenindicatie van het recidiverisico benadrukt de PSD het belang dat de veroordeelde drugvrij blijft en dat er een goede omkadering is voorzien tijdens de PVs. Het recidiverisico is volgens de PSD beperkt. Qua risico op het verontrusten van de slachtoffers vermeldt de PSD enkele positieve argumenten. De PSD adviseert positief voor PV.

Naast de standaardformuleringen gaat het directieadvies onmiddellijk in op de contra-indicaties. Het risico op onttrekking wordt als beperkt ingeschat. De directeur wijst in dat kader op zijn verblijf in een open inrichting en zijn deelname aan een programma in de gevangenis waarbij hij meermaals de inrichting heeft verlaten. Wat de contra-indicatie van het recidiverisico betreft, vermeldt de directeur dat de veroordeelde regelmatig op druggebruik gecontroleerd wordt, dat hij telkens een drugtest zal moeten ondergaan na een PV en dat de PVs zullen plaatsvinden bij een kaderend opvangmilieu, met de nodige gedragsvoorwaarden. Voor de tegenindicatie betreffende het verontrusten van de slachtoffers stelt de directeur dat er geen slachtoffervoorwaarden gekend zijn en negatieve aanwijzingen ontbreken. Afsluitend kadert de directeur de vraag voor PV en

ziet het als ‘een volgende stap’ na het goede verloop van enkele UVs. De directeur adviseert positief voor PV.

De beslissing van DDB bevat een verwijzing naar de finaliteit van de vraag voor PV die correspondeert aan de wettelijke bepaling en vermeldt dat de veroordeelde toelaatbaar is. Vervolgens wordt één tegenindicatie vermeld, met een lange paragraaf toelichting daaronder. Enkel het recidiverisico als contra-indicatie krijgt aandacht. De bespreking gaat in op de eerdere toekenning van UVs in het kader van het opzetten en uitwerken van het reclasseringsplan: de professionele reclassering en een intake en opstart van een begeleiding extra muros. De attaché stelt dat een deel van de toekende UVs tot hiertoe zijn opgenomen en dat deze goed zijn verlopen. Ook worden andere positieve elementen aangestipt, waaronder het afronden van een behandelingsprogramma voor zijn middelenproblematiek en diens motivatie. Vervolgens gaat de attaché in op kanttekeningen, bedenkingen en negatieve argumenten, waarbij in de eerste plaats wordt vermeld dat het ‘nog te vroeg’ is voor PV, waarna de feiten en de straf van de veroordeelde ter sprake komen, een verwijzing volgt naar zijn gerechtelijke antecedenten en zijn persoonlijkheidskenmerken. De attaché wijst dan op ‘de langere tijdsperiode en de systematische aard’ van PV en vindt dat het verloop van de toegekende UVs moet afgewacht worden vooraleer PV toe te kennen. Er wordt benadrukt dat voorzichtigheid en geleidelijkheid op zijn plaats zijn. DDB weigert het penitentiair verlof.

Vergelijken we het directieadvies en de beslissing, dan valt onder meer op dat de directeur drie tegenindicaties bespreekt en dat DDB in de beslissing slechts één contra-indicatie aanstipt. Het directieadvies bevat in totaal 8 argumenten, waarvan 5 positieve en 3 negatieve. 7 van vermelde argumenten zijn dynamisch, één argument is statisch (een verwijzing naar de persoonlijkheid van de veroordeelde). 2 argumenten komen aan bod in de tegenindicatie ‘risico op onttrekking’, 3 bij het recidiverisico, 1 bij de bespreking van de contra-indicatie ‘verontrusten slachtoffers’ en 2 bij de groep ‘andere argumenten’. In de beslissing van DDB zitten 7 argumenten onder de contra-indicatie ‘recidiverisico’, 3 statische negatieve (onder meer een vermelding van problematische persoonlijkheidsaspecten), 3 dynamisch positieve argumenten en 1 dynamisch negatief argument. 2 argumenten komen op dezelfde plaats en op gelijkaardige manier voor bij het directieadvies en in de beslissing van DDB. Voor het overige bevatten beide stukken andere accenten.

Het opvolgingsgesprek met de attaché was relatief kort. Op de vraag wat de mening is van de attaché over het directieadvies, komt ter sprake dat er positieve elementen zijn: “het dossier is echt wel in een goede richting aan het evolueren.” Toch stelt de attaché dat het strafrechtelijk verleden van de man, de persoonlijkheid en de zeer zware feiten maken dat het nodig is om ‘heel geleidelijk te werk te gaan’. Ook wordt vermeld dat wanneer een volgende vraag voor PV komt en intussen alles goed blijft lopen, PV dan wellicht zal toegekend worden. Wanneer gevraagd hoe ingeschat is dat het ‘te vroeg’ is voor een PV, antwoordt de attaché dat de periodiciteit van PV en de langere periode buiten de strafinrichting (“Ze hebben veel meer vrijheid”) maken dat meer voorzichtigheid geboden is. Blijkt dat UVs goed lopen, dan zal hij PV krijgen. De attaché vermoedt ook dat hij vrij snel een strafuitvoeringsmodaliteit van de SURB zal krijgen, dat het gaat over een

veroordeelde die open staat voor begeleiding, maar dat nog even moet getemporiseerd worden: “we willen gewoon niet te rap gaan”.

De bespreking van het directieadvies gebeurde met twee directieleden. Eerst is kort ingegaan op de manier waarop een advies tot stand komt, waarbij sterk benadrukt is dat de inrichting weinig veroordeelden telt en vragen voor een modaliteit ‘in nauw overleg’ besproken worden door PSD en directie. De directie stelt dat doorgaans veroordeelden in de inrichting in samenspraak met de PSD een aanvraag voor UV of PV formuleren en dat de nauwe samenwerking van diensten en de intensieve opvolging van veroordeelden en hun dossier maakt dat er zelden een negatief directieadvies naar DDB vertrekt.

Vervolgens is gevraagd wat de directieleden van de beslissing van DDB vinden. De indruk leeft dat DDB sedert twee à drie jaren meer negatieve beslissingen aflevert aan veroordeelden in deze open inrichting. Een recentere mislukking van een langgestrafte speelt volgens hen daarbij een rol, een langgestrafte die tijdens een modaliteit toegekend door DDB een levensdelict heeft gepleegd. Een directeur zegt dat de beslissing in de lijn van de verwachtingen ligt, omdat recent een andere veroordeelde met zeer gelijkaardige feiten en straf ook geweigerd is. Vooral het feit dat de veroordeelde in een open inrichting verblijft, waar hij pas na een selectie is terecht gekomen en waar meteen een ‘parcours naar buiten’ wordt opgestart, maakt dat duidelijkheid vanuit DDB nodig is: “het zou al helpen als wij van de interne richtlijnen op DDB op de hoogte zijn”. Uiteindelijk hebben weigeringen potentieel ook gevolgen voor het regime van de open inrichting (bvb. de vertrouwensband tussen personeel en veroordeelden komt door weigeringen vanuit DDB soms onder spanning te staan). De directieleden stellen dat meer duidelijkheid over de criteria bij DDB, vooral dan voor beslissingen over veroordeelden in open inrichtingen en zeker over ‘de weg der geleidelijkheid’, hoogstnoodzakelijk en wenselijk is.

De directieleden vinden dat uit deze beslissing voornamelijk blijkt dat de veroordeelde zijn detentietraject moet volhouden en zijn verdere UVs moet opnemen. Meer is er volgens hen als werkpunten niet uit te halen. De verwoording en het bieden van een concreet perspectief in een beslissing (‘als je dit doet, dan…’) zijn volgens hen niet altijd aanwezig in een beslissing. In dit verband wijzen de directieleden op de impact van een weigering bij een veroordeelde, wat niet altijd evident is na een bepaalde afgelegde weg en met een verwachtingspatroon. De directieleden stellen dat de beslissing van DDB bij deze veroordeelde nogal zwaar is aangekomen, terwijl de man intussen al langere tijd in de open inrichting verblijft, zijn drugverslaving heeft kunnen stopzetten en meerdere stappen in zijn reclassering heeft gezet.

Op de vraag hoe de directeurs dit dossier zien evolueren, stellen ze dat de veroordeelde aan de SURB PV gevraagd heeft. Ze zien in dit dossier vrij snel de SURB een strafuitvoeringsmodaliteit toekennen. Terloops vermeldt een directeur dat de SURB recent tijdens een zitting liet optekenen (het betrof een andere veroordeelde) dat ze zich niet graag in de rol van ‘beroepsinstantie’ ten aanzien van DDB ziet en dat de SURB expliciet uitspraak doet over de te nemen pistes, zodat UVs en PVs in overeenstemming daarmee kunnen toegekend worden.

Een belangrijk punt dat in de loop van het gesprek meermaals ter sprake is gekomen, heeft te maken met de impact van een beslissing van DDB bij de veroordeelde. Dit valt strikt genomen buiten het bereik van het onderzoek, maar indirect heeft dit gevolgen voor de relatie tussen directie en DDB (motivatie van veroordeelden, frustraties, gedragsproblemen, ...). De beslissing van DDB werkt als een soort *feedback loop*: er wordt informatie verzameld over de veroordeelde en neergeschreven in alle stukken van het dossier, PSD-rapport en directieadvies incluis. DDB selecteert daaruit en gebruikt dat als basis om de beslissing te stofferen. Dit belandt uiteindelijk bij de veroordeelde. Hoewel het in de context van deze casus wordt vermeld, komt dit bij elk geval dat met directeurs is besproken aan bod. De vraag rijst of DDB in de beslissing de veroordeelde niet kan aanspreken en systematischer terugkoppelen naar het directieadvies en de elementen die daarin staan (veroordeelden weten immers dat er een positief of negatief advies is, met bijhorende verwachtingen).

De progressiviteit of 'weg der geleidelijkheid' komt in deze beslissing op de voorgrond. In deze casus is dat nog meer prominent aanwezig, aangezien het een veroordeelde betreft die al enige tijd in een open inrichting verblijft en daar stappen in de richting van zijn reclassering heeft gezet. Het lijkt wel alsof DDB stapsgewijze wilt werken: eerst moeten enkele UVs goed verlopen, waarna dan in tweede instantie PV in beeld komt. Hoewel in deze concrete casus alleen DDB het argument van progressiviteit speelt, komt dit vaak in directieadviezen en beslissingen van DDB aan bod; in die context wordt (ook bij de Franstalige dossiers) vaak gesproken over 'de weg der geleidelijkheid', 'élargissement', en andere termen die verwijzen naar het geleidelijk aan vergroten van de stappen en vrijheden van de veroordeelde. Naast de vraag of dit gebruik van PV volledig strookt met de *geest* van de wet op de externe rechtspositie (die vraag is recent nog opgeworpen door Pieters, 2012), speelt minstens de vraag naar de operationalisering van die weg der geleidelijkheid en het gebruik van de discretionaire besluitvorming waarover directies in hun adviezen en DDB in de beslissingen beschikt. Het bestaande wettelijk kader biedt immers nog veel ruimte, er ligt niet wettelijk vast welke argumenten onder welke vorm moeten opgenomen worden. Zijn er standaarden en regels hieromtrent? Indien ja, is het dan niet aangewezen om een communicatie hierover tussen directies en DDB te organiseren (en dit misschien ook aan veroordeelden kenbaar te maken)? Breder dan het argument over 'de weg der geleidelijkheid': zou het vergroten van de transparantie van besluitvormingscriteria bij DDB kunnen bijdragen tot meer duidelijkheid en zekerheid bij directies en op die manier ook de contacten tussen directies en DDB ten goede kunnen komen?

Dossiers francophones

CAS 1: Permission de sortie

Le détenu a entre 30 et 35 ans, il est actuellement condamné pour vol simple. Il est admissible à l'ensemble des modalités d'exécution de la peine. Il s'agit de la deuxième demande pour cette même modalité au cours de la détention actuelle (deux autres demandes ont été introduites pour un congé pénitentiaire et ont été refusées). Le détenu a été écroué antérieurement à quatre reprises pour des faits de vols avec violence. Il a

bénéficié au cours de ces détentions d'une vingtaine de permissions de sortie et/ou de congés pénitentiaires qui se sont tous bien déroulés. La demande de permission de sortie est introduite en vue d'entreprendre un suivi thérapeutique extra-muros.

Le rapport psychosocial n'a pas été rédigé en vue d'une permission de sortie mais d'un congé pénitentiaire. Il n'existe pas de rapport psychosocial pour la modalité sollicitée dans le dossier.

La direction propose le détenu à une permission de sortie. Elle relativise le risque de soustraction en invoquant le bon déroulement des modalités octroyées antérieurement ainsi que l'état de santé précaire de l'intéressé. La direction souligne également que les attaches de l'intéressé sont ici. En considération de la criminogenèse et des contacts familiaux positifs qu'entretient aujourd'hui le détenu, la direction estime que le risque de commission de nouvelles infractions graves n'est pas présent dans le cadre de permissions de sortie. La direction considère qu'il est particulièrement important d'accompagner l'intéressé dans ses démarches de reclassement au sens où cela constituera le meilleur facteur protecteur contre le risque de récidive sur le long terme. Quant au risque d'importuner les victimes, la direction ne dispose pas d'éléments objectifs qui lui permettent d'avoir des craintes à cet égard, l'attitude et le discours du détenu à l'égard des victimes la conforte dans l'inexistence d'un tel risque. La direction souligne enfin la bonne évolution du comportement en détention et rappelle, au vu de son état de santé et de sa situation sociale, la nécessité pour lui d'être pris en charge sur le plan médical et social. Considérant que les investigations psychosociales sont terminées, elle recommande trois permissions de sortie limitées dans le temps et à son objet. La seule condition particulière dont la proposition est assortie consiste en l'éventualité d'un accompagnement, lequel doit avant tout être envisagé « comme soutien face aux difficultés cognitives de l'intéressé que comme élément diminuant les éventuels risques ».
La Direction Gestion de la détention rejette la demande de permission de sortie. Les premiers arguments invoqués, sur la base du dernier rapport psychosocial, ont trait au risque de commettre de nouvelles infractions graves. Il s'agit du comportement en détention de l'intéressé (problématique), de sa personnalité (impulsive et influençable) et de ses antécédents (nombreux). Par ailleurs, le comportement problématique en détention et la faible tolérance à la frustration de l'intéressé sont invoqués par l'attaché pour considérer que le risque de soustraction n'est pas à exclure.

Il appert que les deux instances procèdent à deux analyses différentes de la demande en mobilisant chacune leurs propres arguments. Aucun argument invoqué par les deux instances n'est identique. La direction mobilise un argument statique et deux arguments dynamiques en référence au risque de soustraction tandis que la Direction Gestion de la détention invoque deux arguments dynamiques. Par rapport au risque de récidive, la direction s'appuie sur deux arguments statiques et un argument dynamique au même titre que la Direction Gestion de la détention. Enfin, la direction mobilise deux arguments dynamiques en référence au risque d'importuner les victimes alors que la Direction Gestion de la détention ne mentionne pas cette contre-indication dans sa décision. La direction évoquera encore trois autres arguments dynamiques en conclusion de son avis. Outre la différence d'analyse proposée par le directeur et l'attaché, on peut observer que

l’ensemble des arguments avancés par la direction sont positifs (c'est-à-dire qu’ils permettent de relativiser les différents risques évoqués) alors que l’ensemble des arguments invoqués par la Direction Gestion de la détention sont quant à eux négatifs (c'est-à-dire qu’ils ne permettent pas de relativiser les différents risques évoqués).

L’attaché ayant rédigé la décision explique lors de l’entretien de suivi que plusieurs choses l’ont interpellé dans l’avis de la direction. Il conteste tout d’abord deux déclarations de la direction : la soi-disant position favorable du service psychosocial par rapport à l'octroi de permissions de sortie et la finalisation des investigations psychosociales. L’attaché souligne que le seul rapport psychosocial disponible concerne les congés pénitentiaires et que dans ce rapport le service psychosocial reconnaît lui-même que les investigations ne sont pas terminées lorsqu’il écrit que « des entretiens supplémentaires s'avèrent nécessaires afin de tester les ressources de l'intéressé et déterminer les conditions permettant de diminuer les risques ». Lorsqu’on lui demande ce qui a motivé son refus, l’attaché conteste l’évolution positive du comportement en détention mise en avant par la direction en insistant sur la persistance d’une attitude problématique en détention due à l’impulsivité de l’intéressé. Il se demande si lors d'une sortie, dans un moment d’impulsivité, il ne commettra pas de nouvelles infractions. Il s’interroge par conséquent sur les garanties dont il dispose pour s’assurer que la sortie se passera bien. Par ailleurs, il rappelle que le détenu ne s’est jamais expliqué par rapport à son implication dans les faits ni à la manière dont il avait rencontré ses complices. L’attaché en déduit un manque de remise en question dans le chef de l’intéressé qui invite à la prudence au regard des autres éléments soulevés précédemment.

A la question de savoir si un accompagnement socio-psychologique ne pourrait pas constituer une forme de condition particulière adéquate pour rencontrer le risque de récidive sur le long terme, l’attaché répond que cela peut en effet être le cas pour autant que l’intéressé « soit dans une démarche de remise en question. Ce qui n'est pas toujours le cas et quand bien même il l'est, il faut que le risque de récidive à court terme soit suffisamment réduit pour se dire ok on va le laisser sortir et normalement cela va bien se passer ». L’attaché rappelle qu’en l’occurrence le risque de récidive à court terme ne peut être exclu vu les moments d'impulsivité que connaît l’intéressé. Il indique qu’on pourrait débuter par un accompagnement psychosocial en détention, lequel serait susceptible par la suite de se poursuivre extra-muros. L’attaché ajoute que l’incapacité du tribunal d’application des peines à pouvoir se prononcer quant à l’importance du risque de récidive tend à conforter son impression première même si celui-ci examine la présence du risque de récidive à plus long terme. Vu tous ces éléments-là, déclare-t-il, « je me suis dit au final, allez, je le sens pas du tout quoi. Oui cela peut bien se passer mais on joue à la roulette russe à ce moment-là ».

Par rapport au risque de soustraction, l’attaché ne comprend pas comment la direction peut se prononcer par rapport aux attaches de l’intéressé alors que celui-ci demande son transfert à plusieurs dizaines de kilomètres de l’établissement où il est détenu. Il ne voit pas en quoi un tel argument permet de relativiser ce risque. Il ne considère pas non plus que l’accompagnement de l’intéressé lors de ses sorties soit un facteur protecteur dans la mesure où un tel dispositif n’est d’après lui pas tenable sur le long terme et rendrait *in*

fine les prises de décision ultérieures plus difficiles. L'attaché précise son propos comme suit : « imaginons qu'il soit sorti trois fois avec sa maman, il a été à son suivi, tout s'est bien passé, pourquoi est-ce qu'on refuserait une nouvelle demande où il sortirait seul ? ».

Le directeur explique quant à lui lors de l'entretien de suivi que lorsqu'il rédige un avis, il le fait comme si c'était lui qui prenait la décision car il trouve facile de se positionner comme bon objet vis-à-vis du détenu. Lorsqu'il aborde le traitement d'une demande, il se pose une question qui est pour lui fondamentale : « en quoi plus de détention permettra de répondre autrement dans six mois ou dans un an par rapport aux contre-indications ? ». S'il en vient à répondre : « dans six mois ou dans un an, on sera de toute façon à la même situation » alors se pose une seconde question : « est-ce que la PS ou le CP ne peut pas être un levier pour pouvoir alors à ce moment-là travailler autre chose ». Il s'agit de dépasser l'inertie d'une détention dépourvue de sens en passant un contrat avec le détenu qui puisse relancer une dynamique et *in fine* permettre de préparer la fin de peine. C'est à ce constat qu'était arrivé le directeur dans le présent dossier : la détention n'apportait plus rien, la date de fin de peine approchait, le comportement restait problématique mais il y avait une nette amélioration, la relation avec la direction et le service psychosocial était bonne. Il s'agissait donc de soutenir cette dynamique positive en proposant au détenu d'essayer autre chose avec lui et ce, d'autant plus, que le directeur trouvait l'objet de la demande pertinent. Le directeur considère qu'à un moment donné, il relève de la responsabilité de la direction de travailler une sortie qui viendra de toute façon tôt ou tard. S'il admet que le détenu est impulsif et qu'il vit mal sa détention, il se demande pourquoi ne pas utiliser l'amélioration de son comportement comme levier au sens où, d'après lui, « la meilleure façon d'éviter la récidive, c'est une réinsertion sociale réussie. […] C'est qu'à un moment donné, le contrat social qu'il y a entre le gars et la société puisse se reconstruire. Et les PS et les congés font partie de ce re-travail du lien social ».

Quelques observations particulières peuvent être émises et commentées dans l'examen de cette demande.

Là où la direction choisit d'encourager l'évolution positive du comportement de l'intéressé en détention en tentant – malgré la survenance de certains incidents – d'en faire un levier pour aller de l'avant dans ce dossier, l'attaché choisit quant à lui de mettre en exergue ces incidents en considérant que le comportement en détention de l'intéressé constitue plutôt un indicateur de la manière dont celui-ci peut être amené à se comporter à l'extérieur. Il y aurait en l'occurrence une sorte de présupposé selon lequel une personne n'arrivant pas à se comporter correctement en détention, ne se comportera pas correctement à l'extérieur. De la même manière, un détenu qui ne parvient pas à respecter les règles imposées en détention, ne parviendra pas non plus à les respecter dehors. Il nous semble pourtant qu'une telle analogie ne va pas de soi étant donné les conditions de vie tout à fait particulières de la détention, lesquelles peuvent parfois conduire légitimement le détenu à déraper. Dans quelle(s) mesure(s) dès lors le comportement en détention doit-il être pris en considération dans le traitement d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire ? Quels en sont les critères d'appréciation ?

Le second élément qui ressort concerne le reproche que l'attaché fait au détenu de ne jamais s'être expliqué par rapport à son implication dans les faits. Il en déduit un manque de remise en question dans le chef de l'intéressé qui invite à la prudence. Or, d'aucuns considèrent que le fait de ne pas reconnaître la responsabilité de ses actes est une attitude plutôt ordinaire (De Greeff, 1947, cité par Adam, 2012 : 273) et en soi peu explicite pour appréhender la complexité et la dynamique d'une situation particulière (Adam, 2012 : 273). Quelle signification faut-il dès lors accorder à l'attitude de l'intéressé vis-à-vis des faits dans le traitement d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire ? Comment comprendre le déni, l'aveu, la culpabilité dans un tel processus décisionnel ? En l'occurrence, il nous semble que l'attaché attend du détenu qu'il fasse preuve d'amendement et de responsabilisation au sens où pareille attitude serait le gage d'un reclassement réussi.

Un dernier élément qui nous semble important de relever à trait à la responsabilisation de l'attaché par rapport à l'exécution de la modalité. Cette responsabilisation due notamment à la position de la Direction Gestion de la détention dans le processus décisionnel et aux obligations légales qui lui incombent nous amène à reconsidérer le triangle d'intérêt (détenu, société, victime) à partir duquel la Direction Gestion de la détention examine les demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (Van Melderen, 2012 : 1) sous la forme d'un quadrilatère au sens où l'intérêt de l'Etat, ou plus particulièrement du Ministre de la Justice, relèverait aussi de l'équation. La délégation des compétences du Ministre de la Justice semble s'accompagner implicitement d'un impératif de responsabilisation à l'égard du déroulement de la sortie. Cela s'entraperçoit nous semble-t-il à travers le souci de l'attaché d'avoir à se justifier en cas d'échec de la sortie, lequel l'incite légitimement à s'entourer préalablement d'un maximum de garanties et *a fortiori* à limiter la prise de risque. Cela a en revanche pour conséquence de reporter le moment de la décision d'octroi. Au-delà de la prise de décision, l'attaché est-il responsable du bon déroulement de la sortie ?

CAS 2 : Permission de sortie

Le détenu a entre 50 et 55 ans, il est actuellement condamné pour escroquerie. Au moment de l'examen du dossier, il était uniquement admissible aux permissions de sortie. Il s'agit de la troisième demande pour cette même modalité au cours de la détention actuelle, celles-ci ont toutes été refusées. Le détenu a déjà été écroué à une reprise pour insolvabilité frauduleuse et faux en écriture sans avoir pu bénéficier au cours de cette détention de permissions de sortie et/ou de congés pénitentiaires. La demande de permission de sortie est introduite en vue d'entreprendre un suivi thérapeutique extra-muros.

Le service psychosocial commence par répondre aux questions formulées par la Direction Gestion de la détention dans sa précédente décision et il se positionne favorablement par rapport à la nouvelle demande car selon lui aucune des contre-indications ne présentent un risque objectivable. Pour le service psychosocial, « les conditions d'octroi d'une PS sont réunies, dès lors qu'aucune contre-indication légale ne s'y oppose ».

La direction propose le détenu à une permission de sortie en commençant par motiver l'intérêt qui exige la présence du condamné en dehors de l'établissement. La direction relativise le risque de soustraction en invoquant les conditions particulières de détention de l'intéressé. Elle souligne la tolérance à la frustration du détenu malgré le rejet de deux demandes antérieures ainsi que son bon comportement en détention, lequel ne témoigne d'aucune volonté de se soustraire. Enfin, la direction rappelle que les relations avec les proches de l'intéressé sont stables et que ceux-ci se montrent soutenants. Par rapport au risque de commettre de nouvelles infractions graves, la direction rappelle la nature des faits en indiquant que le risque de récidive s'avère particulièrement limité dans le cadre d'une permission de sortie réduite dans le temps. Malgré la personnalité complexe du détenu, la direction insiste sur l'importance que revêt pour ce dernier son reclassement étant donné son souhait de retrouver une vie « normale » et honnête. Pour la direction, le suivi thérapeutique qui forme l'objet de la demande constitue également un facteur protecteur pour l'avenir. Le risque d'importuner les victimes est quant à lui inexistant au vu de la nature des faits. La direction propose que l'intéressé puisse bénéficier d'une permission de sortie mensuelle et lui demande de respecter la condition particulière de se rendre au lieu où le suivi thérapeutique se déroulera.

La Direction Gestion de la détention rejette la demande de permission de sortie. L'attaché insiste tout d'abord sur la divergence entre la direction et le service psychosocial quant au type de suivi préconisé, il retient *in fine* que si l'intéressé n'est peut-être pas demandeur d'un travail thérapeutique il semble qu'il soit au moins preneur. L'attaché souligne ensuite le manque d'information pour apprécier le risque de récidive, plus particulièrement en ce qui concerne l'attitude de l'intéressé par rapport aux faits. Il conclut sa décision avec la mention suivante : « dans la mesure où la nouvelle demande de permission de sortie a été introduite avant l'expiration du délai de trois mois prévu et que le point concernant l'attitude de l'intéressé à l'égard des faits reste à travailler, il convient de mettre ledit délai à profit pour y satisfaire ».

A nouveau, il appert que les deux instances procèdent à deux analyses différentes de la demande en mobilisant chacune leurs propres arguments. Aucun argument invoqué par les deux instances n'est identique. L'argumentaire de la direction réfère à chacune des trois contre-indications tandis que celui de la Direction Gestion de la détention ne fait référence qu'au risque de récidive, en indiquant qu'elle ne dispose pas de suffisamment d'informations pour examiner cette contre-indication. La direction mobilise cinq arguments dynamiques en référence au risque de soustraction, trois arguments statiques et deux arguments dynamiques par rapport au risque de récidive et enfin, un argument statique en référence au risque d'importuner les victimes. A l'exception d'un argument négatif, tous les autres arguments sont positifs (c'est-à-dire qu'ils contribuent à relativiser le risque évoqué). La Direction Gestion de la détention mobilise quant à elle deux arguments négatifs, l'un statique et l'autre dynamique.

Lors de l'entretien de suivi, l'attaché précise que la dernière décision ne fait que mentionner ce qui manque encore par rapport à la décision précédente. Il explique que le risque de soustraction avait fini par être relativisé dans la précédente décision contrairement au risque de récidive car des questions persistent par rapport à l'attitude de l'intéressé à l'égard des faits. L'attaché insiste sur la personnalité de l'intéressé

(manipulateur, intelligent) qui le fait douter quant à sa bonne volonté d'entamer un travail thérapeutique : « est-ce qu'il est demandeur ? Est-ce que cela a un sens ? Est-ce qu'il réfléchit aux faits commis ? Est-ce qu'il s'est remis en question ? […] cet élément-là, la remise en question est important dans l'analyse du risque de récidive ». Au vu de la nature des faits, l'attaché reconnaît toutefois qu'un tel risque reste limité dans le cadre d'une permission sortie.

A la question de savoir si la réintroduction d'une demande de permission de sortie endéans le délai légal de trois mois peut être un motif pour rejeter la demande au sens où le dernier paragraphe de la décision donne l'impression de constituer un argument en soi, l'attaché explique qu'en principe, même si cela varie d'un dossier à l'autre, le délai est censé être mis à profit par le service psychosocial et la direction pour réfléchir aux arguments invoqués dans la décision, entamer éventuellement un travail avec le détenu et répondre aux questions qui sont posées. Il précise qu'en l'occurrence il n'a toujours pas de réponses concernant l'attitude de l'intéressé par rapport aux faits. Pour l'attaché, il s'agit moins d'arriver à ce que le détenu reconnaisse les faits que d'avoir « une explication sur pourquoi il ne reconnaît pas ». L'attaché insiste sur la nécessité de disposer d'un « travail complet avant d'envisager l'octroi d'une modalité quelle qu'elle soit ».

En posant la question de savoir ce qu'il pense de la décision de rejet de la Direction Gestion de la détention et des arguments qui y sont avancés, le directeur répond lors de l'entretien de suivi qu'il peut entendre les arguments mais qu'il a du mal à comprendre le développement de ces arguments. L'argument, pour lui, tient en un mot : « prématuré ». Il ne comprend pas la remise en question de la pertinence de l'objet de la permission de sortie parce que l'intéressé ne serait pas demandeur. Il ajoute qu'il ne connaît pas un seul détenu qui s'engage « dans une demande de suivi sans se dire : « c'est plutôt utile ». Pas en termes psychologiques et en termes de connaissance de soi, mais en termes de : « je fais avancer le dossier » ». Pour lui, tout le monde s'inscrit en quelque sorte dans une démarche « utilitaire », c'est pourquoi il préfère que la Direction Gestion de la détention lui dise tout simplement : « c'est prématuré. On estime que c'est prématuré dans le temps, qu'il faut une maturation plus importante de l'intéressé concernant ce qu'il a fait, etc. ». Il reste avec l'impression que l'administration centrale cherche avant tout à gagner du temps.

Le directeur critique par ailleurs le dernier paragraphe de la décision car il s'agit en fin de compte d'un report de 15 jours si on prend la date à laquelle la décision précédente a été rendue comme référence. Il ne comprend pas la logique d'une telle formule si ce n'est le fait d'y voir un rappel à l'ordre de la part de la Direction Gestion de la détention afin de le contraindre à respecter le délai de trois mois. Or, une telle relation d'autorité, insiste-t-il, n'a aucune raison d'être, aucun fondement légal.

A nouveau, quelques observations particulières peuvent être relevées de l'examen de cette demande.

La première observation que l'on peut faire par rapport à ce dossier concerne la qualité de la communication entre le directeur et l'attaché, laquelle affecte *a fortiori* la qualité de leur relation. En l'occurrence, le directeur vit cette relation comme une relation d'autorité illégitime tandis que l'attaché ne se sent pas respecté dans sa position de décideur. N'y aurait-il pas lieu de créer davantage d'occasions qui permettent aux directeurs et aux attachés d'apprendre à connaître les pratiques des uns et des autres afin d'éviter autant que possible le développement de stratégies délétères ? Au vu du domaine concerné, il est fondamental de favoriser un climat de confiance qui soit propice à la collaboration, lequel requiert en première instance la reconnaissance mutuelle du travail de chacun.

La seconde observation a trait au dilemme de l'information. Soit il y a trop peu d'informations pour procéder à l'examen des contre-indications, soit il y en a trop. Si on préfère généralement disposer de trop d'informations plutôt que d'en manquer, l'obtention de nouvelles informations appelle de nouvelles questions et pointe de nouveaux éléments qui nécessitent à leur tour un complément d'information. Ce processus insatiable ne facilite finalement pas la prise décision. N'aurait-on pas à y gagner en identifiant très précisément quels sont les documents et les éléments qui sont déterminants dans l'examen des contre-indications ?

CAS 3 : Permission de sortie occasionnelle

Le détenu a entre 30 et 35 ans, il est actuellement condamné pour homicide involontaire. Au moment de l'examen du dossier, il était admissible à toutes les modalités d'exécution de la peine, sauf la libération conditionnelle. Le détenu a déjà été écroué à deux reprises pour coups et blessures et vol sans avoir pu bénéficier au cours de ces détentions de permissions de sortie et/ou de congés pénitentiaires. Il a par contre déjà pu bénéficier de deux congés pénitentiaires au cours de la détention actuelle. La demande de permission de sortie occasionnelle est introduite en vue d'assister à l'accouchement de sa femme.

Aucun rapport psychosocial n'a été rendu pour cette modalité.

Le directeur émet un avis favorable pour la permission de sortie occasionnelle en commençant par indiquer la conformité de la demande du détenu aux exigences de la loi. Il considère que le risque de soustraction est limité en regard de l'ancienneté des faits (10 ans), de la fin de peine proche et de la libération provisoire qui sera accordée trois mois plus tard. Concernant le risque de commission de nouvelles infractions graves pendant la permission de sortie, le directeur considère également que celui-ci est limité. Il indique néanmoins que l'intéressé à bénéficié d'une surveillance électronique qui a été révoquée pour non respect des horaires et ajoute que malgré la présence de tensions au sein du couple, le détenu ainsi que sa femme souhaitent vivre ensemble la naissance de leur enfant. Le directeur indique en outre que malgré leur ancienneté, les faits commis sont toujours actuellement une source de souffrance pour l'intéressé. Enfin, le risque que le condamné importune les victimes est pour le directeur tout aussi limité. L'avis d'octroi est assorti de plusieurs conditions: ne pas commettre d'infractions, respecter les horaires fixés par la direction, ne pas conduire de véhicule.

La Direction Gestion de la détention rejette la demande de permission de sortie occasionnelle. L'argumentaire proposé n'est lié à aucune contre-indication spécifique. L'attaché souligne tout d'abord le manque d'informations dont il dispose pour lui « permettre de procéder à un examen approfondi des contre-indications légales liées à l'octroi de la permission de sortie ». Il poursuit en indiquant que « même si la compagne de l'intéressé désire que ce dernier participe au bonheur de la maternité », on ne peut faire abstraction de la mention dans l'avis de la direction des vives tensions au sein du couple, voire des faits de violence, lesquels l'amène à s'interroger par rapport à la pertinence d'une visite à la maternité.

Comme pour les deux précédents dossiers, nous sommes en présence de deux analyses différentes de la demande où chacune d'entre elles mobilise ses propres arguments. L'argumentaire de la direction est proposé en référence à chacune des trois contre-indications tandis que celui de la Direction Gestion de la détention ne fait aucunement référence à l'une de ces contre-indications. La direction mobilise un argument dynamique et deux arguments statiques tant par rapport au risque de soustraction que par rapport au risque de commission de nouvelles infractions graves et enfin, un argument dynamique en référence au risque d'importuner les victimes. A l'exception d'un argument négatif, tous les autres arguments sont positifs (c'est-à-dire qu'ils contribuent à relativiser le risque évoqué). La Direction Gestion de la détention mobilise quant à elle trois arguments dynamiques négatifs.

Lors de l'entretien de suivi, nous avons demandé à l'attaché en quoi les informations fournies par la direction n'étaient pas suffisantes pour examiner les contre-indications ? L'attaché explique que la manque d'informations concernant les tensions dans le couple lui posait problème : « […] vu que je ne sais pas dans quel contexte ça s'est passé, si monsieur arrive à la maternité et que madame ne se sent pas bien ou dit un mot de travers à monsieur, on peut le comprendre, qu'est-ce qui va se passer ? Et je n'avais aucune information là-dessus.[…] on ne sait rien, et donc, comme on ne sait rien, si jamais il se passe quelque chose pendant cette permission de sortie, je vais devoir rendre des comptes et moi je n'aime pas partir à l'aveugle comme ça, j'aime bien avoir des éléments ». L'attaché conclut en disant : « […] faut qu'on soit humain aussi, ce n'est pas par plaisir, qu'on dit non, moi ce n'est pas par plaisir que j'ai dit non, […] je ne sais plus combien de temps j'ai mis pour réfléchir à ce dossier, c'était perturbant parce que j'avais envie de dire oui mais bon, il n'y a pas d'éléments… Et puis, les petites phrases qui ressortent, je me dis ouille, j'aimerais quand même pas être responsable d'une visite qui tourne mal, donc, voilà ».

Lors de l'entretien de suivi, le directeur s'est déclaré surpris par la décision de rejet de la Direction Gestion de la détention au sens où il ne pensait pas que « les tensions dans le couple pèseraient si lourd dans la balance » étant donné que celles-ci étaient avant tout liées à la période du placement sous surveillance électronique. Pour lui, cet argument est un faux problème vu la nature de la demande et celle de l'avis émis même s'il reconnaît qu'il aurait peut-être pu mieux expliquer la situation. Quant au manque d'information soulevé par l'attaché, le directeur considère qu'une demande d'information complémentaire ou un coup de téléphone était toujours possible. A la question de savoir s'il considère que la décision pointe des éléments importants pour l'avancement du

dossier, le directeur trouve que la décision ne l'aide pas au sens où celle-ci n'est pas formulée de manière adéquate. Cependant, la décision n'a selon lui pas spécialement d'impact positif ou négatif sur l'avenir du dossier, il s'agira pour le service psychosocial de « creuser les tensions en cas de demande de congé pénitentiaire et peut-être de trouver un milieu d'accueil ».

On retrouve dans ce dossier deux observations qui furent problématisées lors de l'examen des deux précédents dossiers : la responsabilisation de l'attaché par rapport à l'exécution de la modalité et le dilemme de l'information. Nous souhaiterions soulever un autre point d'observation qui a trait à la qualité de l'information transmise. Les attachés rendent leurs décisions sur la base d'une procédure écrite où certains mots et formulations peuvent s'avérer particulièrement décisifs dans le traitement d'une demande. Ils se font donc une impression de la personne et/ou de la situation à laquelle il a affaire à travers la lecture du dossier. C'est cette impression qui va les orienter tantôt vers une décision d'octroi tantôt vers une décision de rejet, laquelle sera ensuite argumentée en conséquence. S'il en va de la responsabilité de l'attaché de ne pas extraire des phrases de leur contexte comme de veiller à la formulation d'une décision qui rende compte du fonctionnement global de l'intéressé, il appartient en revanche aux services psychosociaux et aux directions de veiller à la qualité et à la précision des informations transmises vers l'instance décisionnelle pour éviter qu'*in fine* le détenu soit préjudicié.

D'après nous, les mots sont d'autant plus importants qu'il y a lieu prioritairement de rétablir et d'entretenir un dialogue avec le détenu en vue de sa réinsertion. Il conviendra donc autant que possible dans le traitement de sa demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire de parler *avec* lui plutôt que *sur* lui au sens où il reste le principal destinataire des avis et décisions formulés en réponse à sa demande.

IV.4. Afsluitend

Vooraleer dit deel af te ronden, moet onderstreept dat het hier gaat om geselecteerde cases en beslissingen. Deze nuance doet niets af aan de observaties zelf. We pretenderen niet dat bij elk dossier of bij elke beslissing bovenstaande observaties of kenmerken spelen (veralgemeenbaarheid is hier niet het doel), het gaat om het identificeren van kenmerken die vanuit specifieke dossiers aan de oppervlakte komen.

Een afsluitende bemerking bij dit deel volgt uit de focus van het onderzoek en de beperkingen die daaruit volgen. Wanneer het onderzoek voornamelijk gericht is op processuele aspecten, op de band tussen directieadviezen en beslissingen van DDB, dan vallen daarbij enkele zaken buiten beeld. Wanneer het accent van het onderzoek komt te liggen op de *outcomes* (het mislukken of slagen van uitgaansvergunningen en penitentiaire verloven) en de inhoud van adviezen en beslissingen, waarbij argumenten op hun inhoudelijke waarde en wetenschappelijke validiteit onderzocht en beoordeeld worden, dan zou dit onderzoek sterk verschillen van het huidige onderzoek. In het huidige onderzoek kan over de validiteit van tal van argumenten geen wetenschappelijk onderbouwd oordeel geveld worden.

CHAPITRE VI : LES PERCEPTIONS DES DIRECTEURS DE PRISON LOCAUX ET DES ATTACHES DU SERVICE STATUT JURIDIQUE EXTERNE DE LA DIRECTION GESTION DE LA DETENTION

Ce chapitre entend rendre compte des perceptions des directeurs de prison et des attachés du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention à l'égard de leur propres pratiques dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire mais aussi à l'égard de la pratique des acteurs qui les précèdent ou les suivent dans ce processus décisionnel. Les développements proposés dans ce chapitre s'appuient sur une analyse descriptive des questionnaires qui ont été renvoyés par les directeurs et les attachés (cfr. Chapitre I). Les réponses aux questions fermées de chaque questionnaire ont été codées[122] et analysées au moyen du programme statistique SPSS tandis que les réponses aux questions ouvertes ont quant à elles été traitées distinctement. L'ensemble des réponses individuelles ont été rendues anonymes et, le cas échéant, complétées avec d'autres éléments d'information issus du matériel empirique récolté.

Les questions ayant été conçues en fonction de la position respective des acteurs dans le processus décisionnel ainsi que sur la base des informations relatives à leur propre activité qui ont pu être récoltées au cours de la phase exploratoire, nous distinguerons la présentation des résultats en commençant tout d'abord par les perceptions des directeurs de prison pour poursuivre ensuite avec celles des attachés. A moins que cela soit spécifié autrement, précisons que les développements ci-dessous visent toujours par « permission de sortie » les permissions de sortie en vue de la réinsertion.

Indiquons encore qu'il convient de se montrer prudent au niveau de l'interprétation des résultats présentés ci-dessous en raison de la dispersion comme de la nature de certaines réponses. On se gardera également de toute tentative de généralisation étant donné qu'une partie seulement des questionnaires nous a été retournés et que le nombre de répondants varie d'une question à l'autre.

I. La perception des directeurs de prison

I.1. La perception des directeurs quant au nombre de demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie traitées personnellement au cours des mois d'avril, mai et juin 2012

En posant aux directeurs la question de savoir combien de demandes de permission de sortie « occasionnelle », de permission de sortie en vue de la réinsertion et de congé pénitentiaire ils ont traités au cours des mois d'avril, mai et juin 2012, il s'agissait de se faire une idée de la représentation qu'ont les directeurs de leur charge de travail trimestrielle en la matière et en outre, de pouvoir disposer d'un autre indicateur du volume de demandes traitées que notre base de données, laquelle reprend toutes les décisions prises sur un trimestre (1er juin 2012 – 31 août 2012). Cependant, il s'agissait

[122] Pour chaque questionnaire, un codebook a été préalablement conçu. Il s'agit d'un document qui rassemble la liste des codes utilisés dans le cadre de l'analyse.

moins pour l'équipe de recherche d'obtenir une comptabilisation précise du nombre de demandes traitées au cours des mois d'avril, mai et juin 2012 qu'une estimation permettant avant tout d'appréhender les représentations qu'ont les directeurs locaux à l'égard de leur charge de travail.

Au regard des réponses qui nous sont parvenues, force est de constater que les directeurs ont tantôt répondu très précisément, en comptabilisant chacune des demandes ayant été effectivement traitées sur la période de référence, tantôt ils ont fourni une estimation[123].

Au cours des mois d'avril, mai et juin 2012 les directeurs ont ainsi déclaré avoir traité personnellement 647 demandes de congé pénitentiaire[124], 836 demandes de permission de sortie en vue de la réinsertion [125] et 152 demandes de permission de sortie « occasionnelle »[126], soit un total de 1635 demandes traitées. Sur la base des réponses obtenues, les directeurs néerlandophones ont traité en moyenne plus de demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie que leurs homologues francophones. Il convient toutefois de relativiser ces chiffres car les estimations élevées communiquées par certains directeurs néerlandophones tendent à tirer les moyennes à la hausse[127]. Les chiffres peuvent ainsi être relativisés pour les congés pénitentiaires au regard de la valeur médiane qui est identique pour les deux rôles linguistiques. Une différence persiste par contre en ce qui concerne les permissions de sortie en vue de la réinsertion.

[123] Le nombre de détenus condamnés définitivement que compte chaque établissement, le fait de disposer d'une infrastructure logistique permettant de comptabiliser les demandes traitées, la disponibilité du personnel de la direction sont autant de facteurs qui ont pu influencer le niveau de précision des réponses.
[124] 51 directeurs sur les 54 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[125] 51 directeurs sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[126] 49 directeurs sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[127] En effet, dans un établissement pénitentiaire où le nombre de détenus condamnés définitivement est important, on peut se demander comparativement aux réponses des autres directeurs s'il s'agit bien du nombre de demandes que les directeurs ont traité personnellement au cours de la période de référence renseignée ou s'ils ont renseigné le nombre total de demandes traitées au cours de cette période au sein de tout l'établissement.

Tab.31. Perception des directeurs quant au nombre de demande de modalités d'exécution de la peine traitées entre le 1er avril et le 30 juin 2012

Rôle linguistique d'appartenance		CP (N.)	PS (N.)	PSO (N.)
FR	N	24	24	23
	Moyenne	10.63	10.63	3.17
	Médiane	10.00	10.00	1.00
	Minimum	1	1	0
	Maximum	24	21	50
NL	N	27	27	26
	Moyenne	14.52	21.52	3.04
	Médiane	10.00	17.00	1.00
	Minimum	0	0	0
	Maximum	70	90	30
Total	N	51	51	49
	Moyenne	12.69	16.39	3.10
	Médiane	10.00	10.00	1.00
	Minimum	0	0	0
	Maximum	70	90	50

Etant donné que l'ensemble des réponses obtenues ne concernent *in fine* qu'à peine la moitié de tous les directeurs traitant des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire, toute extrapolation ou comparaison avec d'autres sources d'information (telles que, par exemple, notre base de données ou le rapport d'activité de la direction générale des établissement pénitentiaires) est *a priori* peu pertinente. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà indiqué, il est difficile de distinguer parmi les réponses celles qui relèvent d'une comptabilisation précise de celles qui correspondent à des estimations. En outre, cela supposerait aussi que les autres directeurs, c'est à dire ceux qui n'ont pas renvoyé leur questionnaire, ait traité un volume de demandes identique dans des circonstances similaires. Or, il se peut que ces directeurs soient moins impliqués dans le processus décisionnel relatif aux permissions de sortie et aux congés pénitentiaires et/ou que dans certains établissements le nombre de demandes à traiter soit moindre à certaines périodes de l'année.

I.2. La perception des directeurs quant au pourcentage de cas où ils remettent un avis positif à la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie

L'équipe de recherche souhaitait se faire une idée de la proportion de dossiers pour lesquels les directeurs émettent un avis positif alors qu'il s'agit de la première demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire[128].

[128] 35 directeurs sur les 54 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Malgré une grande variation au niveau des réponses obtenues, le tableau ci-dessous tend à montrer que dans environ un cas sur deux le directeur déclare émettre un avis favorable à l'occasion d'une première demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire. Une petite différence de perception existe toutefois entre les deux rôles linguistiques au sens où les directeurs francophones déclarent émettre un peu plus souvent (c'est-à-dire dans un peu plus d'un cas sur deux) un avis favorable pour une première demande concernant aussi bien une permission de sortie qu'un congé pénitentiaire.

Tab.32. Perception des directeurs quant au pourcentage de cas où ils remettent un avis positif à la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie

Rôle linguistique d'appartenance		CP (%)	PS (%)
FR	N	20	20
	Moyenne	51.80	59.50
	Médiane	55.00	60.00
	Minimum	10	10
	Maximum	100	100
NL	N	15	15
	Moyenne	42.33	51.67
	Médiane	45.00	50.00
	Minimum	0	0
	Maximum	95	90
Total	N	35	35
	Moyenne	47.74	56.14
	Médiane	50.00	60.00
	Minimum	0	0
	Maximum	100	100

I.3. La perception des directeurs quant au pourcentage de cas où ils demandent une expertise du service psychosocial lors de la première demande de congé pénitentiaire[129]/permission de sortie[130]

Conformément à la circulaire ministérielle n°1794 qui indique que le rapport du service psychosocial est une source d'information facultative pour la rédaction des avis[131], les directeurs confirment que celui-ci n'est pas toujours nécessaire. Son opportunité, déclarent-ils, serait généralement appréciée en concertation avec le service psychosocial

[129] 49 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question pour cette modalité.
[130] 50 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question pour cette modalité.
[131] Circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 relative au statut externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, p.6

en fonction du type de modalité sollicitée, de la durée de la peine ou encore de la nature des faits (cfr. pages 32-33). Par exemple, ils ne demanderont pas nécessairement un rapport du service psychosocial pour une demande de permission de sortie occasionnelle ni pour des personnes condamnées à de « courtes » peines (inférieures ou égales à 3 ans). En revanche, ils exigeront un rapport spécialisé pour les demandes introduites par des personnes condamnées pour des faits de mœurs.

L'équipe de recherche a dès lors demandé aux directeurs quel était en moyenne, sur l'ensemble des premières demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire introduites, le pourcentage de cas où ils sollicitent une expertise du service psychosocial.

Les pourcentages élevés présentés dans le tableau ci-dessous, aussi bien pour les demandes de congé pénitentiaire que de permission de sortie, dissonent quelque peu par rapport aux déclarations des directeurs.

Tab.33. Perception des directeurs quant au pourcentage de cas où ils demandent une expertise du service psychosocial lors de la première demande de congé pénitentiaire/permission de sortie

	CP (%)	**PS (%)**
N. Directeurs	49	50
Moyenne FR	83.43	92.46
Moyenne NL	92.96	94.88
Moyenne Générale	**88.49**	**93.72**
Médiane FR	95.00	97.00
Médiane NL	100.00	100.00
Médiane Générale	**99.00**	**100.00**

Ces chiffres tendent à venir soutenir l'hypothèse d'une anticipation de la part des directeurs par rapport à l'attitude de la Direction Gestion de la détention au sens où celle-ci aurait tendance à rejeter le plus souvent les demandes pour lesquelles elle ne dispose pas d'un rapport psychosocial circonstancié. Il nous semble que deux fonctions au moins pourraient être attribuées au rapport psychosocial : celle tout d'abord d'informer sur le condamné et son évolution en détention et, ensuite, celle de certifier l'avis du directeur au sens où le rapport psychosocial assurerait à la Direction Gestion de la détention que le directeur émet bien son avis sur la base d'éléments tangibles.

I.4. La perception des directeurs quant au délai moyen (en jours) entre la réception d'une demande de permission de sortie et la communication de leur avis à la Direction Gestion de la détention[132]

Dans le cas d'une demande de permission de sortie, la loi n'a fixé aucun délai au directeur pour remettre son avis et n'a prévu aucun recours pour le condamné en cas d'absence d'avis. D'après la circulaire ministérielle n°1794 du 7 février 2007 (p. 6), il faut comprendre que le délai d'émission de l'avis doit être tributaire des circonstances qui motivent l'objet de la demande.

[132] 51 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

Les chercheurs ont ainsi demandé aux directeurs quelle était la durée moyenne du délai entre la réception d'une demande de permission de sortie et la communication de leur avis à la Direction Gestion de la détention.

Tab.34. Perception des directeurs quant au délai moyen (en jours) entre la réception d'une demande de permission de sortie et la communication de leur avis

Directeurs	Nombre de jours
Moyenne FR	49.67
Moyenne NL	35.22
Moyenne Générale	**42.02**
Médiane FR	56.25
Médiane NL	30.00
Médiane Générale	**45.00**
Minimum	0
Maximum	91

En regard de la moyenne et de la médiane, la durée du traitement de la demande, bien qu'elle soit inférieure, semble calquée sur le délai légal de deux mois imposé aux directeurs pour remettre leurs avis dans le cadre d'une demande de congé pénitentiaire (minimum : 0 jour ; maximum : 91 jours). Néanmoins, les perceptions des directeurs francophones et néerlandophones diffèrent quant au délai moyen entre la réception d'une demande de permission de sortie et la communication de l'avis à la Direction Gestion de la détention. Les valeurs relatives à la moyenne et à la médiane pour chaque rôle linguistique indiquent que les directeurs francophones ont l'impression de travailler avec un délai moyen plus long que leurs collègues néerlandophones.

I.5. Les sources sur lesquelles les directeurs s'appuient pour élaborer leurs avis relatifs aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

La circulaire n°1794 du 7 février 2007 précise que les contre-indications prévues par la loi du 17 mai 2006 doivent faire l'objet d'un examen attentif à la lumière de différentes sources d'information. Les sources énumérées dans la circulaire et qui peuvent être mobilisées à cette fin, sont : le dossier pénitentiaire, les informations de l'Office des étrangers, les jugements et arrêts, l'exposé des faits, les informations du parquet, les procès-verbaux de la police et le rapport du service psychosocial.

En considération de ces sept sources qui étaient explicitement reprises dans le questionnaire[133], les chercheurs ont demandé aux directeurs quelles étaient les autres sources d'information qu'ils utilisent dans l'élaboration de leurs avis relatifs aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire[134]. Sur cette base, ils devaient indiquer quelles sont les sources d'information qu'ils consultent dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à des demandes de permission de sortie et de congé

[133] Le dossier pénitentiaire a toutefois été remplacé par la fiche d'écrou (dont une copie peut être extraite du programme « Greffe ») car celui-ci rassemble en fait l'ensemble des autres sources énumérées par la circulaire.
[134] Les 54 directeurs ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

pénitentiaire[135] et ensuite classer ces sources d'information par ordre d'importance en commençant à partir de 1 = la source d'information la plus importante ; 2 = la seconde source d'information la plus importante ; et ce jusqu'à 10 = la source d'information la moins importante[136].

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des sources évoquées par les 54 directeurs ayant répondu à la question. Celles-ci sont classées en fonction de leur nombre de mentions respectives.

Tab.35. Aperçu des sources sur lesquelles les directeurs s'appuient pour élaborer leurs avis relatifs aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Autres sources (que celles reprises dans la circulaire n°1794 du 7 février 2007)	**Nombre de directeur(s) mobilisant cette source**
Enquête sociale externe	29
Dossier/Mémo disciplinaire du détenu (comportement en détention)	29
Casier judiciaire	14
Informations recueillies lors des entretiens avec le détenu	13
Jugement(s) des Tribunaux d'application des peines	12
Fiche Victime	12
Décisions précédentes de la Direction Gestion de la Détention	10
Avis des surveillants (rapports d'observation)	9
Agenda du programme « Greffe »	9
Avis antérieurs	8
Liste des visites	6
Attestations d'employeurs	5
Attestations de suivi psychologie	4
Décision(s) en matière de jeunesse	3
Expertise psychiatrique réalisée lors de l'instruction	3
Etats 58 (demandes de classification ou transferts introduites par les directeurs)	3
Mouvements de cellule	2
Anciens dossiers d'écrou	2
Dossier moral	2
Avis du détenu	1
Rapports de guidance SE/LC/LP	1
Compte interne du détenu	1
Mise au travail en détention	1

Le tableau qui suit offre quant à lui un aperçu des sources d'information que les directeurs déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à une demande de permission de sortie. Bien entendu, les chiffres sont tributaires de l'évocation préalable d'une source parmi celles que les directeurs mobilisent dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire. Autrement dit, si, par exemple, un directeur n'a pas indiqué dans sa réponse la fiche victime parmi les autres sources auxquelles il recourt pour élaborer ses avis, il y a peu de chance, pour ne pas dire aucune, qu'il fasse ensuite partie des directeurs qui consultent cette source dans l'élaboration de plus de 50% des avis relatifs à une demande de permission de sortie.

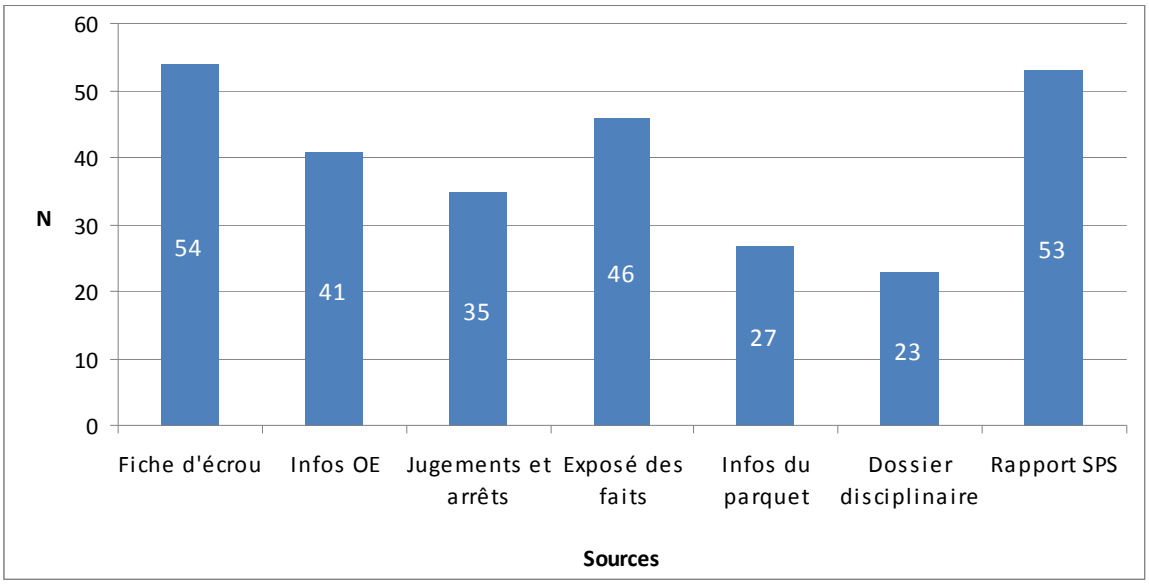
[135] Les 54 directeurs ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[136] 38 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

Tab.36. Aperçu des sources d'information que les directeurs déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à une demande de permission de sortie

Sources d'information mobilisées dans plus de 50% des avis	Nombre de directeurs consultant cette source
Fiche d'écrou	54
Rapports du service psychosocial	53 (24F+29N)
Exposé des faits	46 (23F+23N)
Informations de l'Office des Etrangers	41 (21F+20N)
Jugements et arrêts	35 (22F+13N)
Informations du parquet	27 (17F+10N)
Dossier/Mémo disciplinaire du détenu (comportement en détention)	23 (13F+10N)
Procès-verbaux de la police	13 (9F+4N)
Jugements des Tribunaux d'application des peines	10 (5F+5N)
Casier judiciaire	10 (7F+3N)
Décisions précédentes de la Direction Gestion de la Détention	9 (4F+5N)
Agenda du programme « Greffe »	8 (1F+7N)
Informations recueillies lors des entretiens avec le détenu	8 (3F+5N)
Enquête sociale externe	8 (4F+4N)
Avis antérieurs	6 (2F+4N)
Avis des surveillants (rapports d'observation)	6 (3F+3N)
Liste des visites	5 (4F+1N)
Attestations d'employeurs	4 (3F+1N)
Fiche Victime	4 (3F+1N)
Attestations de suivi psychologique	3 (F)
Mouvements de cellule	2 (F)
Rapports de guidance SE/LC/LP	2 (1F+1N)
Etats 58 (demandes de classification ou transferts introduites par les directeurs)	2 (F)
Expertise psychiatrique réalisée lors de l'instruction	2 (F)
Anciens dossiers d'écrou	1 (F)
Compte interne du détenu	1 (F)
Décision(s) en matière de jeunesse	1 (F)
Mise au travail en détention	1 (F)
Dossier moral	1 (F)
Avis du détenu	0

On peut observer que la fiche d'écrou (54), le rapport du service psychosocial (53), l'exposé des faits (46) ainsi que les informations de l'Office des Etrangers (41) sont respectivement les sources d'information les plus fréquemment consultées par les directeurs répondants. Viennent ensuite les jugements et arrêts (35), les informations du parquet (27) et le dossier disciplinaire du détenu (23). A l'exception du dossier disciplinaire, toutes les autres sources qui sont mentionnées relèvent des sources énumérées par la circulaire n°1794 du 7 février 2007, lesquelles sont explicitement reprises dans l'énoncé de la question. Il se peut donc que la récurrence avec laquelle ces sources sont mentionnées par les directeurs soit due au fait que, contrairement aux autres sources, elles figuraient dans le questionnaire.

Fig.8. Aperçu des sources d'information mobilisées par les directeurs dans l'élaboration de plus de 50% des avis relatifs à des permissions de sortie



Ce qui est néanmoins étonnant, c'est la faible évocation de certaines sources qui paraissent *a priori* déterminantes dans l'élaboration d'un avis telles que notamment les décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention (9), le programme « Greffe » (8) ou encore les avis antérieurs de la direction (6). Il en va de même pour les attestations des employeurs (4) ou de suivi psychologique (3) alors que les permissions de sortie visent la réinsertion sociale du condamné. Si ces sources sont très peu évoquées, il est difficile d'en déduire pour autant qu'elles soient très peu mobilisées. La mention à huit reprises de l'enquête sociale externe est quant à elle particulièrement surprenante puisque celle-ci n'est en principe pas requise dans le cadre d'une permission de sortie étant donné que le détenu n'est pas censé passer de nuitées en dehors de la prison.

Le tableau suivant donne pour sa part un aperçu des sources d'information que les directeurs déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à une demande de congé pénitentiaire.

Tab.37. Aperçu des sources d'information que les directeurs déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs avis relatifs à une demande de congé pénitentiaire

Sources d'information mobilisées dans plus de 50% des avis	Nombre de directeurs consultant cette source
Fiche d'écrou	54
Rapports du service psychosocial	54
Exposé des faits	46 (23F+23N)
Informations de l'Office des Etrangers	41 (21F+20N)
Jugements et arrêts	36 (23F+13N)
Informations du parquet	27 (17F+10N)
Enquête sociale externe	27 (13F+14N)
Dossier/Mémo disciplinaire du détenu (comportement en détention)	23 (13F+10N)
Procès-verbaux de la police	13 (9F+4N)
Casier judiciaire	10 (7F+3N)
Jugements des Tribunaux d'application des peines	10 (5F+5N)
Décisions précédentes de la Direction Gestion de la Détention	9 (4F+5N)
Informations recueillies lors des entretiens avec le détenu	8 (3F+5N)
Agenda du programme « Greffe »	8 (1F+7N)
Avis antérieurs	6 (2F+4N)
Avis des surveillants (rapports d'observation)	6 (3F+3N)
Liste des visites	5 (4F+1N)
Fiche Victime	5 (3F+2N)
Attestations d'employeurs	4 (3F+1N)
Attestations de suivi psychologique	3 (F)
Rapports de guidance SE/LC/LP	2 (1F+1N)
Mouvements de cellule	2 (F)
Etats 58 (demandes de classification ou transferts introduites par les directeurs)	2 (F)
Expertise psychiatrique réalisée lors de l'instruction	2 (F)
Décision(s) en matière de jeunesse	1 (F)
Anciens dossiers d'écrou	1 (F)
Compte interne du détenu	1 (F)
Dossier moral	1 (F)
Mise au travail en détention	1 (F)
Avis du détenu	0

Outre l'enquête sociale externe (27), il s'agit des mêmes sources d'information que pour l'élaboration des avis relatif à une demande de permission de sortie qui sont le plus fréquemment consultées dans l'élaboration des avis concernant une demande de congé pénitentiaire, à savoir la fiche d'écrou (54), le rapport service psychosocial (54), l'exposé des faits (46) ainsi que les informations de l'Office des Etrangers (41). Viennent ensuite les jugements et arrêts (36), les informations du parquet (27) et le dossier disciplinaire du détenu (23). Les remarques formulées précédemment pour les permissions de sortie restent valables pour les congés pénitentiaires étant donné la faible mobilisation de certaines sources d'information parmi lesquelles les décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention (9), le programme « Greffe » (8), les avis antérieurs de la direction (6) ainsi que les diverses attestations pouvant soutenir la demande du condamné (7).

Au regard des sources d'information reprises ci-dessus, les chercheurs ont demandé aux directeurs s'ils estimaient avoir encore besoin d'autres informations pour élaborer leurs

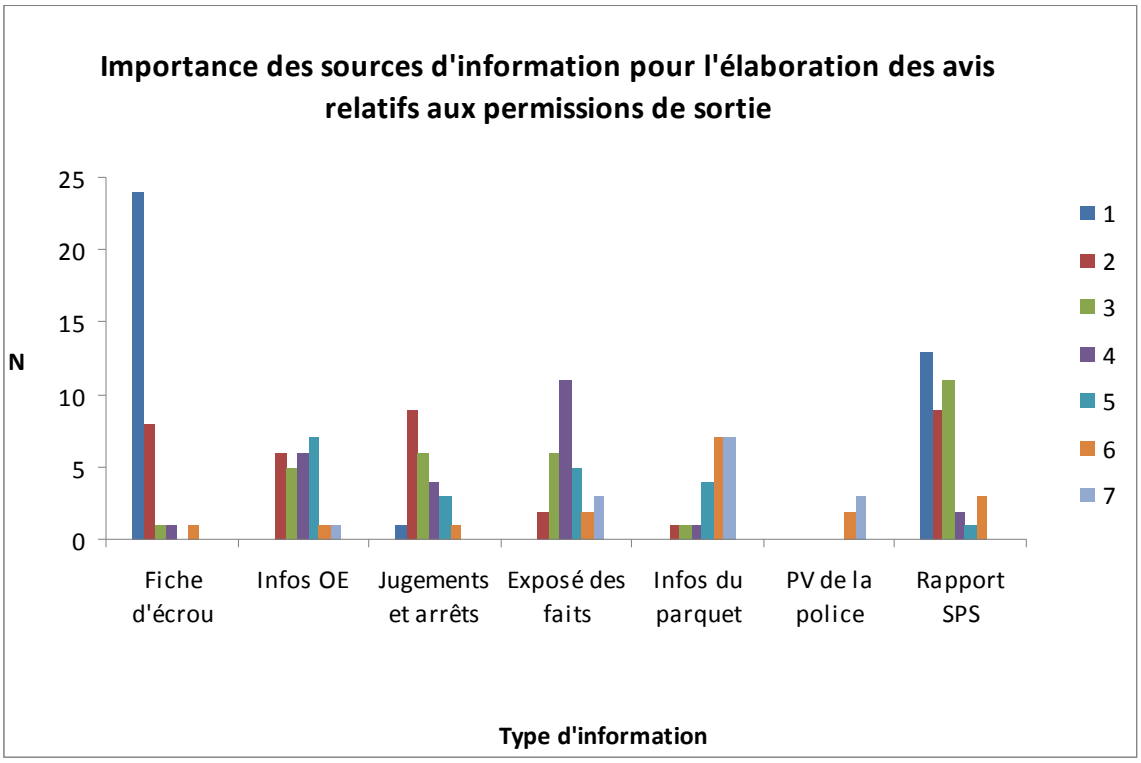
avis et, le cas échéant, de les indiquer. Onze directeurs souhaiteraient pouvoir disposer d'autres informations encore que celles contenues dans les tableaux ci-dessus.

Parmi ceux-ci, un directeur désirerait par exemple disposer systématiquement de l'expertise psychiatrique réalisée lors de l'instruction judiciaire tandis qu'un autre trouve utile d'être informé des démarches entreprises par rapport à l'indemnisation des parties civiles (état des lieux officiel des plans d'apurement en cours, montants à indemniser) ou encore d'obtenir un feed-back plus précis du suivi spécialisé dont le détenu fait l'objet (notamment par rapport aux effets de ce suivi sur le risque de récidive). Deux autres ont également souligné le manque d'information dont ils disposent concernant les victimes tandis que trois directeurs évoquent l'utilité d'un accès informatique direct au casier judiciaire (pour disposer d'informations actualisées) ainsi qu'aux bases de données des parquets (pour connaître l'état d'avancement des affaires en cours ou les mises en recommandation de peines potentielles). Un directeur considère qu'il serait avantageux de pouvoir disposer le plus tôt possible des rapports de guidance et/ou d'évolution de la situation pour accroître leur connaissance du détenu, de son environnement et des difficultés auxquelles il est confronté. Deux directeurs ont aussi mentionné respectivement l'importance d'obtenir, le cas échéant, les rapports relatifs aux non-réintégrations ainsi que les évaluations d'anciennes modalités octroyées. Enfin, le souhait d'être tenu informé quant au fait de savoir si le dossier sera transmis ou non au cabinet du Ministre de la Justice a également été exprimé par un directeur dans la mesure où ce dossier, déclare-t-il, nécessiterait un avis plus étayé, détaillé sous peine de refus.

En ce qui concerne le classement par ordre d'importance des sources d'information qui participent à l'élaboration des avis relatifs aux permissions de sortie, la fiche d'écrou (24 réponses) et le rapport psychosocial (13 réponses) sont le plus souvent considérés par les directeurs comme étant la source d'information la plus importante[137]. Ensuite, ce sont les jugements et arrêts (9 réponses), le rapport psychosocial (9 réponses), la fiche d'écrou (8 réponses) et les informations de l'Office des étrangers (6 réponses) qui sont envisagés comme la seconde source d'information la plus importante[138]. En troisième position, on retrouve le rapport psychosocial (11 réponses), les jugements et arrêts (6 réponses), l'exposé des faits (6 réponses) et les informations de l'Office des étrangers (5 réponses)[139].

[137] 38 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[138] 36 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[139] 36 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

Fig.9. Aperçu de l'importance des sources d'information pour l'élaboration des avis relatifs aux permissions de sortie



Les réponses sont sensiblement les mêmes pour ce qui est des avis relatifs aux congés pénitentiaires puisque la fiche d'écrou (24 réponses) et le rapport psychosocial (12 réponses) sont le plus souvent renseignés par les directeurs comme étant la source d'information la plus importante[140]. Ensuite, ce sont les jugements et arrêts (9 réponses), le rapport psychosocial (8 réponses), la fiche d'écrou (6 réponses) et les informations de l'Office des étrangers (6 réponses) qui sont envisagés comme la seconde source la plus importante[141]. Enfin, on retrouve le rapport psychosocial (12 réponses), les jugements et arrêts (6 réponses), l'exposé des faits (6 réponses) et les informations de l'Office des étrangers (5 réponses) en troisième position des sources d'information les plus importantes[142].

I.6. Aperçu du nombre de directeurs qui rencontrent systématiquement le détenu à chaque nouvelle demande de congé pénitentiaire ou de permission de sortie

La question était posée comme suit : Rencontrez-vous systématiquement le détenu à chaque nouvelle demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire ? Les directeurs étaient ensuite invités à justifier leur réponse.

[140] 37 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question
[141] 36 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[142] 36 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

14 directeurs (8 francophones et 6 néerlandophones) déclarent rencontrer systématiquement le détenu lorsqu'une nouvelle demande de congé pénitentiaire[143] est introduite et 15 directeurs (9 francophones et 6 néerlandophones) lorsqu'il s'agit d'une nouvelle demande de permission de sortie[144] ; c'est-à-dire entre 25 et 27% des directeurs ayant répondu au questionnaire. Les justifications avancées par ces directeurs sont les suivantes :

La rencontre avec le détenu est importante car « c'est de sa vie qu'il s'agit », souligne un directeur. Un autre directeur estime qu'il est pour lui nécessaire de rencontrer le détenu car cela lui permet, non seulement de « faire connaissance » lorsqu'il s'agit d'une première demande mais surtout, d'individualiser, de personnaliser, d'humaniser son avis en se donnant la possibilité d'entendre le détenu formuler sa demande avec ses propres mots et ainsi appréhender sa vision des choses. Par cet entretien, les directeurs estiment de manière plus générale qu'ils peuvent obtenir des précisions et/ou actualiser certaines informations qui leur permettront de mieux contextualiser la demande, d'en apprécier la pertinence ou encore d'évaluer les motivations du détenu. Cet entretien, explique un de ces directeurs, permet de « discerner les objectifs réels de la demande ». Le cas échéant, il s'agira pour le directeur de réexpliquer la raison d'être du type de modalité sollicitée et d'éventuellement conseiller le détenu. Deux directeurs expliquent par ailleurs que la rencontre permet également de confronter le détenu à certains éléments du dossier ou du rapport psychosocial. Un directeur synthétise *in fine* la position de ses collègues en considérant qu'il s'agit d'une occasion de pouvoir faire le point au travers d'un échange de point de vue.

En revanche, les directeurs qui ne rencontrent pas systématiquement le détenu à chaque demande de congé pénitentiaire ou de permission de sortie considèrent pour la plupart d'entre eux que vu la charge de travail importante qui leur incombe, ils manquent de temps pour le faire et qu'en outre les pièces du dossier leur suffisent habituellement pour rédiger leur avis. Ils rappellent qu'il ne s'agit pas d'une obligation légale et que les détenus ont pu être rencontrés à d'autres occasions (que ce soit informellement, lors d'une demande antérieure pour une autre modalité d'exécution de la peine ou encore lors d'une demande d'entretien expressément formulée par le détenu). Par ailleurs, une majorité de ces directeurs estiment avoir généralement une bonne connaissance du détenu et de sa situation ce qui ne justifie pas d'après eux une quelconque utilité ou plus-value de le rencontrer systématiquement. Dès lors, ces directeurs déclarent ne rencontrer le détenu que s'il a besoin d'éclaircir l'un ou l'autre point, si la situation du détenu a changé ou bien si ce dernier en fait la demande expresse. Un directeur considère encore que le fait de ne pas rencontrer systématiquement le détenu lui permet de rester objectif / neutre dans le traitement de la demande.

---

[143] 13 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire et ayant répondu à la question, ont ensuite répondu à la question ouverte (« Pourquoi ? ») qui accompagnait leur réponse affirmative tandis 38 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire et ayant répondu à la question, ont ensuite à la question ouverte (« Pourquoi ? ») qui accompagnait leur réponse négative.

[144] 14 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire et ayant répondu à la question, ont ensuite répondu à la question ouverte (« Pourquoi ? ») qui accompagnait leur réponse affirmative tandis 37 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire et ayant répondu à la question, ont ensuite à la question ouverte (« Pourquoi ? ») qui accompagnait leur réponse négative.

Toutefois, au regard du nombre de directeurs qui ne rencontrent pas systématiquement le détenu à chaque nouvelle demande, on aurait pu s'attendre à un pourcentage beaucoup plus élevé de directeurs qui estiment que la rencontre avec le détenu soit peu utile pour la rédaction de leurs avis. Or, comme on peut le voir dans le tableau ci-après[145], d'après les réponses obtenues à la question de savoir si les directeurs estiment de manière générale que pour rédiger leur avis la rencontre avec le détenu est « très utile », « utile », « peu utile » ou « tributaire de la demande », seulement 15 directeurs trouvent peu utile de rencontrer le détenu pour la rédaction de leurs avis. Ce n'est donc pas parce que le directeur ne rencontre pas systématiquement le détenu à chaque nouvelle demande que pour autant il ne trouve pas utile de le rencontrer pour l'élaboration de son avis. Il est probable que le terme « systématiquement » et l'indétermination de ce qu'il faut entendre par « nouvelle demande » aient incité une majorité de directeurs à répondre par la négative à la précédente question.

Tab.38. Aperçu des avis des directeurs par rapport au fait de rencontrer le détenu

Avis des directeurs p/r au fait de rencontrer le détenu	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Très utile	13 (7F+6N)	24.1	24.1	24.1
Utile	14 (7F+7N)	25.9	25.9	50.0
Peu utile	15 (6F+9N)	27.8	27.8	77.8
Cela dépend de la demande	12 (5F+7N)	22.2	22.2	100.0
Total	54	100.0	100.0	

Voici à présent les justifications avancées par chacune des catégories de directeurs :

Les directeurs qui considèrent la rencontre avec le détenu comme étant « très utile » (10 réponses à la question ouverte)

Deux de ces directeurs considèrent que la rencontre est très utile pour les deux parties en présence car elle fonde et permet d'entretenir une relation. La rencontre est « complémentaire à l'examen du dossier », explique un autre directeur. Elle permet de « contextualiser et relativiser les sources d'information et surtout de construire avec le détenu un sens à la détention », ajoute encore un autre. Il s'agit d'une occasion où les directeurs peuvent en outre récolter ou actualiser certaines informations et entendre le détenu expliquer ses motivations et son projet avec ses propres mots.

Par ailleurs, explique encore un directeur « de nombreux détenus éprouvent des difficultés à comprendre les procédures, à écrire, à motiver une demande, à nuancer leur point de vue. Les rencontrer permet de recueillir des informations auxquelles ils n'avaient pas pensé, qu'ils n'avaient pas jugé opportunes ou qu'ils n'avaient pas été capables d'écrire. Les rencontrer permet également de leur expliquer pourquoi et comment faire ou ne pas faire une démarche, pourquoi l'anticiper ou la postposer, etc. ».

[145] A la différence de la précédente question, les 54 directeurs ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

La rencontre semble, pour ces directeurs, d'autant plus importante que « le détenu ne peut être uniquement un dossier », indique l'un d'eux.

Les directeurs qui considèrent la rencontre avec le détenu comme étant « utile » (13 réponses à la question ouverte)

Les justifications avancées par ces directeurs sont en partie semblables à ceux qui considèrent la rencontre avec le détenu comme étant « très utile ». Ils considèrent également que cette rencontre constitue une occasion d'entendre le détenu expliquer ses motivations et son projet avec ses propres mots comme d'affiner certaines demandes à partir des informations collectées ou actualisées dans ce cadre, voire de confronter le détenu à certains éléments de l'expertise ou de son dossier. Cette discussion/confrontation, explique un directeur, permet de connaître l'intéressé et de se forger une opinion à partir d'une meilleure représentation de celui-ci et de sa situation. Cela contribue ensuite à individualiser, personnaliser ou encore humaniser l'avis, explique un autre directeur.

La rencontre avec le détenu permet également de lui expliquer pourquoi l'avis sera négatif ainsi que la motivation qui le sous-tend afin qu'il sache à quoi s'attendre.

Les directeurs qui considèrent la rencontre avec le détenu comme étant « peu utile » (12 réponses à la question ouverte)

Cinq de ces directeurs considèrent que les analyses réalisées par le service psychosocial de l'établissement sont suffisamment pertinentes et complètes pour rédiger leur avis. Ils estiment en outre que les discussions avec les membres du service psychosocial les dispensent d'une rencontre avec le détenu et ce d'autant plus que ces derniers sont rencontrés dans le cadre de contacts antérieurs ainsi que lors des demandes de détention limitée, surveillance électronique et libération conditionnelle. Sans demande expresse de sa part ou à moins que le directeur veuille éclaircir un point précis, le détenu n'est pas rencontré systématiquement lorsqu'il introduit une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire.

Un autre directeur justifie sa position par le souci de conserver une neutralité suffisante dans l'analyse du dossier et estime, au même titre, que trois autres directeurs que le détenu apporte généralement peu d'informations pertinentes supplémentaires par rapport aux pièces du dossier.

Deux directeurs estiment enfin que d'autres rencontres que celles qui ont lieu dans le cadre des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire permettent de se faire une image plus correcte du détenu (visites de sections, contacts informels, rapports disciplinaires, rapport du directeur, etc.).

Les directeurs qui considèrent que « l'utilité de la rencontre avec le détenu dépend de la demande » (9 réponses à la question ouverte)

Un directeur précise que l'utilité de la rencontre dépend de la demande mais aussi du détenu et de l'information dont il a besoin pour rédiger son avis. Quatre autres directeurs considèrent pour leur part que généralement le rapport du service psychosocial leur suffit pour élaborer leur avis mais il arrive tout de même que dans certains cas ils décident de rencontrer le détenu. Par exemple, l'un d'entre eux rencontre le détenu lorsqu'il s'agit d'une première demande et qu'il ne le connaît pas encore ou lorsqu'il y a un long délai qui s'écoule entre le rapport psychosocial et la rédaction de l'avis nécessitant l'actualisation de certains points. Un autre de ces directeurs rencontre systématiquement les détenus lorsqu'il s'agit de demandes de permission de sortie pour des raisons humanitaires tandis que deux autres le font pour des demandes de permission de sortie occasionnelle pour lesquelles ils ne disposent pas de rapport du service psychosocial.

Parmi les autres justifications avancées, un directeur rapporte que dans certains cas la rencontre avec le détenu est utile car celui-ci est plus à même d'exprimer oralement sa demande ou pour apporter des éclaircissements par rapport à certains éléments du rapport psychosocial.

La rencontre se justifie aussi parfois, explique un autre directeur, pour recadrer une demande ou expliquer un(e) avis/décision négatif(-ve).

A l'inverse, un dernier directeur estime que la rencontre n'est pas toujours indispensable car il peut s'agir d'une Xème demande dans un dossier qui a peu évolué.

I.7. La perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (permission de sortie)

Pour l'ensemble des avis qu'ils ont communiqué durant le mois d'avril, mai et juin 2012 à propos d'une demande de permission de sortie, les chercheurs ont demandé aux directeurs de se prononcer sur le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention suivait la nature de leur avis (positif/positif ou négatif/négatif) [colonnes 1 et 2], le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention a introduit une demande d'information complémentaire [colonne 3], le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention était négative alors que leur avis était positif [colonne 4] et enfin, le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention était positive alors que leur avis était négatif [colonne 5]. Le nombre de réponses pour ces cinq questions varie entre 40 et 45 réponses, soit entre 74% et 83% des directeurs ayant retourné leur questionnaire.

Tab.39. Perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (permission de sortie)

Directeurs	+/+ (%)	-/- (%)	IC (%)	+/- (%)	-/+ (%)
1	80	100	40	20	0
2	50	0	0	50	0
3	44	5	0	22	0
4	77	.	0	23	0
5	.	.	.	.	.
6	.	.	.	.	0
7	70	100	30	20	0
8	90	100	30	10	0
9	.	99	10	.	1
10	0	100	.	.	0
11	.	.	.	.	.
12	66	100	0	33	0
13	60	100	30	40	0
14	70	100	5	30	0
15	50	100	10	50	0
16	.	.	.	.	.
17	80	100	35	20	0
18	45	100	33	55	0
19	.	.	.	.	.
20	100	100	0	0	0
21	.	.	.	.	.
22	57	100	36	42	0
23	21	100	26	78	0
24	.	100	.	.	.
25	40	100	40	65	0
26	40	100	20	40	0
27	.	.	.	.	0
28	50	100	10	50	0
29	50	100	10	50	0
30	50	.	50	50	0
31	90	100	10	10	0
32	70	70	10	10	0
33	80	100	30	20	0
34	.	.	.	.	.
35	50	100	1	50	0
36	100	100	0	33	0
37	50	100	30	50	0
38	.	.	25	25	.
39	64	100	12	37	0
40	100	.	0	.	.
41	80	100	7	20	0
42	75	100	20	15	0
43	70	100	30	60	0
44	100	100	.	0	0
45	.	100	15	.	0
46	34	39	0	22	0
47	.	100	.	.	0
48	80	100	60	60	0
49	80	100	5	20	0
50	60	100	0	30	0
51	100	100	0	0	0
52	100	100	0	0	0
53	75	100	10	25	0
54	0	100	90	100	0
Total N	41	42	42	40	45
Moyenne FR	61.82	94.32	22.09	38.52	.00
Moyenne NL	67.76	91.88	14.17	26.38	.07

Moyenne Gén	**64.57**	**93.15**	**18.32**	**33.36**	**.03**
Médiane FR	68.00	100.00	20.00	33.00	.00
Médiane NL	70.00	100.00	10.00	22.00	.00
Médiane Gén	**70.00**	**100.00**	**10.00**	**30.00**	**.00**
Minimum	0	0	0	0	0
Maximum	100	100	90	100	1

Selon les directeurs, dans environ 25% (pour les directeurs néerlandophones – médiane : 22%) et 40% (pour les directeurs francophones – médiane : 33%) des cas, la Direction Gestion de la détention aurait rendu une décision négative alors qu'ils avaient émis un avis positif relatif à une demande de permission de sortie (moyenne générale : 33 % ; médiane générale : 30%). En revanche, lorsque l'avis de la direction était négatif, la décision de la Direction Gestion de la détention était quasi systématiquement négative. Il faut cependant garder à l'esprit lorsqu'on compare les moyennes entre elles que celles-ci sont dépendantes du nombre de réponses obtenues pour chaque question. Or, comme nous l'avons précisé plus haut le nombre de réponses varie d'une question à l'autre.

Il faut également rester prudent dans l'interprétation de ces résultats car les directeurs ayant renvoyé leur questionnaire n'ont pas nécessairement tous traités le même nombre de dossiers ni le même type de dossiers ce qui peut affecter leurs réponses et par conséquent la moyenne et la médiane.

Enfin précisons encore que les réponses relatives au nombre de demandes d'information complémentaire introduites par la Direction Gestion de la détention concernent en principe l'ensemble des avis émis par les directeurs au cours des mois d'avril, mai et juin 2012 et non uniquement les dossiers que l'ont peut qualifier *in fine* de « convergents » ou de « divergents ». La Direction Gestion de la détention a ainsi introduit en moyenne une demande d'information complémentaire pour 18% des avis émis au cours de cette période (médiane : 10%).

I.8. La perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (congé pénitentiaire)

Les mêmes questions ont été posées aux directeurs pour les avis relatifs aux demandes de congé pénitentiaire, à savoir quel était d'après eux (pour la même période de référence) le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention suivait la nature de leur avis (positif/positif ou négatif/négatif) [colonnes 1 et 2], le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention a introduit une demande d'information complémentaire [colonne 3], le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention était négative alors que leur avis était positif [colonne 4] et enfin, le pourcentage de cas où la décision de la Direction Gestion de la détention était positive alors que leur avis était négatif [colonne 5]. Le nombre de réponses pour ces cinq questions varie entre 40 et 45 réponses, soit entre 74% et 83% des directeurs ayant retourné leur questionnaire.

Tab.40. Perception des directeurs quant à la nature du suivi accordé par la Direction Gestion de la détention à leur avis (congé pénitentiaire)

Directeurs	+/+ (%)	-/- (%)	IC (%)	+/- (%)	-/+ (%)
1	80	100	40	20	0
2	30	30	0	30	0
3	0	25	0	37	0
4	100	.	50	0	0
5	.	.	.	.	.
6	.	.	.	.	0
7	70	100	30	20	0
8	80	100	20	20	0
9	.	99	10	.	1
10	0	100	.	.	0
11	.	.	.	.	.
12	60	100	50	40	0
13	50	100	30	50	0
14	70	100	5	30	0
15	50	100	10	50	0
16	.	.	.	.	.
17	70	100	35	30	0
18	0	100	0	100	0
19)	.	.	.	.	.
20	100	100	0	0	0
21	.	.	.	.	.
22	50	100	14	50	0
23	40	100	6	60	0
24	100	.	.	.	.
25	40	100	40	65	0
26	50	100	0	50	0
27	.	.	.	.	0
28	40	100	10	60	0
29	60	100	10	40	0
30	0	100	.	.	0
31	80	100	20	20	0
32	65	65	35	30	20
33	80	100	20	20	0
34	20	55	5	20	0
35	50	100	5	50	0
36	0	100	0	0	0
37	40	100	40	60	0
38	25	.	0	25	.
39	60	100	16	0	.
40	100	.	0	.	.
41	75	100	12	25	0
42	80	100	15	20	0
43	70	100	30	60	0
44	70	100	.	30	0
45	.	100	.	.	0
46	20	70	0	10	0
47	.	100	.	.	0
48	80	100	20	70	0
49	100	100	0	0	0
50	100	100	0	0	0
51	100	100	100	0	0
52	100	100	0	0	0
53	60	100	20	40	0
54	0	100	75	100	0
Total N	44	44	41	40	45
Moyenne FR	53.33	94.76	20.45	42.91	.87
Moyenne NL	61.75	93.34	17.00	20.29	.07

Moyenne Gén	**57.16**	**94.03**	**18.85**	**33.30**	**.48**
Médiane FR	55.00	100.00	17.50	40.00	.00
Médiane NL	70.00	100.00	10.00	20.00	.00
Médiane Gén	**60.00**	**100.00**	**12.00**	**30.00**	**.00**
Minimum	0	25	0	0	0
Maximum	100	1000	100	100	20

Selon les directeurs, dans environ 20% (pour les directeurs néerlandophones – médiane : 20%) et 43% (pour les directeurs francophones – médiane : 40%) des cas, la Direction Gestion de la détention aurait rendu une décision négative alors qu'ils avaient émis un avis positif relatif à une demande de congé pénitentiaire (moyenne générale : 33 % ; médiane générale : 30%). Au même titre que pour les permissions de sortie, lorsque l'avis de la direction était négatif, la décision de la Direction Gestion de la détention était quasi systématiquement négative. D'après la moyenne, les demandes d'information complémentaire représentaient quant à elles 19% des cas (médiane : 12%). Les remarques et précisions évoquées à la fin du point précédent restent bien entendu valables ici.

I.9. La perception des directeurs quant au nombre de demandes que doit introduire un détenu avant d'obtenir une décision positive de la Direction Gestion de la détention

L'issue d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire soumise à la Direction Gestion de la détention dépend du type de dossier proposé, de la préparation préalable dont ce dossier fait l'objet avant d'être proposé et, bien entendu de l'examen des aspects légaux auquel l'octroi d'une sortie est conditionné. Néanmoins, l'équipe de recherche souhaitait se faire une idée plus précise du nombre de demandes de permission de sortie ou de congé pénitentiaire que doit introduire en moyenne un détenu avant que la Direction Gestion de la détention prenne une décision positive à son égard.

Seulement 29 directeurs sur les 54 ayant retourné leur questionnaire ont répondu à ces deux questions. Si on s'en tient aux réponses obtenues, la majorité des directeurs considère que le détenu doit introduire au minimum deux demandes avant d'obtenir une décision positive de la Direction Gestion de la détention et ce, qu'il s'agisse d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire. Au regard du nombre de demandes particulièrement bas, on peut faire l'hypothèse que les directeurs s'appuient uniquement sur les dossiers où le détenu a obtenu une permission de sortie ou un congé pénitentiaire.

Tab.41. Aperçu du nombre de demandes introduites avant une décision positive (permission de sortie)

Permission de sortie		
Nbre. de demandes	**Fréquence**	**Pourcentage**
De 1 à 2	1	3.45
1 ou 2	1	3.45
2	16	55.15
2 ou 3	1	3.45
3	8	27.60
De 3 à 4	1	3.45
4	1	3.45
Total	29	100.0

Tab.42. Aperçu du nombre de demandes introduites avant une décision positive (congé pénitentiaire)

Congé pénitentiaire		
Nbre. de demandes	**Fréquence**	**Pourcentage**
1	2	6.90
1 à 3	1	3.45
1 ou 2	1	3.45
2	15	51.75
2 ou 3	2	6.90
3	7	24.10
8	1	3.45
Total	29	100.0

L'équipe de recherche a ensuite demandé aux directeurs quel était d'après eux le pourcentage de cas où la Direction Gestion de la détention prend une décision positive après la première demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire.

A nouveau, le taux de réponse à cette question n'est pas très important[146]. A peine une trentaine de directeurs ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à la question.

Tab.43. Pourcentage de cas où la DGD prend une décision positive lors de la première demande

Directeurs		PS (%)	CP (%)
Total	N. Directeurs	31	32
	Moyenne FR	26.65	34.50
	Moyenne NL	42.64	41.25
	Moyenne Gén	**32.32**	**37.03**
	Médiane FR	30.00	32.50
	Médiane NL	50.00	45.00
	Médiane Gén	**30.00**	**40.00**
	Minimum	0	0
	Maximum	100	100

D'après les minima et maxima renseignés, on peut observer que les réponses sont quant à elles extrêmement variables puisque certains directeurs ont déclaré que la Direction Gestion de la détention prend systématiquement une décision positive lors d'une première demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire alors que d'autres directeurs ont déclaré exactement l'inverse, à savoir que la Direction Gestion de la détention ne prend jamais de décision positive dans ce cas de figure.

Les directeurs estiment en moyenne que la Direction Gestion de la détention prend une décision positive dans environ 32% des cas lorsqu'il s'agit d'une première demande de permission de sortie et dans environ 37% des cas lorsqu'il s'agit d'une première demande de congé pénitentiaire. Si ces deux valeurs sont très proches, la différence entre les deux

[146] 31 et 32 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont respectivement répondu à la question.

modalités est toutefois un peu plus marquée au niveau de la médiane puisque la moitié des directeurs considèrent que la Direction Gestion de la détention prend une décision positive dans plus 30% des cas lorsqu'il s'agit d'une première demande de permission de sortie et dans plus 40% des cas lorsqu'il s'agit d'une première demande de congé pénitentiaire.

On peut par ailleurs observer une différence plus nette entre la perception des directeurs néerlandophones et celle des directeurs francophones au niveau de ce même indicateur puisque la moitié des directeurs néerlandophones considère que dans plus 50% des cas lorsqu'il s'agit d'une première demande de permission de sortie (médiane francophone : 30%) et dans plus de 45% des cas lorsqu'il s'agit d'une première demande de congé pénitentiaire (médiane francophone : 32,5%), la Direction Gestion de la détention se prononce favorablement alors que la médiane du côté francophone est respectivement de 30% et 32,5%.

I.10. La perception des directeurs par rapport au tribunal d'application des peines

A titre exceptionnel, le tribunal d'application des peines, « saisi d'une procédure d'octroi d'une modalité d'exécution de la peine, peut accorder une modalité d'exécution de la peine autre que celle demandée si cela est absolument nécessaire pour permettre l'octroi à court terme de la modalité d'exécution de la peine sollicitée »[147]. Le tribunal d'application des peines peut ainsi accorder à titre de modalité particulière d'exécution de la peine : une permission de sortie, un congé pénitentiaire, une détention limitée ou une surveillance électronique.

Afin d'appréhender la fréquence avec laquelle le tribunal d'application des peines recourt à cet article de la loi relative au statut externe du détenu, l'équipe de recherche a demandé aux directeurs, sur la base de l'ensemble des dossiers qu'ils ont traité respectivement entre le 1er avril 2012 et le 30 juin 2012, combien de fois le tribunal d'application des peines avait accordé une modalité particulière d'exécution de la peine (permission de sortie/congé pénitentiaire) sur base de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu[148] ; dans combien de ces cas, selon eux, s'agit-il de personnes pour lesquelles la Direction Gestion de la détention a rendu une décision négative à la dernière demande de permission de sortie/congé pénitentiaire[149] ; et enfin, dans combien de ces cas, selon eux, s'agit-il de personnes pour lesquelles la Direction Gestion de la détention a rendu une décision négative alors qu'ils avaient eux-mêmes communiqué un avis positif[150].

A propos de la fréquence avec laquelle le tribunal d'application des peines a accordé une modalité d'exécution de la peine (permission de sortie/congé pénitentiaire) sur la base de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu pour l'ensemble des dossiers traités par chaque directeur au cours de la période d'avril, mai et juin 2012 : quatorze

[147] Loi du 17 mai 2006, art. 59.
[148] 32 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[149] 24 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[150] 21 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

directeurs ont répondu zéro fois, neuf directeurs ont répondu une fois, deux directeurs ont répondu deux fois et un directeur a répondu cinq fois. Les réponses de six autres directeurs (trois directeurs ont répondu dix fois, deux directeurs ont répondu vingt fois et un directeur a répondu trente fois) doivent être prises avec plus de précaution dans la mesure où elles sont particulièrement plus élevées que celles qui viennent d'être évoquées. On peut se demander pour ces dernières valeurs si les directeurs n'ont pas confondu pourcentages et valeurs absolues dans leur réponse. Certaines réponses restent toutefois plausibles au regard de la taille des établissements auxquels appartiennent ces directeurs (Ittre, Brugge, Leuven Central). Par contre elles le sont moins pour d'autres (Merksplas et Hasselt) étant donné la période de référence de trois mois qui était renseignée.

Quant au nombre de fois (en %) où il s'agissait dans ces mêmes cas de personnes pour lesquelles la Direction Gestion de la détention avait pris une décision négative à la dernière demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, les réponses ont été très variables puisque pour quatre directeurs ce ne fut jamais le cas et pour quatre autres cela n'a concerné que 1% des dossiers tandis que pour dix directeurs, chaque fois que le tribunal d'application des peines a accordé une modalité d'exécution de la peine (permission de sortie/congé pénitentiaire) sur la base de l'article 59, la Direction Gestion de la détention avait pris une décision négative lors de la dernière demande[151].

A nouveau, on peut observer une grande disparité au niveau des réponses des directeurs en ce qui concerne le nombre de fois (en %) où il s'agissait, toujours dans ces mêmes cas, de personnes pour lesquelles la Direction Gestion de la détention a rendu une décision négative alors qu'ils avaient eux-mêmes préalablement communiqué un avis positif. Les réponses se répartissent à travers les pourcentages suivants : 0% (six directeurs) 1% (trois directeurs), 50% (deux directeurs), 70% (deux directeurs), 80% (deux directeurs), 95% (un directeur) et 100% (cinq directeurs).

I.11. La perception des directeurs quant à la pertinence des décisions de la Direction Gestion de la détention

La question suivante qui fut posée aux directeurs était de savoir s'ils trouvaient la motivation des décisions de la Direction Gestion de la détention toujours pertinente (c'est-à-dire à chaque avis émis par rapport à une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire)[152]. En réponse à cette question, 41 directeurs répondants considèrent que la motivation des décisions de la Direction Gestion de la détention n'est pas toujours pertinente.

[151] Un directeur a répondu qu'il s'agissait de 15% des dossiers, un autre directeur a répondu qu'il s'agissait de 85% des dossiers, un autre directeur encore a répondu qu'il s'agissait de 90% des dossiers et enfin trois directeurs ont répondu qu'il s'agissait de 95% des dossiers.
[152] 51 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

Il leur était ensuite demandé d'indiquer, de manière générale, dans combien de cas en moyenne trouvent-ils que la motivation n'est pas pertinente[153] ; dans combien de cas trouvent-ils (en moyenne) que la décision est non pertinente lorsque celle-ci est négative après qu'ils aient rendu un avis positif[154] ; et, enfin, dans combien de cas trouvent-ils (en moyenne) que la décision est non pertinente lorsque celle-ci est positive après qu'ils aient rendu un avis négatif[155].

D'après le tableau ci-dessous, la moitié des directeurs considèrent de manière générale que plus de 30% des décisions ne sont pas motivées de manière pertinente (médiane : 30%). La moitié des directeurs considèrent plus particulièrement que la motivation d'une décision négative n'est pas pertinente dans plus de 50% des cas lorsque celle-ci suit un avis positif (médiane : 50%). Si on ventile les réponses par rôle linguistique, les directeurs francophones considèrent plus souvent que les directeurs néerlandophones les décisions de la Direction Gestion de la détention comme étant non pertinentes. Cette différence de perception résulte peut-être des différenciations qui existent entre les attachés néerlandophones et francophones du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention au niveau du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire, lesquelles se répercuteraient sur leur réception par les directions locales.

Tab.44. Pourcentage de motivations considérées comme non pertinentes

	Général (%)	**Avis + / Décision – (%)**	**Avis - / Décision + (%)**
Réponses valides	33	31	26
Réponses manquantes	21	23	28
Moyenne FR	39.25	59.33	2.63
Moyenne NL	27.31	42.69	.00
Moyenne Générale	**34.55**	**52.35**	**1.92**
Médiane FR	30.00	60.00	.00
Médiane NL	25.00	40.00	.00
Médiane Générale	**30.00**	**50.00**	**.00**
Minimum	5	3	0
Maximum	80	100	30

I.12. La perception des directeurs quant aux arguments légaux avancés par la Direction Gestion de la détention pour refuser l'octroi d'une modalité (permission de sortie/congé pénitentiaire)

En ce qui concerne les conditions légales qui régissent l'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires, les chercheurs ont demandé aux directeurs s'ils pouvaient indiquer de manière générale dans combien de cas en moyenne, la Direction Gestion de la détention invoque pour refuser l'octroi de la modalité le risque de soustraction à l'exécution de la peine, le risque de commettre de nouveaux faits graves, le risque d'importuner les victimes, l'objet/le motif de la demande de permission de sortie/congé

[153] 33 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[154] 31 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[155] 26 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

pénitentiaire, la date d'admissibilité à la modalité et enfin, la composition du dossier (toutes les pièces nécessaires au dossier ne sont pas réunies)[156].

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la proportion dans laquelle chacun de ces arguments est invoqué par la Direction Gestion de la détention pour rejeter une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire.

Tab.45. Aperçu de la récurrence des arguments légaux avancés par la DGD pour refuser l'octroi d'une modalité (en %)

	Risque de soustraction	**Risque de commission de nouveaux faits**	**Risque d'importuner les victimes**	**Objet/motif de la demande**	**Date d'admissibilité**	**Dossier incomplet**
Réponses valides	40	40	40	41	40	40
Réponses manquantes	14	14	14	13	14	14
Moyenne FR	43.64	62.95	16.09	26.14	1.64	15.82
Moyenne NL	40.67	61.14	12.45	21.57	.94	8.94
Moyenne Gén	**42.30**	**62.14**	**14.45**	**24.02**	**1.33**	**12.73**
Médiane FR	40.00	65.00	15.00	15.00	.00	10.00
Médiane NL	42.50	55.00	10.00	10.00	.00	.00
Médiane Gén.	**40.00**	**60.00**	**10.00**	**10.00**	**.00**	**5.00**
Minimum	0	15	0	0	0	0
Maximum	95	100	50	80	10	50

Au-delà de la grande dispersion des réponses obtenues, on n'observe aucune différence caractéristique entre les directeurs néerlandophones et francophones au niveau de leur perception des taux de mobilisation de chacun des arguments susmentionnés. Le risque de commission de nouvelles infractions est indiscutablement l'argument qui serait le plus fréquemment invoqué, suivi du risque de soustraction à l'exécution de la peine et, largement après, l'inadéquation de l'objet/motif de la demande. Les trois autres arguments légaux seraient plus marginalement présents dans les décisions de la Direction Gestion de la détention.

Pour contraster ces résultats quantitatifs, nous avons demandé aux directeurs dans une question ouverte complémentaire d'indiquer quels étaient pour eux les arguments avancés le plus souvent par la Direction Gestion de la détention au cours des mois d'avril, mai et juin 2012 dans les cas où la décision était contraire à leur avis (décision positive après un avis négatif ou décision négative après un avis positif)[157].

Trois directeurs indiquent d'emblée dans leur réponse qu'ils n'ont jamais connu au cours de leur carrière de cas de figure où la Direction Gestion de la détention avait rendu une décision positive alors qu'ils avaient eux-mêmes délivré un avis négatif.

Dans les cas de figure où la Direction Gestion de la détention rejette la demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire après un avis positif du directeur, les arguments les plus souvent opposés aux directeurs ont trait à l'examen des contre-

[156] 40 à 41 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[157] En fonction de l'argument, 43 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

indications. Vingt-cinq directeurs répondants mentionnent ainsi explicitement et sans plus de précision : la présence du risque de récidive/de commission de nouvelles infractions graves associée ou non à la présence du risque de soustraction à l'exécution de la peine. D'autres directeurs citent des arguments statiques tels que les antécédents judiciaires ou la carrière criminelle du détenu (4), les échecs de modalités antérieures (3), la gravité des faits commis (2), les évasions au cours de détentions antérieures (2), lesquels laissent craindre la commission de nouveaux faits graves ou la soustraction à l'exécution de la peine. Deux directeurs estiment que l'invocation d'éléments statiques par la Direction Gestion de la détention pour considérer que les risques ne peuvent être complètement écartés ou relativisés par des conditions particulières, lui permette de « camoufler » le caractère prématuré de la demande. Quatre directeurs déclarent s'être vus opposés dans le cadre de refus de demandes de permission de sortie ou de congé pénitentiaire l'argument selon lequel la présence de contre-indications ne pouvait être relativisée par des conditions particulières, deux autres directeurs la présence d'affaire en cours qui laisse craindre que le détenu se soustraie à l'exécution de sa peine et deux derniers directeurs le comportement problématique du détenu en détention qui laisse craindre la commission de nouvelles infractions/le non-respect des conditions. Enfin, un directeur précise dans sa réponse qu'en ce qui concerne les contre-indications légales, la Direction Gestion de la détention l'a invité à confronter le détenu à la décision de rejet au sens où sa réaction serait, d'après lui, considérée par la Direction Gestion de la détention comme un indicateur supplémentaire dans l'examen des contre-indications d'une demande ultérieure.

Viennent par après les arguments relatifs aux rapports psychosociaux où l'argument principal est l'insuffisance des investigations psychosociales réalisées (11), plus particulièrement au niveau de l'examen de personnalité (3) ou de certaines problématiques sous-jacentes (1), qui empêcherait les attachés de procéder à l'examen des contre-indications. Parmi les autres arguments rapportés qui empêcheraient les attachés de procéder à l'examen des contre-indications, figurent les divergences entre le rapport psychosocial et la réalité judiciaire (1), l'absence de rapport psychosocial (1), l'absence de positionnement du service psychosocial dans ses conclusions (1) ou son manque de précision (1). Bien que ces différents arguments mettent à nouveau en exergue la place centrale du rapport psychosocial, ils semblent pour la plupart d'entre eux se rapporter à la composition du dossier (au sens où toutes les pièces nécessaires au dossier pour procéder à l'examen des contre-indications ne sont pas réunies). Dans ce même registre, quelques directeurs évoquent comme argument qui leur est souvent opposé par la Direction Gestion de la détention pour rejeter une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire : la qualité des informations transmises par la direction (2) ou l'absence de certaines pièces au dossier (2) qui empêche l'examen des contre-indications (2).

Ensuite, l'argument le plus rapporté par les directeurs répondants (9) concerne les demandes de congé pénitentiaire : il s'agit de la nécessité pour la Direction Gestion de la détention d'envisager préalablement une autre modalité avant l'octroi de congés pénitentiaires, par exemple, des permissions de sortie (« si le détenu est connu pour ne pas avoir réintégré dans les temps par le passé ») ou des permissions de sortie à but

thérapeutique (« pour voir comment, le détenu va investir ce suivi thérapeutique et comment il va gérer ses fragilités à l'extérieur s'il s'agit d'un détenu toxico-dépendant »). Certains directeurs y voient un reliquat d'une rationalité surannée qui prévalait antérieurement, à savoir celle de la progressivité dans l'octroi des modalités. D'autres arguments en lien avec la demande ou sa finalité sont mentionnés par les directeurs répondants : le manque de clarté dans la formulation de la demande (3), les objectifs visés par le demande peuvent être atteints *intra muros* (2), le caractère utilitaire de la demande (2), l'objet de la demande ne rencontre pas l'objectif légal de la mesure sollicitée (1).

On retrouve aussi, de manière éparse, des arguments relatifs au manque de clarté ou de cohérence du projet de reclassement (5) ainsi qu'à l'attitude du détenu par rapport aux faits (3) et aux victimes (3), ou encore la dangerosité du détenu (1).

I.13. La perception des directeurs quant à la non-pertinence des arguments légaux avancés par la Direction Gestion de la détention pour refuser l'octroi d'une modalité (permission de sortie/congé pénitentiaire)

Il s'agissait ensuite pour les directeurs d'indiquer de manière générale pour chacun des arguments légaux énoncés dans combien de cas environ, ceux-ci étaient invoqués de manière non-pertinente par la Direction Gestion de la détention dans ses décisions de rejet[158].

Le tableau ci-dessous donne un aperçu, pour chaque argument, du pourcentage de cas où leur mobilisation par le Direction Gestion de la détention pour rejeter une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire est jugée non-pertinente par les directeurs.

Tab.46. Aperçu de la non-pertinence des arguments légaux avancés par la DGD pour refuser l'octroi d'une modalité (en %)

	Risque de soustraction	**Risque de commission de nouveaux faits**	**Risque d'importuner les victimes**	**Objet/motif de la demande**	**Date d'admissibilité**	**Dossier incomplet**
Réponses valides	34	35	33	33	32	33
Réponses manquantes	20	19	21	21	22	21
Moyenne FR	43.95	38.50	27.37	35.28	.59	24.21
Moyenne NL	25.67	26.67	12.50	7.47	.07	12.86
Moyenne Gén	**35.88**	**33.43**	**21.06**	**22.64**	**.34**	**19.39**
Médiane FR	40.00	30.00	10.00	20.00	.00	5.00
Médiane NL	20.00	20.00	5.00	.00	.00	.00
Médiane Gén	**30.00**	**30.00**	**10.00**	**5.00**	**.00**	**.00**
Minimum	0	0	0	0	0	0
Maximum	90	80	100	100	10	80

En considération à nouveau d'une grande variation au niveau des réponses formulées par les directeurs, il appert de manière générale que, pour la moitié des directeurs,

[158] En fonction de l'argument, 32 à 35 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

l'invocation du risque de commission de nouvelles infractions et celui de soustraction à l'exécution de la peine serait non-pertinente dans plus 30% des cas. Par ailleurs, il semblerait que la mobilisation des autres arguments légaux soit quant à elle globalement pertinente. Ces chiffres doivent bien entendu être mis en perspective avec leur importante mobilisation respective par la Direction Gestion de la détention et ce, comparativement aux autres arguments.

Par ailleurs, conformément à leurs déclarations relatives à la motivation des décisions de la Direction Gestion de la détention, on peut constater que les directeurs francophones considèrent plus souvent que les directeurs néerlandophones, l'invocation des différents arguments légaux comme non-pertinente.

I.14. La perception des directeurs répondants par rapport au fait que la décision de la Direction Gestion de la détention s'appuie sur une procédure écrite

Contrairement aux directeurs qui ont des contacts avec le détenu, la Direction Gestion de la détention prend ses décisions sur base d'une procédure écrite, sans avoir rencontré ni entendu le détenu. L'équipe de recherche a demandé aux directeurs s'ils trouvaient cela positif, négatif ou si cela ne jouait d'après eux aucun rôle sur le processus de décision[159].

Si 17 directeurs trouvent positif que la Direction Gestion de la détention prenne sa décision sur la base d'une procédure écrite, 20 directeurs considèrent que cela n'a aucun impact sur le processus décisionnel.

Ces 20 réponses laissent à penser que la position de la Direction Gestion de la détention dans le processus décisionnel pèse plus sur celui-ci que le fait de décider sur la base d'une procédure écrite.

I.15. La perception des directeurs répondants par rapport à l'attitude la Direction Gestion de la détention à l'égard de leur avis dans le cadre du traitement de demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Les chercheurs ont demandé aux directeurs s'ils considéraient l'attitude de la Direction Gestion de la détention à l'égard des avis qu'ils communiquent dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire comme : « très sévère » (ce n'est qu'après de très nombreuses conditions que les permissions de sortie et les congés pénitentiaires sont accordés ; trop peu de détenus obtiennent ces modalités), « sévère », « adéquate », « souple », « très souple » (la Direction Gestion de la détention accorde facilement une permission de sortie ou un congé pénitentiaire), « sans avis »[160]. Ils devaient ensuite expliquer brièvement leurs réponses.

Le tableau ci-après donne un aperçu de la distribution des réponses :

[159] 51 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.
[160] 51 directeurs sur les 54 ayant renvoyé le questionnaire ont répondu à la question.

Tab.47. Perception des directeurs répondants par rapport à l'attitude la Direction Gestion de la détention à l'égard de leur avis

	Attitude de la DGD	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Réponses valides	Très sévère	6 (5F+1N)	11.1	11.8	11.8
	Sévère	32 (16F+16N)	59.3	62.7	74.5
	Adéquate	12 (1F+11N)	22.2	23.5	98.0
	Souple	0	0	0	98.0
	Très souple	0	0	0	98.0
	Sans avis	1 (F)	1.9	2.0	100.0
	Total	51	94.4	100.0	
Réponses manquantes		3 (2F+1N)	5.6		
Total		54	100.0		

Environ 70% des directeurs répondants trouvent l'attitude de la Direction Gestion de la détention l'égard de leur avis dans le cadre du traitement de demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire sévère (32 directeurs), voire très sévère (6 directeurs).

Les directeurs considérant très sévère l'attitude de la Direction Gestion de la détention à l'égard de leurs avis (6 réponses à la question ouverte)

L'essentiel des justifications avancées par ces directeurs peut être résumé de la manière suivante : « les chances de réinsertion d'un détenu pèsent peu par rapport aux risques même faibles d'échec ». D'après eux, la Direction Gestion de la détention ne prendrait quasi pas de risques ce, au détriment de l'esprit de la loi en matière d'octroi de permission de sortie et de congé pénitentiaire. Autrement dit, ces modalités d'exécution de la peine ne seraient pas suffisamment envisagées par la Direction Gestion de la détention comme des « leviers de travail [permettant] au contrat social de se reconstruire ». Cette attitude « prudente » serait principalement mue, selon eux, par le souci de se « protéger » en cas d'échec en raison de l'engagement de la responsabilité du Ministre de la Justice dans chacune des décisions.

Un directeur considère, quant à lui, que la Direction Gestion de la détention travaille encore trop dans l'esprit de l'ancienne règlementation en concevant les congés pénitentiaires et les permissions de sortie comme des « faveurs » que l'on accorde s'il y a vraiment de bonnes raisons de le faire. Il rappelle que le détenu admissible a droit à ces modalités d'exécution de la peine sauf si le dossier présente des contre-indications visées explicitement par la loi qui ne peuvent être compensées par des conditions particulières qui assortiraient l'exécution de la mesure. Or, il a l'impression que dans certains dossiers, la Direction Gestion de la détention cherche ce qui peut lui permettre de rejeter la demande pour ne prendre aucun risque, ce qui est en fin de compte impossible.

Il conclut en considérant que les décisions en matière de permission de sortie ou congé pénitentiaire devraient relever de la compétence des tribunaux d'application des peines afin de donner en toute impartialité plus de cohérence à l'élargissement progressif de la peine.

Un autre directeur estime quant à lui « que la Direction Gestion de la détention cherche trop souvent à « gagner du temps » au sens où dans certains dossiers, où la peine est importante, la demande apparaîtrait comme étant trop prématurée.

Enfin, un directeur explique que la Direction Gestion de la détention n'a pas suffisamment de considération pour le travail du directeur alors que celui-ci « a l'expérience de la prison, de ce qu'est la détention. Il côtoie régulièrement les détenus et recueille auprès des services (agents, service psychosocial, maison de Justice, …) les éléments dont il a besoin pour forger ses avis en matière de permission de sortie et/ou de congé pénitentiaire. Un avis, positif ou négatif, repose sur une analyse sérieuse des pièces du dossier ». Selon lui, « les décisions prises par la Direction Gestion de la détention le sont par des personnes qui ne connaissent pas le milieu pénitentiaire, n'ont jamais vu une prison et un détenu de près. Ces personnes abordent la question pénitentiaire comme le ferait n'importe quel quidam ne maitrisant ni les tenants ni les aboutissants d'un dossier, d'une situation de privation de liberté ».

Les directeurs considérant sévère l'attitude de la Direction Gestion de la détention à l'égard de leurs avis (30 réponses à la question ouverte)

Huit directeurs considèrent que la Direction Gestion de la détention ne tient pas suffisamment compte de l'évolution de la personne. Malgré des avis qu'ils considèrent comme étant bien motivés et l'attestation par les acteurs de terrain d'une réelle évolution dans le chef du détenu, la Direction Gestion de la détention continuerait de rejeter les demandes sur la base d'éléments le plus souvent statiques (nature des faits commis, antécédents judiciaires, etc.). Deux d'entre eux estiment pourtant qu'à un moment donné le rejet de la demande n'apporte aucune plus-value au dossier, voire serait contre-productif car le détenu ne se trouve pas dans des conditions de vie qu'il lui permette de pouvoir montrer ou prouver quoi que ce soit de plus.

Deux directeurs déplorent le fait que peu de détenus bénéficient de modalités d'exécution de leur peine au moment où celles-ci pourraient être le plus utile pour leur reclassement tandis que deux autres regrettent que les refus successifs d'octroi de permissions de sortie et de congés pénitentiaires, malgré l'imposition de conditions strictes pour encadrer l'exécution de la mesure, amènent parfois certains détenus à la date de leur fin de peine sans aucune préparation à la libération. Un de ces directeurs explique que « dans certaines situations, [le fait] de permettre au détenu de reprendre contact avec le monde extérieur, peut parfois l'aider à se rendre mieux compte des réalités et à le responsabiliser dans la construction de son avenir ». Par ailleurs, trois autres directeurs soulignent le manque de transparence ou d'orientation au niveau de l'argumentation de la décision, ce qui met à mal les perspectives de travail avec le détenu, explique l'un d'eux.

Trois directeurs trouvent que leur avis n'est pas assez pris en considération ou ne bénéficie pas de suffisamment de crédit (plus particulièrement, pour l'un d'entre eux, en ce qui concerne les détenus condamnés à une peine inférieure ou égale à 3 ans pour

lesquels il est souvent demandé d'approfondir les investigations psychosociales alors qu'on se rapproche de la fin de peine). Trois directeurs estiment pour leur part que, dans certains dossiers, les décisions négatives de la Direction Gestion de la détention sont trop tributaires de la dimension politique/médiatique.

Quatre directeurs ont le sentiment que la principale préoccupation de la Direction Gestion de la détention est d'atteindre l'octroi d'une permission de sortie ou d'un congé pénitentiaire avec un risque quasi nul. Deux d'entre eux trouvent cependant que les arguments évoqués sont souvent pertinents par rapport au risque de commettre de nouvelles infractions graves à moyen et long terme mais le sont beaucoup moins à court terme, c'est-à-dire dans le cadre d'une sortie à durée limitée comme un congé pénitentiaire et/ou une permission de sortie. Un autre de ces directeurs estime qu'il y a une réelle angoisse de l'échec de la sortie et d'en être tenu responsable. Si selon lui, il n'y a pas véritablement dans ce domaine « een groeicultuur waarbij geleerd wordt van fouten die gemaakt worden », cela peut se comprendre au regard du manque de tolérance dans la société pour les détenus bénéficiant modalités d'exécution de leur peine.

A force de vouloir prendre aucun risque, plusieurs directeurs évoquent également l'impasse dans laquelle se trouve un certain nombre de dossiers pour lesquels les modalités d'exécution de la peine ont été refusées et pour lesquels finalement le tribunal d'application des peines, en raison des demandes de modalités dont la décision relève de sa compétence, est obligé d'intervenir en faisant usage de l'article 59.

Un directeur trouve que la Direction Gestion de la détention « a tendance à attendre une expertise psychosociale totalement finie pour analyser les contre-indications ce qui n'est pas, à son sens, toujours strictement nécessaire ». Il considère également que la Direction Gestion de la détention « ne s'attache pas à la présence de contre-indications majeures mais que la présence d'éléments laissant penser que celles-ci ne sont pas totalement absentes est parfois suffisant pour justifier un refus » alors qu'un autre directeur a l'impression que« dans beaucoup de cas, [la Direction Gestion de la détention cherche] le moindre élément négatif du rapport psychosocial (malgré l'avis de la direction) pour appuyer une décision négative ».

Un autre directeur estime que cela dépend de celui qui prend la décision, le processus décisionnel n'étant, selon lui, pas uniforme. Un autre déplore justement qu'au niveau des attachés francophones, ce ne soit pas toujours la même personne qui traite le dossier car cela laisse en entrapercevoir au niveau de la décision une méconnaissance globale du dossier comme de l'historique des demandes précédentes ainsi qu'une certaine frilosité à franchir le cap de la décision positive.

La Direction Gestion de la détention relèverait surtout les obstacles à l'octroi de la modalité et « oublie » les éléments positifs, qu'elle se contredit d'une décision à l'autre (par exemple, un élément qui pose problème pour l'octroi d'une permission de sortie n'est pas problématique pour l'octroi d'un congé pénitentiaire) ou encore le manque de pertinence des dispositions proposées ou présentées pour compenser les risques.

Un directeur estime que la Direction Gestion de la détention est plus stricte avec les détenus condamnés pour des faits de mœurs.

Enfin, un directeur a « l'impression que la Direction Gestion de la détention « joue » avec des prolongations systématiques du délai de 7 jours pour seulement gagner du temps car ils ne sont pas assez nombreux pour analyser tous les dossiers dans les délais légaux ».

Les directeurs considérant adéquate l'attitude de la Direction Gestion de la détention à l'égard de leurs avis (6 réponses à la question ouverte)

Pour ces directeurs, la Direction Gestion de la détention prend « avec honnêteté et professionnalisme » des décisions « correctes », « bien motivées » ou encore « bien pesées » même si l'un d'eux trouve dérangeant l'absence de contact personnel avec le demandeur tandis qu'un autre se sent parfois frustré par rapport au fait que la personne qui prend la décision ne connaisse pas la vie de celui qu'il juge.

Un directeur estime, pour sa part, que la Direction Gestion de la détention est un service central qui va de plus en plus vers une uniformisation de ces décisions alors que, au regard de son expérience, si les directeurs devaient décider eux-mêmes, il y aurait, selon son expérience, plus d'inégalités.

Le directeur n'ayant pas d'avis concernant l'attitude de la Direction Gestion de la détention à l'égard de ses avis (1 réponse à la question ouverte)

Il considère que le rôle de la direction pénitentiaire et de la Direction Gestion de la détention sont différents.

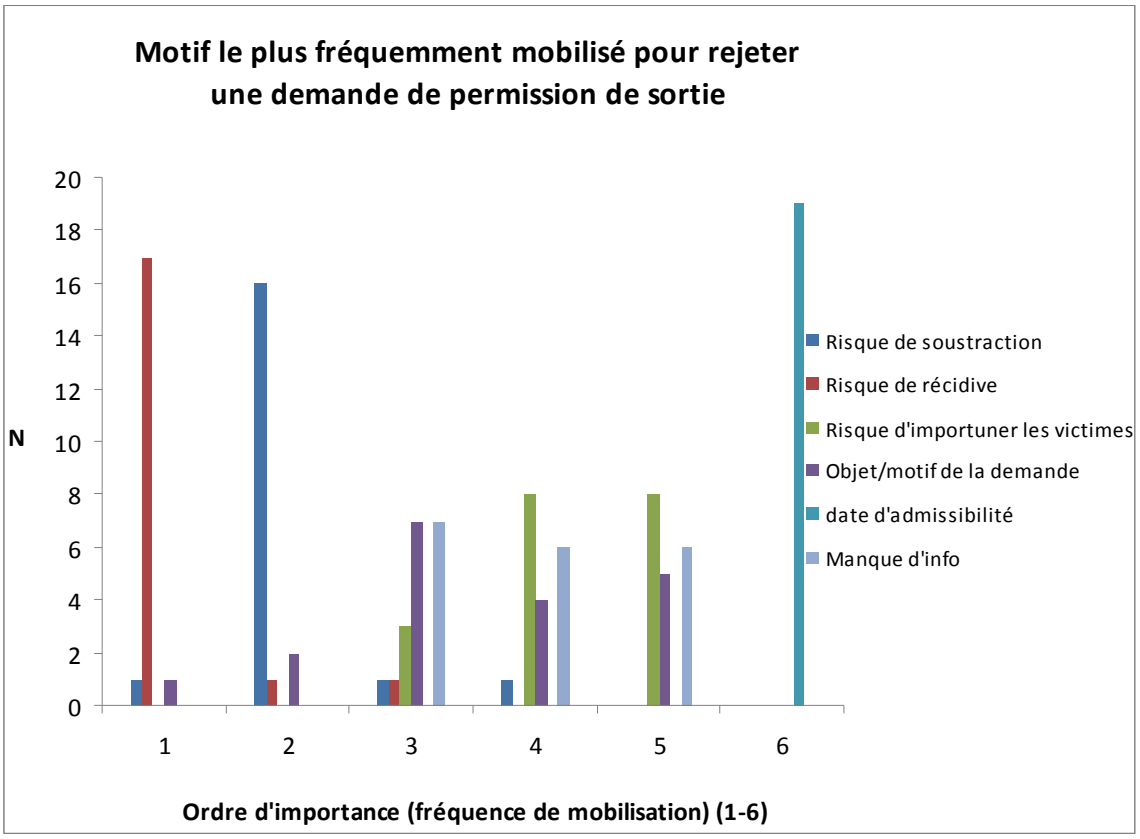
II. La perception des attachés

II.1. La perception des attachés quant au motif qu'ils mobilisent le plus fréquemment pour rejeter une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire[161]

En prenant en considération l'ensemble des avis positifs qui sont communiqués par les directions locales à l'égard d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, les chercheurs ont demandé aux attachés quels étaient de manière générale les motifs légaux les plus fréquemment invoqués pour rejeter la demande (objet/le motif de la demande, date d'admissibilité, risque de soustraction à l'exécution de la peine, risque de commettre de nouveaux faits graves, risque d'importuner les victimes, manque d'information). Etant donné que ces motifs peuvent être mobilisés cumulativement dans un même décision, les attachés devaient ensuite indiquer la combinaison de motifs la plus fréquente dans le cadre du rejet d'une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire.

[161] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Fig.10. Aperçu du motif le fréquemment mobilisé pour rejeter une demande de permission de sortie



Les attachés renseignent le risque de commettre de nouveaux faits graves comme premier motif le plus fréquent pour rejeter une demande de permission de sortie (17 réponses : 8 réponses francophones et 9 réponses néerlandophones). Le risque de soustraction à l'exécution de la peine est quant à lui le deuxième motif le plus fréquent (16 réponses : 9 réponses francophones et 7 réponses néerlandophones). Le troisième motif avancé par les attachés est tantôt l'objet/le motif de la demande (7 réponses : 5 réponses francophones et 2 réponses néerlandophones), tantôt le manque d'information (7 réponses : 3 réponses francophones et 4 réponses néerlandophones), voire dans une moindre mesure le risque d'importuner les victimes (3 réponses : 1 réponse francophone et 2 réponses néerlandophones). Le risque d'importuner les victimes constitue plutôt le quatrième motif le plus fréquent pour rejeter une demande de permission de sortie (8 réponses : 4 réponses francophones et 4 réponses néerlandophones). Le motif qui est le moins souvent invoqué pour rejeter une demande de permission de sortie est incontestablement la date d'admissibilité (19 réponses).

Les attachés considèrent que la combinaison de motifs la plus fréquente dans le cadre du rejet d'une demande de permission de sortie est le risque de soustraction à l'exécution de la peine et le risque de commettre de nouveaux faits graves (11 réponses : 5 réponses francophones et 6 réponses néerlandophones). La seconde combinaison la plus fréquente est le risque de soustraction à l'exécution de la peine, le risque de commettre de

nouveaux faits graves et l'inadéquation de l'objet/du motif de la demande (3 réponses : 3 réponses francophones mais aucune réponse néerlandophone). Le risque de soustraction à l'exécution de la peine, le risque de commettre de nouveaux faits graves et le risque d'importuner les victimes constituent, selon les attachés, la troisième combinaison la plus fréquente (2 des réponses : 1 réponse francophone et 1 réponse néerlandophone).

Au niveau des congés pénitentiaires, le premier motif le plus fréquemment mobilisé par les attachés pour rejeter une demande de congé pénitentiaire est le risque de commettre de nouveaux faits graves (19 réponses) tandis que le deuxième motif le plus fréquent est le risque de soustraction à l'exécution de la peine (16 réponses : 10 réponses francophones et 6 réponses néerlandophones). Le troisième motif avancé par les attachés est le manque d'information (11 réponses : 6 réponses francophones et 5 réponses néerlandophones), voire dans une moindre mesure le risque d'importuner les victimes (4 réponses : 3 réponses francophones et 1 réponse néerlandophone). A nouveau, le risque d'importuner les victimes constitue plutôt le quatrième motif invoqué pour rejeter une demande de congé pénitentiaire (10 réponses : 6 réponses francophones et 4 réponses néerlandophones). Le motif qui est le moins souvent invoqué pour rejeter une demande de congé pénitentiaire reste la date d'admissibilité (9 réponses : 1 réponse francophone et 8 réponses néerlandophones) alors qu'on aurait peut-être plus pu s'attendre à ce que ce soit l'objet/le motif de la demande qui soit avancé par les attachés.

Les attachés considèrent également que la combinaison de motifs la plus fréquente dans le cadre du rejet d'une demande de congé pénitentiaire est le risque de soustraction à l'exécution de la peine et le risque de commettre de nouveaux faits graves (13 réponses : 7 réponses francophones et 6 réponses néerlandophones). Le risque de soustraction à l'exécution de la peine, le risque de commettre de nouveaux faits graves et le risque d'importuner les victimes constituent, selon les attachés, la deuxième combinaison la plus fréquente (4 réponses : 2 réponses francophones et 2 réponses néerlandophones).

II.2. Le dossier de la Direction Gestion de la détention et la perception des attachés quant aux sources d'information utilisées dans l'élaboration de leurs décisions

Le dossier de la Direction Gestion de la détention est un « dossier historique qui contient toutes les propositions et décisions intervenues pour un individu dans le cadre des matières relatives à l'exécution de la peine de la compétence du ministre pour lesquelles la Direction Gestion de la détention a délégation » (Van Melderen, 2011 : 3). Contrairement aux directeurs de prison dont le dossier ne contient que les pièces relatives à la détention en cours, le dossier individuel de la Direction Gestion de la détention est réactivé et complété à chaque nouvelle détention.

La note méthodologique inventorie les pièces qui composent entre autres ce dossier (Van Melderen, 2011 : 4-5), il s'agit de: la fiche d'écrou, le casier judiciaire, les jugements et arrêts, l'exposé des faits relatifs aux peines en exécution, les informations de l'Office des étrangers, les demandes de classification ou de transferts introduites par les directeurs (Etats 58), les procès-verbaux de la police ou rapports d'incidents survenus en détention,

les décisions du Directeur général de placement en régime de sécurité particulier, les demandes d'information ou communications du cabinet du Ministre de la Justice, les demandes de dossiers judiciaires faites par les médecins anthropologues des prisons, les avis des psychiatres et médecins pénitentiaires, les avis de la Commission de défense sociale, les déclarations ou fiches victimes, les avis des directeurs relatifs aux différentes modalités d'exécution de la peine, les rapports du service psychosocial, les rapports d'information succincts ou d'enquête sociale externe, les décisions des tribunaux d'application des peines, les demandes d'information de la Direction Gestion de la détention et les réponses des directeurs, les rapports de guidance des assistants de justice pour les condamnés libérés provisoirement ou sous conditions, les décisions de la Direction Gestion de la détention, les décisions du Ministre de la Justice.

La liste n'est pas exhaustive et chaque dossier ne comprend pas nécessairement l'ensemble des pièces énumérées. Les différentes pièces du dossier sont numérotées chronologiquement, la plus récente étant placée au-dessus du dossier. Un code couleur permet de repérer rapidement dans le dossier les fardes qui correspondent aux différentes sources d'information : Rose pour les informations relatives aux victimes, violet pour les jugements des tribunaux d'application des peines, bleu pour les jugements, arrêts et extraits du casier judiciaire, jaune pour les différents incidents (suicide, tentative d'évasion, bagarre, mutinerie, complices, etc.), etc.

En considération des sept sources figurant dans la circulaire n°1794 du 7 février 2007[162] et qui étaient reprises dans l'énoncé du questionnaire[163], les chercheurs ont demandé aux attachés, au même titre que pour les directeurs de prison, quelles étaient les autres sources d'information qu'ils utilisent concrètement dans l'élaboration de leurs décisions relatives aux demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire[164]. Sur cette base, ils devaient ensuite indiquer quelles sont les sources d'information qu'ils consultent dans l'élaboration de plus de 50% de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire[165] et ensuite classer ces sources d'information par ordre d'importance en commençant à partir de 1 = la source d'information la plus importante ; 2 = la seconde source d'information la plus importante ; et ce jusqu'à la source d'information la moins importante[166].

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des autres sources évoquées par les 19 attachés ayant répondu à la question. Celles-ci sont classées en fonction de leur nombre de mentions respectives.

---

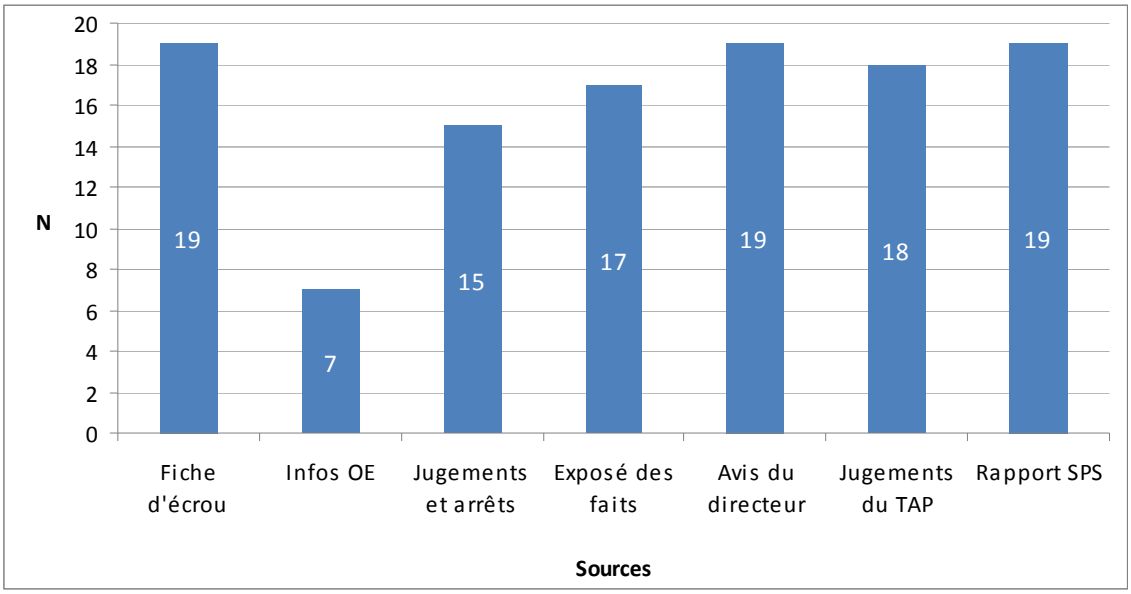
[162] Les sources énumérées dans la circulaire sont : le dossier pénitentiaire, les informations de l'Office des étrangers, les jugements et arrêts, l'exposé des faits, les informations du parquet, les procès-verbaux de la police et le rapport du service psychosocial.
[163] Le dossier pénitentiaire a toutefois été remplacé par la fiche d'écrou (dont une copie peut être extraite du programme « Greffe ») car celui-ci rassemble l'ensemble des autres sources énumérées par la circulaire.
[164] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[165] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[166] 17 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Tab.48. Aperçu des autres sources d'information mobilisées par les attachés dans l'élaboration de leurs décisions

Autres sources d'informations	Total
Enquête sociale externe	18
Jugement(s) des Tribunaux d'application des peines	18
Fiche Victime	5
Casier judiciaire	3
Programme « Greffe »	3
Décisions antérieures de la DGD	3
Informations relatives à l'existence d'incidents disciplinaires	3
Informations spontanément transmises par le détenu, sa famille ou son avocat (par courrier)	2
Déroulement des modalités octroyées antérieurement (DL, SE, CP, PS, etc.)	2
Documents issus du service juridique interne	2
Attestations diverses	1
Etats 58 (demandes de classification ou transferts introduites par les directeurs)	1

Les sources que les attachés déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie sont : la fiche d'écrou (19 réponses), le rapport du service psychosocial (19 réponses), l'avis du directeur (19 réponses), les jugements des tribunaux d'application des peines (18 réponses), l'exposé des faits (17 réponses), les jugements et arrêts (15 réponses). Comme pour les directeurs, les sources les plus souvent mentionnées sont celles qui sont reprises dans la circulaire n°1794 du 7 février 2007 ainsi que dans l'énoncé de la question. L'histogramme ci-dessous permet de visualiser les sources d'information que les attachés déclarent mobiliser le plus souvent dans l'élaboration de plus de 50% de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie ainsi que la récurrence avec laquelle sont également mobilisées les deux autres sources (les informations du parquet et les procès-verbaux de la police) reprises dans la circulaire n°1794 du 7 février 2007.

Fig.11. Aperçu des sources d'information mobilisées par les attachés dans l'élaboration de plus de 50% des décisions relatives aux permissions de sortie



D'autres sources, *a priori* déterminantes dans le cadre du processus décisionnel, sont évoquées plus marginalement : les informations de l'Office des étrangers (7 réponses), les informations du parquet (4 réponses), les fiches victimes (3 réponses), le casier judiciaire (3 réponses), les décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention (3 réponses) ou encore le programme « Greffe » (2 réponses)[167].

Etonnement, certains attachés ont indiqué qu'ils consultaient l'enquête sociale externe dans l'élaboration de plus de 50% de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie (3 réponses).

Bien entendu, comme pour les directeurs, ces chiffres sont en partie tributaires de leur évocation préalable par les attachés parmi les sources qu'ils mobilisent dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire. Autrement dit, si, par exemple, un attaché n'a pas mentionné le programme « Greffe » parmi les sources auxquelles il recourt pour élaborer ses avis, il y a peu de chance, pour ne pas dire aucune, qu'il fasse partie des attachés qui consultent cette source dans l'élaboration de plus de 50% des décisions relatives à une demande de permission de sortie.

Quant aux sources que les attachés déclarent consulter dans l'élaboration de plus de 50% des décisions relatives à une demande de congé pénitentiaire, on retrouve la fiche d'écrou (19 réponses), rapport du service psychosocial (19 réponses), l'avis du directeur (19 réponses), l'enquête sociale externe (19 réponses), les jugements des tribunaux d'application des peines (18 réponses), l'exposé des faits (17 réponses) et les jugements et arrêts (16 réponses).

[167] Ce constat peut en partie être relativisé par les déclarations des attachés lors des entretiens de suivi (cfr. pages 53-60) au sens où les décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention comme le programme « Greffe » y sont présentées comme des sources de première importance.

Comme pour le traitement des demandes de permission de sortie, les autres sources sont renseignées plus marginalement : les informations de l'Office des étrangers (7 réponses), les informations du parquet (4 réponses), les fiches victimes (3 réponses), le casier judiciaire (3 réponses) ou encore le programme « Greffe » (2 réponses). A nouveau, on peut s'étonner que les décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention soient si peu évoquées par les attachés (3 réponses)[168].

La source la plus importante pour les attachés dans l'élaboration de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie est la fiche d'écrou (9 réponses : 6 réponses francophones et 3 réponses néerlandophones), suivie du rapport psychosocial (6 réponses : 1 réponse francophone et 5 réponses néerlandophones) et de l'avis du directeur (2 réponses : 2 réponses francophones mais aucune réponse néerlandophone).

La source la plus importante pour les attachés dans l'élaboration de leurs décisions relatives à une demande de congé pénitentiaire reste la fiche d'écrou (10 réponses : 6 réponses francophones et 4 réponses néerlandophones), suivie du rapport psychosocial (5 réponses : 1 réponse francophone et 4 réponses néerlandophones) et de l'avis du directeur (2 réponses : 2 réponses francophones mais aucune réponse néerlandophone).

II.3. La perception des attachés par rapport à l'importance des éléments d'information du rapport psychosocial dans l'élaboration de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire

Comme nous avons pu le voir, le rapport psychosocial n'est pas la seule source d'information importante pour les attachés. Néanmoins, il semble occuper une place centrale dans le processus décisionnel d'octroi des permissions de sortie et des congés pénitentiaires. Les rapports psychosociaux comportent bien souvent une multiplicité d'informations organisées sous différentes rubriques. Afin de pouvoir apprécier plus précisément quels sont pour les attachés les éléments d'information qui participent à l'élaboration de leur décision, l'équipe de recherche leur a demandé de classer les éléments suivants du rapport psychosocial par ordre d'importance[169] : anamnèse, criminogenèse, personnalité, évaluation du risque de récidive (incluant les tests psychologiques), attitude du détenu vis-à-vis des faits, attitude du détenu vis-à-vis de la victime, évolution en détention, évaluation du plan de reclassement, conclusion et évaluation globale, autres. Ils devaient ensuite préciser quels éléments d'information étaient pour eux indispensables pour prendre leur décision[170].

Tout d'abord, six attachés (5 néerlandophones et un francophone) ont renseigné d'autres éléments d'information que ceux proposés ci-dessus. Ces éléments sont les suivants : avis

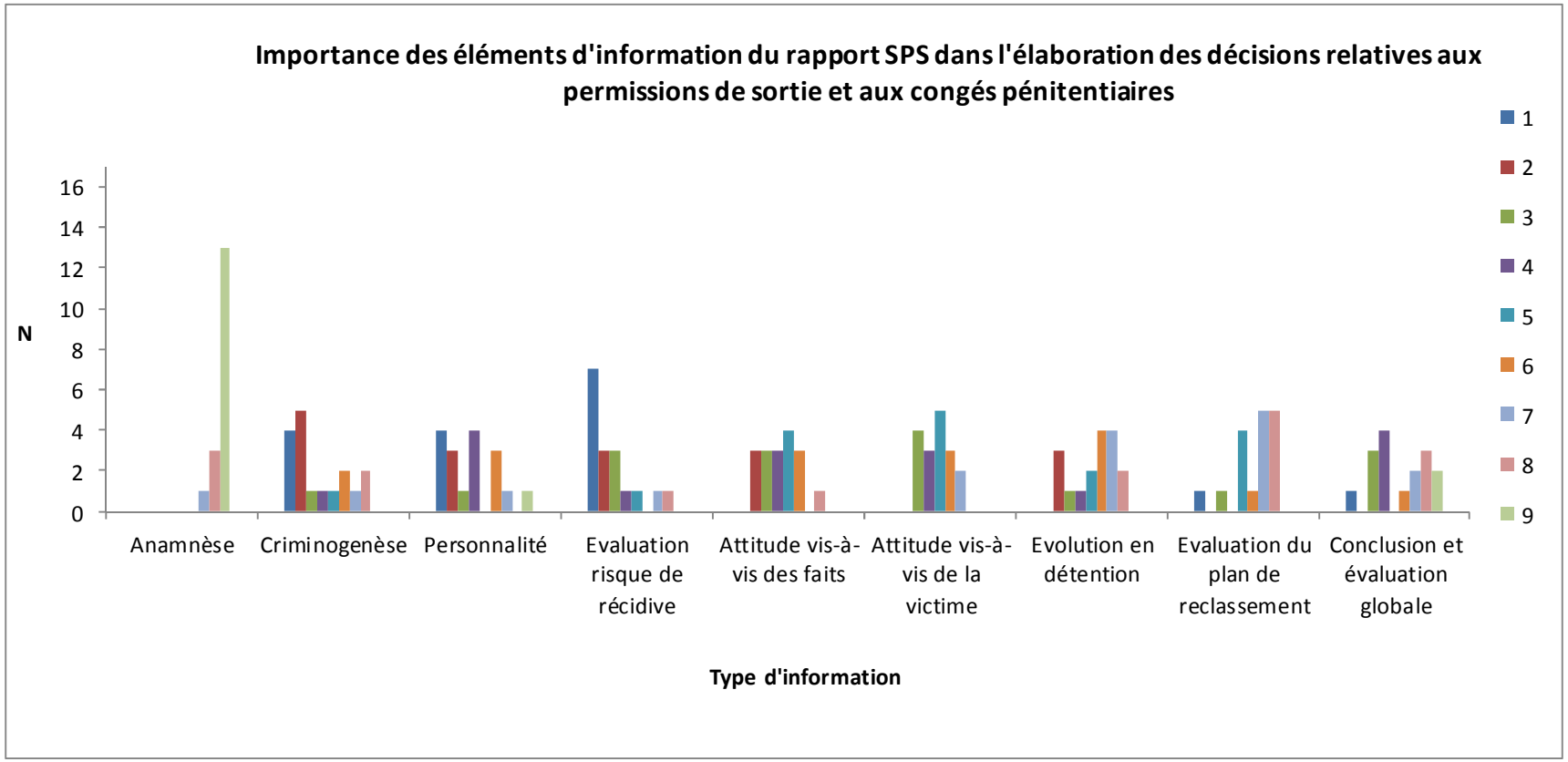
[168] Ce constat peut à nouveau être partiellement relativisé par les déclarations des attachés lors des entretiens de suivi (cfr. pages 53-60) au sens où les décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention comme le programme « Greffe » y sont présentées comme des sources de première importance.
[169] 17 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[170] 15 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

psychiatrique pour certains cas (1), confrontation à l'exposé des faits et version de l'intéressé par rapport à la vérité judiciaire (1), échecs éventuels d'autres modalités retravaillées avec le service psychosocial pour identifier ce qui a posé problème (1), enquête sociale externe (3) et comportement en détention (2).

L'évaluation du risque de récidive est renseignée comme étant l'élément d'information du rapport psychosocial le plus important pour l'élaboration des décisions relatives à une demande de permission de sortie (7 réponses : 3 réponses francophones et 4 réponses néerlandophones). La personnalité et la criminogenèse sont considérées ex-æquo comme étant le second élément d'information du rapport psychosocial le plus important (4 réponses : 3 réponses francophones et 1 réponse néerlandophone).

L'évaluation du risque de récidive est également renseignée comme étant l'élément d'information du rapport psychosocial le plus important pour l'élaboration des décisions relatives à une demande de congé pénitentiaire (7 réponses: 3 réponses francophones et 4 réponses néerlandophones). La personnalité et la criminogenèse sont aussi considérées ex-æquo comme étant le second élément d'information du rapport psychosocial le plus important (4 réponses: 3 réponses francophones et 1 réponse néerlandophone).

Fig.12. Aperçu de l'importance des éléments d'information du rapport SPS dans l'élaboration des décisions relatives aux permissions de sortie et aux congés pénitentiaires



A l'exception de l'anamnèse, tous les autres éléments d'information du rapport psychosocial susmentionnés sont considérés comme indispensables par une majorité d'attachés dans l'élaboration de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire[171].

Au vu de la formation des attachés et du volume de certains rapports psychosociaux (parfois 70-80 pages), une question subsiste : comment les attachés en tant que non-psychologues, pour la majorité d'entre eux, font-ils pour traiter et mobiliser de manière adéquate et pertinente l'information technique et complexe qui composent les rapports psychosociaux dans les délais qui leur sont impartis ?

Conscient que les destinataires de leurs rapports puissent ne pas avoir la formation requise et afin d'éviter autant que possible toute interprétation hâtive ou erronée, le service psychosocial central a le projet d'évoluer vers un autre type de rapport. Celui-ci se présenterait sous une forme plus synthétique et comporterait les clés d'interprétation utiles pour saisir directement les points essentiels de l'expertise réalisée ainsi que leurs implications par rapport à la personne concernée.

Le conseiller général du service psychosocial central déclarait ainsi « wat wij willen doen is dat eigenlijk een samenvattend beschrijvend persoonlijkheidsbeeld in dat verslag introduceren waarin dat jij eigenlijk heel duidelijk moet aangeven wat de implicaties van al die testen zijn naar die persoon toe. Zeer bevattelijk, in een kort stuk, en wel aangeven welk materiaal je gebruikt hebt, maar niet meer per stuk, individueel elk resultaat. Als we dat eruit gaan halen, gaat die boek al wel veel korter worden »[172].

II.4. La perception des attachés quant aux motifs qui requièrent le plus souvent une demande d'information complémentaire lors du traitement d'une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire

La demande d'information complémentaire serait le plus souvent introduite en vue d'obtenir des précisions sur un dossier pour lequel l'attaché s'orienterait *a priori* vers un octroi [173]. Toutefois, il semblerait que le recours aux demandes d'information complémentaire soit de plus en plus destiné à compléter les dossiers transmis à la Direction Gestion de la détention en raison de l'absence de certaines pièces utiles pour l'examen des contre-indications[174]. A titre indicatif, en 2010, les demandes d'information

[171] Plus particulièrement, quelle que soit la modalité sollicitée, 15 attachés considèrent la criminogenèse comme indispensable ; 13 attachés considèrent la personnalité et l'évaluation du risque de récidive comme indispensables ; 14 attachés considèrent l'attitude du détenu vis-à-vis des faits et de la victime comme indispensable ; 12 attachés considèrent l'évolution en détention comme indispensable ; et enfin 11 attachés considèrent l'évaluation du plan de reclassement et les conclusions comme indispensables.
[172] Entretien avec W. Vanhout (9 juillet 2012).
[173] Entretien avec G. Maertens (23 mai 2012).
[174] Entretien avec G. Maertens (23 mai 2012).

complémentaire représentaient environ 13% de l'ensemble des décisions prises par les attachés du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention[175].

L'équipe de recherche a demandé aux attachés d'indiquer (en commençant à partir de 1 = motif le plus fréquent ; 2 = second motif le plus fréquent ; et ce jusqu'au motif le moins fréquent) quel était le motif le plus fréquemment invoqué pour introduire une demande d'information complémentaire (prolongement de procédure) lors du traitement d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire[176]. Sur la base des informations récoltées dans le cadre de la phase exploratoire de la recherche, les motifs proposés par les chercheurs étaient les suivants : pièce(s) manquante(s) au dossier, précision(s) complémentaire(s) (par rapport à l'objet de la demande, au détenu, au milieu d'accueil, etc.), manque de temps pour traiter la demande dans le délai légal imparti, autres.

Un seul attaché mentionne deux autres motifs supplémentaires à ceux proposés par l'équipe de recherche. Ceux-ci sont respectivement renseignés comme étant le troisième et le quatrième motif le plus fréquemment invoqué par cet attaché pour introduire une demande d'information complémentaire. Il s'agit de l'absence d'un avis tranché du service psychosocial (au niveau de l'examen de l'objet de la demande et/ou des contre-indications) concernant l'opportunité d'accorder ou non la modalité sollicitée et de l'émission par la direction d'un avis identique à celui précédemment soumis à propos de la sollicitation d'une même modalité.

Par ailleurs, on peut relever que si quatre attachés ont répondu que le manque de temps pour traiter la demande dans le délai légal imparti était un motif sans objet pour envisager un prolongement de procédure, tous les autres attachés (15) ont quant à eux indiqué qu'il s'agissait du troisième motif le plus fréquemment invoqué pour introduire une demande d'information complémentaire.

Les réponses des attachés tendent à corroborer le constat de départ puisque pour la plupart des attachés francophones (7 sur 10 attachés ayant répondu au questionnaire), les motifs qui requièrent le plus souvent une demande d'information complémentaire lors du traitement d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire sont respectivement l'apport de précisions complémentaires (par rapport à l'objet de la demande, au détenu, au milieu d'accueil, etc.), ensuite l'absence de certaines pièces au dossier et enfin le manque de temps pour traiter la demande dans le délai imparti. A la différence des attachés francophones, la plupart des attachés néerlandophones (5 sur 9 attachés ayant répondu au questionnaire) estiment que les motifs qui requièrent le plus souvent une demande d'information complémentaire lors du traitement d'une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire sont respectivement l'absence de certaines pièces au dossier, ensuite l'apport de précisions complémentaires (par rapport à l'objet de la demande, au détenu, au milieu d'accueil, etc.), et enfin le manque de temps pour traiter la demande dans le délai imparti.

---

[175] Entretien avec G. Maertens (23 mai 2012). Voir également Rapport d'activités 2010 de la Direction générale des établissements pénitentiaires, Service public fédéral Justice, 2011, 171.
[176] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Les attachés déplorent par ailleurs les réponses tardives de certaines directions locales qui les contraignent, à défaut de pouvoir traiter l'information dans les délais légaux impartis, à rejeter la demande. Il se pourrait qu'en contrepartie la direction décide sur la base d'un tel rejet de réintroduire une nouvelle demande endéans le délai légal de trois mois.

Si l'absence ou le manque d'information empêche de procéder à l'examen des contre-indications légales et de déterminer les conditions particulières qui pourraient y répondre le cas échéant, on peut faire l'hypothèse qu'à l'inverse le fait de disposer d'une grande quantité d'information puisse confronter les attachés au même problème au sens où « trop d'information tue l'information ».

II.5. La perception des attachés quant au pourcentage (moyen) de cas où, après avoir rendu une décision négative pour une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, le détenu réintroduit une demande pour cette même modalité endéans le délai légal de trois mois sur avis motivé du directeur

La réintroduction par le détenu, sur avis motivé du directeur, d'une demande relative à une modalité pour laquelle la Direction Gestion de la détention a rejeté la demande précédente il y a moins de trois mois est, en raison de sa récurrence, vécu par le personnel du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention comme une charge de travail supplémentaire dont il se passerait bien au sens où l'absence d'évolution notable dans le dossier les conduit le plus souvent à devoir traiter un avis identique au précédent.

Afin de se faire une idée de la fréquence de cette pratique, l'équipe de recherche a demandé aux attachés quel était d'après eux le pourcentage de cas où, après avoir rendu une décision négative pour une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire, le détenu réintroduit une demande pour cette même modalité endéans le délai légal de trois mois.

Les réponses en pourcent sont présentées dans le tableau ci-dessous pour les permissions de sortie et les congés pénitentiaires[177].

[177] 14 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Tab.49. Perception des attachés quant au pourcentage (moyen) de cas où le détenu réintroduit une demande endéans le délai légal de trois mois

Attaché		PS	CP
Attaché A		20	15
Attaché B		5	5
Attaché C		10	10
Attaché D		5	5
Attaché E		5	3
Attaché F		50	55
Attaché G		15	5
Attaché H		5	3
Attaché I		40	25
Attaché J		80	60
Attaché K		80	60
Attaché L		60	40
Attaché M		50	25
Attaché N		1	1
Total	N	14	14
	Moyenne	30.43	22.29
	Médiane	17.50	12.50
	Minimum	1	1
	Maximum	80	60

En raison des pourcentages très élevés qui ont été renseignés, la moyenne est inévitablement tirée vers le haut : un peu moins d'une décision négative sur trois concernant une demande de permission de sortie et un peu moins d'une décision négative sur quatre pour une demande de congé pénitentiaire ferait l'objet d'une nouvelle demande pour cette même modalité endéans le délai légal de trois mois. D'après la médiane, laquelle n'est pas affectée par les valeurs extrêmes d'une distribution, la moitié des attachés considèrent que lorsqu'ils rendent une décision négative pour une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, le détenu introduit une nouvelle demande endéans le délai légal dans plus de 17,5% des cas pour les permissions de sortie et dans plus de 12,5% des cas pour les congés pénitentiaires.

II.6. La perception des attachés quant à la pertinence des motivations des avis des directeurs locaux et à leur l'attitude dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire[178]

Presque l'ensemble des attachés (18) considèrent que les motivations des avis des directeurs locaux ne sont pas toujours pertinentes.

[178] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

La grande majorité des attachés ayant répondu au questionnaire estiment en outre que les directeurs locaux se montrent « souples » (13 réponses), voire « très souples » (2 réponses), dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie ou de congé pénitentiaire.

Les explications avancées par les attachés pour justifier cette attitude « souple », voire « très souple » des directeurs peuvent être regroupées en quatre thématiques interdépendantes: la position des directeurs dans le processus décisionnel, l'activité professionnelle en tant que telle des directeurs, l'analyse de la demande et la finalité des avis.

Le fait que les directeurs communiquent un avis sans avoir à décider eux-mêmes en dernière instance de l'octroi (ou non) d'une permission de sortie ou d'un congé pénitentiaire justifierait, d'après certains attachés, cette attitude « (très) souple » dans la mesure où ils ne seraient pas tenus pour responsables en cas de problèmes au cours de la sortie. Le poids de la responsabilité ne pèserait donc pas aussi lourdement sur leurs épaules que sur les leurs.

Deuxièmement, en évoquant le fait que le traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie ne constitue pas l'essentiel de leur emploi du temps ni une priorité au regard des impératifs gestionnaires et sécuritaires qui incombent à leur fonction, d'autres attachés laissent entendre que les directeurs investiraient moins ce type de tâche.

Les attachés critiquent ensuite l'analyse qui sous-tend les avis positifs rendus par les directeurs la qualifiant de « minimale », « légère », « imprécise », « incomplète », « peu nuancée », « succincte » ou encore « trop empreinte de subjectivité » alors que l'examen de la demande doit être réalisé dans le respect des prescrits légaux et de l'esprit de la loi. Ils considèrent que les directeurs remettent un avis positif alors qu'ils ne disposent pas de toutes les pièces permettant de procéder objectivement à l'examen des contre-indications. Ils leur reprochent également de ne pas suffisamment prendre en considération les éléments statiques du dossier (faits, antécédents judiciaires, etc.) comme d'effectuer un copier-coller de l'examen des contre-indications réalisé par le service psychosocial.

Plusieurs attachés estiment enfin que la finalité poursuivie par une partie des avis positifs rendus par les directeurs est avant tout utilitaire au sens où cela leur permettrait de gérer au quotidien le comportement en détention de certains détenus en reléguant la Direction Gestion de la détention dans le mauvais rôle, à savoir celui d'une administration centrale impersonnelle cantonnée dans sa tour d'ivoire qui cherche le moindre prétexte pour rejeter la demande.

Par ailleurs, trois attachés (3 réponses) estiment que l'attitude des directeurs est adéquate. Ils considèrent quant à eux que les avis des directeurs répondent de manière générale aux critères légaux d'évaluation de la demande. Ils reconnaissent toutefois que dans certains cas l'analyse est hors-cadre et/ou ne s'appuie pas sur des critères objectifs.

II.7. La perception des attachés quant aux cas de figure pour lesquels ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif

Il s'agit d'une série de cinq questions élaborées à partir d'informations collectées dans le cadre de la phase exploratoire de la recherche. Ces questions visaient à étayer l'hypothèse selon laquelle certains facteurs seraient susceptibles de jouer un rôle déterminant dans le rejet d'une demande. Les facteurs identifiés et soumis à l'examen par l'équipe de recherche étaient : la modalité d'exécution de la peine, la catégorie de la peine à laquelle la personne est condamnée, la catégorie de faits pour lesquels la personne est condamnée, l'établissement pénitentiaire (facteur institutionnel) et le directeur (facteur interpersonnel).

Il était demandé aux attachés de répondre à ces questions en s'appuyant sur leur propre expérience au sein de la Direction Gestion de la détention depuis l'entrée en vigueur de la loi relative au statut juridique externe du détenu. Une mention complémentaire précisait que même s'ils ne pouvaient pas répondre précisément à une question, une estimation restait pertinente en ce qu'elle fournissait malgré tout une information sur l'un ou l'autre aspect du processus décisionnel relatif au traitement des demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie. Le taux de réponse pour chacune de ces cinq questions est très variable.

A la question d'indiquer quelle est la modalité pour laquelle ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif[179], 8 attachés répondent que le congé pénitentiaire serait la modalité pour laquelle ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif. Cela peut paraître surprenant étant donné que cette modalité est censée faire partie du régime standard de tout condamné mais cela pourrait peut-être s'expliquer par l'impact de la durée et de la répétition de la modalité dans le temps au niveau de l'issue d'un processus décisionnel axé sur un examen des risques.

Le tableau ci-dessous permet de visualiser l'ensemble des réponses pour cette question.

[179] 15 attachés sur les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Tab.50. Perception des attachés quant à la modalité pour lesquels ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Réponses valides	PSO	4 (2F+2N)	21.1	26.7	26.7
	PS	3 (2F+1N)	15.8	20.0	46.7
	CP	8 (3F+5N)	42.1	53.3	100.0
	Total	15 (7F+8N)	78.9	100.0	
Réponses manquantes		4 (3F+1N)	21.1		
Total		19	100.0		

A la question d'indiquer quelles sont les trois catégories de peine[180] pour lesquelles les attachés sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur pour une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire est positif, les réponses visent principalement les longues peines (plus de 3 ans) et les peines criminelles à temps[181]. Les condamnations à perpétuité sont référencées majoritairement par les attachés (6 réponses sur 8) comme étant la première catégorie de peine pour laquelle ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur est positif tandis que les peines criminelles à temps composent quant à elles principalement la seconde catégorie de peine.

Quatorze attachés ont répondu à la question qui leur demandait d'identifier les trois catégories de faits pour lesquelles ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur pour une demande de permission de sortie et congé pénitentiaire est positif. Les trois catégories qui ont été le plus mentionnées par les attachés sont : les vols avec violence commis seul ou à plusieurs (10 mentions), les faits de mœurs (9 mentions) et les homicides volontaires (5 mentions), viennent ensuite les coups et blessures (3 mentions) et les infractions à la législation relative aux stupéfiants (3 mentions).

Douze attachés ont répondu à la question qui leur demandait d'identifier les trois établissements pénitentiaires pour lesquels ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur pour une demande de permission de sortie et congé pénitentiaire est positif. La mention récurrente de l'un ou l'autre établissement viendrait ainsi soutenir l'hypothèse que les divergences peuvent entre autres être dues à une certaine conception ou organisation institutionnelle propre en matière d'octroi des modalités d'exécution de la peine. D'après les réponses obtenues, un établissement a été mentionné à six reprises, un autre établissement à quatre reprises, deux établissements à trois reprises, deux autres établissements à deux reprises et enfin six établissements à une seule reprise.

[180] Les différentes catégories de peine proposées par les chercheurs étaient les suivantes : ≤ 3 ans, 3 à 5 ans, 5 à 7 ans, 7 à 10 ans, 10 à 15 ans, + de 15 ans, peine criminelle à temps, peine à perpétuité.
[181] 8 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Enfin, seulement neuf attachés ont répondu à la question qui leur demandait d'identifier les trois directeurs d'établissements pour lesquels ils sont le plus souvent amenés à rendre une décision négative alors que l'avis communiqué par le directeur pour une demande de permission de sortie et congé pénitentiaire est positif. La mention récurrente de l'un ou l'autre directeur viendrait pour sa part soutenir l'hypothèse que les divergences peuvent entre autres être dues à une certaine conception personnelle au niveau de l'octroi des modalités d'exécution de la peine étudiées. D'après les résultats obtenus, le nom de seulement trois directeurs revient plusieurs fois : un directeur est mentionné à quatre reprises et deux autres directeurs à deux reprises chacun.

II.8. La perception des attachés par rapport au tribunal d'application des peines[182]

La phase exploratoire de la recherche avait mis à jour le souci au sein de la Direction Gestion de la détention de tendre vers plus de cohérence entre les décisions relatives à des modalités d'exécution de la peine relevant du court terme (permission de sortie et congé pénitentiaire) et celles qui relèvent d'une temporalité plus longue (surveillance électronique, détention limitée et libération conditionnel) au sens où elles participent au même processus de reclassement du condamné[183].

Le questionnaire demandait aux attachés s'ils élaborent leurs décisions en tenant compte d'un éventuel jugement ultérieur du tribunal d'application des peines[184]. Dans la mesure où l'objectif des permissions de sortie et des congés pénitentiaires est de préparer une réinsertion dans la société qui devra, à plus long terme, se concrétiser dans le cadre de modalités plus larges relevant de la compétence du tribunal d'application des peines, une grande majorité des attachés (15) tiennent compte lors de l'élaboration de leur décision du fait qu'une audience soit fixée dans un délai relativement court devant le tribunal d'application des peines (sans pour autant que cet élément l'emporte nécessairement sur d'autres), notamment lorsqu'il reste l'une ou l'autre démarche à réaliser au détenu pour finaliser son plan de reclassement. Les attachés estiment par ailleurs que s'ils octroient la modalité (permission de sortie/congé pénitentiaire), le détenu sera plus enclin à respecter les conditions imposées afin de pouvoir maximiser ses chances de bénéficier d'une surveillance électronique, une détention limitée ou une libération conditionnelle. D'autres attachés considèrent également qu'il est important d'essayer d'accorder leur approche du dossier avec celle du tribunal d'application des peines lorsque celui-ci semble en voie de se positionner favorablement par rapport à une demande du détenu.

Une deuxième question cherchait à savoir si lorsqu'ils doivent traiter une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, après que le tribunal d'application des peines se soit prononcé par rapport à l'octroi d'une modalité d'exécution de la peine, ce jugement affecte leur décision[185]. Presque tous les attachés (17) prennent en considération

[182] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[183] Entretiens avec Peter Bollen (23 mai 2012 et 5 juin 2012) et avec G. Maertens (23 mai 2012).
[184] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[185] Les 19 attachés ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

la décision du tribunal d'application des peines lorsqu'ils doivent traiter peu de temps après une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire.

Tout d'abord, parce que le tribunal d'application des peines peut pointer des éléments dans son jugement qui ne figurent pas dans les autres pièces du dossier. Certains de ces éléments, en regard de la demande qu'ils ont à examiner, pourront tantôt « débloquer » un dossier tantôt problématiser davantage certains aspects d'un autre dossier.

Cependant, une décision favorable du tribunal d'application des peines aurait, d'après certains attachés, une influence positive sur le processus décisionnel même si celle-ci ne fait pas disparaître automatiquement les contre-indications qui prévalaient jusque-là dans un dossier. Comme l'illustre ci-après un attaché, ils essayent de rester cohérents avec l'approche du dossier développée par le tribunal d'application des peines: « si le détenu a besoin de sorties pour débuter une formation alors que le tribunal d'application des peines lui a accordé une détention limitée ou une surveillance électronique qui ne débute qu'à l'expiration du délai de cassation, alors, il me semble qu'il y a lieu d'octroyer les sorties pour ne pas mettre le plan de réinsertion en péril. De même, si nous devons traiter une demande de congé pénitentiaire, un octroi de surveillance électronique aura un impact sur notre décision puisque seuls les congés pénitentiaires liés à la surveillance électronique, et donc accordés par le tribunal d'application des peines, sont d'application. Nous devons donc refuser ».

En cas de décision défavorable, les attachés considèrent qu'il importe de prendre connaissance des motifs invoqués par le tribunal d'application des peines et d'être informés tant à propos de la réaction du détenu par rapport à ce refus que de la manière dont il le vit afin de pouvoir en apprécier la portée dans le cadre de leur examen du risque de soustraction à l'exécution de la peine et du risque de commettre de nouveaux faits graves. Le détenu, ajoute sans plus d'explication un des attachés, peut « perdre courage et, sous le coup de l'émotion, faire n'importe quoi ».

Par ailleurs, quasi tous les attachés (18) estiment que l'octroi d'une permission de sortie ou d'un congé pénitentiaire a une influence sur l'octroi ultérieur d'une libération anticipée au cours d'une même détention[186]. Enfin, d'après eux[187], environ 10 à 15 % seulement des détenus ayant été libérés anticipativement par le tribunal d'application des peines ne se sont pas vus octroyer auparavant de permission de sortie ou de congé pénitentiaire par la Direction Gestion de la détention.

[186] 18 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.
[187] 13 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

Tab.51. Perception des attachés quant au pourcentage de détenus ayant été libérés anticipativement par le TAP sans avoir obtenu antérieurement de modalités de sortie par la DGD

Total	N. Attaché	13
	Moyenne	13.31
	Moyenne FR.	16.66
	Moyenne NL.	10.42
	Médiane	10.00
	Minimum	3
	Maximum	30

II.9. La perception des attachés quant à l'utilisation de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu par le tribunal d'application des peines

Comme pour les directeurs, l'équipe de recherche a demandé aux attachés, sur la base de l'ensemble des dossiers qu'ils traitent respectivement, quel est en moyenne le pourcentage de cas où le tribunal d'application des peines accorde une modalité particulière d'exécution de la peine (permission de sortie/congé pénitentiaire) sur base de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu ; dans combien de ces cas, selon eux, s'agit-il de personnes pour lesquelles ils ont rendu une décision négative à la dernière demande de permission de sortie/congé pénitentiaire ; et enfin, dans combien de ces cas, selon eux, s'agit-il de personnes pour lesquelles ils ont rendu une décision négative alors que la direction avait communiqué un avis positif.

Le tableau ci-après fait état des réponses à ces trois questions. La première colonne de résultats rend compte de la perception des attachés répondants quant au nombre de fois où le tribunal d'application des peines accorde une modalité d'exécution de la peine (permission de sortie/congé pénitentiaire) sur la base de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu. La deuxième colonne de résultats rend compte de la perception des attachés répondants quant au nombre de fois où il s'agissait dans ces mêmes cas de personnes pour lesquelles ils avaient rendu une décision négative à la dernière demande de permission de sortie/congé pénitentiaire. Enfin la troisième colonne de résultats rend compte de la perception des attachés répondants quant au nombre de fois où il s'agissait, toujours dans ces même cas, de personnes pour lesquelles ils avaient rendu une décision négative alors que les directeurs avaient quant à eux préalablement communiqués un avis positif.

Tab.52. Perception des attachés quant à l'utilisation de l'article 59 de la loi relative au statut externe du détenu par le tribunal d'application des peines

Attaché		1 (%)	2 (%)	3 (%)
Attaché A		10	90	80
Attaché B		1	100	90
Attaché C		10	1	.
Attaché D		3	90	.
Attaché E		4	1	1
Attaché F		10	5	5
Attaché G		10	5	5
Attaché H		15	.	.
Attaché I		10	80	70
Attaché J		10	10	10
Attaché K		3	3	5
Attaché L		5	90	90
Attaché M		10	10	.
Attaché N		10	90	95
Attaché O		15	10	2
Attaché P		1	95	.
Total	N	16	15	11
	Moyenne	7.94	45.33	41.18
	Moyenne FR.	7.87	41.71	36.20
	Moyenne NL.	8	48.5	45.33
	Médiane	10.00	10.00	10.00
	Minimum	1	1	1
	Maximum	15	100	95

Au regard des réponses renseignées par les attachés pour la première question, le pourcentage de dossiers où le tribunal d'application des peines mobiliserait l'article 59 se situe pour la majorité d'entre eux entre 1 et 10%. Deux attachés seulement indiquent que cela concerne 15% de leurs dossiers.

Les réponses formulées pour la deuxième question sont quant à elles plus polarisées dans la mesure où tantôt une minorité (1 à 15%) tantôt une majorité (80 à 100 %) de dossiers où l'article 59 est mobilisé, aurait connu un rejet de la dernière demande de permission de sortie/congé pénitentiaire.

A nouveau les réponses relatives à la troisième question sont fortement polarisées puisque les dossiers pour lesquels l'article 59 a été mobilisé alors que la dernière demande de permission de sortie/congé pénitentiaire était négative, aurait tantôt

majoritairement fait l'objet d'un avis positif de la part de la direction, tantôt majoritairement fait l'objet d'un avis négatif.

II.10. La perception des attachés par rapport au système de procédure écrite sur lequel ils s'appuient dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire

La dernière question visait à obtenir l'avis des attachés par rapport au fait de devoir prendre leur décision sur la base d'une procédure écrite sans rencontrer le détenu. Est-ce, selon eux, positif, négatif ou sans impact sur le processus décisionnel[188].

S'ils se montrent nuancés, 12 attachés considèrent tout de même que de manière générale le système de procédure écrite est positif (7 attachés francophones et 5 attachés néerlandophones) par rapport aux objectifs visés par leur mission. Selon eux, ce système leur permettrait d'examiner la demande avec plus d'objectivité. Toutefois, ce système les empêcherait en revanche d'accéder à certains éléments (clarification et actualisation de la situation) et/ou motivations (sens de la demande pour le détenu) qui ne transparaissent pas à l'écrit en raison de l'absence de rencontre avec le détenu (laquelle permettrait aux attachés de poser directement leur question) et de la reformulation de la demande initiale par le service psychosocial et/ou le directeur. Bien qu'elle présente des inconvénients, la procédure écrite offrirait avant tout une mise à distance propice pour l'examen de la demande et la prise de décision. Les attachés estiment qu'en s'appuyant uniquement sur les éléments du dossier, ils évitent d'être influencés par le détenu, d'une part ; et, d'autre part, ils diminuent l'impact de leurs émotions et de leur subjectivité dans le processus décisionnel. Deux attachés jugent qu'il appartient dès lors au service psychosocial ainsi qu'aux directions locales de leur fournir une image la plus précise, nuancée et complète possible du dossier afin qu'ils puissent rendre une décision clairement motivée et pertinente. Les attachés considèrent que la Direction Gestion de la détention a la tâche très importante d'intervenir au tout début de ce qu'ils appellent un « processus d'élargissement » des sorties du condamné et d'ainsi dessiner/orienter les premiers jalons de sa réinsertion sociale, ce qui implique que le Direction Gestion de la détention puisse envisager l'enclenchement ou non de ce processus à partir d'un dossier complet.

III. La perception à l'égard du décideur

La perception des directeurs à l'égard des attachés (« sévère » et « très sévère »), et inversement, celle des attachés à l'égard de l'attitude des directeurs (« souple » et « très souple ») constitue un résultat interpellant de ce questionnaire étant donné la polarisation particulièrement prononcée des positions. Celle-ci témoigne nous semble-t-il du manque de communication entre les directeurs et les attachés, lequel tend à figer les représentations des uns à l'égard des autres et à restreindre les possibilités d'appréhender les conditions de travail de chacun. Lors des entretiens de suivi réalisés avec les attachés à propos des décisions qu'ils avaient rendues dans certains dossiers relevant de notre

[188] 15 attachés sur les 19 ayant renvoyé leur questionnaire ont répondu à cette question.

échantillon, nous avons été frappés par le discours qu'ils tenaient à l'égard des décisions négatives répétées du cabinet dans certains des dossiers qu'il lui était soumis. En effet, la teneur de leur discours était en tout point semblable à celui des directeurs considérant l'attitude des attachés comme « sévère » (cfr. pages 148-150). Bien que la motivation des décisions du cabinet et celle des attachés soit sans commune mesure, il nous semble en revanche, au regard des critiques formulées, que l'enjeu à l'égard du décideur soit similaire. Ces propos nous paraissent néanmoins moins liés aux personnes ou à la position de ces personnes dans le processus décisionnel qu'au pouvoir discrétionnaire qu'il exerce dans le cadre du processus étudié.

Voici deux extraits des entretiens de suivi menés auprès des attachés qui permettent d'illustrer (en regard des justifications des directeurs considérant l'attitude des attachés comme « sévère ») la perception que les acteurs peuvent avoir à l'égard du décideur et du pouvoir discrétionnaire qu'il exerce :

« […] j'avais vraiment repris [le dossier] en me disant bon allez c'est des faits moches, le type de faits qu'ils n'aiment pas : attaques de fourgons, etc. J'avais dit telle chose [dans ma décision], telle chose, on [la DGD] a rejeté, on [la DGD] a demandé ça, il [le détenu] a maintenu. Donc tout l'historique [de la note] était fait comme ça…alors quand vous avez en retour, si au moins il y avait un enchainement, voilà, malgré l'évolution constatée, nous estimons … mais non, c'est rejet parce qu'il s'agit de faits graves et que l'intéressé a des antécédents de violence. Oui mais alors, moi je me dis, je fais quoi au tour suivant.

C'est tout le travail de tout le monde qui s'effondre et quoi, un détenu qui reçoit ça, y a de quoi pêter un câble effectivement. Pourquoi j'ai maintenu un bon comportement, pourquoi … mais je sortirai jamais alors. […] Bien sûr, on peut dire il s'agit de faits graves ; et par rapport à la violence exercée, y a telle chose, il s'agit d'affiner, d'avoir telle échelle de risque, etc. Ca ils peuvent le lire, ils peuvent le comprendre mais quand tout ce qui a été possible de faire et qu'à côté de ça c'est jamais facile mais … au moins, ou alors on motive ou on dit pourquoi, ou on dit… Y a rien de pire que de devoir, moi ce n'est pas un avis contraire au mien qui me frustre, au contraire parfois, ben voilà, on découvre, oui, ok c'est… Et c'est aussi une autre étape, hein, la ministre s'expose encore différemment que nous mais dire tout le temps non »

Un autre attaché s'explique de la manière suivante lorsque nous lui demandons comment il fait pour se positionner par rapport à la décision négative du cabinet :

« […] faut pas le prendre pour soit, il faut prendre du recul parce que c'est vrai que parfois on argumente une décision en long, en large et en travers et puis le cabinet en deux lignes …

[…] mais bon voilà c'est comme cela, on doit faire avec j'ai envie de dire. Mais c'est vrai qu'ici dans ce cas-ci, enfin c'est d'ailleurs un dossier dont ils ont parlé à la réunion de jeudi avec le cabinet parce que, enfin ils ne sont pas cohérents en fait. Dans le dernier refus qu'ils font ils disent qu'il faut mettre en place le suivi et maintenant qu'il met en

place le suivi, et bien ils trouvent encore autre chose alors qu'il n'y a plus réellement de raisons de lui dire non. Donc ce qu'on fait, c'est qu'on essaye de faire, de rester loyal mais avec ce qu'on a parce que ... Donc ici on a joué sur le fait qu'il fallait éclaircir l'orientation du suivi et comme cela normalement la prochaine fois cela devrait aller.

[…] je ne sais pas qu'elle est leur logique mais il y a des fois où c'est vrai que ce n'est pas tout à fait compréhensible parce que ce n'est pas justifié comme nous on le fait quoi. Enfin il y a des choses qu'ils mettent en avant comme enfin, pas dans ce dossier-ci mais on a déjà eu des dossiers où ils mettent en avant le risque de commission de nouvelles infractions parce que les faits commis sont graves.

[…] tous les faits qui montent au cabinet sont graves et en même temps on ne pourra pas revenir dessus non plus parce que c'est fait, c'est fait ... Ils ont été condamnés pour cela donc quand c'est justifié seulement sur base de cela, c'est un peu compliqué d'aller plus loin mais c"est vrai qu'il y a des dossiers qui remontent et qu'on sait très bien qu'à chaque fois ils ne passeront pas ».

A lecture de ces extraits et des justifications avancées par les directeurs, on peut retenir nous semble-t-il deux critiques communes à l'encontre de la manière dont le décideur exerce son pouvoir discrétionnaire : le manque de transparence au niveau des critères de décision et l'absence de perspective de travail que laissent entrapercevoir ces décisions négatives répétées (vers où va-t-on dans ce dossier et comment allons-nous procéder ?).

Plus fondamentalement, on retrouve semble-t-il, en filigrane, une même impression, un même ressentiment de non reconnaissance et de dévalorisation du travail accompli.

CHAPITRE VII – ANALYSE DATABANK BESLISSINGEN

In dit hoofdstuk wordt ingegaan op de eerder vermelde databank. Deze is aangelegd op basis van alle beslissingen inzake UV, UVO en PV die op DDB genomen werden in de periode van 1 juni tot en met 31 augustus (met enkele uitzonderingen van beslissingen die begin september 2012 genomen zijn). In dit hoofdstuk wordt een beschrijving gegeven van aspecten die uit de databank naar voor komen. Deze beschrijving heeft een zeer belangrijke beperking: conclusies kunnen telkens maar getrokken worden op basis van wat er in de databank zit. De inhoud en de kwaliteit van de databank zijn grenzen die niet kunnen ondervangen worden wanneer binnen een kort tijdsbestek een groot aantal beslissingen wordt onderzocht. De ganse databank is opgesteld op basis van gegevens die wekelijks aangeleverd werden door alle attachés van DDB (zie het hoofdstuk methodologie), aangevuld met data geregistreerd op basis van SIDIS-Griffie.

Dit hoofdstuk zal drie delen bevatten. In het eerste deel wordt ingegaan op de doorstroom van vragen betreffende een modaliteit vanaf het ogenblik van de vraag van een gedetineerde tot en met het ogenblik van de beslissing. Bij de doorstroom van vragen tot en met beslissingen betreffende een modaliteit ligt de focus op het tijdsverloop. Enkele vrij algemene beschrijvende statistieken worden vermeld; sommige daarvan krijgen meer aandacht in de rest van het hoofdstuk. Bij het tweede deel ligt de focus op het geheel van alle beslissingen. Hier staat een algemene beschrijving van onder meer de beslissing, de modaliteit, het directieadvies, of de procedure verlengd is of niet, en andere kenmerken. Aan het einde van het tweede deel worden de resultaten van enkele multivariate testen besproken. In het derde deel ligt de focus op kenmerken van de gedetineerde. Daarbij gaat het om het geslacht, de leeftijd, de strafcategorie (een referentie naar het totaal van alle uit te voeren hoofdgevangenisstraffen), de toelaatbaarheid en gelijkaardige kenmerken. Ook op het eind van dit deel komen enkele multivariate testen aan bod.

In wat volgt gaat het in eerste instantie om een beschrijving en een verkenning van gegevens. De beschrijvende statistieken blijven beperkt tot kruistabellen en een berekening van associaties waar mogelijk. Dit is natuurlijk niet hetzelfde als het poneren van causaliteit. Op het einde van het tweede en derde deel komen multivariate testen aan bod, waarmee nagegaan is wat de invloed is van meerdere kenmerken tegelijk op de beslissing en welke elementen daarbij voorspellend werken voor het eindresultaat (de beslissing tot toekenning of weigering). Dit geeft een beter beeld van de afzonderlijke variabelen in hun onderlinge samenhang. Het significantieniveau dat hier gebruikt wordt, is het 5% niveau (0,05). Wanneer percentages aan bod komen, dan betreft het steeds afrondingen; het totaal van alle percentages is niet per se 100%, maar kan een tiende verschillen door die afrondingen.

I. De doorstroom van modaliteiten: van vraag tot en met beslissing

In dit deel staat een beschrijving van de doorstroom van alle UVOs, UVs en PVs. De beschrijving betreft een louter in kaart brengen van de duurtijden vanaf de eerste stap tot en met de beslissing. In totaal zijn er vier sleutelmomenten, vier data: de vraag van de veroordeelde, het advies van de gevangenisdirecteur, de ontvangst van het directieadvies op DDB (een wettelijk ijkpunt in de procedure, zie art.10§2 wet van 17 mei 2006 externe rechtspositie) en de beslissing op DDB. De juridische termijnen bedragen 14 werkdagen vanaf ontvangst. Bij verlenging van de procedure komt daar maximum 7 werkdagen bij (zie het deel regelgeving eerder in dit rapport)[189]. Op elke stap wordt hieronder afzonderlijk ingegaan. Aangezien er andere regels, verwachtingen en tijdsvoorwaarden gelden, worden de drie modaliteiten achtereenvolgens overlopen. Er zijn 181 beslissingen UVO, 1164 beslissingen UV en 899 PV.

I.1. Doorlooptijd van UVO (n = 181)

Tab.53. Doorstroom van UVO

Vraag gedetineerde	Advies directeur	Beslissing DDB	% obv aard advies (afgerond)	% op totaal (afgerond)
N = 181	Positief (n = 124) (68.5%)	Positief (n = 75)	61%	41.4%
		Negatief (n = 48)	38.2%	26.5%
		Andere (n = 1)	0.8%	0.5%
		Totaal	100%	
	Negatief (n = 57) (31.5%)	Negatief (n = 57)	100%	31.6%
		Totaal	100%	
Totaal	100%			

In 41.4% van alle vragen voor UVO volgt een positieve beslissing, de rest eindigt op een niet-toekenning (weigering of onontvankelijk). Uit deze tabel blijkt dat geen enkel negatief directieadvies geleid heeft tot een positieve beslissing: alle negatieve adviezen zijn gevolgd door een negatieve beslissing van DDB. Bovendien blijkt dat van alle positieve adviezen 75 gevolgd werden door een positieve beslissing van DDB, maar ook dat 49 beslissingen van DDB na een positief advies niet positief waren. Dit bevestigt de ons meegedeelde praktijk dat DDB enkel een selectie doorvoert van positieve adviezen.

De samenhang tussen de aard van het directieadvies en de aard van de beslissing is nagegaan. Voor de 180 aanvragen waarbij een positieve of negatieve beslissing volgde (in 1 geval verklaarde DDB zich onbevoegd), blijkt een statistisch significante

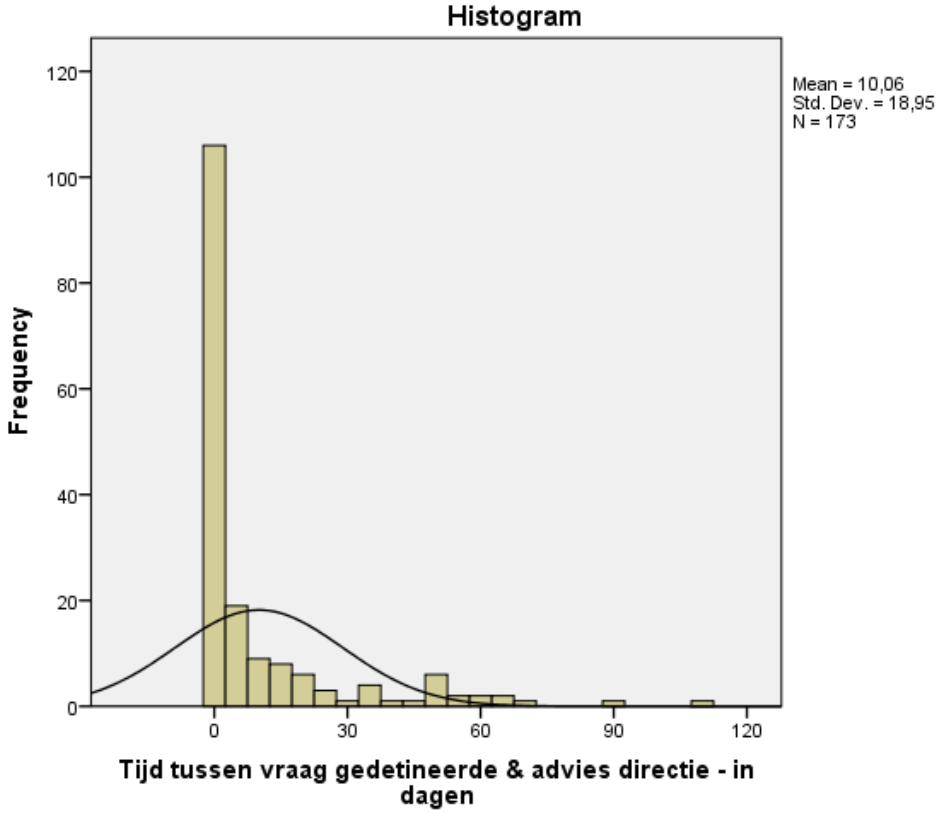
[189] Aangezien het om werkdagen en niet om kalenderdagen gaat, maakt dit het moeilijker om de wettelijke termijn te berekenen. Immers, feestdagen en weekends dienen in rekening te worden gebracht. Dat zou per datum vereisen dat nagegaan wordt op welke dag van de week de vraag is toegekomen op DDB en of er weekends en eventuele feestdagen tussenliggen. Die optie is hier niet genomen. Analyses zijn enkel gebeurd op basis van het aantal kalenderdagen.

samenhang (Chi² = 59,582; df = 1; p = ,000). Deze is naar sociaalwetenschappelijke normen gematigd sterk (n = 180; Phi = ,575; p = ,000) [190]. Eén van de mogelijke interpretaties hiervan is dat de aard van het directieadvies een belangrijke impact heeft voor de aard van de beslissing bij DDB. Dat kan echter aan meerdere oorzaken te wijten zijn, oorzaken die eigen zijn aan de manier van behandeling bij DDB, maar ook achterliggende factoren.

Tijdsverloop vanaf de vraag van de gedetineerde tot aan het advies van de directie

N = 181, met 8 missings (geen datum vraag gedetineerde)
Minimum: 0 dagen – maximum: 108 dagen
Gemiddelde 10,06 dagen
Mediaan 1 dag
De overgrote meerderheid van adviezen komt zeer snel na de vraag van de gedetineerde. Dat blijkt ook uit onderstaande figuur.

Fig.13. Duur vanaf de vraag van een veroordeelde tot aan het directieadvies



[190] Bachman & Paternoster stellen: "A helpful rule of thumb to follow with the phi coefficient and any measure of association is that relationships between 0 and ca .29 can be considered "weak", relationships between ca .30 and ca .59 can be considered "moderate", and relationships between ca .60 and ca.100 can be considered "strong"." (1997: 345). In dit hoofdstuk onderschrijven we deze relatief ruwe indeling, maar zoals de auteurs zelf stellen, het betreft 'only an informal guide', een conventie.

De tijd tussen de vraag van een veroordeelde en het directieadvies is hieronder in groepen weergegeven.

Tab.54. Duur vanaf de vraag tot het directieadvies

Duur	N	%
Zelfde dag	82	47,4
1-2 dag verschil	24	13,9
3-7 dagen verschil	19	11,0
8-31 dagen verschil	27	15,6
>31 dagen verschil	21	12,1
Totaal	173	100%

Op basis van deze groepen is berekend of een verband bestaat tussen het behoren tot één van deze groepen (met andere woorden: de duurtijd tot het advies een datering krijgt en klaar is om aan DDB te bezorgen) en de aard van het advies. De resultaten van deze associatie geven aan dat er een statistisch significante associatie bestaat tussen de aard van het advies van de directeur (positief of negatief) en de tijd tussen de vraag van de gedetineerde en het advies van de directeur (5 groepen, op basis van dagen) (Chi^2 = 20,907; df = 4; p = .000). De richting van de associatie kan afgeleid worden uit de verwachte waarden (E(f), wat staat voor *expected frequencies*). Een vergelijking van de E(f) en de geobserveerde frequenties suggereert dat er meer negatieve adviezen zijn naarmate de vraag van de gedetineerde langer geleden is. De samenhang is gematigd sterk (Cramers V = ,348; p = .000).

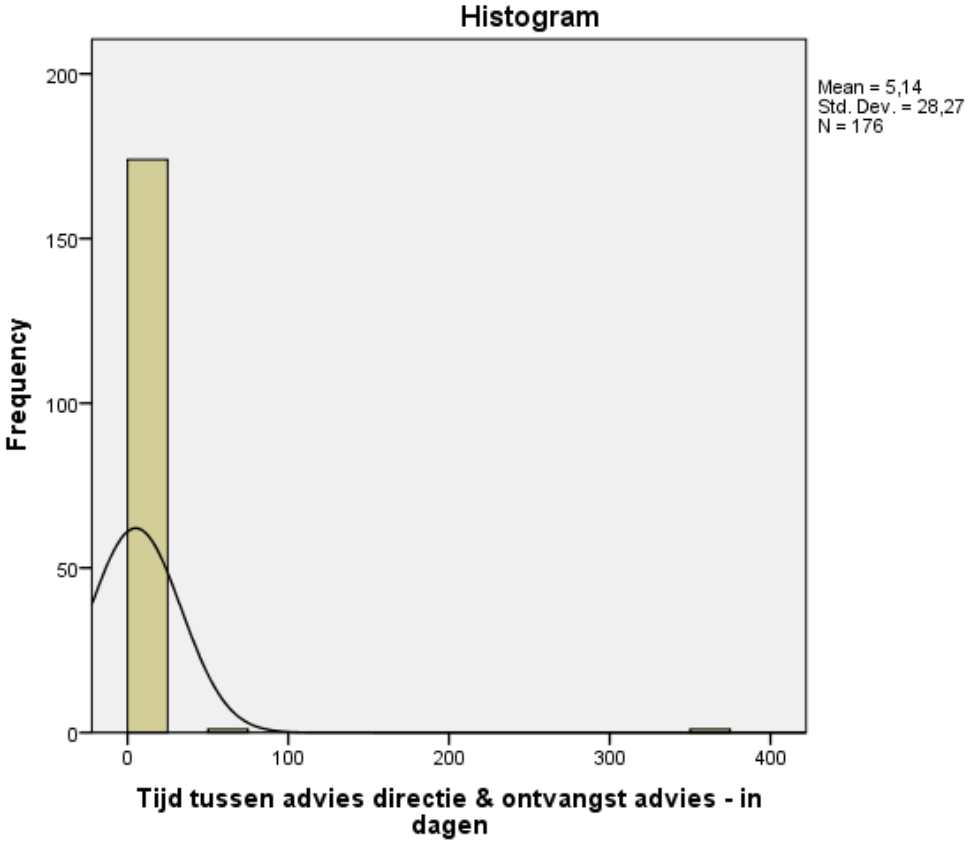
De interpretatie daarvan is niet eenduidig. Het resultaat doet vermoeden dat directieleden een eerste selectie doorvoeren van de vragen, zonder daarbij meteen hun formeel advies op te stellen. Het is mogelijk dat diegene die bij een eerste beoordeling als een ‘geschikte’ of ‘passende’ vraag worden ingeschat, sneller tot een formeel advies leiden. Echter, andere verklaringen kunnen niet uitgesloten worden. In elk geval is het niveau van de directeur in het verloop van aanvragen van occasionele uitgangsvergunningen een belangrijk sleutelmoment. Een vraag inzake UVO kan zeer snel behandeld worden, of kan gedurende weken of maanden hangende blijven vooraleer tot een formeel directieadvies te leiden.

Tijdsverloop vanaf het advies van de directie tot aan de ontvangst van het advies op DDB

N = 176, met 5 missings
Minimum: 0; maximum: 371
Gemiddelde 5,14 dagen
Mediaan 2,0 dagen

De duur tussen het advies en de ontvangst daarvan is beperkt, zoals blijkt uit onderstaande frequentietabel.

Fig.14. Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB



Het tijdsverloop tussen het advies van een directeur en de ontvangst daarvan op DDB is niet verwaarloosbaar, zelfs al is de mediaan ‘slechts’ 2 dagen. In een perfecte wereld zou er geen verschil zijn tussen de datering van het advies van een directeur en de ontvangst ervan bij DDB (bvb bij een dossierbehandeling via een intern netwerk, waarbij een directieadvies vanuit de gevangenis geüpload wordt en meteen toegankelijk is voor DDB). In de praktijk ligt dit vooralsnog anders. Adviezen die via de fax bezorgd worden, arriveren onmiddellijk, terwijl adviezen verzonden met de post iets langer onderweg zijn. Een onderscheid tussen de verschillende manieren van verzending kan in de databank op basis van de registraties niet gemaakt worden. Toch is dit een niet onbelangrijk punt. De duur vanaf het moment waarop de directeur een advies afgewerkt heeft tot de ontvangst daarvan op DDB is vanuit een processuele benadering verloren tijd.

Tab.55. Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB

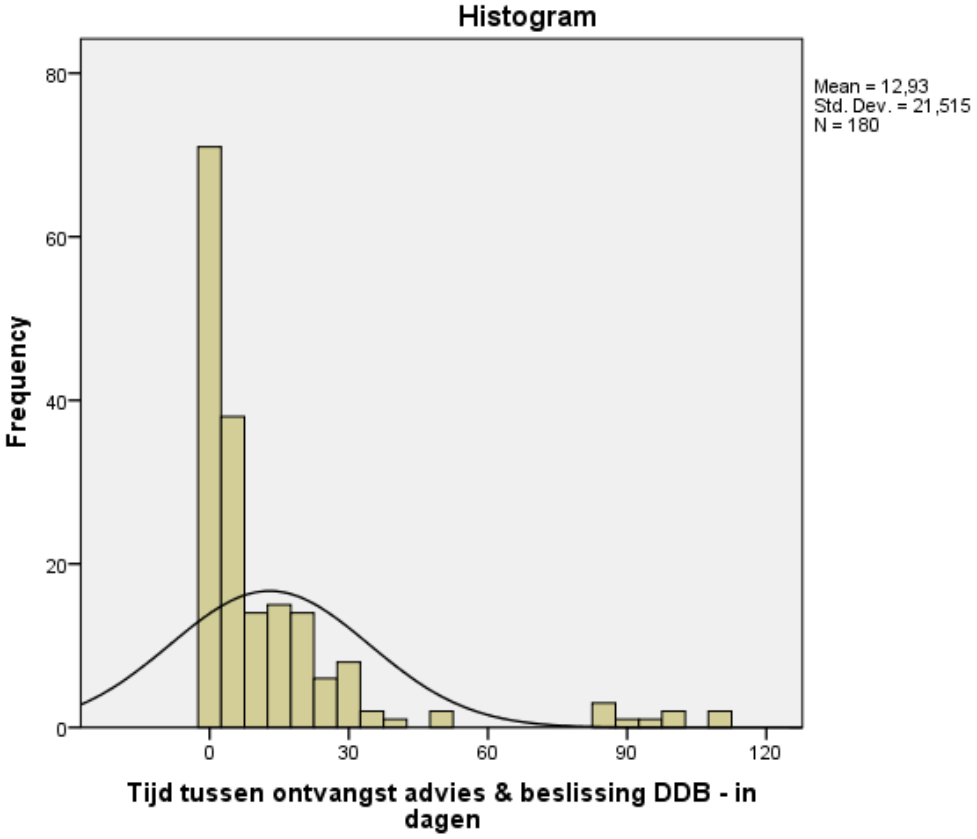
Duur	N	%
Zelfde dag	66	37,5
1 dag verschil	19	10,8
2 dagen verschil	21	11,9
3-5 dagen verschil	29	16,5
6 dagen verschil	19	10,8
7 of meer dagen verschil	22	12,5
Totaal	176	100%

De samenhang tussen de aard van het directieadvies en de duurtijd tot ontvangst van het advies op DDB is nagegaan. De reden om dat te doen: het is mogelijk dat de aard van het advies samenhangt met de duur tot ontvangst ervan bij DDB. Het valt immers niet uit te sluiten dat negatieve adviezen een impact hebben op de manier waarop vanuit een gevangenis een advies verstuurd wordt. Op dit vlak zijn de UVO's vrij specifiek: onder meer bij belangrijke levensgebeurtenissen (een geboorte, een overlijden,…) kan een veroordeelde een UVO vragen en kan verwacht worden dat een positief advies zonder tijdsverlies aan DDB bezorgd wordt. Dat is wellicht een deel van de verklaring waarom bijna 4 op 10 UVOs op dezelfde dag als de vraag van de gedetineerde op DDB toegekomen zijn; vermoedelijk gaat het dan om verzendingen via fax. Op basis van de associatie blijkt er geen significante samenhang te zijn ($Chi^2 = 9,955$; $df = 5$; $p = ,077$ (n.s.)). Statistisch is er dus geen significant verschil tussen de aard van het advies en de duurtijd tussen het advies en de ontvangst van het advies op DDB.

Tijdsverloop tussen ontvangst advies DDB en beslissing DDB

N = 180, 1 missing
Minimum: 0 dagen; maximum: 109 dagen
Gemiddelde 12,93 dagen
Mediaan 6,00 dagen

Fig.15. Tijd vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing



Voor het verloop vanaf ontvangst op DDB tot en met de beslissing van DDB is nagegaan of dit samenhangt met de aard van het advies van de directeur. De achterliggende hypothese daarbij is dat negatieve adviezen mogelijks langer zonder beslissing blijven dan positieve (anders geformuleerd: bij positieve adviezen wordt sneller tot een beslissing gekomen dan bij negatieve).

Tab.56. Duur vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing

Duur tot beslissing DDB	N	%
Zelfde dag	40	22,2
1 dag verschil	24	13,3
2-5 dagen verschil	20	11,1
6-7 dagen verschil	25	13,9
8-14 dagen verschil	19	10,6
15-20 dagen verschil	20	11,1
>20 dagen verschil	32	17,8
Totaal	180	100%

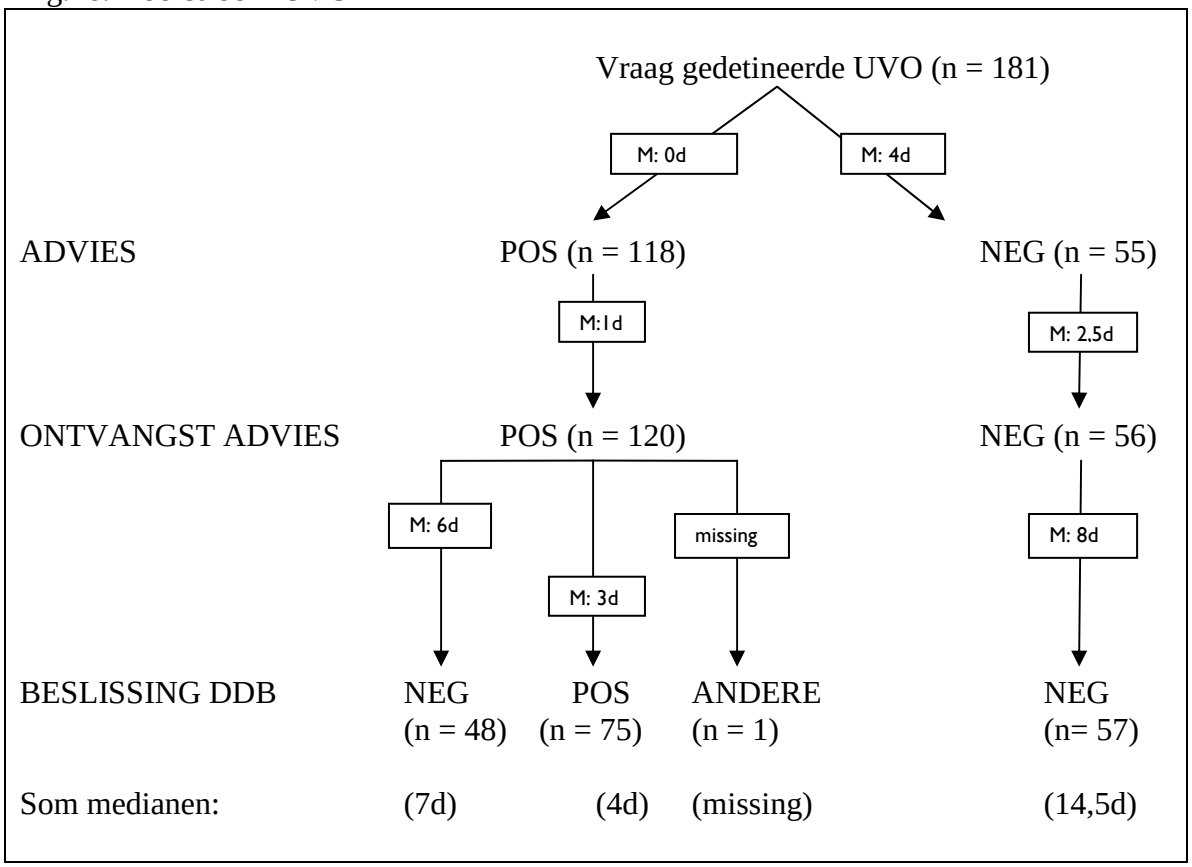
Deze associatie blijkt te kloppen. Er is een statistisch betekenisvolle samenhang tussen de aard van een directieadvies en de tijd tussen ontvangst op DDB en de beslissing van DDB

(Chi² = 21,400; df = 6; p = ,002). Deze samenhang is matig sterk (Cramers V = ,345; p = ,002).

Alternatief kan de hypothese geformuleerd worden dat een positieve beslissing van DDB sneller volgt dan een negatieve beslissing. Zo is het mogelijk dat een eerste snelle selectie van vragen wordt gemaakt, zonder meteen tot een formele beslissing te leiden. Daarbij kan dan eerder al een voorkeur gegeven worden aan die vragen die op het eerste gezicht meerdere positieve elementen bevatten. In het geval van UVOs zou dit betekenen dat DDB veel sneller komt tot een toekenning dan tot een afwijzing. Voor deze hypothese is een associatie berekend. Hiervoor is geen bevestiging gevonden (Chi² = 9,978; df = 6; p = ,126 (n.s.)).

De doorstroom van aanvragen voor occasionele UVs is schematisch voorgesteld in figuur 16. Per stap in de procedure wordt de mediaan (M) in aantal dagen vermeld. Op basis van de mediaan en de aard van de sleutelmomenten (aard advies directie en aard beslissing DDB) verschilt de doorlooptijd. Een vraag die gevolgd wordt door een negatief advies, zal volgens de optelsom van de 3 momenten waar een doorstroomtijd voor berekend is (dus: de som van de 3 medianen) 14,5 dagen bedragen. Voor een vraag die gevolgd wordt door een positief advies en een positieve beslissing bedraagt de som van de medianen 4 dagen, voor een vraag gevolgd door een positief advies en een negatieve beslissing is dat 7 dagen.

Fig.16. Doorstroom UVO



I.2. Doorlooptijd van UV (n = 1164)

Tab.57. Doorstroom van UV

Vraag gedetineerde	Advies directeur	Beslissing DDB	% obv aard advies (afgerond)	% op totaal (afgerond)
N = 1164	Positief (n = 878) (75.4%)	Positief (n = 519)	59.1%	44.6%
		Negatief (n = 356)	40.6%	30.6%
		Andere (n = 3)	0.3%	0.2%
		Totaal	100%	
	Negatief (n = 286) (24.6%)	Negatief (n = 276)	96.5%	23.7%
		Positief (n = 0)	/	
		Andere (n = 10)	3.5%	0.9%
		Totaal	100%	
Totaal	100%			

Uit de tabel komt naar voor dat in 44.6% van alle vragen inzake UV een toekenning volgt. Een vraag voor UV gevolgd door een positief directieadvies mondt in bijna 60% van de gevallen uit in een toekenning van de modaliteit. Bovendien blijkt dat voor periodieke UVs geen enkel negatief directieadvies geleid heeft tot een positieve beslissing: op 10 gevallen na (onontvankelijke vraag) volgde telkens een negatieve beslissing van DDB. Net zoals bij UVOs lijkt dus ook bij UVs naar voor te komen dat de selectie door DDB enkel ingaat op de aanvragen voor UV met een positief directieadvies.

De samenhang tussen de aard van het directieadvies en de aard van de beslissing is nagegaan. In 13 gevallen was er een beslissing anders dan toekenning of weigering; in principe is de vraag in die gevallen niet ontvankelijk en/of is DDB niet bevoegd. Voor de resterende 1151 aanvragen waarbij een positieve of negatieve beslissing volgde, blijkt een statistisch significante samenhang ($Chi^2 = 298,144$; df = 1; p = .000). De samenhang tussen beide is gematigd sterk (Phi = ,509; p = ,000). De beoordeling van een directeur is mee bepalend voor de uiteindelijke beslissing, zo blijkt hieruit.

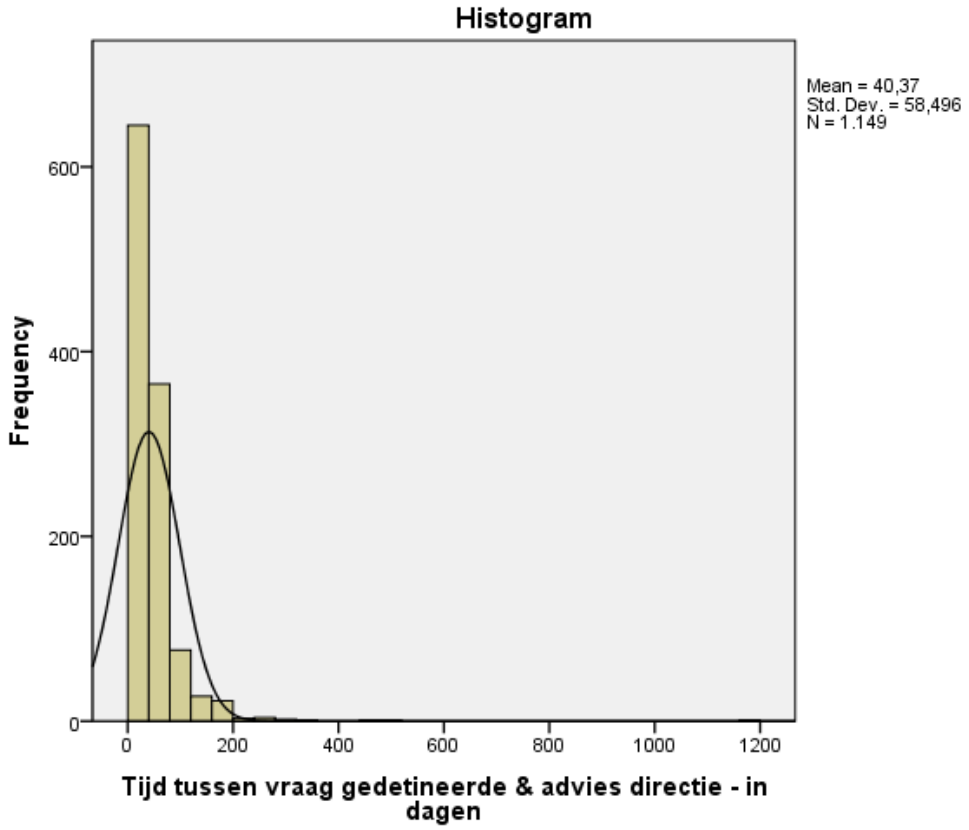
Tijdsverloop tussen vraag gedetineerde en advies directie

N = 1149, met 15 missings (dus: ofwel geen datum vraag gedetineerde, ofwel geen datum advies directie)
Minimum: 0 dagen; maximum: 1164 dagen
Gemiddelde 40,37 dagen
Mediaan 28 dagen

Het tijdsverloop vertoont grote uitersten. Los van de extreme waarde van 1164 dagen (of meer dan 3 jaar) vooraleer in één geval een vraag voor UV navolging kreeg in een directieadvies, is er relatief grote spreiding. In bijna één op vier gevallen volgt het directieadvies dezelfde dag als de aanvraag (23,7%). Iets meer dan één derde van alle vragen omtrent UV wordt binnen de week gevolgd door een directieadvies (36,3%).

Binnen de 28 dagen is er voor ca de helft een advies (50,1%). In één op de vier gevallen duurt het meer dan 60 dagen vooraleer een directieadvies op de vraag voor een UV volgt (24,6%).

Fig.17. Duur vanaf de vraag van een veroordeelde tot aan het directieadvies



Tab.58. Duur vanaf de vraag tot het directieadvies

Duur	N	%
Zelfde dag	272	23,7
1-7 dagen verschil	145	12,6
8-28 dagen verschil	159	13,8
29-60 dagen verschil	290	25,2
>60 dagen verschil	283	24,6
Totaal	1149	100%

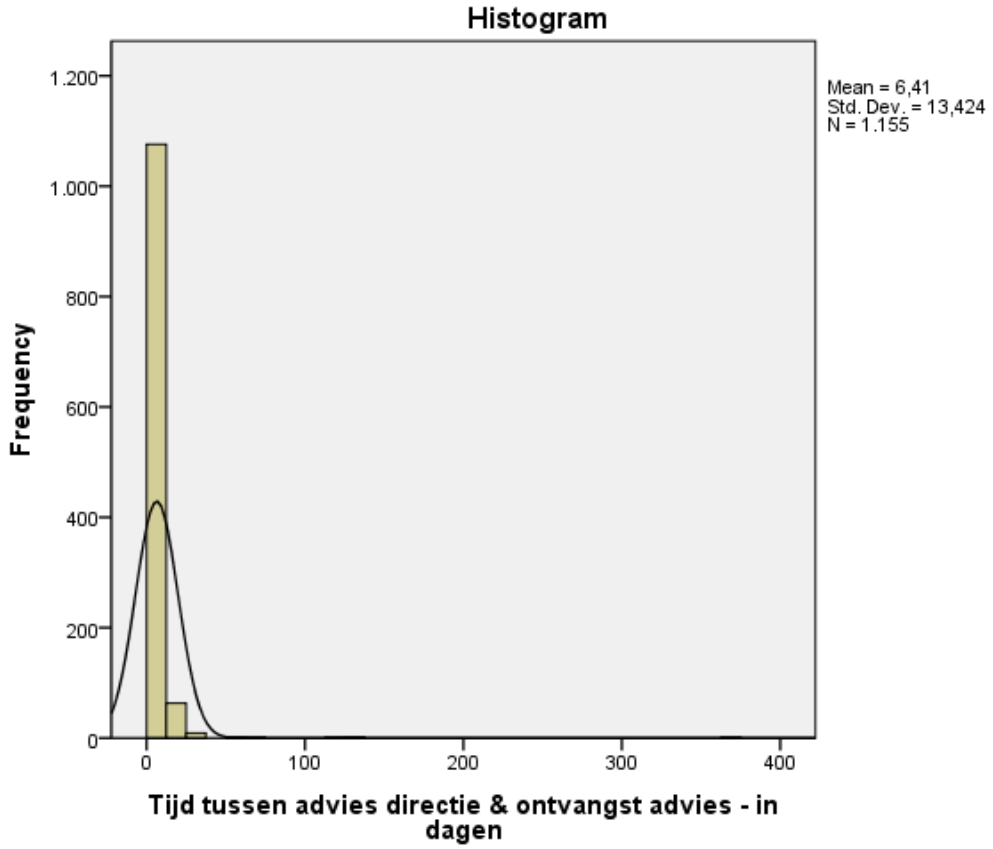
Wanneer nagegaan wordt of de duur tussen de vraag van de gedetineerde en het advies van de directie (5 groepen, op basis van dagen) samenhangt met de aard van het advies (positief of negatief), dan blijkt dit statistisch bevestigd te worden (Chi² = 43,572; df = 4;

p = ,000). Toch is de sterkte van de samenhang tussen beide variabelen eerder zwak te noemen (Cramers V = ,195; p = ,000). Die zwakke samenhang geldt voor beide richtingen, wat betekent dat een advies dat pas na enige tijd volgt op de vraag van een gedetineerde, niet per definitie negatief is en dat een advies dat eerder snel volgt op de vraag van een gedetineerde niet per se positief is. Verklaringen daarvoor liggen buiten het bereik van de databank, maar kunnen onder meer te maken hebben met een anticiperend effect in hoofde van de directeur. Een directeur kan bijvoorbeeld nog even wachten vooraleer formeel een advies neer te schrijven. Dat laat toe om bijvoorbeeld tot een 'sterker' advies te komen, of om meer duidelijkheid te krijgen over de medewerking van betrokken instanties (personen of organisaties die vermeld worden in de vraag inzake UV). Wanneer bewust 'gewacht' wordt tot bepaalde elementen duidelijker op de voorgrond treden, onduidelijkheden uit de aanvraag verdwijnen, etc., dan speelt daarbij mogelijks een dimensie van 'anticiperende besluitvorming' (Hawkins, 2003): in het advies wordt geanticipeerd op de beslissing van DDB. Deze dimensie in de besluitvorming is niet het voorwerp van het onderzoek, dus kon ze enkel zijdelings aangeraakt worden op basis van interviews met directieleden in 6 gevangenissen.

Tijdsverloop tussen advies directie en ontvangst van advies op DDB

N = 1155, met 9 missings
Minimum: 0 dagen; maximum: 371 dagen
Gemiddelde 6,41 dagen
Mediaan 5 dagen

Fig.18. Tijd vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB



Tab.59. Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB

Doorlooptijd	N	%
0-1 dag verschil	149	12,9%
2-3 dagen verschil	219	19,0%
4-5 dagen verschil	281	24,3%
6-7 dagen verschil	258	22,3%
>7 dagen verschil	248	21,5%
Totaal	1155	100%

In quasi één op drie vragen voor UV blijkt een doorlooptijd van maximum 3 dagen vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB. Bijna de helft van alle vragen komt na het directieadvies tussen 4 en 7 dagen toe op DDB. In meer dan één op vijf gevallen komt een advies na meer dan 7 dagen toe op DDB. Deze verschillen liggen niet voor de hand. Misschien blijven bepaalde directieadviezen even in gevangenissen hangen vooraleer ze verstuurd worden naar DDB; mogelijks kennen sommige adviezen onderweg (dus tussen de gevangenis en het toekomen op DDB) een vertraging; eventueel worden niet alle binnenkomende adviezen dezelfde dag van aankomst geregistreerd als ‘ontvangen’. Deze drie mogelijkheden kunnen apart en in combinatie plaatsvinden, maar

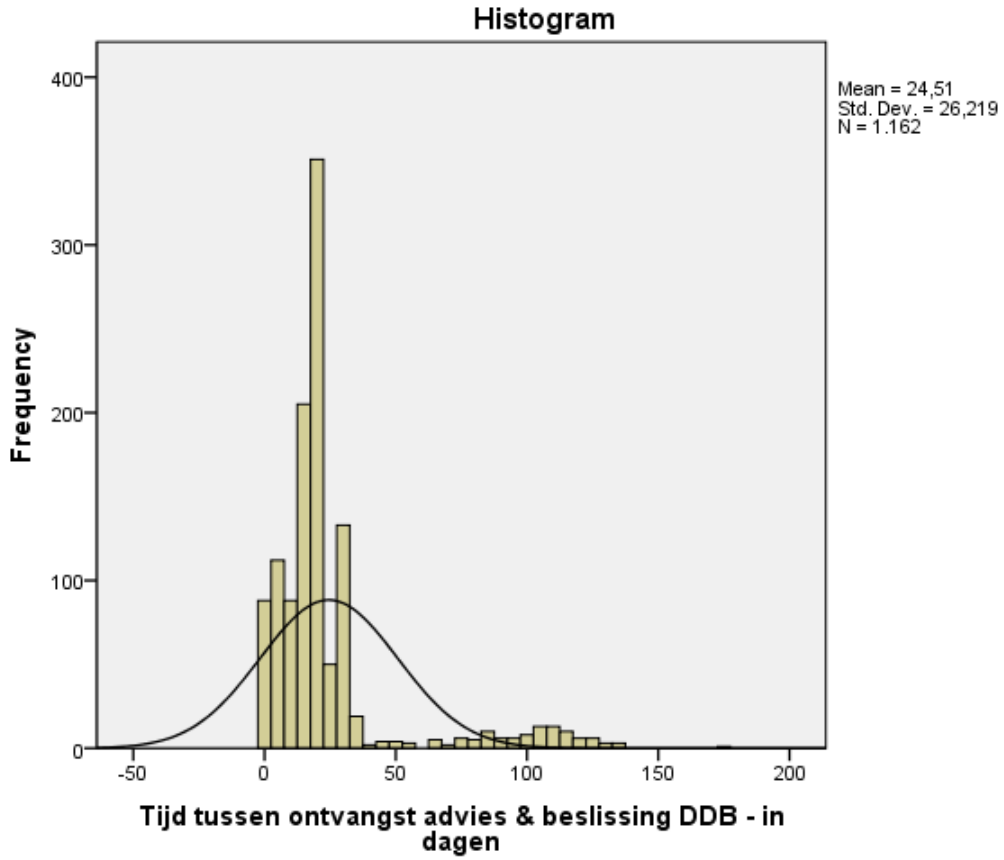
of dit zo is en in welke mate deze drie redenen in samenspel optreden, kan op basis van de databank niet nagegaan worden.

Er blijkt geen associatie tussen de aard van het advies (positief of negatief) en de doorlooptijd in dagen (5 groepen) ($Chi^2 = 3,820$; df = 4; p = ,434), wat ook te verwachten is. Tegen de verwachting in is er wel een statistisch significante associatie tussen de doorlooptijd in dagen (5 groepen) en de aard van de beslissing van DDB (positief of negatief) ($Chi^2 = 15,230$; df = 4; p = ,004). Dit verband is zwak (Cramers V = ,115; p = ,005) en niet onmiddellijk verklaarbaar. Het is onwaarschijnlijk dat een dossier later op DDB toekomt wanneer de latere beslissing van dat dossier bij DDB vaker negatief dan positief is. Op basis van de verwachte frequenties (E(f)) rijst die indruk, maar er valt op geen enkele manier uit te sluiten dat dit een 'toevallige' significante samenhang betreft. De statistische samenhang betekent niet dat er per se een causaal verband bestaat. Multivariate analyses kunnen op dat vlak meer duidelijkheid bieden (zie verder). Ook kan de hypothese opgeworpen worden dat één of meerdere van de boven vermelde 'vertragingen' (in de gevangenis, bij de verzending en op DDB) een bijdrage leveren bij de vertraging.

Tijdsverloop tussen ontvangst advies DDB en beslissing DDB

N = 1162, met 2 missings
Minimum: 0 dagen; maximum: 174 dagen
Gemiddelde 24,51 dagen
Mediaan 19 dagen

Fig.19. Tijd vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing



Tab.60. Duur vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing

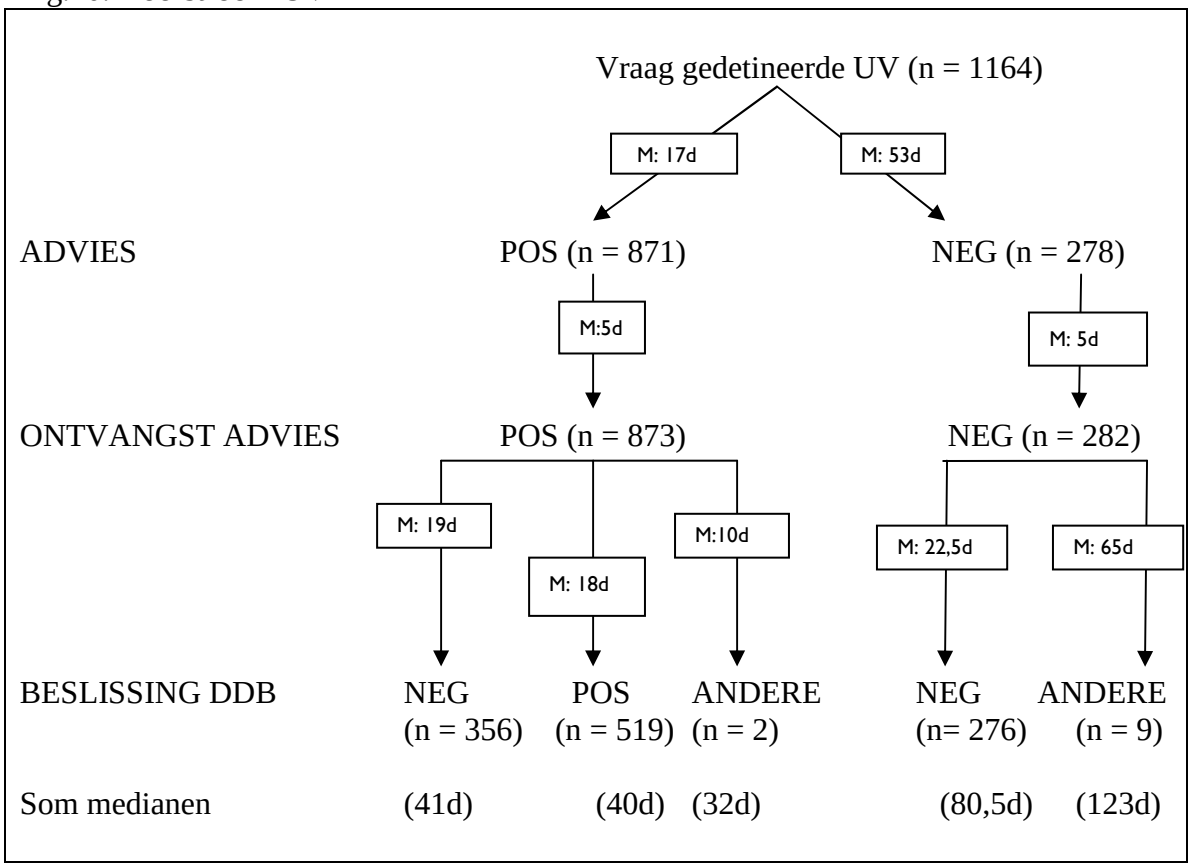
Doorlooptijd van ontvangst advies op DDB tot beslissing DDB	N	%
0-7 dagen	200	17,2%
8-14 dagen	161	13,9%
15-21 dagen	463	39,8%
22-30 dagen	176	15,1%
>30 dagen	162	13,9%
Totaal	1162	100%

Meteen springt in het oog dat voor een periodieke UV in ca 86% van alle beslissingen van DDB de beslissing valt binnen de termijn van 30 dagen. De overgrote meerderheid van de beslissingen valt dus binnen de termijn van 14 à 21 werkdagen.

Er is gekeken naar een mogelijk verband tussen de aard van de beslissing en de doorlooptijd vanaf ontvangst tot de beslissing. Er blijkt een statistisch significante samenhang tussen beide variabelen (Chi^2 = 73,731; df = 4; p = ,000). Qua sterkte van de samenhang is het verband tussen de beslissing (positief of negatief) en de doorlooptijd (5 groepen) eerder zwak (Cramers V = ,253; p = ,000). Op basis van de verwachte frequenties komt naar voor dat naarmate de doorlooptijd tot de beslissing langer wordt, de beslissing meer (doch niet uitsluitend) negatief is.

De doorstroom van aanvragen voor periodieke UVs is hieronder schematisch voorgesteld. Per stap in de procedure wordt de mediaan (M) uitgedrukt in dagen vermeld.

Fig.20. Doorstroom UV



Uit dit stroomschema blijkt dat één uiterste van vraag tot beslissing ligt bij de groep gedetineerden die een positief advies kregen dat gevolgd werd door een beslissing bij DDB onder de noemer ‘andere’ (onontvankelijk) (totaal mediaan: 32 dagen), gevolgd door de groep gedetineerden met een positief advies en een positieve beslissing (mediaan: 40 dagen). Het andere extreem ligt bij gedetineerden die na hun vraag tot UV een negatief advies kregen dat gevolgd wordt door een beslissing ‘andere’ (totaal mediaan: 123 dagen), gevolgd door gedetineerden met een negatief advies en een negatieve beslissing (totaal mediaan: 80,5 dagen).

I.3. Doorlooptijd van PV (n = 899)

Tab.61. Doorstroom van PV

Vraag gedetineerde	Advies directeur	Beslissing DDB	% obv aard advies (afgerond)	% op totaal (afgerond)
N = 899	Positief (n = 418) (46,5%)	Positief (n = 199)	47,6%	22,1%
		Negatief (n = 207)	49,5%	23,0%
		Andere (n = 12)	2,9%	1,3%
		Totaal	100%	
	Negatief (n = 481) (53,5%)	Negatief (n = 477)	99,2%	53,1%
		Positief (n = 1)	0,2%	0,2%
		Andere (n = 3)	0,6%	0,3%
		Totaal	100%	
Totaal	100%			

Uit deze tabel kan afgeleid worden dat in ca. één op vijf vragen voor penitentiair verlof een toekenning volgt (22%). Naast een kleine groep waarvoor de vraag uiteindelijk niet in een beslissing tot toekenning of weigering uitmondt (1,6%), eindigen drie op vier vragen voor PV in een negatieve beslissing bij DDB (76,1%). In iets minder dan de helft van alle vragen voor PV met een positief directieadvies beslist DDB tot een toekenning van de modaliteit (47,6%). Eén uitzondering: in de drie maanden dat data geregistreerd zijn van alle beslissingen voor UVO, UV en PV volgde één keer een beslissing tot toekenning van PV na een negatief directieadvies. Hierbij moet meteen genuanceerd worden. Het ging in die ene beslissing om een veroordeelde die gelijktijdig twee vragen had gesteld, één voor UV en één voor PV. Bij de UV was er wel een positief directieadvies, maar bij PV niet. DDB besliste twee maal positief.

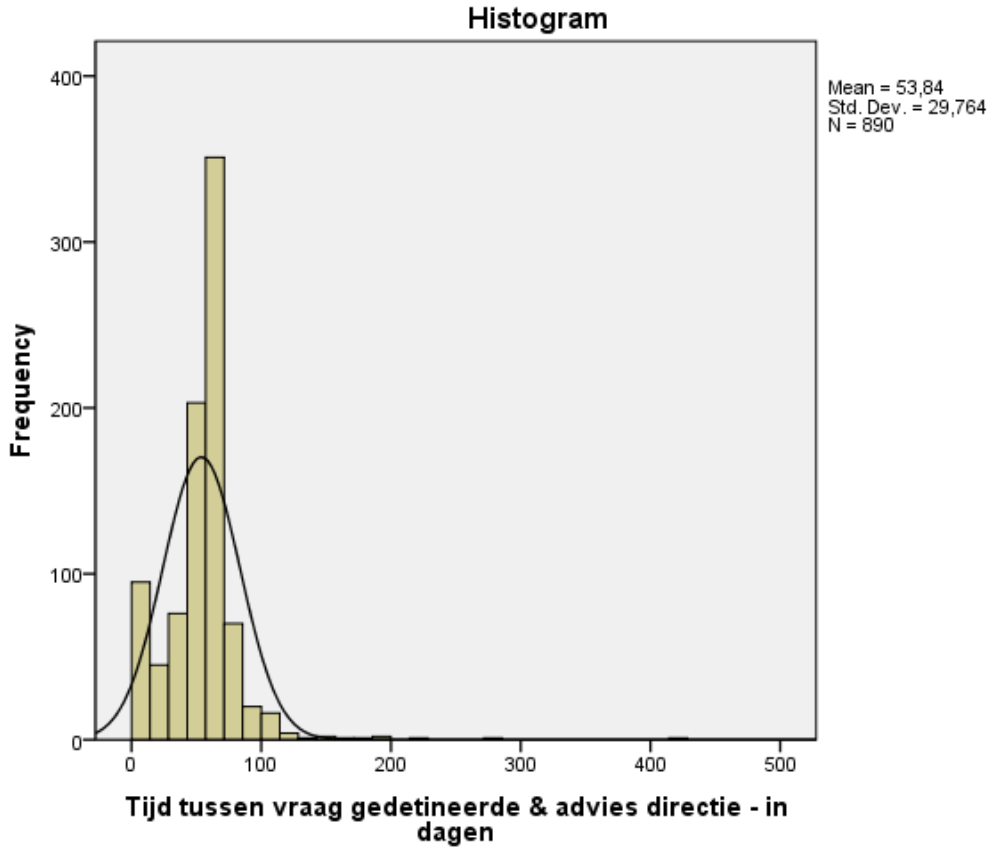
De samenhang tussen de aard van het directieadvies en de aard van de beslissing is nagegaan. In 15 gevallen was er een beslissing anders dan toekenning of weigering, waarbij DDB in principe niet bevoegd is en/of de vraag onontvankelijk bleek. Voor de resterende 884 aanvragen waarbij een toekenning of weigering volgde, is er een statistisch significante associatie tussen beide (Chi^2 = 298,716; df = 1; p = ,000). De associatie tussen beide variabelen is vrij sterk (Phi = ,581; p = ,000). Dit betekent dat er een betekenisvolle samenhang is tussen de aard van het directieadvies en de beslissing van DDB.

Tijdsverloop tussen vraag gedetineerde en advies directie

N = 890, met 9 missings
Minimum: 0 dagen; maximum: 426 dagen
Gemiddelde 53,84 dagen
Mediaan 58 dagen

In ca. 10% volgt na een vraag van een gedetineerde binnen de 11 dagen een directieadvies. Voor zo'n drie op vier aanvragen duurt het 45 dagen of meer vooraleer er een directieadvies is. Na 63 dagen heeft ongeveer 75% van alle aanvragen een directieadvies ontvangen, daar waar de wet voorziet dat een advies binnen de twee maanden moet aanwezig zijn. Voor 10% van alle vragen duurt het meer dan 75 dagen vooraleer het advies volgt op de vraag van de gedetineerde.

Fig.21. Duur vanaf de vraag van een veroordeelde tot aan het directieadvies



Tab.62. Duur vanaf de vraag tot het directieadvies

Duur	N	%
0-30 dagen	151	17,0%
31-60 dagen	388	43,6%
61-70 dagen	226	25,4%
>70 dagen	125	14,0%
Totaal	890	100%

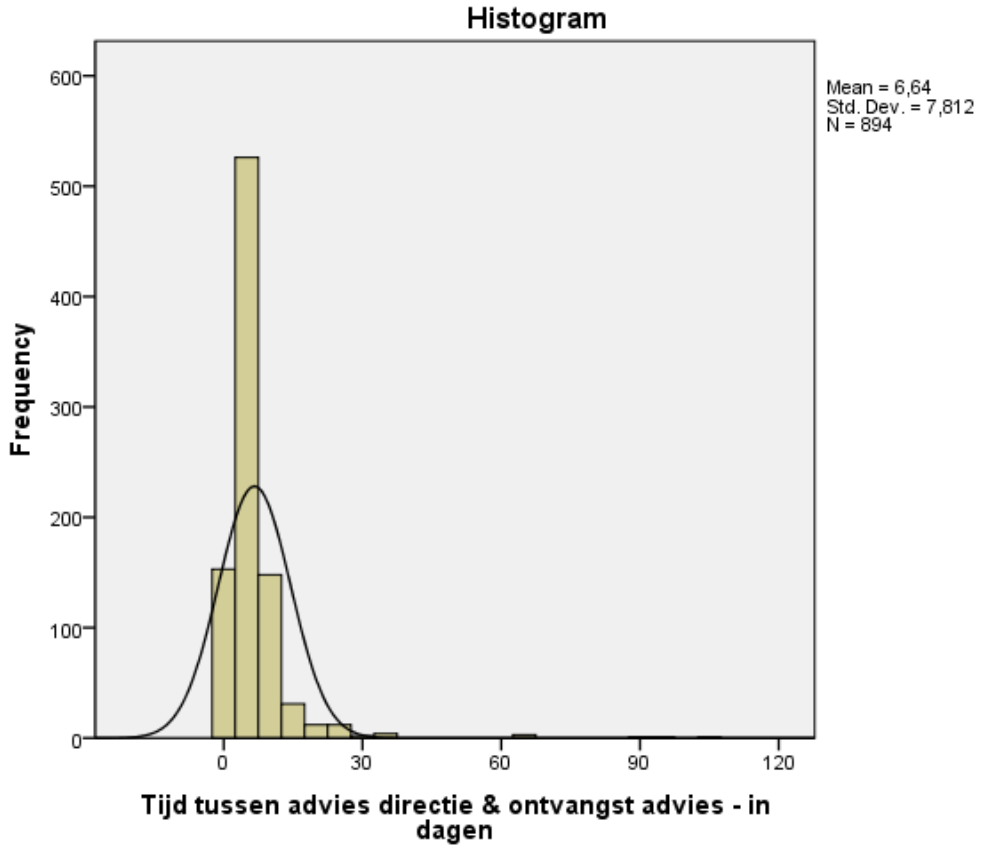
Wanneer de samenhang tussen de doorlooptijd vanaf de vraag tot en met het advies (4 groepen) met de aard van het directieadvies (positief of negatief) wordt nagegaan, dan blijkt er een significante associatie (Chi^2 = 35,572; df = 3; p = ,000) die eerder zwak is (Cramers V = ,200; p = ,000). Die zwakke samenhang geldt in beide richtingen. De duur tot het advies is zeker bij PV afhankelijk van meerdere variabelen, waaronder de

aanwezigheid van een beknopt voorlichtingsrapport of een maatschappelijke enquête. Overigens zijn de bedenkingen die bij UV vermeld staan, ook (grotendeels) bij PV van toepassing. Het 'anticiperen' van een directeur op de beslissing van DDB kan meespelen in het al of niet wachten met het neerschrijven van een advies tot voldoende elementen aanwezig of uitgeklaard zijn. Het aantal mogelijke verklaringen voor deze cijfers is legio.

Tijdsverloop tussen advies directie en ontvangst van advies op DDB

N = 894, met 5 missings
Minimum: 0 dagen; maximum: 107 dagen
Gemiddelde 6,64 dagen
Mediaan 5 dagen

Fig.22. Tijd vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB



Tab.63. Duur vanaf het directieadvies tot de ontvangst van het advies op DDB

Doorlooptijd advies – ontvangst advies DDB	N	%
0-2 dagen verschil	153	17,1%
3-4 dagen verschil	175	19,6%
5-7 dagen verschil	351	39,3%
>7 dagen verschil	215	24,0%
Totaal	899	100%

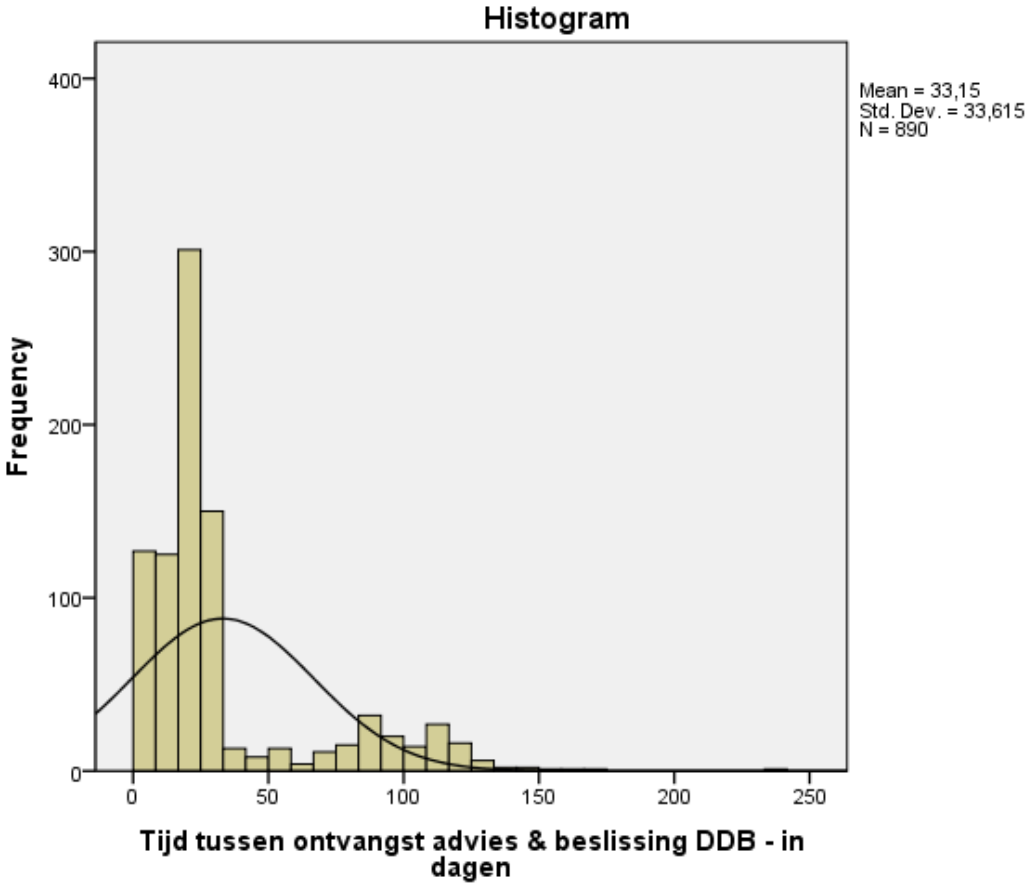
In één op vier vragen voor PV komt het directieadvies pas na meer dan 7 dagen toe op DDB. De overgrote meerderheid van de directieadviezen inzake PV is tussen 3 en 7 dagen onderweg (58,9%). Slechts 17% van de adviezen arriveert binnen de 2 dagen op DDB. Dezelfde dynamiek als bij UVs kan spelen.

De doorlooptijd van het advies hangt op een significante manier samen met de aard van het advies (positief of negatief) ($Chi^2 = 10,829$; df = 3; p = ,013). De associatie is echter zwak (Cramers V = ,110; p = ,013). Wellicht is hier net zoals bij UV sprake van een statistisch verband, zonder van causaliteit te kunnen spreken. Er is geen samenhang tussen de aard van de beslissing (positief of negatief) en de doorlooptijd van het advies ($Chi^2 = 2,208$; df = 3; p = ,530).

Tijdsverloop tussen ontvangst advies DDB en beslissing DDB

N = 890, met 9 missings
Minimum: 0 dagen; maximum: 236 dagen
Gemiddelde 33,15 dagen
Mediaan 20 dagen

Fig.23. Tijd vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing



Tab.64. Duur vanaf ontvangst van het directieadvies op DDB tot de beslissing

Doorlooptijd van ontvangst advies op DDB tot beslissing DDB	N	%
0-7 dagen	105	11,8%
8-14 dagen	110	12,4%
15-21 dagen	304	34,4%
22-30 dagen	152	17,1%
>30 dagen	219	24,6%
Totaal	890	100%

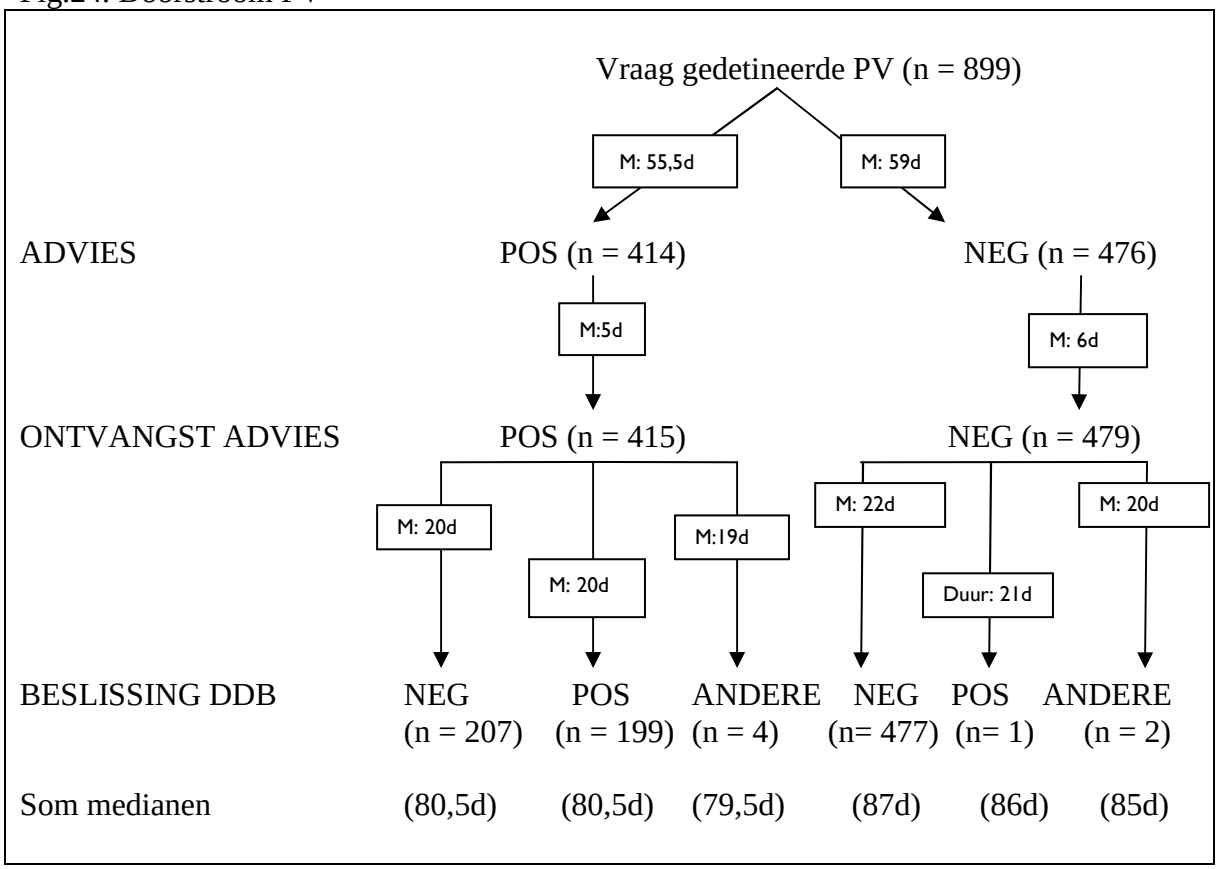
Onmiddellijk valt op dat ca 1 op 4 aanvragen binnen de 2 kalenderweken leidt tot een beslissing van DDB. In totaal volgt in ca. 25% van de aanvragen voor PV een beslissing na meer dan 30 dagen.

Het verband tussen de aard van de beslissing van DDB (toekenning of weigering) en de doorlooptijd (in 5 groepen) is nagegaan. Dit verband blijkt statistisch significant te zijn (Chi^2 = 105,125; df = 4; p = ,000). De sterkte van de associatie tussen beide variabelen is matig (Cramers V = ,345; p = ,000). Op basis van de verwachte frequenties kan de richting afgeleid worden. Te langer de doorlooptijd vooraleer een beslissing volgt, te

meer beslissingen bij DDB negatief zijn (anderzijds zijn er ook nog positieve beslissingen na een doorlooptijd van meer dan 30 dagen).

De doorstroom van aanvragen voor PV is hieronder schematisch voorgesteld. Per stap in de procedure wordt de mediaan (M) uitgedrukt in dagen vermeld. Voor de zes uiteindelijke resultaten ligt de som van de medianen tussen 79,5 dagen en maximaal 87 dagen. De doorlooptijd vanaf het moment van de aanvraag van een PV tot en met het eindresultaat is dus op basis van deze centrummaat niet sterk verschillend naargelang het resultaat verschilt (toekenning; weigering; 'andere').

Fig.24. Doorstroom PV



II. Een analyse van de beslissing

In dit deel ligt de nadruk op kenmerken die verband houden met de beslissing, los van kenmerken van de veroordeelde. Die opsplitsing wordt hier om inhoudelijke en statistische redenen gemaakt. Inhoudelijk is het mogelijk dat bepaalde kenmerken bij een aanvraag mee bepalend zijn voor het resultaat. Wanneer een veroordeelde een UVO vraagt of een PV die automatisch per trimester verlengd wordt, dan is het niet ondenkbaar dat de gevraagde modaliteit zelf een rol speelt bij de beslissing. Het is perfect mogelijk dat een bepaalde modaliteit sneller wordt toegekend dan een andere, terwijl de modaliteit niet per se samenhangt met kenmerken van de veroordeelde. Statistisch zijn er technische redenen om beide types kenmerken niet in dezelfde analyse op te nemen waar hier niet verder op ingegaan wordt. Er bestaan wel geavanceerde technieken die toelaten om beide types kenmerken (die statistisch gezien op meerdere niveaus te situeren zijn) in eenzelfde analyse te betrekken, maar het doel van deze bespreking ligt op een eerste beschrijving en verkenning.

Gegevens in deze bijdrage komen uit een op DDB aangelegde databank, met een koppeling naar de vragenlijsten die attachés hebben ingevuld en die toelaten bijkomende variabelen op te nemen. Van 3 attachés zijn geen antwoorden ontvangen. Eén attaché werkte niet meer op DDB toen het onderzoek begon, maar er zaten nog 3 beslissingen van deze attaché in de databank; 2 andere attachés hebben niet geantwoord op de vragenlijst.

Achtereenvolgens komen volgende kenmerken aan bod: advies (positief of negatief), modaliteit (UVO, UV of PV), niveau van de beslissing (5 verschillende niveaus), attaché (zit er een verschil tussen attachés), taalgroep (Franstalig of Nederlandstalig), gevangenis, reële werktijd aan het dossier (met korte noot over de ideale tijd voor de beslissing) en de verlenging van de procedure (met een maximum van 7 dagen). Deze kenmerken worden waar mogelijk gekruist met de beslissing. Op het einde van dit deel volgen berekeningen op basis van logistische regressiemodellen waar voor kenmerken van de beslisser is nagegaan of ze een voorspellende waarde hebben voor de toekenning van een modaliteit.

II.1. Advies

Wanneer gekeken wordt naar de samenhang tussen de aard van het advies (positief of negatief) en de aard van de beslissing (toekenning, weigering of andere), ongeacht de modaliteit, dan valt een gematigd sterke samenhang tussen het advies en de beslissing op.

Tab.65. Kruistabel advies en beslissing

	Beslissing DDB			
Advies	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Negatief	810 (98,3%)	1 (0,1%)	13 (1,3%)	824 (100%)
Positief	611 (43,0%)	793 (55,8%)	16 (1,1%)	1420 (100%)
Totaal	1421 (63,3%)	794 (35,4%)	29 (1,3%)	2244 (100%)

Chi^2 = 709,971; df = 2; sig = ,000; Cramers V = ,562; sig = ,000

In bovenstaande tabel valt meteen op dat een belangrijk verschil bestaat tussen positieve en negatieve adviezen. Enkel wanneer er een positief advies is, wordt er echt gewikt en gewogen. Dit heeft ook gevolgen voor multivariate analyses (zie verder).

II.2. Modaliteit

In de tabel staat een overzicht over de drie modaliteiten (UVO, UV en PV) en de uiteindelijke beslissing van DDB.

Tab.66. Kruistabel modaliteit en beslissing

Modaliteit	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
UVO	105 (58,0%)	75 (41,4%)	1 (0,6%)	181 (100%)
UV	632 (54,3%)	519 (44,6%)	13 (1,1%)	1164 (100%)
PV	684 (76,1%)	200 (22,2%)	15 (1,7%)	899 (100%)
Totaal	1421	794	29	2244 (100%)

Chi² = 114,524; df = 4; sig = ,000; Cramers V = ,160; sig = ,000

Hieruit blijkt dat een verschil bestaat tussen de aard van de modaliteit en de aard van de beslissing. Dit resultaat gaat op het eerste gezicht in tegen de geest van de Wet van 17 mei 2006 op de externe rechtspositie, aangezien in de parlementaire handelingen vermeld staat dat penitentiair verlof een onderdeel van het standaardregime zou moeten zijn (zie strafuitvoeringsrechter Freddy Pieters die daar recent nog op wees: Pieters, 2012). Uit bovenstaande tabel blijkt net het tegenovergestelde: slechts bij 22,2% van alle vragen inzake PV volgt een toekenning. Wanneer daarnaar gevraagd, dan stelden attachés van DDB onder meer dat deze modaliteit de meest verreikende is in termen van toegekende vrijheid. Bovendien speelt daar de periodiciteit in principe in mee: eens PV toegekend is, dan geldt – mits het respecteren van de voorwaarden – een automatische verlenging per trimester.

In de tabel hieronder wordt enkel ingegaan op de vragen met een positief advies. In totaal volgde bij 1420 vragen (63,3%) een positief advies.

Tab.67. Kruistabel beslissingen per modaliteit na positief directieadvies

Modaliteit	Toekenning	Weigering	Andere	Totaal
UVO	75 (60,5%)	48 (38,7%)	1 (0,8%)	124 (100%)
UV	519 (59,1%)	356 (40,5%)	3 (0,3%)	878 (100%)
PV	199 (47,6%)	207 (49,5%)	12 (2,9%)	418 (100%)
Totaal	793	611	16	1420 (100%)

Chi² = 29,324; df = 4; sig = ,000; Cramers V = ,102; sig = ,000

Hieruit blijkt andermaal een significante samenhang tussen de modaliteit en de beslissing, zelfs al is die samenhang statistisch gesproken zwak.

II.3. Beslissingsniveau

De finale beslissing kan op vijf verschillende niveaus genomen worden. De eerste drie niveaus zijn eigen aan DDB. Het betreft ofwel een attaché van DDB (niveau 1), een adviseur van DDB (niveau 2) of de adviseur-generaal van DDB (niveau 3). De andere twee niveaus betreffen de directeur-generaal (niveau 4) en de beleidscel van de minister van Justitie (niveau 5). Zoals in de reglementering is vermeld, krijgen bepaalde dossiers op basis van beleidsprioriteiten en aard van de feiten particuliere aandacht van de minister en haar beleidscel, en bestaat daarnaast ook een differentiële aanpak voor personen veroordeeld door het Hof van Assisen, de criminele veroordeelden.

Tab.68. Kruistabel beslissing en niveau van de beslissing

Niveau beslissing*	Beslissing			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Attaché	1000 (58,7%)	687 (40,3%)	17 (1,0%)	1704 (100%)
Adviseur	154 (73,7%)	54 (25,8%)	1 (0,5%)	209 (100%)
Adviseur-generaal	59 (69,4%)	23 (27,1%)	3 (3,5%)	85 (100%)
Directeur-generaal	1 (50%)	1 (50%)	/	2 (100%)
Kabinet	19 (79,2%)	4 (16,7%)	1 (4,2%)	24 (100%)
Totaal	1233	769	22	2024

*220 missings (9,8%). Weglaten ‘andere’ (> 20% cellen met E(f) < 5). Chi² = 24,743; df = 3; p = ,000. Cramers V = ,111; p = ,000.

Uit de beschrijving valt af te leiden dat slechts 26 beslissingen buiten DDB genomen zijn. De tabel bevat het niveau waarop de beslissing is genomen en de aard van de beslissing. 84% van alle beslissingen zijn genomen door attachés DDB. Een 10% van de beslissing is door één van de twee adviseurs genomen. De adviseur-generaal heeft in minder dan 5% van de vragen een beslissing gegeven. In 1% van alle vragen heeft de beleidscel van de Minister van Justitie de beslissing genomen.

Een associatie kon bij deze tabel niet berekend worden wegens te veel cellen die een te lage verwachte frequentie hadden (40%). Wanneer de niveaus 4 en 5 worden samengevoegd en de beslissing ‘andere’ wordt weggelaten, kan de samenhang wel bekeken worden. Er kan een significante associatie tussen het niveau van de beslissing en de aard van de beslissing (positief of negatief) worden vastgesteld.

II.4. Gevangenis

De gevangenis wordt in dit onderzoek gezien als de plaats waar de gedetineerde verbleef op het ogenblik dat de vraag voor een modaliteit is gesteld of, bij afwezigheid van dat gegeven, op het ogenblik dat het advies is geformuleerd. De gevangenis als variabele wijst op meerdere aspecten. Het geeft een indicatie van de classificatie van de veroordeelde, maar is ook een impliciete verwijzing naar de directie van bijhorende gevangenissen.

De variabele van de gevangenis wordt in eerste instantie opgevat als een kenmerk van de classificatie van de veroordeelde, doch met enkele beperkingen. Er bestaat een complexe relatie tussen transfers en beslissingen inzake modaliteiten, maar dit blijft buiten beeld in deze studie. Twee voorbeelden: het personeel (PSD, directie,…) van een gevangenis zal minder vertrouwd zijn met een veroordeelde vlak nadat die uit een andere inrichting is overgebracht. Dit kan leiden tot uitstel van de vraag of tot een vraag die minder sterk is voorbereid dan wanneer de gedetineerde al wel enige tijd in de betreffende gevangenis verblijft. Ook is het mogelijk dat een transfer meespeelt als element in de beslissing bij modaliteiten. Bijvoorbeeld wanneer iemand problemen vertoont in een open inrichting en vervolgens op transfer moet naar een gesloten inrichting, dan kan dit een element zijn bij de beoordeling van een vraag voor UVO, UV of PV. Deze hypothese kan niet worden nagegaan aan de hand van de databank.

Een andere beperking kan op dit vlak ook aangestipt worden. Als variabele geeft de gevangenis een indicatie van de directie. In SIDIS-Griffie is de naam van de adviserende directeur niet vermeld. Het was niet haalbaar om binnen het tijdsbestek van het onderzoek 2244 geschreven directieadviezen op te zoeken, louter en alleen om de naam van de directeur te noteren. Jammer genoeg valt het dus buiten de mogelijkheid van dit onderzoek om voor alle 2244 beslissingen na te gaan of er een verband is tussen de directeur die een advies schrijft en de uiteindelijke beslissing op DDB.

Tab.69. Kruistabel gevangenis en beslissing

Gevangenis	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal (100%)
Andenne	90 (70,3%)	36 (28,1%)	2 (1,6%)	128
Arlon	32 (56,1%)	22 (38,6%)	3 (5,3%)	57
Berkendael	7 (33,3%)	14 (66,7%)		21
Dinant	10 (76,9%)	3 (23,1%)	0	13
Forest	11 (84,6%)	2 (15,4%)		13
Huy	26 (78,8%)	7 (21,2%)		33
Ittre	132 (78,1%)	33 (19,5%)	4 (2,4%)	169
Jamioulx	7 (31,8%)	14 (63,6%)	1 (4,5%)	22
Lantin	121 (66,5%)	57 (31,3%)	4 (2,2%)	182
Marneffe	44 (50,0%)	43 (48,9%)	1 (1,1%)	88
Mons	38 (50,7%)	36 (48,0%)	1 (1,3%)	75
Namur	26 (72,2%)	10 (27,8%)		36
Nivelles	28 (50,0%)	28 (50,0%)		56
Saint-Hubert	46 (57,5%)	31 (38,8%)	3 (3,8%)	80
Tournai	48 (68,6%)	21 (30,0%)	1 (1,4%)	70
Verviers	6 (100%)			6
Antwerpen	14 (93,3%)	1 (6,7%)		15
Brugge	141 (58,8%)	98 (40,8%)	1 (0,4%)	240
Dendermonde	33 (58,9%)	23 (41,1%)		56
Gent	38 (60,3%)	24 (38,1%)	1 (1,6%)	63
Hasselt	101 (73,7%)	36 (26,3%)		137
Hoogstraten	47 (49,0%)	49 (51,0%)		96
Ieper			1 (100%)	1
Leuven Centraal	51 (62,2%)	31 (37,8%)		82
Leuven Hulp	6 (54,5%)	5 (45,5%)		11
Mechelen	9 (60,0%)	6 (40,0%)		15
Merksplas	79 (64,8%)	39 (32,0%)	4 (3,3%)	122
Oudenaarde	32 (68,1%)	15 (31,9%)		47
Ruiselede	13 (36,1%)	23 (63,9%)		36
Sint-Gillis	55 (82,1%)	10 (14,9%)	2 (3,0%)	67
Turnhout	9 (81,8%)	2 (18,2%)		11
Tongeren	5 (71,4%)	2 (28,6%)		7
Wortel	80 (64,0%)	45 (36,0%)		64
Tilburg	36 (56,3%)	28 (43,8%)		64
Totaal	1421 (63,3%)	794 (35,4%)	29 (1,3%)	2244

Weglaten ‘andere’ (> 20% cellen met E(f) < 5). $Chi^2 = 122,595$; df = 32; p = ,000.
Cramers V = ,235; p = ,000.

Wegens te veel cellen in de tabel met een te lage verwachte frequentie, kan voor de tabel geen associatie berekend worden. Na weglaten van de restgroep 'andere' kan dat wel. Uit de test blijkt een statistisch significante samenhang te bestaan tussen de gevangenis en de beslissing bij DDB. Deze samenhang is eerder zwak.

Eén organisatorisch onderscheid tussen inrichtingen betreft het verschil tussen open en gesloten inrichtingen. België kent vier open inrichtingen: Marneffe, Saint-Hubert, Hoogstraten en Ruiselede. Veroordeelden in een open inrichting staan in principe al met een halve voet buiten; ontsnappen van een open inrichting is bijvoorbeeld niet onmiddellijk een uitdaging (en vanuit de contra-indicaties die gehanteerd worden bij de toekenning van modaliteiten, is dat een relevant gegeven). De hypothese die geformuleerd kan worden is dan ook dat er een verschil is tussen open en gesloten inrichtingen en de aard van de beslissingen van DDB. Meer concreet kan verwacht worden dat minder weigeringen en meer toekenningen gegeven worden wanneer een veroordeelde in open inrichting verblijft.

Tab.70. Kruistabel type gevangenis (open vs gesloten) en beslissing

Type gevangenis	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Gesloten	1271 (65,4%)	648 (33,3%)	25 (1,3%)	1944 (86,6%)
Open	150 (50,0%)	146 (48,7%)	4 (1,3%)	300 (13,4%)
Totaal	1421 (63,3%)	794 (35,4%)	29 (1,3%)	2244 (100%)

Chi^2 = 26,983; df = 2; p = ,000; Cramers V = ,110; p = ,000

Uit deze kruistabel blijkt ten eerste dat meer dan 8 op 10 veroordeelden die een strafuitvoeringsmodaliteit (UVO, UV of PV) hebben gevraagd, in een gesloten instelling verblijven. Dit bevestigt andermaal resultaten uit onderzoek naar classificatie, waaruit blijkt dat in België overwegend beroep wordt gedaan op gesloten inrichtingen, dit in contrast met andere landen (zie Devresse et al., 2011). Daarnaast valt op dat er inderdaad een betekenisvol verschil bestaat tussen de beslissing van DDB en de instelling waar de gedetineerde verblijft. Zowel op basis van de percentages als uit de vergelijking tussen reële en verwachte frequenties (hier niet weergegeven) komt naar voor dat meer positieve beslissingen volgen op een vraag vanuit een open inrichting. Anderzijds is dat verband zwak, dus mag de samenhang van deze twee variabelen niet overdreven worden. Bovendien blijft dit onderscheid vrij vaag: het gooit alle gesloten gevangenissen op een hoopje. Een alternatieve indeling betreft een indeling op basis van het veiligheidsniveau van de gevangenis ('statische veiligheid'). Dit is een niet-erkende indeling, waarbij alle nieuwe gevangenissen als hoog beveiligd worden aangeduid, met inbegrip van de gevangenis van Lantin. Het betreffen dus: Andenne, Brugge, Hasselt, Ittre en Lantin. De open gevangenissen krijgen hier het label van laag beveiligd. Alle andere gevangenissen krijgen het label van medium veiligheidsniveau. Het verband tussen beide blijft (Chi^2 = 32,885; df = 4; p = ,000), doch de sterkte van de samenhang daalt (Cramers V = ,086; p = ,000) ten aanzien van bovenstaande tweedeling. Toch geeft deze indeling iets meer reliëf aan de grote onderlinge verschillen van inrichtingen. Om die reden zal deze driedeling in de verdere logistische regressie aan bod komen.

II.5. Taalgroep afhandeling dossier

Daarnaast zijn alle beslissingen nagegaan vanuit de insteek van de taalgroep waartoe de attachés behoren. Aangezien er een ietwat uiteenlopende organisatie is in de benadering van dossiers in beide taalrollen, zou kunnen verwacht worden dat er verschillen in besluitvorming bestaan en, meer precies, dat die naar voor komen in de beslissingen. Taal is hier dus eerst en vooral een kenmerk van beslissingen, maar is tevens een indicator voor organisatorische verschillen tussen de taalgroepen.

Tab.71. Kruistabel taal(groep) attaché en beslissing

Taal afhandeling dossier	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Franstalig	713 (65,0%)	362 (33,0%)	22 (2,0%)	1097 (100%)
Nederlandstalig	708 (61,7%)	432 (37,7%)	7 (0,6%)	1147 (100%)
Totaal	1421	794	29	2244

Chi^2 = 12,840; df = 2; p = ,002. Cramers V = ,076; p = ,002.

Uit de tabel blijkt dat een verschil bestaat tussen de taal waarin de vraag afgehandeld is en de uiteindelijke beslissing. Het verband tussen beide is statistisch betekenisvol, wat wil zeggen dat dit verschil (of de samenhang) statistisch niet op toeval gebaseerd is (zie de inleiding van dit hoofdstuk: 5% significantieniveau). Bij de Nederlandstalige attachés valt vaker een positieve en minder vaak een negatieve beslissing (in vergelijking met de verwachte waarden en in vergelijking met de Franstalige attachés), doch de samenhang tussen taal(groep) en beslissingen is zwak.

II.6. Attaché

De meest directe manier om na te gaan of er een verschil zit tussen de attachés, is om hun identiteit aan hun beslissingen te koppelen. Deze aanpak kan natuurlijk niet ten volle worden doorgetrokken, omdat anders individuele attachés kunnen geïdentificeerd worden. Hieronder wordt in de tabel aan elke attaché een letter gegeven, zodat hun anonimiteit niet in het

Tab.72. Kruistabel attaché en beslissing

Attaché	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
A	61 (68,5%)	26 (29,2%)	2 (2,2%)	89 (100%)
B	119 (77,8%)	33 (21,6%)	1 (0,7%)	153 (100%)
C	68 (61,3%)	42 (37,8%)	1 (0,9%)	111 (100%)
D	43 (60,6%)	26 (36,6%)	2 (2,8%)	71 (100%)
E	41 (66,1%)	18 (29,0%)	3 (4,8%)	62 (100%)
F	96 (70,1%)	35 (25,5%)	6 (4,4%)	137 (100%)
G	5 (38,5%)	8 (61,5%)	0	13 (100%)
H	75 (54,3%)	61 (44,5%)	2 (1,4%)	138 (100%)
I	92 (65,7%)	46 (32,9%)	2 (1,4%)	140 (100%)
J	58 (66,7%)	29 (33,3%)	0	87 (100%)
K	55 (57,3%)	38 (38,6%)	3 (3,1%)	96 (100%)
L	143 (65,0%)	76 (34,5%)	1 (0,5%)	220 (100%)
M	62 (47,3%)	68 (51,9%)	1 (0,8%)	131 (100%)
N	81 (61,8%)	50 (38,2%)	0	131 (100%)
O	17 (48,6%)	18 (51,4%)	0	35 (100%)
P	38 (62,3%)	22 (36,1%)	1 (1,6%)	61 (100%)
Q	93 (56,7%)	68 (41,5%)	3 (1,8%)	164 (100%)
R	25 (52,1%)	23 (47,9%)	0	48 (100%)
S	96 (62,3%)	58 (37,7%)	0	154 (100%)
T	125 (72,7%)	46 (26,7%)	1 (0,6%)	172 (100%)
U	27 (96,4%)	1 (3,6%)	0	28 (100%)
V	1 (33,3%)	2 (66,7%)	0	3 (100%)
Totaal	1421 (63,3%)	764 (35,4%)	29 (1,3%)	2244 (100%)

Weglaten ‘andere’ (> 20% cellen met E(f) < 5). $Chi^2 = 76,011$; df = 21; p = ,000. Cramers V = ,185; p = ,000.

gedrang komt. De kruistabel laat toe om op een directe manier aan de hand van een bivariate test na te gaan of er een relatie bestaat tussen de attaché en de aard van de beslissing. Wegens een te groot aantal cellen met een verwachte frequentie van minder dan 5 (37,9%) kan geen verband tussen beide variabelen berekend worden. De groep ‘andere’ is weggelaten, waarna het verband wel kan nagegaan worden. Daaruit komt naar voor dat een significant verschil bestaat tussen de attaché en de beslissing (positief of negatief). Dat verschil is echter zeer zwak van aard.

II.7. Reële werktijd per vraag

Attachés hebben een eigen marge qua invulling van hun werktijd. Dat geldt ook zo bij de tijdsinvestering in concrete dossiers en concrete vragen betreffende een modaliteit. Om die reden is geopteerd om de reële werktijd per beslissing op te nemen.

Attachés hebben de vraag gekregen om bij elke beslissing die in de databank terecht is gekomen, te noteren hoeveel tijd ze besteed hebben aan de behandeling van de vraag tot en met de beslissing. Deze variabele is niet altijd even secuur ingevuld, wellicht voornamelijk omdat er ook moeilijkheden zijn met het juist afgrenzen van de werktijd aan een dossier. Het is niet zo dat iedere attaché met een chronometer naast zich zit. Beslissingen komen tot stand op een werkvloer waar attachés vaak hun tijd en concentratie verdelen tussen de behandeling van een dossier met een vraag tot UVO, UV of PV en andere taken (vergaderingen, communicatie met gevangenispersoneel, familie van veroordeelden, etc.). Dat maakt het vrij moeilijk om zeer precies te zijn. Bovendien is deze variabele ook niet door alle attachés met evenveel enthousiasme onthaald. Tijdens gesprekken kwam naar voor dat bepaalde attachés vermoeden dat deze variabele een vorm van werklastmeting inhoudt. Dat behoort absoluut niet tot de doelstellingen van dit onderzoek (en is ook als dusdanig meegedeeld). Aangezien alleen op de beslissingen inzake UVO, UV en PV is ingegaan en niet op het totale takenpakket van attachés (waaronder VLVs,…), kan er helemaal geen sprake zijn van een werklastmeting van attachés. Of dergelijke moeilijkheden met deze variabele een verklaring zijn voor het ontbreken van gegevens bij 459 beslissingen (of een 20% van de databank), weten we niet, maar het zijn wel enkele hypotheses voor de vele ontbrekende gegevens.

De reële werktijd per beslissing laat toe om na te gaan of er een relatie bestaat tussen de werktijd per beslissing en de aard van de beslissing. Op DDB leeft de vraag tot uitbreiding van het personeelsbestand om meer optimaal het hoofd te kunnen bieden aan de caseload (zie elders in dit rapport). De hypothese die hier nagegaan wordt, is dat de werktijd besteed aan een dossier samenhang met de beslissing.

Deze resultaten wijzen op een statistisch significante samenhang van de feitelijke werktijd en de beslissing. Echter, hierbij moet opgelet worden dat deze cijfers niet te snel verkeerde conclusies krijgen. Eerder is besproken dat enkel bij positieve adviezen een meer grondig onderzoek volgt door de attaché. Niettemin dienen attachés nog steeds de negatieve adviezen te bekijken en zelf te beslissen. Aangezien daarbij een dossier niet ten gronde wordt bestudeerd, gebeurt het bevestigen van een negatief advies binnen een relatief beperkte werktijd. Dat is een belangrijk element in de verklaring van bovenstaande samenhang. Toch zitten er ook toekenningen bij de eerste (max. 15 minuten) en tweede groep (>15 – 30 minuten). Deze groepen zijn nadien samengevoegd, zodat er in totaal 5 groepen zijn.

Tab.73. Feitelijke werktijd en beslissing DDB

Feitelijke werktijd	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	% totaal (afg.)
Max. 15 minuten	291 (92,1%)	19 (6,0%)	6 (1,9%)	316 (100%)	17,7%
>15 min – 30 min	197 (64,0%)	108 (35,1%)	3 (1,0%)	308 (100%)	17,3%
>30 min – 1 uur	157 (43,3%)	202 (55,6%)	4 (1,1%)	363 (100%)	20,3%
>1 uur – 2 uren	215 (44,4%)	267 (55,2%)	2 (0,4%)	484 (100%)	27,1%
>2 uren – 3 uren	90 (50,3%)	87 (48,6%)	2 (1,1%)	179 (100%)	10,0%
>3 uren	98 (72,6%)	35 (25,9%)	2 (1,5%)	135 (100%)	7,6%
Totaal	1048	718	19	1785	100%

*459 missings. Weglaten categorie 'andere'. Chi² = 275,546; df = 5; p = ,000. Cramers V = ,433; p = ,000.

'Ideale' werktijd. Op vraag van de adviseurs en de adviseur-generaal van DDB is aan attachés gevraagd om de 'ideale' tijd voor de behandeling van een dossier te vermelden. Deze variabele is moeilijk definieerbaar en, ook mits toelichting, toch nog steeds vatbaar voor uiteenlopende interpretaties. Bij een belangrijk aantal beslissingen bleek het moeilijk voor attachés om deze variabele te bezorgen, wat leidde tot een behoorlijk groot aantal ontbrekende waarden. Halverwege de dataverzameling (midden juli) is in overleg met de attachés en de adviseurs en adviseur-generaal beslist om die variabele niet langer te registreren. Het moeilijk grijpbare karakter van deze variabele en de stopzetting na een deel van het onderzoek verklaren waarom slechts voor 729 beslissingen een 'ideale' tijd vermeld is door attachés. Er zijn 1515 missings, wat neerkomt op 2/3de van alle beslissingen in de databank.

De vele ontbrekende gegevens maken het een weinig betrouwbare variabele. Onze voorkeur gaat echter naar het gebruiken van beschikbare gegevens, eerder dan alles weg te laten. Daarbij is het weliswaar nodig om te wijzen op de onvolledigheid van onze bevindingen, wegens het niet kunnen inschatten van de representativiteit ervan.

Voor beslissingen waar zowel informatie aanwezig is over de reële tijd als de ideale tijd, is berekend of en in welke mate deze van elkaar verschillen. Wat daarbij opvalt, hoe tentatief die vaststelling ook mag zijn, is dat in *82,6%* van de gevallen waar beide gegevens geregistreerd zijn (n = 602), attachés vermeld hebben dat er geen verschil is tussen de ideale tijd en de reële tijd. In 20 gevallen ontbreekt het volgens de attachés hoogstens aan 15 minuten (of 2,7%), in 45 beslissingen (6,2%) is meer dan 15 minuten en hoogstens 30 minuten tekort, in nog eens 41 beslissingen (5,5%) ontbreekt het attachés aan meer dan een half uur tot en met hoogstens een uur, en in 21 beslissingen (2,8%) is volgens attachés meer dan 1 uur extra tijd nodig (met een maximum van 4 uren die

bijkomend zouden nodig zijn). Het verschil tussen de ideale beschikbare werktijd en de feitelijke werktijd blijkt op basis van de gegevens die ons door de attachés zelf zijn bezorgd, dus relatief beperkt. Wegens de moeilijkheden om dit te operationaliseren en het groot aantal ontbrekende waarden moet deze vaststelling met meer dan een korrel zout genomen worden.

II.8. Verlenging termijn procedure

Wettelijk is de mogelijkheid voorzien om de termijn van 14 dagen éénmalig te verlengen met een extra termijn van 7 dagen (zie de bespreking van de regelgeving). De attaché oordeelt in dat geval over onvoldoende elementen te beschikken of bijkomende informatie nodig te hebben vooraleer tot een beslissing te kunnen komen ('twijfelgevallen'). Daarbij rijst het vermoeden dat een vraag om bijkomende informatie eerder een indicatie voor toekenning is; immers, bijkomende informatie vragen wanneer toch al duidelijkheid bestaat over voldoende elementen tot afwijzing, zou absurd zijn. De hypothese die hier op de voorgrond komt, is dat er een samenhang bestaat tussen het verlengen van de termijn voor de procedure en de aard van de beslissing (toekenning of weigering).

Tab.74. Kruistabel verlenging procedure en beslissing

Verlenging procedure: ja/nee	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Geen verlenging	1270 (66,6%)	620 (32,5%)	18 (0,9%)	1908 (100%)
Verlenging	151 (44,9%)	174 (51,8%)	11 (3,3%)	336 (100%)
Totaal	1421 (63,3%)	794 (35,4%)	29 (1,3%)	2244

$Chi^2 = 63,144$; df = 2; p = ,000; Cramers V = ,168; p = ,000

Bij 336 van de 2244 beslissingen is de termijn van de procedure verlengd. Er is een statistisch verschil tussen het al of niet verlengen van de termijn van de procedure en de beslissing. De associatie tussen beide variabelen is met andere woorden niet op toeval gebaseerd, maar hun onderlinge samenhang blijkt relatief zwak.

II.9. Toelaatbaarheid strafuitvoeringsmodaliteiten

Dit onderzoek gaat niet in op trajecten van gedetineerden, het betreft *cross-sectioneel* onderzoek. De dataverzameling heeft met andere woorden betrekking op een momentopname, een soort foto die van alle beslissingen op DDB genomen is, weliswaar met een sluitertijd van drie maanden. Tijdens die drie maanden zijn alle beslissingen van DDB betreffende UVO, UV en PV opgenomen, inclusief beslissingen die behoren tot dezelfde gedetineerden. Hier moet bij de interpretatie in het achterhoofd gehouden worden dat de cijfers betrekking hebben op alle beslissingen, ongeacht of meerdere beslissingen op één gedetineerde van toepassing zijn en of meerdere beslissingen voor

dezelfde gedetineerde op dezelfde dag genomen zijn. Deze keuze laat toe om elke beslissing afzonderlijk te positioneren in de ganse detentie van een veroordeelde. Soms volgen op dezelfde dag meerdere beslissingen inzake verschillende modaliteiten (bvb UV en PV), doch deze kunnen vanuit tijdsperspectief samen bekeken worden, aangezien er verschillende toelaatbaarheidsdata gelden voor beide modaliteiten. Slechts in een handvol gevallen zijn er beslissingen voor dezelfde gedetineerde voor dezelfde modaliteit op dezelfde dag. Bovendien moet steeds in acht worden genomen dat het hier gaat om een situering van *de beslissing geregistreerd in de databank* ten aanzien van de toelaatbaarheidsdata (zoals die geregistreerd zijn in SIDIS-Griffie), los van het feit of er al dan niet eerdere beslissingen zijn genomen voor de betrokken modaliteit en de veroordeelde in kwestie.

Hieronder komt UVO niet aan bod, omdat die modaliteit op elk moment tijdens de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf kan gevraagd worden (zie bespreking wetgeving). Achtereenvolgens volgen beschrijvingen van het moment waarop beslissingen inzake UV en PV vallen, dit telkens afgezet ten aanzien van de toelaatbaarheidsdatum voor de betreffende modaliteit (UV of PV).

Op basis van die data is ook nagegaan of op het ogenblik van de beslissing veroordeelden toelaatbaar waren voor de andere modaliteiten. De toelaatbaarheid voor UV en PV hangt formeel samen met de toelaatbaarheid voor een voorwaardelijke invrijheidstelling (VI) en voor elektronisch toezicht (ET) en beperkte detentie (BD). Op een tijdslijn volgt eerst UV, 1 jaar later PV, nog 6 maanden later ET/BD en na nog eens 6 maanden extra wordt de veroordeelde toelaatbaar voor VI. Er ligt dus telkens 1 jaar tussen de toelaatbaarheid voor UV en PV, 1,5 jaar tussen de toelaatbaarheid voor UV en ET/BD en 2 jaar tussen de toelaatbaarheid voor UV en VI. Voor PV geldt dat er steeds 6 maanden liggen tussen de toelaatbaarheid voor PV en ET/BD en 1 jaar tussen de toelaatbaarheid voor PV en VI.
Om het ogenblik van de beslissing respectievelijk te plaatsen in het geheel van de opsluiting en straf, is berekend hoe lang de veroordeelde al toelaatbaar is tot UV en PV vanaf het begin van de huidige opsluiting (wat niet hetzelfde is als de totale gevangenisstraf – een belangrijk onderscheid!) en hoeveel tijd er ligt tussen de beslissing inzake UV en PV en het einde van het totaal van alle gevangenisstraffen (strafeinde). Opsluiting en straf kunnen hetzelfde zijn, doch dat is niet per se het geval. De straf kan tijdelijk onderbroken worden of aan de hand van strafuitvoeringsmodaliteiten buiten de gevangenis worden uitgeboet (bvb via een ET of bij VI), waardoor DDB niet langer de eindverantwoordelijke is inzake de modaliteiten UVO, UV en PV. Wanneer de veroordeelde nadien alsnog opnieuw terug achter de tralies belandt, dan wordt DDB vanaf dat ogenblik opnieuw de verantwoordelijke instantie voor UVO, UV en PV. De toelaatbaarheidsdata worden in zo’n geval aangepast aan de nieuwe datum van opsluiting. Het gaat dan om een nieuwe opsluiting, op basis van één en dezelfde straf (toch wanneer er geen nieuwe bijkomende veroordeling toegevoegd wordt). Wanneer een veroordeelde een strafuitvoeringsmodaliteit (BD, ET, VI of VLV) geniet en vervolgens terug opgesloten wordt zonder nieuwe veroordeling, is de persoon vanaf de eerste dag in detentie terug toelaatbaar voor UV en PV.

In het laatste deel van dit hoofdstuk wordt meer specifiek op de gedetineerde ingegaan; daar zal de focus liggen op één beslissing per veroordeelde. Bijkomende kenmerken van veroordeelden kunnen dan gekruist worden met toelaatbaarheid en andere. Hier heeft het kruisen van kenmerken van gedetineerden geen zin, aangezien meerdere beslissingen op dezelfde personen betrekking kunnen hebben. Deze onderstaande gegevens volgen hier als voorstelling, maar komen niet in de multivariate analyse van dit deel aan bod.

Toelaatbaarheid UV

Eerder in dit rapport is beschreven wanneer een veroordeelde formeel gezien toelaatbaar wordt voor een (periodieke) UV. Twee jaar voorafgaand aan de datum dat de veroordeelde toelaatbaar wordt voor een VI (of VLV), wordt de veroordeelde toelaatbaar tot UV. Op basis van alle beslissingen betreffende UV in de databank blijkt dat het moment van de beslissing zeer sterk uiteenlopend kan zijn. Wanneer enkel gekeken wordt naar beslissingen die genomen worden zodra de persoon toelaatbaar is (n = 1160), dan liggen de uitersten tussen een minimum van 3 dagen na toelaatbaarheid tot en met een maximum van 6809 dagen (of meer dan 18 jaar) na het overschrijden van de toelaatbaarheidsdatum tot UV. Gemiddeld geldt een overschrijding van de toelaatbaarheidsdatum tot UV van 809,41 dagen, de mediaan ligt op 646 dagen. Slechts 7 beslissingen volgen binnen de 2 maanden nadat de veroordeelde toelaatbaar is geworden. 13 beslissingen zijn genomen op meer dan 3650 dagen nadat de veroordeelde toelaatbaar is geworden voor UV. Wegens de grote variatie in overschrijding van de toelaatbaarheid is geopteerd om deze in enkele grote categorieën onder te brengen.

Tab.75. Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid UV en beslissing

Overschrijding toelaatbaarheid	Beslissing DDB				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Max. 6 maanden	48 (59,3%)	33 (40,7%)		81 (100%)	7,0%
>6 maanden – 1 jaar	100 (55,2%)	77 (42,5%)	4 (2,2%)	181 (100%)	15,6%
>1 jaar – 1,5 jaar	109 (51,7%)	102 (48,3%)		211 (100%)	18,2%
>1,5 jaar – 2 jaar	114 (56,7%)	86 (42,8%)	1 (0,5%)	201 (100%)	17,3%
>2 jaar – 5 jaar	218 (52,2%)	194 (46,4%)	6 (1,4%)	418 (100%)	36,0%
>5 jaar	41 (60,3%)	27 (39,7%)		68 (100%)	5,9%
Totaal	630	519	11	1160	100%

*4 missings[191]. Weglaten ‘andere’ (> 20% cellen met E(f) < 5). Chi² = 3,509; df = 5; sig = ,622 (n.s.)

[191] In 2 gevallen ontbreken gegevens. Voor de 2 andere gevallen betreft het telkens een beslissing tot afwijzing van UV die gedateerd is voor de toelaatbaarheidsdatum voor UV. Meerdere mogelijke verklaringen komen in aanmerking, maar het is met de dataset niet mogelijk om deze te verifiëren, vandaar dat we ze hier opsommen. Net omdat het niet duidelijk is waaraan dit ligt, is geopteerd om deze 2 waarden

Uit deze tabel komt naar voor dat 22,6% van alle beslissingen betreffende UV volgt op hoogstens 1 jaar na de toelaatbaarheidsdatum voor UV, dus voor en hoogstens tot op de dag dat de veroordeelde toelaatbaar wordt voor PV. In 211 gevallen is de beslissing genomen toen de veroordeelde de datum voor de toelaatbaarheid voor PV overschreden heeft, tot en met op de dag dat de toelaatbaarheid voor ET/BD bereikt is. Bij 201 beslissingen voor UV heeft de veroordeelde de toelaatbaarheid tot ET/BD overschreden, tot op de dag dat de toelaatbaarheid voor VI bereikt is. De laatste twee groepen representeren in totaal bijna 42% van alle beslissingen. Voor die groepen is de VI datum overschreden op het ogenblik dat de beslissing betreffende UV genomen is. Bij iets meer dan 5% van alle beslissingen voor UV is de gedetineerde al meer dan 5 jaar toelaatbaar voor een voorwaardelijke invrijheidstelling.

Eveneens blijkt er geen statistische relatie te zijn tussen de overschrijdingstermijn en de beslissing tot toekenning of afwijzing van UV. Uit deze gegevens kan niet veel geconcludeerd worden. In de analyse op basis van de veroordeelde kan wel gekeken worden naar verbanden die betrekking hebben op diens leeftijd, straf en andere beschikbare kenmerken. Er kan hier bijvoorbeeld niets gezegd worden over de eerste vraag.

Toelaatbaarheid PV

Eén jaar voorafgaand aan de toelaatbaarheidsdatum voor VI kan een veroordeelde PV krijgen. Er blijkt een groot verschil tussen het ogenblik van de beslissing en het overschrijden van die toelaatbaarheidsdatum. Dit ligt tussen 0 dagen verschil (dus een beslissing op de dag van toelaatbaarheid) en 11479 dagen verschil (meer dan 31 jaar).

---

weg te laten. Het is mogelijk dat deze 2 afwijzingen volgen omdat de veroordeelde nog niet toelaatbaar is op het ogenblik dat de beslissing genomen is (m.a.w. dat op het ogenblik van de beoordeling door DDB nog niet voldaan was aan de tijdsvoorwaarde om UV toe te kennen) of dat de toelaatbaarheidsdata gewijzigd zijn tussen de datum van het advies van de directeur en de beslissing op DDB (een bijkomende veroordeling die in uitvoering komt). Daarnaast is het mogelijk dat een beslissing (tot toekenning en afwijzing) kan vallen vooraleer de veroordeelde al formeel toelaatbaar is, en dat bij toekenning de beslissing uitvoerbaar wordt op de dag dat de toelaatbaarheidstermijn bereikt wordt. Tevens valt een registratiefout niet uit te sluiten (in onze databank en/of in de databank SIDIS-Griffie).

Tab.76. Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid PV en beslissing

Overschrijding toelaatbaarheid*	Beslissing DDB				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Max 6 maanden	165 (76,0%)	51 (23,5%)	1 (0,5%)	217 (100%)	25,7%
>6 maanden – 1 jaar	149 (75,3%)	49 (24,7%)		198 (100%)	23,4%
>1 jaar – 2 jaar	182 (77,1%)	51 (21,6%)	3 (1,3%)	236 (100%)	27,9%
>2 jaar – 5 jaar	128 (76,6%)	37 (22,2%)	2 (1,2%)	167 (100%)	19,7%
>5 jaar	26 (92,9%)	2 (7,1%)		28 (100%)	3,3%
Totaal	650	190	6	846	100%

*53 missings[192]. Weglaten 'andere' (> 20% cellen met E(f) < 5). Chi² = 4,597; df = 4; p = ,331 (n.s.)

Uit de tabel blijkt dat één op vier beslissingen inzake PV betrekking heeft op een veroordeelde die hoogstens de datum voor toelaatbaarheid voor ET/BD bereikt heeft. In totaal iets minder dan 50% van alle beslissingen betreffende PV gelden voor veroordeelden die hoogstens hun toelaatbaarheidsdatum voor VI bereikt hebben. Dat betekent evenzeer dat nipt meer dan 50% van alle beslissingen terugslaat op veroordeelden voor wie de datum tot toelating voor VI al overschreden is.

Daarnaast blijkt uit de test geen significant verband tussen de overschrijdingstermijn en de beslissing tot toekenning of weigering van PV. Net zoals bij UV kan hieruit niet veel geconcludeerd worden. De analyse op basis van de gedetineerde kan op dat vlak meer licht op bepaalde aspecten werpen.

[192] In 9 gevallen ontbreken gegevens. Voor 44 beslissingen gelden dezelfde verklaringen als in voorgaande voetnoot. Omwille van de onduidelijkheden die daaruit volgen, is beslist om ze hier weg te laten.

II.10. Strafcategorie

Een ander gegeven dat verderop meer gedetailleerd bekeken wordt, betreft een beschrijving van de strafcategorieën van alle veroordeelden die tijdens de dataverzameling één of meerdere modaliteiten gevraagd hebben. In deel drie zal op basis van de veroordeelde een beschrijving en analyse gegeven worden, hier betreft het een beschrijving van de strafcategorieën op basis van de vragen van veroordeelden. Het is hier dus niet mogelijk te identificeren om hoeveel personen het gaat. De indeling die in SIDIS-Griffie gebruikt wordt, blijft hier behouden.

Tab.77. Strafcategorie (op basis van alle vragen voor een modaliteit UVO, UV en PV in de databank)

Strafcategorie	N (vragen van veroordeelden met bijhorende strafcategorie)	%
Uitsluitend vervangende gevangenisstraf	2	0,1%
Correctionele straf 6 maanden – 1 jaar	8	0,4%
Correctionele straf > 1 jaar – 3 jaar	150	6,7%
Correctionele straf > 3 jaar – 5 jaar	788	35,1%
Correctionele straf > 5 jaar – 7 jaar	538	24,0%
Correctionele straf > 7 jaar – 10 jaar	326	14,5%
Correctionele straf > 10 jaar – 15 jaar	125	5,6%
Correctionele straf > 15 jaar	49	2,2%
Criminele tijdelijke straf	190	8,5%
Levenslange straf	68	3,0%
Totaal	2244	100%

Eén duidelijke conclusie kan hieruit alvast wel getrokken worden. Het aantal vragen afkomstig van veroordeelden met een straf tot hoogstens 3 jaar betreft amper 160 vragen (7,2%) van het totaal. De hoofdmoot van alle vragen is afkomstig van correctioneel veroordeelden met straffen tussen 3 en 7 jaar (59,1%). Dit verwijst naar de samenstelling van de penitentiaire populatie, waarbij in België een groot deel van de veroordeelden straffen ondergaat boven de drie jaar. Dat staat in schril contrast met de situatie in de buurlanden, waar een aanzienlijke proportie van de veroordeelden straffen beneden de drie jaar uitboet (Aebi & Delgrande, 2010: 75-82) en heeft onder meer te maken met de chronische problematiek van penitentiaire overbevolking en het gebruiken van invrijheidstelling als 'veiligheidsmechanisme'. Met de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken (SURB) maakt de uitstroom voor de lang(er)gestraften (boven de 3 jaar) niet langer het voorwerp uit van 'ontvolkingstechnieken', terwijl veroordeelden met straffen tot en met drie jaar vooralsnog door de uitvoerende macht vrijgesteld worden en overbevolkingsdruk daarbij meespeelt. De kenmerken van de penitentiaire populatie en de regeling van invrijheidstelling filteren dus op meerdere manieren door naar het werk van DDB: het gaat in de behandeling van vragen betreffende UVO, UV en PV voornamelijk om lang(er)gestraften waarbij DDB niet de enige beslissende instantie is. Er is enerzijds meer tijd voor het werken aan reclassering en aan een bepaalde problematiek, doch anderzijds is de uitstroom van lang(er)gestraften

ook afhankelijk van de aanpak van de doorstroom: classificatie naar een geschikte inrichting, doorstroom naar een minder beveiligde en meer open regime en toekenning van bijzondere strafuitvoeringsmodaliteiten in het kader van de terugkeer naar de samenleving. Bovendien zullen bepaalde lang(er)gestraften ook vrij snel of zelfs onmiddellijk toelaatbaar zijn voor strafuitvoeringsmodaliteiten.

II.11. Duur van de huidige opsluiting voor toelaatbaarheid UV en PV

Op basis van de datum waarop de veroordeelde is opgesloten (vanuit de hechtenisfiche in SIDIS-Griffie), is berekend hoe lang het duurt vooraleer de veroordeelde tijdens de huidige opsluiting toelaatbaar is voor UV en PV. De duur van de opsluiting tot de toelaatbaarheid verdient afzonderlijke aandacht, omdat bepaalde veroordeelden met korte(re) vrijheidsstraffen (quasi) onmiddellijk bij hun opsluiting toelaatbaar zijn tot een bepaalde strafuitvoeringsmodaliteit. Ook zijn er de veroordeelden die na herroeping van een bijzondere strafuitvoeringsmodaliteit opnieuw opgesloten zitten (bvb herroeping VI). Indien zij geen nieuwe feiten gepleegd hebben (of daarvoor nog geen bijkomende veroordeling is geregistreerd in SIDIS-Griffie, met bijhorende verschuiving van de data waarop strafuitvoeringsmodaliteiten kunnen gevraagd worden), dan zullen zij ook onmiddellijk na (her)opsluiting toelaatbaar zijn voor UV en PV. Het is een hypothese dat deze groepen minder snel een toekenning van UV of PV krijgen dan anderen. Immers zitten zij nog maar pas in de gevangenis na hun veroordeling of zijn ze opnieuw achter de tralies beland nadat er een probleem was dat de strafuitvoeringsrechtbank deed overgaan tot herroeping van de strafuitvoeringsmodaliteit (ET, BD of VI).

Wanneer gerekend wordt vanaf de dag van opsluiting tot aan de dag van de toelaatbaarheid tot UV, dan kan op basis van het verschil tussen beide data nagegaan worden of het gaat over één van bovenvermelde groepen, dan wel of de veroordeelde enige tijd in detentie heeft doorgebracht vooraleer de datum tot toegang voor UV te bereiken. Voor PV is dezelfde berekening ook opgenomen.

Voor 1143 beslissingen (of 51,2% van de ganse databank) bedraagt het aantal dagen van de huidige opsluiting tot aan de toelaatbaarheidsdatum voor UV 0 dagen. Dit bevestigt het vermoeden dat een belangrijk aandeel van alle veroordeelden meteen toelaatbaar is (doch met de kanttekening dat het hier een beschrijving op basis van de beslissing betreft, niet op basis van de veroordeelde: dubbeltellingen voor één en dezelfde persoon zijn hier niet uitgesloten).

Tab.78. Situering toelaatbaarheid UV en PV vanaf aanvang huidige opsluiting

Duur opsluiting vooraleer toelaatbaar tot UV	N UV*	%	N PV	%
Meteen toelaatbaar	1143	51,2%	451	20,1%
>1 dag - max. 6 maanden	238	10,7%	310	13,8%
>6 maanden – 1 jaar	208	9,3%	351	15,6%
>1 jaar – 2 jaar	254	11,4%	487	21,7%
>2 jaar – 3 jaar	134	6,0%	250	11,1%
>3 jaar	257	11,5%	395	17,6%
Totaal	2234	100%	2244	100%

*10 missings.

Voor PV ligt dat iets lager, 20% van alle vragen komt van personen die onmiddellijk bij opsluiting toelaatbaar waren voor PV.

II.12. Strafrestant vanaf beslissing DDB

Een ander gegeven laat toe om de beslissing van DDB te plaatsen in het licht van de te ondergane straftijd die maximaal rest. De hypothese dat het strafrestant meespeelt bij een beslissing van DDB kan hierbij nagegaan worden. De groep levenslang gestraften wordt in deze beschrijving buiten beeld gelaten. 6 beslissingen volgden nadat de veroordeelde al op strafeinde was vrijgelaten; zij zijn hier in de eerste categorie opgenomen.

Uit onderstaande tabel blijkt dat een belangrijk deel van de beslissingen van DDB betrekking heeft op veroordeelden met een relatief beperkt strafrestant. Niet minder dan 14,3% van alle beslissingen geregistreerd in de databank van DDB heeft betrekking op veroordeelden met nog hooguit één jaar tot het strafeinde op alle gevangenisstraffen is bereikt (met uitsluiting van een eventuele TBR: die datum is niet geregistreerd). Uit de kruistabel blijkt dat de hypothese opgaat: er is een statistisch significante samenhang tussen het strafrestant en de toekenning of weigering van DDB. De sterkte van die samenhang is evenwel verwaarloosbaar (Cramers V = ,090).

Tab.79. Kruistabel strafrestant en beslissing

Strafrestant	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Max 3 maanden	43 (53,1%)	31 (38,3%)	7 (8,6%)	81 (100%)	3,8%
>3 maanden – 6 maanden	39 (63,9%)	22 (36,1%)		61 (100%)	2,8%
>6 maanden – 1 jaar	91 (54,5%)	75 (44,9%)	1 (0,6%)	167 (100%)	7,7%
>1 jaar – 1,5 jaar	133 (59,6%)	86 (38,6%)	4 (1,8%)	223 (100%)	10,3%
>1,5 jaar – 2 jaar	154 (59,9%)	102 (39,7%)	1 (0,4%)	257 (100%)	11,9%
>2 jaar – 4 jaar	559 (64,8%)	301 (34,9%)	3 (0,3%)	863 (100%)	40,0%
>4 jaar	352 (69,6%)	153 (30,2%)	1 (0,2%)	506 (100%)	23,4%
Totaal	1371 (63,5%)	770 (35,7%)	17 (0,8%)	2158 (100%)	100%

*18 missings + weglaten beslissingen inzake veroordeelde tot levenslange vrijheidsstraf. Weglaten 'andere' (> 20% cellen met E(f) < 5). $Chi^2 = 17,354$; df = 6; p = ,008; Cramers V = ,090; p = ,008.

Opvallend is onder meer dat, met uitzondering van de groep met meer dan 3 en minder dan 6 maanden strafrestant, het aantal weigeringen hoger ligt naarmate het strafrestant langer is. Bij de langgestraften met nog meer dan vier jaar strafrestant ligt het aantal weigeringen op bijna 70% van alle beslissingen, terwijl dat voor de groep met nog maximaal 3 maanden op net boven de helft ligt. Hoewel de waarde van deze gegevens relatief is, aangezien het niet op basis van de veroordeelde is berekend, wijzen de cijfers toch op een tendens in de beslissingen overheen vragen van veroordeelden met een gelijkend strafrestant. Het is immers onwaarschijnlijk dat één of enkele veroordeelden met nog meer dan 2 jaar of nog meer dan 4 jaar strafrestant meer dan 500 vragen voor modaliteiten hebben gevraagd tijdens de onderzoeksperiode. De cijfers wijzen wel degelijk op een bepaalde trend in de beslissingen, waarbij het strafrestant blijkbaar als een (weliswaar niet te sterk) onderscheidend criterium lijkt op de voorgrond te treden. Te meer tijd de veroordeelde nog heeft, te groter diens kans om een negatieve beslissing te krijgen.

II.13. Welke kenmerken hebben een voorspellende waarde voor de beslissing?

Hieronder volgt een beschrijving van een multivariate test, een logistische regressie, waarbij nagegaan is wat de individuele bijdrage is van de verschillende kenmerken die besproken zijn. Bij logistische regressie wordt voor de variabelen in het model de afzonderlijke bijdrage berekend van een kenmerk gegeven de andere kenmerken die mee opgenomen zijn. Concreet betekent dit dat meer of minder kenmerken opnemen of andere kenmerken toevoegen leidt tot andere resultaten, zonder dat de invloed van een belangrijk kenmerk per se hoeft te verdwijnen.

Bij de berekening van de logistische regressie is hier de 'ENTER'-methode gebruikt. Dat houdt in dat het eerder gaat om een exploreren van de invloed van eigenschappen, dan wel het nagaan van eerder uit onderzoek vastgestelde duidelijke kenmerken. In onderstaande rapportage staan de variabelen, met daarbij de *odds ratio* (of de exponentiële Bèta) en het significantieniveau dat betrekking heeft op de onderlinge vergelijking van de waarden van elke variabele met de referentiewaarde. Indien een meetwaarde significant verschilt, dan dient naar de *odds ratio* van die bijhorende waarde gezien te worden om af te leiden in welke richting het verschil met de referentiewaarde gaat en hoe sterk dat is. Het gaat hier niet over een absolute kans op een toekenning bij een bepaald kenmerk. Het betreft een explorerend onderzoek waarbij het vooral van belang is om in kaart te brengen welke variabelen een rol spelen. Daarenboven wordt aan de hand van een Chi^2 het model nagerekend. Is het model niet significant, dan heeft het geen toegevoegde waarde. Verder is ook de Nagelkerke R^2 opgenomen. Deze geeft een indicatie van de variantie van de afhankelijke variabele die kan verklaard worden op basis van het model, hier dus de variantie van alle beslissingen van DDB. Een controletest is berekend (de Hosmer-Lemeshow test) waarbij in kaart gebracht wordt hoe

goed het model dat berekend wordt, beter past bij de data dan een model zonder voorspellers. Indien deze test een significant resultaat heeft (de bijhorende Chi²), dan past het model niet of niet beter dan toevalsniveau bij de data (voor toelichting, zie Bijleveld & Commandeur, 2009: 132). In dat geval heeft het model geen bijzondere voorspellende waarde. Is dat in onderstaande berekeningen het geval, dan zal het model niet in detail gepresenteerd worden, maar wordt enkel aangestipt dat het niet significant is.

Enkele kanttekeningen zijn hier nodig. Het is belangrijk om te benadrukken dat het bij onderstaande testen enkel gaat om variabelen die betrekking hebben op de beslissing, niet op de gedetineerde. Daarenboven kan niet uitgesloten worden dat andere variabelen die in dit onderzoek(sgedeelte) niet opgenomen zijn, een zeer belangrijke verklarende rol spelen, maar hier buiten beeld blijven. Het betreft hier een eenvoudige binaire logistische regressie, waarbij de afhankelijke variabele de beslissing betreft, met twee waarden: weigering of toekenning. Er is geopteerd om de restgroep 'andere' weg te laten. De onafhankelijke variabelen zijn allemaal categorisch. De eerste waarde is iedere keer als referentiewaarde genomen. In de testresultaten staat telkens een vergelijking van de andere waarden ten aanzien van de referentiegroep. Eén onafhankelijke variabele heeft een dermate sterke invloed, dat deze niet kan opgenomen worden. Het betreft het advies van de directie. Aangezien enkel positieve beslissingen geregistreerd zijn na een positief advies (één uitzondering op 2244 beslissingen niet nagelaten), heeft deze variabele een enorme invloed op het eindresultaat (toch in één richting: is het advies negatief, dan is de beslissing zeer hoogstwaarschijnlijk ook negatief). Om die reden is het aangeraden om het directieadvies niet in de logistische regressie op te nemen: dit zou de resultaten enorm scheeftrekken. Die weglating betekent echter niet dat het directieadvies geen rol krijgt bij de multivariate analyse, wel integendeel: het directieadvies is determinerend voor de beslissing. Een apart logistisch regressiemodel is berekend voor alle cases met een positief directieadvies. Niettemin wordt eerst voor het volledige aantal beslissingen nagegaan wat de invloed is van enkele van boven besproken variabelen. Nadien is voortgewerkt op basis van positieve adviezen.

De onafhankelijke variabelen zijn: modaliteit (UVO, UV, PV), taal(groep) (Frans of Nederlands), verlenging van de procedure (ja of nee), type gevangenis (gewoon beveiligd, hoog beveiligd, laag beveiligd), het niveau van de beslissing (attaché, adviseur, adviseur-generaal, en één groep voor de directeur-generaal en de beleidscel van de minister van Justitie) en de feitelijke werktijd (in 5 groepen).

Enkele variabelen zijn herleid tot minder verschillende waarden, dit omwille van te weinig waarden per categorie. Het gaat om het niveau van de beslissing: attaché versus beslissing op hoger niveau, om de reële werktijd: max. 30 minuten, > 30 minuten tot 1 uur en meer dan 1 uur en het type gevangenis: open versus gesloten.

Voor volgende subgroepen zijn tevens aparte logistische regressies berekend: de modaliteit (UVO, UV en PV), taalgroep (Frans, Nederlands), het niveau van de beslissing (attaché versus hoger niveau) en het type gevangenis (open versus gesloten). De resultaten daarvan zijn opgenomen, doch zonder bijhorende toelichting.

Analyse van alle beslissingen

Aan de hand van de modaliteit, de taalgroep, verlenging van de procedure, type gevangenis, het niveau van de beslissing en de feitelijke werktijd is een logistische regressie becijferd. Het model bevat 1761 cases (na uitfiltering van de ontbrekende waarden). Uit de Hosmer-Lemeshow test blijkt echter dat het model onvoldoende 'fit' op de geobserveerde waarden (p = ,023 < ,05), wat inhoudt dat de resultaten van deze test geen betere voorspelling toelaten dan een test op basis van toeval. Om die reden worden de bijhorende resultaten hier niet besproken of vermeld.

Analyse van alle beslissingen na een positief advies

Op basis van de beslissingen op DDB na een positief advies zijn de zes onafhankelijke variabelen opnieuw in een logistisch regressiemodel opgenomen. De resultaten staan in onderstaande tabel. Dit model werkt wel meer voorspellend dan toeval (zie de Hosmer-Lemeshow test onderaan de tabel).

Tab.80. Logistisch regressiemodel (n = 1252)

Variabele		Exp(B)	p
Modaliteit	PV		
	UVO	1,309	n.s.
	UV	1,585	***
Taalgroep	Franstalig		
	Nederlandstalig	1,919	***
Verlenging procedure	Nee		
	Ja	1,312	n.s.
Niveau beslissing	Attaché		
	Adviseur	0,147	***
	Adviseur-generaal	0,455	**
	Hoger niveau	0,250	*
Reële werktijd tot beslissing	>3 uur		
	Max 30 min	2,443	**
	>30min – 1 uur	2,492	***
	>1 uur – 2 uur	2,336	***
	>2 uur – 3 uur	1,432	n.s.
Gevangenis	Gesloten medium beveiligd		
	Gesloten hoog beveiligd	0,972	n.s.
	Open laag beveiligd	1,923	***
Model: Chi^2 = 196,358; df = 13; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,195			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 14,248; df = 8; p = ,076 (n.s.)			

*<05 **<01 *** < 001

De resultaten in de tabel worden hier kort toegelicht. Om de resultaten iets beter te begrijpen, belichten we hier de resultaten van de variabele ‘modaliteit’. PV is de referentiewaarde waarmee UVO en UV vergeleken zijn. Uit de test blijkt dat een vraag betreffende een modaliteit UVO statistisch niet verschilt in de kans op toekenning dan PV; dat blijkt uit de laatste kolom (de kans op een verschil tussen PV en UVO is niet statistisch significant). Een vraag betreffende de modaliteit UV verschilt wel significant van de referentiewaarde PV. Zodra een waarde significant verschilt van de referentiewaarde, dan kan nagegaan worden in welke richting dat verschil gaat. Dat is vermeld in de derde kolom. De interpretatie daarvan komt neer op het volgende: een vraag betreffende UV heeft 1,585 keer zoveel kans tot een toekenning dan een vraag betreffende PV. Het gaat hier over de relatieve kans, niet over de absolute kans op toekenning. Ook voor de taal van afhandeling speelt een verschil in de kans op toekenning. In vergelijking met de groep ‘Franstalig’ heeft een dossier dat door een Nederlandstalige attaché is behandeld, 1,919 keer zoveel kans op een positieve toekenning. Mogelijke verklaringen daarvoor hebben niet met de taalgroep op zich te maken. Volgende elementen kunnen daarbij een deel van de verklaring inhouden: een verschil in de populatie veroordeelden (wat hier buiten beschouwing blijft, maar in het volgend deel zal dat nagegaan worden voor enkele variabelen), een verschillende organisatie in afhandeling tussen dossiers aan Franstalige en Nederlandstalige kant, een verschillende benadering van dossiers, enz. Opvallend is de vaststelling dat de verlenging van de procedure geen invloed heeft op het eindresultaat. Dit gaat in tegen de verwachting. Het niveau van de beslissing speelt een rol. Wanneer een beslissing genomen wordt op een hoger niveau, dan is er telkens minder kans op een toekenning dan wanneer het dossier behandeld wordt door een attaché. Voor het niveau van de adviseurs is dit verschil het grootst. Het statistisch verschil is zeer groot, wat betekent dat het niet op toeval gebaseerd is. Een vraag betreffende een modaliteit heeft 0,147 keer zo weinig kans op een toekenning wanneer de beslissing op het niveau van een adviseur genomen wordt in vergelijking met een beslissing op het niveau van een attaché. Hoewel dit wijst op een differentiële besluitvorming tussen deze groepen, is een belangrijke nuance op zijn plaats. Dossiers die bepaalde moeilijkheden bevatten, dossiers waarbij attachés twijfelen over de beslissing, maar ook dossiers waarbij vanuit de beleidscel een indicatie is gegeven om ze voor te leggen volgens de prioriteiten van de minister en dossiers van criminele veroordeelden zullen sneller naar een hoger niveau gaan. Dit betekent dat het type dossier natuurlijk meespeelt in het beslissingsniveau, maar hier buiten beeld blijft. Het type dossier komt tot op bepaalde hoogte aan bod bij de bespreking van de kenmerken van veroordeelden (bvb de strafcategorie van criminele veroordeelden). In principe behandelen niveaus boven de attaché andere, in principe meer zwaarwichtige, dossiers. Die vertekening werkt hier door in de vergelijking van de resultaten van de beslissingsniveaus. Ook het kenmerk ‘reële werktijd’ speelt een belangrijke rol. In vergelijking met de referentiecategorie (> 3 uur) heeft een vraag voor een modaliteit 2,443 zoveel kans op een toekenning wanneer de werktijd maximum 30 minuten bedraagt. De referentiecategorie verschilt van alle vergelijkingswaarden, behalve wanneer tussen 2 en 3 uren aan het dossier gewerkt is. Die vaststelling is op het eerste gezicht nogal eigenaardig. Het tegendeel kan eerder verwacht worden, te sneller, te minder positief. Natuurlijk dient deze bevinding geduid te worden: er is hier geen aandacht voor kenmerken van de veroordeelde, en evenmin is nagegaan of het dossier

eerder al behandeld is. Is dat niet het geval, dan kan immers verwacht worden dat meer tijd geïnvesteerd wordt in de eerste kennismaking en bestudering van het dossier dan wanneer een dossier al eerder behandeld is. De tijd die aan een dossier besteed is, hangt natuurlijk ook samen met de kenmerken van het dossier en de veroordeelde. Het ligt voor de hand dat dossiers qua complexiteit onderling sterk verschillen. Dat blijft hier buiten beschouwing. Bij de interpretatie van bovenstaande resultaten zijn dit belangrijke kanttekeningen. Qua veiligheidsniveau van de gevangenis verschilt de referentiewaarde niet van de hoog beveiligde gevangenissen. Voor de open laag beveiligde gevangenissen is wel een verschil vastgesteld: in vergelijking met de referentiegroep heeft een vraag betreffende een modaliteit 1,923 keer zoveel kans op een toekenning wanneer deze komt vanuit een open inrichting.

Aan de hand van dit model kan 19,5% van de variatie van beslissingen (tot toekenning of weigering) verklaard worden na een positief directieadvies (Nagelkerke R^2).

Bijkomende logistische regressies

Analyse op basis van de modaliteit

Afzonderlijk komen de resultaten van logistische regressies aan bod voor alle UVO, UV en PV met een positief directieadvies.

UVO (n = 124).
Variabelen: niveau van de beslissing, taalgroep, gevangenis, reële werktijd en verlenging van de procedure. Het model dat daaruit komt, is niet significant ($Chi^2 = 13,149$; df = 7; p = ,069 (n.s.)). Om die reden wordt het model niet in detail besproken.

UV (n = 878)

Tab.81. Logistisch regressiemodel UV (n = 779)

Variabele		Exp(B)	p
Taalgroep	Franstalig		
	Nederlandstalig	1,973	***
Verlenging procedure	Nee		
	Ja	1,196	n.s.
Niveau beslissing	Attaché		
	Hoger niveau	0,184	***
Reële werktijd tot beslissing	Max 30 min		
	>30 min – 1 uur	1,038	n.s.
	>1 uur	0,790	n.s.
Gevangenis	Gesloten gevangenis		
	Open gevangenis	1,815	***
Model: Chi² = 164,861; df = 6; p = ,000			
Nagelkerke R² = ,166			
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 9,023; df = 7; p = ,251 (n.s.)			

*<05 **<01 *** < 001

Drie van de vijf variabelen bevatten significante resultaten. De taalgroep komt ook hier weer op de voorgrond, naast het niveau van de beslissing en het type van de gevangenis.

PV (n = 416)

Tab.82. Logistisch regressiemodel PV (n = 361)

Variabele		Exp(B)	p
Taalgroep	Franstalig		
	Nederlandstalig	1,121	n.s.
Verlenging procedure	Nee		
	Ja	1,100	n.s.
Niveau beslissing	Attaché		
	Hoger niveau	0,267	***
Reële werktijd tot beslissing	Max 30 min		
	>30 min – 1 uur	2,039	n.s.
	>1 uur	2,123	n.s.
Gevangenis	Gesloten gevangenis		
	Open gevangenis	2,516	***
Model: Chi² = 36,428; df = 6; p = ,000			
Nagelkerke R² = ,128			
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 1,703; df = 8; p = ,989 (n.s.)			

*<05 **<01 *** < 001

Voor PV is geen verschil betreffende de taalgroep. Wel blijven twee variabelen sterk verschillend: het niveau van de beslissing en het type gevangenis van waaruit de vraag gesteld is. Een beslissing betreffende PV heeft 2,516 keer zoveel kans om positief te zijn wanneer de vraag uit een open gevangenis komt in vergelijking met een vraag uit een gesloten gevangenis. Dit is enigszins voor de hand liggend. Een veroordeelde in een open inrichting beschikt al over meer vrijheid, waardoor bepaalde tegenindicaties minder zullen spelen. Ook de invloed van het beslissingsniveau kan in zekere mate herleid worden tot gegevens die bij deze berekening buiten beschouwing blijven, waaronder het type dossier.

Analyse op basis van de taalgroep

Frans (n = 707).
Hosmer-Lemeshow test: Chi² = 18,430; df = 8; p = ,018 (< ,05). Op basis van deze controle blijkt het model dat berekend is, niet beter te zijn dan wat op basis van toeval kan verwacht worden. Om die reden wordt het model niet besproken of weergegeven.

Nederlands (n = 713)

Tab.83. Logistisch regressiemodel (n = 628)

Variabele		Exp(B)	p
Modaliteit	UVO		
	UV	1,715	n.s.
	PV	0,544	n.s.
Verlenging procedure	Nee		
	Ja	1,400	n.s.
Niveau beslissing	Attaché		
	Hoger niveau	0,129	***
Reële werktijd tot beslissing	Max 30 min		
	>30 min – 1 uur	0,940	n.s.
	>1 uur	0,750	n.s.
Gevangenis	Gesloten gevangenis		
	Open gevangenis	2,494	**
Model: Chi² = 140,187; df = 7; p = ,000			
Nagelkerke R² = ,272			
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 13,325; df = 8; p = ,101 (n.s.)			

*<05 **<01 *** < 001

In het model zitten twee voorspellende factoren: het niveau van de beslissing en de gevangenis. Het niveau van de beslissing is een zeer sterke voorspeller. De referentiewaarde is gespiegeld (dit komt neer op het wijzigen van de referentiecategorie:

een hoger beslissingsniveau als referentie voor het beslissingsniveau van de attaché). Dat geeft als resultaat het spiegelbeeld van wat er nu staat, zonder de andere waarden te wijzigen. Wanneer een vraag door een attaché beslist wordt, dan is er 7,751 keer zoveel kans op een toekenning dan wanneer de vraag op hoger niveau beslist wordt.

Analyse op basis van het niveau van de beslissing

Attaché (n = 1063)
Hosmer-Lemeshow test: Chi² = 24,370; df = 8; p = ,002 (< ,05). Deze controle toont aan dat de voorspellende waarde van het model niet beter is dan toeval. De resultaten worden niet weergegeven.

Hoger niveau (n = 299)

Tab.84. Logistisch regressiemodel (n = 272)

Variabele		Exp(B)	p
Modaliteit	UVO		
	UV	1,884	n.s.
	PV	1,254	n.s.
Taal	Frans		
	Nederlands	,831	n.s.
Verlenging procedure	Nee		
	Ja	3,214	***
Reële werktijd tot beslissing	Max 30 min		
	>30 min – 1 uur	0,818	n.s.
	>1 uur	0,345	*
Gevangenis	Gesloten gevangenis		
	Open gevangenis	3,270	**
Model: Chi² = 23,370; df = 7; p = ,001			
Nagelkerke R² = ,118			
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 11,818; df = 6; p = ,066 (n.s.)			

*<05 **<01 *** < 001

Uit dit model komt naar voor dat op hoger niveau de verlenging van de procedure een belangrijke voorspeller is, net als de reële werktijd tot de beslissing (meer dan één uur) en het type gevangenis van waaruit de vraag is gesteld.

Analyse op basis van het type gevangenis

Gesloten gevangenis (n = 1202)
Hosmer-Lemeshow test: Chi² = 23,837; df = 8; p = ,002 (< ,05). Deze controle toont dat het model niet beter is dan wat op basis van toeval bereikt wordt. Om die reden wordt het model hier niet besproken.

Open gevangenis (n = 218)

Tab.85. Logistisch regressiemodel (n = 191)

Variabele		Exp(B)	p
Modaliteit	UVO		
	UV	2,581	n.s.
	PV	2,516	n.s.
Taal	Frans		
	Nederlands	2,423	*
Verlenging procedure	Nee		
	Ja	,571	n.s.
Reële werktijd tot beslissing	Max 30 min		
	>30 min – 1 uur	0,693	n.s.
	>1 uur	0,698	n.s.
Niveau beslissing	Attaché		
	Hoger niveau	0,214	**
Model: Chi^2 = 18,678; df = 7; p = ,009			
Nagelkerke R^2 = ,132			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 3,066; df = 8; p = ,930 (n.s.)			

*<05 **<01 *** < 001

Het model hier bevat twee voorspellende variabelen, de taal en het niveau van de beslissing.

III. Een analyse op basis van gegevens van de veroordeelde

In dit laatste deel volgt een beschrijving van beslissingen op basis van kenmerken van individuele veroordeelden. De voorgaande delen gingen telkens in op de ganse databank of op specifieke aspecten waarbij het mogelijk was dat meerdere beslissingen betrekking hadden op dezelfde veroordeelde. De beschrijving die volgt is gebaseerd op een selectie van één beslissing per veroordeelde. Daartoe is een apart databestand opgesteld. Telkens is per veroordeelde de eerste geregistreerde beslissing behouden.

Eerst volgt kort een beschrijving van het aantal modaliteiten en de combinatie van modaliteiten gevraagd door de veroordeelden die in de onderzoeksperiode minstens één beslissing voor een modaliteit (UVO, UV en PV) ontvangen hebben. Vervolgens komen eerst enkele basiselementen opnieuw ter sprake. Er wordt dit keer op basis van één beslissing per veroordeelde nagegaan wat de beslissingen zijn, hoe de relatie is tussen een beslissing en het directieadvies en hoe deze verdeeld zijn over de gevangenissen.

Daarna volgt een beschrijving van kenmerken op basis van de veroordeelde: leeftijd, geslacht, strafduur, aantal eerdere opsluitingen, de datum van de eerste opsluiting, het aantal eerdere vragen voor dezelfde modaliteit, het aantal keren dat de veroordeelde de gevraagde modaliteit tijdens de huidige opsluiting gekregen heeft, het aantal incidenten dat daarbij is geregistreerd, het aantal keren dat er een andere modaliteit is toegekend, het aantal keren dat daarbij een incident is geregistreerd, het aantal incidenten tijdens de huidige opsluiting dat los van UV en PV is geregistreerd, de toelaatbaarheid voor de gevraagde modaliteit, hoe lang de veroordeelde al toelaatbaar is sinds het begin van de huidige opsluiting, hoeveel strafrestant er nog rest op het ogenblik van de huidige beslissing en de gevangenis waar de veroordeelde verblijft.

III.1. Aantal vragen per veroordeelde

De 2244 beslissingen in de databank hebben betrekking op 1609 veroordeelden. Slechts in 1089 beslissingen gaat het om een veroordeelde voor wie DDB tijdens de periode van de dataverzameling één beslissing heeft genomen. Dit betekent dat alle andere beslissingen in de databank betrekking hebben op een veroordeelde waar minstens één bijkomende beslissing in de onderzoeksperiode voor genomen is.

Tab.86. Aantal beslissingen per veroordeelde

N modaliteiten gevraagd tijdens dataverzameling	N veroordeelden	%
1	1089	67,7
2	436	27,1
3	63	3,9
4	15	0,9
5	4	0,2
7	2	0,1
Totaal	1609	100%

Ook is bekeken wat de combinaties zijn van de drie modaliteiten. Dit is samen met het aantal beslissingen in onderstaande tabel opgenomen. Daarbij valt onder meer op dat de combinatie van UV en PV relatief vaak voorkomt. Eén op vier veroordeelden in de databank heeft deze combinatie gevraagd. Hierbij moet vermeld worden dat de uiteindelijke beslissing die in de databank is opgenomen, volledig op toeval gebaseerd is. De beslissing die het eerst per veroordeelde geregistreerd is bij de dataverzameling, zelfs al betreft het dezelfde datum voor twee of meerdere beslissingen, is de uiteindelijke beslissing die in de databank hier behouden wordt.

Tab.87. Aantal beslissingen per combinatie modaliteiten

Combinatie modaliteiten	N beslissingen						
	1	2	3	4	5	7	Totaal
UVO	88	10					98 (6,1%)
UV	571	43	8	2			624 (38,8%)
PV	430	14					444 (27,6%)
UVO & UV		12	5				17 (1,1%)
UVO & PV		20	1				21 (1,3%)
UV & PV		337	36	7	1	1	382 (23,7%)
UVO & UV & PV			13	6	3	1	23 (1,4%)
Totaal	1089	436	63	15	4	2	1609 (100%)

De beschrijving die hieronder volgt, is gebaseerd op één beslissing per veroordeelde.

III.2. Modaliteit en beslissing

Uit deze tabel blijkt een statistisch significant verband te bestaan tussen de modaliteit en de beslissing. Wanneer de percentages van toekenningen en weigeringen bekeken worden, springt dit meteen in het oog. Het grootste weigeringspercentage betreft PV, waarbij 3 op 4 vragen eindigt in een weigering. Dit is nog meer dan bij de algemene beschrijving van de databank.

Tab.88. Kruistabel modaliteit (UVO, UV, PV) en beslissing DDB

Modaliteit	Beslissing DDB				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
UVO	76 (60,3%)	50 (39,7%)		126 (100%)	7,8%
UV	502 (55,3%)	395 (43,5%)	11 (1,2%)	908 (100%)	54,4%
PV	425 (73,9%)	142 (24,7%)	8 (1,4%)	575 (100%)	35,7%
Totaal	1003	587	19	1609	100%

Chi^2 = 55,910; df = 4; sig = ,000; Cramers V = ,132; sig = ,000

III.3. Advies en beslissing

Het verband tussen het directieadvies en de beslissing van DDB is andermaal bekeken. Ook wanneer dit op basis van één beslissing per veroordeelde berekend wordt, komt een matig sterke samenhang op de voorgrond.

Tab.89. Kruistabel directieadvies en beslissing DDB

Advies	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Negatief	550 (98,2%)	0	10 (1,8%)	560 (34,8%)
Positief	453 (43,2%)	587 (56,0%)	9 (0,9%)	1049 (65,2%)
Totaal	1003 (62,3%)	587 (36,5%)	19 (1,2%)	1609 (100%)

Chi^2 = 493,391; df = 2; sig = ,000; Cramers V = ,554; sig = ,000

Wat hierbij opvalt, is dat geen enkele positieve beslissing is gevolgd op een negatief advies. In het eerste algemene deel van dit hoofdstuk kwam wel één positieve beslissing na een negatief advies naar voor, maar uiteindelijk bleek dat het ging om een veroordeelde die twee vragen gelijktijdig heeft ingediend en waarbij het directieadvies één keer positief en één keer negatief was. DDB besliste in beide gevallen positief.

III.4. Beslissing en gevangenis

De gevangenis waar de veroordeelde verblijft op het ogenblik van het advies van de directeur, wordt hier opgevat als een indicator voor classificatie. De hypothese hier is dat er een verschil is tussen de toekenning of weigering van een modaliteit naargelang de gevangenis. Er bestaat geen officiële indeling op basis van veiligheidsniveau tussen gevangenis en om die reden wordt hier eerst een kruistabel voorgesteld op basis van alle gevangenissen van waaruit vragen voor een modaliteit gesteld zijn en beslissingen van DDB.

Tab.90. Kruistabel gevangenis en beslissing DDB

Gevangenis	Beslissing DDB				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Andenne	61 (68,5%)	26 (29,2%)	2 (2,2%)	89 (100%)	5,5%
Arlon	25 (62,5%)	13 (32,5%)	2 (5,0%)	40 (100%)	2,5%
Berkendael	5 (50%)	5 (50%)		10 (100%)	0,6%
Dinant	7 (70%)	3 (30%)		10 (100%)	0,6%
Forest/Vorst	8 (80%)	2 (20%)		10 (100%)	0,6%
Huy	17 (81%)	4 (19%)		21 (100%)	1,3%
Ittre	91 (76,5%)	26 (21,8%)	2 (1,7%)	119 (100%)	7,4%
Jamioulx	4 (22,2%)	13 (72,2%)	1 (5,6%)	18 (100%)	1,1%
Lantin	87 (63%)	48 (34,8%)	3 (2,2%)	138 (100%)	8,6%
Marneffe	24 (40%)	35 (58,3%)	1 (1,7%)	60 (100%)	3,7%
Mons	29 (51,8%)	27 (48,2%)		56 (100%)	3,5%
Namur	17 (70,8%)	7 (29,2%)		24 (100%)	1,5%
Nivelles	21 (48,8%)	22 (51,2%)		43 (100%)	2,7%
St. Hubert	36 (52,9%)	30 (44,1%)	2 (2,9%)	68 (100%)	4,2%
Tournai	32 (71,1%)	12 (26,7%)	1 (2,2%)	45 (100%)	2,8%
Verviers	4 (100%)			4 (100%)	0,2%
Antwerpen	11 (91,7%)	1 (8,3%)		12 (100%)	0,7%
Brugge	102 (60%)	68 (40%)		170 (100%)	10,6%
Dendermonde	19 (52,8%)	17 (47,2%)		36 (100%)	2,2%
Gent	21 (58,3%)	14 (38,9%	1 (2,8%)	36 (100%)	2,2%
Hasselt	76 (71,7%)	30 (28,3%)		106 (100%)	6,6%
Hoogstraten	32 (49,2%)	33 (50,8%)		65 (100%)	4,0%
Leuven Centraal	36 (66,7%)	18 (33,3%)		54 (100%)	3,4%
Leuven Hulp	5 (55,6%)	4 (44,4%)		9 (100%)	0,6%
Mechelen	7 (77,8%)	2 (22,2%)		9 (100%)	0,6%
Merksplas	59 (62,8%)	33 (35,1%)	2 (2,1%)	94 (100%)	5,8%
Oudenaarde	27 (75%)	9 (25%)		36 (100%)	2,2%
Ruiselede	7 (30,4%)	16 (69,6%)		23 (100%)	1,4%
St. Gillis	44 (80%)	9 (16,4%)	2 (3,6%)	55 (100%)	3,4%
Turnhout	5 (71,4%)	2 (28,6%)		7 (100%)	0,4%
Tongeren	4 (80%)	1 (20%)		5 (100%)	0,3%
Wortel	55 (62,5%)	33 (37,5%)		88 (100%)	5,5%
Tilburg	25 (51%)	24 (49%)		49 (100%)	3,0%
Totaal	1003 (62,3%)	587 (36,5%)	19 (1,2%)	1609	100%

(Berekening kruistabel: weglaten ‘andere’, want > 20% E(f) < 5).
Chi² = 98,190; df = 32; sig = ,000; Cramers V = ,249; sig = ,000

Uit de tabel blijkt dat er een relatie bestaat tussen de gevangenis waar de veroordeelde verblijft en de toekenning of weigering van de modaliteit. Deze samenhang is matig sterk. Eén bestaand onderscheid tussen gevangenissen laat toe om niet louter op het niveau van de gevangenis te blijven, maar om een lijn tussen de inrichtingen te trekken.

Wanneer we de vier ‘open’ gevangenissen (Hoogstraten, Ruiselede, Marneffe en Saint-Hubert) vergelijken met de andere ‘gesloten’ gevangenissen, dan blijkt een verschil te bestaan (Chi² = 29,152; df = 2; sig = ,000). Dat verschil is echter zwak (Cramers V = ,135; sig = ,000). Er is met andere woorden een statistisch significante doch zwakke samenhang tussen het type van gevangenis waar de veroordeelde verblijft (open versus gesloten) en de beslissing van DDB (toekenning, weigering of andere).

Wanneer de nieuwere zwaarder beveiligde gevangenissen (Andenne, Brugge, Hasselt, Ittre en Lantin) worden vergeleken met de grote meerderheid van de inrichtingen (die hier als tussengroep dienen, een medium beveiligingsniveau) en de open inrichtingen met een laag veiligheidsniveau, dan komt naar voor dat ook deze samenhang statistisch significant is (Chi² = 31,376; df = 4; sig = ,000), doch het verband tussen beide variabelen is zeer zwak, tot verwaarloosbaar (Cramers V = ,099; sig = ,000).

III.5. Leeftijd

De leeftijd van de veroordeelden is berekend aan de hand van het geboortejaar en het jaar van de studie. Qua leeftijd ligt het gemiddelde van de veroordeelden waarvoor DDB één of meermaals een beslissing heeft genomen tijdens de onderzoeksperiode, op 36,89 jaar. De mediaan bedraagt 35 jaar. De leeftijd varieert tussen 18 jaar en 85 jaar. Voor 2 gedetineerden ontbreekt de geboortedatum.

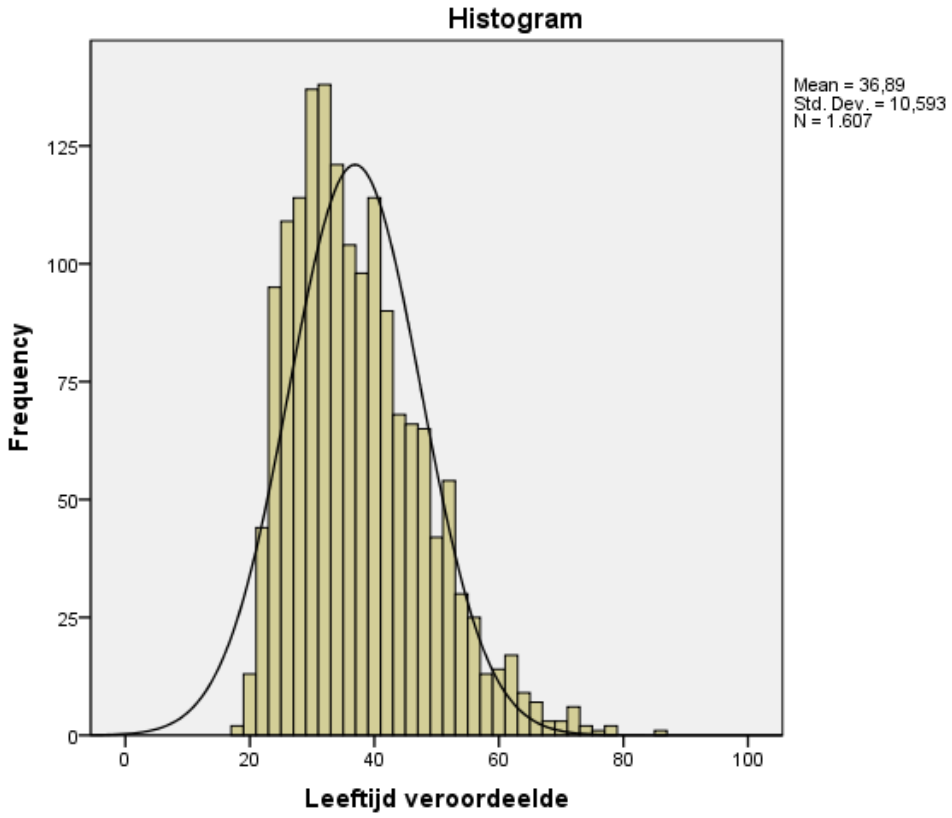
Tab.91. Kruistabel leeftijd veroordeelde en beslissing

Leeftijd (categorie)	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	N	%
Max. 25 jaar	140 (65,7%)	72 (33,8%)	1 (0,5%)	213 (100%)	13,3%
26 – 30 jaar	169 (56,1%)	128 (42,5%)	4 (1,3%)	301 (100%)	18,7%
31 – 35 jaar	198 (62,7%)	116 (36,7%)	2 (0,6%)	316 (100%)	19,7%
36 – 40 jaar	154 (59,5%)	102 (39,4%)	3 (1,2%)	259 (100%)	16,1%
41 – 45 jaar	123 (63,7%)	66 (34,2%)	4 (2,1%)	193 (100%)	12,0%
Ouder dan 45 jaar	218 (67,1%)	102 (31,4%)	5 (1,5%)	325 (100%)	20,2%
Totaal	1002	586	19	1607	100%

*2 missings. (Berekening associatie: weglaten ‘andere’, want > 20% E(f) < 5)
Chi² = 10,426; df = 5; sig = ,064 (n.s.)

Uit de berekening blijkt geen statistisch significante samenhang tussen de leeftijd en de beslissing inzake de modaliteit door DDB.

Fig.25. Leeftijd veroordeelden



III.6. Geslacht

Een volgend kenmerk van de veroordeelde betreft het geslacht. De hypothese die hier nagegaan is, betreft een verschil tussen het geslacht van de veroordeelde die een modaliteit vraagt en de beslissing van DDB. Uit de kruistabel blijkt dat er geen statistisch significante samenhang is tussen het geslacht van de veroordeelde en de beslissing van DDB. Ook valt op dat amper 4% van alle veroordeelden waarvoor een beslissing is genomen tijdens de onderzoeksperiode, vrouwen zijn. Dit reflecteert de beperkte aanwezigheid van vrouwelijke veroordeelden in de detentiepopulatie.

Tab.92. Kruistabel geslacht en beslissing DDB

Geslacht	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Man	969 (62,6%)	559 (36,1%)	19 (1,2%)	1547 (96,1%)
Vrouw	34 (54,8%)	28 (45,2%)		62 (3,9%)
Totaal	1003 (62,3%)	587	19	1609 (100%)

Chi² = 2,674; df = 2; sig = ,263 (n.s.)

III.7. Strafcategorie

Een ander kenmerk dat kan samenhangen met de beslissing van DDB heeft betrekking op de strafcategorie van de veroordeling of combinatie van veroordelingen die uitgeboet worden. Dit verwijst in de eerste plaats naar de duur van de veroordeling.

De kruistabel kan niet berekend worden op basis van deze categorieën. Wanneer de categorie 'andere' en de eerste 2 strafcategorieën worden weggelaten (n = 10), dan kan de samenhang tussen beide variabelen wel berekend worden. Uit die berekening komt een samenhang naar voor tussen de strafcategorie en de beslissing van DDB (Chi^2 = 23,271; df = 7; sig = ,002). De samenhang is echter zwak (Cramers V = ,121; sig = ,002).

Op basis van een differentiële procedure voor de criminele veroordeelden kan vermoed worden dat er een samenhang bestaat tussen criminele veroordeelden en de beslissing van DDB. Alle strafcategorieën zijn samengevoegd tot één grote vergelijkingsgroep waartegen de groep crimineel veroordeelden (diegenen met een levenslange straf en diegenen met een criminele tijdelijke straf) zijn afgezet. Daaruit blijkt dat er een significant verschil is tussen de criminele veroordeelden en anderen en de beslissing (toekenning, weigering of andere) bij DDB (Chi^2 = 9,921; df = 2; sig = ,007). De samenhang tussen beide variabelen is echter zeer zwak (Cramers V = ,079; sig = ,007). De hypothese dat een verschil bestaat in de beslissingen van DDB volgens de veroordeling (criminele of andere) blijkt hiermee bevestigd, doch kan zeker niet overroepen worden. De sterkte van de samenhang is zeer beperkt, maar de samenhang is niet op statistisch toeval gebaseerd.

Tab.93. Kruistabel strafcategorie en beslissing DDB

Strafcategorie	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Uitsluitend vervangende gevangenisstraf		1 (100%)		1 (0,1%)
Corr straf 6 maanden – 1 jaar	6 (75,0%)	1 (12,5%)	1 (12,5%)	8 (0,5%)
Corr straf > 1 jaar – 3 jaar	74 (62,7%)	41 (34,7%)	3 (2,5%)	118 (7,3%)
Corr straf > 3 jaar – 5 jaar	314 (55,6%)	241 (42,7%)	10 (1,8%)	565 (35,1%)
Corr straf > 5 jaar – 7 jaar	241 (62,8%)	143 (37,2%)		384 (23,9%)
Corr straf > 7 jaar – 10 jaar	157 (68,6%)	70 (30,6%)	2 (0,9%)	229 (14,2%)
Corr straf > 10 jaar – 15 jaar	56 (62,9%)	33 (37,1%)		89 (5,5%)
Corr straf > 15 jaar	27 (67,5%)	12 (30%)	1 (2,5%)	40 (2,5%)
Criminele tijdelijke straf	93 (73,2%)	32 (25,2%)	2 (1,6%)	127 (7,9%)
Levenslange straf	35 (72,9%)	13 (27,1%)		48 (3,0%)
Totaal	1003	587	19	1609 (100%)

(>20% van alle cellen E(f) < 5)

III.8. Aantal eerdere opsluitingen

Aan de hand van SIDIS-Griffie is per veroordeelde nagegaan hoeveel eerdere opsluitingen personen op hun conto hebben staan. Deze variabele is geregistreerd als ruwe indicator voor veroordeelden met een ‘carrière’ met meerdere opsluitingen, soms wel eens aangeduid als draaideurdelinquenten. Dit betekent *niet* hetzelfde als eerdere veroordelingen; op dit ogenblik bevat SIDIS-Griffie geen gegevens uit het strafregister. Er is niet nagegaan wat de motieven voor voorgaande opsluitingen of vrijlatingen waren. Toch menen we dat het een interessant gegeven is dat kan bijdragen aan een verklaring.

Het aantal voorgaande opsluitingen loopt zeer sterk uiteen. Het varieert van een groep zonder voorgaande opsluitingen tot en met enkele veroordeelden met meer dan 20 eerdere opsluitingen (één heeft zelfs 29 eerdere opsluitingen). De mediaan ligt op 3 eerdere opsluitingen. Onderstaande tabel geeft in groepen het aantal voorgaande opsluitingen weer.

Uit de berekening volgt dat geen significant verband kan vastgesteld worden tussen het aantal voorgaande opsluitingen van een veroordeelde en de beslissing van DDB. De berekening is overgedaan op basis van de veronderstelling dat voor diegenen die geen eerdere opsluitingen hebben ondergaan anders beslist wordt dan voor veroordeelden met eerdere opsluitingen. Ook dan blijft de vaststelling behouden dat geen statistisch significant verschil aanwezig is ($Chi^2 = 4,663$; df = 2; sig = ,097 (n.s.)).

Tab.94. Kruistabel aantal voorgaande opsluitingen en beslissing DDB

N voorgaande opsluitingen	Beslissing DDB				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Geen	141 (60,3%)	87 (37,2%)	6 (2,6%)	234 (100%)	14,5%
1	157 (59,9%)	102 (38,9%)	3 (1,1%)	262 (100%)	16,3%
2	158 (64,2%)	87 (35,4%)	1 (0,4%)	246 (100%)	15,3%
3	147 (63,6%)	80 (34,6%)	4 (1,7%)	231 (100%)	14,4%
4	105 (62,9%)	62 (37,1%)		167 (100%)	10,4%
5	62 (57,4%)	46 (42,6%)		108 (100%)	6,7%
6-10	169 (62,8%)	95 (35,3%)	5 (1,9%)	269 (100%)	16,7%
>10	64 (69,6%)	28 (30,4%)		92 (100%)	5,7%
Totaal	1003	587	19	1609	100%

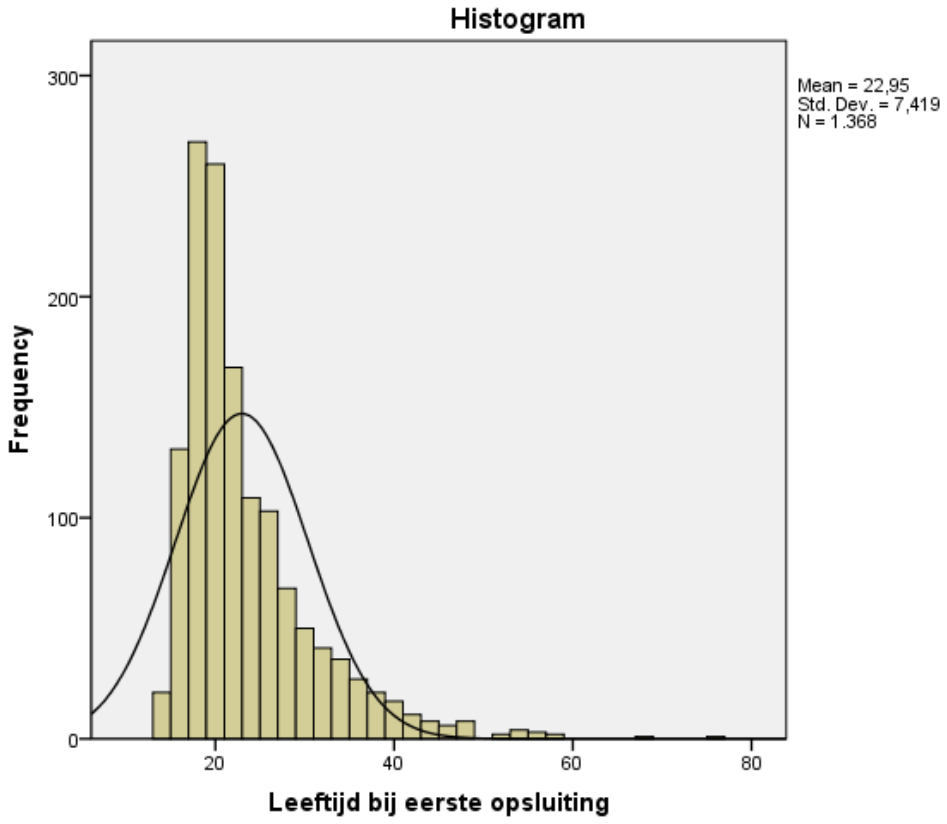
Weglaten ‘andere’, want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 4,564$; df = 7; sig = ,713 (n.s.)

III.9. Leeftijd eerste opsluiting

Een andere indicator van de contacten met justitie betreft de leeftijd waarop men voor het eerst is opgesloten. Die leeftijd is hier alleen berekend op basis van de eerste vroegere opsluiting enkel en alleen voor diegenen waar er een vroegere opsluiting voor geregistreerd is, niet op basis van de huidige opsluiting. Wanneer de huidige opsluiting de eerste is, dan kan immers moeilijk van een carrière gesproken worden.

De mediaan voor de eerste geregistreerde opsluiting ligt op 21 jaar. Aangezien het soms gaat om personen die al decennia geleden voor het eerst zijn opgesloten, was andere regelgeving van toepassing dan vandaag. Dit verklaart de minimumleeftijd van 14 jaar. De maximumleeftijd voor een eerste voorgaande opsluiting ligt op 76 jaar.

Fig.26. Leeftijd veroordeelden bij eerste opsluiting



Deze variabele wordt niet verder geëxploiteerd. Immers, het aantal personen dat voor het eerst opgesloten zit, valt hiermee buiten beschouwing. Het wordt hier meegegeven als achtergrondvariabele. Wel laat de variabele toe om het verschil te berekenen tussen de leeftijd toen men voor het eerst achter de tralies beland is en de leeftijd die men had bij aanvang van de huidige detentie. Voor de personen zonder voorgaande opsluiting is dat ook kwantificeerbaar. Het verschil bedraagt nul als de huidige opsluiting de enige is, of wanneer de eerste en de huidige opsluiting binnen een tijdspanne van één jaar plaatsvonden (bvb een korte voorhechtenis, nadien opnieuw een opsluiting met bijhorende veroordeling). Voor enkele personen ontbrak één van de gegevens nodig om dit te berekenen (één of meerdere data waren niet geregistreerd). Een klein verschil wijst op een minder lange carrière, minstens in termen van opsluitingen. Een groot verschil kan veel betekenen ('intermittency' in de delictcarrière, een lange opsluiting, uit handen gebleven van de autoriteiten,…), doch het wijst minstens op de duur die een carrière van opsluitingen overspant. De hypothese die daarbij kan geformuleerd worden: er is een samenhang tussen een lange opsluitingshistoriek en de beslissing van DDB.

Tab.95. Kruistabel opsluitingshistoriek en beslissing DDB

Verschil in jaren	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
0**	150 (59,8%)	95 (37,8%)	6 (2,4%)	251 (100%)	15,7%
1	53 (67,1%)	26 (32,9%)		79 (100%)	4,9%
2	76 (65,5%)	40 (34,5%)		116 (100%)	7,2%
3	69 (60,5%)	45 (39,5%)		114 (100%)	7,1%
4	62 (56,4%)	46 (41,8%)	2 (1,8%)	110 (100%)	6,9%
5	52 (61,2%)	32 (37,6%)	1 (1,2%)	85 (100%)	5,3%
6	59 (64,1%)	33 (35,9%)		92 (100%)	5,7%
7	33 (51,6%)	29 (45,3%)	2 (3,1%)	64 (100%)	4,0%
8	36 (57,1%)	26 (41,3%)	1 (1,6%)	63 (100%)	3,9%
9	35 (60,3%)	23 (39,7%)		58 (100%)	3,6%
10	39 (72,2%)	14 (25,9%)	1 (1,9%)	54 (100%)	3,4%
11-15	130 (63,7%)	72 (35,3%)	2 (1%)	204 (100%)	12,7%
>15	204 (65,2%)	105 (33,5%)	4 (1,3%)	313 (100%)	19,5%
Totaal	998	586	19	1603	

*6 missings. **Deze categorie bevat alle personen die voor het eerst opgesloten zijn en alle personen bij wie de eerste opsluiting en de huidige opsluiting elkaar binnen de duur van een jaar opgevolgd hebben.
Weglaten ‘andere’, want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 10,336$; df = 12; sig = ,587 (n.s.)

Uit de berekening komt geen samenhang naar voor tussen de beslissingen van DDB en de opsluitingsgeschiedenis (in termen van verschil huidige opsluiting en eerste opsluiting).

III.10. Eerdere vragen voor dezelfde modaliteit (huidige opsluiting)

De beslissing van DDB betreffende een modaliteit kan samenhangen met het aantal voorgaande vragen; zo kan onder meer meespelen dat verwachtingen duidelijker worden, dat overheen meerdere vragen een antwoord komt bovendrijven. De verwachting kan ook net omgekeerd zijn, namelijk dat diegenen die voor het eerst een modaliteit vragen nog als een ‘onbeschreven blad’ gelden en zij mits een ‘voordeel van de twijfel’ sneller een toekenning krijgen dan anderen.

Tab.96. Kruistabel aantal eerdere vragen zelfde modaliteit en beslissing

N eerdere vragen veroordeelde zelfde modaliteit	Beslissing DDB				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Geen	407 (66,2%)	202 (32,8%)	6 (1,0%)	615 (100%)	38,2%
1	229 (62,4%)	135 (36,8%)	3 (0,8%)	367 (100%)	22,8%
2	135 (59,2%)	88 (38,6%)	5 (2,2%)	228 (100%)	14,2%
3	88 (58,3%)	60 (39,7%)	3 (2,0%)	151 (100%)	9,4%
4	57 (62,0%)	35 (38,0%)		92 (100%)	5,7%
5	34 (61,8%)	20 (36,4%)	1 (1,8%)	55 (100%)	3,4%
>5 vragen	53 (52,5%)	47 (46,5%)	1 (1,0%)	101 (100%)	6,3%
Totaal	1003	587	19	1609	100%

Weglaten ‘andere’, want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 9,548$; df = 6; sig = ,145 (n.s.)

Uit de tabel blijkt dat bijna één op vier veroordeelden nog geen voorgaande vraag gesteld heeft die betrekking heeft op dezelfde modaliteit. Dat betekent ook dat meer dan 60% van alle veroordeelden al minstens één voorgaande vraag heeft gesteld. Uit de kruistabel komt ook naar voor dat er geen statistisch betekenisvolle samenhang is tussen het aantal voorgaande vragen voor een modaliteit en de beslissing voor de huidige modaliteit.

III.11. Aantal keer modaliteiten ontvangen

Bij de beslissing van DDB kan meespelen dat een veroordeelde tijdens de huidige opsluiting al een modaliteit heeft toegekend gekregen. Het was tijdens de dataverzameling op basis van SIDIS-Griffie niet mogelijk om een onderscheid te maken tussen UVO en UV die een veroordeelde tijdens voorgaande opsluitingen of tijdens huidige opsluitingen gekregen heeft. Het zou veel te tijdrovend geweest zijn om per gedetineerde en per gekregen modaliteit te gaan verifiëren in Griffie, voor zover het daar volledig geregistreerd staat. Op basis van de module SIDIS kon dan weer geen onderscheid tussen UV en UVO gemaakt worden. Aangezien slechts een zeer beperkt aantal UVOs in de dataset voorkomen, valt de keuze te verdedigen om de analyse hier toe te spitsen op de onderscheiden modaliteiten voor de huidige opsluiting: UV(O) enerzijds en PV anderzijds.

Omwille van tijdgebrek is voor voorgaande opsluitingen telkens enkel geteld hoeveel modaliteiten een veroordeelde in totaal heeft gehad, zonder een onderscheid tussen het type modaliteit (UVO, UV of PV). Bovenstaande keuzes hebben bepaalde beperkingen. De analyse wordt minder specifiek gericht op elk van de onderscheiden modaliteiten die bij vorige opsluitingen toegekend zijn.

Op basis van deze gegevens laat het verzamelde materiaal toe om enkele hypothesen na te gaan. De eerste hypothese heeft betrekking op de huidige opsluiting en luidt als volgt.

Er is een samenhang tussen de beslissing van DDB en het al of niet eerder al ontvangen hebben van een modaliteit tijdens de huidige opsluiting. Deze hypothese kan zowel voor UV(O), voor PV als voor alle toegekende modaliteiten samen worden nagegaan. De tweede hypothese volgt dezelfde redenering, maar heeft betrekking op voorgaande opsluitingen. Er is een samenhang tussen de beslissing van DDB en het al of niet eerder al ontvangen hebben van een modaliteit tijdens voorgaande opsluitingen. Hier kan enkel bekeken worden of die samenhang bestaat tussen de beslissing en alle voorgaande modaliteiten samen.

Aantal modaliteiten huidige opsluiting

Voor de huidige opsluiting is wel nagegaan hoeveel UV(O)s en PVs een veroordeelde ontvangen heeft. Eerst volgt hieronder kort een beschrijving van het aantal keer dat veroordeelden in de databank een modaliteit ontvangen heeft. Daarbij worden UVO en UV als één groep, PV als tweede groep en vervolgens de beide samen naast elkaar voorgesteld. Dit geeft een beeld van het aantal personen dat in de databank nog geen enkele modaliteit tijdens de huidige opsluiting heeft ontvangen.

Tab.97. Aantal ontvangen modaliteiten huidige opsluiting

N keer modaliteit toegekend*	N veroordeelden met UV(O)	%	N veroordeelden met PV	%	N veroordeelden met UV(O) & PV	%
Geen	988	61,4%	1260	78,3%	917	57,0%
1	94	5,8%	41	2,5%	93	5,8%
2	79	4,9%	34	2,1%	70	4,4%
3	75	4,7%	46	2,9%	71	4,4%
4	53	3,3%	20	1,2%	41	2,5%
5	30	1,9%	24	1,5%	35	2,2%
6	33	2,1%	33	2,1%	34	2,1%
7	34	2,1%	10	0,6%	33	2,1%
8	21	1,3%	8	0,5%	23	1,4%
9	19	1,2%	22	1,4%	31	1,9%
10	13	0,8%	6	0,4%	13	0,8%
>10	170	10,6%	105	6,5%	248	15,4%
Totaal	1609	100%	1609	100%	1609	100%

*Kanttekening: bij UV en UVO gaat het steeds om toekenningen waarbij het aantal gespecifieerd is door DDB. Bij PV gaat het in principe om één beslissing tot toekenning met automatische periodiciteit nadien. Zolang er geen probleem is vastgesteld, blijft PV behouden, maar anders wordt PV stopgezet (het gaat dus bij voortzetting om een vorm van ‘impliciete toekenning’). Bij deze groep zitten ook personen die tijdens het onderzoek geen PV meer hebben, terwijl ze in de loop van hun huidige opsluiting wel minstens één PV hebben gehad. Het aantal ‘toekenningen PV’ betreft dus het aantal keer dat een veroordeelde gebruik gemaakt heeft van PV tijdens de huidige opsluiting, ongeacht of de veroordeelde tijdens het onderzoek ook nog periodiek PV heeft.

Aantal keer UV huidige opsluiting

De eerste hypothese die hier nagegaan wordt, betreft een mogelijke samenhang tussen het eerder verkregen hebben van een UV(O) en de beslissing van DDB bij een nieuwe vraag (ongeacht de gevraagde modaliteit: UVO, UV of PV). Een verder onderscheid kan nadien gemaakt worden op basis van de modaliteit die gevraagd wordt.

Tab.98. Kruistabel aantal toekenningen UV(O) en beslissing DDB

N toekenningen UV(O) huidige opsluiting	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Geen	718 (72,7%)	257 (26,0%)	13 (1,3%)	988 (100%)
1	45 (47,9%)	48 (51,1%)	1 (1,1%)	94 (100%)
2	38 (48,1%)	39 (49,4%)	2 (2,5%)	79 (100%)
3	29 (38,7%)	46 (61,3%)		75 (100%)
4	26 (49,1%)	27 (50,9%)		53 (100%)
5	14 (46,7%)	15 (50,0%)	1 (3,3%)	30 (100%)
6	13 (39,4%)	20 (60,6%)		33 (100%)
7	14 (41,2%)	20 (58,8%)		34 (100%)
8	12 (57,1%)	9 (42,9%)		21 (100%)
9	5 (26,3%)	13 (68,4%)	1 (5,3%)	19 (100%)
10	4 (30,8%)	9 (69,2%)		13 (100%)
>10	85 (50,0%)	84 (49,4%)	1 (0,6%)	170 (100%)
Totaal	1003	587	19	1609

Weglaten ‘andere’, want >20% van alle cellen E(f) < 5. Chi² = 130,539; df = 11; sig = ,000; Cramers V = ,287; sig = ,000.

De resultaten tonen aan dat er een verschil bestaat in het al of niet eerder ontvangen hebben van een UV(O) tijdens de huidige opsluiting en de beslissing van DDB. De samenhang is zwak tot matig. Wat vooral uit de tabel blijkt, is het grote verschil tussen diegenen die geen eerdere modaliteit ontvangen hebben en diegenen met een eerdere modaliteit. Voor bijkomende berekeningen zal enkel een onderscheid gemaakt worden tussen de groep veroordeelden zonder en de groep veroordeelden met minstens één voorgaande UV(O) tijdens de huidige opsluiting (Chi² = 121,180; df = 2; sig = ,000; Cramers V = ,274; sig = ,000). Er kan uit deze berekeningen gesteld worden dat er een samenhang is tussen de beslissing van DDB en het al of niet eerder ontvangen hebben van een UV(O) tijdens de huidige opsluiting. Wanneer dit meer specifiek wordt toegespitst op een beslissing betreffende een gevraagde UVO of UV (dus: weglaten alle beslissingen DDB inzake PV), dan blijkt die samenhang ook aanwezig (n = 1034; Chi² = 78,158; df = 2; sig = ,000; Cramers V = ,275; sig = ,000). Dit betekent concreet dat er een samenhang bestaat tussen een beslissing van DDB inzake een UVO of UV en het eerder al ontvangen hebben van een UVO of UV.

Aantal keer PV huidige opsluiting

Hier wordt een mogelijke samenhang bekeken tussen het eerder verkregen hebben van een PV en de beslissing van DDB bij een nieuwe vraag (ongeacht de gevraagde modaliteit: UVO, UV of PV). Een verder onderscheid kan nadien gemaakt worden op basis van een vraag betreffende PV.

Tab.99. Kruistabel aantal toekenningen PV en beslissing DDB

N toekenningen PV huidige opsluiting	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Geen	826 (65,6%)	421 (33,4%)	13 (1,0%)	1260 (100%)
1	22 (53,7%)	18 (43,9%)	1 (2,4%)	41 (100%)
2	19 (55,9%)	14 (41,2%)	1 (2,9%)	34 (100%)
3	23 (50,0%)	22 (47,8%)	1 (2,2%)	46 (100%)
4	9 (45,0%)	11 (55,0%)		20 (100%)
5	7 (29,2%)	17 (70,8%)		24 (100%)
6	14 (42,4%)	19 (57,6%)		33 (100%)
7	5 (50,0%)	5 (50,0%)		10 (100%)
8	3 (37,5%)	5 (62,5%)		8 (100%)
9	15 (68,2%)	7 (31,8%)		22 (100%)
10	4 (66,7%)	2 (33,3%)		6 (100%)
>10	56 (53,3%)	46 (43,8%)	3 (2,9%)	105 (100%)
Totaal	1003	587	19	1609

Weglaten ‘andere’, want >20% van alle cellen E(f) < 5. Chi² = 36,558; df = 11; sig = ,000; Cramers V = ,152; sig = ,000.

De resultaten van de kruistabel wijzen op een samenhang tussen het eerder verkregen hebben van een PV tijdens de huidige opsluiting en de beslissing voor een modaliteit. De samenhang is echter zwak. Ook in deze tabel springt het verschil meteen in het oog tussen de toekenningspercentages voor diegenen zonder voorgaande PV en de anderen. Een berekening op basis van deze twee groepen is eveneens gemaakt. Deze bevestigt de indruk: er is een samenhang tussen de groep veroordeelden die tijdens hun huidige opsluiting geen PV ontvangen hebben en diegenen die minstens één keer PV gehad hebben enerzijds en de beslissing van DDB anderzijds (Chi² = 25,751; df = 2; sig = ,000; Cramers V = ,127; sig = ,000).

Er is één belangrijk verschil met de berekening van UV(O). Het heeft weinig zin om na te gaan of er een samenhang is tussen een huidige vraag tot PV en het eerder ontvangen hebben van een PV, tenzij meer duidelijkheid is over die eerdere PVs. Aangezien PV in principe periodiek wordt toegekend, zou het niet meer nodig moeten zijn om opnieuw PV te vragen. Gebeurt dat toch, dan betreft het een veroordeelde die tijdens de huidige opsluiting PV heeft gehad, maar waarbij zich een probleem heeft voorgedaan waar we bij de dataverzameling onvoldoende zicht op konden krijgen. Zo is het perfect mogelijk dat iemand tijdens de huidige opsluiting PV heeft gehad, kort nadien op BD of ET is gegaan, nog bijkomende PVs heeft ontvangen, maar dat er dan een herroeping van BD of ET

volgde, met een intrekking. Ook zijn nieuwe feiten mogelijk, of problemen met de reclassering, zonder dat er daarom nieuwe feiten gepleegd zijn of een bijzondere strafuitvoeringsmodaliteit is ingetrokken. Daar hebben we geen zicht op. Wel is het zinvol om kort te vermelden hoeveel personen PV vragen die al eerder PV gehad hebben tijdens de huidige opsluiting. Dit geeft minstens een indicatie van het totaal aantal veroordeelden in de databank waarbij een probleem heeft gemaakt dat niet langer van PV kon worden gebruik gemaakt. Voor 99 veroordeelden met een vraag voor PV geldt dat ze tijdens de huidige opsluiting al PV gehad hebben (wat impliceert dat er minstens één voorafgaande beslissing tot toekenning van PV was). Van die 99 vragen betreffende PV zijn er 68 met een negatieve beslissing, 28 met een positieve en 3 'andere'. Wanneer specifiek nagegaan wordt of iemand al of niet PV gehad heeft en nu een vraag voor PV stelt, dan blijkt andermaal dat hier een verschil speelt met UV en UVO. Er blijkt geen statistisch verschil te zijn tussen de groep veroordeelden die PV vraagt zonder dat eerder te hebben ontvangen en de groep veroordeelden die PV vraagt en eerder al PV heeft gehad (n = 575; Chi^2 = 3,374; df = 2; sig = ,185 (n.s.)). De vraag die hieruit volgt is of het wel zin heeft om een soort 'samengestelde variabele' van eerdere UV(O)s en PVs op te nemen. Om die reden wordt hieronder kort ingegaan op de samenhang tussen de toekenning van UV(O) en PV tijdens de huidige opsluiting. Blijkt dat er geen samenhang bestaat tussen eerder toegekende UV(O)s en eerder toegekende PVs, dan is het best om geen samengestelde variabele te gebruiken voor bijkomende testen.

Samenhang toekenning UV(O) en toekenning PV huidige opsluiting

De correlatie tussen de toekenning van UV(O) enerzijds en PV anderzijds is bekeken, omdat minstens kan vermoed worden dat er een samenhang is tussen het al of niet hebben kunnen gebruiken van een modaliteit (UV(O) of PV) en de toekenning van een andere (PV of UV(O)). Dit is belangrijk voor verdere analyses, waar hetzij met een variabele op basis van alle modaliteiten, hetzij met specifieke variabelen (op basis van alleen maar UV(O) of alleen PV) zal gewerkt worden.

Tab.100. Kruistabel aantal keer UV(O) en aantal keer PV

		N keer PV												
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	>10	Totaal
N keer UV(O)	0	917	19	11	14	3	6	6	2		2	1	7	988
	1	74	4	3	2	2	3	3					3	94
	2	55	2	3	3	3	3	2	1		4		3	79
	3	52		6	2	1	1	6		1			6	75
	4	33	1	1	5	2	2	1			3		5	53
	5	17	2		2	2		1				1	5	30
	6	17	1	2	2	2		3	1		1		4	33
	7	18	3	2	3	1	1		1		2		3	34
	8	11	1				1	2	1	1	1		3	21
	9	13	1	1	1			1	1	1				19
	10	5	1		1			1	2		1		2	13
	>10	48	6	5	11	4	7	7	1	5	8	4	64	170
	Totaal	1260	41	34	46	20	24	33	10	8	22	6	105	1609

De correlatie is berekend aan de hand van een Kendall Tau b. Dit is een niet-parametrische test waarbij uitgegaan wordt van een ordinale rangorde, wat hier het geval is (van 0 modaliteiten tot en met meer dan 10 modaliteiten). De waarde van een Kendall Tau b ligt tussen de -1 en de +1. Te dichter bij één, te groter de samenhang tussen een hogere rang in de ene variabele en een hogere rang in de andere variabele. Het resultaat dat hier uit de correlatie op de voorgrond komt: Kendall Tau b = ,463; sig = ,000. Dit betekent dat er een matige samenhang is tussen het aantal keer dat men UV(O) heeft en het aantal keer dat een veroordeelde PV heeft. Hoewel de correlatie niet enorm sterk is, wordt hierna toch gebruik gemaakt van een samengestelde variabele.

Totaal aantal modaliteiten ontvangen huidige opsluiting

Hieronder is het totaal aantal toegekende modaliteiten tijdens de huidige opsluiting gekruist met de beslissing van DDB voor een nieuwe vraag (ongeacht de aard van de gevraagde modaliteit).

Tab.101. Kruistabel toekenningen modaliteiten huidige detentie en beslissing DDB

N toekenningen modaliteiten huidige opsluiting	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Geen	679 (74,0%)	227 (24,8%)	11 (1,2%)	917 (100%)
1	46 (49,5%)	46 (49,5%)	1 (1,1%)	93 (100%)
2	33 (47,1%)	35 (50,0%)	2 (2,9%)	70 (100%)
3	31 (43,7%)	40 (56,3%)		71 (100%)
4	20 (48,8%)	21 (51,2%)		41 (100%)
5	18 (51,4%)	16 (45,7%)	1 (2,9%)	35 (100%)
6	15 (44,1%)	19 (55,9%)		34 (100%)
7	12 (36,4%)	21 (63,6%)		33 (100%)
8	7 (30,4%)	16 (69,6%)		23 (100%)
9	13 (41,9%)	17 (54,8%)	1 (3,2%)	31 (100%)
10	4 (30,8%)	9 (69,2%)		13 (100%)
>10	125 (50,4%)	120 (48,4%)	3 (1,2%)	248 (100%)
Totaal	1003	587	19	1609

Weglaten ‘andere’, want >20% van alle cellen E(f) < 5. Chi² = 136,341; df = 11; sig = ,000. Cramers V = ,293; sig = ,000.

Uit deze berekening volgt dat een samenhang bestaat tussen het aantal modaliteiten verkregen tijdens de huidige detentie en de beslissing tot toekenning of weigering. Beide variabelen hangen op een zwak tot matige manier samen. Uit de tabel komt een verschil naar voor tussen de toekenning of weigering van een modaliteit voor personen die eerder al wel of nog geen modaliteit ontvangen hebben. Dat verschil is berekend en blijkt statistisch ook bevestigd (Chi² = 127,282; df = 2; sig = ,000; Cramers V = ,281; sig = ,000).

Aantal modaliteiten eerdere opsluitingen

Een gelijkaardige oefening is gebeurd op basis van het aantal modaliteiten die een veroordeelde tijdens de voorgaande opsluitingen heeft ontvangen. Hier geldt natuurlijk dat een deel van alle veroordeelden geen eerdere opsluiting heeft – zogenaamd 'primair' gedetineerden (n = 234). Bij verdere multivariate gegevens is het weinig zinvol om hiermee rekening te houden, want dan vervalt de vergelijking tussen primaire gedetineerden en diegenen met voorgaande opsluitingen. Toch is het belangrijk om een beschrijving te geven van personen met voorgaande opsluitingen en hun aantal modaliteiten. Dezelfde indeling in 12 groepen wordt gehandhaafd als hierboven.

Tab.102. Kruistabel aantal modaliteiten eerdere opsluiting(en) en beslissing DDB

N toekenningen modaliteiten eerdere opsluiting(en)	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Geen	449 (63,4%)	254 (35,9%)	5 (0,7%)	708 (100%)
1	50 (68,5%)	22 (30,1%)	1 (1,4%)	73 (100%)
2	33 (70,2%)	14 (29,8%)		47 (100%)
3	32 (58,2%)	23 (41,8%)		55 (100%)
4	23 (63,9%)	13 (36,1%)		36 (100%)
5	15 (48,4%)	14 (45,2%)	2 (6,5%)	31 (100%)
6	18 (69,2%)	7 (26,9%)	1 (3,8%)	26 (100%)
7	10 (58,8%)	7 (41,2%)		17 (100%)
8	14 (60,9%)	9 (39,1%)		23 (100%)
9	16 (72,7%)	5 (22,7%)	1 (4,5%)	22 (100%)
10	14 (60,9%)	9 (39,1%)		23 (100%)
>10	188 (59,9%)	123 (39,2%)	3 (1,0%)	314 (100%)
Totaal	862	500	13	1375

Weglaten 'andere', want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 8,200$; df = 11; sig = ,695 (n.s.)

Uit de kruistabel blijkt geen statistisch significant verschil tussen het aantal eerder ontvangen modaliteiten tijdens vorige opsluitingen en de toekenning of weigering door DDB betreffende een modaliteit tijdens de huidige opsluiting.

III.12. Incidenten

Een ander kenmerk dat kan samenhangen met de beslissing van DDB, betreft het aantal incidenten dat tijdens huidige of vroegere modaliteiten is gekend. SIDIS bevat een vermelding van incidenten, zonder daarbij meer specifieke informatie te geven. Dit geeft wel een aanduiding voor problemen die plaatsvonden, hetzij tijdens een modaliteit van UV, UVO of PV, hetzij ook algemeen, tijdens de opsluiting. Ontsnappingen zijn hier eveneens geregistreerd als 'incident' tijdens de opsluiting. Wanneer ontsnappingen in het

kader van een UV of PV gebeurden (m.a.w. wanneer de veroordeelde niet terugkeerde naar de gevangenis), dan is dit als incident bij UV of PV genoteerd.

Aantal incidenten huidige opsluiting

In onderstaande tabel staat een opsomming van alle incidenten tijdens de huidige opsluiting. De eerste waarden hebben betrekking op incidenten tijdens een UV(O), maar zijn om evidente redenen beperkt tot enkel en alleen die veroordeelden die een UV(O) ontvangen hebben tijdens de huidige opsluiting. De volgende waarden wijzen naar incidenten tijdens PV voor diegenen die tijdens de huidige opsluiting al een PV ontvangen hebben. De volgende kolommen heeft dan weer betrekking op alle veroordeelden die een modaliteit vragen. De laatste twee kolommen geven de resultaten van een samengestelde variabele weer.

Tab.103. Aantal incidenten tijdens UV(O) en PV en incidenten tijdens de huidige opsluiting

N incidenten	met UV(O) huidige opsluiting*	%	met PV huidige opsluiting**	%	Tijdens detentie (exclusief UV(O) en PV)	%	Alle incidenten***	%
Geen	512	82,4%	294	84,2%	1411	87,7%	1291	80,2%
1	88	14,2%	45	12,9%	180	11,2%	248	15,4%
2	18	2,9%	6	1,7%	16	1,0%	45	2,8%
3	3	0,5%	3	0,9%	2	0,1%	16	1,0%
4			1	0,3%			6	0,4%
5							2	0,1%
>5							1	0,1%
Totaal	621	100%	349	100%	1609	100%	1609	100%

*Enkel de veroordeelden met minstens één UV(O) tijdens huidige detentie. **Enkel de veroordeelden met minstens één PV tijdens huidige detentie. ***Som van alle incidenten, ongeacht of de veroordeelde een modaliteit heeft ontvangen of niet.

Enkel op basis van de laatste kolommen kan de ganse populatie vergeleken worden. Dat is een bijkomende reden om met de samengestelde variabele verder te werken. In onderstaande tabel is nagekeken of er een samenhang bestaat tussen het aantal incidenten tijdens de huidige opsluiting en de beslissing van DDB.

Tab.104. Kruistabel incidenten tijdens huidige opsluiting en beslissing DDB

N incidenten	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
Geen	789 (61,1%)	484 (37,5%)	18 (1,4%)	1291 (100%)
1	169 (68,1%)	79 (31,9%)		248 (100%)
2	28 (62,2%)	16 (35,6%)	1 (2,2%)	45 (100%)
3 of meer	17 (68,0%)	8 (32,0%)		25 (100%)
Totaal	1003	587	19	1609

Weglaten 'andere', want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 3,660$; df = 3; sig = ,301 (n.s.)

Uit de berekening komt naar voor dat er geen statistisch significante associatie bestaat tussen het aantal incidenten tijdens de huidige opsluiting en de beslissing van DDB. Natuurlijk is het hier een bivariate test. Er zijn hier meerdere mogelijke verklaringen voor. De beperking van het onderzoek tot de huidige beslissing laat niet toe om een diepgaand beeld te ontwikkelen van de detentietrajecten van veroordeelden. Dat maakt ook dat de aard van de incidenten buiten beeld blijft. Mogelijks speelt de aard van een incident veel sterker dan het louter gegeven of er een incident is geweest of niet.

Aantal incidenten vorige opsluiting(en)

Voor de veroordeelden die tijdens eerdere opsluitingen een modaliteit ontvangen hebben, is tevens bekeken of en hoe vaak daarbij incidenten geregistreerd zijn. Daarnaast is eveneens weergegeven hoeveel incidenten (exclusief voor modaliteiten UV(O) en PV) gedetineerden met eerdere opsluitingen hebben. De laatste kolommen hebben betrekking op een samengestelde variabele (de som) van alle geregistreerde incidenten tijdens voorgaande opsluitingen.

Hieruit blijkt dat voor ca. 80% van alle personen met minstens één eerdere opsluiting geen enkel incident geregistreerd staat in SIDIS. Voor diegenen die een modaliteit ontvangen hebben, is ca. 71,8% zonder incidenten gebleven. Dat zijn betekenisvolle cijfers, maar enige nuance is hierbij ook wel op zijn plaats. De eerder gemaakte kanttekening dat de gegevens waarover we hier beschikken steeds beperkt blijven door wat er in de databank SIDIS-Griffie is opgenomen.

Tab.105. Aantal incidenten vorige opsluiting(en)

N incidenten	N met modaliteit*	%	N met incident (excl. modaliteit)**	%	N met incident (totaal)	%
Geen	478	71,8%	1242	90,3%	1098	79,9%
1	117	17,5%	110	8,0%	169	12,3%
2	44	6,6%	18	1,3%	60	4,4%
3	17	2,5%	2	0,1%	26	1,9%
4	6	0,9%	2	0,1%	13	0,9%
5	4	0,9%			7	0,5%
6					1	0,1%
7	1	0,1%				
8						
9			1	0,1%		
16					1	0,1
Totaal	667	100%	1375	100%	1375	100%

*Enkel de veroordeelden met minstens één modaliteit tijdens vorige detentie(s). **Enkel de veroordeelden met minstens één voorgaande opsluiting.

III.13. Toelaatbaarheid strafuitvoeringsmodaliteiten

Een gegeven dat voor alle veroordeelden opgaat, betreft de relatie tussen de beslissing van DDB en de overschrijding van de toelaatbaarheidsdatums voor UV en voor PV. Voor UVO wordt dat niet nagegaan, aangezien UVO op elk ogenblik tijdens de detentie kan gevraagd worden (zie regelgeving). Eveneens zal hier bekeken worden sinds wanneer tijdens de huidige opsluiting de veroordeelde toelaatbaar is, m.a.w. hoeveel tijd heeft de veroordeelde in detentie doorgebracht vooraleer toelaatbaar te worden.

Overschrijding toelaatbaarheidsdatum UV

De achterliggende hypothese die hier nagegaan is, betreft een verband tussen de toelaatbaarheidsdatum voor UV en de beslissing van DDB inzake UV. De hypothese die geformuleerd kan worden, gaat als volgt: er zijn meer positieve beslissingen naarmate de overschrijding van de toelaatbaarheidsdatum groter is.

Tab.106. Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid UV en beslissing DDB

Overschrijding toelaatbaarheid	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Max. 6 maanden	42 (62,7%)	25 (37,3%)		67 (100%)	7,4%
>6 maanden – 1 jaar	84 (56,8%)	61 (42,2%)	3 (2,0%)	148 (100%)	16,4%
>1 jaar – 1,5 jaar	83 (50,9%)	80 (49,1%)		163 (100%)	18,0%
>1,5 jaar – 2 jaar	79 (55,2%)	63 (44,1%)	1 (0,7%)	143 (100%)	15,8%
>2 jaar – 5 jaar	176 (53,5%)	147 (44,7%)	6 (1,8%)	329 (100%)	36,4%
>5 jaar	36 (65,5%)	19 (34,5%)		55 (100%)	6,1%
Totaal	500	395	10	905	100%

*3 missings[193]. Weglaten 'andere', want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 5,434$; df = 5; sig = ,365 (n.s.)

Op basis van de kruistabel blijkt dat er geen samenhang is tussen de beslissing van DDB en de overschrijding van de toelaatbaarheidsdatum betreffende UV. De hypothese mag dus verworpen worden. Opvallend is dat meer dan 42% van alle veroordeelden die een UV vroegen, al meer dan 2 jaar toelaatbaar zijn voor UV en dus al hun toelaatbaarheidsdatum voor VI hebben overschreden. Slechts een beperkt aandeel van de veroordeelden (die een vraag voor UV aan DDB hebben voorgelegd) heeft hoogstens 6 maanden geleden de toelaatbaarheidsdatum voor UV bereikt. Alle anderen zijn al langer toelaatbaar.

Overschrijding toelaatbaarheidsdatum PV

Een analoge hypothese kan ook onderzocht worden voor PV. Ook hier blijkt geen statistisch significante relatie te bestaan tussen de beslissing op DDB en de overschrijdingsduur voor de gevraagde modaliteit (PV). Ongeveer de helft van alle veroordeelden die PV vragen, zijn al meer dan één jaar toelaatbaar voor PV en dus toelaatbaar voor VI. Iets meer dan één op vier veroordeelden is maximum een half jaar toelaatbaar voor PV, nog eens iets minder dan één op vier is maximum 1 jaar toelaatbaar voor PV.

[193] In 1 case ontbreekt een datum. In 2 andere gevallen betreft het telkens een beslissing die valt voor de toelaatbaarheidsdatum voor UV. Voor toelichting, zie de verklaringen en bemerkingen in voetnoot 191 van dit hoofdstuk.

Tab.107. Kruistabel overschrijding toelaatbaarheid PV en beslissing DDB

Overschrijding toelaatbaarheid	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Max. 6 maanden	106 (74,6%)	35 (24,6%)	1 (0,7%)	142 (100%)	26,5%
>6 maanden – 1 jaar	89 (70,1%)	38 (29,9%)		127 (100%)	23,7%
>1 jaar – 2 jaar	107 (76,4%)	32 (22,9%)	1 (0,7%)	140 (100%)	26,1%
>2 jaar – 5 jaar	81 (73,0%)	29 (26,1%)	1 (0,9%)	111 (100%)	20,7%
>5 jaar	15 (93,8%)	1 (6,3%)		16 (100%)	3,0%
Totaal	398	135	3	536	100%

*39 missings[194]. Weglaten 'andere', want >20% van alle cellen E(f) < 5. Chi² = 4,968; df = 4; sig = ,291 (n.s.)

Toelaatbaarheid vanaf aanvang huidige opsluiting

Om bovenstaande cijfers te nuanceren, is het nodig om ook in kaart te brengen hoelang veroordeelden al tijdens hun huidige opsluiting toelaatbaar zijn. Het is immers mogelijk dat sommige veroordeelden onmiddellijk bij hun veroordeling al toelaatbaar zijn, of dat anderen na intrekking van een strafuitvoeringsmodaliteit terug achter de tralies zijn beland zonder dat hun toelaatbaarheidsdata verschoven zijn. Dit is een achtergrondgegeven dat meer reliëf geeft aan de andere beschrijvende cijfers.

Tab.108. Duur vanaf begin opsluiting tot toelaatbaarheid UV, PV en VI

Duur vanaf begin opsluiting tot toelaatbaarheid	N toelaatbaar voor UV*	%	N toelaatbaar voor PV**	%	N toelaatbaar voor VI***	%
Meteen toelaatbaar	812	50,7%	316	19,7%	98	6,1%
Max 6 maanden	182	11,4%	221	13,8%	50	3,1%
>6 maanden – 1 jaar	149	9,3%	245	15,3%	149	9,3%
>1 jaar – 2 jaar	177	11,0%	359	22,3%	466	29,0%
>2 jaar – 3 jaar	97	6,1%	177	11,0%	375	23,3%
>3 jaar	185	11,5%	285	17,7%	469	29,2%
Totaal	1602	100%	1603	100%	1607	100%

*7 missings. **6 missings. ***2 missings[195].

Uit deze tabel blijkt dat net iets meer dan de helft van alle veroordeelden in de dataset onmiddellijk bij opsluiting al toelaatbaar is voor UV, één op vijf is meteen toelaatbaar

[194] Bij 5 cases ontbreekt een datum. Bij de overige 34 geldt dezelfde opmerking als in voorgaande voetnoot.
[195] De ontbrekende waarden betreffen data die zijn weggelaten omdat er een fout in één van de data zit (niet aangepaste toelaatbaarheidsdata in SIDIS-Griffie of een registratiefout in onze dataset).

voor PV en 6% is onmiddellijk toelaatbaar tot VI (of VLV voor veroordeelden met een vrijheidsstraf tot drie jaar).

III.14. Strafrestant

Een ander kenmerk betreft het strafrestant. De hypothese hier is dat een beperkt strafrestant een invloed heeft op de beslissing van DDB. Deze hypothese kan in twee richtingen gaan. Ofwel maakt een beperkt strafrestant dat een veroordeelde sneller een positieve beslissing van DDB krijgt, ofwel gaat de samenhang in omgekeerde richting. In onderstaande kruistabel is een indeling gebruikt die ingegeven is door informatie buiten de dataset. Tijdens de interviews met attachés kwam dit meermaals aan de oppervlakte en werd meegegeven dat 'bijna strafeinde bereiken' geen voldoende reden was, tenzij het strafrestant nog zeer beperkt is, enkele maanden. In de beslissingen die meer in detail bekeken zijn, wordt soms gewag gemaakt van een lang strafrestant als één van de argumenten om te wijzen op een risico, voornamelijk op de onttrekking aan de strafuitvoering. Deze informatie ligt aan de basis van onderstaande tabel.

Twee tendensen komen op de voorgrond die bovenvermelde informatie lijken te bevestigen. Voor de groep met een strafrestant van maximum 3 maanden is het percentage toekenningen het hoogst van alle groepen en ligt eveneens de E(f) veel hoger bij de afwijzingen en lager bij de toekenningen dan de feitelijke waarden. Ook voor de groep met meer dan 9 en hoogstens 12 maanden strafrestant ligt de toekenningsgraad behoorlijk hoog. De tweede vaststelling volgt uit een verschil dat in de andere richting wijst. De laatste 2 groepen, veroordeelden met meer dan 3 jaar strafrestant, hebben meer afwijzingen bij vragen voor een modaliteit. Voor de groep met meer dan 5 jaar strafrestant zijn 3 op 4 beslissingen negatief. De E(f) liggen onder de feitelijke waarden van afwijzingen.

Wanneer de groepen met minder dan 1 jaar strafrestant samengeklapt worden en vergeleken worden met de andere groepen, dan valt het verschil voor deze categorie weg in vergelijking met de volgende groep. Voor de tweede tendens zijn de groepen met meer dan 3 jaar strafrestant samengevoegd en vergeleken met de andere groepen. Het verschil blijft in dit geval bestaan. Op basis van deze resultaten is een indeling in 2 groepen opgesteld: een groep met een strafrestant van hoogstens 3 jaar en een groep met een strafrestant van meer dan 3 jaar. De samenhang tussen de beslissing en het strafrestant blijft (Chi^2 = 32,118; df = 2; sig = ,000). Qua sterkte blijft de samenhang tussen beide variabelen zwak (Cramers V = ,144; sig = ,000).

Tab.109. Kruistabel strafrestant en beslissing DDB

Strafrestant (vanaf beslissing DDB)	Beslissing DDB*				
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal	%
Max. 3 maanden	29 (50,9%)	27 (47,4%)	1 (0,3%)	57 (100%)	3,7%
>3 – 6 maanden	30 (65,2%)	16 (34,8%)		46 (100%)	3,0%
>6 – 9 maanden	35 (57,4%)	25 (41,0%)	1 (1,6%)	61 (100%)	3,9%
>9 – 12 maanden	35 (52,2%)	32 (47,8%)		67 (100%)	4,3%
>1 jaar – 2 jaar	200 (57,0%)	147 (41,9%)	4 (1,1%)	351 (100%)	22,7%
>2 jaar – 3 jaar	218 (58,1%)	156 (41,6%)	1 (0,3%)	375 (100%)	24,2%
>3 – 5 jaar	268 (69,4%)	117 (30,3%)	1 (0,3%)	386 (100%)	24,9%
>5 jaar	155 (75,2%)	50 (24,3%)	1 (0,5%)	206 (100%)	13,3%
Totaal	970	570	9	1549	100%

*60 missings[196]. Weglaten 'andere', want >20% van alle cellen E(f) < 5. $Chi^2 = 36,046$; df = 7; sig = ,000. Cramers V = ,153; sig = ,000.

III.15. Welke kenmerken hebben een voorspellende waarde voor de beslissing?

Net zoals in het vorige deel zal hier aan de hand van een multivariate test bekeken worden welke kenmerken een voorspellende (dus verklarende) waarde hebben voor de beslissing van DDB tot weigering of toekenning. De logistische regressie heeft ook hier als afhankelijke variabele toekenning of weigering van een modaliteit; de beslissing 'andere' is hierbij weggelaten.

De volgende variabelen zullen in de multivariate test opgenomen worden: geslacht, leeftijd, gevangenis, strafcategorie, aantal eerdere opsluitingen, opsluitingshistoriek (verschil eerste opsluiting – begin huidige opsluiting), aantal eerdere vragen voor dezelfde modaliteit tijdens de huidige opsluiting, aantal ontvangen modaliteiten tijdens de huidige opsluiting, aantal incidenten tijdens de huidige opsluiting en het strafrestant.

Uit de bespreking blijkt dat een advies determinerend is voor de beslissing, toch minstens in één richting. Is een directieadvies negatief, dan is de beslissing van DDB negatief[197].

[196] In 5 cases is de beslissing van DDB na strafeinde genomen. Daarnaast is er geen strafeinde voor de 48 veroordeelden tot een levenslange vrijheidsstraf. Voor 7 cases ontbreekt één van beide data ontbreekt (datum beslissing of datum strafeinde).

[197] Dit geldt voor alle beslissingen, op één case na, die hier ook niet in de analyse is opgenomen. Het betreft een veroordeelde die twee vragen had ingediend, één betreffende UV en één voor PV. De vraag voor UV was vergezeld door een positief directieadvies, bij PV was een negatief directieadvies gegeven. Voor de betreffende gedetineerde is de vraag voor UV in de dataset opgenomen. Niettemin had die ene positieve beslissing na negatief advies weinig veranderd: 1 op 1609 is statistisch niet sterk genoeg om tot significante andere resultaten te leiden.

Om die reden is de analyse uitgevoerd op basis van alle beslissingen met een positief directieadvies. Een eerste logistische regressie geeft de bijdrage van alle kenmerken, met toelichting. Nadien komen nog enkele aparte berekeningen aan bod voor: de leeftijdsgroepen; mannen (de groep vrouwen is te klein voor afzonderlijke analyse); strafcategorie (op basis van criminele versus andere); aantal eerdere opsluitingen (op basis van een tweedeling in primaire opsluiting versus niet-primaire opsluiting); aantal eerder ontvangen modaliteiten tijdens de huidige opsluiting (op basis van een tweedeling: geen versus 1 of meer ontvangen modaliteiten); en het strafrestant (op basis van twee groepen: tot 3 jaar en >3 jaar strafrestant; dit is onder meer ingegeven door de eerste logistische regressie).

Analyse alle veroordeelden

Op basis van alle vermelde kenmerken is nagegaan welke variabelen een voorspellende waarde hebben voor de beslissing van DDB. Variabelen zijn gereduceerd tot een beperkter aantal categorieën (maximum 4). De variabelen zijn: geslacht (man – vrouw), leeftijd (max. 30jaar, 31-40 jaar, >40 jaar), gevangenis (gesloten – open), strafcategorie (max. 3 jaar, 3-10 jaar, > 10 jaar, criminele straf), eerdere opsluitingen (geen, 1-3 eerdere opsluitingen, >3 eerdere opsluitingen), opsluitingshistoriek (max. 1 jaar tussen aanvang eerste en huidige opsluiting, >1-5 jaar tussen beide data, >5-10 jaar tussen beide data, >10 jaar tussen beide data), aantal vragen betreffende dezelfde modaliteit tijdens de huidige opsluiting (geen, max. 2 eerdere vragen, 3 of meer), aantal modaliteiten ontvangen tijdens de huidige opsluiting (geen, 1-5, 6-10, >10), aantal incidenten tijdens de huidige opsluiting (geen, 1 incident, 2 of meer incidenten) en het strafrestant (max. 1 jaar strafrestant, >1-3 jaar, >3 jaar).

De analyse betreft 998 veroordeelden.

Tab.110. Logistisch regressiemodel (n = 998)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,633	n.s.
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	1,005	n.s.
	>40 jaar	0,762	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,611	*
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	2,399	*
	>3-10 jaar	2,343	**
	>10 jaar	2,059	*
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	0,962	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	1,170	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,151	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	0,971	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,873	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,628	**
	3 of meer eerdere vragen	0,568	*
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	3,205	***
	6-10	6,470	***
	>10	3,474	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,479	***
	2 of meer incidenten	0,435	*
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,250	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,843	n.s.
	>3jaar	0,645	n.s.
Model: Chi^2 = 138,073; df = 23; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,173			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 11,333; df = 8; p = ,184			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Geslacht heeft blijkbaar geen invloed op de beslissing. Niettemin moet meegegeven worden dat er slechts een zeer kleine groep veroordeelde vrouwen in de dataset (en dus in

deze berekening) zit, waardoor de vergelijking wat minder voor de hand ligt (scheeftrekking in de richting van de waarde ‘man’). Leeftijd heeft op basis van de test geen invloed op de beslissing. Het type gevangenis speelt wel een rol. Wanneer een veroordeelde in een open gevangenis verblijft, dan heeft hij 1,611 keer zoveel kans op een positieve beslissing dan wanneer hij in een gesloten gevangenis opgesloten zit. Dat verschil ligt enigszins voor de hand. Immers, wanneer een veroordeelde in een open gevangenis verblijft, dan is dit al een stap dichter bij het herwinnen van de vrijheid. De tegenindicaties komen hierbij wellicht al enigszins in een ander daglicht te staan; vooral het risico op onttrekking aan de strafuitvoering wordt mogelijks meer genuanceerd wanneer de veroordeelde verblijft in een open inrichting. Qua strafcategorie valt op dat criminele veroordeelden significant verschillen van alle andere veroordeelden. Ook dit ligt ietwat voor de hand. Indien er een differentiële benadering is van criminele veroordeelden (beslissingen voor deze groep worden regelmatig op hoger niveau dan de attaché genomen), dan is het niet zo verbazend om vast te stellen dat deze groep minder kans heeft op een toekenning van een modaliteit. Wanneer de variabele strafcategorie gespiegeld wordt, met als referentiecategorie de groep veroordeelden met een straf van maximum 3 jaar, dan blijkt de enige groep met significant verschil ten aanzien van de referentiegroep de groep van criminele veroordeelden (Exp (B) criminele veroordeelden = 0,416; $p < 0,05$). Er gaat geen statistisch betekenisvolle invloed uit van het aantal eerdere opsluitingen. Dat is een interessante vaststelling; het is een aanwijzing dat de focus minder op het verleden dan wel eerder op het heden van de veroordeelde ligt. Zou de focus van DDB immers op het strafrechtelijk verleden liggen, dan kan verwacht worden dat het aantal eerdere opsluitingen daarvoor een niet onbelangrijke indicator is. Dat vermoeden wordt ook bevestigd door de afwezigheid van invloeden van de opsluitingshistoriek. Die variabele wijst op het verschil tussen de eerste opsluiting geregistreerd in SIDIS-Griffie en de huidige opsluiting. Iemand met een lange opsluitingshistoriek heeft al meerdere malen in de gevangenis verbleven en belandde al lang geleden achter de tralies, een indicatie voor belangrijke strafrechtelijke problemen. Te langer de opsluitingshistoriek is, te groter dus kan vermoed worden dat dit zal meespelen bij het al of niet toekennen van een modaliteit. Dat blijkt niet het geval te zijn uit de test. Het aantal eerdere vragen voor dezelfde modaliteit tijdens de huidige opsluiting speelt wel een rol voor de uiteindelijke beslissing van DDB. Een veroordeelde die eerder al een vraag voor dezelfde modaliteit heeft gesteld, maakt minder kans op toekenning. Iemand met maximum 2 eerdere vragen voor dezelfde modaliteit heeft 0,628 keer zoveel kans op toekenning dan iemand die nog niet eerder dezelfde modaliteit gevraagd heeft. Wanneer de referentiewaarde gespiegeld wordt (meer dan 2 eerdere vragen betreffende dezelfde modaliteit), dan blijkt geen verschil met de groep met maximum 2 eerdere vragen, maar wel een verschil met de groep die eerder nog geen vraag voor dezelfde modaliteit heeft gesteld (Exp (B) geen eerdere vraag zelfde modaliteit = 1,759; $p < ,05$). Concreet betekent dit dat iemand die voor het eerst een modaliteit vraagt, 1,759 keer zoveel kans op toekenning heeft dan iemand die 3 of meer keren die modaliteit heeft gevraagd. Twee mogelijke verklaringen liggen ietwat voor de hand. Ten eerste is het mogelijk dat veroordeelden die eerder afgewezen zijn, bepaalde kenmerken hebben en/of bepaalde reclasseringsproblemen stellen, dat er weinig wijziging in hun situatie komt, waardoor hun kans op een afwijzing relatief onveranderd blijft, los van hun aantal vragen. Ook is het mogelijk dat een omgekeerd effect speelt: de

veroordeelde die voor het eerst een bepaalde modaliteit vraagt, is wat die modaliteit betreft nog een ‘onbeschreven blad’, wat in het voordeel van de veroordeelde kan zijn (een soort van ‘voordeel van de twijfel’-effect). Een andere voorspeller betreft het aantal eerder ontvangen modaliteiten tijdens de huidige opsluiting. Een veroordeelde die eerder tijdens de huidige opsluiting 1 tot 5 modaliteiten (UVO, UV of PV) heeft ontvangen, heeft 3,205 keer zoveel kans op een positieve beslissing als iemand die nog geen modaliteit ontvangen heeft. Hier speelt waarschijnlijk een ander effect: iemand die al eens een positieve beslissing heeft gekregen en gebruik heeft gemaakt van een modaliteit, heeft in bepaalde zin een soort ‘bewijs’ geleverd dat de toekenning bevestigt, toch indien incidenten afwezig bleven. Een achterliggende verklaring heeft te maken met een fundamenteel verschil: een toekenning aan een veroordeelde die nog niet eerder tijdens de huidige opsluiting een modaliteit UVO, UV en PV gekregen heeft en nog niet ‘buiten’ is geweest tijdens de huidige opsluiting, vergt een soort ‘stap in het ongewisse’, daar waar voor een andere veroordeelde met eerdere modaliteiten diezelfde stap veel minder groot is, aangezien er informatie is over hoe die modaliteiten verlopen zijn. Het aantal incidenten geregistreerd in SIDIS is ook een voorspeller: veroordeelden met incidenten hebben minder kans op een beslissing tot toekenning dan veroordeelden zonder incidenten. Zo hebben veroordeelden met één incident 0,479 keer zoveel kans op een beslissing tot toekenning dan veroordeelden zonder incidenten. De taalgroep is hier opgenomen (als referentie naar de taal van de veroordeelde, doch op basis van de afhandeling van het dossier op DDB). Daaruit blijkt hier geen verschil. Dat kan mogelijk betekenen dat de bijdrage van de taalgroep in het vorige deel van dit hoofdstuk toe te schrijven is aan kenmerken van de veroordeelden. Opvallend is ten laatste ook dat er geen individuele invloed is van het strafrestant bij de beslissing tot weigering of toekenning.

Dit model voorspelt de beslissing bij cases beter dan toevalsniveau (Hosmer-Lemeshow test). De test verklaart 17,3% van de variatie van beslissingen tot toekenning of weigering van een modaliteit. Dat betekent dat een groot deel van de verklarende elementen op basis van de databank buiten beschouwing blijven.

Bijkomende logistische regressies

Analyse op basis van leeftijd

Maximum 30 jaar (n = 340)

Tab.111. Logistisch regressiemodel (n = 334)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	3,362	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,381	n.s.
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	7,482	*
	>3-10 jaar	2,581	n.s.
	>10 jaar	1,351	n.s.
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	0,724	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	0,822	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,551	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	1,097	n.s.
	>10 jaar tussen beide	2,111	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,758	n.s.
	3 of meer eerdere vragen	0,640	n.s.
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	3,546	***
	6-10	8,806	***
	>10	3,670	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,366	**
	2 of meer incidenten	0,570	**
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	0,372	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,953	n.s.
	>3jaar	0,587	n.s.
Model: Chi^2 = 54,419; df = 20; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,203			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 3,542; df = 8; p = ,896			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

31-40 jaar (n = 381)

Tab.112. Logistisch regressiemodel (n = 363)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,719	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,804	n.s.
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	2,365	n.s.
	>3-10 jaar	2,413	n.s.
	>10 jaar	3,137	*
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	1,656	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	1,880	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	0,791	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	0,673	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,565	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,703	n.s.
	3 of meer eerdere vragen	0,706	n.s.
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	3,237	***
	6-10	4,555	**
	>10	3,584	**
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,444	**
	2 of meer incidenten	0,220	**
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,664	*
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,850	n.s.
	>3jaar	1,664	n.s.
Model: Chi^2 = 48,832; df = 20; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,170			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 10,749; df = 8; p = ,216			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

>40 jaar (n = 326)

Tab.113. Logistisch regressiemodel (n = 301)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	0,629	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,713	n.s.
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	0,922	n.s.
	>3-10 jaar	1,725	n.s.
	>10 jaar	1,379	n.s.
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	1,527	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	2,275	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	0,556	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	0,736	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,496	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,372	**
	3 of meer eerdere vragen	0,306	**
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	3,622	***
	6-10	7,837	***
	>10	3,539	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,560	n.s.
	2 of meer incidenten	0,643	n.s.
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,397	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,728	n.s.
	>3jaar	0,379	*
Model: Chi^2 = 61,909; df = 20; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,248			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 3,229; df = 8; p = ,919			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Analyse op basis van het geslacht: mannelijke veroordeelden (n = 1004)

Tab.114. Logistisch regressiemodel (n = 954)

Variabele		Exp (B)	p
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	1,032	n.s.
	>40 jaar	0,827	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,615	*
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	2,321	*
	>3-10 jaar	2,445	**
	>10 jaar	2,142	*
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	0,949	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	1,146	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,154	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	0,967	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,862	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,693	*
	3 of meer eerdere vragen	0,610	*
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	2,906	***
	6-10	6,534	***
	>10	3,238	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,472	***
	2 of meer incidenten	0,439	*
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,309	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,852	n.s.
	>3jaar	0,639	n.s.
Model: Chi^2 = 127,980; df = 21; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,168			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 14,188; df = 8; p = ,077			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Analyse op basis van de strafcategorie

Criminele veroordeling (n = 127; 97 cases in de analyse).
Hosmer-Lemeshow test: Chi² = 16,395; df = 8; p = ,037. Deze controletest geeft aan dat het model niet beter is dan toeval. Om die reden worden de resultaten hier niet verder weergegeven.

Niet-criminele veroordelingen (n = 925)

Tab.115. Logistisch regressiemodel (n = 907)

Variabele		Exp (B)	p
Leeftijd	Max 30 jaar		
	31-40 jaar	0,964	n.s.
	>40 jaar	0,759	n.s.
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,578	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,692	*
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	1,183	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	1,393	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,021	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	0,900	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,804	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,661	*
	3 of meer eerdere vragen	0,537	**
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	3,010	***
	6-10	5,842	***
	>10	2,957	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,481	***
	2 of meer incidenten	0,485	*
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,263	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,794	n.s.
	>3jaar	0,575	*
Model: Chi² = 99,593; df = 19; p = ,000			
Nagelkerke R² = ,140			

Hosmer-Lemeshow: Chi² = 9,465; df = 8; p = ,305

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Analyse op basis van eerdere opsluitingen

Geen eerdere opsluiting (‘primaire gedetineerden’) (n = 164)

Bij deze analyse valt ook de variabele ‘opsluitingshistoriek’ weg (aangezien personen zonder eerdere opsluiting telkens dezelfde waarde scoren voor de variabele opsluitingshistoriek, namelijk 0).

Tab.116. Logistisch regressiemodel (n = 148)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,779	n.s.
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	0,991	n.s.
	>40 jaar	0,727	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	3,579	*
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	0,710	n.s.
	>3-10 jaar	1,120	n.s.
	>10 jaar	1,160	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,628	n.s.
	3 of meer eerdere vragen	0,419	n.s.
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	2,389	n.s.
	6-10	11,391	**
	>10	3,343	n.s.
Incidenten	Geen		
	1 incident	1,081	n.s.
	2 of meer incidenten	0,918	n.s.
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,277	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	2,236	n.s.
	>3jaar	1,054	n.s.
Model: Chi² = 30,119; df = 17; p = ,026			
Nagelkerke R² = ,246			
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 8,354; df = 8; p = ,400			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Veroordeelden met minstens één voorgaande opsluiting (n = 885)

Tab.117. Logistisch regressiemodel (n = 850)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,639	n.s.
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	1,043	n.s.
	>40 jaar	0,788	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,387	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,188	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	1,068	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,982	n.s.
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	4,102	**
	>3-10 jaar	3,132	***
	>10 jaar	2,739	*
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,647	*
	3 of meer eerdere vragen	0,594	*
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	3,351	***
	6-10	5,700	***
	>10	3,689	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,449	***
	2 of meer incidenten	0,409	*
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,397	n.s.
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,748	n.s.
	>3jaar	0,617	n.s.
Model: Chi^2 = 119,896; df = 20; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,177			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 12,989; df = 8; p = ,112			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Analyse op basis van eerder ontvangen modaliteiten

Geen eerder ontvangen modaliteiten tijdens huidige opsluiting (n = 515)

Tab.118. Logistisch regressiemodel (n = 491)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,319	n.s.
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	0,940	n.s.
	>40 jaar	0,733	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,758	n.s.
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	3,352	*
	>3-10 jaar	3,502	**
	>10 jaar	4,062	*
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	0,696	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	0,741	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,644	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	1,327	n.s.
	>10 jaar tussen beide	1,168	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,579	*
	3 of meer eerdere vragen	0,334	**
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,500	*
	2 of meer incidenten	0,503	n.s.
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,779	**
Strafrestant	Max 1 jaar		
	>1 jaar – 3 jaar	0,683	n.s.
	>3jaar	0,400	*
Model: Chi^2 = 72,212; df = 19; p = ,000			
Nagelkerke R^2 = ,183			
Hosmer-Lemeshow: Chi^2 = 3,939; df = 8; p = ,863			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

1 of meer modaliteiten ontvangen (n = 534)

Het model dat hierbij berekend is, blijkt net niet significant te zijn (Chi^2 = 30,089; df = 19; p = ,051 > ,05). Bovendien blijkt ook dat de Nagelkerke R^2 zeer klein is: 8,1% van de variatie zou slechts aan de hand van dit model kunnen verklaard worden.

Analyse op basis van het strafrestant

Strafrestant maximaal 3 jaar (n = 655)

Tab.119. Logistisch regressiemodel (n = 648)

Variabele		Exp (B)	P
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,364	n.s.
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	0,834	n.s.
	>40 jaar	0,870	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	1,158	n.s.
Strafcategorie	Criminele straf		
	Max 3 jaar	4,985	n.s.
	>3-10 jaar	5,699	*
	>10 jaar	4,028	n.s.
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	1,047	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	1,208	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,242	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	0,851	n.s.
	>10 jaar tussen beide	0,820	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,593	**
	3 of meer eerdere vragen	0,426	**
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	2,542	***
	6-10	4,938	***
	>10	2,844	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,499	**
	2 of meer incidenten	0,877	n.s.
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,169	n.s.

Model: Chi² = 57,391; df = 21; p = ,000	
Nagelkerke R² = ,115	
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 8,488; df = 8; p = ,387	

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

Strafrestant > 3 jaar (n = 351)

Tab.120. Logistisch regressiemodel (n = 350)

Variabele		Exp (B)	p
Geslacht	Man		
	Vrouw	1,874	n.s.
Leeftijd	Max. 30 jaar		
	31-40 jaar	1,608	n.s.
	>40 jaar	0,707	n.s.
Gevangenis	Gesloten		
	Open	3,045	*
Strafcategorie	Criminele straf		
	>3-10 jaar	2,442	*
	>10 jaar	2,717	*
Eerdere opsluitingen	Geen		
	1-3 eerdere opsluitingen	0,645	n.s.
	>3 eerdere opsluitingen	0,874	n.s.
Opsluitingshistoriek	Max 1 jaar tussen eerste en huidige opsluiting		
	>1-5 jaar tussen beide	1,684	n.s.
	>5-10 jaar tussen beide	1,524	n.s.
	>10 jaar tussen beide	1,365	n.s.
Aantal vragen zelfde modaliteit	Geen		
	Max 2 eerdere vragen	0,614	n.s.
	3 of meer eerdere vragen	0,921	n.s.
Aantal modaliteiten ontvangen	Geen		
	1-5	5,063	***
	6-10	10,776	***
	>10	4,921	***
Incidenten	Geen		
	1 incident	0,401	*
	2 of meer incidenten	0,070	***
Taalgroep	Frans		
	Nederlands	1,496	n.s.
Model: Chi² = 94,972; df = 19; p = ,000			
Nagelkerke R² = ,317			
Hosmer-Lemeshow: Chi² = 14,963; df = 8; p = ,060			

*< ,05 ** < ,01 *** < ,001

CONCLUSIES/SYNTHESE

Achtergrond van het onderzoek

Eind 2011 vraagt het Directoraat-generaal penitentiaire inrichtingen (DG EPI) aan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) een onderzoek uit te voeren over de besluitvorming inzake strafuitvoeringsmodaliteiten die door de gevangenisadministratie worden toegekend. Binnen DG EPI rijzen op basis van de praktijk vragen over procesmatige aspecten bij de besluitvorming, waaronder het relatief groot aantal divergenties tussen de door lokale directies uitgebrachte adviezen in het kader van een occasionele of periodieke uitgaansvergunning en penitentiair verlof enerzijds en de uiteindelijke beslissingen door de Directie Detentiebeheer (DDB) anderzijds. Dit leidt tot een overeenkomst tussen DG EPI en het NICC over een onderzoeksproject met als titel: 'Analyse van werkprocessen van de Directie Detentiebeheer en lokale gevangenisdirecties in het kader van de advies- en besluitvorming inzake bijzondere strafuitvoeringsmodaliteiten'. Tijdens deze besprekingen worden de onderzoeksvragen geïdentificeerd. Het onderzoek start op 1 maart 2012 en loopt af op 28 februari 2013. Gedurende één jaar worden één Nederlandstalige en één Franstalige onderzoeker halftijds op dit project tewerkgesteld.

Onderzoeksvragen en focus

In het kader van de overeenkomst worden de volgende twee centrale onderzoeksvragen geïdentificeerd:

Onderzoeksvraag 1:
Welke gegevensbronnen hanteert de DDB om te komen tot een beslissing inzake uitgaansvergunningen/penitentiaire verloven en welke elementen worden essentieel geacht en mee in rekening gebracht bij de beoordeling van de ontvankelijkheid van de aanvraag/advies en de invulling van de wettelijk voorziene tegenindicaties (te analyseren naargelang type modaliteit, voorwerp van de aanvraag, misdrijfcategorie, profiel van de gedetineerde,…)?

Onderzoeksvraag 2:
In welke mate bestaan er divergenties tussen de adviezen van de lokale gevangenisdirecties en de beslissingen door de DDB en hoe kunnen afwijkende uitkomsten worden verklaard?

De overeenkomst bepaalt eveneens de ruimere focus voor het onderzoek: de focus moet gericht zijn op verhoging van de transparantie van het advies- en besluitvormingsproces via confrontatie van elkaars werkwijzen en visies, en eventuele formulering van aanbevelingen/voorstellen tot verbetering van de onderlinge werkprocessen.

Bij de principes die voor het onderzoek gelden, is bepaald dat het niet mag gaan om een waardeoordeel over elkaars werkwijzen, maar wel een objectieve beschrijving van het

besluitvormingsproces, dat het niet gericht is op de ontwikkeling van een predictie-instrument ter voorspelling van uitkomsten van toegekende uitgaansvergunningen en verloven en dat de visie van verschillende actoren in beeld moet komen.

De overeenkomst tussen DG EPI en het NICC bepaalt dat het onderzoek een documentanalyse, een casuïstische bespreking van dossiers en een verkenning van het terrein betreft en dat de betrokken actoren bevraagd worden.

Methoden en dataverzameling

De insteek van het onderzoek is *beschrijvend* en *explorerend*. Het gaat om een eerste terreinverkenning, waarbij vooral de procedurele dimensie in kaart wordt gebracht.

4 dataverzamelingsmethoden zijn aangewend. Elke methode is gericht op materiaal ter beantwoording van (één van) beide onderzoeksvragen. Dit laat toe om via verschillende wegen informatie over de procedure, de besluitvorming en de betrokken actoren te verzamelen, zonder dat het strikt genomen gaat over methodetriangulatie. Deze methoden zijn veeleer complementair dan overlappend. De verzamelde gegevens zijn eveneens vermeld.

1-Interviews met sleutelactoren. Deze gesprekken hebben als doel om meer informatie en duidelijkheid te krijgen over de besluitvorming en op de praktijkvaststellingen die tot het onderzoek geleid hebben. De adviseur-generaal en beide adviseurs van DDB zijn geïnterviewd, evenals de adviseur-generaal van de cel strategische planning en program management office (PMO), de adviseur-generaal van de Centrale psychosociale dienst (PSD) en de directeur-generaal van DG EPI en de Nederlandstalige medewerkster voor het gevangeniswezen in de beleidscel van de minister van Justitie. In totaal is meer dan 9 uren interviewmateriaal verzameld.

2-Een analyse van 200 beslissingen en adviezen, met 100 korte opvolgingsinterviews bij de attaché die de beslissing genomen heeft en een selectie van opvolgingsinterviews met gevangenisdirecteurs die het bijhorende advies geschreven hebben (13 cases). De selectie van deze dossiers is gebeurd op basis van een verdeelsleutel: 100 Franstalige en 100 Nederlandstalige dossiers, met telkens 80 beslissingen die verschillen van het directieadvies, circa 10 negatieve beslissingen na een negatief advies en circa 10 positieve beslissingen na een positief directieadvies.

3-Een bevraging van alle inrichtingshoofden, alle directeurs die volgens inrichtingshoofden adviezen schrijven en alle attachés van DDB (externe rechtspositie). Dit gebeurt op basis van een vragenlijst. 32 inrichtingshoofden (100%), 54 van de 102 directeurs die adviezen voor UVO, UV en PV schrijven (52,9%) en 19 van de 21 attachés van DDB hebben een ingevulde vragenlijst teruggestuurd.

4-Een beschrijvende kwantitatieve analyse van een databank met alle beslissingen op DDB tijdens een periode van 3 maanden. Deze databank is aangelegd door de

onderzoekers en bevat alle beslissingen in de periode van 1 juni tot en met 31 augustus 2012.De databank maakt objectivering van beslissingen en adviezen mogelijk, minstens wat de periode van dataverzameling betreft. In totaal zijn 2244 beslissingen van DDB opgenomen.

De informatie op basis van de gesprekken met sleutelactoren komt doorheen het rapport aan bod. De overige gegevens zijn telkens in een afzonderlijk hoofdstuk uitgewerkt. Er is een hoofdstuk over directieadviezen en beslissingen van DDB (Hoofdstuk V), de percepties bij directeurs en attachés (Hoofdstuk VI) en een hoofdstuk waarin beschrijvende statistieken een meer objectief beeld van beslissingen geven (Hoofdstuk VII).

Dossieranalyse en opvolgingsinterviews

Dit deel van het onderzoek heeft tot doel om meer in detail in te gaan op de wisselwerking en interactie tussen directieadviezen en beslissingen van DDB. In totaal 200 beslissingen en bijhorende directieadviezen zijn geselecteerd voor verdere analyse. 1 casus kon uiteindelijk niet in de analyse opgenomen worden. 80% van alle geselecteerde beslissingen is tegengesteld aan het directieadvies, bij de overige 20% komt de beslissing van DDB overeen met het directieadvies (10% positief, 10% negatief). 100 opvolgingsinterviews met attachés van DDB zorgen voor een uitdieping van de overwegingen in beslissingen die afwijken van het bijhorende directieadvies. Bij 13 beslissingen is ook gesproken met de adviserende directeur.

Een eerste aandachtspunt bij de analyse van de dossiers is een beter zicht krijgen op de werkwijze om tot een advies of een beslissing te komen. DDB beschikt sinds begin 2012 over een interne nota met informatie over de werkwijze, aandachtspunten, bronnen en andere gegevens om tot beslissingen te komen. De gesprekken met attachés laten toe om meer zicht te krijgen op de methodologie op DDB bij concrete beslissingen. Vanuit de verzamelde informatie treedt op de voorgrond dat attachés dezelfde leidraad volgen bij de aanpak van dossiers, maar dat iedere attaché specifieke accenten legt, eigen aandachtspunten heeft en de besluitvorming daarmee een gepersonaliseerde insteek krijgt. Onder meer volgende elementen hebben een belangrijke plaats bij de totstandkoming van een beslissing: een geactualiseerde stand van zaken over de detentie van de veroordeelde, over eerdere beslissingen van DDB en van de Strafuitvoeringsrechtbank (SURB), of de veroordeelde (tijdens de huidige opsluiting) al modaliteiten heeft ontvangen, welke modaliteit bij DDB gevraagd wordt. Het PSD-dossier geldt als (één van) de belangrijkste bron(nen), hoewel dat strikt genomen voor een beslissing van DDB niet onontbeerlijk is.

Directieleden hebben hun werkwijze bij directieadviezen in een vragenlijst toegelicht. Bij de directeurs die geïnterviewd zijn in de context van een specifiek advies, is telkens ook ingegaan op de manier waarop een directieadvies wordt opgesteld. Er is geen centrale nota met richtlijnen voor directieadviezen (in tegenstelling tot wat bestaat voor DDB). Aan de hand van de antwoorden van directeurs blijkt dat de praktijk tussen

gevangenissen (en directeurs in dezelfde gevangenis) verschilt, dat niet in elke gevangenis alle directeurs hetzelfde vermelden over hun aanpak. Bovendien vermelden directeurs dat er relatief weinig tijd wordt besteed aan het schrijven van directieadviezen. Uit de opvolgingsinterviews met directeurs komt naar voor dat directieadviezen (toch in de inrichtingen met opvolgingsinterviews) vaak in nauwe samenwerking met de PSD tot stand komen en dat er een heel proces aan voorafgaat, waarbij het eigenlijke directieadvies een intern eindproduct is.

De vormelijke dimensie bij directieadviezen en beslissingen van DDB is ook kort onder de loep genomen. De directieadviezen gebeuren allemaal, Franstalige en Nederlandstalige, volgens eenzelfde standaardformulier waarin afzonderlijke delen voorzien zijn voor formele informatie (straf, feiten, recht op verblijf, toelaatbaarheidsdatum), voor de toelichting bij de vraag van de veroordeelde (het doel), de drie contra-indicaties en een sectie met het gemotiveerd advies van een directeur. Voor de beslissingen van DDB bestaat ook een standaardformulier, doch de feitelijke invulling daarvan verschilt van het directieadvies en verschilt bovendien tussen beide taalgroepen binnen DDB. Aan Nederlandstalige kant wordt een formulier gebruikt met gemakkelijk aanpasbare standaardformuleringen over de modaliteit, het doel van de vraag, of de finaliteit overeenkomt met wat wettelijk bepaald is, de toelaatbaarheid voor de gevraagde modaliteit en de drie contra-indicaties. Aan Franstalige kant wordt een gelijkaardig formulier gebruikt, maar hierin ontbreekt het vaak aan (standaard)formuleringen over de finaliteit, de tijdsvoorwaarden of nog de expliciete vermelding van de wettelijke contra-indicaties.

Inhoudelijk zijn aan de hand van een codeerschema alle argumenten in de 199 geselecteerde directieadviezen en beslissingen van DDB in kaart gebracht en vervolgens met elkaar vergeleken. Vervolgens is ingezoomd op 6 cases met interviews met zowel de adviserende directeur als de attaché die de beslissing nam. Die ‘gevalsbesprekingen’ geven meer reliëf aan de relatie tussen directieadviezen en beslissingen van DDB. Hieronder komen eerst enkele vaststellingen aan bod vanuit de analyse van de 199 adviezen en beslissingen. Deze vaststellingen hebben enkel betrekking op de 199 adviezen en beslissingen, waarbij het selectiecriterium in het onderzoek moet in het oog gehouden worden: 80% van de beslissingen zijn immers tegengesteld aan het directieadvies, wat maakt dat deze vaststellingen niet zomaar veralgemeend mogen worden naar alle beslissingen. Toch werpen deze observaties een licht op het spanningsveld dat tussen (sommige) directies en DDB bestaat.

Een eerste opvallende bevinding betreft een verschillende benadering door adviserende directeurs en attachés van DDB. Dit kan meteen vastgesteld worden op basis van de contra-indicaties waarop in directieadviezen en beslissingen van DDB wordt ingegaan. Zelden vermelden adviezen en beslissingen hetzelfde aantal contra-indicaties. In 192 op 199 directieadviezen staan argumenten bij de drie contra-indicaties, daar waar dat bij 23 beslissingen op een totaal van 199 het geval is. Elk onderscheiden beoordelingselement dat positief of negatief is of zelfs geen richting heeft (bvb. een feitelijk gegeven), is opgenomen als een argument. DDB lijkt zich als beslissende instantie meer te focussen op contra-indicaties waarbij (nog) een probleem gezien wordt, daar waar bij directeurs

ook minstens kort vermeld wordt dat er geen aanwijzing is voor een contra-indicatie die volgens hen dan ook geen probleem stelt. Directieleden vermelden dus alle contra-indicaties, DDB doet dat niet (alleszins wijst het verzamelde onderzoeksmateriaal toch niet uit dat ze dit wel zou doen).

Een tweede opvallende bevinding sluit daarbij aan. Wanneer argumenten in een directieadvies en een beslissing van DDB per contra-indicatie met elkaar vergeleken worden, dan blijken daaruit grote verschillen. In minder dan 10% van de 199 directieadviezen en beslissingen van DDB komt eenzelfde aantal argumenten per contra-indicatie voor. Bovendien wordt zelden in een beslissing op alle argumenten in een directieadvies ingegaan. Directieadviezen bevatten door de band genomen meer verschillende argumenten, waarin de afweging voor het advies geëxpliciteerd wordt op basis van beschikbare positieve en negatieve elementen (argumenten *à charge* en *à décharge*). Dat is meteen een verschil met DDB, waar de nadruk voornamelijk ligt op negatieve elementen. Positieve argumenten lijken haast afwezig in beslissingen: de mediaan van het aantal positieve argumenten in beslissingen ligt in beide taalgroepen voor elk van de drie modaliteiten (UVO, UV en PV) steeds op nul (of 0,5), terwijl dat in directieadviezen overheen de modaliteiten tussen de 5,5 en 7 zit. Directieadviezen bevatten zowel meer statische argumenten (bvb. verwijzingen naar het strafregister, naar antecedenten) als dynamische argumenten (voornamelijk met betrekking tot reclassering) dan beslissingen van DDB. Uit de vergelijking van de 199 directieadviezen en beslissingen valt af te leiden dat een directieadvies en een beslissing van DDB afzonderlijke analyses zijn. Terwijl directieadviezen eerder een volledige(re) situering van de vraag van de veroordeelde en diens huidige situatie geven, gaan beslissingen van DDB voornamelijk in op eventuele probleemaspecten en negatieve elementen.

Om meer zicht te krijgen op beslissingen en adviezen is in een afzonderlijk deel ingezoomd op 6 aanvragen van veroordeelden, met een korte situering van de veroordeelde en het PSD-advies, een bespreking van het directieadvies en de beslissing van DDB, hun onderlinge interactie en bijkomende informatie vanuit de besprekingen met directeurs en attachés. Bij elk geval zijn één of meerdere thema's geïdentificeerd waaruit vragen rijzen. De lijst thema's is niet exhaustief, maar toont louter aan dat er vanuit de casuïstische benadering veel vragen kunnen opgeworpen worden waarop DDB en directeurs niet per se dezelfde antwoorden formuleren. Aan de hand van de besproken gevallen komen onder meer volgende thema's op de voorgrond: de aanvraag voor modaliteiten in het kader van naderend strafeinde, de impact van onzekerheid over de plannen van de veroordeelde, *accountability* van de uiteindelijke beslisser (zeker vanuit het 'risico' dat nieuwe feiten gepleegd worden tijdens een modaliteit), het spanningsveld tussen aandacht voor het verleden versus de toekomst (met meer aandacht voor statische dan dynamische elementen), de interactie tussen DDB en de SURB, de impact van een beslissing van DDB voor het werken met een veroordeelde, de progressiviteit of 'weg der geleidelijkheid' die leeft bij directeurs en attachés, het gedrag in detentie als argument/indicator, de erkenning van de feiten door de veroordeelde, de communicatie tussen een directeur en een attaché (en de achterliggende werkrelatie), het informatiedilemma (hoeveel informatie is genoeg?), de procedure van afhandeling en de beeldvorming die over een veroordeelde ontstaat. Elk van deze thema's gaat gepaard met

open vragen en, naargelang het geval dat besproken is, verschillende invullingen door directeurs en attachés. Samenvattend: deze 6 gevallen (allemaal met divergenties tussen advies en beslissing) geven meer inhoud aan de eerder formele (en kwantitatieve) behandeling van argumenten.

Uit de analyse van de 199 adviezen en beslissingen komt naar voor dat directieadviezen en beslissingen van DDB twee verschillende analyses van eenzelfde dossier en aanvraag zijn die relatief los staan van elkaar.

Percepties bij directeurs en attachés DDB

De vragenlijsten dienden om de analyse van het besluitvormingsproces bij de behandeling van aanvragen tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof uit te diepen. Daarbij is bijzondere aandacht besteed aan de standpunten van de gevangenisdirecteurs en de attachés van de *Dienst Externe Rechtspositie* van de Directie Detentiebeheer. De antwoorden op de gesloten vragen van elke vragenlijst werden gecodeerd en beschrijvend geanalyseerd met het statistisch programma SPSS, terwijl de antwoorden op de open vragen apart verwerkt werden.

De analyse van de antwoorden leverde interessante bevindingen op voor de twee hoofdvragen van het onderzoek. De draagwijdte ervan blijft echter beperkt, aangezien we slechts een deel van de vragenlijsten hebben teruggekregen en het aantal respondenten soms kan verschillen van de ene vraag tot de andere. Voorts dienen we voorzichtig te blijven bij de interpretatie van enkele resultaten omwille van zowel de spreiding als de aard van sommige antwoorden. Rekening houdend met deze twee beperkingen en om beknopt te blijven in het kader van deze synthese, geven we hier enkel resultaten weer waar een groot aantal antwoorden (minstens 90%) werd verstrekt en de interpretatie ondubbelzinnig is.

De eerste vermeldenswaarde bevindingen hebben betrekking op de informatiebronnen die de directeurs en attachés gebruiken bij het opstellen van hun respectieve adviezen en beslissingen.

Het dossier waarop de directeurs en attachés zich baseren, is verschillend. De directeurs beschikken over een dossier per detentie, terwijl de attachés over een dossier per gedetineerde beschikken. De informatiebronnen die het vaakst vermeld worden door de directeurs en attachés bij de opmaak van hun adviezen en beslissingen over een aanvraag tot uitgaansvergunning of penitentiair verlof, zijn echter dezelfde (opsluitingsfiche, psychosociaal rapport, uiteenzetting van de feiten, vonnissen en arresten). De analyse van de vragenlijsten leidt tot de opmerkelijke conclusie dat sommige bronnen (vroegere beslissingen van de Directie Detentiebeheer, het GRIFFIE-programma, slachtofferfiches) die *a priori* doorslaggevend lijken te zijn bij de redactie van adviezen en beslissingen, door beide actoren slechts in geringe mate worden vermeld. Hoewel die bronnen nauwelijks vermeld worden in de antwoorden op de vragenlijst, betekent dit daarom nog niet dat ze ook weinig gebruikt worden. Voormelde vaststellingen moeten immers

gerelativeerd worden op grond van de informatie uit de opvolgingsinterviews. Daarin verklaren de actoren dat ze sommige van die bronnen wel regelmatig gebruiken bij de behandeling van de aanvragen.

Enkele bijkomende resultaten moeten worden vermeld in verband met het psychosociaal rapport gelet op de doorslaggevende betekenis die de verschillende actoren eraan toekennen.

In overeenstemming met de ministeriële omzendbrief nr. 1794 waarin wordt aangegeven dat het verslag van de psychosociale dienst een facultatieve informatiebron uitmaakt bij de opmaak van de adviezen, bevestigen de directeurs dat dit rapport niet altijd noodzakelijk is. Volgens de directeurs zou de relevantie ervan meestal beoordeeld worden in overleg met de psychosociale dienst naargelang het type gevraagde modaliteit, de strafduur, of nog, de aard van de feiten. In het kader van de vragenlijst werd de directeurs gevraagd om voor de totaliteit van de eerste aanvragen tot uitgaansvergunning of penitentiair verlof te vermelden in hoeveel percent van de gevallen ze een beroep doen op de expertise van de psychosociale dienst. Dezeantwoorden wijken ietwat af van wat directeurs eerder hebben verklaard. De percentages blijken namelijk zeer hoog te liggen zowel voor aanvragen tot uitgaansvergunning (gemiddelde: 93,72%; mediaan: 100%) als voor aanvragen tot penitentiair verlof (gemiddelde: 88,89%; mediaan: 99%).

Deze cijfers staven de hypothese dat directeurs anticiperen op de houding van de Directie Detentiebeheer, in die zin dat deze laatste meestal geneigd zou zijn om aanvragen te weigeren waarvoor ze niet over een omstandig psychosociaal rapport beschikt. Volgens ons zouden minstens twee functies aan het psychosociaal rapport toegeschreven kunnen worden: in de eerste plaats het verstrekken van informatie over de veroordeelde en zijn gedrag tijdens de detentie, en vervolgens het ‘certificeren’ van het advies van de directeur in die zin dat het psychosociaal rapport de Directie Detentiebeheer zou garanderen dat de directeur wel degelijk zijn advies uitbrengt op basis van concrete elementen.

Het psychosociaal verslag is weliswaar niet de enige belangrijke informatiebron voor de attachés, maar speelt wel een centrale rol in het besluitvormingsproces over de toekenning van uitgangsvergunningen en penitentiaire verloven. Niettemin kunnen zowel de omvang als de techniciteit van dit soort verslagertoe leiden dat de analyse van het verslag al snel arbeidsintensief wordt. Aangezien een grote hoeveelheid informatie in dit verslag is ingedeeld in verschillende rubrieken, heeft het onderzoeksteam de attachés gevraagd om de elementen uit het psychosociaal rapport te rangschikken volgens orde van belangrijkheid. Op die manier kon meer nauwkeurig worden beoordeeld op welke elementen attachés hun beslissing baseren. Vervolgens werd hen ook gevraagd te preciseren welke elementen ze onontbeerlijk vonden voor hun beslissing.

Uit de antwoorden blijkt dat de inschatting van het risico op recidive wordt vermeld als het belangrijkste element van het psychosociaal rapport voor het nemen van beslissingen over een aanvraag tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof. De persoonlijkheid en criminogenese worden ex aequo als tweede belangrijkste gegeven van het psychosociaal rapport beschouwd bij het nemen van beslissingen over de twee voornoemde

modaliteiten. Met uitzondering van de anamnese, vinden de meeste attachés alle andere elementen van het psychosociaal rapport noodzakelijk bij het redigeren van hun beslissingen over een aanvraag tot uitgaansvergunning of penitentiair verlof.

Een ander belangrijk resultaat heeft betrekking op de verschillende opvattingen van directeurs en attachés met betrekking tot de toekenning van strafuitvoeringsmodaliteiten. Dat verschil blijkt onder meer uit de perceptie die de directeurs hebben van de houding van de attachés bij de behandeling van aanvragen tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof ("streng" en "zeer streng") en, omgekeerd, in de perceptie die de attachés hebben van de houding van de directeurs ("soepel" en "zeer soepel"). Dit resultaat is frappant gezien de zeer uitgesproken polarisatie van standpunten. Dat getuigt volgens ons van het gebrek aan communicatie tussen directeurs en attachés, waardoor wederzijdse percepties in stand worden gehouden. Het is dan ook van fundamenteel belang een klimaat van vertrouwen te bevorderen dat samenwerking aanmoedigt en dat in eerste instantie wederzijdse erkenning van elkaars werk vereist. Iedereen zou er gebaat bij zijn indien directeurs en attachés elkaar regelmatiger zouden kunnen ontmoeten en/of met elkaar van gedachten zouden kunnen wisselen, zodat ze elkaar beter leren kennen en zoveel mogelijk de ontwikkeling van spanningen kunnen vermijden.

Tot slot dienen we eveneens te wijzen op kritische uitlatingen die sommige attachés tijdens de opvolgingsinterviews formuleerden ten aanzien van de herhaalde negatieve beslissingen van het kabinet in bepaalde dossiers die haar werden voorgelegd. De inhoud van het discours van deze attachés strookt op alle punten met dat van de directeurs, die de houding van attachés als "streng" beschouwen. Hoewel de motivering van de beslissingen van het kabinet en die van de attachés niet met elkaar te vergelijken valt, lijkt het ons, gezien de geformuleerde kritieken, toch zo dat de houding tegenover de beslissingnemer vergelijkbaar is. De kritieken lijken ons minder gericht op personen of op hun positie in het besluitvormingsproces dan wel op de discretionaire bevoegdheid die ze binnen het bestudeerde besluitvormingsproces uitoefenen. Ons inziens kunnen twee gemeenschappelijke kritieken worden ontwaard ten aanzien van de wijze waarop de beslissingnemer zijn discretionaire bevoegdheid uitoefent: het gebrek aan transparantie over de beslissingscriteria en de afwezigheid van perspectief, die uit herhaalde negatieve beslissingen valt af te leiden (welke richting gaat dit dossier uit en hoe gaan we te werk?). Meer fundamenteler, wat opnieuw naar boven komt, en tussen de regels door kan worden verstaan, is eenzelfde indruk of gevoel dat het geleverde werk niet erkend en gewaardeerd wordt.

Cijfers over beslissingen van DDB

Gedurende een periode van 3 maanden (vanaf 1 juni tot en met 31 augustus) bezorgden attachés op DDB wekelijks een excelbestand met informatie over alle beslissingen die ze tijdens de voorafgaande week hebben opgesteld. Een lijst met te registreren gegevens is op voorhand in vergaderingen en individuele gesprekken met attachés overgemaakt en besproken. De onderzoekers vulden per beslissing bijkomende gegevens aan.

Informatie in de databank betreft onder meer: de datum van de beslissing, de modaliteit, de richting van de beslissing (toekenning, weigering, andere), de datum van het directieadvies, de richting van het advies, hoe lang de attaché in totaal aan de beslissing gewerkt heeft, kenmerken over de veroordeelde, waaronder kenmerken van de straf, persoonskenmerken (leeftijd, geslacht), de gevangenis van waaruit het advies is verstuurd, aantal eerdere opsluitingen, eerdere modaliteiten tijdens vroegere opsluitingen, modaliteiten (uitgaansvergunningen en penitentiaire verloven) tijdens de huidige opsluiting, incidenten (geregistreerd in SIDIS) tijdens vroegere en huidige opsluitingen.

De databank bevat in totaal 2244 beslissingen. De tabel bevat een overzicht per modaliteit en beslissing.

Tab.121. Beslissing per modaliteit

Modaliteit	Beslissing DDB			
	Weigering	Toekenning	Andere	Totaal
UVO	105	75	1	181
UV	632	519	13	1164
PV	684	200	15	899
Totaal	1421	794	29	2244

Op basis van de databank zijn volgende drie analyses gebeurd. Eerst is de doorstroom van aanvragen in kaart gebracht, vanaf het ogenblik dat een veroordeelde een vraag stelt tot en met de beslissing van DDB. Vervolgens is aan de hand van een multivariate test nagegaan of de beschikbare gegevens voorspellende waarde hebben voor de beslissing. Tot slot is aan de hand van een logistische regressie bekeken of kenmerken van de veroordeelde voorspellende waarde hebben voor de beslissing. Per veroordeelde is de eerste of enige beslissing geselecteerd. Daarbij wordt telkens een referentiewaarde vergeleken met andere waardes van dezelfde variabele. Hierna komen de belangrijkste resultaten aan bod.

Doorstroom van aanvragen. Per modaliteit is het tijdsverloop (in dagen) tussen elke onderscheiden stap in de procedure in kaart gebracht. De volgende stappen zitten in de procedure: vanaf de vraag van de veroordeelde tot en met het directieadvies, vanaf het directieadvies tot en met de ontvangst van het advies op DDB, envanaf de ontvangst op DDB tot en met de beslissing. Daarbij is telkens onderscheid gemaakt tussen de richting van het advies (positief en negatief) en de richting van de beslissing (positief, negatief en andere).

Opvallend zijn de *verschillen per modaliteit* (som van de medianen). Voor UVO bedraagt het totaal tussen 4 en 14,5 dagen. Voor UV varieert de doorstroom tussen 32 en 123 dagen. Bij PV gaat het over 79,5 tot 87dagen.

Vanuit een procesmatige focus valt vooral de *verloren tijd* op tussen het directieadvies en de ontvangst daarvan op DDB. De ontvangst van het advies op DDB is juridisch van belang: het geldt als de startdatum voor de wettelijke termijn waarbinnen DDB een beslissing moet nemen. Bij UVO gaat het vaak over een bezorging per fax, waarna het

dossier later per post in de gevangenis toekomt. Dit verklaart waarom directieadviezen bij UVO sneller op DDB toekomen dan in geval van UV en PV (de mediaan na een positief directieadvies bedraagt 1 dag, na een negatief directieadvies gaat het om 2,5 dagen). Bij UV gaat het om een mediaan van 5 dagen tussen het directieadvies en de datum dat het advies op DDB toekomt, ongeacht of het positief of negatief is. In het geval van PV komt een positief directieadvies in de helft van de gevallen na 5 dagen toe op DDB, na een negatief directieadvies is de mediaan 6 dagen.

Analyse op basis van de beslissing. Het directieadvies is de belangrijkste voorspellende variabele voor een beslissing van DDB. De zeer sterke samenhang tussen het directieadvies en de beslissing van DDB maakt het zelfs onmogelijk om het directieadvies als variabele op te nemen in de multivariate test. Wanneer het directieadvies negatief is, dan volgt bijna steeds een negatieve beslissing. In slechts één keer op een totaal van 824 aanvragen met een negatief directieadvies volgt een toekenning door DDB. Het gaat om een toekenning na een negatief advies voor PV, terwijl dezelfde veroordeelde tegelijkertijd op basis van een positief directieadvies een toekenning van UV krijgt. Is het directieadvies positief, dan volgt in 55,8% van alle aanvragen een toekenning. De toekenning verschilt naargelang de modaliteit. Na een positief directieadvies volgt bij een vraag voor UVO in 60,5% een toekenning door DDB, bij UV is dat 59,1% en bij PV bedraagt dat 47,6%.

Een logistische regressie is berekend met als afhankelijke variabele een beslissing tot toekenning of weigering door DDB. Alleen de beslissingen na een positief directieadvies zijn in de multivariate analyse opgenomen. Onafhankelijke variabelen in de test zijn: de modaliteit, de taalgroep, of de procedure verlengd is of niet, het niveau van de beslissing, de reële werktijd per beslissing en het type gevangenis. Deze analyse heeft betrekking op 1252 beslissingen. Vragen voor UV hebben 1,5 keer zoveel kans op een toekenning dan vragen voor PV. Ook de taal van de afhandeling speelt een rol: wanneer een Nederlandstalige afhandeling volgt, dan is er 1,9 keer zoveel kans op een toekenning dan bij een afhandeling door de Franstalige taalrol. In vergelijking met een beslissing door attachés, hebben beslissingen op een hoger beslissingsniveau (adviseur, adviseur-generaal en hoger) veel minder kans op een toekenning. Ook de reële werktijd van een attaché tot aan de beslissing speelt een rol bij de toekenning. Wanneer meer dan 3 uren gewerkt is aan een beslissing, dan geeft dat een veel lagere kans op toekenning dan in het geval er maximaal 2 uren aan een beslissing is gewerkt. In vergelijking met vragen vanuit een gesloten gevangenis hebben vragen vanuit een open inrichting 1,9 keer zoveel kans op een toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit. Kortom: de variabelen ‘type modaliteit’, ‘taalgroep’, ‘niveau van de beslissing’, ‘reële werktijd tot de beslissing’ en ‘type gevangenis’ leveren elk een onafhankelijke bijdrage bij de beslissing van DDB.

Analyse op basis van de veroordeelde. Telkens wordt per veroordeelde de eerste beslissing in de databank opgenomen. De 2244 beslissingen in de databank komen van in totaal 1609 veroordeelden.Slechts bij 1089 beslissingen gaat het om een veroordeelde voor wie DDB tijdens de periode van de dataverzameling één beslissing heeft genomen. 382 van 1609 veroordeelden vragen zowel UV als PV tijdens de dataverzamelingsperiode, de meest voorkomende combinatie na veroordeelden die enkel

UV of PV vragen.Ook bij deze berekening is er een sterke samenhang tussen het directieadvies en de beslissing door DDB.

Voor deze gegevens is een logistische regressie berekend. De positieve directieadviezen dienen daarbij als startpunt. De afhankelijke variabele is ook hier een positieve of negatieve beslissing door DDB. De onafhankelijke variabelen zijn: geslacht, leeftijd (in groepen), type gevangenis, strafcategorie, eerdere opsluitingen, opsluitingshistoriek, aantal vragen voor dezelfde modaliteit tijdens de huidige detentie, aantal modaliteiten ontvangen tijdens de huidige detentie, het aantal incidenten (geregistreerd in SIDIS), de taalgroep (van de gevangenis) en het strafrestant. De analyse heeft betrekking op 998 veroordeelden. In vergelijking met veroordeelden in een gesloten gevangenis hebben veroordeelden in een open inrichting 1,6 keer zoveel kans op een toekenning door DDB. Veroordeelden met een criminele straf hebben minder kans op een positieve beslissing door DDB dan diegenen met een andere strafcategorie. Zo heeft een veroordeelde met een totale correctionele gevangenisstraf van meer dan 10 jaar iets meer dan 2 keer zoveel kans op een toekenning dan een crimineel veroordeelde. Een veroordeelde met eerdere vragen voor dezelfde modaliteit tijdens de huidige opsluiting heeft minder kans op een toekenning dan iemand zonder eerdere vragen voor dezelfde modaliteit. Een veroordeelde die tijdens de huidige opsluiting eerdere modaliteiten heeft ontvangen, heeft meer kans op een toekenning. Zo heeft een veroordeelde met 1 à 5 ontvangen modaliteiten tijdens de huidige opsluiting 3,2 keer zoveel kans op een toekenning door DDB. Veroordeelden met geregistreerde incidenten hebben minder kans op een toekenning. Kortom: de variabelen ‘type gevangenis’, ‘strafcategorie’, ‘aantal vragen voor dezelfde modaliteit tijdens de huidige opsluiting’, ‘aantal modaliteiten ontvangen tijdens de huidige opsluiting’ en ‘incidenten’ leveren elk een onafhankelijke bijdrage bij de beslissing van DDB.

Algemene bevindingen

De lokale gevangenisdirecteurs en de attachés van de *Dienst Externe Rechtspositie* van de Directie Detentiebeheer bekleden verschillende posities binnen het besluitvormingsproces over de behandeling van aanvragen tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof waar ook specifieke wettelijke verplichtingen aan verbonden zijn. Naast die divergenties van structurele en organisatorische aard zijn tijdens het onderzoek ook nog een aantal andere divergenties duidelijk aan het licht gekomen.

Vooreerst bestaat er een divergentie voor wat de modaliteit en de aard van het uitgebrachte advies betreft. Uit de analyse van de databank blijkt namelijk dat aanvragen tot penitentiair verlof vaker verworpen worden dan aanvragen tot uitgaansvergunning. Verder wordt bij aanvragen tot uitgaansvergunning of penitentiair verlof waarvoor de directeur een gunstig advies uitbracht, ook vaker een andere beslissing genomen dan bij aanvragen waarvoor de directeur een negatief advies gaf.

In verband met de informatiebronnen kan men vaststellen dat de directeurs en attachés zich op een verschillend dossier baseren: directeurs beschikken over een dossier per

detentie en attachés over een dossier per gedetineerde. Bovendien nemen attachés hun beslissingen volgens een uitsluitend schriftelijke procedure, terwijl directeurs hun adviezen uitbrengen volgens een schriftelijke en mondelinge procedure. Een ander verschil heeft betrekking op de interne organisatie van de behandeling van aanvragen voor deze twee strafuitvoeringsmodaliteiten, zowel tussen lokale gevangenisdirecties als tussen de twee taalrollen van de *Dienst Externe Rechtspositie* van de Directie Detentiebeheer.

De methodologie voor de behandeling van aanvragen tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof verschilt tussen de lokale gevangenisdirecties en de Directie Detentiebeheer. De gevangenisdirecteurs beschikken niet over een gestandaardiseerde methodologie die werd uitgewerkt door het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen. Toch verklaart 68% van de directeurs die de vragenlijst van het onderzoeksteam hebben beantwoord, dat ze zich baseren op grote richtlijnen of een analyseschema (in de loop der jaren uitgewerkt op basis van wettelijke voorschriften en eigen ervaring) wanneer ze het dossier onderzoeken en hun advies opstellen. Er zijn dus bijna evenveel verschillende werkwijzen als er directeurs zijn. De attachés van de *Dienst Externe Rechtspositie* van de Directie Detentiebeheer baseren zich op een gemeenschappelijk referentiedocument, een methodologische nota die binnen de dienst is uitgewerkt. Er blijkt echter dat *in fine* iedereen binnen dat kader een eigen benadering ontwikkelt.

De lokale gevangenisdirecties en de Directie Detentiebeheer beschikken voorts over een verschillend model (of standaardformulier) voor de opmaak van adviezen en beslissingen. Het model (of standaardformulier) waarop de lokale gevangenisdirecties zich baseren, is hetzelfde voor het hele land, terwijl het model van de Directie Detentiebeheer verschilt naargelang taalrol. Een formeel verschil dat volgens ons inhoudelijke gevolgen kan hebben.

Uit het onderzoek van de adviezen en beslissingen blijkt dat de respectieve analyse ervan verschilt. We hebben te maken met twee verschillende soorten analyse waarbij elk eigen argumenten zal aanhalen die al dan niet expliciet gelinkt worden aan één van de wettelijke contra-indicaties. Het advies en de beslissing bevatten namelijk zelden gemeenschappelijke argumenten. Met andere woorden, op inhoudelijk vlak hebben de divergenties tussen adviezen en beslissingen minder te maken met een verschillend gebruik van eenzelfde argument bij het onderzoek van een of meerdere contra-indicaties dan met een verschillende analyse van de aanvraag.

Tot slot kan ook nog worden gewezen op de verschillen in opvatting tussen directeurs en attachés bij de toekenning van strafuitvoeringsmodaliteiten. Deze komt tot uiting in de perceptie die de directeurs hebben van de houding van de attachés bij de behandeling van aanvragen tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof (“streng” en “zeer streng”) en, omgekeerd, in de perceptie die de attachés hebben van de houding van de directeurs (“soepel” en “zeer soepel”).

Beperkingen van het onderzoek

Elk onderzoek heeft beperkingen die een invloed hebben op de resultaten. Dit onderzoek ontsnapt daar niet aan. Bij de resultaten in dit onderzoek dienen volgende kanttekeningen, limieten en beperkingen in acht genomen te worden.

Ten eerste betreft het een onderzoek van één jaar met twee onderzoekers die elk halftime op het project gewerkt hebben. De literatuurstudie van dit onderzoek is zeer beperkt gebleven, voornamelijk toegespitst op het formele kader en een korte exploratie van literatuur over besluitvorming en uitgaansvergunningen en penitentiaire verloven.

De nadruk van het onderzoek ligt op beschrijving en exploratie van de procesmatige aspecten van een praktijk, minder op verklaringen. Er is ingegaan op de laatste beslissing en het laatste directieadvies, niet op de ganse historiek en detentietrajecten van veroordeelden, noch op de tussenkomst van de PSD. Ook de veroordeelden zelf zijn in deze studie niet rechtstreeks aan bod gekomen. Het onderzoek gaat hoofdzakelijk in op divergenties tussen adviezen en beslissingen, niet op gelijkenissen en overeenkomsten.

De dataverzameling vond plaats tijdens een periode die niet echt ideaal was. Tijdens de dataverzamelingsperiode verhuisde de centrale administratie van DG EPI naar een andere locatie. Bovendien gebeurde een groot deel van de dataverzameling tijdens de zomermaanden, tijdens de verlofperiodes van attachés en directeurs. Dit heeft een invloed gehad op de dataverzameling, onder meer bij de beantwoording van vragenlijsten. Niettemin kunnen we als onderzoekers terugblikken op een vlotte en bereidwillige medewerking van personeel bij DDB en in de gevangenissen.

Voor de databank is voornamelijk gebruik gemaakt van SIDIS-Griffie, naast gegevens die wekelijks door attachés van DDB bezorgd zijn. De data in deze databank blijven beperkt door het aantal variabelen dat in SIDIS-Griffie beschikbaar is en door de kwaliteit van hun registratie. Ook de gegevens die attachés meegedeeld hebben, zijn het basismateriaal voor de analyse. Er is op voorhand aan attachés toegelicht wat de bedoeling van de registratie in Excel was en hoe de variabelen dienden te worden geregistreerd, doch dit sluit niet uit dat er mogelijke codeerfouten zijn gemaakt.

In termen van veralgemeenbaarheid en representativiteit moet met veel voorzichtigheid naar dit onderzoek gekeken worden. Op basis van beschikbare jaarcijfers van het aantal beslissingen op DDB komt de databank weliswaar ongeveer overeen met ¼ van alle beslissingen tijdens een jaar, maar dat volstaat niet om te kunnen spreken van veralgemeenbaarheid. Wat de dossiers en vragenlijsten betreffen, dient vooral gewezen te worden op de zeer korte tijdsperiode waarbinnen deze data zijn verzameld. Hetzelfde geldt voor de ontwikkeling van de surveys. Meer tijd had kunnen zorgen voor een betere methodologische aanscherping van de vragenlijst, met onder meer een validering van de vragen in een testbevraging. Aangezien de nadruk lag op divergenties, zijn meer dossiers met een advies en een verschillende beslissing geselecteerd. Het spreekt voor zich dat het criterium van de representativiteit geen richtinggevend principe was. Hetzelfde met de veralgemeenbaarheid: het gaat hier over een selectie van 200 adviezen en beslissingen

waarbij de verdeelsleutel van 80% divergente en 20% convergente dossiers gehandhaafd is.

Suggesties en aanbevelingen

Aanbevelingen en suggesties vanuit het terrein

In hun antwoorden op de vragenlijst hebben zowel de directeurs als de attachés een groot aantal uiteenlopende wijzigingen voorgesteld met betrekking tot de huidige organisatie van de behandeling van aanvragen tot uitgaansvergunning en penitentiair verlof (cf. bijlage IV en V). Sommige voorstellen komen echter vaker terug dan andere. We sommen ze op, beginnend met de voorstellen die het vaakst werden vermeld. We presenteren enkel de voorstellen die minstens tweemaal werden gedaan.

Onder de voorstellen van de directeurs vinden we: de concentratie van beslissingsbevoegdheid over de strafuitvoering bij de rechterlijke macht (strafuitvoeringsrechtbank of strafuitvoeringsrechter), de overdracht van de beslissingsbevoegdheid naar lokale gevangenisdirecteurs in een aantal vooraf bepaalde gevallen (bijvoorbeeld voor dossiers van gedetineerden veroordeeld tot een gevangenisstraf van drie jaar of minder), een meer systematische toekenning van penitentiair verlof (en zelfs uitgaansvergunningen) teneinde de geest van de wet te respecteren, de systematische aanwezigheid van slachtofferfiches in het dossier, en meer frequente contacten tussen lokale gevangenisdirecties en de Directie Detentiebeheer.

Bij de voorstellen van de attachés onthouden we: de verlenging van de termijn van 14werkdagen, de invoering van een intermediaire termijn om te antwoorden op vragen tot bijkomende informatie, de invoering van een ontvankelijkheidscriterium in verband met de graad van volledigheid van het dossier, en een meer nauwkeurige omschrijving van de toelaatbaarheidscriteria voor toekenning van een occasionele uitgaansvergunning.

Aanbevelingen van het onderzoekteam

- ➔ *Problematiseren van de behandeling van negatieve adviezen*. De zeer determinerende impact van een negatief directieadvies zou op één of andere manier moeten aangepakt worden. Dit is niet voor de hand liggend, want elke wijziging houdt een belangrijke keuze in. De belangrijkste vraag die beleidsmatig en formeel dient te worden gesteld, is misleidend eenvoudig: moet DDB negatieve directieadviezen formeel nog blijven behandelen? Indien het antwoord daarop affirmatief is, dan kan gedacht worden aan een soort ‘beroepsprocedure’: na een vast te leggen aantal negatieve directieadviezen (bvb 3) dient een attaché van DDB over te gaan tot een grondig onderzoek van het dossier. Op deze wijze kan een toekenning volgen na een negatief directieadvies (tegengaan van ‘vals negatieven’). Op het eerste gezicht lijkt dat zeer eenvoudig, maar het is maar de vraag in welke mate de wetgever zich bij een dergelijke keuze niet over de ganse procedure dient te herbezinnen en daarmee de deur opnieuw opent voor een

normatieve discussie over UVO, UV en PV en de daarbij horende besluitvorming, inclusief of de beslissing uiteindelijk toebehoort aan de rechterlijke dan wel aan de uitvoerende macht.

➔ *Een soepelere doorstroom via informaticatoepassingen*. De postbezorging van directieadviezen maakt dat een bijkomende vertraging in de dossierafhandeling optreedt. Al snel is een directieadvies meerdere dagen onderweg. Een gedeelde site waarbij directieadviezen beveiligd kunnen geüpload worden, zodanig dat ze meteen toegankelijk zijn voor DDB, zou al snel een procesmatige winst opleveren. Dit houdt verband met de informatisering van het ganse dossier van een veroordeelde, maar hangt daar niet onlosmakelijk mee samen. Een andere (voorlopige) optie is het bezorgen per mail, zodanig dat het directieadvies meteen beschikbaar is op DDB.

➔ *Gevalsbesprekingen in groep binnen DDB*. Wanneer een veroordeelde een nader te bepalen aantal beslissingen tot weigering heeft, is het een piste om een volgende aanvraag voor een modaliteit (of uitsluitend dezelfde modaliteit als de weigeringsbeslissingen) systematisch met meerdere attachés te bespreken. Hoewel er veel informele communicatie is op DDB, kan het opzetten van dergelijke besprekingen leiden tot nieuwe inzichten, eventueel tot het 'deblokkeren' van een dossier, tot bepaalde vereisten waaraan moet voldaan worden vooraleer toch tot toekenning te kunnen overgaan. Een dergelijke officieuze beroepsprocedure kan daarnaast ook de onderlinge uitwisseling van eigen expertises van elk van de attachés bevorderen.

➔ *Meer uniformiteit bij directieadviezen* (de inputzijde van het beslissingsproces). Analoog aan de interne nota waarover DDB (sinds begin 2012) beschikt en die de methodologie bespreekt, is het zinvol om voor directieadviezen ook na te denken over *meer uniformiteit*in de opmaak van directieadviezen, zowel op het niveau van de strafinrichting (dus: tussen directeurs in de gevangenissen waar daarover geen expliciete afspraken bestaan) en tussen inrichtingen onderling.

➔ *Harmonisering binnen DDB* (harmonisering tussen beide taalrollen). Dit betreft onder meer het gebruik van een gedeeld sjabloon met gemakkelijk aanpasbare standaardformuleringen over de finaliteit, de toelaatbaarheid, de gevraagde modaliteit, de contra-indicaties, maar ook het gegeven dat een adviseur een snelle toetsing kan doen van beslissingsvoorstellen van een attaché.

➔ *Het structureren en vergroten van de interactie tussen directieadviezen en beslissingen van DDB*. Het is opvallend hoe zelden directieadviezen en beslissingen van DDB op dezelfde argumenten ingaan en, meer algemeen, met elkaar in onderlinge communicatie treden. Dit komt neer op twee actoren die elk discretionair binnen nog zeer ruime marges tot hun eigen inschatting van een aanvraag voor een modaliteit komen. Om hieraan op korte(re) termijn tegemoet te komen, kan bepaald worden welke bronnen bij welke argumenten door beide actoren dienen gebruikt te worden. In beginsel kan de methodologische nota van

DDB aan alle gevangenisdirecties bezorgd worden, zodanig dat directies meer zicht hebben op hoe DDB te werk gaat. Meer structureren in adviezen en beslissingen draagt bij tot een meer gedeeld referentiekader, met gedeelde ijkpunten die sturend kunnen zijn bij een beslissing. Het vergroten van de onderlinge interactie (structurering in het gebruik van argumenten en bronnen) kan ook de feedback naar veroordeelden ten goede komen.

Op langere termijn: *van proces naar resultaat*

Dit onderzoek focust op procesmatige aspecten en op de interactie tussen directieadviezen en beslissingen van DDB. De focus ligt dus op het procesmatige (*process*), niet op uitkomsten of resultaten (*outcomes*). Wanneer gezocht wordt naar meer onderlinge afstemming, structuur in de aanpak of formulering van directeurs of attachés op DDB, dan zegt dat op zich niks over de validiteit van de argumenten. Op langere termijn is het de vraag of niet dient overgegaan te worden naar een wetenschappelijke evaluatie van *outcomes*, waarbij een groot aantal dossiers met mislukte en goed lopende/gelopen modaliteiten bestudeerd wordt en leidt tot de identificatie van concrete aanwijzingen voor mislukking of ‘succes’, eventueel tot bepaalde criteria of zelfs tot een instrument voor besluitvorming. Een dergelijke lijst kan bijdragen tot het verder objectiveren van de praktijk en zal concrete kapstokken aanleveren voor besluitvorming (zowel adviesverlening als de uiteindelijke beslissing). Een objectivering van criteria of argumenten heeft ook gevolgen voor de aanspreekbaarheid op en verantwoordelijkheid voor beslissingen (accountability).

CONCLUSIONS/SYNTHESE

Contexte de la recherche

A la fin de l'année 2011, la Direction générale des établissements pénitentiaires (DG EPI) a demandé à l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) d'effectuer une recherche sur le processus décisionnel relatif aux modalités d'exécution de la peine qui sont accordées par l'administration pénitentiaire. Alimentées par la pratique, des questions ont émergé au sein de la DG EPI à propos de certains aspects de la procédure, au sujet notamment du nombre relativement grand de divergences observées entre, d'une part, les avis émis par des directions pénitentiaires locales à l'égard d'une demande de permission de sortie occasionnelle ou périodique ou d'une demande de congé pénitentiaire et, d'autre part, les décisions finales prises par la Direction Gestion de la détention (DGD). La DG EPI et l'INCC se sont ainsi accordés sur un projet de recherche dont le titre est : "Analyse des processus de travail de la Direction Gestion de la détention et des directions pénitentiaires locales dans le cadre de la formulation d'avis et de la prise de décisions en matière de modalités d'exécution des peines". Au cours des discussions, les questions de recherche ont été identifiées. La recherche a débuté le 1er mars 2012 et s'est terminée le 28 février 2013. Pendant une année, un chercheur néerlandophone et un chercheur francophone ont travaillé à mi-temps sur ce projet.

Questions et objet de la recherche

Deux questions centrales ont été identifiées dans le cadre de l'accord :

Question 1 :

Comment et sur quelle base les directions de prison ainsi que la Direction Gestion de la détention rendent-elles respectivement leurs avis et leurs décisions dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ; en particulier les permissions de sortie et les congés pénitentiaires ? Plus particulièrement, quels éléments sont considérés comme essentiels et pris en compte pour évaluer la recevabilité de la demande ou de l'avis ainsi que les contre-indications prévues par la loi (à analyser selon le type de modalité, l'objet de la demande, la catégorie du délit, le profil du détenu, ...) ?

Question 2 :

Dans quelle(s) mesure(s) y-a-t'il des divergences entre les avis des directions pénitentiaires locales et les décisions de la Direction Gestion de la détention et comment peut-on expliquer ces résultats divergents ?

L'accord détermine aussi les objectifs plus larges de la recherche : celle-ci devait rendre plus transparent les processus d'élaboration des avis et décisions à travers la confrontation des méthodes de travail respectives et des points de vue de chacun et formuler

éventuellement des conseils et des propositions visant à l'amélioration des méthodes de travail.

La recherche ne pouvait toutefois pas consister en un jugement de valeur des méthodes auxquelles recourent les uns et les autres, mais plutôt en une description du processus décisionnel. Elle n'était pas non plus orientée vers le développement d'un instrument de prédiction en matière d'octroi de permission de sortie et de congé pénitentiaire. En revanche, elle devait faire apparaître autant que possible la vision des différents acteurs en la matière.

L'accord conclu entre la DG EPI et l'INCC précise que la recherche procèdera à une analyse documentaire et à une exploration du terrain ainsi qu'à un examen de dossiers et à des entretiens avec les acteurs concernés.

Méthodes et récolte des données

La recherche se veut avant tout *descriptive* et *exploratoire*. Il s'agit par une approche du terrain d'examiner le processus décisionnel relatif aux congés pénitentiaires et aux permissions de sortie.

Quatre méthodes de récolte des données ont été mobilisées. Chaque méthode visait à constituer un matériel empirique susceptible de répondre à l'une des deux, voire aux deux questions de recherche. Il s'agissait de rassembler, par des voies différentes, des informations sur la procédure, le processus décisionnel et les acteurs concernés, sans que l'on puisse pour autant parler d'une triangulation des méthodes au sens strict. Ces méthodes se complètent l'une l'autre bien plus qu'elles ne se recouvrent. Les données rassemblées sont :

1- Des entretiens auprès d'acteurs-clés. Le but de ces entretiens était d'acquérir une meilleure connaissance et une meilleure compréhension du processus décisionnel et des pratiques concernés par l'objet de la recherche. Le conseiller-général et les deux conseillers de la DGD ont été interviewés, de même que le conseiller-général de la cellule planning stratégique et program management office (PMO), le conseiller-général du Service psychosocial central et le directeur-général de la DG EPI, ainsi que la collaboratrice néerlandophone pour le secteur pénitentiaire de la cellule stratégique du Ministre de la Justice. Au total, plus de 9 heures d'entretien ont été réalisées.

2- Une sélection de 200 décisions et avis pour lesquels 100 brefs entretiens de suivi ont été réalisés auprès de l'attaché qui a pris la décision et auxquels il faut ajouter quelques entretiens de suivi avec le directeur de prison qui a écrit l'avis correspondant (13 cas). La sélection de ces dossiers s'est faite selon une clé de répartition : 100 dossiers francophones et 100 dossiers néerlandophones, chacune des deux catégories rassemble 80 décisions qui divergent de l'avis de la direction, environ 10 décisions négatives qui suivent un avis négatif et environ 10 décisions positives qui suivent un avis positif de la direction.

3- Une enquête menée auprès de tous les chefs d'établissement, de tous les directeurs qui, selon les chefs d'établissement, écrivent des avis et de tous les attachés de la DGD (Statut juridique externe). Cette enquête s'est déroulée sur la base d'un questionnaire. 33 chefs d'établissement (100%), 54 des 102 directeurs qui rédigent des avis relatifs à des permissions de sortie occasionnelles (PSO), des permissions de sortie (PS) et des congés pénitentiaires (CP) (52,9 %) et 19 des 21 attachés de la DGD ont renvoyé leur questionnaire complété.

4- La constitution d'une base de données comportant l'ensemble des décisions prises à la DGD pendant une période de 3 mois. Cette base de données, élaborée par les chercheurs, reprend toutes les décisions prises entre le 1er juin et le 31 août 2012 inclus. La base de données rend possible l'objectivation des décisions et des avis, du moins pour ce qui concerne la période de récolte des données. Il s'agit au total de 2244 décisions prises par la DGD.

L'information tirée des entretiens avec les acteurs-clés est mobilisée tout au long du rapport. Les autres données sont traitées dans des chapitres distincts. Un chapitre est ainsi consacré aux avis de directions et aux décisions de la DGD (Chapitre V), un autre aux perceptions des directeurs et attachés (Chapitre VI) et un autre encore dans lequel des statistiques descriptives offrent une image plus objective des décisions (Chapitre VII).

Analyse de dossiers et entretiens de suivi

Cette partie de la recherche visait à examiner plus en détail les échanges et les interactions entourant les avis des directions et les décisions de la DGD. Au total, 200 décisions et avis correspondants ont été sélectionnés en vue d'une analyse plus poussée. Un seul cas n'a finalement pas pu être repris dans l'analyse. 80 % de toutes les décisions sélectionnées divergent de l'avis de la direction ; pour les 20 % restants, la décision de la DGD, en accord avec l'avis de la direction, est positive pour 10 % et négative pour 10 %. Les 100 entretiens de suivi réalisés avec des attachés de la DGD visent quant à eux à approfondir les considérations qui les ont menés à prendre une décision différente de l'avis de la direction pénitentiaire. 13 décisions ont également fait l'objet d'une discussion avec le directeur ayant émis l'avis.

Un premier point ayant retenu notre attention dans l'analyse des dossiers concernait la méthode d'élaboration d'un avis ou d'une décision. Depuis début de l'année 2012, la DGD dispose d'une note interne qui précise la manière de procéder au traitement de la demande, les points importants à prendre en considération ainsi que les sources et autres données utiles à l'élaboration des décisions. Les entretiens avec les attachés ont permis de mieux visualiser la manière dont cette méthodologie est concrètement mise en œuvre au sein de la DGD dans le cadre de sa prise de décisions. L'information rassemblée montre que les attachés abordent les dossiers en suivant un même fil conducteur, mais que chacun y met des accents spécifiques, a ses propres points d'intérêt et marque ainsi le processus décisionnel d'un cachet personnel. Parmi les autres éléments qui jouent un rôle important dans l'élaboration d'une décision, citons : la situation judiciaire actualisée du détenu dans le cadre de sa détention, les décisions précédentes de la DGD et du Tribunal d'application

des peines (TAP), le fait de savoir si (au cours de l'incarcération actuelle) le condamné a déjà obtenu des modalités ainsi que le type de modalité sollicitée auprès de la DGD. Le rapport psychosocial est par ailleurs considéré comme la (l'une des) source(s) la (les) plus importante(s), même s'il n'est pas en principe indispensable pour prendre une décision.

Les membres des directions pénitentiaires locales ont expliqué la manière dont ils procédaient à la rédaction de leurs avis dans leur réponse au questionnaire. Nous avons également abordé cet aspect avec les directeurs que nous avons rencontrés lors des entretiens de suivi. Il n'existe aucune méthodologie standardisée au niveau de l'administration pénitentiaire centrale qui permet d'éclairer les directeurs locaux sur la manière de rédiger leurs avis (contrairement à ce qui existe au sein de la DGD). L'examen des questionnaires des directeurs montre que les manières de procéder diffèrent entre les prisons ainsi qu'entre directeurs d'une même prison. En effet, les déclarations des directeurs travaillant dans un même établissement font état de différences au niveau de leur approche respective. En outre, certains directeurs ont signalé que le temps réservé à l'écriture des avis était relativement restreint. Les entretiens de suivi réalisés auprès des directeurs ont montré que les avis (du moins dans les établissements où il y a eu des entretiens de suivi) sont souvent réalisés en collaboration étroite avec le Service psychosocial, et précédés de tout un processus préalable au terme duquel l'avis proprement dit constitue un produit final interne.

La dimension formelle des avis des directions pénitentiaires locales et des décisions de la DGD a aussi été examinée avec précision. Tous les avis, francophones et néerlandophones, sont rédigés selon un même formulaire standard dans lequel des parties distinctes ont été prévues pour indiquer les informations « administratives » (peine, faits, droit de séjour, date d'admissibilité), l'exposé de la demande du condamné (l'objet), l'évaluation des trois contre-indications et l'avis motivé d'un directeur. Pour les décisions de la DGD, il existe également un formulaire standard, toutefois il n'est pas structuré de la même manière que celui relatif aux avis des directeurs ; et il diffère également entre les deux groupes linguistiques de la DGD. Du côté néerlandophone, on utilise un formulaire qui comporte des questions standards facilement adaptables en fonction de la modalité, l'objet de la demande, l'éventuel problème de concordance de la finalité avec les dispositions légales, l'admissibilité à la modalité demandée et les trois contre-indications. Du côté francophone, on utilise également un formulaire mais celui-ci ne reprend pas ces questions standards relatives à la finalité, aux conditions de temps ou encore à la mention explicite des contre-indications légales.

Pour ce qui est du contenu, tous les arguments soutenant les 199 avis des directeurs locaux et décisions de la DGD sélectionnés ont été répertoriés, à l'aide d'un schéma de codage, puis comparés entre eux. L'attention a ensuite été focalisée sur 6 cas pour lesquels nous disposions d'un entretien de suivi avec le directeur ayant rendu l'avis et l'attaché ayant pris la décision. Ces "discussions de cas" donnent plus de relief à la relation qui existe entre l'avis de la direction et la décision de la DGD. Ci-dessous, on trouvera d'abord quelques constatations issues de l'analyse des 199 avis et décisions. Ces observations ne concernent que les 199 avis et décisions, il ne faut dès lors pas perdre de vue le critère ayant présidé à leur sélection : en effet, 80 % des décisions divergent de l'avis de la direction, ce qui interdit la généralisation pure et simple de ces observations à

l'ensemble des décisions. Celles-ci fournissent cependant un éclairage intéressant sur le champ de tension qui existe entre certaines directions et la DGD.

Une première observation frappante concerne la différence d'approche entre les directeurs et les attachés de la DGD. Celle-ci ressort particulièrement de l'examen des contre-indications réalisé au niveau des avis des directions et des décisions de la DGD. Ceux-ci mentionnent rarement le même nombre de contre-indications. Dans 192 des 199 avis émis par les directions, on observe la présence d'arguments relatifs aux trois contre-indications, alors que ce n'est le cas que pour 23 décisions sur 199. Chaque élément d'appréciation distinct, qu'il soit positif ou négatif ou même sans orientation (p.ex. une donnée factuelle), a été repris comme argument. En tant qu'instance de décision, la DGD semble plus se concentrer sur l'examen des contre-indications qui présentent (encore) un problème, alors que, chez les directeurs, on signale aussi, ne fut-ce que brièvement, ce dont on dispose comme information (ou ce dont on ne dispose pas) concernant les contre-indications qui, selon eux, ne présentent aucun problème. Les membres des directions font donc le point pour chaque contre-indication, la DGD ne le fait pas (ou, à tout le moins, rien n'indique dans le matériel rassemblé qu'elle le ferait).

Une deuxième observation frappante est liée à la première. Si on compare entre eux les arguments contenus dans un avis de la direction et une décision de la DGD, on constate de grandes différences. Dans moins de 10 % des 199 avis et décisions, un même nombre d'arguments par contre-indication est avancé. De plus, dans une décision, on traite rarement tous les arguments avancés dans un avis. Les avis contiennent en général plus d'arguments différents, la motivation de l'avis est basée sur des éléments positifs et négatifs (arguments *à charge* et *à décharge*). Ce qui est une première différence avec la DGD, où l'accent est mis principalement sur des éléments négatifs. Les arguments positifs sont pratiquement absents des décisions : la médiane relative au nombre d'arguments positifs des décisions est toujours nulle (ou 0,5), dans chaque groupe linguistique, pour chacune des trois modalités (PSO, PS et CP), tandis que, pour les avis des directeurs, elle se situe entre 5,5 et 7 pour l'ensemble des modalités. Les avis contiennent plus d'arguments, tant statiques (p.ex. gravité des faits, antécédents judiciaires) que dynamiques (principalement en rapport avec le programme de reclassement), que les décisions de la DGD. Il ressort de la comparaison des 199 avis et décisions qu'il s'agit d'analyses distinctes. Alors que les avis des directeurs donnent un aperçu (plus) complet de la demande du condamné et de sa situation actuelle, les décisions de la DGD envisagent principalement d'éventuels aspects problématiques et des éléments négatifs.

Pour proposer un meilleur aperçu des décisions et avis, nous avons examiné à part 6 demandes de condamnés en reprenant à chaque fois brièvement leur situation ainsi que la position du Service psychosocial par rapport à leur demande, une discussion de l'avis du directeur et de la décision de la DGD ainsi que de leur interaction et, enfin, quelques informations complémentaires issues des entretiens de suivi avec les directeurs et les attachés. Dans chaque cas, un ou plusieurs thèmes ont été identifiés, lesquels soulèvent des questions. La liste des thèmes n'est pas exhaustive, mais montre simplement que l'approche casuistique peut amener de nombreuses questions, auxquelles la DGD et les

directeurs ne donnent pas forcément les mêmes réponses. Les cas discutés permettent de mettre à l'avant-plan, entre autres, les thèmes suivants : la demande de modalités dans le cas d'une fin de peine proche, l'impact de l'incertitude sur les projets du condamné, la responsabilité du décideur final (évidente, à cause du "risque" que des faits nouveaux soient commis pendant une sortie), le champ de tension qui sépare l'attention portée au passé de l'intérêt pour le futur (avec une attention plus soutenue aux éléments statiques qu'aux éléments dynamiques), l'interaction entre la DGD et le TAP, l'impact d'une décision de la DGD sur les possibilités de travail en détention avec un condamné, la logique de progressivité qui demeure chez les directeurs et les attachés, le comportement en détention comme argument ou indicateur dans l'évaluation des contre-indications, la reconnaissance des faits par le condamné, la communication entre un directeur et un attaché (et la relation de travail sous-jacente), le dilemme de l'information (quel volume d'information doit être considéré comme suffisant ?), la procédure de traitement et la technique de profilage qui naît à propos d'un condamné. Chacun de ces thèmes soulève des questions ouvertes et, selon le cas qui est discuté, des réponses différentes de la part des directeurs et des attachés. En résumé : ces 6 cas (présentant tous des divergences entre avis et décision) donnent plus de contenu au traitement plutôt formel (et quantitatif) des arguments.

De l'analyse des 199 avis et décisions, il ressort que les avis des directions et les décisions de la DGD constituent deux analyses différentes, relativement indépendantes l'une de l'autre, d'un même dossier et d'une même demande.

Perceptions des directeurs et attachés de la DGD

L'objectif poursuivi par les questionnaires était d'enrichir l'étude du processus décisionnel relatif au traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire en accordant une attention particulière aux points de vue des directeurs de prison et des attachés du service *Statut juridique externe* de la Direction Gestion de la détention. Les réponses aux questions fermées de chaque questionnaire ont été codées et analysées descriptivement au moyen du programme statistique SPSS tandis que les réponses aux questions ouvertes ont, quant à elles, été traitées distinctement.

L'analyse des réponses a permis d'aboutir à des résultats intéressants par rapport aux deux questions principales de la recherche. Leur portée reste toutefois limitée étant donné qu'une partie seulement des questionnaires nous a été retournée et que le nombre de répondants peut parfois varier d'une question à l'autre. Par ailleurs, il convient de rester prudent au niveau de l'interprétation de quelques-uns des résultats en raison de la dispersion comme de la nature de certaines réponses. En considération de ces deux limites et afin de rester succinct dans le cadre de cette synthèse, nous ne retiendrons ici que les résultats ayant fait l'objet du plus grand nombre de réponses (min. 90%) et dont l'interprétation est dénuée d'ambigüités.

Les premiers résultats qui nous paraissent utiles de mentionner concernent les sources d'information que mobilisent les directeurs et les attachés dans l'élaboration respective de leurs avis et décisions.

Le dossier sur lequel s'appuient les directeurs et les attachés est différent, les premiers disposent d'un dossier par détention tandis que les seconds disposent d'un dossier par détenu. Toutefois, les sources d'information les plus fréquemment mentionnées par les directeurs et les attachés pour élaborer leurs avis et décisions relatifs à une demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire sont analogues (fiche d'écrou, rapport psychosocial, exposé des faits, jugements et arrêts). Ce qui est en revanche étonnant à l'analyse des questionnaires, c'est la faible évocation de part et d'autre de sources (décisions antérieures de la Direction Gestion de la détention, programme « Greffe », fiches victimes) qui paraissent *a priori* déterminantes dans l'élaboration des avis et décisions. Bien que ces sources soient peu évoquées dans le cadre du questionnaire, il est difficile d'en déduire pour autant qu'elles soient effectivement peu mobilisées. En effet, ces constatations doivent être relativisées avec les informations provenant des entretiens de suivi où les acteurs déclarent utiliser régulièrement certaines de ces sources dans le traitement des demandes.

Quelques résultats complémentaires doivent être apportés à propos du rapport psychosocial en raison du rôle déterminant que lui reconnaissent les différents acteurs.

Conformément à la circulaire ministérielle n°1794 qui indique que le rapport du service psychosocial est une source d'information facultative pour la rédaction des avis, les directeurs confirment que celui-ci n'est pas toujours nécessaire. Son opportunité, déclarent-ils, serait généralement appréciée en concertation avec le service psychosocial en fonction du type de modalité sollicitée, de la durée de la peine ou encore de la nature des faits. Dans le cadre du questionnaire, il était demandé aux directeurs d'indiquer, sur l'ensemble des premières demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire introduites, le pourcentage de cas où ils sollicitent une expertise du service psychosocial. Il appert que les réponses obtenues dissonent quelque peu par rapport à leurs déclarations. En effet, les pourcentages s'avèrent particulièrement élevés tant pour les demandes de permissions de sortie (moyenne: 93,72% ; médiane: 100%) que pour les demandes de congé pénitentiaire (moyenne: 88,89% ; médiane: 99%).

Ces chiffres tendent à venir soutenir l'hypothèse d'une anticipation de la part des directeurs de l'attitude de la Direction Gestion de la détention au sens où celle-ci aurait tendance à rejeter le plus souvent les demandes pour lesquelles elle ne dispose pas d'un rapport psychosocial circonstancié. Il nous semble dès lors que deux fonctions au moins pourraient être attribuées au rapport psychosocial : celle tout d'abord d'informer sur le condamné et son évolution en détention et, ensuite, celle de certifier l'avis du directeur au sens où le rapport psychosocial assurerait à la Direction Gestion de la détention que le directeur émet bien son avis sur la base d'éléments tangibles.

Si le rapport psychosocial n'est pas la seule source d'information importante pour les attachés, il occupe une place centrale dans le processus décisionnel d'octroi des

permissions de sortie et des congés pénitentiaires. Toutefois, le volume comme la technicité de ce type de rapport peuvent rapidement rendre son analyse laborieuse. La multiplicité d'informations qu'il comporte étant organisée sous différentes rubriques, l'équipe de recherche a ainsi demandé aux attachés de classer les éléments du rapport psychosocial par ordre d'importance afin de pouvoir apprécier plus précisément quels sont pour eux les éléments d'information qui participent à l'élaboration de leur décision. Il leur était ensuite demandé de préciser quels éléments d'information étaient pour eux indispensables pour prendre leur décision.

On retiendra que l'évaluation du risque de récidive est renseignée comme étant l'élément d'information du rapport psychosocial le plus important pour l'élaboration des décisions relatives à une demande de permission de sortie ainsi qu'à une demande de congé pénitentiaire. La personnalité et la criminogenèse sont pour leur part considérées ex-æquo comme étant le second élément d'information du rapport psychosocial le plus important pour l'élaboration des décisions relatives à ces deux modalités. A l'exception de l'anamnèse, tous les autres éléments d'information du rapport psychosocial sont considérés comme indispensables par la majorité des attachés dans l'élaboration de leurs décisions relatives à une demande de permission de sortie et de congé pénitentiaire.

Un autre résultat qu'il importe de relever a trait à la différence de conception au niveau de l'octroi des modalités d'exécution de la peine entre les directeurs et les attachés, laquelle se traduit à travers la perception des directeurs à l'égard de l'attitude des attachés dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (« sévère » et « très sévère »), et inversement, celle des attachés à l'égard de l'attitude des directeurs (« souple » et « très souple »). Ce résultat est interpellant étant donné la polarisation particulièrement prononcée des positions. Celle-ci témoigne, nous semble-t-il, du manque de communication entre les directeurs et les attachés, lequel tend à figer les représentations des uns à l'égard des autres. Au vu du domaine concerné, il est fondamental de favoriser un climat de confiance qui soit propice à la collaboration, lequel requiert en première instance la reconnaissance mutuelle du travail de chacun. Chacun aurait à gagner à ce que les directeurs et les attachés puissent se rencontrer et/ou échanger plus régulièrement en vue d'apprendre à mieux connaître les pratiques des uns et des autres et d'éviter autant que possible le développement de stratégies délétères.

Enfin, notons également, lors des entretiens de suivi, le discours critique de certains attachés à l'égard des décisions négatives répétées du cabinet dans certains des dossiers qu'il lui était soumis. En effet, la teneur de leur discours était en tout point semblable à celui des directeurs considérant l'attitude des attachés comme « sévère ». Bien que la motivation des décisions du cabinet et celle des attachés soient sans commune mesure, il nous semble en revanche, au regard des critiques formulées, que l'enjeu à l'égard du décideur soit similaire. Ces critiques nous paraissent néanmoins moins liées aux personnes ou à la position de ces personnes dans le processus décisionnel qu'au pouvoir discrétionnaire qu'elles exercent dans le cadre du processus étudié. On peut retenir deux critiques communes à l'encontre de la manière dont le décideur exerce son pouvoir discrétionnaire : le manque de transparence au niveau des critères de décision et l'absence de perspective de travail que laissent entrapercevoir ces décisions négatives

répétées (vers où va-t-on dans ce dossier et comment allons-nous procéder ?). Plus fondamentalement, ce qu'on retrouve à nouveau, en filigrane, c'est une même impression, un même ressentiment de non reconnaissance et de dévalorisation du travail accompli.

Chiffres relatifs à des décisions de la DGD

Pendant une période de 3 mois (du 1er juin au 31 août inclus), des attachés de la DGD ont fourni, toutes les semaines, un fichier Excel reprenant quelques informations relatives à l'ensemble des décisions prises au cours de la semaine précédente. Une liste de données à enregistrer avait été établie et discutée au préalable lors de réunions et d'entretiens individuels avec des attachés. Les chercheurs ont ensuite ajouté des données complémentaires pour chaque décision.

L'information contenue dans la base de données concerne notamment : la date de la décision, la modalité, la nature de la décision (octroi, refus, autre), la date de l'avis de la direction, la nature de l'avis, le temps de travail total consacré par l'attaché à la décision, des informations relatives au condamné, parmi lesquelles des caractéristiques de la peine, des caractéristiques personnelles (âge, sexe), la prison qui a émis l'avis, le nombre d'incarcérations antérieures, les éventuelles modalités attribuées au cours d'incarcérations antérieures, les éventuelles modalités (permissions de sortie et congés pénitentiaires) attribuées au cours de l'incarcération actuelle, les incidents (enregistrés dans SIDIS) au cours des incarcérations antérieures et actuelle.

La base de données contient 2244 décisions au total. Le tableau en donne un aperçu par modalité et par décision.

Tab.121. Décision par modalité

Modalité	Décision DGD			
	Refus	Octroi	Autre	Total
PSO	105	75	1	181
PS	632	519	13	1164
CP	684	200	15	899
Total	1421	794	29	2244

Les trois analyses suivantes ont été menées à partir de cette base de données. D'abord, le parcours des demandes a été retracé, depuis son introduction par le condamné jusqu'à la décision de la DGD. Ensuite, on a vérifié, à l'aide d'un test multivarié, si les données disponibles ont une valeur prédictive pour la décision. Enfin, on a examiné, à l'aide d'une régression logistique, si certaines caractéristiques du condamné ont une valeur prédictive pour la décision. Pour chaque condamné, on a sélectionné la première ou l'unique décision. Chaque fois, la valeur de référence est comparée à d'autres valeurs de la même variable. Voici les résultats les plus importants.

Parcours des demandes. Pour chaque modalité, le délai (en jours) entre les différentes étapes du processus a été répertorié. Ces étapes sont : de la demande du condamné jusqu'à l'avis de la direction compris, de l'avis de la direction jusqu'à la réception de celui-ci par la DGD et de la réception par la DGD jusqu'à la décision. Dans ce processus, on a chaque fois fait la distinction entre la nature de l'avis (positif et négatif) et la nature de la décision (positive, négative et autre).

Les *différences entre les modalités* (somme des médianes) sont frappantes. Pour la PSO, le total se situe entre 4 et 14,5 jours. Pour la PS, le parcours varie entre 32 et 123 jours. Pour le CP, il va de 79,5 à 87 jours.

D'un point de vue procédural, on est surtout frappé par le *temps perdu* entre l'avis de la direction et la réception de celui-ci par la DGD. C'est la date de cette réception qui a une importance juridique puisqu'elle fait débuter le délai légal au cours duquel la DGD doit prendre une décision. Pour la PSO, il s'agit souvent d'un envoi par fax, suivi de l'expédition par la poste du dossier à la DGD. Ceci explique pourquoi les avis de la direction arrivent plus rapidement à la DGD pour la PSO que dans le cas de la PS et du CP (après un avis positif de la direction, la médiane est d'1 jour, après un avis négatif de la direction, elle monte à 2,5 jours). Pour la PS, la médiane est de 5 jours entre l'avis de la direction et la date à laquelle celui-ci arrive à la DGD, qu'il soit positif ou négatif. Dans le cas du CP, un avis positif de la direction arrive après 5 jours à la DGD dans la moitié des cas tandis qu'après un avis négatif de la direction, la médiane est de 6 jours.

Analyse fondée sur la décision. L'avis de la direction est la variable prédictive la plus importante pour une décision de la DGD. Le rapport très étroit qui existe entre l'avis de la direction et la décision de la DGD empêche même de prendre l'avis comme variable dans le test multivarié. Un avis négatif de la direction est presque toujours suivi d'une décision négative. Une seule demande sur l'ensemble des 824 demandes ayant reçu un avis négatif de la direction a bénéficié d'un octroi par la DGD. Il s'agit d'un octroi après un avis négatif pour un CP, alors qu'au même moment, le même condamné se voyait octroyer une PS sur la base d'un avis positif de la direction. Si l'avis de la direction est positif, il est suivi d'une décision positive de la DGD pour 55,8 % de l'ensemble des demandes, avec toutefois des différences en fonction de la modalité : 60,5 % des demandes pour la PSO, 59,1 % pour la PS et 47,6 % pour le CP.

On a calculé la régression logistique en prenant, comme variable dépendante, une décision d'octroi ou de refus de la DGD. Seules les décisions qui suivent un avis positif de la direction ont été reprises dans l'analyse multivariée. Les variables indépendantes du test sont : la modalité, le groupe linguistique, la question de la prolongation ou non du processus, le niveau hiérarchique de la prise de décision, le temps de travail réel consacré à chaque décision et le type de prison. Cette analyse porte sur 1252 décisions. Les demandes de PS ont 1,5 fois plus de chance de conduire à un octroi que les demandes de CP. La langue du traitement joue également un rôle : quand il s'agit d'une procédure en néerlandais, il y a 1,9 fois plus de chance d'obtenir un octroi que dans le cas d'une procédure en français. En comparaison avec les décisions prises par les attachés, les décisions prises à un niveau hiérarchique supérieur (conseiller, conseiller-général et

supérieur) ont beaucoup moins de chance de faire l'objet d'un octroi. Le temps de travail réel consacré par un attaché à l'élaboration de sa décision joue également un rôle au niveau de l'octroi de la modalité. Lorsque plus de 3 heures ont été consacrées à l'élaboration de la décision, les chances d'obtenir un octroi sont beaucoup plus faibles que si ce temps n'a pas dépassé un maximum de 2 heures. Comparativement aux demandes issues d'un établissement fermé, celles qui proviennent d'une institution ouverte ont 1,9 fois plus de chance d'aboutir à l'octroi d'une modalité d'exécution de la peine. En résumé : les variables "type de modalité", "groupe linguistique", "niveau de la décision" et "type de prison" fournissent chacune une contribution indépendante à la décision de la DGD.

Analyse fondée sur le condamné. Pour chaque condamné, c'est la première décision qui est reprise. Les 2244 décisions contenues dans la base de données proviennent de 1609 condamnés au total. Pour 1089 décisions seulement, il s'agit d'un condamné pour lequel la DGD n'a pris qu'une seule décision au cours de la phase de récolte de données. Durant cette phase, 382 des 1609 condamnés ont demandé aussi bien une PS qu'un CP, le cas de figure le plus fréquent ensuite étant celui d'un condamné qui ne demande qu'une PS ou un CP. Dans cette situation aussi, il y a un rapport étroit entre l'avis de la direction et la décision de la DGD.

Pour analyser ces données, on a utilisé une régression logistique. Les avis positifs de la direction y servent de point de départ. La variable dépendante est ici aussi une décision positive ou négative de la DGD. Les variables indépendantes sont : sexe, âge (par groupes), type de prison, catégorie de peine, incarcérations antérieures, historique de l'incarcération, nombre de demandes de la même modalité au cours de la détention actuelle, nombre de modalités obtenues au cours de la détention actuelle, nombre d'incidents (enregistrés dans SIDIS), groupe linguistique (de la prison) et reliquat de la peine. L'analyse porte sur 998 cas. Comparés aux condamnés d'un établissement fermé, ceux qui sont incarcérés en régime ouvert ont 1,6 fois plus de chance d'obtenir un octroi de la part de la DGD. Les condamnés à une peine criminelle ont moins de chance d'obtenir une décision positive de la DGD que ceux qui se sont vu infliger une peine d'une autre catégorie. Ainsi, pour une peine de prison correctionnelle totale de plus de 10 ans, les chances d'obtenir une décision favorable sont un peu plus de 2 fois plus grandes que si la peine est criminelle. Un condamné qui a introduit des demandes antérieures pour la même modalité au cours de l'incarcération actuelle a moins de chance d'obtenir une décision favorable que celui qui n'a jusque-là fait aucune demande pour cette même modalité. Un condamné qui a obtenu des sorties au cours de sa détention actuelle a plus de chance de recevoir une décision favorable. Par exemple, si le condamné a déjà bénéficié, au cours de sa détention actuelle, d'1 à 5 modalités, les chances d'obtenir un octroi par la DGD sont 3,2 fois plus grandes. Pour les condamnés pour lesquels des incidents ont été enregistrés, les chances d'octroi sont plus faibles. En résumé : les variables "type de prison", "catégorie de peine", "nombre de demandes pour la même modalité pendant la détention actuelle", "nombre de modalités obtenues au cours de la détention actuelle" et "incidents" fournissent chacune une contribution indépendante à la décision de la DGD.

Constatations générales

Les directeurs pénitentiaires locaux et les attachés du *Service juridique externe* de la Direction Gestion de la détention occupent des positions différentes dans le processus décisionnel relatif au traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire ; par ailleurs ils ne sont pas soumis aux mêmes obligations légales. A ces divergences d'origine structurelle et organisationnelle s'ajoute un certain nombre d'autres divergences qui ont pu être mises en évidence au cours de la recherche.

Une divergence appert tout d'abord au niveau de la modalité et de la nature de l'avis émis. En effet, l'analyse de la base de données montre que les demandes de congé pénitentiaire font plus souvent l'objet d'un rejet que les demandes de permission de sortie. Par ailleurs, les demandes de permission de sortie ou de congé pénitentiaire pour lesquelles le directeur a émis un avis positif font également plus souvent l'objet d'une décision divergente que celles pour lesquelles le directeur émet un avis négatif.

Au niveau des sources d'information, on peut observer que le dossier sur lequel s'appuient les directeurs et les attachés est différent, les premiers disposent d'un dossier par détention tandis que les seconds disposent d'un dossier par détenu. En outre, les attachés prennent leur décisions sur la base d'une procédure exclusivement écrite tandis que les directeurs émettent leurs avis en s'appuyant sur une procédure écrite et orale. Une autre divergence réside également au niveau de l'organisation interne du traitement des demandes de ces deux modalités d'exécution de la peine et ce, tant entre les directions pénitentiaires locales qu'entre les deux rôles linguistiques du *Service juridique externe* de la Direction Gestion de la détention.

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire diffère entre les directions pénitentiaires locales et la Direction Gestion de la détention. Les premiers ne disposent pas d'une méthodologie standardisée ayant été conçue au niveau de la Direction générale des établissements pénitentiaires. Néanmoins, 68% des directeurs ayant répondu au questionnaire transmis par l'équipe de recherche déclarent suivre de grandes lignes directrices ou recourir à un canevas d'analyse (élaborés au fil des années à partir du prescrit légal et de leur propre expérience) pour procéder à l'examen du dossier et à la rédaction de leur avis. Il y a donc presque autant de manières différentes de procéder qu'il y a de directeurs. Les attachés du *Service juridique externe* de la Direction Gestion de la détention s'appuient quant à eux sur un référentiel commun, une note méthodologique élaborée au sein du service. Toutefois, il appert qu'*in fine*, chacun est amené à mettre en œuvre une méthode d'analyse personnalisée.

Par ailleurs, les directions pénitentiaires locales et la Direction Gestion de la détention disposent d'un modèle (ou formulaire standard) différent pour la formulation des avis et des décisions. Le modèle (ou formulaire standard) sur lequel s'appuient les directions pénitentiaires locales est identique pour l'ensemble du pays tandis qu'au niveau de la Direction Gestion de la détention celui-ci varie en fonction du rôle linguistique. Une

différence de forme qui est susceptible, d'après nous, d'avoir un impact au niveau du fond.

L'examen des avis et décisions a montré qu'une divergence existait au niveau de leur analyse respective au sens où nous étions en présence de deux types différents d'analyse mobilisant chacun ses propres arguments en référence explicite ou non à l'examen de l'une des contre-indications légales ; rares étaient en effet les arguments communs à l'avis et à la décision. Autrement dit, du point de vue de leur contenu, les divergences entre les avis et les décisions portent moins sur une mobilisation divergente d'un même argument dans l'examen d'une ou plusieurs contre-indications que sur une analyse divergente de la demande.

Enfin, mentionnons encore la différence de conception au niveau de l'octroi des modalités d'exécution de la peine entre les directeurs et les attachés, laquelle se traduit dans la perception des directeurs à l'égard de l'attitude des attachés dans le traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (« sévère » et « très sévère »), et inversement, dans celle des attachés à l'égard de l'attitude des directeurs (« souple » et « très souple »).

Limites de la recherche

Toute recherche a des limites qui influencent ses résultats. Celle-ci n'échappe pas à la règle. En la parcourant, il est bon de prendre en considération les remarques, limites et restrictions qui suivent.

D'abord, il s'agit d'une recherche d'une année, menée par deux chercheurs ayant chacun travaillé à mi-temps sur le projet. L'étude de la littérature relative à cette recherche est restée très limitée, celle-ci fût principalement centrée sur le cadre formel concerné ainsi que sur une courte exploration de la littérature consacrée au processus décisionnel et aux permissions de sortie et congés pénitentiaires.

L'accent de la recherche est avant tout mis sur la description des aspects processuels d'une pratique, moins sur la proposition d'un modèle explicatif. L'examen était limité à la dernière décision et au dernier avis, il ne s'agissait pas d'examiner l'historique complet d'un dossier ou le parcours de détention des condamnés, ni l'intervention du Service psychosocial dans le cadre de ce processus décisionnel. Les condamnés eux-mêmes ne relèvent pas non plus directement de l'objet d'étude. Celui-ci porte essentiellement sur les divergences entre les avis et les décisions, non sur leurs similitudes et convergences.

Le moment où la récolte des données a eu lieu n'était pas non plus vraiment idéal. Au cours de cette période, l'administration centrale de la DG EPI a déménagé. De plus, une grande partie de la récolte de données s'est faite pendant les mois d'été, c'est-à-dire durant la période de congés des attachés et des directeurs. Ceci a eu un impact, notamment en ce qui concerne la participation aux questionnaires. Néanmoins, nous avons pu compter sur

la diligence et la pleine collaboration du personnel des établissements pénitentiaires et de la DGD.

Pour la base de données, nous avons essentiellement eu recours à SIDIS, pour compléter les informations fournies, chaque semaine, par les attachés de la DGD. Les informations de cette base de données sont tributaires du nombre de variables disponibles dans SIDIS ainsi que de la qualité de leur enregistrement. Les données fournies par les attachés font par ailleurs partie du matériel de base de l'analyse. Ceux-ci ont été, au préalable, informé du but de l'enregistrement en Excel ainsi que de la manière dont les variables devaient être enregistrées, cela n'exclut cependant pas que certaines erreurs d'encodage aient pu être commises.

Pour ce qui est de la généralisation et de la représentativité, les résultats de cette recherche doivent être examinés avec circonspection. Sur la base des chiffres annuels disponibles relatifs au nombre de décisions prises par la DGD, la base de données correspond, il est vrai, à environ 1/4 de toutes les décisions prises pendant un an, mais cela ne suffit pas pour que l'on puisse généraliser la portée des résultats. En ce qui concerne les dossiers et les questionnaires, il faut surtout insister sur la période très courte au cours de laquelle ces données ont été rassemblées. Il en va de même pour l'élaboration des questionnaires. Si le délai avait été plus long, on aurait pu renforcer l'approche méthodologique du questionnaire, notamment en validant les questions dans le cadre d'un questionnaire test. Etant donné que l'accent était mis sur les divergences, plus de dossiers comportant un avis et une décision divergents ont été sélectionnés. Rappelons que le critère de représentativité n'était pas le principe directeur de notre échantillonnage de dossiers mais bien celui de diversification. Il n'est pas possible non plus ici d'envisager la généralisation des résultats : il s'agit d'une sélection de 200 avis et décisions, d'après une clé de répartition visant à sélectionner 80 % de dossiers divergents et 20 % de dossiers convergents.

Suggestions et recommandations

Recommandations et suggestions issues du terrain

Les directeurs comme les attachés ont proposé, dans le cadre du questionnaire, une grande diversité d'aménagements à l'organisation actuelle du traitement des demandes de permission de sortie et de congé pénitentiaire (cfr. Annexe IV et V). Néanmoins, quelques-unes de ces propositions reviennent avec plus d'insistance que d'autres. Nous allons les énumérer en commençant par les propositions qui ont été le plus souvent mentionnées ; ensuite, ne seront par ailleurs reprises que celles qui ont été proposées au moins à deux reprises.

Parmi les propositions avancées par les directeurs, on retrouve la concentration de la compétence décisionnelle en matière d'exécution de la peine entre les mains du pouvoir judiciaire (tribunal d'application des peines ou juge d'application des peines), le transfert de la compétence décisionnelle vers les directeurs locaux pour un certain nombre de cas

de figure prédéfinis (par exemple, pour les dossiers relatifs aux détenus condamnés à une peine de prison inférieure ou égale à trois ans), l'octroi plus systématique des congés pénitentiaires (voire, des permissions de sortie) afin de respecter l'esprit de la loi, la présence systématique des fiches victimes au dossier, la multiplication des échanges entre les directions locales et la Direction Gestion de la détention.

Parmi les propositions avancées par les attachés, on retiendra l'augmentation du délai de 14 jours ouvrables, la création d'un délai intermédiaire pour répondre aux demandes d'information complémentaire, l'introduction d'un critère de recevabilité relatif au degré de complétude du dossier, la précision des critères d'octroi d'une permission de sortie occasionnelle.

Recommandations de l'équipe de recherche

- *Problématisation du traitement des avis négatifs.* L'impact particulièrement déterminant d'un avis négatif de la direction devrait être abordé d'une manière ou d'une autre. Ce n'est pas évident, car toute modification implique un choix important. La question cruciale qui doit être posée sur le plan politique et formel est faussement simple : la DGD doit-elle continuer à traiter formellement les avis négatifs ? Si la réponse à cette question est affirmative, on peut penser à instaurer une sorte de "processus de travail" selon lequel: après un nombre d'avis négatifs qu'il s'agirait de fixer (p. ex. 3), un attaché de la DGD doit procéder à un examen approfondi du dossier. De cette façon, un octroi peut suivre un avis négatif de la direction (à ne pas confondre avec les "faux négatifs"). Cela paraît très simple à première vue, si ce n'était la question de savoir dans quelle mesure le législateur, dans le cadre d'une telle option, ne doit pas revoir toute la procédure, rouvrant ainsi la porte à une discussion juridique sur les PSO, PS et CP et le processus décisionnel correspondant, et de se demander même, si au bout du compte, la décision relève du pouvoir judiciaire ou du pouvoir exécutif.

- *Un parcours plus souple grâce à des applications informatiques.* La transmission des avis par la poste génère un retard dans le traitement des dossiers. Il n'est pas rare qu'un avis prenne plusieurs jours avant d'arriver à la DGD. Un serveur partagé, où des avis pourraient être téléchargés en toute sécurité, de sorte qu'ils puissent être directement accessibles aux attachés de la DGD, constituerait déjà une amélioration du processus. Ceci est lié à l'informatisation du dossier d'un condamné, mais n'en n'est pas pour autant indissociable. Une autre option (provisoire) reste l'envoi par email, afin que l'avis soit immédiatement réceptionné par la DGD.

- *Discussions de cas en groupe au sein de la DGD.* Lorsqu'un condamné se voit adresser un certain nombre de décisions de refus (à préciser), il y a là une occasion de discuter systématiquement toute nouvelle demande (ou, exceptionnellement, celle qui fait l'objet des décisions de refus) avec plusieurs attachés. Bien que la communication soit très informelle à la DGD, l'instauration de telles discussions peut conduire à de nouvelles opinions, voire au "déblocage" d'un dossier, à la formulation de certaines exigences auxquelles il faut satisfaire avant de pouvoir finalement octroyer la modalité. Une telle

procédure peut, en outre, favoriser l'échange des expertises personnelles entre tous les attachés.

- *Plus d'uniformité dans les avis de direction* (au niveau de l'"input" du processus décisionnel). Par analogie avec la note méthodologique dont la DGD dispose (depuis début 2012), il est logique de songer à mettre *plus d'uniformité* également au niveau de la procédure de rédaction des avis, tant au sein de chaque établissement pénitentiaire (c'est-à-dire, entre les directeurs des prisons où il n'existe aucune convention explicite à ce sujet) qu'entre les établissements.

- *Harmonisation au sein de la DGD* (harmonisation entre les deux rôles linguistiques). Ceci concerne notamment l'emploi d'un formulaire partagé comportant des formulations standards facilement adaptables en fonction de la finalité, l'admissibilité, la modalité demandée, les contre-indications, mais aussi l'information sur base de laquelle un conseiller peut procéder à un examen rapide des propositions de décision d'un attaché.

- *Structuration et élargissement de l'interaction entre l'avis de la direction et la décision de la DGD.* Il est frappant de constater à quel point il est rare, dans le cadre d'une même demande, que l'avis et la décision de la DGD utilisent les mêmes arguments et, plus généralement, entrent en communication l'un avec l'autre. Cela s'apparente à deux acteurs exerçant chacun son pouvoir discrétionnaire, dans des marges encore très larges, en vue d'arriver à leur propre évaluation de la demande de modalité qui leur est soumise. Pour rencontrer ce problème à bref délai, on peut déterminer quelles sources doivent être utilisées pour quels arguments par les deux acteurs. Il serait envisageable également de remettre la note méthodologique de la DGD à toutes les directions de prisons, de sorte que celles-ci voient mieux comment la DGD travaille. Une structuration plus poussée des avis et décisions contribuerait par ailleurs à la constitution d'un cadre de référence mieux partagé, apportant des points de repère qui peuvent constituer des « guidelines » pour l'élaboration d'une décision. Un élargissement de l'interaction (structuration dans l'emploi des arguments et des sources) permettrait aussi de favoriser le feedback vers les condamnés.

A plus long terme : *du processus au résultat*

Cette recherche est centrée sur des aspects de procédure et sur l'interaction entre les avis des directions pénitentiaires locales et les décisions de la DGD. L'accent est donc mis sur le processus (*process*), non sur les résultats (*outcomes*). Lorsque l'on cherche une meilleure harmonisation réciproque, au niveau de la structure de l'approche ou la formulation des directeurs ou des attachés de la DGD, cela ne dit encore rien de la validité des arguments. A plus long terme, se pose la question de savoir s'il ne faut pas passer par une évaluation scientifique des *outcomes* : l'étude d'un grand nombre de dossiers comportant des modalités qui ont échoué et des modalités qui se déroulent bien ou se sont bien déroulées conduirait à l'identification d'indices concrets d'échec ou de "succès", voire à des critères précis ou même à un instrument pour la prise de décision. Ces éléments peuvent contribuer à une meilleure objectivation de la pratique et servir de point de départ concret pour le processus décisionnel (tant pour l'avis que pour la

décision finale). L'objectivation de critères ou d'arguments a aussi des conséquences en termes d'*accountability*.

BIBLIOGRAPHIE

ADAM, C., « Responsabilisation et déresponsabilisation dans le traitement des délinquants sexuels en Belgique », Déviance et Société, vol. 36/3, 2012, 263-276 ;

AEBI, M.F. & DELGRANDE, N., *Council of Europe Annual Penal Statistics. SPACE I*, 2010, Strasbourg, Council of Europe, 112p. ;

BACHMAN, R. & PATERNOSTER, R., *Statistics for criminology and criminal justice. Second Edition*, 1997, Londen: McGraw Hill, 720p. ;

BEERNAERT, M.-A., « Le statut juridique externe des condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins », », in M.-A. BEERNAERT *et al*. (ed.), *L'exécution des peines privatives de liberté. Regards croisés*, Louvain-la-Neuve, Anthemis, Coll. Recyclage en droit, 2008, 199-239 ;

BIJLEVELD, C.C.J.H. & COMMANDEUR, J.J.F., *Multivariate analyse. Een inleiding voor criminologen en andere sociale wetenschappers*, Den Haag, Boom Juridische Uitgevers, 2009, 360p.;

DEVRESSE, M.S., ROBERT, L. & VANNESTE, C., *Onderzoekinzake de classificatie van en de vraagnaarregimesbinnen de strafinrichtingen / Recherche relative à la classification et à la question des régimes au sein des établissements pénitentiaires*, Brussel : NICC, Collectie van onderzoeksrapporten&onderzoeksnota's n°26, 276p. ;

HAWKINS, K., « Order, rationality and silence: Some reflections on criminal justice decision-making », in L. GELSTHORPE & N. PADFIELD (red.) *Exercising Discretion: Decision-Making in the Criminal Justice System and Beyond*, 2003, Cullompton: Willan Publishing, 186-219 ;

PIETERS, F., « Vijf jaar strafuitvoeringsrechtbanken – faute de grives, on mange des merles », *FATIK. Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2012, n°135, 5-11.

SPRONCK, V., « Le tribunal d'application des peines ou l'incursion du droit dans les murs. Le point de vue d'un directeur de prison », in M.-A. BEERNAERT *et al*. (ed.), *L'exécution des peines privatives de liberté. Regards croisés*, Louvain-la-Neuve, Anthemis, Coll. Recyclage en droit, 2008, 105-126 ;

STORME, I., & BOELAERT, A.,« De Psychosociale Dienst », in R. ROOSE *et al*., *Forensisch welzijnwerk. Ontwikkeling, beleid, organisatie en praktijk*, Academia press, Gent, 2012, 265-269 ;

STORME, I., & GYSELINCK, L., « Van overheidsreclassering naar Psychosociale Dienst en Dienst Justitihuizen », in R. ROOSE *et al*., *Forensisch welzijnwerk. Ontwikkeling, beleid, organisatie en praktijk*, Academia press, Gent, 2012, 47-69 ;

VAN MELDEREN, C., *Méthodologie d'analyse et de prise de la décision pour les modalités d'exécution de la peine*, Document interne de la Direction Gestion de la détention, SPF Justice, 29 septembre 2011, 15 p. ;

VANHOUT, W., « Het beleid in de psychosociale dienst », in R. ROOSE *et al*., *Forensisch welzijnwerk. Ontwikkeling, beleid, organisatie en praktijk*, Acaemia press, Gent, 2012, 125-136 ;

ANNEXE I – APERCU DES VARIABLES CONSTITUANT LA BASE DE DONNEES

Les attachés devaient enregistrer dans un fichier Excel les informations suivantes[198] : nom et prénom du détenu, date de naissance (jj/mm/aaaa), n° du dossier au sein de la DGD, modalité d'exécution de peine (CP, PS ou PSO) et nature de l'avis (+ ou -)[199], date de réception de l'avis (c'est à dire la date à laquelle le délai légal commence à courir), temps réel pour prendre la décision[200], niveau hiérarchique de la prise de décision (attaché, conseiller, conseiller général, directeur général et cabinet). A la demande du conseiller général et des conseillers de la Direction Gestion de la détention, une variable relative au temps idéal escompté par l'attaché pour prendre la décision fut ajoutée.

Il leur était ensuite demandé d'envoyer chaque semaine par email, lors de leur dernier jour de travail, le fichier Excel reprenant les décisions prises au cours de la semaine écoulée en indiquant leur nom en intitulé du fichier.

Les variables complémentaires enregistrées par les chercheurs à partir du programme SIDIS-Greffe sont les suivantes : la présence ou non d'une demande d'information complémentaire, la date et la nature de la décision[201], le nombre de demandes pour cette même modalité au cours de la détention actuelle, la date de la demande du détenu, la date de l'avis du directeur, l'établissement pénitentiaire où le détenu purge sa peine, le sexe du détenu, la durée de la peine, la date d'écrou, les dates d'admissibilité (permission de sortie, congé pénitentiaire, surveillance électronique, libération conditionnelle), la date de fin de peine, le nombre d'écrous antérieurs, la date du premier écrou, le nombre total d'incidents (évasions, etc.) au cours des détentions antérieures, le nombre total de permissions de sortie et de congés pénitentiaires octroyés au cours des détentions antérieures, le nombre total d'incidents (non-réintégration, nouveaux faits, etc.) durant les permissions de sortie et les congés pénitentiaires octroyés au cours des détentions antérieures, le nombre de permissions de sortie octroyées au cours de la détention actuelle, le nombre de congés pénitentiaires octroyés au cours de la détention actuelle, le nombre de problèmes au cours des permissions de sorties octroyées au cours de la détention actuelle, le nombre de problèmes au cours des congés pénitentiaires octroyés au cours de la détention actuelle, le nombre d'incidents (évasions, etc.) au cours de la détention actuelle, le régime de détention (normal, surveillance électronique, détention limitée, etc.).

---

[198] Un descriptif des variables et des codes utilisés ainsi qu'un exemple d'enregistrement fut envoyé à chaque attaché dans un document joint à l'email par lequel nous sollicitions leur collaboration et expliquions la manière de procéder pour l'enregistrement des informations.

[199] Il s'agit de la modalité sollicitée par le détenu et de la nature de l'avis rendu par le directeur. La modalité vise en l'occurrence uniquement une permission de sortie (PS) ou un congé pénitentiaire (CP). La nature de l'avis rendu réfère quant à elle au fait que l'avis peut être soit positif (+) soit négatif (-). Dans d'autres cas (par exemple, lorsque la date d'admissibilité n'est pas encore atteinte), il était demandé d'indiquer « autre » (A).

[200] Il s'agit du temps consacré personnellement au traitement le dossier, indépendamment du fait que le dossier ait pu être traité à un niveau de décision ultérieur.

[201] Les décisions relatives à un prolongement de procédure et à une adaptation des conditions n'ont pas été enregistrées dans la base de données.

ANNEXE II – SELECTION DES DOSSIERS ET COLLECTE DES DONNEES : APERCU D'UNE SEMAINE TYPE DE TRAVAIL

Au cours d'une semaine type, la sélection des dossiers était réalisée comme suit:

1) Vendredi soir : réception des fiches d'enregistrement des attachés ;
2) Lundi matin : encodage des variables « date de décision » et « nature de la décision », lesquelles couplées aux informations enregistrées par les attachés permettent d'effectuer la sélection des dossiers « divergents » et « concordants » ;
3) Lundi matin : réorganisation des décisions prises au cours de la semaine écoulée sur base de la date de réception de l'avis ;
4) Lundi matin : sélection des deux premiers dossiers « concordants » et des huit premiers « divergents » ;
5) Lundi après-midi : communication de la sélection des dossiers de la semaine aux classeurs[202] ;
6) Lundi après-midi : encodage des autres variables ;

Il est arrivé, quoique rarement, que certains dossiers faisant partie de la sélection hebdomadaire ne soient pas disponibles pour diverses raisons (parce qu'un dossier était, par exemple, en traitement au service psychosocial central ou bien chez l'un des supérieurs hiérarchiques tels que le directeur général ou le cabinet). Ces dossiers ont été supprimés de la sélection et le « dossier divergent » suivant fut retenu. C'est pourquoi la sélection remise au classeur chaque semaine comportait généralement un nombre plus important de dossiers que ceux retenus finalement pour l'examen.

Au cours d'une semaine type, la collecte des données était réalisée comme suit :

1) Mardi matin : scan des pièces et entretiens de suivi l'après-midi avec les attachés concernant les dossiers relevant de la sélection de la semaine précédente ;
2) Mercredi matin : finalisation du scan des pièces et entretiens de suivi avec les attachés concernant les dossiers relevant de la sélection de la semaine précédente.

[202] Il s'agit du personnel chargé du classement des dossiers au sein de la Direction Gestion de la détention.

ANNEXE III - CANEVAS D'ANALYSE DU MATERIEL EMPIRIQUE

DGD	Statique/Dynamique/Indéterminé	Positif/Négatif/Indéterminé
CP		
+		
+		
-		
2		
9		P/N
Evasion	S	N/N
	S	P
	D	P
	D	P
Tolérance à la frustration	D	N
Plan de reclassement (discours rassurant, se projette dans l'avenir)	D	P
Milieu d'accueil	D	N
Manque d'informations (p/r au milieu d'accueil)	D	N
oblématique sous-jacente (consommation de stupéfiants n'apparaît plus comme problématique bien qu'elle persist	D	N
Antécédents	S	N
Contacts sociaux (isolement à l'exception de sa fille)	D	N
Incertitude	D	N
8		P/N
	D	N
	S	N
	D	P
	S	N
oblématique sous-jacente (consommation de stupéfiants n'apparaît plus comme problématique bien qu'elle persist	D	P/N
	S	P
Contacts sociaux (isolement excepté sa fille)	D	P/N
Evasion	S	N
Tolérance à la frustration	D	N
Plan de reclassement (discours rassurant, se projette dans l'avenir)	D	P
Milieu d'accueil	D	N
Manque d'informations (p/r au milieu d'accueil)	D	N
Antécédents	S	N
0		P
	S	N
	D	P
	D	N
2		
	S	N
	D	P
	D	P
	D	P
	D	P
	D	P
	S	P
Plan de reclassement (suivi = première étape)	D	I/P
	D	I
	D	I
Manque d'inforamtion (p/r aux possibilités intramuros)	D	N
3		
Rapport SPS		
ESE		
Casier judiciaire		

Important pour l'attaché de clarifier le milieu d'accueil (en raison des tensions entre l'intéressé et son amie) et de garantir le sevrage p/r aux stupéfiants

		DIR
Modalité		**CP**
Admissibilité		+
Finalité		+
Résultat		+
Contre-indications		3
	Risque de soustraction (peut être nuancé vs ne peut être exclu)	4 Evasion Modalités antérieures (réintégrations lors ds MEP) Contacts sociaux Comportement en détention
	Risque de récidive (ne peut être totalement exclu mais limité vs ne peut être e	7 Incertitude Personnalité (impulsive) Plan de reclassement (discours rassurant, se projette dans l'avenir) Criminogenèse (faits commis en lien avec sa consommation de stupéfiants et sous impulsivité) Problématique sous-jacente (consommation de stupéfiants n'apparaît plus comme problématique bien qu'elle persist Modalité sollicitée (limite le risque) Contacts sociaux (facteur protecteur contre la récidive)
	Risque d'importuner les victimes (ne peut être totalement exclu mais limité	3 Personnalité (impulsive) Plan de reclassement (discours rassurant, se projette dans l'avenir) Incertitude
Arguments autres		10 Criminogenèse (faits commis en lien avec sa consommation de stupéfiants et sous impulsivité) Problématique sous-jacente (consommation de stupéfiants n'apparaît plus comme problématique bien qu'elle persist Attitude p/r aux faits Contacts sociaux (isolement à l'exception de sa fille sur laquelle il fonde beaucoup d'espoir => contacts réguliers et incitants à la re Milieu d'accueil (une amie) Comportement en détention Personnalité (pas de troubles psychopathologiques, capacité/raisonnements corrects) Plan de reclassement (importe que celui-ci soit adapté et réaliste) Fin de peine (proche d'où l'importance d'entamer les démarches) Evaluation du premier cycle de CP
Sources		3 Avis antérieur de la direction Rapport SPS ESE
Remarques	Constats particuliers par rapport à l'avis et la décision	Néant
	S'agit-il d'une décision prise par la hiérarchie	Non
	Point de vue de l'attaché à propos des divergences entre l'avis et la décision (< Entretiens)	
	Sources complémentaires éventuellement mobilisées par l'attaché (< Entretiens)	
	SPS	Négatif

Pr

ANNEXE IV: POINT DE VUE DES DIRECTEURS PENITENTIAIRES LOCAUX PAR RAPPORT A L'ORGANISATION DU PROCESSUS DECISIONNEL

Q.1. *Adapteriez-vous quelque chose à la procédure légale régissant actuellement l'octroi des congés pénitentiaires et des permissions de sortie? Si oui, quoi? (expliquez)*

A : Pas de différence dans les dates d'admissibilité entre les PS et CP.

B : Absence de fiche victime au dossier bloque la mise en place du plan de réinsertion dans la mesure où il convient de tenir compte de l'avis des victimes avant d'élaborer un plan dans telle ou telle région.

C : Les délais entre l'envoi de l'avis de la direction locale et la date de réception de la demande sont exagérés ! Pourquoi ne pas travailler par scanning et transmission par mail ?

D : La mise en vigueur du statut juridique externe relative au J.A.P.

E : Les décisions en matière de modalités d'exécution des peines doivent être comme initialement prévu concentrées dans les mains du pouvoir judiciaire

F : La DGD pourrait ne pas prendre la décision d'octroi de CP ou PS. Au regard du fonctionnement en établissement ouvert et le fait que le directeur décide l'orientation du détenu (sous certaines conditions) vers son établissement, octroi des activités extérieurs (marche adeps) ou une mise à l'emploi dans des zones forestières. Pourquoi le directeur ne pourrait-il pas octroyer une PS à guise d'essai et si elle fonctionne, la systématiser. Passer alors vers un service extérieur (ou son chef de service en cas d'échec de l'essai).

G : L'octroi de PS relativement systématique pour les détenus qui arrivent en fin de peine ou proche de la LP comme c'était le cas il y a plusieurs années. Cela leur permet de renouer avec la faille et d'effectuer quelques premières démarches en vue du retour au sein de la société. La possibilité pour le directeur d'octroyer seul ces sorties. Celui-ci pourrait être soumis à un avis complémentaire en cas de peines plus lourdes (15 ans et plus par exemple).

H : L'organisation au sein de la DGD à savoir qu'auparavant chaque membre du service avait ses lettres de dossiers à gérer et il y avait un contact entre la prison et le SCI qui a disparu puisqu'actuellement l'organisation n'est plus la même.

I : Il faudrait plus se référer à la règle (loi, article 7) selon laquelle, le CP est accordé si… § 1, 2 et 3.
La position de départ serait donc que le CP est le régime standard qui ne peut être octroyé si des c/indications notamment existent et que des conditions ne peuvent y remédier…
Il semble que dans de nombreux cas, la tendance est inverse, position de principe: non et justifications par les c/indications

J : 1) Des avis de CP et PS sont également à rédiger dans le cadre des MDT, et cette procédure (la DGD n'intervient pas, mais c'est le TAP) est différente, ce que je déplore, notamment au niveau des délais.
2) Le Directeur décide de l'interruption de peine, de la mise en Surveillance Electronique et de la libération provisoire pour les détenus CC <= 3 ans non mœurs. Il serait logique que le directeur décide également de l'octroi de CP/PS pour ces détenus.

K : Les congés pénitentiaires, par exemple, sont censés être accordés de plein droit sauf si…. Bien souvent, nous avons l'impression que l'exercice se fait autrement par la DGD. Cela est peut-être à revoir…. Finalement, la DGD ne devrait-elle pas aussi analyser les avis négatifs rendus par la direction pour voir s'il ne serait pas possible d'ouvrir le processus des sorties. Cela ne se fait pas, quand la direction rend un avis défavorable, la DGD avalise systématiquement cet avis. Mais ont-ils les moyens humains pour pouvoir gérer cette charge de travail….

L : Prévoir que la décision finale PS/CP pour des "petits dossiers" (notion à définir mais par exemple les dossiers de peine de moins de 5 ans, non multi-récidivistes et pas les cours d'assises) soit prise plus rapidement et par le chef d'établissement (plus par la DGD); Annuler la possibilité légale de prolongation du délai légal de 7 jours ouvrables car dans bien trop de cas, cela ne sert qu'à masquer le retard pris à la DGD (et dont le détenu ne peut être tenu pour responsable) et la majorité des questions posées sont non-pertinentes, où ont déjà été traitées dans les documents transmis avec l'avis initialement OU alors d'office prévoir, via une modification de la loi, que le délai légal de réponse sera porté à 21 jours dans tous les cas et pour toutes les procédures comme cela les choses sont claires des le départ (et des lors logiquement ne plus avoir de possibilité de prolongation du délai) ; Traiter beaucoup plus rapidement les avis négatifs au niveau de la DGD : les délais légaux ne sont pas du tout respectés, alors que nous, directeurs, y sommes tenus ; Introduire une règle selon laquelle un détenu nouvellement arrivé dans un EP (dont les intervenants ne le connaissent donc pas suffisamment) ne peut pas introduire de demandes de PS/CP avant l'écoulement d'un certain délai (trop de détenus arrivent en se disant que dans une nouvelle prison on va leur accorder ce qu'ils n'ont pas obtenu ailleurs et que cela va par ailleurs aller vite). Cela crée des tensions et/ou une pression malvenue pour tout le monde.

M : Que ce soit de la compétence des TAP car dès facto et en fonction des chambres, de façon indirecte l'administration (voire le ministre) garde la main mise sur d'autres décisions qui sont de la compétence judiciaire. De plus, cela permettrait des voies de recours et de maintenir un état de droit. Enfin, cela serait plus cohérent au niveau de l'exécution de la peine.

N : Rêvons un peu… J'imaginerais :
- un contrôle systématique du respect des conditions à l'extérieur (par un assistant de justice) : cela permettrait, éventuellement, à plus de détenus de bénéficier de PS et de CP
- un accompagnement de certains détenus par un assistant de justice, quand nécessaire (peur de l'intéressé, instabilité des humeurs,…)
- plus de temps afin de rencontrer la famille, éventuellement

- plus de temps pour rencontrer les détenus au retour de leur CP ou PS (les détenus sont vus mais pas forcément par le directeur gestionnaire de dossier)
- plus d'échange entre la DGD, les directeurs et membres de SPS au sujet de certains détenus (déjà prévu mais peu utilisé… aussi par manque de temps…)
- plus de rapidité dans la réception des dossiers judiciaires
En résumé, plus de temps…

O : Je reste convaincu que l'analyse des situations faites par un service ou une personne non impliquée dans la gestion du détenu reste nécessaire car elle permet une prise de recul que n'a pas toujours le directeur en relation directe avec le détenu. Toutefois, justement, la connaissance qu'a le directeur du détenu devrait être tenue en compte.
Par ailleurs, le délai de 2 mois pour rendre un avis éclairé alors que des investigations approfondies doivent être réalisées par le SPS est trop court et conduit à remettre des avis négatifs par défaut d'informations suffisantes.

P : Je pense que la matière des PS et CP devrait relever de la compétence des TAP et non de la DGD ou du Ministre de la Justice qui sont soumis à l'opinion publique. Outre la garantie d'impartialité et d'indépendance à l'égard des décisions, ce changement rendrait la cohérence au processus d'élargissement de la peine, tel qu'il avait été initialement envisagé dans le projet de la loi de 2006. En effet, le TAP reçoit maintenant des dossiers en vue SE ou LC où il pourrait envisager d'octroyer la mesure envisagée, mais il lui est impossible de le faire car le détenu n'a pas encore obtenu le bénéfice de PS ou CP qui lui auraient permis de concrétiser son plan de reclassement (passation des tests d'admission aux formations, mise en place du suivi psy etc…)

Q : Toutes les catégories de peine/faits ne sollicitent pas le même degré de procédure

R : Straffen onder de 3 jaar worden beslist door de directeur, zonder uitzonderingen, ook niet voor seksuele delinquenten en vreemdelingen.
De slachtofferfiches dienen dan wel steeds in het bezit te zijn van de gevangenisdirectie.
Hiermee gepaard gaan ook de VLV procedure aanpassen.
Dit verhaal ontbreekt in deze enquête hoewel wel relevant voor het toekennen van UV en PV. Op dat vlak zijn er m.i. in de diverse gevangenissen heel wat verschillen.

S : Soepelere procedure wanneer het om een voortzetting van UV's of PV's gaat, of wanneer er reeds een positief verloop is van eerder toegekende UV's of PV's. Bij straffen <3j: directie mag beslissen strafonderbreking/ET/VLV maar niet over UV. Moo toekenning ET of VLV is UV soms gewenst (procedure via DDB duurt lang).

T : Directeur zou bevoegdheid moeten hebben om UV, PV te schorsen zodat het nadien door beslissende instantie eventueel kan herroepen worden.

U : Bij herhaaldelijk (meer dan drie maal) weigeren van modaliteit overleg op centraal niveau organiseren.

V : PV niet omschrijven als een deel van het regime want zo wordt het niet toegekend en dat geeft frustratie bij gedetineerden. Duidelijker van in het begin zeggen wat je verwacht van een gedetineerde en wat hij/zij moet doen om UV's of PV's te kunnen krijgen.

W : Aanvragen door SURB laten behandelen. DDB staat te ver af van dagelijkse realiteit + bij minister te veel druk van publieke opinie. Kabinet moeit zich met mediadossiers. Directie zelf laten beslissen. Dwingt lokale directie en PSD ook om soms grondiger te werk te gaan en een beleid uit te werken. Occasionele UV: duidelijker definiëren + beperken.

X : De volledige bevoegdheid bij de strafuitvoeringsrechtbank/strafuitvoeringsrechter leggen.

Y : Termijnen en hoge caseload spelen soms parten bij nood aan snelle beslissingen. (vooral voor korte straffen).

Z : Meer overleg tussen lokale directies en DDB.

AA : Een instantie die alle SUM's behandelt : uniforme zienswijze.

AB : Door strafuitvoeringsrechter

AC : Volgens mij is een alleenzetelend strafuitvoeringsrechter meer aangewezen om de beslissing te nemen. Voordeel is dat de SUR de man visueel kan zien en toch vanop afstand kan oordelen.

AD : Ik vraag me steeds af wat de meerwaarde is van een louter schriftelijke procedure is waarbij beslist wordt zonder dat de betrokkene gedetineerde gekend is. Anderzijds vind ik het wel belangrijk dat er voldoende controlemechanismen zijn en dat elk dossier door twee handen gaat. Misschien is het niet slecht de bevoegdheid aan de SURB te geven (op voorwaarde dat deze verstrekt worden) of dat de directieaquipes zelf beslissen (op voorwaarde dat ze de gedetineerden kennen en er ook daar een dubbele controle is).

Q.2. *Voyez-vous des alternatives à l'organisation actuelle du processus décisionnel relatif aux congés pénitentiaires et des permissions de sortie (c-à-d à la formulation d'un avis par les directeurs pénitentiaires locaux suivi d'une décision de l'administration centrale) ? Si oui, lesquelles ?*

A : Lorsqu'un CP est accordé par la DGD laisser au directeur la possibilité de décider de l'octroi des PS qui suivent le CP.

B : La mise en vigueur du statut juridique externe relative au J.A.P.

C : Procédure et décision locale uniquement.

D : Délégation aux chefs d'établissements pour une partie des condamnés.

E : En tout cas, donner le processus décisionnel au directeur pour les détenus de – 3 ans en matière de congés ou PS (où le directeur décide d'une interruption de peine). Il n'est pas logique que le directeur peut décider d'une mesure de surveillance électronique de – de 3 ans et il ne peut pas octroyer de congés pour cette catégorie de détenu.

F : La décision devrait revenir au directeur ou au TAP.

G : L'octroi de PS relativement systématique pour les détenus qui arrivent en fin de peine ou proche de la LP comme c'était le cas il y a plusieurs années. Cela leur permet de renouer avec la faille et d'effectuer quelques premières démarches en vue de retour au sein de la société. La possibilité pour le directeur d'octroyer seul ces sorties. Celui-ci pourrait être soumis à un avis complémentaire en cas de peines plus lourdes (15 ans et plus par exemple).

H : Qu'une prise de décision soit laissée à certains directeurs pour des dossiers définis à l'avance…

I : Oui et non, la distance que procure la procédure écrite me paraît utile ; cependant si des divergences sont trop importantes et durent trop longtemps dans le temps, des rencontres/réunions discussion de cas et des points de vue sont indispensables

J : Donner ce processus décisionnel aux directions pour toute une série de catégories de détenus en fonction du taux de peine à subir et du type de délinquance incriminé. La DGD garderait le processus décisionnel pour des cas lourds / sensibles (grand-banditisme, terrorisme, délinquance sexuelle, certains détenus récidivistes…)

K : Donner le pouvoir de décision aux directeurs, à défaut de l'octroyer aux TAP.

L : Au niveau de certaines PS. Pourquoi, ne pas imaginer parfois des décisions prises en local. Ex : PS pour aller en stage professionnel à l'extérieur, etc

M : Que le directeur décide lui-même de l'octroi de ces mesures dans certains cas comme la durée de la peine.

N : Que l'administration prenne plus en compte les avis de la direction qui connaît généralement les intéressés. Or, il semble que la DGD donne souvent plus de poids aux rapports SPS qu'aux avis de la direction qui se demande finalement à quoi servent leurs avis…Il faut bien considérer qu'un rapport SPS va mettre en évidence les points forts et les points faibles du détenu, et qu'on peut toujours sortir de son contexte la description d'un point faible au niveau psychologique et ainsi le définir comme obstacle majeur.

O : Sensibiliser davantage la DGD aux conséquences des décisions sur le parcours du détenu et sur le travail en prison. La multiplication des instances décisionnelles apporte de la confusion dans le processus d'élargissement (pas la même vision des choses, instances différentes, procédures, délais…).

P : Rendre un pouvoir décisionnel aux directeurs de prison pour l'octroi de modalités aux personnes condamnées à des peines plus « légères » (par exemple, maximum 5 ans de prison).

Q : Certaines décisions devraient se situer au niveau du directeur local.

R : Soepeler omgaan met het gebruik van sjablonen. Niet voor iedere inbreuk tijdens UV: nieuw advies met alle tegenindicaties, maar wel gewoon een melding (zoals vroeger gebeurde met de st. 58). Directeur moet bevoegdheid krijgen om onmiddellijk UV's en PV's in te trekken zonder eerst te moeten wachten op def beslissing, soort voorlopige maatregel. Niet voor alle dossiers is een maatschappelijke enquête nodig. Dossiers kunnen niet meer uitgesteld worden indien het enkel de vraag is naar ontbrekende stukken

S : Soepelere procedure wanneer het om een voortzetting van UV's of PV's gaat, of wanneer er reeds een positief verloop is van eerder toegekende UV's of PV. Bij straffen <3j: directie mag beslissen strafonderbreking / ET/VLV maar niet over UV. Moo toekenning ET of VLV is UV soms gewenst (procedure via DDB duurt lang).

T : De mogelijkheid dat de gevangenisdirecties zelf de eindbeslissing nemen in het toekennen van UV/PV is zeker het overwegen waard. Er dienen dan wel een aantal zekerheden te worden ingebouwd, oa. moet het dan de bedoeling zijn dat de lokale directie over alle elementen van het dossier beschikt. Daarnaast dient er blijvend over gewaakt te worden dat de normen en regels in iedere inrichting op dezelfde manier toegepast worden. Om het in termen van advies uit te drukken: gematigd positief. Een andere mogelijkheid bestaat er in dat deze materie ook door de SURB's behandeld wordt, kwestie van de rechtszekerheid te garanderen.

U : Een eerste principiële goedkeuring zou moeten gebeuren door de DDB. Vanaf het moment dat via een UV de start gegeven is om de reclassering uit te werken, zou de lokale directie veel meer bevoegdheden moeten krijgen. Men moet bv eerst UV vragen om een intake te doen, indien dat ok is een nieuwe aanvraag UV om de begeleiding effectief op te starten, indien dit goed loopt, een nieuwe aanvraag om werk te zoeken (bv 5 Uv's), als binnen die 5 UV's betrokkene geen werk heeft gevonden, een nieuwe aanvraag voor bijkomende UV' s etc. etc.……Op die manier kan veel vlotter ingespeeld worden op de voorbereiding van de reclassering en de kansen die zich voor doen.

V : Een PSD-advies is op dit ogenblik niet verplicht, de informatie die PSD-leden kunnen aanbrengen mbt de tegenindicaties, is doorgaans veel relevanter dan de informatie dat een directielid kan aanbrengen inzake het dossier.

W : Zie voorgaande vraag: ofwel directie laten beslissen ofwel SURB adviezen UV en PV meer in lijn van SURB-dossier + betere opvolging van het verloop ervan.

X : De volledige bevoegdheid bij de strafuitvoeringsrechtbank/strafuitvoeringsrechter leggen.

Y : Eventueel een wekelijks overleg tussen (PSD) gevangenisdirecties en DDB in functie van de adviezen. Overleg met daarna onmiddellijke beslissing (administratieve equipe bij DDB voorzien).

Z : Het lijkt me logischer dat er één instantie over alle strafuitvoeringsmodaliteiten beslist, zodat voor iedereen van bij aanvang duidelijk is welk traject uitgewerkt wordt en hoe en wanneer bepaalde stappen kunnen gezet worden. Nu heeft DDB een bepaalde mening over het al dan niet toekennen van UV/PV voor die gedetineerde, terwijl SURB en gevangenis een andere mening toegedaan zijn. Je merkt ook dat SURB een correcter beeld heeft van de gedetineerde dan DDB, wat ik enkel kan verklaren door feit dat ze de gedetineerde ook effectief spreken.

AA : Als iemand reeds verlof heeft, zou er automatisch ook UV's mogen toegekend worden op beslissing van directie.

AB : Zie strafuitvoeringsrechter, een orgaan dat verantwoordelijk wordt voor de hele strafuitvoering! Cfr. TBS heden al voorzien.

AC : Het opvragen van de nodige info loopt nu op alle fronten scheef. Het principe van adviesverlening door directie en beslissing door DDB vind ik op zich niet verkeerd maar door achterstallen bij het justitiehuis en de DDB verloopt dit niet vlot. Bijkomend is het ook niet logisch dat de gevangenisdirectie volledige autonoom beslist over bv. ET, terwijl het voor UV en PV altijd eerst beslissing DDB moet afwachten. Dit zorgt soms ook voor absurde situaties.

AD : Ik vraag me steeds af wat de meerwaarde is van een louter schriftelijke procedure is waarbij beslist wordt zonder dat de betrokkene gedetineerde gekend is. Anderzijds vind ik het wel belangrijk dat er voldoende controlemechanismen zijn en dat elk dossier door twee handen gaat. Misschien is het niet slecht de bevoegdheid aan de SURB te geven (op voorwaarde dat deze verstrekt worden) of dat de directieaquipes zelf beslissen (op voorwaarde dat ze de gedetineerden kennen en er ook daar een dubbele controle is).

AE : Zelfde beslissingsorgaan als voor BD/ET/VI/TBS – nu wordt door DDB te veel "het standpunt van de SURB afgewacht", met soms veel vertraging tot gevolg; Beslissingsbevoegdheid in bepaalde gevallen (afhankelijk van bepaalde criteria, vb. strafduur of misdrijf) overdragen aan directeur, met ev. beroepsmogelijkheid bij DDB/SURB.

Q.3. *Préfèreriez-vous prendre vous-même en dernier ressort la décision d'accorder un(e) CP/PS ? (en d'autres termes: préfèreriez-vous décider vous-même – et non aviser – de l'octroi d'un(e) CP/PS). Pourquoi ?*

A : Le fait d'avoir un tiers qui décide est dans certain dossier un moyen de ne pas porter seul la responsabilité du dossier.

B : Une deuxième lecture du dossier me semble indispensable par un gestionnaire tout à fait objectif. Les contacts avec le détenu peuvent parfois biaiser certains avis.

C : Je pense que cela a toujours du sens de ne pas mettre un processus décisionnel dans les mains d'une seule personne. Je pense qu'un contrôle interne a toujours du sens. Enfin, cela risquerait de construire un clivage entre ce que les détenus considèreront comme les « bons » et les « mauvais » directeurs.

D : Une vision extérieure permet parfois de déceler des points sur lesquels on serait passés ou de soulever une interrogation qui serait pertinente.

E : proximité du terrain et des informations de base. Meilleur gestion du dossier passé, présent et à venir. Réaction et interaction plus réalistes, rapides et pertinentes.

F : Oui dans certains cas, non dans d'autres. Un recul peut être nécessaire. En tout état de cause, la décision prise doit l'être par un directeur non investi dans le dossier.

G : Suivant situation explicitée précédemment. Je pense qu'on peut octroyer aux détenus de – de 3 ans de peine, des PS et CP. Pour les – de 5ans, on peut décider uniquement pour les PS. Pour les + de 5 ans, le système reste identique.

H : Je n'ai certes pas la science infuse mais je sais au moins de quoi je parle et de qui je parle. En X. années de métier, je crois avoir acquis une expérience dont la DGD n'a manifestement rien à faire.

I : La gestion serait plus rapide et la décision plus facile à expliquer aux détenus. De plus, beaucoup de dossiers évolueraient plus vite.

J : Un certain filtre et une certaine prise de distance me paraissent encore une fois nécessaires ; les risques d'omnipotence et d'interférences à divers degrés dans la gestion de la détention pollueraient trop le processus décisionnel.

K : Oui et non. Oui parce que parfois, la procédure est lourde dans certains cas où il y a une relative urgence. Non, parce qu'il est important de garder un décideur « objectif », qui n'a aucun contact avec le détenu, qui prenne la décision. Cela permet de garder un contrôle sur une homogénéisation des pratiques et de l'octroi des mesures, et cela permet au détenu de ne pas personnaliser la personne qui a refusé un CP/PS. Dans certains cas, cela pourrait poser problème, suivant la personnalité du détenu. Par ailleurs, même si je n'ai jamais vu le cas, la DGD peut décider autre chose que l'avis du Directeur (décision positive, sur avis négatif), ce qui laisse une certaine possibilité de « recours » pour le détenu, comme l'est le TAP.

L : Pour des détenus pour lesquels il apparait qu'ils ne sont que condamnés pour des délits ayant porté atteints à la propriété d'autrui et non pas à l'intégrité physique de tiers et pour lesquels il n'est pas nécessaire de devoir disposer d'une évaluation psychosociale complète (intervention systématique de l'AS et du psychologue). Seuls les cas identifiés comme lourds / problématiques devraient passer par la DGD.

M : Cela permet de garder une certaine distance et « neutralité « quant à la décision prise in fine. Cela permet d'éviter que certains puissent tomber dans du « favoritisme ».

N : Je pense que le principe d'un tiers décideur reste nécessaire afin de ne pas conférer trop de pouvoir au directeur et garder un recul nécessaire.

O : Parce que j'ai toujours rédigé mes avis comme si je devais prendre la décision et non pas de me retrancher devant le rôle du bon objet. De plus, j'estime avoir la compétence professionnelle suffisante pour évaluer les dossiers en regard de la loi tout en gardant les différents enjeux à l'esprit et que j'ai toujours assumé mes décisions.

P : C'est normal qu'un organisme extérieur indépendant prenne ce rôle mais on devrait avoir une certaine latitude parfois.

Q : Je pense qu'il est important de garder une certaine distance vis-à-vis de la personne lors de la prise de décision : pour garder la plus grande objectivité possible.

R : Je pense qu'une personne extérieure à l'établissement peut avoir plus de recul qu'une personne « sur le terrain » pour prendre une décision et évaluer les risques.

S : A partir du moment où la modalité devrait être octroyée s'il n'y a de contre-indications majeures, il me semble avoir tous les éléments d'analyse pour décider de l'octroi ou du refus.

T : Oui pour certaines catégories de détenus (ex : condamnés jusque 5 ans hors délinquants sexuels). Le traitement de ces demandes pourrait être plus rapide, faire l'objet d'une analyse d'équipe pluridisciplinaire orale (cfr les anciennes conférences du personnel.

U : Ce en attendant que le TAP récupère l'autorité décisionnelle en matière d'octroi de PS et congés.

V : La décision finale devrait revenir à une instance totalement indépendante comme le juge d'application des peines.

W: Oui, mais avec les limites que j'évoque ci-dessus (courtes peines), car il faut tenir compte de la connaissance que les directeurs ont de leur population, tout en gardant un filtre pour les détenus plus « dangereux ».

X : Dans certains cas il s'avèrerait économique en temps que le directeur puisse décider (exemple : un détenu qui a déjà des CP et demande une PS, certaines catégories de peine (par exemple, pour les moins de trois ans, nous pouvons décider de la libération provisoire ou SE mais pas d'un congé ou PS parfois utile dans ce type de dossier).

Y : We beslissen momenteel ook over VLV/SO en Et bij straffen onder de 3 jaar Waarom dan niet bij uv en pv? Straffen onder het jaar , komen vrij zonder voorwaarden.

Vaak is het wel belangrijk om op korte termijn een reclassering uit te werken (bv. indien enkel nog een opvang dient gezocht te worden) Het zou dan wel handig zijn indien we zo zouden kunnen beslissen zonder eerst de beslissing van de DDB af te wachten.

Z : JA: Bij straffen < 3j moo beslissing inzake SO/ET/VLV: directie kan beslissen over deze modaliteiten maar kan geen uv toekennen om eerst bepaald facet in orde te brengen. NEEN: In 'zware' dossiers is het goed dat de DDB een beslissing neemt. Zij hebben een specifieke expertise inzake dit domein. Ze kunnen er ook over waken dat over de verschillende gevangenissen een gelijk beleid gevoerd wordt (rechtsgelijkheid). Een onafhankelijke dienst zal ook neutrale beslissing nemen

AA : Het klinkt enerzijds natuurlijk wel aanlokkelijk om zelf te kunnen beslissen in deze materie omdat de gevangenisdirectie uiteraard een stuk dichter bij de realiteit van de gedetineerde staat dan de medewerkers van de DDB. De verantwoordelijkheid op zich zou mij zeker niet afschrikken, maar in een rechtsstaat komt dit toch een rechtbank toe en niet aan de administratie.

AB : Maakt het werkbaarder met de man: indien je zelf de steeds de negatieve beslissingen moet nemen, loopt je meer risico op een vertroebelde werkrelatie, naast de beslissing die je sowieso al moet nemen inzake regime en die ook niet allemaal op applaus onthaald worden.

AC : De 1° basisbeslissing tot al dan niet toekenning moet bij de DDB liggen. Eenmaal dit toegekend mag het naar de lokale directie. De volledige beslissing bij directie leggen zal de druk op de directie te veel verzwaren, die reeds vele moeilijke beslissingen dient te nemen tav gedetineerden.

AD : Soms is het niet opportuun om alle bedenkingen, twijfels of meningen mee te delen aan de gedetineerde. Het zou kunnen dat dit leidt tot een negatieve gedragsspiraal die zich richt tot de directie en zich uit tegen het personeel in het algemeen. Indien de beslissing wordt genomen door een dienst in Brussel, kan er ondanks een negatieve beslissing toch verder gewerkt worden met de gedetineerden in een redelijke verstandhouding.

AE : Als directie probeert men op basis van de aangeboden informatie een objectief advies te formuleren. Dit is niet altijd even eenvoudig. Vaak kent men de gedetineerde als mens en de nabijheid/betrokkenheid kunnen het objectief beoordelingsproces vertroebelen. Het is dan ook niet onbelangrijk dat de uiteindelijke beslissing wordt genomen door een instantie die van op een zekere afstand oordeelt.

AF : ieder zijn rol, de psd directeur bereidt samen met PSD reclassering voor en is niet aangewezen dat we dan ook beslissende instantie zijn. Ideaal is dat alle strafuitvoeringsmodaliteiten door strafuitvoeringsrechtbank/strafrechter worden beslist. 1 orgaan die zich bezig houdt met de externe rechtspositie van gedetineerden

AG : In straffen tot en met 5 jaar kan een directeur de risico's voldoende inschatten cfr. Straffen tot 3 jaar. In zwaardere dossiers is een overleg Dir – PSD – DDB evenwel noodzakelijk om elkeen zijn advies en mening uit te klaren

AH : Voor bepaalde strafcategorieën valt dit te verdedigen (< 3 jaar, bv).
Voor zwaardere straffen en de persoonlijke contacten (zeker in kleine gevangenissen) is het beheersbaarder dat externe dienst hierin beslist

AI : Het is goed dat een instantie die de gedetineerde niet kent het dossier op een objectieve en afstandelijke manier bekijkt. Dit bevordert de objectiviteit. Het zorgt ook voor éénvormigheid tussen de inrichtingen.

AJ : Positief gegeven dat dit door een onafhankelijke dienst gebeurt, die overkoepelend werk (geen grote verschillen tussen inrichtingen).

AK : Staan dichter bij de gedetineerden, betere inschatting + indien zelf verantwoordelijk, grondiger te werk gaan + niet altijd verwijzen naar Brussel. Gemakkelijker om met gedetineerde een traject af te spreken. Anderzijds is het soms ook fijn/beter dat we niet zelf de beslissing moeten nemen, niet altijd objectief meer door bepaalde incidenten in de gevangenis.

AL : Wij zitten als uitvoerder van de gevangenisstraf in een soort partenariaat met de gedetineerde om zijn reclassering voor te bereiden. Zelf moeten beslissen maakt ons rechter en partij. Er zal ook geen kritische instantie meer zijn die op onze beslissingen kan toezien dan. In het verleden stelde (vooral de toenmalige DIV) dat zij soms over elementen beschikten waar de gevangenissen niet over beschikten. Voor zover dit correct is, gaan we dan beslissingen (moeten) nemen op lacunaire dossiers?

De realiteit inzake strafonderbreking, elektronisch toezicht en voorlopige invrijheidstelling (voor straffen onder de 3 jaar) staat natuurlijk haaks op deze redenering maar ook daar meen ik dat niet de directeur de beslissingen zou mogen nemen en (wat ET betreft) het NCET evenmin zou mogen beslissen tot seining en wederopsluiting. Vooral in dit laatste geval stellen wij vast dat deze beslissingen erg impulsief, pavloviaans en zonder veel analyse van de context worden genomen.

AM : Bij korte straffen of dringende UV's zou dit gemakkelijk zijn.

AN : De rol van adviseur voor de lokale directie en een ander beslissingnemende overheid zijn voor mij de meest zuivere naar de gedetineerden toe.

AO : Het zelf beslissen heeft voor- en nadelen. Voordeel is dat de beslissing dan conform jouw mening is. Nadeel is dat je in sommige (negatieve) dossiers vast kan komen te zitten in je relatie met de gedetineerde. Nu kan je, ondanks een negatief advies, het vaak toch nog werkbaar houden met de gedetineerde omdat je niet de beslissende instantie bent. Dit zie ik wel als een belangrijk nadeel wanneer we ook effectief de beslissing nemen. We zien ook in de dossiers ET –3 jaar dat gedetineerden een niet-

toekenning of herroeping van het ET niet zomaar aanvaarden. Ze proberen ons dan steeds opnieuw te overtuigen met aanvullende elementen. We steken dan dus vaak veel tijd in het steeds weer zien van die gedetineerden en het steeds weer toelichten van de beslissing tot niet-toekenning of herroeping.

AP : Teveel onderscheid tussen de inrichtingen onderling en eventueel tussen collega's binnen de inrichting zelfs.

AQ : Ik acht het positief dat een instantie die minder dicht bij de gedetineerde staat ook eens het dossier bekijkt.

AR : Een onafhankelijke derde controleert en behandelt de vraag. Ze hebben meer afstand en benaderen alles vanuit de diverse invalshoeken, dader, slachtoffer en samenleving. De directie en personeel legt toch vooral nadruk op het belang en de invalshoek van de gedetineerde.

AS : Wij gaan een traject met de man en staan soms te dicht bij de gedetineerde.
Het is goed dat een onafhankelijk orgaan de beslissingen neemt en een andere organisatie de adviesverlening voorziet.

AT : Ja en nee. Het lijkt mij dat de gevangenisdirecteur de best geplaatste persoon is om beslissingen te nemen, zij beschikken over alle info en kennen de gedetineerde het best. Aan de andere kant is het natuurlijk "aangenaam" niet de eindverantwoordelijke te moeten zijn wanneer er iets misloopt ;-) → zie gevallen van mislukte UV's en PV's die steeds uitgebreid in de pers komen.

AU : Te dicht betrokken bij het dossier.

AV :
- 2de lezing dossier voor gedetineerde voor de strafuitvoeringsrechtbank verschijnt
- PSD/directie 'kennen' de man intussen, staan soms minder stil bij ernst feiten, willen vooruit met gedetineerde – DDB doorloopt feiten, mislukkingen in het verleden opnieuw
- Aandacht voor slachtoffers
- Eenvormigheid over de inrichtingen heen
- Aan gedetineerde kan 'Brussel' (DDB) aangewezen worden als instantie die hoge eisen stelt aan voorwaarden voor UV's/PVµ
- Gevangenisdirectie te verbonden aan de interne rechtspositie, verre van evident bij blijvende weigering, mislopen (schorsing/herroeping)
- Rol minister van justitie in strafuitvoering.

AW : In het algemeen: ja. Maar zoals hierboven beschreven, in bepaalde dossiers. Ik denk hierbij bvb. aan straffen onder de 3 jaar of bij bepaalde delicten. Voor de dossiers in X. (langgestraften, sex. delinquenten, recidivisten) ligt dit minder voor de hand.

AX : Een beslissing genomen vanop afstand, is een betere garantie op objectiviteit.

Q.4. *Avez-vous des suggestion/remarques/commentaires/réflexions supplémentaires à propos du processus décisionnel relatif aux modalités d'exécution de peine, en particulier en ce qui concerne les congés pénitentiaires et les permissions de sortie ?*

A *:* La multiplication des décisions défavorables entraine des difficultés de gestion des détenus. On peut se trouver dans une impasse et se pose alors la question de la gestion de la détention.

B : Pourquoi un collège interne de directeurs ne pourrait-il pas statuer sur base de l'avis rédigé par un collègue?

C : Une suggestion : une meilleure homogénéité dans la rédaction des avis au niveau de l'ensemble des directeurs.

D : Compétence des JAP et TAP exclusive, sauf si nécessité budgétaire pour les moins de 3 ans.. Comment imaginer qu'un ministre puisse prendre le risque politique d'octroyer une PS à certains condamnés hyper médiatisés?

E : Il ya lieu de savoir que lors d'un octroi de congé pénitentiaire dans un régime ouvert, le directeur peut octroyer 2 permissions de sortie à but de visite. Ce système pourrait être étendu aux détenus d'une peine de – de 3ans rentrant dans la catégorie des procédures où le directeur décide seul de l'octroi d'une mesure de surveillance électronique.

F : J'estime que le traitement par la DGD des demandes de PS et de CP est intellectuellement incorrect. Je m'explique :

La DGD fonctionne sur le principe d'une sélection positive. Dans cette conception, le détenu n'a, a priori, pas de droit mais peut obtenir des faveurs. S'il souhaite bénéficier d'une faveur telle que PS et/ou CP, il doit accumuler les indicateurs jugés favorables en termes d'octroi de la faveur. Ces éléments favorables sont à pêcher dans le comportement en détention, dans les objectifs de réinsertion, dans l'attitude du détenu face aux décisions de rejet déjà subies, mais également dans le rapport SPS, dans sa vie privée (qualité de sa vie conjugale, de sa relation avec telle ou telle personne), dans sa vie intime (madame vient-elle à la VHS, …). Dans cette logique, un même argument peut être interprété positivement ou négativement selon qu'il corrobore ou non les autres éléments du dossier. Globalement, on reste dans une logique d'amendement, de contrition, de mérite démontré. Et si par hasard la somme des éléments favorables peut être battue en brèche par le risque de rencontrer son ex-victime sur le parking du Colruyt de Blankenberge le risque de l'importuner ne pouvant être totalement écarté, la faveur est refusée.
Bref, tout est interdit sauf ce que la DGD autorise.
Dans cette optique, il est extrêmement difficile d'obtenir quoi que ce soit. Et strictement rien s'il s'agit d'un dossier médiatisé.

Or, la loi de 2006 sur le statut externe consacre un raisonnement fondé sur la sélection négative. Il n'est plus question de faveurs mais de mesures, de modalités d'exécution de la peine qui doivent être considérées comme potentiellement acquises dès la date

d'admissibilité atteinte sauf si des contre-indications formelles s'y opposent : Comment sortir en congé s'il n'y a pas de milieu d'accueil ; comment bénéficier d'une PS pour raison psy si aucun rendez-vous n'a été pris.
Dans cette optique, il y a des droits acquis sauf si des arguments peuvent être opposés en termes de contre-indications dûment motivées.
Il ne peut plus être question de refuser une PS ou un CP car les faits sont « particulièrement graves » comme c'est encore trop souvent le cas actuellement. La gravité des faits détermine la hauteur de la peine et, partant, les diverses dates d'admissibilité, un point c'est tout.

Il est aberrant que l'administration, via la DGD, s'arroge le pouvoir d'estimer que la peine prononcée par le juge n'est pas suffisante et qu'il y a lieu de la rectifier en n'accordant pas les modalités d'exécution de la peine.

G : Les rapports psychosociaux sont importants et permettent de gagner du temps dans la collecte des infos et la rédaction des avis. Mais au vu des déficits des équipes SPS , les rapports sont longs à élaborer.

H : Idéalement, il ne devrait y avoir qu'une instance décisionnelle pour l'octroi de toutes les modalités d'exécution de la peine : le Tribunal de l'Application des Peines (et le Juge de l'Application des Peines). C'est cette instance qui accorde la libération conditionnelle, la surveillance électronique et la détention limitée. Il serait logique que ce soit cette instance et non pas une administration qui donne les moyens (permissions de sortie et congés pénitentiaires) aux détenus condamnés d'atteindre cet objectif de manière cohérente. Le fait qu'il y ait deux instances décisionnelles pour un même détenu est source de difficultés car leurs enjeux / finalités ne sont pas les mêmes. Un tribunal est indépendant tandis qu'une administration est dépendante de son autorité politique.

I : Ces processus demandent un investissement en temps (délais à respecter) et en documents écrits énorme au regard des autres tâches qui sont également assignées (et de + en +) aux directeurs de prison, qui plus est dans un contexte de sous-effectifs croissant des directions. On a l'impression que rien n'est fait pour nous faciliter cette tâche (ex: quand on veut signaler/informer la DGD d'un élément nouveau ou d'une modification relative à un processus de CP/PS qui a déjà fait l'objet d'un avis, on ne peut se contenter d'un simple Etat 58, on nous oblige à refaire tout un avis. C'est une pure perte de temps. Pour l'avoir vécu en maison de peine, on doit devenir de "véritables machines à avis" si on veut suivre la cadence du nombre d'avis à rédiger pour autant de détenus tout en respectant les délais prescrits. C'est peut-être au détriment de la qualité.

La qualité/le contenu des avis est très variable d'un directeur à l'autre (surtout d'une prison à l'autre) et cela malgré le canevas imposé (formulaires d'avis). Je vise ici les nombreuses mentions "cfr" et les évaluations de contre-indications qui font 2 lignes au plus. Les décisions prises par rapport à certains avis de ce type sont d'ailleurs interpellantes au regard de l'investissement démontré dans d'autres avis. Ceci est évidemment très personnel comme réflexion. Mais cela pose, pour certains dossiers, la question : « tout cela pour ça ? » et cela a un impact sur la motivation.

J : Insister sur l'esprit de la loi (le principe est l'octroi).

K : Visiblement ce dernier n'atteint pas ses objectifs, les délais de réponses en cas d'avis directeur négatif sont de plusieurs mois. Le traitement des demandes de PS et CP nécessite beaucoup d'investissement en temps et en énergie de toute la chaîne décisionnelle alors que certaines demandes ne devraient pas être traitées (exemple évaluation psychosociale en cours, manque d'informations pour se positionner).
Les avis négatifs ne font pas l'objet d'une réelle analyse du dossier et reviennent systématiquement avec une décision de refus.
Une sensibilisation du personnel aux réalités carcérales (spécificité de certains établissements notamment) serait la bienvenue.
Les délais sont parfois trop courts, notamment en cas de demande d'informations complémentaires.

L : Misschien kan bij vragen in dossiers telefonisch contact opgenomen worden?
Nu worden bijkomende vragen gesteld en lopen dossiers soms onnodig vertraging op.
Vooral dan bij eenvoudige vragen.

M : De duur van de totale termijn tussen het aanvragen van de UV/PV en de beslissing zou toch eens mogen herbekeken worden**.**

N : Besluiten worden veelal genomen op basis van dossier en er wordt te weinig rekening gehouden met evolutie van gedetineerde tijdens detentie.
Gedetineerden worden niet gehoord door DDB en kunnen zich niet verdedigen.

O : Er dient m.i. meer rekening te worden gehouden met het totale detentietraject van een veroordeelde. Indien op een gegeven ogenblik de optie wordt genomen voor een verblijf in een open inrichting voor gedetineerde X., is het noodzakelijk dat er op termijn ook uitgaansfaciliteiten aangeboden kunnen worden (anders contradictorisch met het heersende regime in de open inrichting).

P :
- Nood aan eenvormig beleid bij DDB
- Mindere enge interpretatie van de wet
- Durven risico's nemen
- Hangende zaken belemmeren de vooruitgang in een dossier. Vaak een reden om UV of PV niet toe te kennen, terwijl er weinig duidelijkheid is omtrent de zaak (soms maar een geldboete of straf met uitstel) en het soms erg lang duurt alvorens er een uitspraak is. Nefast voor het dossier.
- Laatste tijd merkbaar minder bijkomende vragen.
- Negatieve adviezen ook tijdig behandelen. Voor gedetineerden zeer frustrerend + duidelijk dat de DDB deze adviezen niet bekijkt.
- Attachés DDB meer zicht krijgen op doelgroep, vaak geen enkele ervaring met gedetineerden… meer uitwisseling.

Q : DDB doet haar werk zeer goed. Steeds een constructieve samenwerking.

R : Gezien ik momenteel als dienstdoend inrichtingshoofd aangeduid ben, neem ik slechts in uitzonderlijke omstandigheden een dossier over en maak ik dus slechts zeer weinig adviezen nog op. Vandaar dat ik sommige vragen open heb gelaten en mij ook geen kandidaat stel om een gesprek te hebben omtrent deze materie. Ik ben er momenteel te weinig actief mee bezig.

S : Interne richtlijnen binnen de DDB moeten beter gecommuniceerd worden naar de inrichtingen zodat directie en PSD geen energie stoppen in aanvragen die reeds vooraf gedoemd zijn om verworpen te worden.

T : Deel van de overbevolking is te verklaren door deze besluitvormingsprocessen. Alles wordt grondig voorbereid, geëvalueerd en beslist waardoor de toelaatbaarheidsdata zeer vaak en zeer ruim overschreden worden => meer en meer gedetineerden gaan voor strafeinde (is toch mijn gevoel, nog niet statistisch nagegaan). Nood aan snellere besluitvorming ; data worden ook overschreden aangezien de hulpverlening buiten traag werkt: lange intakeprocedures, lange wachtlijsten, geen bereidheid tot opvolgen gedetineerden, multiproblemegedetineerden kunnen nergens terecht,….;

U :
- Procedure is log en tijdsintensief (idem andere strafuitvoeringsmodaliteiten), neemt belangrijk deel van takenpakket van directeur in, m.i. te groot.
- DDB vs. SURB : 2 beslissingsinstanties voor vaak opeenvolgende modaliteiten is onvoldoende efficiënt. Komt niet ten goede aan de re-integratie van de gedetineerde.
- Groot verschil in kwaliteit van motivering van beslissingen/vonnissen van DDB versus SURB (Brussel), in het voordeel van deze laatste instantie.

V : Meer overleg tussen DDG en locale directies is aangewezen. Temeer daar niet beseft wordt wat de impact is van volledige blokkering van een dossier. Een iets humanere benadering bij sterfgevallen

ANNEXE V: POINT DE VUE DES ATTACHES PAR RAPPORT A L'ORGANISATION DU PROCESSUS DECISIONNEL

Q.1. : *Adapteriez-vous quelque chose à la procédure légale régissant actuellement l'octroi des congés pénitentiaires et des permissions de sortie?Si oui, quoi? (expliquez)*

A : Parfois, en cas de rejet d'une demande, certains directeurs prennent l'habitude, sans prendre la peine de nous donner un motif, de « griller » le délai des 3 mois durant lequel, normalement, le détenu ne peut pas introduire de nouvelle demande. Il faudrait tenter d'établir une liste de critères qui permettraient de justifier de griller ce délai, car parfois, c'est vraiment énervant. Selon moi, passer outre ce délai doit constituer l'exception et non la règle, sinon à quoi bon prévoir un délai de 3 mois ?

B : Allonger les délais légaux de prise de décision ainsi que les délais de réponse aux demandes d'infos complémentaires

C : Je retirerais l'échéance légale à laquelle nous devons rendre une décision

D : Les dossiers devraient nous parvenir complets. Il manque régulièrement des pièces, ce qui fait perdre du temps à tout le monde.
Nous recevons également une série d'avis positifs de la part des directions mais il s'agit de « faux positifs » car au vu des éléments dont nous disposons, il est clair que cela ne peut déboucher sur un octroi de mesure. La direction le sait mais envoie malgré tout la demande…Dans quel but ?
Prévoir une étape de vérification ?

E : Un délai intermédiaire dans le cadre d'une prolongation de procédure de 7 sept jours. Ce délai, inférieur aux 7 jours, serait imposé aux Directions pour répondre à nos questions et nous permettre alors la poursuite de l'examen du dossier dans le délai légal ; apporter des précisions quant aux motifs pour lesquels des permissions de sortie occasionnelles peuvent être accordées ; revoir éventuellement la procédure d'octroi des permissions de sortie en vue de réinsertion qui peuvent être accordées alors que le détenu y est juste admissible et se trouve donc à minimum 2 ans de sa LC. Cela apparaît particulièrement tôt pour certains détenus…

F : Très souvent, les demandes de congé pénitentiaire et de permission de sortie ne comportent pas l'ensemble des documents nécessaires à l'examen. Cela occasionne une perte de temps et une charge de travail supplémentaire à notre niveau puisqu'il faut réclamer les documents manquants ou passer du temps sur un dossier qui se révèle finalement incomplet. On pourrait envisager d'intégrer un critère de recevabilité de la demande sur cette base.

La possibilité de solliciter des informations complémentaires peut être très utile dans certains cas mais peut se révéler très gênante dans d'autres. Je pense notamment aux dossiers qui doivent être soumis à la voie hiérarchique et pour lesquels la réponse nous parvient la veille voire le dernier jour du délai. Il ne reste alors plus suffisamment de

temps pour que tous les intervenants puissent examiner le dossier. La loi est lacunaire à ce niveau. On pourrait fixer un délai intermédiaire.

La loi manque de précisions à certains égards. Les motifs d'une permission de sortie visant un intérêt particulier, si certains sont cités dans la circulaire, sont très vagues et restent donc souvent à l'appréciation du décideur.

G : Je ferais passer le délai de 14 jours ouvrables pour prendre une décision à 21 jours ouvrables et le délai de prolongement de procédure de 7 jours ouvrables à 10 jours ouvrables.

H : Beslissing door strafuitvoeringsrehter.

I : Slachtoffers zouden ook maken verwittigd worden bij UV.

J :
1) Mogelijkheid vd DDB om slachtofferinformatie op te vragen
2) DDB even lang tijd als gevangenis om verzoek UV/PV te behandelen
3) PV en UV terug meer beschouwen als gunst in plaats van recht
4) Slachtofferonthaal ook in te lichten bij UV (nu enkel bij PV)
5) verlenging termijn mogelijk tot 14 dagen – nu soms weigering omdat we reeds weten dat PSD onmogelijk antwoord kan formuleren binnen 7 dagen
6) striktere afbakening wanneer nieuw verzoek sneller dan binnen 3 maanden gedaan kan
7) verplicht PSD-verslag

Q.2. : *Voyez-vous des alternatives à l'organisation actuelle du processus décisionnel relatif aux congés pénitentiaires et des permissions de sortie (c-à-d à la formulation d'un avis par les directeurs pénitentiaires locaux suivi d'une décision de l'administration centrale) ?*

A : Quand on décide de demander des informations complémentaires, l'échéance est reportée de 7 jours ouvrables. Il arrive que, le 7e jour au matin, vu l'absence de réponse, nous envoyions une décision de rejet en arguant que nous n'avons pas reçu les infos demandées ce qui n'a pas permis l'examen complet des contre-indications. Cela fait parfois râler les prisons qui disent quelque chose comme « mais on allait envoyer cela à 10h00 ». Pour éviter cela, on devrait obliger les prisons à répondre dans les 6 jours ouvrables, ce qui nous donnerait le 7e jour pour réexaminer le dossier sereinement.

B : Chaque acteur du processus décisionnel devrait bénéficier de plus de temps, ce qui permettrait un meilleur traitement de fond des dossiers (avec des échanges entre la DGD et les intervenants locaux par exemple sur une question spécifique….).

C : Je trouve que c'est un système qui permet d'avoir plusieurs avis sur un même dossier/demande et qui permet parfois une confrontation intéressante des points de vue.

D : Indien er geschikte risicotaxatie-instrumenten voor beschikbaar zijn, zouden bepaalde laagrisico categorieën automatisch uitgaansvergunningen/penitentiaire verloven kunnen krijgen indien aan de tijdsvoorwaarden is voldaan. Dit zou dan tevens ingebouwd kunnen worden in een bepaald regime (bvb. open inrichting).

E : Beslissing door strafuitvoeringsrehter.

F : Dat er een beslissing bij consensus wordt genomen, t.t.z. in aanwezigheid van een lid van de psychosociale dienst, een directie lid en een lid van de Directie Detentiebeheer.

G : Adviezen directeur weglaten en beslissing nemen op basis van advies PSD +psychosociaal verslag en andere bronnen). Bij negatief advies gevangenis niet meer overmaken aan DDB – tenzij na 3 negatieve adviezen.

Q.3. : *Avez-vous des suggestion/remarques/commentaires/réflexions supplémentaires à propos du processus décisionnel relatif aux modalités d'exécution de peine, en particulier en ce qui concerne les congés pénitentiaires et les permissions de sortie ?*

A : Dans le cadre de dossiers "bloqués", il conviendrait de se rencontrer systématiquement entre intervenants (SPS, Direction et DGD, avocat détenu ?).

Tout comme les intervenants SPS doivent suivre une formation de base lorsqu'ils entrent en fonction, il y aurait lieu d'appliquer le même système aux attachés de la DGD en vue de « maîtriser » quelques principes de base de psychologie (théorie des négateurs, principes des mécanismes de défense, grandes lignes de la psychopathologie…)

B : C'est la DGD qui entame le processus de libération du détenu par l'octroi de mesures telles que les PS et les congés. Les prisons ont l'impression que la DGD octroie difficilement les mesures mais il arrive très régulièrement que le dossier ne soit pas complet (manque de pièces) ou que tous les aspects qui nous permettent de prendre une décision n'aient pas été traités.
L'ouverture du processus de libération implique qu'un examen de la situation du détenu ait eu lieu de <u>façon complète</u> car une fois les sorties octroyées, il sera difficile de faire marche arrière si de nouveaux éléments apparaissent Cela implique donc une rigueur que les différents acteurs du processus perçoivent parfois comme une trop grande prudence

C : Les dossiers qui doivent être soumis au cabinet ne sont pas clairement définis. Cela pose souvent question.

D : La prise de décision relative aux demandes de permission de sortie et du congé pénitentiaire est une tâche très importante en ce qu'elle intervient au début du processus d'élargissement du condamné et permet de dessiner et d'orienter les premiers jalons de sa réinsertion sociale. Il s'agit des premières modalités dont l'intéressé va bénéficier au cours de sa détention. Le fait qu'une instance extérieure à la prison soit chargée de décider revêt selon moi un caractère sain et sensé. Un regard extérieur et donc davantage objectif est indispensable pour réaliser cet exercice. Il arrive que l'on apprenne que

certains avis favorables ont été rédigés pour encourager le détenu ou parce que cela s'avérait nécessaire au niveau de la gestion de sa détention. Je peux le comprendre. Mais c'est aussi un exemple qui illustre cette nécessité d'un tiers décideur.

E : Meer duidelijkheid op vlak van het voorziene reclasseringsplan in een vroeger stadium (en communicatie hierover tussen de verschillende diensten) zou wenselijk zijn. Vaak hebben de toekomstplannen ook een invloed op de inschatting van de tegenaanwijzingen tijdens een uitgaansvergunning/penitentiair verlof.
Het zou ook wenselijk zijn als de slachtoffers ingelicht zouden worden indien een gedetineerde voor de eerste maal de gevangenis verlaat (ook al is dat via een uitgaansvergunning en niet via een penitentiair verlof).Ook zou de slachtofferinformatie (zeker voor bepaalde categorieën) vroeger in het dossier beschikbaar moeten zijn (vaak ontvangen we dit pas nadat de gedetineerde UV/PV heeft gekregen).
Het tijdsverloop tussen de aanvraag van een gedetineerde/de PSD-verslaggeving/het directieadvies/onze beslissing is nogal lang. Wijzigingen die intussen plaatsvinden zouden op systematische wijze moeten worden meegedeeld aan onze dienst.

F : Zowel de PSD als de directie dient in te zien dat de DDB niet zomaar hun advies zal opvolgen. De DDB neemt beslissingen waarvoor de minister een verantwoordelijkheid draagt. De DDB werkt dan ook vanuit een andere invalshoek. Bij mislopen zijn de gevolgen voor de minister groot…voor de PSD of directie nihil.

G : Directie-adviesen zijn soms niet meer dan een kopie van inschatting tegenindicaties door PSD. Zo ontstaat indruk dat sommige directeurs het verslag niet volledig lezen/niet tot in detail op de hoogte zijn van het dossier, wat uiteraard een gemiste kans is. Soms wordt op cruciale elementen niet ingegaan in het eerste advies, maar na problematisering in DDB-beslissing, duikt dit plots wel – met het nodige gewicht – op in een volgend directies-advies.

H : Meer aandacht aan slachtoffers – vb bij UV's.

Liste des publications du Département de Criminologie
Publicatielijst van de Hoofdafdeling Criminologie

Actualisée en février 2013 – Geactualiseerd in februari 2013

Ouvrages – Boeken

PAUWELS, L., DE KEULENAER, S., DELTENRE, S., DEVROE, E., ELFFERS, H., FORCEVILLE, J., KERKAB, R., MAES, E., MOONS, D., PLEYSIER, S., PONSAERS, P. EN VAN DAEL, E. (ed.), *Criminografische ontwikkelingen II: van (victim)-survey tot penitentiaire statistiek* (reeks *Panopticon Libri*, nr. 5), Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2012, 178 p.

VANNESTE C., VESENTINI F., LOUETTE J., MINE B.(eds), *Les statistiques pénales belges à l'heure de l'informatisation. Enjeux et perspectives*, Gand: Academia Press, 2012, 148 p.

VANNESTE C., VESENTINI F., LOUETTE J., MINE B.(eds), *De Belgische strafrechtelijke statistieken ten tijde van de informatisering.Uitdagingen en perspectieven,* Gent: Academia Press, 2012, 148 p.

JONCKHEERE A., MAES E. (éd.) (coll. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, 108 p.

MAES E., JONCKHEERE A. (ed.) (m.m.v. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, 110p.

LEMONNE, A., VANFRAECHEM, I., VANNESTE, C. (eds.), *Quand le système rencontre les victimes. Premiers résultats d'une recherche évaluative sur la politique à l'égard des victimes*, Gand: Academia Press, 2010, iv + 163p.

VANFRAECHEM, I., LEMONNE, A., VANNESTE, C. (EDS), *Wanneer het systeem de slachtoffers ontmoet. Eerste resultaten van een evaluatieonderzoek aangaande slachtofferbeleid*, Gand, Academia Press, 2010, iv + 156p.

PAUWELS L., DE KEULENAER S., DELTENRE S., DESCHAMPS L., ELFFERS H., FORCEVILLE J., GOETHALS J., KERKAB R., MAES E., PLEYSIER S., PONSAERS P., VAN DAEL E. (ed.), *Criminografische ontwikkelingen: van (victim)-survey tot penitentiaire statistiek* (reeks *Panopticon Libri*, nr. 3), Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2010, 162p.

AERTSEN I., BEYENS K., DAEMS T., MAES E. (ed.), *Hoe punitief is België?* (verslagboek studiedag 21 november 2008, reeks *Panopticon Libri*, nr. 2), Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2010, 224p.

MAES E., *Van gevangenisstraf naar vrijheidsstraf. 200 jaar Belgisch gevangeniswezen*, Antwerpen - Apeldoorn, Maklu, 2009, 1.228p. (+ bijl.: op website www.maklu.be)

DESSEILLE, M. et RENARD, B. (ed.), *Les dimensions psychologiques de la preuve au pénal*, CEP, Politeia, 2008, 178 p.

VANNESTE CH., GOEDSEELS E., DETRY I. (ed.), *De "nieuwe" statistiek van de jeugdparketten: een belichting van de eerste analyseresultaten vanuit verschillende invalshoeken.* Academia Press, 2008, 153 p.

VANNESTE CH., GOEDSEELS E., DETRY I. (ed.), *La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse: regards croisés autour d'une première analyse.* Academia Press, 2008, 151 p.

MOREAU TH., RAVIER I., VAN KEIRSBILCK B. (dir.), *La réforme de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse - premier bilan et perspectives d'avenir,* Liège, Editions jeunesse et droit, 2008.

VANFRAECHEM I., *Herstelgericht groepsoverleg*, Brugge, die keure, 2007, 249 p.

RENARD, B. (ed.), *Police technique et scientifique. Les exigences d'une preuve fiable*, CEP, Politeia, 2005, 139 p.

VANNESTE CH., *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, L'Harmattan, collection Logiques Sociales, série Déviance et Société, 2001, 229 p.

VANDERBORGHT J., VANACKER J., MAES E. (ed.), *Criminologie. De Wetenschap, De Mens*, Brussel, Politeia, 2000, 288 p.

Contributions à des revues et à des ouvrages collectifs - Bijdragen in tijdschriften en verzamelwerken

2012

BURSSENS, D., Bemiddeling in strafzaken. Een impressie op basis van geregistreerde data, met bijzondere aandacht voor de dader-slachtofferbemiddeling, *Fatik*, 2012, 30(136), 10-20.

BURSSENS, D., De voorlopige hechtenis in België. Synthese van bestaand empirisch onderzoek, *Fatik*, 2012, 30(133), 17-23.

BURSSENS, D., Bemiddeling in strafzaken. Een blik op de praktijk vanuit SIPAR, de databank van de justitiehuizen, in L. PAUWELS, S. DE KEULENAER, S. DELTENRE, E. DEVROE, H. ELFFERS, J. FORCEVILLE, R. KERKAB, E. MAES, D. MOONS, S. PLEYSIER, P. PONSAERS, E. VAN DAEL, E (Eds.) *Criminografische ontwikkelingen II. Van (victim)-survey tot penitentiaire statistiek*, Antwerpen, Maklu, 2012, pp. 113-143.

BURSSENS, D. & GOEDSEELS, E., Emanciperende criminologie, in M. DE BIE, R. ROOSE & M. VANDENBROECK (Eds.) *Maatschappelijk engagement: een besef van kwetsbaarheid*, Gent, Academia Press, 2012, pp. 385-395.

BURSSENS, D., GORIS, P. & MELIS, B., Een eigenzinnig maar consequent pleidooi voor interactio-nisme, in M. DE BIE, R. ROOSE & M. VANDENBROECK (Eds.) *Maatschappelijk engagement: een besef van kwetsbaarheid*, Gent, Academia Press, 2012, pp. 263-275.

GOEDSEELS E., Jeugddelinquentie gemeten en geteld, in L. WALGRAVE (eds.), *Jeugddelinquentie in perspectief. Met een koel hoofd naar een geïntegreerde aanpak*, Kluwer, 2012, 13-28.

GOEDSEELS E., Constructief sanctioneren met maximale kansen voor een herstelrechtelijk aanbod, in DECOCK, J. PUT (eds.), *Jeugdsanctierecht gewikt en gewogen*, Gent, Larcier, 2012, 55-84.

GORIS, P., BURSSENS, D., MELIS, B. & VETTENBURG, N., Preventie van jeugdcriminaliteit: bezint eer ge begint, in L. WALGRAVE (Ed.) *Jeugddelinquentie in perspectief. Met een koel hoofd naar een geïntegreerde aanpak*, Mechelen, Kluwer, 2012, pp. 133-148.

JONCKHEERE, A., MAES E., « Le trop-plein de détenus », *Politique, revue de débats*, 2012, n° 77 (Novembre-Décembre 2012 : '*Des prisons au bout du rouleau. L'enfermement, miroir de la justice ?*'), pp. 28-29.

JONCKHEERE, A., « Informatica en (para)justitieel werk. De invloed van SIPAR op het (para)justitieel werk in justitiehuizen. En vice versa », *Fatik*, 2012, pp. 5-9.

JONCKHEERE, A., MOREAU, Th., « La flexibilité dans l'exécution des mesures pénales. Regards croisés sur les assistants de justice et les avocats », *in* D. Kaminski (dir.), *La flexibilité des sanctions. XXIèmes journées juridiques Jean Dabin*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 109-122

JONCKHEERE, A., « Justitieassistenten worstelen met SIPAR. Een kijk op het management van de justitiehuizen », *Panopticon*, 2012, 33(1), pp.179-182

JONCKHEERE, A., « Vrijheid onder voorwaarden als alternatief voor de voorlopige hechtenis: gebruik en duur van de maatregel », *Panopticon*, 2012, 33(1), pp.85-90.

LEMONNE, A., « L'existence d'une socialité vindicatoire ? Tentative d'analyse à partir du discours des victimes », *in* « *JUSTICE !* ». *Entre pénalité et socialité vindicatoire*, Sous la direction de Françoise VANHAMME, Erudit, pp. 79- 96, 2012 (*in press*).

LEMONNE, A., MAHIEU, V., VANDERSTRAETEN, B., « Le Forum national pour une politique à l'égard des victimes: un instrument révélateur », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2012, pp. 782-807.

MAES, E., m.m.v. TANGE, C., "De mythe van invrijheidstelling op VI-datum nogmaals doorprikt. Enkele *facts* en *figures* over de voorwaardelijke invrijheidstelling in België", in *Criminografische ontwikkelingen II: van (victim)-survey tot penitentiaire statistiek* (reeks *Panopticon Libri*, nr. 5), L. PAUWELS, S. DE KEULENAER, S. DELTENRE, E. DEVROE, H. ELFFERS, J. FORCEVILLE, R. KERKAB, E. MAES, D. MOONS, S. PLEYSIER, P. PONSAERS, E. VAN DAEL, E. (ed.), Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2012, 145-176.

MAES, E., ROBERT, L., "Retourner en prison après en être sorti. Quand on est jeune, y retourne-t-on plus, plus vite et/ou plus souvent ?", *Journal du Droit des Jeunes*, 2012, nr. 318 (Octobre), pp. 33-37.

MAES, E., "Federale Overheidsdienst Justitie" (Inleiding), in *Handboek Forensisch Welzijnswerk. Ontwikkeling, beleid, organisatie & praktijk*, R. ROOSE, F. VANDER LAENEN, I. AERTSEN, L. VAN GARSSE (ed.), Gent, Academia Press, 2012, 121-124.

MAES, E., TANGE, C., "De strafuitvoeringsrechtbanken en de voorwaardelijke invrijheidstelling. Enkele empirische gegevens over de toepassing van VI tegen het licht van een steeds toenemende gevangenispopulatie en de roep om een strenge(re) strafuitvoering", *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 30 (2012), nr. 135 (juli-augustus-september), 12-22.

MAES, E., MINE, B., DE MAN, C. EN VAN BRAKEL, R., "Thinking about electronic monitoring in the context of pre-trial detention in Belgium: a solution to prison overcrowding?", *European Journal of Probation*, Vol. 4 (2012), No. 2 (May), 3-22. (http://www.ejprob.ro/index.pl/thinking_about_electronic_monitoring_in_the_context_of_pre-trial_detention_in_belgium_a_solution_to_prison_overcrowding)

MAES, E., “Elektronisch toezicht in het kader van de voorlopige hechtenis. Enkele beschouwingen over een aantal juridisch-technische en praktisch-organisatorische aspecten”, *Panopticon*, 33 (2012), nr. 2 (maart-april), 110-124.

MAES, E., “From Prison Sentence to Deprivation of Liberty. A Brief History of Two Centuries of Legal Regulation of the Belgian Prison Regime (1795-2006)”, *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 2012, nr. 1, 81-97.

MAHIEU, V., « La réforme de la loi sur la protection de la jeunesse de 2006 : consécration d’une approche restauratrice ? Analyse des travaux parlementaires et du discours d’acteurs de terrain », *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, juin 2012, pp. 642-666.

MARY, PH., KAMINSKI, D., MAES, E., VANHAMME, F., “The treatment of “dangerousness” in Belgium: internment and placing at the government’s disposal”, *Champ pénal/Penal Field*, Rubrique ‘Congrès et séminaires’ –Séminaire du GERN “Longues peines et peines indéfinies. Punir la dangerosité” (2008-2009), on-line July 16th, 2012. (http://champpenal.revues.org/8359)

MINE, B., « L’absence d’identifiant unique et d’harmonisation entre les nomenclatures relatives aux infractions: deux obstacles majeurs à la production en Belgique d’une statistique "criminelle" intégrée », in VANNESTE C., VESENTINI F., LOUETTE J., MINE B.(eds), *Les statistiques pénales belges à l’heure de l’informatisation. Enjeux et perspectives*, Gand: Academia Press, 2012, 35-79.

MINE, B., « Het gebrek aan een unieke identificator en een harmonisering tussen de nomenclaturen inzake de inbreuken: twee grote obstakels voor de productie van een geïntegreerde criminologische statistiek in België »**,** in VANNESTE C., VESENTINI F., LOUETTE J., MINE B.(eds), *De Belgische strafrechtelijke statistieken ten tijde van de informatisering.Uitdagingen en perspectieven*, Gent: Academia Press, 2012, 35-79.

MINE, B., « Résultats d’une analyse croisée d’extractions partielles de deux bases de données du système d’administration de la justice pénale », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2012, pp. 855-871.

NAGELS, C., LEMONNE, A., « Traiter la traite: quand la prostituée navigue dans les eaux troubles de la dignité humaine », in Actes du colloque ‘Sexe et normes’, organisé à l’occasion du 75ème anniversaire de l’Ecole de criminologie de l’U.L.B., Bruylant, Collection des travaux et des monographies de l’Ecole des sciences criminologiques Léon Cornil , 2012 (*in press*).

ROBERT, L., MAES, E., “Terug achter de tralies. De eerste nationale cijfers over wederopsluiting na vrijlating”, *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 30 (2012), nr. 134 (april-mei-juni), 10-19.

ROBERT, L., MAES, E., “Après la prison, combien y retournent-ils ? L’Institut national de criminalistique et de criminologie publie les premiers chiffres sur la « récidive de

détention »", *Justice en ligne*, 20 juin 2012. (http://www.justice-en-ligne.be/article450.html)

ROBERT, L., MAES, E., "Retour en prison. Les premiers chiffres nationaux sur la réincarcération après libération", *Le journal de la police*, 2012, 4 (avril), pp. 21-27, *err.*, 2012, p. 7 (septembre), 4.

ROBERT, L., MAES, E., "Terug naar de gevangenis. De eerste nationale cijfers over wederopsluiting na vrijlating", *Politiejournaal*, 2012 (april), 21-27.

ROBERT, L., MAES, E., "Meten, weten, … en verbeteren?", *De Juristenkrant*, nr. 248 (25 april 2012), 12-13.

VANDERSTRAETEN, B., LEMONNE, A., MAHIEU, V., « Nationaal Forum voor slachtofferbeleid: een externe evaluatie », in *Panopticon*, Julie-Augustus, 2012, pp.371-373.

VANNESTE C., « Vers une statistique criminelle "intégrée": un si long chemin … », in VANNESTE C., VESENTINI F., LOUETTE J., MINE B.(eds), *Les statistiques pénales belges à l'heure de l'informatisation. Enjeux et perspectives*, Gand: Academia Press, 2012, 5-33.

VANNESTE C., « Naar een "geintegreerde" criminologische statistiek : zo een lange weg … », in VANNESTE C., VESENTINI F., LOUETTE J., MINE B.(eds), *De Belgische strafrechtelijke statistieken ten tijde van de informatisering.Uitdagingen en perspectieven*, Gent: Academia Press, 2012, 5-34.

2011

BURSSENS, D., "Voorlopige hechtenis (z)onder voorwaarden. Onderzoekers en actoren in debat", in E. MAES, A. JONCKHEERE (ed.) (m.m.v. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, 57-72.

BURSSENS, D., "La détention préventive sous (sans) conditions. Débat entre les acteurs de l'instruction judiciaire", in A. JONCKHEERE, E. MAES (éd.) (coll. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, 55-71.

BURSSENS, D., GORIS, P., "Ik heb het nog zo gezegd. Op de grens van predictieonderzoek en preventie", in I. AERTSEN, T. DAEMS, A. HAAREN, F. HUTSEBAUT, J. MAESSCHALCK (ed.), *Deviante wetenschap. Het domein van de criminologie*, Leuven, Acco, 2011, 137-145.

JONCKHEERE, A., « Les mises en tension du travail social par l'informatisation managériale. Quelles configurations de la qualité de l'intervention et du respect de

l'organisation dans le travail des assistants de justice ? », *in 10 ans Maisons de Justice. Bilan & perspectives*, Bruxelles, SPF Justice, 2011, pp.141-147

JONCKHEERE, A., « De invloed van management en informatisering op het werk van de justitieassistenten. Welke kwaliteit van de interventie en respect voor de organisatie?, *in 10 Jaar Justitiehuizen. Balans & perspectieven*, Brussel, FOD Justitie, 2011, pp.139-145

JONCKHEERE A., « La liberté sous conditions des présumés innocents : enjeux et usages d'une mesure alternative », *Annales de droit de Louvain*, 2011, vol.71, n°1, pp.15-38

JONCKHEERE A., KENNES L., « Les solutions radicales pour limiter la détention préventive », *in* D. VANDERMEERSCH, B. DEJEMEPPE (dir.), *Détention préventive : 20 ans après ?*, Bruxelles, Larcier, 2011, pp.163-181

JONCKHEERE A., MAES E., « A la recherche de mesures juridiques susceptibles de réduire la détention préventive », *in La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, A. JONCKHEERE, E. MAES (éd.) (coll. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), Gand, Academia Press, 2011, pp.1-19

JONCKHEERE A., MAES E., « Caractéristiques des personnes placées sous mandat d'arrêt et/ou en liberté sous conditions », *in* A. JONCKHEERE, E. MAES (éd.) (coll. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, pp.35-54.

LEMONNE, A., « Images de la victime dans la politique à l'égard des victimes en Belgique », *RDPC*, juillet-août 2011, pp. 727- 752.

LEMONNE, A., CLAES, B., « Une nouvelle philosophie de la Justice », in *La Revue Nouvelle*, année 66, n°3, mars 2011, pp. 94-104.

LEMONNE, A., « La place de la victime dans le système belge de travail sous mandat », in *Actes du colloque du 2 et 3 décembre 2009, 'Dix ans de maisons de justice'*, Service public fédéral Justice, pp.95-103, 2011.

MAES, E., TANGE, C., "Chronique de criminologie. La libération conditionnelle sous le régime des tribunaux de l'application des peines. Bilan et enjeux émergeants d'une première année de fonctionnement (2007)", *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2011, nr. 11, 929-964.

MAES E., JONCKHEERE A., "Op zoek naar juridische maatregelen om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen", in E. MAES, A. JONCKHEERE (ed.) (m.m.v. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, 1-20.

MAES E., VAN BRAKEL R., DE MAN C., MINE B., "Een belichting van de mogelijkheden om het elektronisch toezicht toe te passen in het kader van de voorlopige hechtenis", in

MAES E., JONCKHEERE A. (ed.) (m.m.v. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, , Gent, Academia Press, 2011, 21-34.

MAES E. et JONCKHEERE A., "Kenmerken van personen geplaatst onder aanhoudingsmandaat en/of vrij onder voorwaarden", in E. MAES, A. JONCKHEERE (ed.) (m.m.v. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, 35-55.

MAES E., MINE B., DE MAN C., VAN BRAKEL R., "Naar elektronisch toezicht in het kader van de voorlopige hechtenis**.** Waarom de invoering ervan, vanuit het oogpunt van een vermindering van de gevangenispopulatie, misschien toch niet meteen de meest aangewezen strategie is", *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen,*, 2011, nr. 129, 6-14.

MARY, PH., KAMINSKI, D., MAES, E., VANHAMME, F., "Le traitement de la « dangerosité » en Belgique : internement et mise à la disposition du gouvernement", *Champ pénal, Nouvelle revue internationale de criminologie*, 2011, Articles (« Varia »).

MINE B., DE MAN C., MAES E., VAN BRAKEL R., « Exercice de mise en perspective des possibilités d'application de la surveillance électronique dans le cadre de la détention préventive », in A. JONCKHEERE, E. MAES (éd.) (coll. D. BURSSENS, B. MINE, C. TANGE), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, 21-34.

DILLENBOURG, D. ET RENARD, B., Preuve scientifique en Europe – admissibilité, appréciation et égalité des armes - Intérêt et limite des travaux récents menés au sein du Conseil de l'Europe, *La preuve en droit pénal / Bewijs in strafzaken*, Les Dossiers de la revue de droit pénal et de criminologie, La Charte, Bruxelles, 2011, 22 pp.

RENARD, B., La technologie ADN dans la justice pénale, une illustration de la recomposition de l'action de la justice par la science, la technique et l'expertise ? , *Droit et Cultures*, Numéro à thème sur « Technologies, Droit et Justice », 61, 2011/1, 131-146.

2010

DETRY I., GOEDSEELS E., VANNESTE CH., Les chiffres des parquets de la jeunesse au grand jour, In: Dienst voor het Strafrechtelijk beleid, *Jeugddelinquentie: op zoek naar passende antwoorden*, Congresboek, Maklu, Antwerpen, 2010, 41-65.

LEMONNE, A., HYLDE, I., "The evaluation of restorative justice: lessons to be learned from a data collection of evaluative programmes in Europe", in VANFRAECHEM, I., AERTSEN, I. & WILLEMSENS, J. (eds), *Restorative Justice realities. Empirical Research in a European Context*, Den Haag: Eleven International Publishing, 2010.

GOEDSEELS E., Jeugddelinquentie in cijfers, *Welwijs*, 2010, jrg. 21, 4, 25-30.

GOEDSEELS E., La délinquance des mineurs: la Wallonie protège, la Flandre sanctionne?, *Journal du Droit des Jeunes*, 2010, n°292, 13-17.

GOEDSEELS E., The Belgian juvenile justice system, *Chronicle*, 2010, 2-36.

GOEDSEELS E., Le système du droit de la jeunesse en Belgique, *Chronicle, 2010*, 37-41.

GOOSSENS F., MAES E., "Omdat het aangewezen is te bezinnen alvorens te beginnen... Enkele aandachtspunten vanuit Belgisch onderzoek voor een eventuele regeling van thuisdetentie of elektronisch toezicht als hoofdstraf in de Lage Landen", *Sancties, Tijdschrift over straffen en maatregelen*, 2010, afl. 2, 56-79.

JONCKHEERE A., « Le Service Social International : quand des frontières séparent des familles », *Journal du droit des jeunes*, mai 2010, n°295, pp.13-15.

JONCKHEERE A., MAES E., "Opgesloten of vrij onder voorwaarden in het kader van het vooronderzoek in strafzaken? Analyse van het profiel van verdachten onder aanhoudingsmandaat en vrij onder voorwaarden (VOV) op basis van justitiële databanken (jaar 2008)", in *Criminografische ontwikkelingen: van (victim)-survey tot penitentiaire statistiek* [reeks *Panopticon Libri*, nr. 3], L. PAUWELS, S. DE KEULENAER, S. DELTENRE, L. DESCHAMPS, H. ELFFERS, J. FORCEVILLE, J. GOETHALS, R. KERKAB, E. MAES, S. PLEYSIER, P. PONSAERS, E. VAN DAEL. (ed.), Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2010, 107-140.

MAES E., "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis… 20 jaar na datum", *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2010, nr. 128, 5-8.

MAES E., MINE, B., « La surveillance électronique, alternative plausible à la détention préventive ? », *Journal des Tribunaux*, n° 6406 (129ième année), 30/2010 (2 octobre 2010), pp. 517-519.

MAES E., "Over de productie van statistische tijdsreeksen met betrekking tot de bedrijvigheid binnen de strafrechtsbedeling", in A. RAES, S. THOMAES, S. DE KEULENAER, J.-F. MINET (ed.), *Strafrechtelijk beleid. Beleidsvoering: evoluties en uitdagingen. Congresboek/Politique criminelle. Mise en œuvre de la politique: évolutions et défis. Livre de congrès*, Brussel, Dienst voor het Strafrechtelijk beleid/Service de la politique criminelle – Politeia, 2010, 131-143.

MAES E., "Evoluties in punitiviteit: lessen uit de justitiële statistieken", in AERTSEN I., BEYENS K., DAEMS T., MAES, E. (ed.), *Hoe punitief is België?* (verslagboek studiedag 28 november 2008, reeks *Panopticon Libri*, nr. 2), Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2010, 43-83.

RAVIER I., GOEDSEELS E., DETRY I., Jeugdparket, In: FOD Justitie, *Justitie in cijfers*, 2010, 41-53.

RAVIER I., GOEDSEELS E., DETRY I., Parquets de la jeunesse, In: SPF Justice, *Justice en chiffres*, 2010, 41-53.

RENARD, B., L'expertise ADN en justice pénale, in *Recherche Droit et Justice*, Rubrique Thèse, n° 35, novembre 2010, 13-14.

VANNESTE C., "Belgium", in AEBI M., JAQUIER V. (ed.), *Crime and Punishment Around the World*, Encyclopaedia, Volume Europe, ABC-Clio, 2010, 39-49.

VANNESTE C., "Surpopulation et évolution de la population pénitentiaire. Quelques grandes tendances", in *L'observatoire. Revue d'action sociale et médico-sociale*, n°66/2010, novembre 2010, *La prison comme réponse sociale*, 20-23.

2009

BURSSENS, D., "Een storm rond het jeugdrecht, windstil rond preventie", in W. BRUGGEMAN, E. DE WREE, J. GOETHALS, P. PONSAERS, P. VAN CALSTER, T. VANDER BEKEN, G. VERMEULEN (ed.), *Van pionier naar onmisbaar. Over 30 jaar Panopticon* (jubileumboek naar aanleiding van 30 jaar Panopticon, reeks *Panopticon Libri*, nr. 1], Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2009, 483-490.

BURSSENS, D., "Preventie van geweld op school", *Welwijs*, 2009, nr. 4, 3-6.

DETRY I., GOEDSEELS E., Jeugdparket, In: FOD Justitie, *Justitie in cijfers*, 2009, 40-47.

DETRY I., GOEDSEELS E., Parquets de la jeunesse, In: SPF Justice, *Justice en chiffres*, 2009, 40-47.

GOEDSEELS E., De dans der cijfers. De jeugdadvocaat versus de criminoloog (interview), *Weliswaar*, 2009, 91, 10-12.

GOOSSENS F., MAES E., "Elektronisch toezicht als autonome straf: het NICC-onderzoek in een notendop", in DAEMS T., DE DECKER S., ROBERT L., VERBRUGGEN F. (ed.), *Elektronisch toezicht. De virtuele gevangenis als reële oplossing? Onderzoek en beleid 1998-2008* (reeks Samenleving, Criminaliteit & Strafrechtspleging, nr. 33), Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2009, 35-59.

JONCKHEERE A., "L'informatisation des maisons de justice : une réponse à l'enjeu d'uniformisation du travail social ? ", in *Le management des organisations judiciaires*, B. Bernard (coord.), Les dossiers de performance publique, Larcier, novembre 2009, pp. 137-152.

JONCKHEERE A., “Les assistants de justice aux prises avec SIPAR, un outil de gestion informatique”, *Pyramides*, 2009/1, n°17, pp.93-109.

MAES E., “Voorwaardelijk invrijheidgestelden onder de vleugels van de strafuitvoeringsrechtbanken. Onderzoek bij een populatie voorwaardelijk invrijheidgestelden na één jaar werking”, *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2009, nr. 124, 12-20.

MAES E., “Doctorale proefschriften/Thèses de doctorat. Van gevangenisstraf naar vrijheidsstraf. Onderzoek naar de ontwikkeling van en de samenhang tussen penitentiaire regelgeving (inzake het regime van gedetineerden) en penologische visies of andere normeringsrationaliteiten” (samenvatting doctoraatsproefschrift), *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis/Revue belge d’histoire contemporaine*, XXXIX (2009), nr. 3-4, 507-513.

MAES E., “De actuele Belgische penitentiaire statistiek ... tussen droom en werkelijkheid”, in BRUGGEMAN W., DE WREE E., GOETHALS J., PONSAERS P., VAN CALSTER P., VANDER BEKEN T., VERMEULEN G. (ed.), *Van pionier naar onmisbaar. Over 30 jaar Panopticon* (jubileumboek naar aanleiding van 30 jaar Panopticon, reeks *Panopticon Libri*, nr. 1], Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2009, 777-783.

MAES E., “Het actuele penitentiaire beleid in confrontatie met zijn verleden”, in DAEMS T., PLETINCX P., ROBERT L., SCHEIRS V., VAN DE WIEL A., VERPOEST K. (ed.), *Achter tralies in België* (Verslagboek studiedag Fatik 24 april 2009 – “*Achter tralies in België. Waar staan we? Waar gaan we naartoe?*”), Gent, Academia Press, 2009, 47-73.

MAES E., SCHEIRS V., “De Belgische gevangenispopulatie in cijfers”, in DAEMS T., PLETINCX P., ROBERT L., SCHEIRS V., VAN DE WIEL A., VERPOEST K. (ed.), *Achter tralies in België* (Verslagboek studiedag Fatik 24 april 2009 – “*Achter tralies in België. Waar staan we? Waar gaan we naartoe?*”), Gent, Academia Press, 2009, 91-112.

VANFRAECHEM I., “Restorative policing: in pursuit of principles”, in MOOR L.G., PETERS T., PONSAERS P., SHAPLAND J., VAN STOKKOM B. (eds), *Restorative policing. Cahiers Politiestudies*, 2(11), 2009, 39-64.

VANFRAECHEM I., “De rol van de advocaat in hergo”, *Nieuwsbrief Suggnomè*, 10(1), 2009, 15-18.

2008

COSYNS P., D’HONT C., JANSSENS D., MAES E., VERELLEN R., “Les internés en Belgique: les chiffres”, *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2008, nr. 4 (avril), 364-380.

DELENS-RAVIER I., « La réforme de la protection de la jeunesse : un compromis à la belge », *in* BAILLEAU F., (dir.), *Evolution ou rupture? La justice des mineurs en question*.

16ème conférence de l'Association internationale de recherches en criminologie juvénile (AIRCJ), Cours d'Appel du Tribunal de Paris 8-11 mars 2006, Vaucresson, 2008, pp. 119-124.

DELENS-RAVIER I., « Dispositifs et pratiques de prise en charge des jeunes, introduction », *in* BAILLEAU F., (dir.), *Evolution ou rupture? La justice des mineurs en question*. 16ème conférence de l'Association internationale de recherches en criminologie juvénile (AIRCJ), Cours d'Appel du Tribunal de Paris, 8-11 mars 2006, Vaucresson, 2008, pp. 343-348.

DELENS-RAVIER I., « Les parents : partenaires ou adversaires ? », *in* MOREAU TH., RAVIER I., VAN KEIRSBILCK B. (dir.), *La réforme de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse - premier bilan et perspectives d'avenir,* Liège, Editions jeunesse et droit, 2008, pp. 285-304.

DETRY I., « La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse: quelques résultats des analyses réalisées sur les données relatives aux affaires signalées en 2005 », in MOREAU TH., RAVIER I., VAN KEIRSBILCK B. (dir.), *La réforme de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse - premier bilan et perspectives d'avenir,* Liège, Editions jeunesse et droit, 2008.

DETRY I, GOEDSEELS E., "De nieuwe statistiek van de jeugdparketten. Analyse van de gegevens met betrekking tot de instroom voor het jaar 2005", in VANNESTE CH., GOEDSEELS E., DETRY I. (ed.), *De "nieuwe" statistiek van de jeugdparketten: een belichting van de eerste analyseresultaten vanuit verschillende invalshoeken.* Academia Press, 2008, 21-62.

DETRY I, GOEDSEELS E., « La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse: analyse des affaires signalées au cours de l'année 2005 », in VANNESTE CH., GOEDSEELS E., DETRY I. (ed.), *La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse: regards croisés autour d'une première analyse.* Academia Press, 2008,19-60.

GOEDSEELS E., "Jeugddelinquentie: Wallonië helpt, Vlaanderen straft?", *Alert*, 2008, 5, 29-38.

GOEDSEELS E., DETRY I., "Jeugdparket", in FOD Justitie, *Justitie in cijfers*, juli 2008, 41–46.

GOEDSEELS E., DETRY I., « Parquet de la jeunesse », in FOD Justitie, *Justice en chiffre*, 2008, 42–46.

GOEDSEELS E., "Cijfergegevens met betrekking tot de jeugdparketten en jeugdrechtbanken. Een stand van zaken", *Agora*, januari 2008, 41-55.

JONCKHEERE A., “Wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, de databank van de justitiehuizen”, *Panopticon*, 2008, n°4, pp. 95-98 (aanvulling in *Panopticon*, 2008, n° 8, p. 123)

JONCKHEERE A., VANNESTE C., « Vers une statistique du secteur parajudiciaire ? Un nouvel outil pour l’évaluation et l’élaboration de la politique criminelle », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2008, n°6, pp.626-654

LEMONNE A., “Comparing the Implementation of Restorative Justice in Various Countries. Purpose, Potentials and Caveats”, *British Journal of Community Justice*, 2008, Vol.6, n°2.

MAES E., “De juridische normering van het gevangenisregime in België. Ontwikkelingen doorheen twee eeuwen detentiepraktijk (1795-heden)”, in *Violence, conciliation et répression, Recherches sur l’histoire du crime, de l’Antiquité au XXIe siècle* (reeks ‘*Histoire, Justice, Sociétés*’, nr. 1), MUSIN V., ROUSSEAUX X., VESENTINI F. (éd.), Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain (UCL), Presses Universitaires de Louvain, 2008, 91-135.

MAES E., “Proefschrift. Van gevangenisstraf naar vrijheidsstraf. Onderzoek naar de ontwikkeling van en de samenhang tussen penitentiaire regelgeving (inzake het regime van gedetineerden) en penologische visies of andere normeringsrationaliteiten” (samenvatting), *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2008, nr. 2 (maart-april), 68-73.

MAES E., “*Komen criminelen te vroeg vrij ?*” Over suggestieve vragen en de zoektocht naar genuanceerde antwoorden in verband met de tijdsvoorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling”, *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2008, nr. 119 (juli-augustus-september), 4-11.

VANFRAECHEM I., LEMONNE A., “Willen slachtoffers participeren aan de gerechtelijke procedure? Enkele vaststellingen vanuit het onderzoek naar de evaluatie van het slachtofferbeleid in België”, *Nieuwsbrief Suggnomè*, 2008, n°2, 24-30.

VANNESTE CH., « La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse: une base inédite pour une esquisse historique des signalements aux parquets de la jeunesse et pour une évaluation de la part des mineurs dans la délinquance enregistrée », in MOREAU TH., RAVIER I., VAN KEIRSBILCK B. (dir.), *La réforme de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse - premier bilan et perspectives d’avenir*, Liège, Editions jeunesse et droit, 2008, 357-378.

VANNESTE CH., « La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse sous l’éclairage d’autres types d’indicateurs. Exercices de contextualisation », in VANNESTE CH., GOEDSEELS E., DETRY I. (ed.), *La statistique "nouvelle" des parquets de la jeunesse: regards croisés autour d'une première analyse.* Academia Press, 2008, 61-94.

VANNESTE CH., « De “nieuwe” statistiek van de jeugdparketten belicht aan de hand van andere types van indicatoren. Oefeningen in contextualisering », in VANNESTE CH., GOEDSEELS E., DETRY I. (ed.), *De "nieuwe" statistiek van de jeugdparketten: een belichting van de eerste analyseresultaten vanuit verschillende invalshoeken.* Academia Press, 2008, 63-96.

VANNESTE CH. « La population carcérale à Bruxelles », in *Le détenu: un citoyen comme un autre!*, Compte-rendu de la journée d'étude du 13 mars 2008 organisée par le Groupe PS du Parlement bruxellois dur le parcours du détenu à Bruxelles, publication électronique, 23-33.

2007

COSYNS P., D’HONT C., JANSSENS D., MAES E., VERELLEN R., “Geïnterneerden in België: de cijfers”, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2007, nr. 1 (januari-februari), 46-61.

DELENS-RAVIER I., « L’impact de l’enfermement du point de vue des jeunes : approche psychosociale », *in* VIIIèmes Assises des avocats d’enfants, *L’enfant face à l’enfermement,* Liège, Editions jeunesse et droit, 2007, pp. 21-55.

DELENS-RAVIER I., « Familles dans la tourmente, parents en quête de reconnaissance : quelles politiques d’intervention ? », *in* LAHAYE W. (ed.) Penser la famille, *la matière et l’esprit,* Université Mons Hainaut, 7 avril 2007, pp. 19-26.

GOEDSEELS E., “Context van de nieuwe jeugdwet. Naar een toepassing van de nieuwe jeugdwet in de diverse gerechtelijke arrondissementen in Noord en Zuid”, *Panopticon,* 2007.6, 5-25.

JONCKHEERE A., « SIPAR, un système informatique emblématique des transformations observables au sein des maisons de justice », Actes du séminaire transatlantique *Innovations pénales* organisé par KAMINSKI D. et CAUCHIE J.-F., *Champ Pénal / Penal Field,, mis en ligne le 31 octobre 2007. URL : http://champpenal.revues.org/document2943.html.*

JONCKHEERE A., DELTENRE S., DAENINCK PH., MAES E., « Garantir l’usage exceptionnel de la détention préventive: du seuil de peine à une liste d’infractions comme critère de gravité ? », *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2007, nr. 1, pp.50-63.

LEMONNE A., « Evolution récente dans le champ de la médiation en matière pénale : entre idéalisme et pragmatisme », *Revue de droit pénal et de criminologie*, février-mars 2007, 156-169.

MAES E., DAENINCK PH., DELTENRE S., JONCKHEERE A., "'Oplossing(en)' gezocht om de toepassing van de voorlopige hechtenis terug te dringen", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2007, nr. 2 (maart-april), 19-40.

RENARD B., « Les analyses génétiques en matière pénale : l'innovation technique porteuse d'innovation pénale ? », Actes du séminaire transatlantique *Innovations pénales* organisé par KAMINSKI D., CAUCHIE J.-F., *Champ Pénal / Penal Field*, [En ligne], mis en ligne le 20 mai 2007. URL : http://champpenal.revues.org/document1241.html.

RENARD B., « Mise en perspective socio-historique de la réforme législative sur les « méthodes particulières de recherche » : de l'adoption de la loi du 6 janvier 2003 à celle de la réforme du 27 décembre 2005 », in *Les méthodes particulières de recherche. Bilan et critiques des lois du 6 janvier 2003 et du 27 décembre 2005, Les dossiers de la revue de droit pénal et de criminologie*, 14, La Charte Ed., 2007, 5-22.

VANDEBROEK M., VANFRAECHEM I., "Bemiddeling en hergo", in *Het nieuwe jeugdrecht*, Put, J. en Rom, M. (eds), Gent, Larcier, 2007, 147-182.

VANFRAECHEM I., "Herstel en de Belgische jeugdwet", *Tijdschrift voor herstelrecht*, jrg.7 (2007), nr.3, 7-18.

VANFRAECHEM I., "New youth law in Belgium incorporates restorative justice", *Newsletter of the European Forum for Restorative Justice*, 8(1), March 2007, 5-6.

VANFRAECHEM I., "Community, society and state in restorative justice: some reflections", in *Images of Restorative Justice Theory*, MACKAY R., BOSJNAK M., DEKLERCK J., PELIKAN C., VAN STOKKOM B., WRIGHT M. (eds.), Frankfurt am Main, Verlag fur Polizei und Wissenschaft, 2007, 73-91.

VANFRAECHEM I., "Herstelgericht groepsoverleg voor ernstige jeugddelinquentie", *Welzijnsgids*, juli 2007, afl.65, Van.1-Van.16.

2006

DANCKAERT L., MAES E., MOENS N., VAN DE VYLE J.-G., VERHULST K., "De praktijk van de autonome werkstraf: de projectplaatsen aan het woord" (verslag van een debat op de studiedag 'De autonome werkstraf: de wet in praktijk', VUB, 17 november 2005), *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2006, nr. 4 (juli-augustus), 83-88.

MAES E., GOOSSENS F., BAS, R., "Elektronisch toezicht: enkele cijfergegevens over de actuele Belgische praktijk, mede in het licht van zijn eventuele invoering als autonome straf", *Fatik, Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2006, nr. 110 (april-mei-juni), 4-14, *erratum*, nr. 111 (juli-augustus-september), 31.

MAES E., “De individuele cellulaire opsluiting tussen instrumentalisering en rechtsbescherming. De wet van 4 maart 1870 in confrontatie met de ‘Basiswet ...’ van 12 januari 2005”, *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis/Revue belge d’histoire contemporaine*, 2006, nr. 1-2, 7-48.

RENARD B., « Le statut de l’expert judiciaire en matière pénale. Quelques résultats d'une recherche empirique », in *L'expert et la justice. De deskundige en het gerecht*, FELIX. E. (Ed.), Bruxelles/Brugge, la Charte/die Keure, 2006, 1-16.

2005

DE FRAENE D., LEMONNE A., NAGELS C., « Débats autour de la victime : entre science et politique », in *Quelles places pour les victimes dans la justice pénale ?* , La Revue de la Faculté de droit de l’U.L.B., vol.31, 2005, 55-92.

GOEDSEELS E., VANNESTE CH., DETRY I., “Gerechtelijke statistieken inzake jeugddelinquentie en jeugdbescherming : een (grote) stap vooruit”, *Panopticon*, 2005.1, 56-69.

JONCKHEERE A., GOEDSEELS E., « Dossier: Les Maisons de Justice », *Droits quotidiens*, n°93, avril 2005, pp. 4-9.

LEMONNE A., « Recension de l’ouvrage de CARIO, R., SALAS, D. (Sld), ‘Oeuvre de justice et victimes’ », L’Harmattan, Coll. Sciences Criminelles, in *Revue de droit pénal et de criminology*, n°2, 2005, 181-182.

LEMONNE A., VANFRAECHEM I., “Victim-Offender Mediation for Juveniles in Belgium”, in *Victim-Offender Mediation with Youth Offenders in Europe*, MESTITZ A., GHETTI S. (eds), Dordrecht, Kluwer International, Spring 2005, 181-209.

MAES E., “Beknopte schets van de historische evolutie van de wettelijke onderbouw van het penitentiair regime (1830-2005)”, in *Strafrecht als roeping, Liber amicorum Lieven Dupont* , VERBRUGGEN F., VERSTRAETEN R., VAN DAELE D., SPRIET B. (eds.) (Reeks Samenleving, Criminaliteit & Strafrechtspleging), Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2005, vol. 31A, 487-504.

MAES E., “De externe rechtspositie van (veroordeelde) gedetineerden”, *Metanoia, Driemaandelijks contactblad Katholieke Aalmoezeniersdienst bij het gevangeniswezen*, 2005 (1e kwartaal), 33-55.

RENARD B., « Faillibilité de la preuve scientifique et exigences de fiabilité. Quelles attentes du droit pénal ? », in *Police technique et scientifique. Les exigences d’une preuve fiable*, RENARD B. (ss dir), Actes de la journée d’étude organisée à Louvain-La-Neuve le

16 décembre 2004 par le Centre d'Etudes sur la police, Politeia/CEP, Bruxelles, décembre 2005, 15-29.

VAN CAMP T., RUBBENS A., Tien jaar slachtofferbeleid in België: stand van zaken en kritische reflectie, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, mei 2005, 78-84.

VAN CAMP T., LEMONNE A., "Critical reflection on the development of restorative justice and victim policy in Belgium", *The 11th United Nation Congress on Crime Prevention and Criminal Justice*, Workshop 2: Enhancing Criminal Justice Reform, Including Restorative Justice, 2005, http://www.icclr.law.ubc.ca/Publications/Reports/11_un

VANNESTE CH., « Pauvreté, exclusions. La prison en question », contribution aux *Actes du colloques,* Colloque organisé par Emmaüs France et l'OIP France le 12 février 2005, octobre 2005.

VANNESTE CH., coll. GOEDSEELS E., DETRY I., « Pour une histoire chiffrée de quarante années de « protection de la jeunesse » quelques repères utiles », in *Protection de la jeunesse. Formes et réformes*, CHRISTIAENS J., DE FRAENE D., DELENS-RAVIER I. (éd.), Bruylant, Bruxelles, 2005, 3-26.

VANNESTE CH., coll. DELTENRE S., DETRY I., GOEDSEELS E., JONCKHEERE A., MAES E., « De la production à l'exploitation statistique : l'intervention scientifique dans tous ses états », in VESENTINI F. (dir.), *Les chiffres du crime en débat. Regards croisés sur la statistique pénale en Belgique (1830-2005)*, Académia-Bruylant, 193-217.

VANNESTE CH., « « Origine étrangère » et processus décisionnels au sein des tribunaux de la jeunesse », in *Délinquance des jeunes et justice des mineurs. Les défis des migrations et de la pluralité ethnique - Youth Crime and Juvenile Justice. The challenge of migration and ethnic diversity*, QUELOZ N., BÜTIKOFER REPOND F., PITTET D., BROSSARD R., MEYER-BISCH B. (éd.), Editions Staempfli, Collection KJS – CJS (Crime, Justice and Sanctions), Volume 5, Berne, 2005, 631-650.

VANNESTE CH., « Des logiques économiques à leur traduction pénale », in *Dedans dehors.Prison peine du pauvre, pauvre peine*, revue de l'Observatoire international des prisons section française, n°47, janvier-février 2005, 14-15.

2004

DELTENRE S., MAES E., "Pre-trial detention and the overcrowding of prisons in Belgium. Results from a simulation study into the possible effects of limiting the length of pre-trial detention", *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 2004, nr. 4, 348-370.

DELTENRE S., MAES E., « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2004, 1, 83-117.

DE PAUW W., DELTENRE S., HENDRICX C., WILLEMS M., "Tien jaar veroordelingstatistiek", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2004, 4, 82-92.

DETRY I., VANNESTE CH., « Le dessaisissement : une pratique insaisissable ? », in *La réaction sociale à la délinquance juvénile. Questions critiques et enjeux d'une réforme*, Les Dossiers de la Revue de Droit Pénal et de Criminologie, la Charte, 2004, n° 10, 185-207.

DETRY I., VANNESTE CH., « Une image chiffrée du recours au dessaisissement », *Journal du Droit des Jeunes*, janvier 2004, n° 231, 23-30.

DUPONT-BOUCHAT M.S., CHRISTIAENS J., VANNESTE CH., « Jeunesse et justice (1830-2002) », in *Politieke en sociale geschiedenis van justitie in België van 1830 tot heden - Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, HEIRBAUT D., ROUSSEAUX X., VELLE K. (éd.), Die Keure - La Charte, 2004, 125-157.

GOETHALS J., MAES E., "Voorwaardelijke invrijheidstelling. Nederland en België door een criminologische bril", *Tijdschrift voor Criminologie*, 2004 (Jubileumuitgave - 30 jaar NVK, 45 jaar TvC: Criminologie in Nederland - Een Vlaamse spiegel), 30-41.

LEMONNE A., « La place de la victime dans le procès pénal. Etat des lieux et perspectives », *Le Journal du Juriste*, Kluwer, n°36, 2004 , 15.

MAES E., "Vijf jaar justitiehuizen : enkele cijfers over de werking van de justitiehuizen tijdens de periode 1999-2002", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2004 (november-december), nr. 6, 73-109.

MAES E., "De externe rechtspositie van (veroordeelde) gedetineerden", *Ad Rem, Tijdschrift van de Orde van Vlaamse Balies*, 2004, speciale editie (Themanummer gevangeniswezen) 12-29.

RENARD B., « Quelques méandres du processus de légalisation des méthodes particulières d'enquête. La loi du 6 janvier 2003, un produit fini ? », in *Les méthodes particulières de recherche. Premier bilan de la loi du 6 janvier 2003*, DESSEILLE M. Actes de la demi-journée d'étude organisée à Bruxelles le 22 mars 2004 sur ce thème par le Centre d'Etudes sur la police, Politeia/CEP, Bruxelles, 15-32.

RENARD B., LERICHE A., "Deskundigenonderzoek", in *Postal memorialis*, Verbo D15, Kluwer, maart 2004, 30.

RENARD B., VANDRESSE C., « La Belgique ou l'incrimination de l'organisation criminelle comme soutien des techniques d'enquête », in *Criminalité organisée : des représentations sociales aux définitions juridiques*, CESONI M.L. (ss dir.), Georg Librairie de l'Université (Genève), LGDJ (Paris), Bruylant (Bruxelles), 2004, 361-500.

VANNESTE CH., « L'exécution des peines. L'usage de la prison de 1830 à nos jours », in *Politieke en sociale geschiedenis van justitie in België van 1830 tot heden - Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, HEIRBAUT D., ROUSSEAUX X., VELLE K. (éd.), Die Keure - La Charte, 2004, 103-122.

VANNESTE CH., « Les statistiques en matière de délinquance juvénile et de protection de la jeunesse : un état de la situation », in *La réaction sociale à la délinquance juvénile. Questions critiques et enjeux d'une réforme*, Les Dossiers de la Revue de Droit Pénal et de Criminologie, la Charte, 2004, n° 10, 117-132.

2003

DELTENRE S., GUILLAIN C., « Du classement sans suite à la détention préventive : de la différenciation sociale appliquée par le système pénal aux usagers de drogues », in *L'usage pénal des drogues*, KAMINSKI D. (éd.), Bruxelles, De Boeck Université, Coll. "Perspectives criminologiques", 2003, 175-193

MAES E., PUT J., "Armoede en vrijheidsberoving: een vicieuze cirkel ?", in *Jaarboek Armoede en Sociale Uitsluiting*, VRANKEN J., DE BOYSER K., DIERCKX D. (eds.), Leuven/Leusden, Acco, 2003, 187-208.

MAES E., "Een blik op drie jaar besluitvormingspraktijk van de (Nederlandstalige) commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling (1999-2001)", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2003, nr. 4 (juli-augustus), 400-415.

RENARD B., « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2003, 3, 321-359.

N° complet de la Revue de Droit Pénal et de Criminologie de février 2003 - *Actes de l'Interlabo du GERN du 23 mars 2001 :*

> VANNESTE CH., « Analyse de processus de décision en différentes phases et branches du système d'administration de la justice pénale », *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 131-132.

RENARD B., « La mise en œuvre et le suivi de l'enquête de recherche proactive : étude qualitative des facteurs influençant le processus de décision », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 133-167.

DELTENRE S., « De l'impact des processus de décision relatifs aux condamnations prononcées sur l'évolution de la population pénitentiaire belge entre 1994 et 1998 », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 168-20.

MAES E., « Développements récents dans le processus décisionnel relatif à la libération conditionnelle en Belgique. De quelques aspects quantitatifs et qualitatifs », *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 206-231.

VANNESTE CH., « Les logiques décisionnelles des magistrats du parquet et des juges de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 225-256.

2002

DELTENRE S., MAES E., "Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank. Kan een begrenzing van de duur van de voorlopige hechtenis effectief bijdragen tot een 'ontvolking' van onze gevangenissen?", *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 2002, nr. 1, 6-31.

DELTENRE S., MAES E., "Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2002, nr. 3 (mei-juni), 196-211.

MAES E., "Naar een nieuwe wettelijke regeling van de voorwaardelijke invrijheidstelling in België? Enkele beschouwingen over de voorwaardelijke invrijheidstelling en de mogelijke oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2001, nr. 6 (november-december), 541-570, err. 2002, nr. 2, (maart-april), 187.

MAES E., "Studie van de evolutie van de gedetineerdenpopulatie volgens misdrijfcategorie (1980-1998)", *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2002, nr. 4 (juli-augustus), 340-350.

MAES E., "Het leven zoals het was (is) …in de gevangenis. Beknopte schets van de historische evolutie van het Belgische gevangeniswezen aan de hand van de belangrijkste penitentiaire regelgeving", in *Gevangen in de tijd, naar een museum over vrijheidsberoving*, VAN ROYEN H. (ed.), Referatenboek van de studiedag georganiseerd op 18 mei 2001 in het Vormingscentrum Dr. Guislain te Gent, en ingericht door de vzw Gevangenismuseum en het Dr. Guislainmuseum, Merksplas, 2002, 35-53.

MAES E., “Het nieuwe wettelijke kader. Historiek, inhoud en commentaren”, *Metanoia, Driemaandelijks contactblad Katholieke Aalmoezeniersdienst bij het gevangeniswezen*, maart 2002, 7-41 (overname van Deel 1 ‘Het nieuwe wettelijke kader: historiek, inhoud en commentaren’ uit het onderzoeksrapport ‘De V.I.-commissies in actie’ in een door de redactie herwerkte versie).

MAES E., “De V.I.-commissies ‘aan de bak’. Het functioneren van de (Nederlandstalige) commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling geobserveerd (eerste werkingsjaar – 1999)”, *Metanoia, Driemaandelijks contactblad Katholieke Aalmoezeniersdienst bij het gevangeniswezen*, maart 2002, 48-64.

MAES E., PIETERS F., “De hervorming van de voorwaardelijke invrijheidstelling in Frankrijk. Zijn er ook lessen te trekken voor de Belgische situatie?”, *Tijdschrift voor Strafrecht. Jurisprudentie, nieuwe wetgeving en doctrine voor de praktijk*, 2002, nr. 1 (maart), 2-15.

RENARD B., « De l’automatisation de l’information policière à la systématisation de son traitement : quand les logiques de contrôle s’appuient sur les développements des technologies de l’information », in *La gestion de l'information, Seconde partie : Les contours de l’information et (les limites de) son usage*, RENARD B. (ss dir.), *Manuel de la Police*, 2002, 65, 111-133.

RENARD B., « La gestion de l’information dans le cadre de la réforme des polices en Belgique », in *La gestion de l’information, Première partie : la réforme et ses impacts*, RENARD B. (ss dir.), *Manuel de la Police*, 2002, 64, 5-50 + addendum dans *Manuel de la Police*, 2002, 65, 135-141.

RENARD B., « Quand l’expression de la vérité est attribuée au corps - Etat des lieux et quelques questionnements sur la légitimité de l’utilisation du polygraphe en procédure pénale », in *La Criminalistique, du mythe à la réalité quotidienne*, LERICHE A. (éd.), Kluwer, Bruxelles, 2002, 363-396.

RENARD B., LERICHE A., « L’expertise judiciaire au pénal », in *Postal memorialis - Lexique du droit pénal et des lois spéciales*, Verbo E 180, Kluwer, juin 2002, 28.

VANNESTE CH., « Délinquance et scolarité : regards croisés sur les résultats de différentes recherches », article destiné à *Custodes*, non publié (arrêt de la revue), 2002.

VANNESTE CH., « Des logiques socio-économiques à leur traduction pénale : l’exemple de la Belgique de 1830 à nos jours », in *Sociétés et représentations, La vie judiciaire*, CREDHESS, Paris, sept. 2002, n° 14, 213-227.

2001

MAES E., “De V.I.-commissies ‘aan de bak’. Het functioneren van de (Nederlandstalige) commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling geobserveerd (eerste werkingsjaar – 1999)”, *Fatik, Tijdschrift voor strafbeleid en gevangeniswezen*, 2001, nr. 91 (september), 4-14.

RENARD B., « Quand l’expression de la vérité est attribuée au corps – Etat des lieux et quelques questionnements sur la légitimité de l’utilisation du polygraphe en procédure pénale », *Manuel de la Police*, 2001, 59, 155-188.

VANNESTE CH., « Pénalité, criminalité, insécurité ... et économie », in *Délinquance et insécurité en Europe. Vers une pénalisation du social?*, MARY P., PAPATHEODOROU T. (éd.), Groupe Européen de Recherches sur la Justice pénale, Bruylant, Bruxelles, 2001, 47-95.

VANNESTE CH., “Een onderzoek over de beslissingen genomen door de parketmagistraten en de jeudgrechters”, *Tijdschrift voor Jeugdrecht en Kinderrechten*, december 2001/5, 193-202.

VANNESTE CH., « Une recherche sur les décisions prises par les magistrats du parquet et les juges de la jeunesse », *Journal du Droit des Jeunes*, septembre 2001, n° 207, 5-12.

2000

DELTENRE S., LEBRUN V., « La nouvelle directive à l’égard des usagers de drogue : changement de politiques ? Entre pénalisation de l’usage et usages de la pénalisation », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2000, 5, 534-570.

LECLERCQ S., RENARD B., « Quel gage de fiabilité pour un alibi technologique ? », *Sécurité privée*, 2000, 6, 20-26.

MAES E., “Het wettelijk kader: korte historiek, inhoud en commentaren”, in *Voorwaardelijke invrijheidstelling: wetgeving, predictie en begeleiding*, GOETHALS J., BOUVERNE-DE BIE M. (ed.), Gent, Academia Press, 2000, 1-57.

RENARD B., VAN RENTERGHEM P., LERICHE A., “Bespreking van de wet betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken”, *Vigiles, Tijdschrift voor politierecht*, 2000, 4, 120-132.

RENARD B., VAN RENTERGHEM P., LERICHE A., « Discussion de la loi relative à la procédure d’identification par analyse ADN en matière pénale », *Vigiles, Revue du droit de la police*, 2000, 4, 120-132.

VANNESTE CH., « L'évolution de la population pénitentiaire belge de 1830 à nos jours : comment et pourquoi ? Des logiques socio-économiques à leur traduction pénale », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2000, 6, 689-723.

1999

HAVELANGE B., RENARD B., « L'analyse criminelle et la protection de la vie privée, ou les dangers de remplacer Hercule Poirot par un processeur », in *Droit des technologies de l'information : regards prospectifs*, MONTERO E. (éd.), Les 20 ans du CRID, coll. Les Cahiers du CRID, n° 16, Bruxelles, Bruylant, 1999, 217-232.

VANDERBORGHT J., "Het doel heiligt de middelen? Proactieve recherche in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit", in *De proactieve recherche/La recherche proactive*, *Custodes*, 1999, 1, 13-32.

VANNESTE CH., DUPIRE V., MAES E., "Het N.I.C.C. en het onderzoek naar de nieuwe procedure van voorwaardelijke invrijheidstelling", *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 1999, 40-46.

Collection des rapports et notes de recherche
Collectie van onderzoeksrapporten en onderzoeksnota's

Actualisée en février 2013 – Geactualiseerd in februari 2013

N°32b GILBERT, E., MAHIEU, V., GOEDSEELS, E. (PROM.), RAVIER, I. (PROM.), *Onderzoek naar de beslissingen van jeugdrechters/jeugdrechtbanken in MOF-zaken*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, Onderzoeksrapport, Brussel, september 2012, 189 p.

N°32a GILBERT, E., MAHIEU, V., GOEDSEELS, E. (DIR.), RAVIER, I. (DIR.), *Recherche relative aux décisions des juges/tribunaux de la jeunesse dans les affaires de faits qualifiés infractions*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, septembre 2012, 189 p.

N°31 MAHIEU, V., VANDERSTRAETEN, B., LEMONNE, A. (dir.), *Evaluation du Forum national pour une politique en faveur des victimes/ Evaluatie van het Nationaal Forum voor Slachtofferbeleid. Rapport final/Eindrapport(bilingue)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Operationele Directie Criminologie/Direction Opérationnelle de Criminologie, Brussel/Bruxelles, février/februari 2012, 220 p + annexes.

N°30 ADELAIRE K., REYNAERT J.-F., NISEN L., *Recherche relative au système de rémunération de l'aide juridique de deuxième ligne*, MINCKE C., SHOENAERS F. (dir.), Centre de recherche et d'interventions sociologiques de l'Université de Liège / Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, septembre 2012, 156 p + annexes.

N°29 JEUNIAUX, P, RENARD, B. (dir), *Les dépenses en matière d'expertises génétiques dans le système pénal belge, de 2000 à 2010*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, janvier 2012, 185 p.

N°28 JONCKHEERE, A., *La (mise en) liberté sous conditions : usages et durée d'une mesure alternative à la détention préventive (2005-2009). Note de recherche dans le cadre de l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, février 2012, 12p.

N°27 ROBERT, L., MAES, E. (dir.), *Wederopsluiting na vrijlating uit de gevangenis*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, Brussel, 27 januari 2012, 151p. + bijl.

N°26 DEVRESSE (dir.), M.-S., ROBERT, L., VANNESTE, C. (dir.), coll. HELLEMANS, A., *Onderzoek inzake de classificatie van en de vraag naar regimes binnen de*

strafinrichtingen/Recherche relative à la classification et à la question des régimes au sein des établissements pénitentiaires, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Operationele Directie Criminologie/Direction Opérationnelle de Criminologie, Brussel/Bruxelles, 2011, 276 p.

N°25 MINE, B., VANNESTE, C. (dir.), *Recherche relative aux conditions de faisabilité d'une articulation des bases de données statistiques sous la forme d'un « Datawarehouse »*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, décembre 2011, 220 p.

N°24b BURSSENS, D., VANNESTE, C. (dir.), *La médiation pénale. Note de recherche dans le cadre de l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, mai 2011, 38 p.

N°24a BURSSENS, D., VANNESTE, C. (dir.), *Bemiddeling in strafzaken. Onderzoeksnota in het kader van de wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, databank van de justitiehuizen*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, Brussel, mei 2011, 38 p.

N°23 DE MAN, C., MAES, E. (dir.), MINE, B., VAN BRAKEL, R., *Toepassingsmogelijkheden van het elektronisch toezicht in het kader van de voorlopige hechtenis – Possibilités d'application de la surveillance électronique dans le cadre de la détention préventive*, Eindrapport - Rapport final, Brussel/Bruxelles, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Operationele Directie Criminologie/Direction Opérationnelle de Criminologie, december/décembre 2009, 304 p. + bijlagen/annexes.

N° 22 HEYLEN B., RAVIER I., SCHOFFELEN J., VANNESTE C. (dir.), *Une recherche évaluative d'un centre fermé pour mineurs, le centre « De Grubbe » à Everberg/Evaluatieonderzoek van een gesloten instelling voor jongeren, centrum « De Grubbe » te Everberg*, Rapport final/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, 2009, 193 p.

N° 21b JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, de databank van de justitiehuizen. Analyse van de gegevens betreffende het jaar 2006*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, februari 2009, 111 p.

N° 21 JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice. Analyse de*

données relatives à l'année 2006, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2008, 141 p.

N° 20b GOEDSEELS E., DETRY I., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique des données disponibles en matière de protection de la jeunesse et de délinquance juvénile, Premier rapport, Analyse du flux des affaires entrées au niveau des parquets de la jeunesse en 2005*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2007, 112 p. + annexes.

N° 20a GOEDSEELS E., DETRY I., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de productie en wetenschappelijke exploitatie van cijfergegevens aangaande jeugddelinquentie en jeugdbescherming, Eerste onderzoeksrapport, Analyse van de instroom op de jeugdparketten voor het jaar 2005*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, juli 2007, 116 p. + bijlagen.

N° 19b LEMONNE A., VAN CAMP T., VANFRAECHEM I., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de evaluatie van de voorzieningen ten behoeve van slachtoffers van inbreuken*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, juli 2007, 356 p. + bijlagen.

N° 19a LEMONNE A., VAN CAMP T., VANFRAECHEM I., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'évaluation des dispositifs mis en place à l'égard des victimes d'infraction*, Rapport final, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2007, 354 p. + annexes.

N° 18 MAES E., i.s.m. het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen (DELTENRE, S. en VAN DEN BERGH, W.), *Strafbecijfering en -uitvoering in België anno 2006. Analyse van de actuele praktijk en voorstelling van enkele alternatieve denkpistes*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, 26 september 2006, 37 p. + bijlagen.

N° 17 MAES E., *Proeve van werklastmeting van de toekomstige strafuitvoeringsrechtbanken. Een simulatie-oefening op basis van data in verband met de strafuitvoeringspraxis tijdens het jaar 2004*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, 13 december 2005 (met aanvulling d.d. 19 mei 2006: tabel in bijlage), 10 p. + bijlagen.

N° 16b JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de wetenschappelijke exploitatie van het gegevensbestand betreffende de justitiehuizen – SIPAR*, Eerste rapport (vertaling uit het Frans), Nationaal Instituut

voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, december 2006, 83 p.

N° 16a JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique des bases de données existantes au sein des Maisons de justice – SIPAR*, Premier rapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, décembre 2006, 77 p.

N° 15b RENARD B., VANNESTE C. (dir.), *Het statuut van de deskundige in strafzaken*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, december 2005, (gedeeltelijke vertaling, april 2006), 86 p.

N° 15a RENARD B., VANNESTE C. (dir.), *Le statut de l'expert en matière pénale*, Rapport final de recherche, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, décembre 2005, 405 p.

N° 14 GOOSSENS F., MAES E., DELTENRE S., VANNESTE C. (dir.), *Projet de recherche relatif à l'introduction de la surveillance électronique comme peine autonome/Onderzoeksproject inzake de invoering van het elektronisch toezicht als autonome straf*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, octobre/oktober 2005, 204 p. + bijlagen/annexes.

N° 13 DAENINCK P., DELTENRE S., JONCKHEERE A., MAES E., VANNESTE C. (dir.), *Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive/Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, mars/maart 2005, 367 p.

N° 12 RENARD B., DELTENRE S., *L'expertise en matière pénale – Phase 1: Cartographie des pratique*s, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, juin 2003, 138 p. + annexes.

N° 11 DELTENRE S., MAES E., *Analyse statistique sur base de données de condamnations: plus-value et applications concrètes/Statistische analyse aan de hand van de veroordelingsgegevens: meerwaarde en praktijkvoorbeeld*, Notes de recherche/Onderzoeksnota's, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, 2000-2002.

N° 10 MAES E., *Studie van de evolutie van de gedetineerdenpopulatie volgens misdrijfcategorie (1980-1998)*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, september 2001, 15 p. + bijlagen.

N° 9 DELTENRE S., MAES E., *Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis/Simulations de l'impact de quelques modifications législatives en matière de détention préventive*, Onderzoeksnota's/Notes de recherche, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Brussel/Bruxelles, 2001.

N° 8b VANNESTE C., *De beslissingen genomen door de parketmagistraten en de jeugdrechters ten aanzien van delinquente minderjarigen*, Eindrapport (vertaling), Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, dec. 2001, 206 p. + bijlagen.

N° 8a VANNESTE C., *Les décisions prises par les magistrats du parquet et les juges de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants*, Rapport final de recherche, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juin 2001, 205 p. + annexes.

N° 7 RENARD B., *L'usage du polygraphe en procédure pénale; analyse procédurale*, Note d'étude – Partie III de l'avis pour le Ministre de la Justice et le Collège des Procureurs généraux sur l'usage du polygraphe en procédure pénale belge, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, septembre 2000, 59-80 p.

N° 6 MAES E., DUPIRE V., TORO F., VANNESTE C. (dir.), *De V.I.-commissies in actie. Onderzoek naar de werking van de in het kader van de nieuwe V.I.-wetgeving (wetten van 5 en 18 maart 1998) opgerichte commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling/Les commissions de libération conditionnelle en action. Recherche sur le fonctionnement des commissions de libération conditionnelle créées dans le cadre de la nouvelle réglementation sur la libération conditionnelle (lois des 5 et 18 mars 1998)*, Eindrapport/Rapport final de recherche, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Brussel/Bruxelles, augustus/août 2000, 355 p. + bijlagen/annexes.

N° 5 MORMONT, C. (DIR.), VANNESTE, C. (DIR.), TORO, F., MARSDEN, E., SNIJDERS, J., *Etude comparative dans les 15 pays de l'Union Européenne relative au statut et modalités de l'expertise des personnes présumées ou avérées abuseurs sexuels*, Rapport final de la recherche co-financée par la Commission Européenne et le Ministère de la Justice belge, Programme européen STOP, Université de Liège et Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de

Criminologie, octobre 1999, 192 p. + résumés en néerlandais (11 p.) et anglais (11 p).

N° 4 RENARD B., VANDERBORGHT J., *Recherche Proactive, révélateur d'une approche nouvelle? Etude relative à la recherche proactive dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée Proactieve Recherche, exponent van een vernieuwde aanpak? Onderzoek naar de proactieve recherche in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Rapport final de recherche/Eindrapport, Bruxelles/Brussel, septembre/september 1999, 386 p.

N° 3 SNACKEN S. (dir.), DELTENRE S., RAES A., VANNESTE C., VERHAEGHE P., *Recherche qualitative sur l'application de la détention préventive et de la liberté sous conditions/Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Vrije Universiteit Brussel, Bruxelles/Brussel, 1999, 244 p.

N° 2 SNACKEN S. (dir.), DE BUCK K., D'HAENENS K., RAES A., VERHAEGHE P., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Vrije Universiteit Brussel, Brussel, 1997, 174 p.

N° 1 DE BUCK K., D'HAENENS K., *Electronic Monitoring*, Studienota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, 1996, 40 p.

Direction Opérationnelle de Criminologie / Operationele Directie Criminologie
TOUR DES FINANCES/FINANCIETOREN – 7ème ét ./verd. – bte/bus 71
Bd du Jardin Botanique/Kruidtuinlaan, 50 – B-1000 Bruxelles/Brussel
http://incc.fgov.be ou/of http://nicc.fgov.be